

UNIVERSITE DE PARIS VIII-VINCENNES

DEPARTEMENT D'ALLEMAND

A SAINT-DENIS

L ' E V O L U T I O N I D E O L O G I Q U E
D U
P A R T I C H R E T I E N - S O C I A L
A U
P A R T I P O P U L I S T E A U T R I C H I E N

par Gérard GRELLE

Doctorat de 3e cycle

INTRODUCTION

L'histoire politique de l'Autriche républicaine se divise en deux grandes périodes séparées l'une de l'autre par une troisième qui correspond à celle de l'austrofascisme et de l'occupation nazie. Cette dernière s'étend sur douze années (mars 1933-avril 1945) au cours desquelles l'ordre démocratique est démantelé et baillonné. Cet état de choses n'arrive pas du jour au lendemain; il est l'aboutissement de conflits qui opposent, sous la Première République, le camp conservateur au camp social-démocrate. Le résultat de ces conflits, c'est l'élimination par étapes de la démocratie par le parti chrétien-social et ses alliés fascistes, en particulier les "Heimwehren". Celle-ci s'effectue principalement par le fait qu'en 1933 le Parlement est mis hors d'état d'agir et qu'en 1934 tous les partis politiques sont interdits.

On peut au contraire définir les deux grandes périodes démocratiques mentionnées auparavant comme jeu de rapports de force entre les partis politiques, jeu qui se déroule essentiellement dans le cadre des institutions parlementaires. Or, le laps de temps qui se situe entre ces deux périodes signifie

l'absence d'existence des dits partis politiques; 1934 en marque l'interdiction, 1945 la renaissance. La question sans doute essentielle qui se pose alors est de savoir si les différents partis témoignèrent en 1945 d'une continuité historique et idéologique ou bien s'ils représentèrent en 1945 des organisations politiques entièrement nouvelles.

Les partis marxistes, tous interdits à la suite des événements sanglants de février 1934, retrouvèrent au printemps 1945 leur existence légale en soulignant la continuité qui existait entre la période précédant leur interdiction et celle qui commença en 1945. Le parti communiste restait parti communiste; le parti social-démocrate devenait certes le parti socialiste autrichien, l'accent était toutefois mis sur la continuité idéologique. Pas de changement au niveau des personnalités dirigeantes: les anciens responsables reprirent en 1945 les fonctions qu'ils avaient occupées avant 1934. Les programmes politiques conservèrent les mêmes contenus qu'avant la guerre. Dans ce camp, une grande importance fut accordée à la notion de continuité.

Le camp conservateur adopta une attitude fondamentalement différente. Le parti populiste qui se créa en 1945 s'affirmait comme parti nouveau, sans liens avec l'ancien parti chrétien-social. Si l'on se réfère à l'histoire, la différence de situation entre parti chrétien-social et populiste d'une part et parti socialiste de l'autre résidait dans l'autodissolution de l'un et l'interdiction de l'autre. En effet, en 1934, le parti chrétien-social ne fut pas interdit; il se saborda lui-même. Voici sans doute un premier argument qui rendit assez difficile pour le parti

populiste la référence à un parti qui avait lui-même décidé sa propre disparition. Mais cet argument resta mineur dans ce débat.

L'élément essentiel qui, à droite, plaidait en 1945 pour la négation de la continuité entre les deux partis était l'image que la population avait conservée des chrétiens-sociaux et le manque de crédibilité qui risquait de s'ensuivre. En effet, l'élimination de la démocratie s'était déroulée sous leur conduite; le régime corporatif était leur fait; le démantèlement des partis aussi. A la libération, leurs anciens adversaires les accusèrent d'être responsables de l'austrofascisme. D'où l'intérêt capital de leurs héritiers à faire disparaître toutes ces réminiscences. Car l'enjeu véritable, c'étaient les élections que les Alliés avaient promises. Pour les conservateurs, il s'agissait de faire le plein des voix de leur camp en un moment où l'on ignorait encore tout du comportement des électeurs après les longues années au cours desquelles l'opinion publique n'avait pas été consultée (1). Pour parvenir à ce but, il importait de créer l'image d'un parti entièrement nouveau.

Fait très important au départ, les fondateurs décidèrent de changer le nom du parti (2) afin que la rupture vis-à-vis de l'extérieur fût totale. Ainsi l'électeur moyen ne serait-il pas directement tenté d'associer ancien et nouveau parti. Et s'il reliait encore ces deux partis, il pourrait du moins supposer qu'un changement important s'était produit. Le terme "populiste" était moins restrictif que "chrétien-social". Il écartait la composante confessionnelle au profit d'une volonté d'atteindre un plus vaste électorat. Les catholiques pouvaient continuer à s'y reconnaître; les non-catholiques étaient invités à s'y intégrer. Le parti comptait élargir sa base. De plus, il se disait

"autrichien" et l'aspect patriotique, après les années où le pays avait été annexé au Reich allemand, était alors l'un des sujets les plus discutés.

Le second aspect utilisé afin de prouver cette rupture était constitué par le renouvellement de l'équipe dirigeante. Alors que, dans le camp socialiste et communiste, il était tout à fait opportun de souligner la continuité dans ce domaine, la tactique inverse s'imposait au camp conservateur. Certains anciens dirigeants chrétiens-sociaux comme Vaugoin ou Dollfuß étaient déjà morts; d'autres comme Schuschnigg ou Schmitz souhaitaient se tenir à l'écart de la politique. En les remplaçant par des figures de second rang comme Figl, Hurdes etc., le parti populiste pouvait camoufler ses liens avec son prédécesseur. Ces hommes qui avaient passé une partie de la guerre dans les camps de concentration avaient ainsi prouvé que, s'ils avaient de quelque manière favorisé le fascisme ou le nationalsocialisme, ils avaient renié cette idéologie et étaient devenus démocrates. Et les éléments dont le parti populiste héritait du parti chrétien-social, c'étaient des hommes comme Pernter ou Kunschak, personnalités qui, précisément, avaient fait figure de démocrates à une époque où tout ce camp refusait la démocratie. Bref, au niveau des responsables politiques, la nouveauté semblait aussi à l'ordre du jour.

Cependant, toutes ces modifications extérieures entraînent-elles obligatoirement un changement réel et aussi complet qu'on l'a affirmé à cette époque? Certains le penseront et nieront tout lien entre les deux partis, d'autres plaideront pour la thèse opposée. Faut-il écrire que, des trois partis qui émergèrent en 1945, le parti populiste fut le seul à être

réellement nouveau (3)? Ou bien faut-il voir en lui un simple travesti du parti chrétien-social (4)? S'en tenir à la simple analyse des événements ne permet sans doute pas de trouver une solution à ce problème. En effet, les événements sont soumis au fait que chaque individu peut les interpréter différemment et chacun a tendance à juger selon des critères subjectifs. Tout en étant conscient que la présente analyse ne règlera pas le problème, essayons de l'aborder sous un angle nouveau en examinant son idéologie. Le programme de l'Ö.V.P. (5) est-il identique à celui du parti chrétien-social? La réalité politique couverte par l'Ö.V.P. correspond-elle à celle que couvraient les chrétiens-sociaux? En sortant de l'histoire événementielle et en nous attachant à comparer les idéologies, nous espérons faire avancer la réflexion sur ce thème.

Faire la comparaison entre parti chrétien-social et populiste suppose que l'on s'interroge d'abord sur les aspects sociologiques de ces deux partis. Base, structures, électorat, données statistiques sont-ils les mêmes pour les deux partis? L'un et l'autre se définissent comme "Volkspartei"; mais entendent-ils par là la même chose? En tant que parti soucieux de représenter l'ensemble du peuple, ils se trouvent divisés en forces qui représentent des intérêts divergents. Ces forces établissent entre elles un certain rapport qui peut toutefois se modifier selon le cours des événements. L'élément constitutif essentiel de ces partis est la paysannerie. Son rôle et son importance restent-ils le même pour les deux partis? Quelle est la place respective du patronat et des salariés? Et s'est-elle modifiée lors du passage historique?

Les partis politiques autrichiens ont été, dès le début de la République, contraints de résoudre le problème de l'identité nationale des habitants de l'Autriche. Ce thème va occuper le devant de la scène non seulement pendant toute la première République, mais également au début de la seconde. Le dilemme se posait de la manière suivante: les habitants de l'Autriche sont-ils allemands ou autrichiens? Les deux positions furent soutenues, d'où la confusion qui s'ensuivit. Chacun apportait des arguments; l'usage de la langue allemande, l'existence d'un "peuple allemand" ou d'une "nation autrichienne", le choix de liens privilégiés avec l'Allemagne voisine ou bien l'indépendance nationale, la place et le rôle de l'Autriche en Europe centrale. Autant de questions que les deux partis devaient résoudre et qui peuvent permettre d'établir des liens de continuité.

Le domaine de la démocratie et de la politique est un élément tout aussi important si l'on veut juger de la modification ou de la continuité des partis. Une république démocratique avait été établie en 1918; elle était pourtant très fragile. Telle que nous la concevons dans le monde occidental, à savoir reposant sur le pluralisme politique, elle suppose l'adhésion des partis politiques; elle implique en plus que ceux-ci s'affrontent dans le respect des règles pluralistes. Or, ces règles du jeu furent amplement bafouées par les pratiques de la Première République et la démocratie dut faire les frais de ces querelles. S'il doit être question de responsabilité dans l'élimination de la démocratie et des partis, il est sûr que les chrétiens-sociaux en portent une lourde part. Ce sont eux qui n'ont cessé de vilipender la démocratie; ce sont eux qui ont souhaité la disparition des partis; ce sont eux enfin qui ont établi le régime corporatif. Au

lendemain de la guerre, leurs héritiers, les populistes, se présentent comme de fervents démocrates, acceptent le dialogue avec les ennemis d'hier; ils effectuent un revirement spectaculaire. Il en va de même pour le Parlement que les chrétiens-sociaux se sont efforcés de ne pas reconvoquer après la démission de ses trois présidents en 1933. C'est qu'ils avaient une tout autre conception des fonctions du Parlement. Les partis devaient être remplacés par des corporations et le Parlement devait perdre ses fonctions politiques. Après la guerre, celui-ci retrouva aux yeux des populistes ses anciennes attributions. Et pourtant, il fut possible de noter chez les populistes divers échos plaidant en faveur d'une modification du fonctionnement du Parlement et de sa composition. Le revirement annoncé sur le plan officiel ne fut peut-être pas aussi complet qu'on avait coutume de le dire.

Cette tendance est confirmée par l'attitude adoptée à l'égard des autres camps politiques, et ceci tout d'abord vis-à-vis de la gauche socialiste et communiste. Si l'attitude chrétienne-sociale avait été claire à son égard (les chrétiens-sociaux la combattirent non seulement dans leurs discours, mais aussi par les armes), celle des populistes présenta un caractère nettement plus équivoque. Ceux-ci renoncèrent à partir de 1945 à l'usage des armes et choisirent la voie du dialogue parlementaire et gouvernemental, ne se privant cependant pas d'évoquer les antagonismes idéologiques irréductibles qui les opposaient au socialisme sur des thèmes chers aux conservateurs tels que l'intolérance du marxisme, son caractère dépassé ou bien encore la lutte des classes. Leur activisme verbal ne fut guère en retrait dans ce domaine par rapport à celui des chrétiens-sociaux.

Certains thèmes tels que la question religieuse ou la politique économique demeurèrent des pommes de discorde. Le jugement global porté sur la gauche est néanmoins plus nuancé et plus modéré de la part des populistes qu'il ne l'avait été de celle des chrétiens-sociaux.

Le camp catholique se trouva, avant comme après la guerre, confronté au problème de l'austrofascisme. C'est lui qui conçut ce régime, le mit en place et en assura le fonctionnement. Et pourtant, il refuse d'en porter la responsabilité. Si responsabilité il y a eu, celle-ci fut rejetée sur l'adversaire politique. En tout cas, pour les chrétiens-sociaux comme pour les populistes, le cours politique suivi entre 1934 et 1938 a été le bon. Dans l'ensemble du camp catholique, que ce soit à l'époque du régime corporatif ou après 1945, on a justifié "l'expérience" politique, défendu les alliances conclues; on a déclaré que le régime mis en place par Dollfuß était le seul rempart possible contre le national-socialisme; on a affirmé qu'une réforme constitutionnelle était devenue nécessaire. En fait, prétendait-on, "l'expérience corporative" n'avait eu qu'un seul but: sauver l'Autriche du chaos. Le seul point noir: la démocratie qui en a fait les frais. Et pourtant, l'ensemble du camp conservateur s'est efforcé de montrer qu'une forme de démocratie avait quand même existé sous l'Etat corporatif. Que les chrétiens-sociaux se soient pour la plupart accommodés de ce modèle n'a rien d'étonnant puisqu'il fut le fruit de leur idéologie. Que les populistes l'aient à leur tour à la fois justifié dans sa réalité historique et réfuté en tant que théorie politique, voilà l'un des points sur lesquels il nous faudra réfléchir. Les populistes ont-ils

réellement pris leurs distances vis-à-vis de l'austrofascisme, ou bien ne l'ont-ils renié que superficiellement?

Là où la frontière semble difficile à tracer entre parti chrétien-social ou populiste et fascisme, elle l'est à première vue beaucoup moins pour les rapports de ce camp avec le national-socialisme. Dès ses débuts, les chrétiens-sociaux s'en déclarèrent les ennemis et firent savoir par diverses déclarations officielles qu'ils s'opposeraient de toutes leurs forces à cette orientation politique comme ils le faisaient à l'égard des socialistes. Cette position garda un caractère officiel pour le parti chrétien-social et fut reprise par les populistes. Mais celle-ci se doubla d'une position officieuse beaucoup plus conciliante à l'égard des nationaux-socialistes. Pour les uns comme pour les autres, prévalaient des raisons tactiques et une volonté commune de lutter contre la gauche. Certes, bien des différences idéologiques les séparaient, comme par exemple la question raciale ou celle de l'indépendance de l'Autriche. Mais le fossé entre les deux formations était-il aussi profond qu'ils le disaient eux-mêmes?

Tournons-nous ensuite vers les conceptions du camp conservateur en matière de politique économique et sociale. Ses orientations fondamentales sont-elles restées les mêmes? Qu'en est-il par exemple du droit de propriété? Les conservateurs le défendent en principe âprement. La propriété privée constitue le pilier de leur politique; selon eux, elle libère l'homme. Néanmoins, les pouvoirs qu'elle confère au propriétaire doivent se situer à l'intérieur de certaines limites. Lorsque celles-ci sont dépassées, il est légitime de pratiquer l'expropriation; mais où sont ces limites? Et l'expropriation par exemple d'une entreprise équivaut à une nationalisation. Quelles sont les positions

chrétiennes-sociales puis populistes, divergent-elles ou bien sont-elles identiques? Quels sont les points de vue respectifs en matière de libéralisme ou d'interventionnisme économique? Quel rôle et quelle place sont accordés à la planification? Le parti chrétien-social attribue à chaque secteur économique une certaine place; c'est ainsi que l'agriculture tient une place importante dans sa conception économique. Le parti populiste conserve-t-il à l'agriculture cette position privilégiée?

Le parti de Seipel et de Dollfuß se dit chrétien-social, ce qui implique son engagement dans le domaine social. En la matière, le parti populiste a aussi tout un programme. L'un comme l'autre parlent de la notion de "salaire juste". Mais comment définissent-ils ce concept? Ils s'engagent également pour obtenir de meilleures conditions de travail pour les salariés ainsi qu'un système adéquat de sécurité sociale. Le logement constitue également l'une de leurs préoccupations essentielles. Le parti chrétien-social puis populiste souhaite que chaque famille puisse être propriétaire de son propre logement. Cette revendication implique toutefois la nécessité d'en construire. Se pose donc le problème du financement. Quelle en sera l'origine? Celle-ci sera-t-elle privée ou publique?

Dernier grand chapitre: la politique culturelle. Il convient d'appréhender le terme "culture" dans son sens le plus large car il va aussi bien inclure les attributions traditionnelles telles que le système éducatif, les rapports avec l'Eglise catholique ou la politique familiale. Pour ce qui est du système éducatif, les chrétiens-sociaux entendaient le structurer d'après les valeurs de la morale et de la religion et renforcer le rôle des parents à l'école. Cette ligne conservatrice fut-elle aussi celle de

l'Ö.V.P.? Chrétiens-sociaux et populistes prétendaient vouloir transmettre à la jeunesse une éducation patriotique. Mais s'agissait-il de la même éducation? Les uns, puis les autres souhaitèrent une réforme scolaire, mais les buts en étaient-ils similaires?

Le parti chrétien-social était très lié à l'Eglise catholique et ne s'en cachait pas, bien au contraire. Le parti populiste se situa dès sa fondation hors de la sphère d'action directe de l'Eglise; officiellement, les deux étaient strictement séparés. Mais la réalité ne montre-t-elle pas que les catholiques militants se retrouvent principalement dans l'Ö.V.P. ou que les membres de l'Ö.V.P. se reconnaissent essentiellement dans l'idéologie catholique?

Le lien avec le catholicisme est l'une des causes de l'antisémitisme qui régna dans le parti chrétien-social. Notons qu'il ne s'agit pas là d'un antisémitisme racial comme c'était le cas dans l'idéologie nationale-socialiste. Les griefs formulés contre les juifs se manifestèrent dans les domaines de l'économie et de la vie culturelle. Les chrétiens-sociaux souhaitaient l'élimination des juifs non pas sous la forme du génocide, mais par la constitution d'une nation juive indépendante. En 1945, tous ces thèmes furent totalement évacués dans l'Ö.V.P.. Il faut dire que l'Autriche avait connu entre 1938 et 1945 le tragique épisode du national-socialisme et il aurait été plutôt difficile pour les populistes d'enfourcher ce cheval de bataille sans compromettre toute chance de réussite électorale. L'antisémitisme est officiellement une chose révolue pour l'Ö.V.P., mais l'est-il aussi réellement dans les coeurs?

Volet suivant de la politique culturelle: la politique familiale et la position de la femme dans la société. La famille occupe une place centrale dans les programmes de ce camp politique. C'est sur elle que s'organise toute la société. Elle en est en quelque sorte l'élément de base. Dans ces conditions, il s'agissait pour ces partis de créer des structures permettant à la famille de s'épanouir. La première de ces structures, c'était le mariage, lien officiel qui crée la famille. Pour les conservateurs catholiques, seul le mariage religieux avait une valeur réelle. D'où leur désir de lui voir accorder la même valeur qu'au mariage civil. La famille une fois fondée, quelle place et quelle importance les conservateurs pensaient-ils lui donner au sein de la société? Quel rôle entendaient-ils lui attribuer? Pratiquer ce type de politique supposait que l'on donnât à la famille les moyens matériels et financiers qui lui permettent de vivre décemment. Quels étaient donc les moyens que chrétiens-sociaux et populistes mettaient à sa disposition? Et si l'on parle de famille, on est amené à évoquer la condition féminine; où ces partis conservateurs liés au catholicisme traditionnel ont-ils situé la femme? Au foyer, dans le monde du travail et en politique?

Dernier aspect de la politique culturelle: qu'est-ce que les représentants de ce camp politique entendent sous la notion de "culture"? Est-ce une culture orientée vers la création artistique, donc en quelque sorte tournée vers l'avenir? Ou bien est-ce le maintien ou la reproduction d'une culture déjà acquise, fondée sur les traditions de l'Autriche impériale? Et cette culture est-elle libre dans sa créativité ou bien liée à l'idéologie chrétienne?

Répondre à toutes ces questions en ne perdant jamais de vue qu'il s'agit d'établir des liens de continuité ou de discontinuité entre parti chrétien-social et parti populiste, constituera le but essentiel de ce travail. Celui-ci ne sera donc pas la relation directe des événements historiques. Ces derniers n'apparaîtront en fait que dans la mesure où ils viendront éclairer ou étayer l'idéologie. Par contre, l'analyse de cette idéologie contribuera peut-être sinon à résoudre, du moins à éclaircir le problème de la continuité ou de la discontinuité entre parti chrétien-social et parti populiste autrichien.

PREMIERE PARTIE

ORIENTATIONS GENERALES

CHAPITRE 1

ASPECTS SOCIOLOGIQUES

1.1. Parti chrétien-social et parti populiste autrichien: deux "Volksparteien".

1.1.1. Définition du terme.

Le parti chrétien-social puis le parti populiste autrichien se sont qualifiés tour à tour de "Volkspartei", c'est-à-dire de parti de rassemblement populaire. Le premier a évité d'utiliser expressément la formule de "Volkspartei", à l'inverse du second. Dans chacun des deux partis, l'accent fut mis sur des critères différents. Avant la Seconde Guerre mondiale, l'élément chrétien-social dominait; après, ce fut le "populaire". En fait, tout en ne mettant pas ce détail au premier plan, les chrétiens-sociaux se sont toujours considérés comme un "Volkspartei".

Avant d'analyser ce concept, il peut sembler bon de jeter un regard sur les origines du parti chrétien-social. Celui-ci s'était constitué au départ autour du thème de la lutte anticapitaliste. Il entendait lutter contre le libéralisme économique et le capital qui menaçaient, au travers de l'industrialisation, de ruiner la

petite et moyenne bourgeoisie des villes en offrant les mêmes services, mais à des prix moins élevés. Il recrutait ainsi à l'origine ses troupes au sein de la petite bourgeoisie citadine et des ouvriers menacés de prolétarisation. Son projet n'était cependant pas, comme c'était le cas dans le mouvement socialiste, d'offrir un système politique nouveau, mais de restaurer l'ordre social précapitaliste basé sur le corporatisme. Son leader, Karl Lueger, se fit ainsi au départ l'avocat des "petites gens".

Cependant, une fois élu maire de Vienne, il se rapprocha de plus en plus de la grande bourgeoisie et des milieux financiers dont il devint le défenseur, ligne politique qui, par la suite, dérangerait le principal représentant du mouvement ouvrier chrétien Leopold Kunschak (1). Il s'allia alors au clergé catholique à travers lequel il put transmettre ses idées aux milieux ruraux et les éléments paysans ne tardèrent pas à dépasser numériquement au sein du parti chrétien-social ceux issus de la petite et moyenne bourgeoisie citadine (2). Le parti de la révolte anticapitaliste était ainsi devenu un parti d'intégration, un "Volkspartei".

Le parti chrétien-social se définit, dès les débuts de la République en 1918, comme "Volkspartei", sans toutefois préciser davantage le sens de cette expression. Au cours des années qui suivirent, il déclara représenter "l'action combinée de toutes les parties et de toutes les classes" du peuple. Il n'entendait pas être le porte-parole d'un groupe particulier de la société, mais de toute la société. Il cherchait en fait à établir un certain équilibre entre les différents groupes sociaux (3). L'organisation politique des chrétiens-sociaux voulait être un parti de masses capable de réaliser l'intégration de tous les groupes sociaux et se démarquait ainsi de la social-démocratie dans la mesure où

celle-ci se donnait pour tâche de défendre les intérêts de la classe ouvrière. Un "Volkspartei" ne pouvait prétendre représenter une classe ou un groupe particulier; son rôle était d'harmoniser les divers intérêts existant au niveau des différents groupes sociaux. Dans son dernier programme politique publié en 1926, le parti chrétien-social ne parlait plus de groupes sociaux en général, mais de "corporations et professions", suite logique du rejet de la lutte des classes. Il réfutait les antagonismes de classe et souhaitait que la représentation politique devînt verticale et non plus horizontale. Alors que les partis marxistes voyaient leur tâche dans la défense des intérêts de la classe ouvrière aux prises avec un patronat exploiteur, le parti chrétien-social entendait briser ce schéma de représentation et introduire un modèle dans lequel les personnes exerçant une même profession ou travaillant dans un même secteur d'activité économique, qu'elles fussent patrons, cadres ou ouvriers, auraient toutes les mêmes intérêts. Il substitua à la solidarité de classe, celle qui, à son avis, devait exister entre les différents échelons d'une seule et même catégorie professionnelle.

Sur ce point, le parti populiste est comparable au parti chrétien-social. En effet, il se définit officiellement comme "Volkspartei" et affirme représenter les "corporations et couches du peuple" (4). Les populistes reprirent mot pour mot, en 1945, la terminologie chrétienne-sociale. Mais avant de progresser dans l'analyse du parti populiste, il convient de revenir sur la notion de "corporation" et d'en expliquer le sens. Ce concept ne fut pas créé par les chrétiens-sociaux; il trouve sa légitimation théorique dans l'encyclique *Quadragesimo Anno*. L'idée de corporation avait été émise puis développée au dix-

neuvième siècle par Karl von Vogelsang (5) et avait obtenu sa consécration officielle dans l'encyclique précédemment citée. Les chrétiens-sociaux, voulant être fidèles au message de l'Eglise, se firent un devoir de restructurer la représentation politique dans le sens que cette encyclique semblait leur indiquer. Cette restructuration impliquait la disparition des partis politiques et la mise en place de corporations selon le modèle de la solidarité professionnelle. Dollfuß essaya, en créant l'Etat corporatif, de promouvoir un tel système. La dissolution des partis politiques accomplie, il se mit en devoir de créer ces corporations. Celles-ci devaient prendre la place des partis politiques. Elles seraient, par exemple, constituées par la paysannerie ou l'industrie. Chaque corps professionnel serait responsable de son fonctionnement interne. Cette compartimentation en corporations que Dollfuß chercha à réaliser était le produit de l'idéologie chrétienne-sociale. Elle se trouvait en contradiction avec l'ordre démocratique pluraliste tel que nous l'entendons aujourd'hui.

Ce qui frappe lorsque l'on analyse les structures de l'Ö.V.P., c'est qu'elles reprennent en gros les grands traits du système corporatif. Le parti ne constitue pas une véritable unité; il est la conjonction de trois éléments à caractère corporatif: paysans, patrons et salariés. Les fondateurs du parti ont pris soin d'éviter le terme "corporation" auquel ils ont préféré celui de "Bund". Le schéma d'organisation de l'Ö.V.P. reprend dans ses grandes lignes celui qui avait été créé sous l'Etat corporatif, et ceci au stade de développement auquel il était arrivé avant l'Anschluß. Il réintègre la paysannerie sous la forme du "Bauernbund"; ce groupement avait déjà existé jusqu'en 1938 en tant que

"Reichsbauernbund" (6) et avait été la seule corporation à voir vraiment le jour dans le concept corporatif. Ce "Reichsbauernbund" était en soi le modèle parfait de corporation, rassemblant en une seule et même organisation tant les petits ou les gros paysans que les ouvriers agricoles. L'idée corporative fut donc ici pleinement réalisée.

La situation est un peu différente pour les deux autres "Bünde" de l'Ö.V.P.. En effet, ni l'organisation patronale, le "Wirtschaftsbund", ni l'organisation salariale, le "Österreichischer Arbeiter- und Angestelltenbund", ne constituent à eux seuls une véritable corporation au sens strict du terme. En fait, l'Etat corporatif lui-même n'avait pas réussi à structurer la société en corporations et même les travailleurs chrétiens qui, avant l'installation de ce régime, s'étaient montrés très favorables à ce système d'organisation, en devinrent les adversaires lorsqu'ils comprirent que leurs intérêts étaient très différents de ceux des patrons. Ainsi l'Ö.A.A.B., branche salariale de l'Ö.V.P., peut-elle être considérée comme la continuation du mouvement ouvrier chrétien. Dans les domaines de l'industrie et du commerce, les corporations ne furent mises sur pied ni sous l'Etat corporatif, ni sous l'égide de l'Ö.V.P..

Vu que l'Ö.V.P. entend représenter à la fois trois groupes sociaux qui, en soi, n'ont rien en commun, il se voit contraint d'adopter et de pratiquer une "triple" stratégie destinée à répondre aux attentes de ces groupes (7). Cependant, chacun a des intérêts différents: ceux des paysans ne sont pas identiques à ceux des salariés qui ne sont pas eux-mêmes semblables à ceux des patrons. Il en résulte obligatoirement pour l'Ö.V.P. un dilemme quasiment insoluble puisque les diverses parties en

présence ont des intérêts dans la plupart des cas antagonistes (8). En fait, il existe entre les trois "Bünde" constitutifs de ce parti des "intérêts de classes et de couches sociales opposés" (9) qui seront toujours inconciliables. Ce dilemme se traduit par une lutte d'influence interne que mènent les "Bünde" entre eux. Si, à sa fondation, le "Bauernbund" paysan représentait effectivement l'élément le plus important de l'Ö.V.P. et le dominait, cette situation s'est considérablement modifiée. En fait, depuis toujours, même si le "Bauernbund" fut le groupe numériquement le plus important, le pouvoir fut réellement exercé au sein de l'Ö.V.P. par l'organisation patronale, le "Wirtschaftsbund". Disposant lui-même des moyens nécessaires au financement du parti, il en dirige aussi la politique (10), les deux autres "Bünde" n'ayant qu'à suivre la ligne tracée. Même si l'Ö.A.A.B, branche salariale de l'Ö.V.P., cherche à maintes reprises à prouver que le parti serait un parti ouvrier et que les rapports de force à l'intérieur du parti tiendraient principalement aux résultats électoraux, celui-ci reste "l'ornement de la politique patronale". Malgré les allures de parti paysan et ouvrier que l'Ö.V.P. entend se donner, il est en grande partie le défenseur des intérêts du grand capital (12).

On peut tirer de ces remarques la conclusion selon laquelle le parti chrétien-social puis populiste est effectivement un parti de rassemblement populaire. Il existe cependant entre eux une différence importante: le parti chrétien-social a mis en place l'Etat corporatif, puis s'est lui-même dissous. Le parti populiste reprend l'héritage du parti chrétien-social en en camouflant les aspects corporatistes. Il ne cherche pas à établir un tel régime, mais conçoit son organisation selon des principes similaires.

1.1.2. Différences avec les autres partis.

Le fait que le parti chrétien-social et le parti populiste autrichien se définissent comme "Volkspartei" détermine la différence essentielle qui les sépare des autres partis sur le plan sociologique. Les partis social-démocrate et communiste s'affirment comme les défenseurs des intérêts de la classe ouvrière. L'union agraire qui exista jusqu'en 1934 se donnait pour tâche le soutien des intérêts paysans. Ces partis se constituèrent autour de la défense d'un groupe sociologique précis. Second cas possible: un parti réalise son unité autour d'une doctrine, par exemple le libéralisme pour le F.P.Ö. en Autriche. L'Ö.V.P. constitue un autre type de parti dans la mesure où il entend réaliser en son sein l'unification des éléments les plus divers de la société. Alors que les autres partis représentent des groupes assez faciles à délimiter, ces partis de rassemblement populaire veulent être les interprètes de tous les groupes sociaux à la fois. Pour y parvenir, ils s'adjoignent un certain nombre d'organisations annexes qui encadrent les problèmes spécifiques des différents groupes de population. C'est ainsi que l'Ö.A.A.B. est amené, au sein de l'Ö.V.P. à être porte-parole de l'élément ouvrier et donc à prendre en charge une partie des revendications salariales également soutenues par la social-démocratie. Le "Bauernbund" rassemble la majorité des paysans et le "Wirtschaftsbund" une grande partie des patrons et des cadres. Cette structure qui consiste, à l'intérieur de l'Ö.V.P., à offrir diverses organisations correspondant à plusieurs catégories professionnelles n'existait pas dans le parti chrétien-social, ce qui rend plus difficile la possibilité de déterminer quelles

parties de la population les chrétiens-sociaux réussissaient à toucher. Le parti chrétien-social ne mettait pas l'accent sur la représentation de couches sociales ou professionnelles bien déterminées; il s'attachait à perpétuer l'idée d'un catholicisme politique alors que l'Ö.V.P., reléguant officiellement au second plan les buts religieux, entend expressément représenter les différentes couches sociales existant dans la société autrichienne.

Second point de différence, c'est le fait que ce type de parti entend organiser une sorte d'harmonisation ou d'équilibrage des intérêts entre des groupes sociaux souvent antagonistes. Les socialistes défendent les intérêts des travailleurs et se trouvent ainsi en conflit avec les groupements politiques qui protègent les intérêts patronaux. De même pour les libéraux qui entendent soutenir les chefs d'entreprises et s'opposent aux revendications salariales. Partis chrétien-social et populiste déclarent dépasser ces antagonismes et rechercher l'équilibre entre les éléments constitutifs de la société. Leur idéologie part du principe que la société est comparable à un organisme biologique composé d'un certain nombre d'organes. Si l'un des organes vient à se détériorer ou à ne plus remplir ses fonctions, l'ensemble du corps est perturbé et ne peut plus fonctionner correctement. Il est donc fondamentalement nécessaire de veiller à ce que l'organisme ne se dérègle pas. Or, c'est selon ce modèle que chrétiens-sociaux et populistes voient la société. Les différents groupes sociaux constituent les organes du corps; leurs intérêts ne sont pas antagonistes, mais complémentaires. Cela implique donc la solidarité de ces groupes entre eux. Chaque groupe doit respecter les intérêts des autres et s'en trouve dépendant. Cette

conception a été développée dans le camp chrétien-social sous l'appellation de "doctrine sociale romantique" (13) et reprise par les populistes dans les années 40 et 50 sous la dénomination de "solidarisme" (14); dans le cadre de cette dernière conception, la société est comparée à une grande famille dans laquelle l'existence de chacun dépend de celle du voisin. Il en découle, pour les populistes, la nécessité impérieuse de voir les groupes collaborer et non s'affronter. Traduit dans la réalité, cela signifie que les revendications des salariés doivent s'accorder avec celles des patrons ou des paysans. On voit bien alors la différence entre les partis qui déclarent mener la lutte en faveur des droits des salariés et ceux qui prônent l'équilibre et l'harmonie entre les classes: les uns veulent transformer les rapports existant entre les divers groupes sociaux, les autres cherchent à l'inverse à fixer ces rapports de manière immuable.

1.2. Organisation en corporations.

Bien que le parti populiste n'ait jamais eu recours au terme de "corporation" pour définir les associations qui le composent, et ceci de manière tout à fait consciente afin de montrer qu'il n'existait pas de continuité entre le parti chrétien-social et lui-même, il semble que ce terme soit très approprié pour désigner la réalité de ce parti. On pourra certes faire remarquer que le parti chrétien-social, auteur de cette théorie, n'a jamais été lui-même divisé en corporations. Toutefois, même si l'on ne peut pas directement prouver l'existence d'organisations à caractère corporatif dans

l'appareil chrétien-social, il reste un fait certain que ce parti se donnait pour but de structurer la société en corporations.

1.2.1. Prédominance de l'élément paysan.

Qu'il s'agisse du parti chrétien-social ou du parti populiste, le groupe paysan constitue le noyau de ces partis. Traditionnellement, le paysan est attaché à sa terre qu'il entend défendre; elle est son bien et il entend la gérer lui-même. Il refuse l'idée de toute intervention étrangère dans ses affaires personnelles. Il est souvent propriétaire de ses terres, et même si parfois la surface de son exploitation est très réduite, c'est le sentiment d'en être le propriétaire, et donc maître absolu, qui domine chez lui. Enfin, toujours par tradition, le paysan se soumet aux commandements de l'Eglise catholique qui lui enseigne des valeurs telles que l'obéissance. Or, ces différents points correspondent exactement aux valeurs défendues par le parti chrétien-social, puis populiste: patriotisme, protection de la propriété privée, attachement au message de l'Eglise catholique. Il n'est donc guère étonnant qu'une grande majorité des paysans vote pour ces partis. Afin de bien montrer l'enracinement de l'Ö.V.P. dans les couches paysannes, citons simplement le fait que ce parti obtient 84 % des suffrages aux élections des chambres d'agriculture alors que le S.P.Ö. n'atteint que 10 % (15). Ce chiffre prouve la domination des partis conservateurs dans ces couches de population. Il faut toutefois souligner l'hétérogénéité du Bauernbund qui entend représenter l'ensemble de la paysannerie. En effet, celui-ci se compose à la fois des petits paysans dont

les terres leur permettent tout juste de survivre (en particulier les paysans de montagne), ceux qui sont obligés d'exercer, en plus de leurs activités agricoles, une autre profession afin de pouvoir subvenir aux besoins des leurs, et les grands propriétaires terriens qui vivent dans le surplus. Le contraste des intérêts entre ces divers groupes d'agriculteurs est évident et l'on voit mal comment il est possible de concilier ces antagonismes et de représenter les intérêts paysans de façon homogène. De fait, le "Bauernbund" est amené à défendre davantage les intérêts des moyens et gros agriculteurs que ceux des petits, ces derniers ayant beaucoup moins les moyens de faire valoir leurs revendications à cause de leur désavantage social.

Le "Bauernbund", organisation paysanne du parti populiste, ne dispose pas, à cause de sa structure fédérale très décentralisée, de statistiques indiquant le nombre de ses adhérents depuis sa fondation. Les chiffres disponibles donnent toutefois une certaine impression de son évolution.

Tableau 1: évolution du nombre des adhérents du "Bauernbund"

	1961	1970	1976	1980
Ö.B.B.	410.365	416.841	405.734	388.439

Le recul du nombre des membres reflète la diminution du nombre des agriculteurs en Autriche. Toutefois, ce recul des effectifs du "Bauernbund" n'est pas aussi important que celui du nombre des agriculteurs (16) du fait que, dans bien des familles paysannes,

plusieurs personnes font partie de cette organisation alors qu'elles relèvent d'une seule et même exploitation agricole.

Le parti chrétien-social semble ne jamais avoir eu peur de perdre son électorat paysan. Il ne lui a accordé une place dans ses programmes de l'entre-deux-guerres qu'en 1918 et 1919 (17). Il était alors fait allusion à une corporation paysanne autonome qu'il fallait, selon les chrétiens-sociaux, maintenir et multiplier. Le parti chrétien-social s'engageait principalement à mettre un terme aux grands domaines ruraux mal exploités, que ce fût les anciens domaines de la couronne impériale ou ceux acquis et réservés aux plaisirs de la chasse. Il promettait aux petits paysans et aux ouvriers agricoles d'exproprier ces terres non exploitées et de les leur redistribuer afin de leur permettre de mener une vie moins misérable (18). Bien évidemment, ces promesses étaient faites pour maintenir les petits paysans dans le camp chrétien-social ou attirer ceux qui n'étaient pas très favorables à ce parti (19).

Les paysans autrichiens ont toujours, dans leur grande majorité, voté chrétien-social. Leur fidélité à l'égard du parti était quasiment à toute épreuve. La paysannerie possédait le sentiment de constituer un véritable corps à l'intérieur de la société. Sous la Première République, elle était déjà organisée en "Reichsbauernbund". Il ne fut donc pas difficile, sous le régime corporatif, de la promouvoir au rang de "corporation". Le chancelier Dollfuß, lui-même issu de ce milieu, n'avait-il pas parlé de l'esprit corporatif des paysans bien avant l'installation de ce régime (20). Dans l'esprit du chancelier, la corporation paysanne devait servir de modèle aux autres corporations (21).

En 1945, cette corporation paysanne a perdu tout caractère légal. Juridiquement, elle avait cessé d'exister lors de l'annexion de l'Autriche. Mais elle était restée vivante dans l'esprit des paysans. Elle ne revit certes pas le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mais les paysans ne tardèrent pas à remettre sur pied leur "Bauernbund". A la différence de celui qui avait existé avant 1934 et s'était intitulé "Reichsbauernbund", la nouvelle organisation s'appelait "Österreichischer Bauernbund". Ainsi disparaissait la connotation impériale pour faire place au patriotisme autrichien alors très en vogue dans les milieux conservateurs. Mais l'idée corporative n'avait sans doute pas encore disparu de l'idéologie populiste puisque, dans un article des "Österreichische Monatshefte" d'octobre 1945, Leopold Figl employait l'expression "Bauernstand" (22). Non seulement la continuité entre les deux organisations était évidente, mais de plus renforcée par les déclarations de Figl qui continuait d'utiliser le terme de "corporation" (23). Il ne fit d'ailleurs que reprendre la formulation utilisée dans les principes programmatiques du parti populiste publiés en juin 1945. Le douzième principe consacré à l'agriculture parlait en effet du "Bauernstand" dont il faisait l'un des piliers les plus solides de l'Etat, n'établissant ainsi aucune rupture avec l'idéologie conservatrice. Le parti populiste, reconnaissant l'importance majeure des paysans, sut leur faire des promesses économiques et sociales.

Cette importance de la paysannerie pour l'Ö.V.P. est documentée dans un article des "Österreichische Monatshefte" de décembre 1946 (24) dans lequel Franz Gschnitzer, député populiste, affirmait que les paysans constituaient la base et le noyau du

parti. Gschnitzer leur attribuait comme qualité essentielle la constance, indiquant en même temps leur fidélité à l'égard du parti. De plus, selon lui, le paysan était par nature catholique, et, pour les populistes, qui parlait de catholicisme évoquait par là même l'idée d'un conservatisme politique, comme si l'Eglise catholique (25) avait été obligatoirement liée à ce conservatisme. Pour en revenir à la place des paysans dans l'Ö.V.P., Gschnitzer n'hésitait pas à qualifier sa propre formation politique de "parti paysan". La seule différence qu'il faisait entre parti chrétien-social et populiste, c'était que les chrétiens-sociaux avaient défini leur identité nationale en tant qu'Allemands alors que les populistes se disaient résolument autrichiens. Du fait que les paysans constituaient le noyau de son parti, l'auteur leur attribuait la fonction naturelle de médiateur (26) entre les positions extrêmes susceptibles de se manifester en son sein. Entre autres qualités, le paysan possédait selon lui le calme permettant d'harmoniser les antagonismes à l'intérieur du parti; ceci en faisait donc l'élément essentiel du camp conservateur autrichien.

1.2.2 Rôle des patrons et des cadres.

La stratégie de rassemblement populaire que se fixait le camp conservateur lui imposa de s'intéresser à des groupes numériquement moins importants que les paysans, mais essentiels dans l'économie autrichienne: les commerçants et artisans, les petits et moyens industriels, les professions libérales, les cadres. Toutefois, force est de constater, comme pour le

"Bauernbund", que le "Wirtschaftsbund" n'est pas lui non plus homogène. Il existe en son sein des intérêts réellement opposés entre les grands industriels représentant le gros capital d'une part, et les petites et moyennes entreprises de l'autre, de même entre les gros et les petits commerçants, etc (27). Ce qui lie ces groupes entre eux, c'est, pour ceux qui se situent au bas de l'échelle sociale, le sentiment "d'être quelque chose de mieux que les travailleurs". (28) A celui-ci s'ajoute le fait de se considérer comme des "entrepreneurs", le "Wirtschaftsbund" valant d'ailleurs parfois à l'Ö.V.P. le titre de "parti des entrepreneurs" dont les seules valeurs seraient l'argent et le profit (29). Son effectif relativement limité par rapport aux autres groupes constitutifs de l'Ö.V.P. explique sans doute le fait qu'ils ne s'organisèrent pas aussi tôt. Il n'existe pas, dès les débuts de la Première République, d'organisation regroupant ces professions et ayant été semblable au "Reichsbauernbund" ou au mouvement ouvrier chrétien. Ce ne fut qu'en 1935, donc sous le régime corporatif, que fut officiellement créé le "Bund Österreichischer Gewerbetreibender" (30); celui-ci se trouvait dès lors sous la présidence de Julius Raab, futur fondateur du "Österreichischer Wirtschaftsbund". Les groupes professionnels en question ne saisirent que tardivement la nécessité de s'organiser politiquement. Parallèlement au parti chrétien-social, il n'y avait pas de structures politiques pour les accueillir. Le "Bund Österreichischer Gewerbetreibender" fut en fait une création s'inscrivant dans le cadre du régime corporatif; il devait rassembler les personnes travaillant dans les domaines de l'artisanat, du commerce et de l'industrie et constituait à lui seul une sorte de "corporation".

Le "Österreichischer Wirtschaftsbund", organisation annexe de l'Ö.V.P., fut créé en 1945 sur le modèle du "Bund Österreichischer Gewerbetreibender" pour regrouper tous les travailleurs indépendants. Il s'adressait ainsi aux mêmes couches socio-professionnelles que son prédécesseur. Il ne se présenta jamais comme le porte-parole de la grande industrie ni du grand capital, mais comme le défenseur des classes moyennes. Si le "Wirtschaftsbund" fut essentiellement à l'origine le représentant des travailleurs indépendants, il s'est peu à peu dans les dernières années tourné vers les cadres et les cadres supérieurs en particulier. Bien que faisant partie du groupe des salariés, ceux-ci constituent, dans la société actuelle, à côté des catégories socioprofessionnelles traditionnellement encadrées par le "Wirtschaftsbund", le nouveau réservoir de cette organisation. Celle-ci a d'ailleurs mis sur pied en son sein un "club du management" destiné à offrir aux cadres populistes un organisme de formation politico-économique.

Les chiffres dont on dispose actuellement en ce qui concerne l'évolution du "Wirtschaftsbund" ne remontent pas jusqu'à sa fondation. On peut cependant voir selon quelles tendances celui-ci se développe à partir des chiffres plus récents.

Tableau 2: évolution du nombre des adhérents du "Wirtschaftsbund":

	1960	1963	1969	1977	1981	1985
Ö.W.B.	140.000	152.243	161.668	157.791	157.468	139.382

On constate pour le "Wirtschaftsbund" un développement parallèle à celui de l'Ö.V.P., c'est-à-dire une progression constante jusqu'à l'époque où l'Ö.V.P. fut seul au gouvernement de 1966 à 1970, suivie d'une diminution régulière du nombre de ses membres depuis le passage à la situation de parti d'opposition. Malgré ce phénomène, le "Wirtschaftsbund" populiste reste de loin l'organisation qui attire le plus ces catégories sociales, comparé au "Freier Wirtschaftsverband Österreichs" de tendance socialiste qui atteint à peine 30.000 adhésions. Ces faits se traduisent aussi lors des élections des chambres de commerce où l'Ö.V.P. recueille 85 % des suffrages alors que le S.P.Ö. ne dépasse pas la barre des 10 % (31).

Quoique ne représentant pas l'organisation numériquement la plus importante de l'Ö.V.P., le "Wirtschaftsbund" est, de ses trois principales organisations annexes, celui qui contribue le plus au financement du parti. De la sorte, il possède une grande influence sur les décisions prises par les populistes. Il n'est pas exagéré d'affirmer que, si le "Bauernbund" paysan et l'Ö.A.A.B. salarial constituent les masses du parti populiste, le "Wirtschaftsbund" patronal occupe en fait les véritables postes de commandement au sein du parti. Même si ses chefs de file apparaissent peu sur le devant de la scène politique, il n'empêche que ce sont quand même eux qui en détiennent les leviers de commande (32). Il constitue l'aile libérale de l'Ö.V.P.. Sa fondation fut envisagée dès les origines du parti populiste afin d'éviter que ne se forme un parti libéral (33); elle ne put toutefois pas empêcher la création, en 1949, du "Verein der Unabhängigen" qui devait se transformer en 1956 en "Freiheitliche

Partei Österreichs", parti qui regroupe depuis lors une partie des libéraux autrichiens.

1.2.3. Place des salariés.

Si les paysans constituent le noyau réel du camp conservateur, cela n'empêche pas ce dernier d'engager toutes ses énergies afin de gagner un maximum de voix auprès des salariés. Dans ce domaine, il affronte la concurrence des partis socialiste et communiste qui entendent pour leur part représenter la classe salariale et son combat. Il s'agit en fait pour ce camp d'attirer sous sa bannière d'une part tous les salariés qui se considèrent comme membres de cette classe tout en refusant les schémas d'analyse marxiste (34), d'autre part de gagner "encore plus de couches d'électeurs marxistes" à la cause du parti populiste (35). Poursuivant une stratégie anticommuniste (36), le parti populiste se donne pour but de vaincre le marxisme. L'une des méthodes utilisées à cet effet est de chercher à gagner l'adhésion des travailleurs issus d'un milieu paysan et de se présenter à eux comme le seul défenseur de leurs intérêts (37). Pour ce faire, parti chrétien-social et parti populiste se sont chacun dotés d'organisations spécifiques: le mouvement ouvrier chrétien pour le premier, le "Österreichischer Arbeiter- und Angestelltenbund", autrement dit Ö.A.A.B., pour le second. Bien que les noms de ces deux organisations soient différents, la continuité des responsables n'est guère difficile à établir. En effet, ce fut l'ancien leader du mouvement ouvrier chrétien, Leopold Kunschak, qui prit, en 1945, la tête de l'Ö.A.A.B. (38).

Il existait en fait, depuis le XIXe siècle, une véritable tradition ouvrière chrétienne. Le mouvement chrétien-social lui-même était né de la réflexion menée par les syndicalistes chrétiens sur la condition ouvrière, réflexion qui cherchait à donner des réponses aux problèmes posés en réfutant les théories marxistes et en se basant sur la doctrine sociale chrétienne. Ce mouvement destiné à faire contre-poids au mouvement ouvrier révolutionnaire réfutait le "caractère de classe de la société capitaliste" et défendait le droit à la propriété privée des moyens de production comme un "droit naturel" (39). Il voulait ainsi lutter contre les conséquences du capitalisme sans s'attaquer aux sources (40). Ce mouvement qui fut contraint à une certaine forme de silence par l'austrofascisme exerça pendant la Première République une influence importante sur la politique chrétienne-sociale. Son programme de 1923, connu sous le nom de "programme de Linz", qui remplaça l'ancien programme hérité de la monarchie, témoigne de son poids à l'intérieur de ce camp. Tout en y affirmant la nécessité pour les salariés de chercher à établir un certain équilibre avec les patrons, il proclamait néanmoins l'existence d'une "classe" ou "corporation" ouvrière dont il formulait les revendications. Sans aller jusqu'à faire de ce mouvement chrétien-social un élément subversif, on peut cependant constater que celui-ci se situait par ses revendications sociales du côté de l'anticapitalisme. Le mouvement chrétien-social qui s'appuyait sur la doctrine sociale romantique fut pendant de longues années partisan de l'établissement des corporations professionnelles, mais lorsque l'heure fut venue de les réaliser, soit à partir de 1934, il changea d'opinion et estima que, s'il devait être créé des corporations, celles-ci ne devaient pas

l'être selon un compartimentage par branches professionnelles, mais elles devaient sceller l'union de la classe ouvrière face à l'exploitation exercée par les patrons (41). Les corporations professionnelles prévues par les idéologues corporatistes devaient rassembler en une seule et même organisation patrons et travailleurs d'une même branche professionnelle, ce qui devait rendre impossibles les luttes entre les diverses couches sociales. La pensée corporative s'exprimait dans le fait que patrons et travailleurs d'un même secteur professionnel devaient avoir des intérêts identiques. Le mouvement ouvrier chrétien s'opposa à cette conception en soulignant que les intérêts sociaux des ouvriers étaient différents de ceux des patrons ou des cadres. Tout en ne mettant jamais réellement en danger le régime corporatif, le mouvement ouvrier chrétien pratiqua une politique d'opposition qui lui permit, puisque les syndicats de gauche étaient interdits, de récupérer provisoirement une frange des syndiqués socialistes qui voyaient en lui une certaine possibilité d'agir à l'intérieur du régime. Alors que les responsables de l'Etat corporatif avaient depuis longtemps enterré la démocratie, ce fut de ce mouvement ouvrier chrétien qu'émergèrent des appels visant à ce qu'elle fût rétablie (42). Tandis que paysans et patrons prenaient sans hésiter le tournant du corporatisme, les ouvriers chrétiens pratiquèrent une politique moins radicale, ce qui leur permit de conserver certains contacts avec les responsables des syndicats sociaux-démocrates dissous.

Au lendemain de la guerre, le mouvement se reconstitua sous la forme de l'Ö.A.A.B.. Celui-ci forma l'aile gauche du parti et servit, dans la théorie populiste, de pendant au "Wirtschaftsbund". Tout en restant partie intégrante de l'Ö.V.P.,

l'Ö.A.A.B. adopta une attitude d'opposition relative. Puisqu'il défendait les intérêts des salariés, il devait se battre contre les visées patronales. L'Ö.A.A.B., tout en défendant les intérêts ouvriers, ne cherche en aucune façon à remettre fondamentalement en cause les rapports sociaux. Son but est de négocier avec les groupes sociaux adverses afin de régler les conflits selon un mode pacifique. Ainsi l'Ö.A.A.B. exprime-t-il souvent une critique très directe d'un événement ou d'une situation sans toutefois recourir aux moyens de la lutte syndicale ni proposer d'alternatives efficaces. Par son attitude, il a plutôt tendance à accepter les maux qu'il dénonce.

Afin d'illustrer l'importance de l'Ö.A.A.B. dans la représentation ouvrière, citons le fait que cette organisation représente 17 % de la confédération syndicale. L'Ö.A.A.B. détient d'autre part 24 % des sièges dans les chambres de travail alors que, pour comparaison, le S.P.Ö. en occupe 69 % (44). Ces chiffres montrent que l'Ö.A.A.B. qui prétend représenter les employés et les ouvriers en regroupe dans le meilleur des cas seulement un quart et au pire un sixième et indiquent l'importance tout à fait relative du parti populiste dans la classe ouvrière. Cette faible implantation des populistes dans les milieux salariés peut avoir diverses raisons. Ceci tient en partie au fait que l'Ö.A.A.B. entend orienter son action en direction des groupes de salariés précis, à savoir en premier lieu des employés dont il se dit le meilleur représentant. De plus, il a tendance à flatter l'honneur des employés auxquels il fait croire qu'ils sont supérieurs aux ouvriers (45). La raison essentielle du manque d'implantation en milieu salarial réside toutefois dans le fait que les travailleurs voient dans l'Ö.A.A.B. une organisation qui ne défend pas

tellement leurs intérêts mais s'efforce surtout d'éviter les conflits avec le patronat et cède ainsi trop facilement aux pressions de celui-ci. Néanmoins, le nombre des membres de l'Ö.A.A.B. n'a cessé d'augmenter depuis sa fondation, phénomène dont témoigne le tableau suivant.

Tableau 3: évolution du nombre des adhérents du "Österreichischer Arbeiter- und Angestelltenbund":

	1950	1959	1971	1979	1985
Ö.A.A.B.	123.500	205.000	270.900	284.600	300.000

Lorsque l'on sait que les syndicats chrétiens, prédécesseurs de l'Ö.A.A.B., virent leur nombre d'adhérents passer de 78.000 en 1921 à 100.000 en 1932, on constate une progression constante de ces chiffres et on voit que ceux de l'Ö.A.A.B. se situent dans le prolongement direct.

1.2.4. Liens avec le "Cartellverband".

Les liens entre le "Cartellverband" (47) d'une part et le parti chrétien-social puis populiste de l'autre n'ont jamais été officiels. Ils ont, au contraire, été réfutés de manière permanente par les dirigeants de ces deux organisations. En réalité, les rapprochements sont trop évidents pour qu'on puisse réellement les nier. Il est certes impossible d'affirmer que l'ensemble des chrétiens-sociaux ou des populistes soit le produit du CV. Dans les deux cas, il s'agit des couches dirigeantes. Le "Cartellverband" ne s'adresse en effet qu'à ceux qui ont la chance

de poursuivre leurs études. C'est pourquoi il faut chercher des liens au sommet et non à la base.

Pourquoi affirmer ces liens? En fait, le "Cartellverband" n'a pas connu de rupture lors de la Seconde Guerre mondiale. Il a su préserver son identité et son intégrité mais c'est surtout son programme idéologique qui nous intéresse. Celui-ci repose sur deux idées maîtresses: le patriotisme autrichien et la foi catholique (48). Le "Cartellverband" endoctrine ses troupes d'après ces deux principaux thèmes. Ce n'est sans doute pas sans coïncidence qu'on les retrouve, officiellement ou non, comme éléments essentiels de l'idéologie chrétienne-sociale puis populiste.

Dans le cas du parti chrétien-social, on retrouve surtout la primauté de l'appartenance catholique, alors que le côté patriotisme autrichien est plutôt un aspect marginal (49). L'inverse se produit pour le parti populiste puisqu'il se définit essentiellement par son patriotisme et passe un peu sous silence ses liens confessionnels. Ces deux attitudes correspondent à deux moments de l'histoire autrichienne et sont guidées par des considérations purement pragmatiques. Pour les chrétiens-sociaux, l'Eglise catholique constituait une sorte de rempart contre la social-démocratie; il semble donc normal qu'ils aient particulièrement souligné les aspects catholiques que leur proposait le CV. A une époque où ils se sentaient attirés par l'idée d'un rattachement à l'Allemagne, il est tout aussi normal qu'ils aient mis en veilleuse le patriotisme autrichien. Pour les populistes qui veulent garder certaines distances vis-à-vis de l'Eglise catholique, il serait plutôt malvenu de se référer expressément à la religion. Par contre, la reprise de l'élément patriotique fourni par le CV ne peut que leur profiter dans la

mesure où ils doivent se démarquer vis-à-vis des tendances favorables à l'Anschluß de l'entre-deux-guerres. Ainsi le parti choisit-il, suivant le moment, le point qui lui convient le mieux dans l'idéologie du CV et en fait un élément central de son programme sans toutefois éliminer totalement l'autre donnée qui, elle, conserve plus ou moins de valeur à l'intérieur du parti.

Le dernier point à évoquer si l'on veut établir des rapports entre le CV et le camp conservateur, c'est le lien qui a toujours existé entre CV et personnalités dirigeantes de ce camp. Pour le parti chrétien-social, nous citerons par exemple les noms de Karl Lueger, Ignaz Seipel, Leopold Kunschak, Engelbert Dollfuß, Kurt Schuschnigg; pour le parti populiste, Leopold Figl, Heinrich Gleissner, Alfons Gorbach, Julius Raab et Alois Mock (50). Ces quelques noms nous permettent de constater que les dirigeants de ces deux partis sont issus de cette organisation étudiante et d'affirmer que c'est là qu'ils ont reçu leur première éducation politique.

1.3. Données statistiques.

On ne possède pas aujourd'hui de chiffres précis indiquant combien de membres comptait le parti chrétien-social. A vrai dire, il n'était pas un parti direct. L'adhésion au parti était rare, celui-ci comptant ses partisans lors des scrutins. Quant au parti populiste autrichien, les chiffres actuellement disponibles ne remontent qu'à 1947. Le tableau suivant montre l'évolution de l'Ö.V.P. de cette date à nos jours.

Tableau 4: nombre d'adhérents de l'Ö.V.P. et du S.P.Ö

	Ö.V.P.	S.P.Ö.
1947	650.000	
1950	593.785*	616.143
1960	600.000	710.377
1970	863.182**	716.196
1980	830.000	716.340***

* chiffres de 1951

** chiffres de 1972

*** chiffres de 1979

On constate une progression irrégulière du nombre des adhérents populistes. Ce nombre croît jusqu'en 1970 pour diminuer ensuite légèrement. L'époque de croissance est liée à la participation populiste au gouvernement. Le bond important réalisé dans les années 60 (260.000 adhésions supplémentaires en dix ans) correspond à la période au cours de laquelle le parti populiste forme le premier gouvernement monocolor de la Seconde République. Cette progression s'explique par l'attrait qu'un parti seul au pouvoir peut exercer sur les citoyens. La diminution du nombre des adhérents à partir de 1970 va de pair avec le passage de l'Ö.V.P. à l'opposition.

La comparaison entre le nombre des membres du parti populiste et celui du parti socialiste montre que, depuis le

rétablissement de la République en 1945, le premier parti a su attirer davantage d'adhérents que le second et que, dans cette perspective, il a mieux profité de la législature pendant laquelle il était seul au gouvernement que son adversaire socialiste ne l'a fait depuis 1970.

Citons maintenant quelques autres éléments qui donnent une idée de la structure professionnelle de l'électorat populiste.

Tableau 5: structure professionnelle des électeurs populistes:

	1969	1973	1978	1983
Professions libérales	19	16	12	12
Employés et fonctionnaires	29	34	35	43
Ouvriers	23	25	29	24
Paysans	35	25	24	20

Ce tableau réalisé à partir de données allant de 1969 à 1983, bien qu'il ne nous fournisse aucun renseignement sur les premières années d'existence de l'Ö.V.P., est révélateur de la structure professionnelle de ce parti. On peut affirmer que les tendances constatées dans ce tableau correspondent à l'évolution générale du parti depuis sa fondation. Premier élément significatif: le groupe paysan perd numériquement du terrain. Ceci est dû à la diminution constante du nombre des agriculteurs en

Autriche (51). Si l'on tient compte de ce phénomène, l'électorat paysan reste en gros fidèle au parti populiste. Second élément, la diminution du pourcentage paysan se répartit équitablement sur les autres catégories professionnelles qui augmentent leur part respective, avec une poussée plus forte du côté des employés et des fonctionnaires. On constate ainsi dans l'évolution de l'Ö.V.P. une modification de son électorat; le nombre des paysans diminue alors que celui des professions du secteur tertiaire augmente. De parti composé essentiellement d'agriculteurs qu'il était, l'Ö.V.P. devient peu à peu une organisation politique représentative des fonctionnaires, employés et professions libérales. Si, d'autre part, on considère cette évolution en sens inverse, on en arrive à avoir une certaine idée de ce que pouvait représenter le "Bauernbund" dans le parti populiste lors de sa fondation, c'est-à-dire de ses énormes pouvoirs au sein du parti.

Il serait sans doute totalement faux d'appliquer d'une quelconque manière au parti chrétien-social les indications fournies ci-dessus. Lorsque l'on sait toutefois que, par exemple, la population agricole n'a cessé de diminuer, il devient alors possible d'avancer la thèse selon laquelle la paysannerie était réellement le pilier central du parti chrétien-social et que le reste des électeurs de ce parti se répartissait sur la bourgeoisie ainsi que sur les salariés où l'électorat s'étendait jusqu'aux classes les plus défavorisées (52). Ce qui semble essentiel pour notre étude, c'est qu'on retrouve en gros la même structure sociologique de l'électorat chrétien-social et populiste, c'est-à-dire une nette dominante paysanne, une aile salariale d'importance relative mais qui existe et enfin une aile patronale dont on ne

parlait pas à l'époque mais qui a joué un rôle non négligeable dans la mesure où elle finançait le parti.

La progression du nombre des membres de l'Ö.V.P. mentionnée auparavant n'est cependant pas parallèle aux scores électoraux réalisés par ce parti. Le tableau 6 indique les résultats obtenus dans chaque "Bundesland". Le premier chiffre représente pour chaque élection le nombre total des suffrages recueillis dans le "Bundesland", le second le pourcentage correspondant.

Tableau 6: résultats électoraux des partis chrétien-social et populiste.

Bundesland	16 fev 1919	17 oct 1920	21 oct 1923	24 avr 1927 *	9 nov 1930
Vienne	210.737 22	279.285 30	337.783 33	423.615 36	189.859 24
Basse-Autriche	284.333 41	332.592 50	389.459 52	494.972 58	360.796 44
Haute-Autriche	181.182 46	216.281 55	254.822 57	290.018 60	217.674 46
Salzbourg	43.600 42	43.471 47	62.104 56	72.800 61	51.121 41
Tyrol	96.475 61	93.822 64	109.879 70	129.735 75	97.171 55
Vorarlberg	41.707 62	38.172 60	44.634 64	54.862 72	44.019 57
Carinthie	27.733 18	25.989 18	31.823 19	45.704 26	39.488 23
Styrie	172.615 40	175.300 42	215.141 46	207.390 41	165.789 33
Burgenland			5.225 38	55.346 42	55.451 45
Total	1,068.382 36	1,204.912 42	1,490.870 45	1,756.761 49	1,314.468 36

* avec Grands-Allemands: Bloc bourgeois

Bundesland	25 nov 1945	9 oct 1949	22 fev 1953	13 mai 1956	10 mai 1959
Vienne	310.803 35	401.854 35	362.148 31	406.570 36	383.534 34
Basse-Autriche	384.214 55	464.784 53	438.348 38	461.635 52	445.569 51
Haute-Autriche	276.676 59	268.578 45	285.308 46	325.874 51	313.817 47
Salzbourg	71.631 57	75.215 44	79.128 43	90.517 47	86.875 44
Tyrol	109.360 71	127.528 56	132.655 55	159.287 63	154.659 59
Vorarlberg	48.812 70	57.402 56	60.140 56	71.081 61	69.153 57
Carinthie	71.265 40	83.801 34	73.015 29	89.996 34	88.813 33
Styrie	261.368 53	280.719 43	269.662 41	313.510 46	308.385 45
Burgenland	68.108 52	86.700 53	81.373 48	81.516 49	76.788 47
Total	1,602.277	1,846.581	1,871.277	1,999.986	1,928.043

50 44 41 46 44

Bundesland	18 nov 1962	6 mars 1966	1 mars 1970	10 oct 1971	5 oct 1975
Vienne	391.985 35	427.760 38	371.027 35	365.266 34	354.453 34
Basse-Autriche	461.783 52	478.978 54	459.691 51	431.413 49	430.843 48
Haute-Autriche	330.057 49	357.015 51	332.284 46	319.627 45	322.026 43
Salzbourg	94.666 46	104.552 48	100.186 44	96.669 43	102.507 43
Tyrol	170.148 62	187.986 65	177.103 58	171.759 56	181.062 57
Vorarlberg	72.194 56	85.994 62	80.763 55	75.050 51	80.891 53
Carinthie	94.639 34	106.421 37	109.682 36	101.449 34	105.572 34
Styrie	327.853 47	356,703 50	337.463 46	324.894 44	325.372 44
Burgenland	80.456 49	85.700 51	82.813 48	78.586 46	78.565 45
Total	2,024.501 45	2,191.109 48	2,051.012 45	1,964.713 43	1,981.291 43

Bundesland	6 mai 1979	24 avr 1983	23 nov 1986
Vienne	334.088 33	315.775 33	284.158 33
Basse-Autriche	434.799 47	448.325 48	442.705 47
Haute-Autriche	320.995 42	345.444 43,5	332.415 42
Salzbourg	109.676 43	120.827 46	108.264 41
Tyrol	187.782 55	203.933 57	196.368 53
Vorarlberg	89.999 55	104.156 60	95.821 53
Carinthie	107.317 33	106.242 32	94.875 27
Styrie	317.552 41	327.582 42	322.466 41
Burgenland	79.376 44	80.432 44	77.804 43
Total	1,981.286 42	2,052.714 43	1,952.577 41

La comparaison des résultats obtenus par le parti chrétien-social puis par le parti populiste permet d'établir certaines constantes. Ainsi peut-on constater que, abstraction faite des variations inéluctables de la faveur de l'électorat, le parti populiste atteint des scores généralement tout à fait comparables à ceux que réalisait le parti chrétien-social, ce qui tend à prouver que les électeurs chrétiens-sociaux puis populistes restent sensiblement les mêmes. Seconde constatation qui, en fait, renforce la thèse qui vient d'être formulée: les résultats obtenus par chacun des deux partis dans les différents "Bundesländer" varient peu. Les scores atteints à Vienne par les chrétiens-sociaux correspondent sensiblement à ceux qu'enregistrent les populistes dans cette ville au lendemain de la guerre. Ce phénomène est également valable pour les autres "Bundesländer". Ceci prouve que les fiefs chrétiens-sociaux restent bien ceux des populistes et que les régions peu favorables au parti chrétien-social ne le sont pas plus au parti populiste. Troisième constatation qui découle de la seconde: le parti chrétien-social, tout comme le parti populiste, n'arrivent pas à s'implanter à Vienne, donc en zone urbaine, alors qu'ils dominent nettement la scène politique dans les provinces de l'Ouest à caractère montagnard, donc rural. Ce camp politique recrute ses troupes dans les zones rurales, ce qui correspond parfaitement à la définition de parti à dominante paysanne qu'il s'est donnée dans ses programmes jusqu'aux années 60.

1.3.1. Zones d'implantation faible.

Dans notre étude, nous considérerons que les zones d'implantation faible de ce camp sont celles où il n'atteint pas la base des 40 % des suffrages, cette décision n'est pas arbitraire dans la mesure où la moyenne des votes recueillis au niveau fédéral oscille généralement entre 40 et 50 %. Tout ce qui est au dessous de ce seuil peut être en quelque sorte considéré comme zone d'implantation faible.

Le "Bundesland" dans lequel le camp conservateur obtient ses plus mauvais résultats, c'est la Carinthie. Ceci s'explique sans doute par la présence d'un fort groupe protestant hostile à l'Eglise catholique (53) ainsi que par l'opposition de la minorité slovène (54) qui voient dans ce camp, l'une la mainmise de l'Eglise sur la politique, l'autre son idéologie d'abord trop pangermaniste puis trop autrichienne.

Seconde région dans laquelle la moyenne fédérale n'est pas atteinte: Vienne. Les raisons sont tout à fait différentes de celles qui valaient pour la Carinthie. Vienne est, avec à peine 1,600.000 habitants, la plus grande ville d'Autriche, et la structure sociologique de sa population n'est pas comparable à celles des campagnes. Vienne est le centre industriel le plus important du pays et c'est là que se concentre la plus grande population ouvrière. Malgré tous les efforts des chrétiens-sociaux, puis des populistes, pour reconquérir la faveur des électeurs qu'ils ont perdue à la fin de la Première Guerre, la capitale reste le terrain incontesté de la social-démocratie. Toutes les tentatives entreprises par les conservateurs en vue de

s'implanter dans la classe ouvrière ont échoué, ce qui explique leur score modeste qui varie en moyenne entre 30 et 35 % et rassemble, à côté d'un nombre assez limité des voix des salariés, la plus grande partie de celles de la petite et de la moyenne bourgeoisie.

13.2. Zones d'implantation forte.

De même que nous avons pris comme critère la base de 40 % des suffrages au-dessous desquels nous avons parlé d'implantation faible, nous prenons celle des 50 % pour désigner les zones d'implantation forte.

Les "Bundesländer" dans lesquels chrétiens-sociaux puis populistes atteignent leurs meilleurs résultats sont tout d'abord le Tyrol, suivi de près par le Vorarlberg. Dans ces deux provinces, les partis conservateurs sortent des élections avec généralement 10 à 15 % des voix de plus que la moyenne fédérale, résultats considérables. Ces deux régions ont d'abord en commun des traits géographiques: elles sont toutes deux des régions de haute montagne qui tirent traditionnellement leurs ressources économiques d'une agriculture de montagne. Les petits paysans y sont très attachés à leurs lopins de terre et au maintien de leurs traditions ancestrales. Pour eux, seuls les partis conservateurs peuvent répondre à leurs attentes et sont capables de tenir tête au destructeur de traditions que représente la social-démocratie. Ceci explique les scores très élevés réalisés dans ces régions par les chrétiens-sociaux puis par les populistes.

Nous trouvons par ailleurs deux autres "Länder" dont la représentation chrétienne-sociale puis populiste est un peu moins forte qu'au Tyrol ou au Vorarlberg, mais dépasse nettement la moyenne: il s'agit de la Basse et de la Haute-Autriche. Ces deux provinces, moins montagneuses, possèdent une économie essentiellement orientée vers la petite et moyenne agriculture. Là encore, ce sont les valeurs traditionnelles qui triomphent et la petite et moyenne paysannerie qui domine. Ces paysans se laissent facilement enrôler dans le "Bauernbund" particulièrement actif dans ces régions et se lient ainsi aux partis conservateurs. On constate toutefois dans ces deux "Bundesländer", tout comme au Tyrol ou au Vorarlberg, un tassement des électorsats chrétien-social puis populiste dû pour l'essentiel à la diminution constante du nombre des agriculteurs. Les trois autres "Bundesländer", Burgenland, Salzbourg et Styrie, obtiennent de manière constante des résultats comparables à la moyenne fédérale.

CHAPITRE 2 : LA QUESTION NATIONALE

1918 et 1945 représentèrent pour l'histoire de l'Autriche contemporaine deux dates essentielles, marquant à la fois la rupture géographique, politique et économique avec le passé et la naissance d'une nouvelle conscience nationale. Dans les deux cas, un nouvel état vit le jour. En 1918, l'empire multinational austro-hongrois s'effondrait et les diverses nationalités de l'ancienne monarchie danubienne se constituèrent en états indépendants selon le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes proclamé par Wilson. L'Autriche était, conformément à la célèbre formule de Clemenceau, ce qui restait. Le jeune état alpestre, même s'il était formé des possessions héréditaires des Habsbourg et composait sur le plan historique une entité indéniable, n'en restait pas moins pour les Autrichiens l'oeuvre des vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Car ceux-ci ne laissèrent pas aux Autrichiens l'usage de leur droit d'autodétermination, mais leur imposèrent leurs nouvelles limites territoriales. Cet état fut une création étrangère à la volonté d'un peuple qui n'avait pas été consulté sur son propre sort. Pour les habitants de cet état, se posa donc la question de leur identité nationale.

En 1945, la situation était sensiblement identique. Cette Autriche créée en 1918 avait été annexée en 1938 par le Reich allemand. Selon un processus semblable à celui qui s'était déroulé à la fin de la Première Guerre mondiale, ce furent des puissances étrangères, en l'occurrence les Alliés, qui décidèrent lors de la

Conférence de Yalta le rétablissement du territoire autrichien. Cette fois encore, celui-ci s'effectuait sans l'assentiment du peuple autrichien. La question de son identité nationale était donc à nouveau posée.

Aussi bien après 1918 qu'après 1945, les habitants de l'état danubien durent se créer une conscience nationale. Ceci fut la tâche essentielle des deux grands camps politiques du pays. Bien que cette affirmation ne soit pas entièrement exacte, on peut soutenir la thèse selon laquelle les partis politiques de la Première République optèrent pour l'identité allemande alors que, sous la seconde République, ils défendirent tous l'idée d'une conscience nationale autrichienne, thèse qui se laisse vérifier en particulier dans le camp conservateur.

2. 1. Les louvoiements chrétiens-sociaux.

L'empire austro-hongrois s'était vu confronté, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, au problème posé par l'éveil du sentiment national chez les différents peuples qui le composaient. Les Habsbourg avaient été forcés de faire diverses concessions. Toutefois, la période décisive pour l'émancipation des nationalités fut celle de la guerre de 1914-1918. Les deux grands camps politiques autrichiens conçurent à cette époque plusieurs plans de réorganisation de la monarchie. Pour les chrétiens-sociaux, ce fut l'oeuvre de Mgr. Seipel. Dans son livre "Nation und Staat" publié en 1916, ce théologien membre du parti chrétien-social plaidait pour une révision des structures de l'empire. Il n'envisageait nullement sa suppression; mais, faisant une nette distinction entre nation et état, il prenait position en faveur de la création de nations qui seraient réunies en un seul état. Selon sa théorie, les divers groupes ethniques devaient se constituer en nations qui délégueraient des représentants chargés de siéger dans les instances dirigeantes d'un état supranational. Seipel rêvait de refaire l'unité chrétienne de l'Europe centrale sous forme d'un empire chrétien, réminiscence du Saint-Empire romain germanique.

Il ne songeait en aucun cas à un rattachement de l'Autriche à l'Allemagne; ses visées étaient plutôt une déclaration de guerre à l'adresse de tous les pangermanistes autrichiens (1). Cependant, lorsque le partage de l'empire fut achevé, les états successeurs de l'Autriche-Hongrie pratiquèrent une politique extérieure qui ne recherchait en aucun cas les contacts avec la nouvelle République d'Autriche. Les responsables de ce nouvel état, persuadés qu'il n'était pas viable, se tournèrent vers une autre puissance: l'Allemagne. Leur première décision fut de proclamer la République et le pays prit le nom d'"Autriche allemande".

Le camp chrétien-social ne s'était décidé à accepter la nouvelle forme de gouvernement que sous la pression des événements. En octobre 1918, il avait encore fermement soutenu le maintien de la forme monarchique (2). L'abdication de son plein gré de l'empereur Charles Ier l'obligea à abandonner ce projet et à souscrire à la proclamation de la République le 11 novembre 1918.

L'Autriche était alors définitivement séparée de ses états voisins. Toutefois, cette séparation ne signifiait pas que les Autrichiens s'identifiaient avec leur pays ni qu'ils possédaient une conscience nationale autrichienne. La classe politique dans sa majorité n'en avait pas du tout et plaidait pour un rapprochement entre l'Autriche et l'Allemagne, les chrétiens-sociaux n'y faisant pas exception. A peine la République proclamée, ils soulignèrent le fait que leur formation politique était un "parti allemand" et qu'il était de leur devoir suprême de "fortifier le peuple allemand" en "cultivant les traditions et la culture allemande" (3). L'identité nationale choisie était allemande.

Cette orientation fixée, les chrétiens-sociaux exigèrent le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne; leur programme d'action de mars 1919 qui devait servir de base à leur participation gouvernementale stipulait qu'il convenait d'engager "sans délai des négociations concernant la date et les conditions préalables à la réalisation du rattachement de l'Autriche allemande à l'Allemagne." (4) Les intentions du groupe parlementaire étaient évidentes: l'Autriche devait se fondre dans l'Allemagne. Celles-ci étaient motivées par la situation économique et financière désastreuse du pays qui n'était même plus, alors, en mesure d'assurer une alimentation suffisante à la

population. Les ressources qui venaient jusqu'à cette date des autres régions de la monarchie n'existaient plus du fait de son partage. Les chrétiens-sociaux espéraient d'un rattachement à l'Allemagne une nette amélioration des conditions sociales et économiques de l'Autriche.

La position internationale de l'Autriche se trouva modifiée du fait de la signature du Traité de Saint-Germain qui interdisait le rattachement de la république danubienne à l'Allemagne. Ce fut certainement pour tenir compte de cette interdiction que le congrès du parti chrétien-social refusa le 16 novembre 1919 de ratifier une résolution prévoyant ce rattachement alors considéré comme "nécessité vitale pour le pays" (5). Même si cette motion fut repoussée, elle indiquait que l'idée d'une telle réunion était présente chez un certain nombre de chrétiens-sociaux. Celle-ci n'allait pas disparaître si vite des esprits, ce dont témoigne l'attitude des députés de ce parti au landtag du Tyrol puisqu'ils votèrent pour l'unification de l'Autriche et de l'Allemagne en une seule communauté économique (6). Certes, il ne s'agissait pas d'une union politique, mais tout de même d'un premier pas sur la voie de l'unification des deux états. Ce vote n'eut toutefois aucune répercussion immédiate sur les rapports entre les deux pays.

Alors que, depuis la proclamation de la République, les sociaux-démocrates persistaient à réclamer l'annexion à l'Allemagne, les chrétiens-sociaux furent amenés à s'écarter officiellement de cette position à cause des engagements qu'ils avaient contractés afin d'obtenir l'emprunt de Genève. La situation de l'Autriche étant alarmante, le chancelier chrétien-social Ignaz Seipel reçut de la Société des Nations l'aide qu'il souhaitait, mais avec, en contrepartie, l'engagement formel de son gouvernement de "renoncer à toutes négociations et à toute obligation économique ou financière susceptible de compromettre directement ou indirectement l'indépendance (de l'Autriche)" (7). Pour sauver l'économie du pays, les chrétiens-sociaux abandonnaient provisoirement le rêve de la grande Allemagne. Leur parti alla même jusqu'à interdire à ses membres toute participation à des manifestations annexionnistes.

Quelle fut l'attitude de Mgr. Seipel vis-à-vis de cette question dans les années 20? Il est difficile de faire de lui un partisan de l'Anschluß puisqu'il fut lui-même le signataire de l'accord de Genève précité. Mais l'inverse est tout aussi difficile puisqu'il forgea personnellement l'idée de "l'Autriche, second état allemand". Il conçut également la formule de "communauté de langue, de culture et de sang allemand" (8). En fait, Seipel se prononçait en faveur de l'Anschluß lorsqu'il s'agissait de faire pression sur Paris et ses alliés, contre celui-ci lorsque l'Allemagne menaçait de jouer un rôle trop important. Il considérait qu'il existait entre l'Autriche et l'Allemagne une communauté culturelle et linguistique qui unissait ces deux pays en une seule et même "nation" sans aborder le problème de "l'état". Mais au-delà de ces critères, Seipel n'envisageait pas l'annexion à l'Allemagne comme le seul recours possible aux maux de l'Autriche. Lors d'une conférence donnée le 25 juin 1925, Seipel déclarait que l'Autriche ne pouvait être "ni un point de cristallisation pour une Europe centrale raisonnablement organisée ni une partie précieuse de la grande Allemagne" (9). S'il devait être un jour question de réunir les deux états allemands, c'était afin de rassembler tous les Allemands au sein d'une Autriche catholique (10). Seipel, homme d'Eglise, était persuadé de la mission spécifique de l'Autriche en Europe centrale. Son pays était destiné à réaliser l'unité entre la germanicité et le Christianisme. Cette unité ne pouvait être réalisée qu'au sein d'une Europe centrale réorganisée dans laquelle dominerait l'élément allemand. Afin d'y parvenir, il fallait constituer le "Reich allemand" qui serait "catholique" et dans lequel l'Allemagne et l'Autriche seraient réunies en un seul état correspondant cette fois à la "nation" allemande (11).

Si, à la suite des accords de Genève, le parti chrétien-social avait fait preuve d'une certaine discrétion sur le thème de l'annexion à l'Allemagne, son programme de 1926 mettait un terme à cette ligne politique. Certes, le mot "Anschluß" n'y figurait pas, mais le passage correspondant exprimait sensiblement la même idée. Les chrétiens-sociaux proposaient "le développement des rapports avec le Reich allemand en vertu du droit d'autodétermination" (12). Ce point du programme se

situait en opposition totale à la position adoptée depuis la fin de la Première Guerre mondiale par les vainqueurs. L'Autriche avait dû accepter le sort qu'on lui avait réservé sans tenir compte de l'opinion de ses habitants. Désormais, le camp conservateur réclamait l'usage du droit d'autodétermination ainsi qu'il avait été accordé en 1918 aux autres peuples d'Europe centrale, et en arrière-plan, le droit au rattachement à l'Allemagne. Dans les commentaires qu'il donnait du programme de 1926, Richard Schmitz expliquait que le parti chrétien-social renonçait au terme d'"Anschluß" parce que celui-ci n'était plus qu'un slogan politique dépourvu de sens. Il pensait néanmoins qu'un rapprochement plus ou moins étroit avec l'Allemagne était indispensable. Il envisageait d'ailleurs deux solutions extrêmes: la première, l'incorporation pure et simple de l'Autriche à l'Allemagne, la seconde, "la création de relations contractuelles sur la base du droit international incluant le maintien de l'indépendance de l'Etat" (13). Dans un cas comme dans l'autre, les thèses de Schmitz correspondaient aux idées de Seipel. Si l'Autriche était incorporée dans le Reich, les concepts de "nation" et d'"état" recouvraient pleinement la même réalité. L'établissement de "relations contractuelles" ne résolvait pas le problème, mais constituait une étape sur le chemin qui devait mener vers l'unité du grand Reich.

Pourtant, sur le plan programmatique, l'idée du rattachement à l'Allemagne ne faisait pas l'unanimité dans le camp conservateur. C'est ainsi que le publiciste chrétien-social Otto Guenther le qualifiait de "très impopulaire". Pour lui - et il semble que son opinion ait été partagée par d'autres chrétiens-sociaux -, il était question d'un autre "Anschluß", celui qui réunirait l'Autriche aux Etats successeurs pour reconstituer le territoire de l'ancienne monarchie (14). Ce projet qui excluait l'unification avec l'Allemagne au profit d'une fédération danubienne révélait en fait de la part des chrétiens-sociaux l'absence totale de conscience nationale. Dans les deux cas, on allait chercher le salut hors des frontières du pays.

Avant 1932, date à laquelle parurent ces commentaires, les responsables des différents partis politiques n'étaient pas restés inactifs vis-à-vis de ce problème. Ils avaient constitué la "Österreichisch-deutsche Arbeitsgemeinschaft" (15), comité

austro-allemand destiné à préparer l'Anschluß en harmonisant les législations des deux pays. Du côté autrichien, des représentants de tous les partis y participaient, y compris des chrétiens-sociaux. L'harmonisation des législations était, pour les membres de ce comité, une étape préliminaire qui faciliterait la fusion des deux pays. Une fois la législation commune créée, il ne serait pas difficile de réaliser l'unification politique des deux pays (16).

Avec l'arrivée au pouvoir du chancelier Dollfuß en 1932, se trouva affirmée la "voie austro-allemande". Son successeur Schuschnigg voyait en lui un "grand-allemand catholique" (17), ce que pensait également Starhemberg, chef des Heimwehren, ce dernier précisant toutefois que Dollfuß était "autrichien" (18).

En réalité, Dollfuß estimait que les habitants de son pays étaient des "Allemands". Ne déclarait-il pas le 11 septembre 1933: "Nous sommes toujours conscients du fait que nous sommes des Allemands." (19) Quelques semaines plus tard, il se plaignait que ses compatriotes et lui-même fussent considérés comme des "Allemands de seconde catégorie" (20). Le souhait qu'il formulait pour lui-même et ses compatriotes, c'était que tous pussent vivre "de manière vraiment allemande". Sans doute les Autrichiens étaient-ils considérés comme inférieurs dans leur germanicité. Comment, sinon, s'expliquer les positions de Dollfuß lorsqu'il proclamait: "Nous n'avons besoin de nous en laisser remonter par personne pour savoir comment on est un bon Allemand. Pour nous, les concepts de 'bon Allemand' et de 'bon Autrichien' sont identiques." (21)

Derrière cette affirmation, se cachait l'idée que les Autrichiens étaient les égaux des Allemands et qu'ils se considéraient de surcroît comme de "bons Allemands". En fait, les chrétiens-sociaux estimaient que leur nation représentait la "meilleure" Allemagne. A ceci, ils voyaient plusieurs raisons. Tout d'abord, les Autrichiens étaient dans leur grande majorité "chrétiens", et les chrétiens-sociaux firent, dans les années 30, de leur référence à la religion chrétienne l'une des caractéristiques essentielles de leur identité nationale. Dans leurs conceptions, était authentiquement allemand seulement celui qui se déclarait chrétien. Toujours selon eux, la germanicité n'avait

atteint son apogée culturelle qu'en passant du paganisme primitif à un Christianisme vécu (22). L'une des "missions" de l'Autriche était donc de revivifier la foi chrétienne en pays germanique et, par là, de rendre son éclat à la culture allemande.

La seconde raison qui faisait des Autrichiens les "meilleurs" Allemands, c'était leur "mission allemande" en Europe centrale. Cette mission devait toucher à la fois l'Allemagne et les autres nations qui l'entouraient; elle était de nature historique et culturelle. L'Autriche possédait, en ce domaine, d'importantes ressources qu'il s'agissait de faire rayonner en Europe centrale. Dollfuß pensait ainsi que son pays avait, du fait de sa position stratégique au coeur de l'Europe centrale, une mission européenne. En tant que porteuse de la culture allemande, elle devait servir d'intermédiaire entre le monde germanique et les autres nations non germaniques. Elle devait transmettre à ces dernières le "meilleur" de cette culture germanique (23). On retrouvait là l'idéologie de Seipel précédemment exposée.

Afin de pouvoir remplir cette mission, Dollfuß pensait toutefois que l'Autriche devait rester indépendante et s'écarter de l'idée de l'Anschluß. Si, en 1932, une partie du camp chrétien-social était encore favorable au rattachement (24), il semble que Dollfuß ait été, dès son accession à la chancellerie, adversaire de cette solution politique. Dès le 3 septembre 1932, il se déclarait persuadé que son pays était capable d'exister et il ajoutait qu'il croyait en son avenir (25). Et le 26 novembre 1933, il réitérait sa conviction en cet avenir en défendant l'indépendance de l'Autriche (26).

Maintenir l'indépendance de l'Autriche signifiait avant tout la protéger face à d'éventuelles velléités d'annexion de l'Allemagne. Si l'idée d'un rattachement à l'Allemagne avait reçu l'approbation de nombreux chrétiens-sociaux jusqu'en 1933, l'arrivée de Hitler au pouvoir fit que ceux-ci abandonnèrent ce projet; ils se sentaient trop éloignés de l'idéologie nationale-socialiste pour accepter de s'intégrer dans une Allemagne nazie (27). Dès la fin de l'hiver 1933, Hitler fit savoir au gouvernement autrichien, et ceci par l'intermédiaire des autorités italiennes, qu'il souhaitait que des élections fussent organisées en Autriche et que Dollfuß s'engageât dans une

coalition avec les nazis autrichiens. Cette proposition rencontra un refus unanime de la part des responsables chrétiens-sociaux, ce dont témoignent les débats du comité directeur du parti chrétien-social des 20 avril et 3 mai 1933 (28). L'une des raisons invoquées lors de ces débats fut le fait que les nazis pouvaient constituer un véritable danger pour l'indépendance nationale. Lors du congrès du parti qui se tint du 5 au 7 mai 1933, Dollfuß et son ministre de la justice Kurt Schuschnigg lancèrent des appels pressants au patriotisme autrichien. Schuschnigg s'éleva avec violence contre les velléités expansionnistes de l'Allemagne nazie en déclarant: "L'Autriche n'est pas une colonie, elle ne l'a jamais été." (29) Le 20 mai suivant, Dollfuß créait le front patriotique qui devait "rassembler tous ceux qui sont conscients et persuadés de l'identité autrichienne et aiment leur patrie." (30) En réalité, le Front patriotique ne réussit jamais à réunir les patriotes autrichiens de toute opinion politique confondue. Même certains chrétiens-sociaux montrèrent peu d'enthousiasme et d'engagement pour cette nouvelle organisation. Celle-ci témoignait toutefois de la volonté de Dollfuß de tout entreprendre pour maintenir l'indépendance de l'Autriche.

En ce qui concerne l'indépendance de l'Autriche, le chancelier Dollfuß ne devait plus dévier de la ligne politique adoptée au printemps 1933. L'Autriche devait rester indépendante, voilà ce qu'il affirmait dans son discours de la Saint-Sylvestre en 1933 (31). C'est dans cette perspective qu'il faut voir la proclamation de l'Etat corporatif le 1er mai 1934. Les nouvelles institutions avaient entre autres pour but de consolider et de préserver l'indépendance autrichienne.

Si l'intégrité territoriale du pays était garantie par la nouvelle constitution, on continuait à proclamer que son identité nationale était "allemande". L'Autriche existait et ne devait cesser d'exister, mais les responsables du nouveau régime, à leur tête Dollfuß, parlaient encore de son "caractère allemand". L'Autriche, c'était la "vieille marche orientale allemande", émanation du rêve de reconstitution du Saint-Empire. La langue allemande fut alors déclarée langue nationale. De plus, la constitution reprenait de "nombreux éléments fondamentaux du droit allemand qui correspondent au sentiment du droit et de la justice le plus immédiat et le plus saint du peuple

allemand" (32). L'Autriche, tout en restant autrichienne, se voulait résolument allemande. En fait, si le gouvernement de Dollfuß s'opposait à l'Anschluß", c'était seulement parce que l'Allemagne était dirigée par les nazis. On pensa pendant un certain temps dans le camp chrétien-social que, le régime nazi une fois tombé, il serait alors tout à fait possible d'envisager à nouveau une réunification avec l'Allemagne dans le cadre d'un Reich allemand catholique. C'est cette position très intransigeante des Autrichiens qui refusaient d'être annexés à l'Allemagne nazie qui poussa les nationaux-socialistes à assassiner le chancelier Dollfuß le 25 juillet 1934.

Cet assassinat ne suffit pas à faire comprendre à Schuschnigg, son successeur, qu'il fallait changer d'orientation. Le nouveau chancelier, qui s'était déjà fait remarquer lors du congrès de mai 1933 comme partisan d'une "Autriche allemande", se contenta en fait de poursuivre la politique inaugurée par Dollfuß. Dans ses mémoires, Starhemberg qualifie Schuschnigg de "pangermaniste", néanmoins pas au sens où une union des pays germaniques serait dominée par la Prusse. D'après Starhemberg, Schuschnigg croyait, tout comme Dollfuß, en l'avènement d'un empire germanique comparable au Saint-Empire (33). Et Starhemberg ajoute que Schuschnigg ressentait la lutte contre les nazis comme un "fratricide". Le même Schuschnigg écrivit que "l'Autriche croyait en la solidarité nationale de destin et de culture des Allemands, même sans qu'ils soient unifiés en un seul état": cette formule reprenait celle de Seipel citée précédemment. Schuschnigg pensait qu'il était nécessaire de dépasser les contradictions existant entre l'idée d'une fédération danubienne et celle d'un rattachement à l'Allemagne. Dans sa "croyance mystique" en cet empire germanique (c'est ainsi que la définit Starhemberg), il envisageait la réalisation de ces deux alternatives en une seule et même unité sans que l'Autriche perdît pour autant son indépendance. Selon lui, cette unité ne pouvait se faire qu'à cause de la mission spécifique de l'Autriche, pays à la fois lié à l'Allemagne par la "communauté de destin" et aux autres nations danubiennes par le passé habsbourgeois (34). Elle ne mettait pas en cause l'indépendance des différents états puisqu'elle se situait seulement au niveau économique et culturelle.

Toutefois, la pratique ne fut pas conforme à la théorie. L'administration autrichienne était déjà considérablement infiltrée par les nazis et Schuschnigg renonça à l'idée d'une collaboration avec les forces démocratiques du pays, préférant céder aux pressions de Hitler plutôt qu'à celles des démocrates. Ceci le conduisit à signer avec l'Allemagne le Gentleman agreement du 11 juillet 1936 qui faisait de l'Autriche le "second état allemand" et légalisait les activités des nazis autrichiens. Cet accord faisait de l'Autriche un "satellite de l'Allemagne" (35). En obtenant la garantie du maintien de l'intégrité du territoire autrichien, Schuschnigg pensait avoir l'assurance que sa tactique préserverait le pays de l'annexion.

Alors que, malgré les menaces hitlériennes qui pesaient sur l'Autriche, son chancelier persistait dans la voie allemande, certaines organisations du camp chrétien-social, et notamment le mouvement ouvrier chrétien, prenaient position contre cette ligne politique et pour l'affirmation de l'identité spécifiquement autrichienne. Ainsi pouvait-on lire dans le "Österreichische Arbeiterzeitung" du 20 avril 1937:

"Il n'est nul besoin d'affirmer que les travailleurs autrichiens sont sans réserve pour l'indépendance de l'Autriche; les travailleurs sont autrichiens jusqu'à la moelle, ce que l'on ne peut peut-être pas dire avec autant de certitude des autres corporations."
(36)

Depuis la mort de Dollfuß, jamais prise de position en faveur de l'identité autrichienne n'avait été formulée. Elle signifiait le début d'un revirement dans l'idéologie conservatrice.

La véritable prise de conscience du fait que l'indépendance de l'Autriche était réellement menacée par l'Allemagne n'apparut chez les responsables du gouvernement autrichien qu'après le 12 février 1938, date de la rencontre entre Schuschnigg et Hitler à Berchtesgaden. Cette rencontre allait bientôt entraîner pour Schuschnigg un revirement total de ses conceptions en matière d'identité nationale. Lui qui avait toujours parlé de l'Autriche comme "second état allemand" se décida, après avoir reçu une délégation des syndicats illégaux et s'être assuré de leur

soutien dans sa lutte contre le national-socialisme, à annoncer un referendum demandant au peuple autrichien de se prononcer pour ou contre une "Autriche libre et allemande, indépendante et sociale, chrétienne et unie" (37). Certes était-il toujours question d'une Autriche "allemande", mais du moins celle-ci devait-elle rester "libre" et "indépendante". Schuschnigg fut cependant trop faible pour résister aux pressions hitlériennes; il se plia aux exigences de Hitler en retirant son projet de referendum. Ainsi se terminait tragiquement pour l'Autriche le rêve d'une "Autriche allemande" et de sa "mission allemande" en Europe centrale. Les chrétiens-sociaux avaient souhaité une forme de rattachement à l'Allemagne, faute de conscience nationale spécifiquement autrichienne: ils avaient ce rattachement, mais sous une forme différente de ce qu'ils attendaient car l'Autriche disparaissait et le rêve des "meilleurs Allemands" était de la sorte englouti.

2.2. Le patriotisme des populistes.

Bien que ce fussent les Alliés qui, comme nous l'avons déjà dit, décidèrent les premiers de rétablir l'Autriche après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il convient de ne pas oublier la contribution des Autrichiens à la reconstruction de leur pays. En opposition à la période de fondation de la Première République où les hommes politiques autrichiens ne s'étaient pas sentis concernés par le nouvel ordre politique, les responsables des partis reconstitués se trouvèrent, en 1945, au berceau de la nouvelle Autriche dont ils se portèrent aussi garants. Aussi bien les populistes que les socialistes et les communistes apportèrent leur pierre à la constitution de la pensée nationale autrichienne.

Selon Robert Kriechbaumer, l'origine du sentiment national autrichien se situerait, pour le camp conservateur, dans le patriotisme autrichien propagé par

Dollfuß (38). Il faut toutefois nuancer cette pensée car, s'il est exact que Dollfuß a été l'un des premiers Autrichiens à défendre l'idée de l'indépendance de son pays, n'oublions pas qu'il en affirmait le caractère allemand, ce qui ne correspond pas à la conception populiste après la Deuxième Guerre mondiale. On peut simplement retenir de la proposition de Kriechbaumer l'idée que Dollfuß fut effectivement l'un des premiers défenseurs de l'indépendance nationale autrichienne.

Les historiens s'accordent habituellement pour prétendre que le concept d'identité nationale autrichienne serait né dans les camps de concentration nazis. Ce fut le national-socialisme qui provoqua cette prise de conscience nationale en considérant les prisonniers venant d'Autriche non pas comme des Allemands, mais comme des Autrichiens (40). Méprisés par les nazis, ceux-ci furent rapidement persuadés de leur identité autrichienne. Les représentants du camp conservateur autrichien internés dans les camps furent particulièrement sensibles à ce phénomène et en firent après la guerre l'un des thèmes essentiels de l'idéologie de leur formation politique. De fait, le nom du nouveau parti créé en avril 1945 devait refléter cette nouvelle orientation: parti populiste "autrichien". Par rapport au parti chrétien-social, le changement d'épithète signifiait plus qu'une simple commutation linguistique; il symbolisait le déplacement de l'axe principal du parti. Alors que les chrétiens-sociaux se proposaient pour but essentiel de transmettre, en politique, des valeurs chrétiennes, la tâche principale des populistes était de propager le patriotisme autrichien.

Les principes programmatiques de l'Ö.V.P. publiés en juin 1945 confirmèrent cette évolution. Dans l'introduction, le parti populiste prétendait reprendre "l'héritage des groupes politiques qui se sont toujours situés sur le terrain de la tradition autrichienne et ont défendu l'indépendance de l'Autriche. Il veut rassembler tous les Autrichiens patriotes qui se disent démocrates en vue d'une action politique efficace et homogène" (41). Dans ce très court passage, il est fait par trois fois allusion à la notion d'Autriche ou d'Autrichien, ce qui témoigne de l'importance attachée à ce thème par les populistes. Il s'y dessine également une double perspective: d'abord

les liens avec les groupements politiques de la Première République, c'est-à-dire avec le parti chrétien-social, et le Front patriotique, tous deux porteurs d'une certaine forme de patriotisme autrichien. Il s'agissait d'un regard sur le passé; ensuite, l'engagement sur une action politique axée selon deux thèmes: patriotisme et démocratie, marquant l'orientation tournée vers l'avenir. Le parti populiste se voulait ainsi dès sa fondation résolument autrichien et liait le sort du patriotisme à l'existence préalable de la démocratie (42).

L'année 1945 allait représenter pour l'Ö.V.P. une période de discussions animées autour du thème de l'identité nationale autrichienne. Les populistes réfutèrent toute idée d'appartenir à l'Allemagne et développèrent la notion de "l'homme autrichien". Felix Hurdes, secrétaire général de l'Ö.V.P., donnait dès le 5 août 1945 le titre suivant à l'un de ses articles: "L'Autriche aux Autrichiens!" Titre qu'il convient d'analyser dans le sens d'une double stratégie: L'Autriche se définissait comme différente de l'Allemagne et souhaitait être rapidement libérée de l'occupation alliée. Le premier souci des populistes fut de réfuter l'idée selon laquelle ils pouvaient être des Allemands, ce qui représentait une rupture fondamentale avec la position chrétienne-sociale.

Il faut dire que celle-ci avait été contredite par l'occupation nazie. Durant sept ans, l'Autriche avait été annexée au Reich et ses habitants considérés contre leur gré comme des Allemands. Cette expérience avait été loin d'être satisfaisante. La vie commune avec les Allemands du Reich leur avait prouvé qu'ils étaient totalement différents. Ce désir d'assimilation à la notion d'"Allemand" n'existait donc plus du tout et ne faisait l'objet d'aucune discussion. Lorsqu'on venait à en parler, c'était pour la déprécier. C'est ainsi qu'Alfred Missong, rédacteur en chef du mensuel populiste "Österreichische Monatshefte", se livrait dans le numéro de décembre 1945 à un véritable persiflage de l'identité allemande. Il dénonçait l'arrogance des Allemands tant vis-à-vis des situations difficiles qu'à l'égard des autres nationalités. Enfin, partant d'une définition du caractère allemand qui stipule ceci: "Un Allemand - un savant, deux Allemands - une association, trois Allemands - une guerre", Missong

accusait les Allemands d'être seulement capables de faire la guerre et de considérer cette situation comme bonne (43). Missong ne fut pas d'ailleurs le seul populiste à critiquer les Allemands. Dans un autre numéro des "Österreichische Monatshefte", Leo Kirste s'en prenait aux Autrichiens qui se disaient encore allemands. Il écrivait que l'Autrichien qui avait encore l'affront de se considérer comme Allemand n'était qu'un "Deutschling"(44). Ce terme très ironique exprime l'idée selon laquelle celui qui porte cette appellation ne serait plus de pure race. Il aurait ainsi perdu son identité. En réalité, pour les populistes, la notion d'Allemand appartenait au passé. Le présent et l'avenir s'inscrivaient sous le signe de "l'homme autrichien".

Comme ils avaient voulu dès le début établir un contre-poids aux théories formulées avant la Seconde Guerre, les populistes se hâtèrent de définir cette nouvelle notion. Si les caractéristiques de cet "homme autrichien" n'étaient pas encore tracées dans les principes programmatiques de juin 1945, ils allaient l'être dans les premiers numéros de la presse populiste. La première définition que nous trouvons de ce terme émane de la plume de Felix Hurdes, secrétaire général de l'Ö.V.P., qui employait ce titre provocant déjà cité: "L'Autriche aux Autrichiens!". Sur le caractère autrichien lui-même, il écrivait ceci:

"L'homme autrichien qui est, avec son esprit conciliant reconnu dans le monde entier, avec son sens de la justice et de l'humanité, en mesure de réorganiser de manière pacifique la vie nationale et les relations avec les autres peuples, doit revivre." (45)

Les contours en étaient donc nettement esquissés: l'Autrichien avait pour lui l'esprit conciliant, le sens de la justice et de l'humanité; il était de nature pacifique. Ces qualités représentent sans doute une série de clichés psychologiques véhiculés par l'histoire. Cette définition offrait du moins l'avantage de cerner un aspect de l'essence autrichienne et ainsi de faire prendre conscience à ceux qui la lisaient de la réalité de l'identité nationale autrichienne. Tout en restant très schématiques, les critères énoncés par Hurdes aident à cerner l'Autrichien tel que les populistes se le représentaient. Cette définition sommaire fut en fait le point de départ d'autres essais de caractérisation qui allaient être entrepris par la suite.

C'est ainsi que Leopold Figl ajouta une autre qualité à cette palette: la tolérance. A son avis, on en trouvait les racines à l'époque de l'impératrice Marie-Thérèse. Cette qualité serait même un trait fondamental de l'Autrichien depuis cette époque (46). A vrai dire, Figl voyait l'origine de cet "homme autrichien" en la personne de l'impératrice. Selon lui, c'était elle qui avait "donné au caractère autrichien son expression la plus magnifique et la plus profonde" (47); elle en était l'incarnation. Si Figl définissait ainsi l'Autrichien à partir de son passé, c'était pour mieux le situer dans son présent et lui offrir des perspectives d'avenir.

Figl attribuait en plus à l'Autrichien les qualités de modération et d'amour du prochain. Ces éléments remontaient selon lui à une très ancienne tradition amenée en Autriche par les moines bénédictins du Moyen-Age (44).

Parallèlement à Figl, un autre responsable important dans le cercle des idéologues populistes s'efforça de définir "l'homme autrichien": Alfred Missong. Celui-ci avait déjà fait entendre sa voix sous la Première République pour défendre l'identité autrichienne (49). En 1945, ce fut lui qui alla le plus loin dans la définition de cette identité. Sa manière de procéder consista entre autre dans le fait d'opposer l'Autrichien à l'Allemand et de forger ainsi une nouvelle image de ses compatriotes. Leur qualité essentielle serait, selon lui, la modestie. Il leur attribuait également calme et impassibilité face aux adversités de la vie (50).

Cette notion "d'homme autrichien" ne semble plus, à partir de ce moment-là, avoir été remise en cause par les populistes. Elle fut un point acquis dès la fin de 1945 (51). Sans doute peut-on résumer l'attitude populiste de cette époque par cette phrase écrite en 1946: "L' `homme autrichien' est là. Personne ne le conteste plus aujourd'hui."(52)

La spécificité autrichienne ne fut pas uniquement limitée aux aspects psychologiques. Les idéologues du parti eurent soin d'évoquer le problème de la langue et de se démarquer par rapport aux positions des chrétiens-sociaux qui faisaient de la communauté linguistique allemande l'une des raisons valables pour revendiquer l'Anschluß. Sur ce point, on peut encore faire référence à Alfred Missong

puisqu'il fut le premier dans les rangs populistes à réfléchir sur ce sujet. A son avis, la langue n'était pas le lien unificateur d'une nation. Pour réfuter cette théorie, il citait l'exemple des Suisses et des Belges qu'il commentait comme suit: si la langue servait d'élément unificateur d'une nation, ni les Suisses ni les Belges qui se composent de différents groupes linguistiques, ne pourraient constituer de véritables nations du fait des différences linguistiques, ce qui n'est pas le cas. Missong en concluait que, puisque la langue n'était pas l'élément constitutif d'une nation, on ne pouvait amalgamer Allemands et Autrichiens au nom de ce critère. Ceci revenait à prouver l'existence d'une nation autrichienne autonome (53).

Missong reprit ce thème près de trois ans plus tard pour le préciser davantage. Il fit alors la distinction entre "communauté linguistique" et "communauté nationale" car pour lui, langue n'était pas synonyme de nationalité; elle ne représentait pas, tout au moins sous sa forme écrite, l'expression d'un caractère national. Au contraire, différentes communautés culturelles autonomes pouvaient très bien coexister à l'intérieur d'une même communauté linguistique, par exemple la communauté américaine au sein du monde anglophone (54).

Dans un autre article paru dans les "Österreichische Monatshefte" de juin 1947, Michael Kröll reprenait les mêmes arguments qu'Alfred Missong. Son idée fondamentale se résumait à cette phrase lapidaire: "La langue ne caractérise pas la nationalité." (55) Cette affirmation l'amenait à réfuter la formule "une langue = une nation".

Citons encore cette phrase de Leo Kirste qui résumait la position populiste sur cette question:

"Langue et nation sont deux choses tout à fait différentes: il y a des nations nettement plus grandes que la nôtre - pensons simplement aux Etats Unis d'Amérique - qui n'ont pas leur propre langue, mais aussi de plus petites qui en ont plusieurs mais dont la conscience nationale est toutefois si profondément ancrée dans le peuple qu'elle ne louche par-dessus aucune de ses frontières." (56)

L'attitude populiste peut être réduite à ces quelques idées: certes, en Autriche, on parle l'allemand, mais ce n'est pas un critère suffisant pour affirmer que l'Autriche fait partie de la nation allemande. Il existe deux nations: l'une allemande et l'autre autrichienne.

L'expression "nation autrichienne" s'oppose à celle de "peuple allemand". Alors que ce dernier inclut l'Autriche dans un espace plus large dominé par le critère de la germanicité, la "nation autrichienne" consomme en quelque sorte la rupture entre l'Allemagne et l'Autriche, elle permet aux Autrichiens de prendre leurs distances vis-à-vis des Allemands et d'affirmer leurs différences.

Le premier théoricien populiste qui chercha à formuler une théorie de la nation autrichienne fut Alfred Missong. Après avoir refusé avec vigueur tout lien susceptible de se créer avec l'Allemagne et démontré que la langue ne pouvait être un critère légitimant l'annexion de l'Autriche, il définit les conditions nécessaires à l'existence de la nation et montra qu'elles étaient réunies dans le cas de son pays:

"Les conditions essentielles pour que soit formée la nation autrichienne sont données. Sur le plan historique, l'Autriche est une entité propre qui a certes été à certaines époques très intégrée dans l'histoire allemande, mais a cependant sans cesse retrouvé le chemin qui est le sien." (57)

Selon lui, le critère essentiel qui permettait de parler de nation, c'était l'existence d'une histoire autonome du peuple en question. Or, ce critère était à son avis réalisé dans le cas de l'Autriche. Il y ajoutait toutefois deux autres arguments empruntés à d'autres domaines et servant à définir la nation: l'originalité culturelle et le caractère des habitants. Pour l'Autriche, Missong voyait ces trois conditions réunies; c'est pourquoi il parlait de "nation autrichienne" (58).

Dans un autre article rédigé en 1948, Missong reprenait ces thèmes et ajoutait:

"Les traits essentiels qu'il convient d'exiger pour prouver l'existence d'une nation se trouvent réunis dans le cas de l'Autriche: culture nationale propre, développement particulier sur le plan historique, entité nationale séculaire et particularité raciale."
(59)

Pour Missong, l'existence de la nation autrichienne ne faisait plus aucun doute.

Un second théoricien populiste s'efforça de définir cette notion: Michael Kröll. Son point de départ était un peu différent. A son avis, la nation trouvait son origine dans une sorte de consensus qui s'établirait entre les habitants d'une région (60). Ainsi la nation n'était plus un concept purement abstrait, mais l'émanation d'une volonté populaire. Kröll reprenait ensuite des arguments déjà évoqués par Missong. Lui aussi parlait d'une différence de race afin de montrer la différence entre Allemands et Autrichiens. Il citait encore des différences sur le plan géographique et économique et donnait comme Missong la primauté à l'aspect historique du problème. Les oppositions qu'il discernait l'amenaient à émettre la théorie selon laquelle l'Allemagne et l'Autriche se seraient développées en prenant des directions opposées et ceci lui permettait d'en conclure à l'existence d'une nation autrichienne qui avait tout à fait sa place à côté de la nation allemande.

Afin de clore cette analyse du concept de nation autrichienne chez les populistes, citons l'effort d'imagination réalisé par Leo Kirste qui, afin d'éviter toute équivoque à l'égard de l'Allemagne, proposait de baptiser la nation autrichienne du nom d'"Austria" (61). Ce terme éliminait à son avis tout danger d'assimiler la nation autrichienne à l'idée d'une Autriche allemande.

Pour les populistes, recouvrer l'indépendance nationale signifiait aussi pour l'Autriche retrouver sa place dans le concert des nations européennes et jouer un rôle de médiateur entre les états d'Europe centrale (62). Il n'était pas encore question de cet aspect dans les principes programmatiques de juin 1945. Les populistes n'y évoquaient encore que "des relations amicales avec tous les états... en particulier avec les états voisins d'Europe centrale". Pourtant, l'idée du rôle médiateur de l'Autriche était déjà présente dans les esprits puisqu'il y était directement fait allusion dans une brochure électorale populiste diffusée en Styrie. L'Autriche y était qualifiée de "médiateur" ou "pont intellectuel et culturel" (63). D'après les populistes, l'Autriche n'avait jamais été un pays nationaliste replié sur lui-même, mais au contraire le porteur d'une certaine idée de l'Europe, c'est du moins ce qu'affirmaient certains

populistes dès novembre 1945 (64). Ainsi était-elle appelée à participer activement à la construction d'une nouvelle Europe. Pour élaborer cette théorie, les populistes partaient de la situation géographique de leur pays. Soulignant qu'il était d'abord carrefour de différents axes de communication et que sa population était le produit du mélange d'un certain nombre de peuples européens, les populistes en concluaient que l'Autriche devait être un lien entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud afin d'assurer entre autre la liaison entre le monde occidental anglo-saxon et le monde oriental slave (65). Dans un article publié en juillet 1947, Mathilde Glässer-Järten résumait la position populiste vis-à-vis de l'Europe: médiation, cohabitation pacifique avec les états voisins, respect de l'individualité (66). Ce qu'il est d'ailleurs intéressant de noter, c'est le fait que, dès juillet 1946, l'idée de la neutralité de l'Autriche selon le modèle suisse était déjà évoquée, et ceci en raison de sa faiblesse militaire évidente (67). La neutralité devait d'abord servir à obtenir puis à préserver l'indépendance de l'Autriche. L'Ö.V.P. plaida activement pour cette idée à la fin des années 40, s'en écarta quelque peu au début des années 50 parce qu'il croyait voir en elle un instrument de la politique soviétique destiné à séparer l'Autriche du monde occidental. En 1955, le parti populiste s'engagea pour que la loi de neutralité fût adoptée parce que celle-ci s'appliquait aux aspects seulement militaires et non politiques.

On retrouve constamment une perspective précise déjà évoquée dans la politique populiste: l'Autriche est "médiateur" ou "pont" entre les nations. Dans le programme de 1952, il était question de la "mission de l'Autriche qui rapproche les peuples" (68), et en 1965, du "pont" (69) que constitue l'Autriche. Pour affirmer cette fonction, les populistes se référaient au passé de leur pays dont ils tiraient les leçons qui devaient servir pour l'avenir. Puisque, dans le camp conservateur, on pensait que l'Autriche devait jouer ce rôle spécifique, on ne mettait plus en cause la souveraineté nationale.

DEUXIEME PARTIE

POLITIQUE ET DEMOCRATIE

CHAPITRE 3

CONCEPTION DE LA DEMOCRATIE

La question nationale posée dans le chapitre précédent n'a pas été la seule à laquelle l'Autriche républicaine ait dû répondre. Peut-être aussi essentielle fut celle de l'instauration d'une démocratie aux formes solides et durables. En 1919, la jeune République reprit la forme démocratique de gouvernement héritée de la monarchie. La coalition entre chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates formée lors de la proclamation du nouvel état aurait pu, si elle avait été maintenue un certain temps - elle ne dura qu'un an et demi - permettre à la démocratie de s'affermir. Mais la rupture entre les deux partenaires écarta la social-démocratie du pouvoir; celle-ci ne devait plus, jusqu'à l'annexion de l'Autriche par le Reich allemand, participer à la direction des affaires de l'Etat. Le parti chrétien-social, considérant qu'elle était au moins aussi dangereuse, sinon plus, que les mouvements

fascistes en constante progression dans l'Autriche de l'entre-deux-guerres, chercha à la tenir à l'écart du pouvoir et s'orienta peu à peu vers de nouvelles conceptions de la démocratie. C'est lui qui mit en place l'Etat corporatif en 1934 et devint ainsi le fossoyeur de la démocratie.

Les années d'annexion à l'Allemagne nazie firent comprendre au camp conservateur que son principal adversaire n'était pas la social-démocratie, mais le fascisme. Cette constatation l'entraîna à réviser ses conceptions de la démocratie. D'adversaire qu'elle avait été pendant l'entre-deux-guerres, la social-démocratie devint partenaire au sein de la Grande Coalition. Le parti populiste autrichien, successeur du parti chrétien-social, reconnut officiellement la démocratie comme seule forme d'organisation politique acceptable pour l'Autriche. Celle-ci devait se traduire par la coalition avec les socialistes. A la suite de sa rupture, l'Ö.V.P. ne renia pas son engagement démocratique, mais développa, et ceci surtout dans les dernières années, de nouvelles formes de démocratie plus proches, selon lui, des aspirations de sa base politique.

3.1. La démocratie selon les chrétiens-sociaux.

3.1.1. La démocratie en question.

Le parti chrétien-social avait, en novembre 1918, donné son accord pour la proclamation d'une république démocratique. Il s'était résolu à cette décision sous la pression des événements (1). Cependant, au cours des premières années du nouveau régime,

il joua normalement le jeu de la démocratie, formant même de 1919 à 1920 une coalition gouvernementale avec l'autre grand parti du pays, le parti social-démocrate. Après la rupture de cette coalition, il continua à respecter encore pour un certain temps les règles démocratiques en s'alliant avec les petits partis antimarxistes (2) et en s'y référant dans ses programmes.

Ainsi, dans les premiers programmes chrétiens-sociaux publiés après la fin de la Première Guerre, le parti se référait à la démocratie, toutefois seulement du bout des lèvres et sans jamais en donner de définition précise. Dans sa première déclaration en date du 26 novembre 1918, il affirmait l'existence de l'Autriche en tant qu'"Etat libre et démocratique" et revendiquait pour chacun la "liberté d'opinion" et la "liberté des élections", refusait en revanche la "dictature d'un parti" (3). N'oublions pas que la République venait d'être proclamée le 12 novembre précédent au milieu de tumultes révolutionnaires, et que les chrétiens-sociaux, ne voulant pas passer pour réactionnaires, en tirèrent la conclusion qu'ils devaient opter pour la démocratie s'ils voulaient éviter une dictature prolétarienne. Toutefois le dernier élément cité, à savoir le refus de la "dictature d'un parti", fournissait d'ores et déjà les premiers indices de la future évolution du parti, autrement dit sa lutte contre la social-démocratie qu'il accusait de vouloir établir la dictature du prolétariat. Car si, dès les débuts de la République, le parti chrétien-social se déclarait favorable à un système de gouvernement démocratique, c'était seulement dans la mesure où celui-ci prenait les formes qui lui convenaient. Il acceptait la démocratie à condition qu'elle n'entraînât pas une trop forte poussée des sociaux-démocrates, car il n'entendait pas renoncer au

rôle prépondérant qu'il avait tenu sur l'échiquier politique sous la monarchie.

Le programme électoral de 1918 reprit les mêmes idées de "l'Etat libre et démocratique" et du refus d'une "dictature hostile à la liberté". Il réclamait de même la liberté des élections et, en plus, l'introduction du vote à la proportionnelle. Là encore, c'était l'esprit révolutionnaire du moment qui dictait ces positions. Mais ce programme fut le dernier à parler encore directement de démocratie; ceux qui suivirent ne firent plus qu'effleurer ce concept. Sans doute ce programme l'évoquait-il d'ailleurs encore afin de rassurer les adversaires politiques sur les "bonnes intentions" du parti chrétien-social; mais en réalité, dans ce camp politique, on comprenait déjà autre chose lorsqu'on parlait de démocratie.

Dès le programme d'action de 1919, il était question de protéger les "acquis démocratiques" contre les "dangers" de quelque côté qu'ils viennent (4). Le plus important, ce n'était pas les "acquis démocratiques", mais les "dangers" qu'ils pouvaient encourir. Car, pour protéger ces acquis, tous les moyens allaient être bons. Ce qui comptait, c'était de parer à ces dangers qui se résumaient en fait à la peur d'une dictature prolétarienne. Cette attitude permettra par la suite de justifier le cours autoritaire que prendra le régime à partir de 1933.

Une partie non négligeable du parti chrétien-social resta toutefois fermement attachée à la démocratie: le mouvement ouvrier chrétien. Dans leur programme de Linz rendu public en 1923, les travailleurs chrétiens déclaraient se situer "sur le terrain de la démocratie", parlaient de leurs "droits politiques" et souhaitaient l'extension du vote à la proportionnelle (5). La

branche ouvrière du parti chrétien-social, tout en étant très liée à la tradition du conservatisme politique, restait néanmoins la seule à s'engager pour le maintien d'un régime démocratique dans lequel l'adversaire politique ait encore sa place.

Le programme de 1926 adopté par l'ensemble du parti reprit les thèmes et les formulations du précédent. Il est toutefois frappant que, si le camp chrétien-social s'affirmait encore démocrate, les expressions qui témoignaient de son adhésion aux principes démocratiques avaient été gommées. Par ailleurs, si ce parti se disait encore favorable à la démocratie, il en donnait une définition plus qu'imprécise. En fait, cette stratégie permettait toutes les interprétations possibles.

Un événement historique détermina de manière décisive les orientations du parti chrétien-social: l'incendie du palais de justice de Vienne le 15 juillet 1927; ce jour-là, les masses manifestèrent contre l'acquittement des meurtriers de Schattendorf (6). Des éléments incontrôlés mirent le feu au palais de justice. La police, avec l'accord du gouvernement à dominance chrétienne-sociale, autorisa l'emploi des armes pour réprimer les manifestants. Le gouvernement accusa l'adversaire politique d'avoir provoqué cet incendie. L'événement nourrit les sentiments antidémocratiques de tout le camp conservateur. Le parti chrétien-social et surtout son chef, Ignaz Seipel, tirèrent alors les conclusions qu'ils jugèrent nécessaires pour "protéger" la démocratie et s'engagèrent sur la voie de la "démocratie véritable".

Ce concept fut essentiellement le fruit des réflexions de Mgr. Seipel. Avant de le définir, il convient d'en voir la genèse. Si Seipel éprouvait le besoin de parler de "démocratie véritable",

c'était parce que la démocratie telle qu'elle était mise en pratique dans son pays ne le satisfaisait pas. Dès les débuts de la République, le prélat s'était profilé comme chef incontesté du parti chrétien-social et, à ce titre, il fut impliqué dans toutes les décisions politiques concernant le pays. Sa critique négative des institutions démocratiques se fonda ainsi sur les événements qu'il avait vécus et s'en prit essentiellement aux partis politiques, en particulier au parti social-démocrate.

Le premier point négatif que formulait Seipel, c'était l'attitude des partis au Parlement. Constatant l'état désastreux de l'économie autrichienne, il estimait que l'ensemble des partis devait coopérer à l'oeuvre de redressement national. Or, dès 1922, les sociaux-démocrates avaient refusé de voter le texte des accords de Genève (7). Seipel jugea cette obstruction parlementaire négative parce que contraire aux intérêts nationaux. Les sociaux-démocrates maintenant cette ligne politique pendant les années 20, il ne changea pas d'opinion. A son avis, les sociaux-démocrates transformaient la discussion sur les problèmes économiques en un débat idéologique, ce qu'il se refusait à accepter.

Deuxièmement, au cours des mêmes années 20, le débat politique avait trop tendance, selon Seipel, à quitter le cadre des institutions démocratiques pour se dérouler dans la rue. Le parti social-démocrate disposait d'une formation paramilitaire, le Schutzbund républicain, et le camp conservateur des Frontkämpfer, puis des Heimwehren. Les heurts entre les deux camps politiques se multiplièrent. Que ce soit en 1925 dans la petite ville de Stockerau ou en 1927 à Schattendorf, on assista à une escalade de la violence qui entraîna des blessés et des morts (8). Le 7

octobre 1928, Schutzbund d'une part et Heimwehren de l'autre organisèrent à Wiener Neustadt deux défilés parallèles qui se terminèrent sans incident, mais devaient apporter la preuve de leur force militaire respective. Pour Seipel, ces défilés étaient les manifestations extérieures d'un système démocratique en crise.

Enfin, le programme social-démocrate de 1926 entendait recourir à la dictature au cas où la bourgeoisie s'opposerait aux plans de la classe ouvrière si celle-ci parvenait au pouvoir (9). Seipel voyait en cela une menace pour la démocratie.

La conjonction de ces trois éléments l'incita ainsi à se détourner de la démocratie dans son acception traditionnelle. Ne déclarait-il pas dès janvier 1927 que l'on se trouvait dans une "période de transition vers quelque chose de nouveau" (10). Ce qui devait changer, c'était le comportement des partis politiques: puisqu'ils ne remplissaient plus leurs fonctions, il fallait les écarter de la vie démocratique. C'est dans ce sens qu'il convient d'interpréter la phrase suivante de Seipel:

"A mon avis, celui qui nettoie la démocratie de la domination des partis la sauve et ainsi la rétablit." (11)

Ce qu'il voulait éliminer, ce n'était donc pas, à ses dires, la démocratie en soi, mais l'influence prépondérante des partis. Perdus dans leurs luttes idéologiques, ceux-ci oubliaient d'après lui l'essentiel: se pencher sur la situation économique de l'Autriche. Pour parer à cette carence, il fallait les remplacer par d'autres organisations qui prendraient pleinement en charge les problèmes du pays. Ces organisations auraient une fonction de représentation principalement économique. Seipel n'évoquait pas encore les corporations comme porteuses de ces intérêts, mais ne les excluait pas non plus. La "démocratie véritable", ce serait

celle dans laquelle la représentation du peuple se pencherait efficacement sur la gestion de l'Etat sans se perdre dans des querelles idéologiques inutiles et dangereuses. Ce régime permettrait de neutraliser la social-démocratie, but numéro un de Seipel. Car ce dernier affirmait ne pas vouloir supprimer la démocratie, mais au contraire la rétablir. Il se voulait lui-même démocrate, mais partisan d'un type de démocratie qu'il aurait personnellement conçue (12) .

Il tenta une dernière fois en 1931 de se réconcilier avec les sociaux-démocrates en leur offrant de former un gouvernement de coalition avec les chrétiens-sociaux, mais échoua dans sa tentative (13). Un an plus tard, Dollfuß, l'un des disciples de Seipel, arrivait au pouvoir, imprégné par les idées de son maître en matière de démocratie.

3.1.2. "L'expérience" corporative.

3.1.2.1. L'élimination de la démocratie.

Dollfuß situa d'abord son action dans le cadre des institutions démocratiques (14). La majorité d'une ou deux voix dont il disposait au Parlement lui fit toutefois rapidement comprendre que son gouvernement ne tenait qu'à un fil. L'obstruction parlementaire pratiquée par l'opposition ne pouvait que lui confirmer l'opinion négative émise par Seipel au sujet des partis politiques et des institutions démocratiques. Dans ces conditions, il était vraisemblable que, dès que l'occasion s'en présenterait, Dollfuß prendrait les mesures nécessaires pour neutraliser le Parlement. En Allemagne, Adolf Hitler devint

chancelier du Reich le 30 janvier 1933, ce qui incita les nazis autrichiens à intensifier leur propagande antigouvernementale.

Le 4 mars 1933, le Parlement autrichien se mit lui-même hors d'état de fonctionner. La démission consécutive de ses trois présidents faisait que personne, en son sein, n'était désormais habilité à le convoquer (15). La seule instance qui aurait pu le faire était le gouvernement; or, celui-ci n'y était nullement décidé. Les responsables du parti chrétien-social prirent alors la décision de s'en passer et de gouverner momentanément selon des principes autoritaires (16). Par cette décision, ils approuvaient les idées que Dollfuß avait reçues de Seipel. Celui-ci avait sans doute mûrement réfléchi au régime qu'il souhaitait mettre sur pied. Comment, sinon, aurait-il pu dès le 7 mars 1933, soit trois jours plus tard, prôner l'idée d'une réforme constitutionnelle devant le comité directeur de son parti. Lors de la séance du 9 mars 1933, il fit connaître ses idées de réforme. Le Parlement ne serait pas supprimé mais perdrait toutes ses prérogatives en matière de législation. Il en serait réduit à débattre des "affaires culturelles et éventuellement aussi de politique sociale", ce qui ne lui conférerait qu'un rôle tout à fait mineur. Ses fonctions politiques et législatives seraient reprises par une nouvelle assemblée qui devrait être constituée par des représentants des Länder et des corporations. Ce serait cette assemblée qui détiendrait le pouvoir législatif. Par ce biais, toujours selon Dollfuß, les milieux économiques seraient représentés au niveau des instances supérieures de l'Etat afin, disait-il, que "disparaisse l'opposition ressentie entre économie et politique" (17). Le but réel poursuivi par le chancelier était de retirer tout pouvoir aux partis politiques pour le confier à

des groupements d'ordre économique. Ce que Dollfuß reprochait au Parlement, c'était de n'avoir qu'une fonction de protestation, de ne jamais effectuer de travail productif. La nouvelle assemblée, par contre, vu que ses membres auraient des intérêts économiques, aurait tout avantage à travailler avec efficacité. L'annonce de ces réformes permettrait de mettre les partis sur la touche, sans toutefois les éliminer officiellement.

Ces propositions du chancelier ne furent pas accueillies avec un enthousiasme débordant par les membres du parti, mais elles leur semblèrent tout à fait acceptables. L'idée de Dollfuß était encore, dans les jours qui suivirent le 4 mars 1933, de faire voter cette réforme avec les voix de ses adversaires politiques, idée qu'il abandonna rapidement lorsqu'il s'aperçut que ceux-ci entendaient reconvoquer le Parlement et reprendre le travail parlementaire normal.

Ces projets approuvés par le comité directeur du parti chrétien-social, le chancelier pouvait les communiquer à la base de son parti et, de la sorte, à l'opinion publique. L'occasion lui en fut donnée lors du congrès du parti qui se déroula du 5 au 7 mai 1933. Dans son allocution, Dollfuß reprenait les idées de réforme constitutionnelle qu'il avait exprimées le 9 mars précédent: le Parlement devait perdre ses fonctions politiques qui reviendraient à la nouvelle assemblée corporative; Dollfuß repoussait l'idée d'élections aux calendes grecques (18). Le discours qui devait éclairer sur le véritable sort réservé à la démocratie fut cependant celui de Schuschnigg, alors ministre de la Justice. Celui-ci commença par dire que "la démocratie formelle avait fait banqueroute" et qu'il "fallait la liquider". Selon lui, elle n'avait pas été en mesure de donner à l'Etat ce dont il avait

besoin en période de difficultés (19). Schuschnigg se livra alors à une véritable critique des institutions démocratiques. Le jeu parlementaire, tel qu'il était conçu, ne représentait à son avis qu'un "semblant de lutte parlementaire" qui n'impliquait aucun risque pendant les périodes de prospérité économique. Les temps devenaient-ils difficiles, ce parlement n'était plus capable de maîtriser la situation; d'où nécessité absolue de changer de régime constitutionnel.

A cette "démocratie formelle" qu'il dénonçait, Schuschnigg opposait la "vraie et véritable démocratie" qui se définissait par une "représentation populaire saine", c'est-à-dire capable d'effectuer un travail efficace et ne se laissant pas enliser dans les conflits existant entre les partis et de mener à bien les tâches qui lui incombent. Cette "véritable démocratie" présupposait deux choses (20): la responsabilité des dirigeants politiques, ce qui d'après Schuschnigg, constituait la différence avec le libre arbitre d'une dictature, et l'absence de privilèges de classe, aucune classe n'ayant le droit d'en dominer une autre (21). L'idée fondamentale de cette "véritable démocratie" était d'organiser la société en corporations, de leur conférer une large autonomie ainsi que les droits politiques qui revenaient jusqu'alors aux partis politiques. Cette esquisse de définition de la démocratie formulée lors du congrès de mai 1933 servit de base au futur régime corporatif mis en place un an plus tard.

Ce congrès signifia d'ailleurs la fin du régime politique existant. Sans évoquer ouvertement le problème, Dollfuß et son gouvernement essentiellement chrétien-social passèrent aux actes et liquidèrent progressivement la démocratie ainsi que Schuschnigg l'avait annoncé. Dès mai 1933, le gouvernement, soutenu par les

chrétiens-sociaux, lança l'idée du "Front patriotique", nouvelle organisation dont le but était de rassembler tous les patriotes autrichiens en se situant au-dessus des partis. Le but officiel était de réunir un maximum d'Autrichiens, quelles qu'aient été leurs opinions politiques, afin de lutter pour le maintien de l'indépendance nationale de l'Autriche (22). Mais en réalité, Dollfuß voulait créer une organisation qui pût remplacer les partis politiques.

En ce qui concernait le Parlement, Dollfuß estimait que celui-ci devait définitivement disparaître. A son sujet, il déclarait :

"Le Parlement s'est éliminé lui-même, il a sombré du fait de sa propre démagogie et de son propre caractère formel. Ce Parlement, une telle représentation du peuple, de tels dirigeants du peuple, ceci ne peut et ne doit jamais revenir." (23)

Le sort du Parlement était alors évident. Celui-ci continua d'exister sur le papier jusqu'à la promulgation de la constitution corporative en mai 1934. Mais n'ayant jamais été réuni depuis le 4 mars 1933, il avait pratiquement cessé d'exister dès cette date. La proclamation de l'Etat corporatif le 1er mai 1934 en marqua la fin définitive.

Si, dès mars 1933, Dollfuß annonça qu'il avait peu à peu l'intention d'éliminer le Parlement, il fallut attendre septembre pour qu'il fût connaître ses desseins vis-à-vis des partis politiques. Dans son discours programme du 11 septembre 1933 au cours duquel il fit savoir qu'il allait mettre en place un régime corporatif, il indiqua clairement pour la première fois sa volonté de supprimer les partis. Après avoir proclamé la fin des ères capitalistes et marxistes, il déclara que "l'époque de la

domination des partis était révolue"; le front patriotique devait officiellement les remplacer. Il aurait pour but de mettre l'accent sur les aspects unitaires alors que, selon le chancelier, les partis n'avaient su que créer la division. Il fallait donc dépasser "l'Etat des partis" (24). Dans la nouvelle constitution, il n'y aurait plus de place pour les organisations politiques:

"Nous n'avons pas l'intention de laisser dans la nouvelle constitution des possibilités de s'exprimer à la démagogie et à l'hégémonie de la politique des partis." (25)

Autrement dit, les partis perdraient toute existence légale dans le nouveau régime.

Désormais, Dollfuß n'attendait que l'occasion favorable pour interdire les partis politiques encore existant (26). Cette occasion se présenta au début de 1934. La situation était alors plus que tendue entre les deux grands camps politiques. Le gouvernement ordonna la répression de la grève générale à laquelle avaient appelé les sociaux-démocrates. Le 12 février au matin, la police pénétra dans un local social-démocrate de Linz pour y effectuer une perquisition d'armes. Les membres du Schutzbund républicain s'interposèrent et donnèrent le signal de l'insurrection à toute l'Autriche. Pour faire face à cette situation, le gouvernement décida alors d'avoir recours à la force armée pour briser la résistance social-démocrate. Le 15 février, les combats avaient cessé mais, dès le premier jour de la guerre civile, le gouvernement avait saisi l'occasion pour interdire le parti social-démocrate, dernier parti oppositionnel autorisé.

Le parti chrétien-social, dans son ensemble, ne réagit pas. Il cautionnait les faits, connaissant le sort qui l'attendait. En effet, après la démission de son chef Carl Vaugoin, Dollfuß avait

indiqué au parti chrétien-social sa volonté de voir nommer à sa tête non un remplaçant, mais un "liquidateur" (27). Celui-ci fut trouvé en la personne de Emmerich Czermak. Le nouveau responsable fut imposé au parti par le chancelier lui-même; il n'avait jamais siégé au Parlement. Dollfuß avait choisi en Czermak un homme qui ne risquait pas de le contredire. A partir de cette nomination, le parti chrétien-social ne mena plus qu'une vie très précaire. La constitution de mai 1934 ne prévoyait plus l'existence des partis. Les chrétiens-sociaux sabordèrent leur propre organisation politique le 14 mai 1934. La démocratie était alors définitivement supprimée.

3.1.2.2. Appels à la conscience démocratique du régime.

L'ensemble du camp conservateur ne se rangea pas systématiquement derrière les idées de Dollfuß. A cet égard, citons l'attitude du mouvement ouvrier chrétien qui, tout en acceptant les réformes proposées et réalisées par le chancelier, devint cependant le porte-parole de certaines orientations démocratiques. Le 17 septembre 1933, soit une semaine après le discours au cours duquel Dollfuß annonçait la fin des partis et l'élimination de la démocratie, Leopold Kunschak, responsable du mouvement ouvrier chrétien, prenait les institutions démocratiques en défense en s'adressant aux ouvriers de Linz:

"Il peut sembler osé, disait-il, de parler aujourd'hui de la démocratie et en faveur de la démocratie. Je reste sur ces positions: la démocratie est, à côté des grands commandements

moraux de la religion, la base des temps futurs." (28)

Et le 9 février 1934, alors que la guerre civile semblait imminente, il fit un plaidoyer en faveur du maintien des partis politiques, déclarant entre autre:

"Aussi longtemps qu'il y aura des hommes, il y aura des opinions différentes, et il en sera toujours ainsi que des individus ou des groupes de personnes qui ont la même opinion diffuseront cette opinion. Il y aura donc toujours des partis, même lorsque la folie de la mise au pas qui règne sur notre époque sera entrée dans l'histoire comme une période au cours de laquelle la culture s'est dévoyée." (29)

Ce discours prenait le contre-pied des positions soutenues par Dollfuß. Non seulement Kunschak prenait fait et cause pour les partis politiques, mais en plus, il s'attaquait directement aux idées prônées par le chancelier. Au sein du comité directeur du parti chrétien-social, lui seul osa condamner l'attitude et les actes du gouvernement lors de la guerre civile de février 1934. Afin de faire pression sur Dollfuß, il menaça le parti de se retirer totalement de la scène politique si Dollfuß maintenait sa ligne politique (30).

Et le 10 novembre 1934, c'est-à-dire plus de six mois après la proclamation de l'Etat corporatif, le même Kunschak continuait à défendre la démocratie:

"Aujourd'hui, déclarait-il, on parle de façon très défavorable de la démocratie. Pour ma part, je continue à accepter le reproche d'être un démocrate. Je suis contre toute dictature et contre tout fascisme. La démocratie n'est pas liée à une certaine forme, elle n'est pas liée au parlementarisme ou à un droit électoral quelconque. . . Je suis démocrate et je le reste..." (31)

Toutefois, le concept de démocratie tel que l'entendait le responsable des ouvriers chrétiens n'était pas en contradiction totale avec le régime corporatif. Kunschak ne mettait pas en cause le régime établi en soi, mais pensait simplement qu'il fallait le démocratiser. Répondant aux propos de Dollfuß, il indiquait que le nouveau régime ne pourrait se dispenser de Parlement (32). En 1935, il continuait à parler de la démocratie comme d'un "droit du peuple à prendre une influence déterminante sur les décisions qui concernent son destin" (33). Il ne voyait pas en outre de contradiction entre démocratie et régime corporatif, mais considérait simplement ce dernier comme une autre forme de démocratie.

Kunschak reprit ces thèmes en 1937, déclarant que la démocratie avait regagné du terrain et que l'essentiel était d'accorder aux citoyens un droit de cogestion. Condamnant lui aussi la démocratie formelle, il n'hésitait pas à parler de "véritable démocratie" (34).

L'attitude de Kunschak fut celle de l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien qui se situa pendant toute la période de l'Etat corporatif en défenseur de la démocratie. Le journal qui lui servait d'organe, le "Österreichischer Arbeiterzeitung", publia ainsi le 4 décembre 1937, soit quelques semaines avant l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, un article intitulé "à propos de la démocratisation" dans lequel il était fait éloge de l'engagement démocratique de ce mouvement. Selon cet article, la population autrichienne n'aurait jamais été prête à renoncer à la démocratie (35). La démocratisation souhaitée par le mouvement ouvrier chrétien ne put être réalisée à cause de l'Anschluß; mais ses tenants furent ceux qui, dans la clandestinité, s'organisèrent

pour qu'un régime démocratique pût être instauré après la guerre.

3.2. La démocratie selon les populistes.

L'Autriche fut libérée en 1945 et, avant même que la constitution des partis politiques eût été autorisée par les Alliés, ceux-ci se manifestèrent à Vienne pour prendre en main le sort du pays. Si, du côté socialiste et communiste, cette reconstitution s'effectuait sans grands problèmes, celle du camp conservateur aurait pu être plus délicate. En effet, ce camp avait derrière lui tout l'héritage que nous venons d'esquisser et la formation d'un grand parti conservateur puissant et solide n'était pas, en soi, évidente. Pourtant, le camp catholique et conservateur s'unifia en un nouveau parti: le parti populiste autrichien, dont les fondements avaient été jetés dans la clandestinité (36). Le fait essentiel à retenir, c'est que ce camp se soit organisé en parti politique bien qu'il ait tout entrepris sous la Première République pour faire disparaître ce type d'organisation.

3.2.1. Le concept général de démocratie.

Dans ses principes programmatiques de juin 1945, l'Ö.V.P. déclarait assumer l'héritage de "tous les Autrichiens patriotes qui se disent démocrates". Cette formulation permettait de constater une rupture avec l'ancien parti chrétien-social dans le domaine de la démocratie. Cette rupture se situait dans le fait

que les chrétiens-sociaux avaient peu à peu éliminé la démocratie alors que les populistes s'y référaient expressément.

Le premier principe programmatique était d'ailleurs entièrement consacré à la démocratie :

"Le parti populiste autrichien veut une Autriche nouvelle, libre, indépendante, apte à la vie, qui soit organisée ,et gouvernée selon les principes de la vraie démocratie. Le pays doit obtenir dès que possible de son assemblée constituante qu'il devra élire une constitution démocratique telle que l'existence permanente de la démocratie et sa défense soit réellement assurées contre les forces antidémocratiques." (37)

Ce texte utilisait, en quelques lignes, quatre fois le terme "démocratie", que ce fût sous une forme ou sous une autre. N'oublions pas que ces principes parurent juste après la libération de l'Autriche. Les populistes entendaient se présenter à la fois comme parti entièrement nouveau et assumer l'héritage légué par les chrétiens-sociaux. Alors qu'ils affirmaient reprendre la tradition patriotique de leurs prédécesseurs politiques, ils cherchaient à faire disparaître tout élément qui pût rappeler leur passé antidémocratique. Les raisons en étaient diverses: d'abord la décision prise par les Alliés de ne reconnaître que des partis démocratiques; ensuite le souci qu'avaient les populistes de faire en sorte que les électeurs oublient que c'étaient les chrétiens-sociaux, c'est-à-dire leurs prédécesseurs immédiats, qui avaient éliminé la démocratie en 1933-1934. Afin de satisfaire à ces exigences, le terme "démocratie" fut abondamment utilisé. Mais cette surabondance du terme ne cachait-elle pas aussi toute une idéologie qui, en ce printemps de 1945, était encore profondément marquée par un

antidémocratisme latent? Il est difficile de répondre à cette question dans la mesure où les documents écrits de cette époque précédant les élections de novembre 1945 sont rares et, lorsqu'ils existent, plaident tous en faveur de la démocratie, tout comme les différents discours des populistes. En tout cas, plus que tous les autres, le parti populiste se voulait, en 1945, démocrate.

Si les principes programmatiques de juin 1945 proclamaient à loisir la démocratie comme fondement de l'idéologie populiste, son contenu ne fut que peu à peu défini. Le souci était toutefois grand, dans ce camp, de préciser ce concept, si l'on s'en tient du moins aux nombreux articles qui lui furent consacrés dans la revue "Österreichische Monatshefte" entre 1945 et 1948. Afin d'analyser le sens que les populistes lui donnaient, il convient de regrouper les éléments en quelques idées essentielles et caractéristiques que ce parti se faisait de la question: rapports entre les partis politiques, rapports entre majorité et minorité, place de l'individu face aux masses et aux partis politiques, enracinement de la démocratie dans le Christianisme.

Les chrétiens-sociaux, comme nous l'avons montré, acceptaient la démocratie seulement si celle-ci leur permettait de garder le pouvoir. Selon leurs conceptions, l'adversaire n'avait droit de cité que dans la mesure où ses vues correspondaient aux leurs. Lorsque ce n'était pas le cas, cet adversaire était combattu sans merci. L'attitude populiste, tout au moins au niveau des discours (38), s'est située sur un tout autre plan. Pour ce parti, la règle officielle n'était plus l'affrontement brutal mais la coopération avec les autres partis. Les populistes ne cherchèrent plus à effacer les différences idéologiques qui les séparaient des autres partis; ils souhaitaient établir un

"équilibre" pacifique entre les différentes parties en présence (39). Alors que les chrétiens-sociaux avaient veillé à écarter du pouvoir tous les adversaires politiques indésirables, les populistes souhaitèrent partager avec eux les responsabilités politiques. Figl écrivait ainsi dès le 21 août 1945:

"Etre démocrate ne signifie pas seulement prendre part aux débats, aux tâches et aux décisions, mais avant tout aux responsabilités."

(40)

Cette participation à tous les échelons de la vie politique signifiait en outre que les partis étaient tenus de confronter leurs opinions dans des discussions franches et ouvertes. Elle impliquait également la confrontation constructive des idéologies. Missong écrivait à ce sujet:

"Il faut apporter la preuve que la démocratie est la technique politique qui garantit aussi bien l'équilibre pacifique entre les oppositions et les tensions existant dans le corps populaire que la découverte des meilleures solutions possibles pour les tâches politiques." (41)

Missong reconnaissait les tensions et les oppositions existant entre les partis. Là où cependant le comportement populiste différait de celui des chrétiens-sociaux, c'était dans le fait que ces oppositions devaient pouvoir se régler dans le cadre d'un "équilibre pacifique"; en clair, les conflits politiques devaient être résolus suivant le mode du compromis, de la négociation entre partis.

Cette attitude d'ouverture vis-à-vis de l'adversaire politique eut pour conséquence dans la conception populiste la révision des rapports entre majorité et minorité. Les chrétiens-sociaux, ne voulant en rien céder le pas aux sociaux-démocrates,

avaient jalousement gardé toutes les prérogatives échéant à une majorité et veillé à ce que l'opposition restât inconditionnellement à l'écart des pouvoirs de décision. A l'inverse, les populistes, désireux de partager les responsabilités ainsi que nous l'avons dit plus haut, offrirent à leur partenaire socialiste un nouveau mode de fonctionnement des majorités et des minorités. A leur avis, une majorité de 51 % ne conférait pas au parti qui l'obtenait un pouvoir illimité sur les 49 % constituant la minorité. Car selon les populistes, la démocratie impliquait une loi morale: minorité et majorité devaient coopérer comme il était prévu dans la constitution (42). Si les populistes reconnaissaient que 51 % constituaient une majorité, ils ajoutaient que celle-ci était acceptable dans une démocratie sur le plan de la forme, mais non pour ce qui est du caractère de la démocratie. Car les décisions prises par une majorité ne devaient en aucun cas porter atteinte aux droits et aux libertés d'une minorité. Tout en reconnaissant à la majorité le pouvoir de décision qui lui revenait du fait qu'elle possédait les voix lui permettant d'être majorité, ils soulignaient que ces voix étaient "décisives", mais pas absolues et exclusives (43). Autrement dit, la majorité n'avait pas tous les droits.

Mais les populistes firent encore un pas de plus pour élargir leur conception des rapports entre majorité et minorité: ils revendiquèrent la possibilité que les majorités puissent changer, se former et se dissoudre, au gré des projets à débattre. Ainsi une majorité pourrait-elle se constituer autour d'un projet et se dissoudre autour d'un autre. Cette majorité deviendrait alors minorité tandis que l'ex-minorité se transformerait en majorité (44). Cela entraînerait un plus grand respect à l'égard

de l'adversaire. Sur ce point, la rupture fût totale par rapport aux chrétiens-sociaux puisque ceux-ci avaient toujours exclu la possibilité de céder la majorité aux opposants quels que fussent les projets discutés.

Si les populistes souhaitaient que chacun de leurs représentants pût avoir sa propre opinion sur les sujets les plus divers, cela avait pour conséquence que chaque individu, dans leurs conceptions, occupait une place plus importante que le parti lui-même ou les masses. Les chrétiens-sociaux n'avaient jamais accordé de grande importance à l'individu ni aux opinions personnelles, car ceux-ci pouvaient mettre en danger l'unité du parti ou porter atteinte à son homogénéité. On assista à l'inverse dans les débuts de l'Ö.V.P. à une discussion sur le rôle de l'individu dans la société et dans les partis, discussion qui, même si son ampleur n'est pas à surestimer à cause du nombre très limité de ses protagonistes, n'en reste pas moins significative de toute une opinion qui s'est formée dans ce parti au cours des années 40. En fait, il faut considérer que le parti populiste fondait sa philosophie sur des principes individualistes: le grand mot qui le guida pendant ces années était le personnalisme. Selon cette doctrine, le monde était formé d'individus qui lui conféraient son caractère. Cette forme d'organisation de la société devait s'appliquer en tout premier lieu au domaine de la démocratie puisque c'étaient des individus qui la faisaient fonctionner. Selon ce mode de pensée, l'individu devenait l'élément essentiel de la démocratie et celle-ci l'instrument privilégié qui lui permettait de s'exprimer politiquement.

Dans un article des "Österreichische Monatshefte" de décembre 1947, Josef Tzöbl définissait la démocratie en rapport

avec l'individu:

"Il est essentiel pour la démocratie d'associer le plus grand nombre possible de citoyens et de les faire participer aux tâches de direction de l'Etat." (45)

Les citoyens, c'est-à-dire les individus, devaient être davantage intégrés aux mécanismes de gestion de l'Etat; ils avaient implicitement la préférence sur les masses. Dans la conception populiste, la société n'était pas l'adjonction de différentes couches sociales, mais celle d'une multitude d'individus. Cette théorie se trouvait reflétée dans le fait que les populistes souhaitaient rendre les citoyens responsables grâce à un système politique démocratique. Désagréger les masses en individus responsables, tel devenait leur but. Car la responsabilité n'était pas, dans le langage populiste, un vain mot, c'était elle qui menait au bonheur (46). La responsabilité des individus et leur participation à la gestion de l'Etat ne pouvaient trouver leur expression qu'en de nouvelles formes de démocratie qu'il conviendrait d'appeler "directe". Le parti populiste autrichien voyait la meilleure possibilité de réaliser cette démocratie en organisant des referendums (47) exprimant la volonté des individus sur les questions posées.

Enfin, quatrième et dernier point qui, selon les populistes, permettait de définir la démocratie, c'était son enracinement dans le Christianisme. Dans un article intitulé "Aporien der Demokratie", Alfred Missong parlait d'un "enracinement éthique de l'idée démocratique dans le Christianisme" (48), ne faisant que reprendre l'analyse qu'il avait faite du problème dès juin 1946 où il avait alors cherché à mettre en rapport l'ordre démocratique et l'idée chrétienne. La

thèse de Missong avait alors été de montrer que seule l'éthique chrétienne était capable de garantir un ordre démocratique (49). Un autre populiste, Eduard Poppy, tenta alors de prouver que l'éthique démocratique n'avait vu le jour qu'avec l'extension de la doctrine chrétienne. Selon lui, avant l'apparition du Christianisme, le peuple était considéré comme une masse et la masse elle-même comme un ensemble; elle était alors dirigée par un chef qui la manipulait sans tenir compte de ses éléments constitutifs. Le Christianisme introduisit la notion de l'individu "image de son Créateur" (50). La société devint alors l'ensemble des individus considérés comme enfants de Dieu et donc "frères". Elle ne pouvait plus être régie par un seul chef - celui-ci serait sinon un dictateur. L'affirmation que les hommes étaient frères et images de Dieu orientait les formes d'organisation sociale vers la démocratie qui n'était que la conséquence de cette nouvelle conception de l'homme.

Dans une analyse des contenus de la démocratie à l'Est et l'Ouest, Otto Forst-Battaglia soulignait le fait que les catholiques pouvaient avoir des préférences pour un régime plutôt que pour un autre. A son avis, le système politique le plus conforme aux exigences du Christianisme était la démocratie (51). En fait, pour comprendre les positions populistes, il faut savoir qu'ils entendaient les faire découler de l'éthique chrétienne qui servait de fondement à leur réflexion politique. Dans la mesure où ils voyaient la société comme un ensemble d'individus où chacun avait droit de cité, la démocratie devenait, en théorie du moins, la seule forme d'organisation politique qu'ils pouvaient accepter.

3.2.2. Le rôle des partis politiques.

Dans les principes programmatiques de juin 1945, l'existence des populistes en tant que parti politique était affirmée dans la mesure où ceux-ci définissaient les rapports entre les populistes et les autres partis. "Coopération loyale avec tous les partis qui affirment l'existence de l'Autriche et règlement chevaleresque des divergences d'opinion fondamentales et tactiques conservant à l'esprit les intérêts de l'Etat" (52), tels étaient les buts que se fixaient les populistes vis-à-vis de leurs adversaires. La reconnaissance et le respect des autres partis (53) était implicite. L'Ö.V.P. s'orientait vers une attitude plus constructive à l'égard de la vie politique, ce qui n'avait pas été le cas des chrétiens-sociaux.

Dès octobre 1945, Alfred Missong formulait dans la revue populiste des "Österreichische Monatshefte" le caractère indispensable des partis politiques. Pour lui, "démocratie et partis allaient aussi nécessairement de pair que démocratie et parlement". S'exprimant ensuite plus précisément sur leur rôle spécifique, il écrivait:

"Dans les partis s'effectuent la clarification et la mise en forme de la volonté populaire. Les partis deviennent les outils et les porteurs décisifs de l'opinion publique face auxquels celui qui est politiquement isolé, le sans-parti, doit rester sans grande importance." (54)

Missong faisait des partis les "outils et porteurs décisifs de l'opinion publique". C'était donc à eux, et à eux seuls, que revenait la tâche expresse d'organiser la vie politique. Le fait

qu'il ne fallût accorder aucune importance aux "sans parti" renforçait d'autant plus celle qui revenait aux membres d'un parti. Celui-ci occupait donc une place centrale dans la conception populiste de la vie politique.

Le premier souci des populistes était de vouloir réhabiliter les partis politiques auprès de l'opinion publique. Celle-ci était très négativement marquée par l'expérience du nazisme. Certaines personnes avaient adhéré au NSDAP, croyant bien faire; après la guerre, elles s'en repentirent. D'autres avaient refusé de franchir ce pas. Voyant les inconvénients qui découlaient de l'adhésion au parti nazi, elles refusaient d'adhérer à quelque parti que ce fût. L' image qu'elles en avaient était celle d'une organisation qui tirait profit d'eux, mais ne leur laissait en échange que des désavantages. Les populistes considéraient donc comme leur mission d'effectuer un travail d'explication et d'éducation politique auprès de tous ces gens qui étaient des électeurs potentiels (55). Tout d'abord, il était nécessaire de montrer ce qu'avait réellement été le parti nazi, aux yeux des populistes un "monstre menaçant" qui dépassait de loin le monde politique. Or, toujours selon les populistes, un parti politique n'avait pas à s'occuper de la sphère privée des individus. En opposition à l'idéologie nazie, les populistes affirmaient qu'un parti ne devait jamais tendre vers le totalitarisme.

Afin de réhabiliter la politique et les partis, il fallait redorer le blason de l'homme politique. Pour de nombreuses personnes de cette époque, celui-ci était le symbole de l'esprit de destruction et de bestialité du régime national-socialiste. Mais d'après les populistes, il était "au service du peuple et de la vie". Il était "l'organe pensant, créateur et agissant de la

communauté et en même temps l'indicateur des besoins sociaux et économiques" ou bien "le créateur de nouvelles situations et valeurs" (56). L'homme politique, quelle que fût sa couleur, devait jouir du respect parce qu'il était au service des autres, thème qui découlait de l'éthique chrétienne. Quant à ses qualités propres telles que les populistes de la première génération les entendaient, quelques-unes d'entre elles furent énoncées a posteriori par Hermann Withalm; dans ses mémoires, il exige du responsable politique l'intégrité et l'honnêteté. Selon lui, la politique n'est pas un métier, mais une mission et une vocation. Afin de pouvoir garder leur probité, Withalm conseille aux hommes politiques d'assurer leur indépendance financière s'ils veulent pouvoir préserver leur liberté de parole (57).

Revenons maintenant à la notion de parti politique et à la définition que les populistes en donnaient. Ils se sentaient "porteurs de l'idée démocratique". Leur volonté de se constituer en parti était le résultat d'une logique simple: la meilleure idée ne peut prendre corps que si elle est réalisée par des hommes. Ce n'est qu'en s'unifiant autour de ceux qui prônent cette idée qu'ils peuvent la réaliser. Ce processus d'unification, nécessaire pour qu'une idée puisse être transmise au public, conduit à la formation d'un parti politique. Un parti naît de l'unification d'individus qui ont le même but. Le travail du parti est de développer ces idées et de chercher à les mettre en pratique. Les populistes faisaient toutefois remarquer que ce type de logique pouvait mener à un accaparement du pouvoir par les responsables ou par l'appareil du parti. Pour parer à cette menace, ils proposaient qu'il y ait échange permanent entre le sommet et la base car, disaient-ils, "les résultats électoraux seuls ne

constituent pas les fondements d'un travail politique fécond" (58). Ils engageaient donc les apolitiques à devenir membre d'un parti - sans toutefois les inciter directement à s'inscrire au leur - parce que "l'existence des institutions démocratiques est mise en danger par le fait que les `apolitiques' se tiennent à l'écart, car moins de citoyens prennent une part active à la vie politique, moins les partis comptent d'adhérents et de collaborateurs, et plus ces institutions manquent de prémisses importants. Plus le nombre de membres d'un parti politique est élevé, plus sa force politique augmente. Les `apolitiques' ne nuisent donc pas seulement à eux-mêmes mais aussi à la communauté en restant à l'écart." (59)

L'activité politique revêtait donc chez les populistes un caractère indispensable. L'époque où les partis politiques étaient considérés comme une chose néfaste était révolue. Jamais plus les populistes ne mettront leur existence en question. Alors que les chrétiens-sociaux s'étaient orientés vers la confrontation, les populistes cherchèrent la collaboration avec leurs adversaires en empruntant la voie de la Grande Coalition avec les socialistes, coalition qui durera vingt ans, preuve indélébile de cette volonté de conciliation.

3.2.3. La fonction du Parlement.

Lorsque la vie politique reprit ses droits en 1945, l'Ö.V.P. semblait avoir oublié l'attitude de son prédécesseur en matière parlementaire. Certes, les principes programmatiques de juin 1945 ne faisaient pas directement allusion à ce problème, mais il

fallait savoir lire entre les lignes et interpréter l'expression "coopération loyale avec tous les partis" comme un synonyme de Parlement. Cette "coopération" devait en effet avoir un lieu précis pour pouvoir s'exprimer. Le lieu idéal n'en était-il pas le Parlement. Sans doute convient-il de se demander pourquoi cette institution n'était pas directement évoquée dans ce programme. Gêne des populistes par rapport à un passé plus que compromis par l'expérience du corporatisme, ou évidence même qu'un Parlement dût exister sans qu'il fût nécessaire de le souligner, aucune réponse n'était fournie. Ce qui était sûr, c'était que les populistes, d'un commun accord avec les autres partis constitués, exigeaient pour les Autrichiens le droit de pouvoir élire librement leur Parlement.

De fait, celui-ci fut rétabli dans ses fonctions prévues par la constitution de la Première République, et les populistes acceptèrent cette situation sans récalcitrer. De 1945 à aujourd'hui, ils ont toujours respecté les règles du jeu parlementaire sans essayer de les contourner. Et personne d'autre que l'ancien vice-chancelier populiste Hermann Withalm écrit à ce propos dans ses mémoires:

"Je suis un partisan inconditionnel de la démocratie parlementaire. Je la tiens pour seule forme d'Etat et de gouvernement qui soit adaptée à la dignité de l'homme." (60)

Withalm se plaint en outre du fait que, sous la Seconde République, les compétences aient trop tendances à échapper au pouvoir législatif et à tomber aux mains de l'exécutif. Pour remédier à ce mal, il propose l'extension des droits de contrôle du Parlement sur le travail gouvernemental (61).

Il convient toutefois de citer ici les prises de positions de

quelques populistes isolés qui, dans les années 1959-1960, firent la proposition de transformer la seconde chambre du Parlement autrichien, le "Bundesrat", en une sorte d'assemblée corporative dont les membres seraient des représentants de l'économie "nommés" et non élus (62). Cette proposition rappelait singulièrement les idées corporatistes du régime austrofasciste, n'eut cependant aucune suite. Alors que la politique chrétienne-sociale de 1918 à 1933 n'avait cessé de s'écarter toujours plus de la pratique parlementaire afin d'éviter la confrontation avec l'opposition, celle des populistes a été une politique de conciliation.

L'un des premiers actes parlementaires qui témoigne de cette attitude populiste fut la première élection du Président de la République alors élu par le Conseil national. Bien que les populistes aient détenu la majorité des sièges et eu dans leurs rangs des hommes susceptibles de remplir cette fonction (63), ils décidèrent de voter pour le candidat socialiste Karl Renner tandis que les socialistes donnèrent leurs voix à Leopold Kunschak lors de son élection à la présidence du Conseil national.

Depuis lors, sur le plan historique, et même après la rupture de la Grande Coalition, jamais les populistes ne remirent en cause le principe d'une certaine coopération des partis au niveau du Parlement.

Le principe de la démocratie parlementaire était désormais reconnu par les populistes. Toutefois, dans leur évolution programmatique, ils s'orientèrent vers de nouvelles formes de démocratie.

3.2.4. L'évolution du concept de démocratie jusqu'à nos jours.

A partir des années 50, la démocratie ne fut plus jamais remise en cause par les populistes. Aussi bien partis politiques qu'institutions démocratiques eurent désormais leur place assurée dans le concept politique populiste.

L'existence des partis politiques est pleinement reconnue, même considérée comme "indispensable" (64). Les partis doivent même être légalement ancrés sur le plan juridique et leurs compétences définies de manière précise (65). Toutefois, sur ce point, cette attitude ne fait que poursuivre la ligne définie dans les années 40. L'évolution se fait sentir à d'autres niveaux, par exemple pour le choix des candidats populistes lors des scrutins électoraux. Dans la tradition autrichienne, ce sont les partis qui désignent leurs candidats aux élections. Les populistes ont cependant toujours revendiqué depuis le début des années 50 le droit pour l'ensemble des membres du parti de choisir eux-mêmes le candidat qui leur semble le plus apte à défendre leurs idées. Grâce à cette possibilité, la base serait ainsi mieux entendue et pourrait avoir davantage d'influence sur les décisions du parti (66). C'est bien dans ce sens qu'il faut interpréter les efforts actuels du parti populiste lorsqu'il parle de "réforme du système électoral". Depuis son retour au pouvoir au sein de la Grande Coalition formée en janvier 1987, ce parti tente d'imposer l'introduction d'un système électoral mixte, c'est-à-dire dans lequel une partie des députés continuerait à être élue selon le scrutin de liste, l'autre partie étant choisie selon un mode de scrutin uninominal (67).

Le second élément dans l'évolution du concept populiste de démocratie, c'est la volonté d'accorder davantage de place aux

communes et aux Länder. Ces institutions qui constituent la base de l'Etat devraient pouvoir, toujours selon les populistes, prendre à leurs niveaux toutes les décisions qui les concernent directement sans avoir besoin de s'en référer à une instance supérieure (68).

Enfin, le dernier élément que le parti populiste souhaite voir plus souvent utilisé, c'est le referendum ou l'initiative populaire. Ceux-ci sont des instruments de démocratie directe particulièrement adaptés pour exprimer la volonté populaire, principalement au niveau communal ou local (69). La démocratie directe, aux yeux des populistes, exprimerait mieux l'opinion de la base que les partis ou les institutions démocratiques telles que le Parlement ou même les conseils municipaux.

En somme, les populistes se disent démocrates et le sont effectivement, mais on sent toutefois chez eux une certaine réticence par rapport aux institutions traditionnelles de la démocratie que sont le Parlement ou les assemblées régionales ou locales et que la préférence est accordée aux instruments de la démocratie directe, ceci peut-être parce que l'Ö.V.P. veut paraître plus proche de sa base politique que les autres partis.

CHAPITRE 4

LE CAMP CONSERVATEUR
FACE AUX PARTIS MARXISTES AUTRICHIENS

Si l'on cherche à cerner l'attitude chrétienne-sociale puis populiste à l'égard des partis marxistes, une remarque préliminaire s'impose: à première vue, le comportement des populistes fut tout à fait différent de celui des chrétiens-sociaux. Ces derniers avaient choisi la voie de la confrontation violente avec le marxisme alors que les premiers ont recherché le compromis et la coopération avec leurs adversaires de gauche. Cette conception procède toutefois d'une analyse trop simplifiée. S'il est juste d'affirmer que les populistes ont eu à l'égard des marxistes un comportement différent de celui qu'avaient adopté leurs prédécesseurs chrétiens-sociaux, il ne faut cependant pas se tromper sur le fait que le caractère irréductible de l'antagonisme idéologique existant entre les deux camps reste sensiblement le même. Des slogans antimarxistes analogues apparaissent chez les chrétiens-sociaux puis chez les populistes.

4.1. Historique des relations avec le S.P.Ö.

4.1.1. Parti chrétien-social et parti social-démocrate (1918-1934).

Pour celui qui considère les choses de l'extérieur, la première République commençait sous de bons auspices en ce qui concerne les rapports entre chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates: ils constituèrent ensemble un gouvernement de concentration. Face aux tentatives communistes d'établir une république des conseils, les deux grands partis autrichiens avaient décidé de coopérer afin de contrecarrer ce projet. En outre, les chrétiens-sociaux ne souhaitaient pas participer seuls aux négociations du Traité de Saint-Germain, ayant peur de devoir en porter l'entière responsabilité. En y associant les sociaux-démocrates, celle-ci serait partagée. Cette coalition avait donc été dictée par la raison; aucune volonté réelle de coopération n'avait toutefois, de part et d'autre, présidé à sa formation. Dans de telles conditions, elle ne pouvait connaître qu'une existence éphémère. Les chrétiens-sociaux la considérèrent dès le début comme un pis-aller, fait attesté dès le 30 mai 1919 par une intervention de Leopold Kunschak devant le Conseil national au cours de laquelle il reprochait aux sociaux-démocrates de faire de son parti le moteur de la coalition et de se retrancher dans un comportement purement passif. Selon lui, cette coalition n'était ni un "mariage d'amour", ni un "mariage de raison", mais une "communauté de travail à la disposition de laquelle nous

mettons nos meilleures forces afin que notre malheureux peuple autrichien puisse reprendre pied." (1) Ces paroles témoignaient du peu de coopération réelle qui existait entre les deux partenaires gouvernementaux. Elles indiquaient en outre que des difficultés(2) avaient surgi entre eux. Celles-ci ne purent être surmontées et, vu sous l'angle des chrétiens-sociaux, la responsabilité de cet échec incombait au partenaire. Ceux-ci s'estimaient illégitimement dominés (3). En conséquence de quoi ils décidèrent de rompre la coalition. L'hostilité jusqu'alors contenue à l'égard de la social-démocratie faisait surface. La coopération entre les deux partis en était à son terme pour la première République; leurs relations devaient être caractérisées, par la suite, par la volonté croissante des chrétiens-sociaux d'écarter définitivement la social-démocratie du pouvoir.

L'opposition entre les deux camps fut renforcée par le fait que les sociaux-démocrates obtinrent la majorité aux élections communales de Vienne en 1920. Ils devinrent ainsi non seulement le groupe politique le plus important du conseil municipal de Vienne, mais ils utilisèrent en plus de façon tout à fait régulière cette nouvelle situation pour faire passer dans la réalité un certain nombre de leurs idées, notamment dans le domaine de l'action sociale et culturelle (4), ce qui ne convenait pas du tout aux chrétiens-sociaux. Leur attitude en matière de religion, de problèmes scolaires ou du droit du mariage (5) ne pouvait qu'attiser la haine que leur vouaient les chrétiens-sociaux.

Ces éléments de progrès social incontestable choquaient les conservateurs autrichiens qui, s'ils étaient en minorité à

Vienne, n'en possédaient pas moins la majorité parlementaire (6) et le pouvoir gouvernemental; c'est par le biais de ce dernier qu'ils comptaient imposer leurs vues.

La possibilité d'agir contre leurs adversaires leur fut offerte par les événements de juillet 1927 (7). En donnant à la police l'ordre de tirer sur les manifestants, Seipel comptait porter un coup sévère à la social-démocratie; en effet, cette manifestation du 15 juillet 1927 n'avait pas été organisée par la social-démocratie, mais était l'expression spontanée du mécontentement des masses laborieuses. Lorsque le parti social-démocrate en mesura l'ampleur, il en était déjà dépassé et il lui fut impossible de contenir les masses révoltées. Ceci ne pouvait que servir les intentions du chancelier Seipel pour qui la répression devait servir de moyen d'intimidation à l'égard de l'adversaire. Sûr de gagner l'épreuve de force, le chancelier refusa de démissionner pour permettre la formation d'un gouvernement de coalition comme l'exigeaient les sociaux-démocrates (8). Il était décidé à ne pas céder aux pressions de la social-démocratie, mais à limiter au maximum son influence. A partir de cette date, Seipel chercha de plus en plus à s'appuyer sur les Heimwehren fascistes à l'aide desquelles il pourrait liquider l'opposition, rompant ainsi toute possibilité ultérieure de dialogue.

Malgré cette barrière que les chrétiens-sociaux avaient érigée entre eux et leurs adversaires de gauche, les sociaux-démocrates évoquèrent à l'automne 1927 la possibilité d'une réconciliation et même d'une coalition avec les chrétiens-sociaux afin, disaient-ils, de rendre plus efficace le travail parlementaire (9). Lors de leur congrès tenu en octobre 1927,

ce fut notamment l'ancien chancelier Karl Renner qui plaida en faveur de cette solution (10). A cette politique de la main tendue, Seipel ne tarda pas à donner une réponse négative: après avoir reproché, dans une déclaration en date du 10 novembre de la même année, aux sociaux-démocrates de s'en tenir à des dogmes, il annonça qu'"une coalition n'était pas possible aussi longtemps que les sociaux-démocrates persisteraient dans leur tactique agitative contre l'Eglise et la religion". (11)

Ce refus de Seipel montre l'un des éléments essentiels qui opposaient les deux partis et que nous développerons plus loin: la question des rapports entre l'Eglise et l'Etat. Non seulement il coupa les ponts entre les deux partis, mais il eut en plus pour effet de radicaliser les deux camps. Seipel avait ainsi rebuté ceux des sociaux-démocrates qui, comme Renner, cherchaient la conciliation avec le camp conservateur.

Le chancelier chercha de plus en plus à s'appuyer sur les Heimwehren fascistes dans sa lutte contre la social-démocratie. Ainsi leur permit-il, le 7 octobre 1928 d'organiser à Wiener Neustadt, petite ville de Basse-Autriche traditionnellement ouvrière et sociale-démocrate, un défilé qui était destiné à provoquer et à intimider l'adversaire politique. Parallèlement à ce défilé des Heimwehren en eut lieu un autre organisé par les sociaux-démocrates qui voulaient montrer qu'ils n'abandonneraient pas si facilement le terrain. Heureusement, les deux défilés parallèles se déroulèrent sans affrontements. Mais le défilé des Heimwehren dans l'un des bastions de la gauche autrichienne avait affaibli la force symbolique de celle-ci.

Seipel ferma encore les yeux le 18 août 1929 lorsque les

mêmes Heimwehren intervinrent pour empêcher le déroulement d'une fête sociale-démocrate à St. Lorenzen, petit village de Styrie. A l'issue des affrontements, le Schutzbund comptait trois morts (12). Le lendemain, il dut de nouveau déplorer la mort de l'un de ses hommes lors de heurts qui se produisirent à Vösendorf, près de Vienne. Pour Seipel, ces démonstrations de force de la part des Heimwehren devaient limiter la marge d'action des sociaux-démocrates.

En 1930, lorsque les Heimwehren se dotèrent d'un programme franchement fasciste et eurent ouvertement déclaré la guerre aux partis marxistes (13), la direction du parti chrétien-social n'interdit pas à ses membres d'en faire partie. Cette orientation ne pouvait que lui convenir. Elle était conforme aux idées du nouveau chef du parti chrétien-social, Carl Vaugoin qui, en tant que ministre des armées, avait éliminé les éléments sociaux-démocrates des rangs des troupes autrichiennes (14). Nommé chancelier le 30 septembre 1930, il prit comme ministre de l'Intérieur Startemberg, l'un des chefs des Heimwehren, qui s'empressa de perquisitionner dans les locaux sociaux-démocrates afin d'y trouver les armes du Schutzbund républicain (15). Vaugoin organisa la campagne électorale des chrétiens-sociaux autour du thème de l'antimarxisme en ressortant les événements de juillet 1927 et en les utilisant contre ses adversaires politiques. Ceux-ci furent qualifiés de "protecteurs de pillards et incendiaires", ou de "terroristes dans les ateliers et bureaux" ou de "bourreaux de la démocratie". Tous ces qualificatifs faisaient naturellement allusion à l'incendie du palais de justice. A l'adresse de ses adversaires, Vaugoin déclara que "la social-

démocratie n'était pas un parti pacifique et patriote... mais révolutionnaire et nuisible" (16). Sur une affiche électorale réalisée à cette occasion, on pouvait lire le slogan: "Pensez au 15 juillet... et votez pour la liste du parti chrétien-social et du Heimatwehr!" (17). Celui-ci accompagnait une image représentant un dragon rouge, symbole de la social-démocratie, tenant d'une main un gourdin - pour frapper - et de l'autre un bidon d'essence - pour incendier. Le dragon surplombait le palais de justice en proie aux flammes (18). Cette affiche avait pour but de créer pour les électeurs indécis une image terrifiante de la social-démocratie et d'en montrer les mauvaises intentions, associant clairement celle-ci à la destruction de l'ordre moral, de la justice et de la démocratie (19).

Vaugoin plaça d'ailleurs les électeurs devant une alternative: le parti chrétien-social symbole de l'Autriche allemande et du patriotisme autrichien, ou le parti social-démocrate adversaire et destructeur de ces valeurs (20).

D'autre part, alors qu'en 1927 le camp conservateur était entré uni dans la bataille électorale, il se présenta cette fois divisé en plusieurs partis. Les voix conservatrices furent ainsi réparties entre ces partis, ce qui ne pouvait que désavantager le parti chrétien-social.

Celui-ci perdit sept mandats alors que son adversaire social-démocrate en gagna un. La campagne antimarxiste de Vaugoin avait été un échec pour son propre parti qui sortait affaibli de ces élections.

Depuis les événements de juillet 1927, la tension avait augmenté entre les deux partis. L'Autriche se trouvait dans une

crise économique grave. En 1931, la Creditanstalt, la plus grande banque de l'Autriche, connut de graves difficultés qui rendirent nécessaire l'intervention du gouvernement. Celui-ci fit voter en mai 1931 deux lois qui devaient assainir les comptes de cette banque. Elles furent adoptées avec les voix des deux grands partis. Mais lorsqu'en juin 1931, le gouvernement demanda les pleins pouvoirs afin d'assainir à la fois le budget de l'Etat et celui de la Creditanstalt, le parti social-démocrate lui refusa ses suffrages. Une majorité des deux tiers étant nécessaire pour que les pleins pouvoirs puissent être accordés, le chancelier Ender se vit contraint de démissionner. Miklas, Président de la République, chargea le 19 juin 1931 l'ex-chancelier Seipel de former un nouveau gouvernement. L'idée de ce dernier fut de former un gouvernement de concentration dans lequel il aurait inclus le parti social-démocrate. Seipel souhaitait se garder le fauteuil de chancelier et offrir celui du vice-chancelier à Otto Bauer, proposait quatre porte-feuilles ministériels à ses adversaires qui auraient ainsi été le parti le mieux représenté au gouvernement. Cette proposition se heurta à l'opposition catégorique des responsables sociaux-démocrates qui la repoussèrent. Seipel dut s'avouer vaincu et le chrétien-social Buresch constitua un gouvernement sur les bases de la majorité précédente. Au-delà du simple échec de cette négociation, il est important de souligner que le dernier pont jeté entre chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates venait d'être détruit. Ce refus de coalition de la part des sociaux-démocrates entraîna une radicalisation des chrétiens-sociaux à leur égard. De la part de ces derniers, ce fut la dernière tentative de

réconciliation.

L'arrivée de Dollfuß au pouvoir le 20 mai 1932 signifia bientôt la confrontation. Afin de stabiliser la situation financière catastrophique créée par l'écroulement de la Creditanstalt, le chancelier négocia en juillet 1932 à Lausanne la signature d'un emprunt qui fut accordé à l'Autriche par la Société des Nations. Les sociaux-démocrates s'y opposèrent formellement par leur vote négatif, ceci pour des raisons sociales (ils craignaient que les mesures d'économie prévues dans le cadre de cet emprunt n'entraînaient une augmentation du nombre déjà élevé des chômeurs.)

Les débats parlementaires qui eurent lieu autour de l'emprunt de Lausanne avaient prouvé aux chrétiens-sociaux qu'ils ne pouvaient plus s'attendre de la part de leurs adversaires sociaux-démocrates à une attitude constructive au Parlement. Ceux-ci furent dès lors considérés par les chrétiens-sociaux comme les adversaires de la démocratie, ce que confirma la crise parlementaire de mars 1933.

Sur le plan formel, les chrétiens-sociaux considérèrent que la responsabilité de la paralysie du Parlement le 4 mars 1933 incombait aux sociaux-démocrates dans la mesure où la confusion qui s'était produite au niveau d'un vote se situait du côté social-démocrate. En plus, la démission du président, Karl Renner, avait été le pas décisif par l'intermédiaire duquel le travail du Parlement avait été réellement bloqué, celle des vice-présidents n'étant que la conséquence logique de l'acte de Renner. De l'avis des chrétiens-sociaux, c'était donc bien les sociaux-démocrates qui étaient les fautifs, et Dollfuß souhaitait leur en faire

porter l'entière responsabilité (22). Il intima à son parti l'ordre de ne rien laisser filtrer de ses velléités corporatistes afin de contraindre ses adversaires à donner leur accord au projet constitutionnel qu'il projetait de leur soumettre (23). Sachant très bien que les sociaux-démocrates souhaitaient que le Parlement reprît ses fonctions, il déclara qu'il avait "tout le temps pour le convoquer". En laissant ainsi courir les choses, il savait gagner du temps.

Un point semblait clair pour l'ensemble des chrétiens-sociaux: leur parti ne souhaitait et ne voulait faire aucun compromis avec la social-démocratie. A un moment où la propagande nazie s'intensifiait en Autriche - l'arrivée de Hitler au pouvoir en janvier 1933 lui avait donné une nouvelle impulsion - leur parti refusait toute coopération avec l'opposition sociale-démocrate, coopération qui aurait permis d'affronter le danger nazi avec davantage de force. Selon Schuschnigg, cette coopération aurait entraîné la fin du parti chrétien-social (24). En effet, elle aurait signifié que les chrétiens-sociaux renonçaient à leurs visées corporatistes pour se cantonner dans le cadre du parlementarisme traditionnel, seule solution que leurs opposants pouvaient accepter. Ceci allait cependant trop à l'encontre de leurs idées politiques. Ils préférèrent donc faire cavalier seul à la fois contre la social-démocratie et le national-socialisme en érigeant un régime corporatif. Persuadés que ceci ne pouvait se faire qu'en l'imposant à l'opposition de gauche par un diktat, ils décidèrent de la faire céder: celle-ci serait contrainte d'approuver la réforme corporative (25). Ils étaient conscients du

fait que la voie qu'ils choisissaient était périlleuse. Dollfuß lui-même s'attendait dès le 9 mars 1933 à un appel à la grève générale et, en conséquence, évoquait l'éventualité de devoir proclamer la loi martiale (26).

Afin de neutraliser efficacement l'adversaire et de l'empêcher d'organiser une grève générale, il était nécessaire de lui enlever toute possibilité de contrôler la rue; ceci ne pouvait se faire qu'en interdisant le Schutzbund républicain, force armée des sociaux-démocrates. Cette idée fut émise dès le 22 mars 1933 par Carl Vaugoin, chef du parti chrétien-social (27); le 25, les partis gouvernementaux se mirent d'accord pour adopter ce projet: les 30 et 31 mars, le Schutzbund fut dissous. Les sociaux-démocrates perdaient ainsi leur appui paramilitaire - tout au moins officiellement - tandis que les chrétiens-sociaux conservaient le leur, les Heimwehren. Sur le plan légal, les chrétiens-sociaux, après avoir paralysé les voies parlementaires, privèrent leurs adversaires de leur pouvoir paramilitaire afin que leurs possibilités d'action fussent considérablement réduites.

A partir de ce moment-là, et dans la mesure où le pouvoir de la rue appartenait exclusivement à l'exécutif, les chrétiens-sociaux pensaient avoir définitivement baillonné la social-démocratie.

Dans son discours programme du 11 septembre 1933, Dollfuß déclarait que la lutte contre le marxisme avait été plus rapide que prévu, ce qui prouvait qu'il s'était attendu à une résistance beaucoup plus grande de la part de ses adversaires. Vu la passivité avec laquelle ceux-ci avaient accepté les

événements du printemps 1933, le chancelier concluait que "l'ère de la subornation marxiste et matérialiste du peuple était dépassée" (28), ce qui signifiait qu'il considérait la social-démocratie comme d'ores et déjà battue. En indiquant en outre que "l'ère de la domination des partis était révolue", il manifestait son intention de vouloir tous les supprimer, à commencer par le parti

social-démocrate. Celui-ci n'était pas directement mentionné, mais il était clair qu'il faisait partie de ceux qu'il fallait interdire.

La création du camp d'internement de prisonniers politiques de Wöllersdorf le 23 septembre 1933 fut la réalisation concrète de ces intentions: il devait bientôt accueillir de nombreux sociaux-démocrates. Dollfuß était fermement décidé à liquider la démocratie, ce dont témoigne cette petite phrase prononcée à Graz le 19 novembre 1933:

"Le combat du gouvernement contre le socialisme sera poursuivi de manière conséquente et mené à terme." (29)

Les chrétiens-sociaux avaient empêché les parlementaires sociaux-démocrates de remplir leurs fonctions; ils avaient réussi à interdire leur formation paramilitaire, il ne leur restait plus qu'à interdire le parti. Pour le faire, ils avaient besoin d'un alibi. Ne souhaitant pas être accusés d'avoir prononcé arbitrairement ce verdict, ils attendirent que les sociaux-démocrates leur en donnent le prétexte: celui-ci devait venir en février 1934.

Dès le 8 février, le gouvernement ordonna la fouille systématique de tous les locaux du parti social-démocrate afin de confisquer les armes qui pourraient s'y trouver. La tension

qui avait régné les jours précédents laissait sans doute prévoir un soulèvement armé de la part des adversaires. Le sort des sociaux-démocrates avait été décidé avant cette date. Comment, sinon, s'expliquer l'appel au pluralisme politique lancé le 9 février par Leopold Kunschak que nous avons cité dans le chapitre précédent (30). Au moment même où il semble que les chrétiens-sociaux aient pris la décision d'interdire la social-démocratie, Kunschak prenait la défense des partis politiques, mettant en garde ses propres camarades, mais son appel resta sans écho.

Le 12 février au matin, la police investissait un local du parti social-démocrate de Linz: elle était à la recherche des armes du Schutzbund dissous. Celui-ci - qui continuait d'exister clandestinement - riposta par le feu. L'incident dégénéra et la guerre civile se répandit sur toute l'Autriche. Les dirigeants sociaux-démocrates proclamèrent - trop tard - la grève générale qui ne fut toutefois pas suivie comme ils le souhaitaient. Le gouvernement à majorité chrétienne-sociale décida la répression: toutes les formations paramilitaires chrétiennes-sociales (Ostmärkische Sturmsharen, Freiheitsbund, Christlich-Deutsche Turnerschaft et Heimwehren) devaient y participer aux côtés de l'armée et de la police. Parallèlement aux opérations de rue, le gouvernement prononça la dissolution du parti social-démocrate et l'annulation des mandats parlementaires, releva Karl Seitz de ses fonctions de maire de Vienne. Les biens du parti furent saisis (31). L'élimination des sociaux-démocrates était alors totale: les chrétiens-sociaux avaient atteint leur but.

Les contacts entre les chrétiens-sociaux et l'ancienne

social-démocratie furent entre 1934 et 1937 presque totalement inexistants, les premiers préférant en lier avec les nazis (32). Même le mouvement ouvrier chrétien qui peut être considéré comme l'élément de ce camp le moins enclin au fascisme estimait qu'il fallait "convertir" les travailleurs à son idéologie. S'ils s'y refusaient, il fallait les combattre à outrance.

Il fallut attendre 1937, alors que le sort de l'Autriche semblait de plus en plus évident, pour que le camp chrétien-social (le parti s'était lui-même dissous en 1934) renouât quelques contacts avec ses adversaires (33). Ces contacts furent pris afin d'envisager la création d'un front autrichien que l'on aurait opposé au péril nazi. Lors du remaniement ministériel du 15 février 1938, le chancelier Schuschnigg prit dans son cabinet un social-démocrate, Adolf Watzek, comme secrétaire d'Etat (34). Ceci créait une première "ouverture" vers la gauche. Le 17 février 1938, un comité d'ouvriers composé de nombreux anciens sociaux-démocrates contraints à la clandestinité décida de s'engager "pour la liberté, l'indépendance et la dignité de l'Autriche" (35). Ce comité ne fut toutefois reçu que le 3 mars par le chancelier, celui-ci hésitant encore à nouer des contacts avec des sociaux-démocrates ou avec des syndicalistes des mouvements clandestins. Les membres de ce comité firent savoir à Schuschnigg qu'ils étaient prêts à le soutenir dans sa lutte pour le maintien de l'indépendance de l'Autriche. Toutefois, le chancelier espérait encore gagner l'appui des nationalistes autrichiens et ainsi pouvoir se passer d'une alliance avec la social-démocratie. Il prit note de l'engagement de ses

adversaires de gauche, mais ne chercha pas à former un gouvernement de concentration. Le 9 mars 1938, il annonça un referendum sur l'indépendance de l'Autriche, escomptant que les masses sociales-démocrates l'approuveraient. Mais l'invasion de l'Autriche par les troupes hitlériennes anéantit tous ses plans.

L'Anschluß entraîna pour les chefs chrétiens-sociaux tout comme pour les sociaux-démocrates la déportation vers les camps de concentration. Ainsi les hommes qui s'étaient combattus pendant de longues années se retrouvèrent-ils par la force des choses du même côté de la barrière. Dans la confrontation directe avec les adversaires d'hier, les chrétiens-sociaux furent amenés à réviser certains jugements péremptaires qu'ils avaient formulés avant la guerre. L'image qu'ils se faisaient des sociaux-démocrates était celle de personnes indésirables qu'il fallait éviter et éliminer.

Or, le coudoisement dans les camps, et en particulier à Dachau où étaient internés de nombreux Autrichiens, fit partiellement tomber les préjugés et tabous existants. Dans son histoire du parti populiste, Ludwig Reichhold attire l'attention sur le fait que, vu la situation, il ne s'agissait plus pour les anciens adversaires d'opposer leurs points de vue politiques, mais d'analyser les erreurs commises par les deux camps politiques afin d'envisager la coopération qui ferait suite à la défaite inévitable du nazisme (36). Le courage que les sociaux-démocrates montraient face à l'adversité édifia les chrétiens-sociaux sur leur valeur morale. Cette attitude eut en outre deux conséquences positives sur les chrétiens-sociaux: d'une part le comportement hautement moral des sociaux-

démocrates prouvait à leurs adversaires que les partis politiques pouvaient remplir des fonctions d'éducation politique essentielles, d'autre part que les valeurs véhiculées par la social-démocratie avaient des points communs avec les leurs et que le fossé qui les séparait n'était peut-être pas si large qu'ils l'avaient pensé (37).

La cohabitation dans les camps, outre le mérite d'avoir rendu possible le respect de l'adversaire, permit aussi de faire la critique des événements des années 30, en particulier de février 1934. D'après Alfred Maleta, deux groupes de questions furent particulièrement évoqués au cours des conversations informelles qui eurent lieu dans les camps: qu'avait-on réellement craint de l'adversaire? Quelles avaient été ses intentions réelles? Toujours selon Maleta, ces discussions auraient permis de dissiper les craintes que les chrétiens-sociaux avaient à l'égard de leurs adversaires (38).

Ces contacts dans les camps étaient toutefois restés de pure forme. Ce n'est qu'hors des camps et dans la clandestinité qu'ils furent véritablement établis. Le parti chrétien-social avait trop terni son image de marque aux yeux de ses adversaires pour que ses chefs puissent chercher à renouer des liens avec la social-démocratie. Les responsables du camp conservateur ayant décidé de ne pas remettre à la tête du nouveau parti populiste les anciens dirigeants du parti chrétien-social, ce fut une nouvelle garde qui en prit les rênes. Celle-ci était composée d'hommes qui se disaient nouveaux mais qui, en réalité, avaient joué un rôle de second plan dans le parti chrétien-social (39). Ce furent ces hommes qui cherchèrent à rétablir des liens avec la social-démocratie.

Les anciens chrétiens-sociaux qui voulaient désormais se nommer "populistes" souhaitaient d'abord établir le contact avec Karl Seitz, ancien maire social-démocrate de Vienne, mais n'y réussirent pas (40). Ils éliminèrent dès le début l'idée de rencontrer Karl Renner, Pour eux, celui-ci avait trahi l'Autriche en mai 1938 en approuvant l'Anschluß (41). Weinberger, l'un des "pères fondateurs" du parti populiste autrichien, cite deux personnalités sociales-démocrates avec qui les populistes entretenaient des relations: Alfred Migsch et Adolf Schärf. C'est surtout au second qu'il convient de consacrer notre attention puis qu'il avait été secrétaire du groupe parlementaire social-démocrate avant 1934. Des liens furent ainsi établis avec lui (42). Les populistes souhaitaient que les sociaux-démocrates devenus entre temps les "socialistes" oublient les événements de 1933-1934 et acceptent la coopération. C'est ce qui, au-delà des contacts clandestins, fut à l'ordre du jour en 1945. Weinberger et Hurdes se rendirent auprès de Schärf pour jeter les bases d'une première coalition. Le passage de l'attitude d'opposition systématique de la part des chrétiens-sociaux à l'égard de leurs adversaires à celle d'une coopération entre populistes et socialistes était ainsi effectué.

4.1.2. Parti populiste et parti socialiste.

La coopération entre partis populiste et socialiste fut

dès la libération à l'ordre du jour. Le 5 avril 1945, Staline donna l'ordre qu'un gouvernement provisoire fût constitué en Autriche, et le maréchal Tolbouchin, commandant en chef des troupes soviétiques, chargea le socialiste Karl Renner de cette mission. Les premières conversations furent entamées dès le 12 avril entre les représentants des partis politiques autrichiens et Tolbouchin, mais les véritables négociations qui devaient mener à la constitution de ce gouvernement ne commencèrent en fait que le 20 avril (43). Renner convia les partis qui se trouvaient en voie de reconstitution à s'associer à sa tâche, y compris les anciens chrétiens-sociaux. Ceux-ci se situant dans la ligne des contacts établis avec les socialistes pendant l'occupation nazie acceptèrent cette invitation et déléguèrent Kollmann et Kunschak à la première rencontre avec les autres partis. Ainsi les populistes interrompaient-ils la tradition d'affrontement systématique pratiquée dans l'entre-deux-guerres, inaugurant une nouvelle ère de coopération (44). Car n'oublions pas que le nouveau parti populiste devait coopérer au sein du gouvernement provisoire non seulement avec les socialistes, mais aussi avec les communistes. Le gouvernement fut formé selon un modèle tripartite et les populistes s'y retrouvèrent aux côtés de leurs anciens adversaires.

Comme premier acte témoignant de cette collaboration, citons la signature de la déclaration d'indépendance de l'Autriche le 27 avril 1945. Les populistes y apposèrent leurs signatures (45), conjointement à celles des socialistes et des communistes.

La composition du gouvernement avait d'ailleurs été

réalisée de telle sorte que chaque parti eût le pouvoir de contrôler le travail des autres par l'adjonction à tout secrétaire d'Etat de deux sous-secrétaires de chacun des autres partis. Ainsi les populistes pouvaient-ils tout au moins surveiller le travail des autres. Le but d'ailleurs visé par ce système était, selon les termes de la déclaration gouvernementale, "d'exclure la partialité et l'arbitraire dans l'administration".

A cette époque, la coopération ne se limita pas simplement au domaine politique, mais fut également étendue à celui des syndicats. Les conversations entamées sous l'occupation allemande menèrent dès le 30 avril 1945 à la création de la Confédération syndicale autrichienne, organisation qui devait, au-delà des clivages politiques, regrouper l'ensemble des tendances en une seule et unique institution. Les syndicats chrétiens proches du parti populiste acceptèrent cette solution bien qu'ils aient su dès le départ, comme le souligne Ludwig Reichhold, qu'ils étaient en minorité face au groupe socialiste (46). Lois Weinberger, responsable du mouvement salarial populiste, fait remarquer dans ses mémoires que l'union de toutes les forces syndicales prédominait sur l'idée d'une lutte concurrentielle avec les socialistes. Il s'appuie sur une lettre que le syndicaliste socialiste Anton Hueber aurait adressée à l'époque de l'austrofascisme et dans laquelle celui-ci évoquait déjà l'unité d'action syndicale à défaut d'unité d'action politique (47).

Cette volonté de coopération manifestée dès le début de la Seconde République semble avoir été essentiellement souhaitée par les populistes, car si l'on s'en rapporte aux

remarques des dirigeants socialistes, ceux-ci ne tardèrent pas à constater chez les populistes des résurgences de l'austrofascisme. En effet, pour les socialistes, les populistes avaient pour beaucoup participé au régime de Dollfuß et de Schuschnigg. La coopération se révélait donc difficile à cause du passé (48).

Au cours de la phase du gouvernement provisoire, ce furent les populistes qui cherchèrent la coopération avec les socialistes et non l'inverse. Sans doute soucieux de faire oublier leur attitude passée, ils proclamèrent leur volonté de coopérer avec les autres partis. Ainsi pouvait-on lire dans une brochure populiste éditée en août 1945 :

"La coopération avec les autres partis démocratiques doit avoir comme condition préalable le respect de la pensée d'autrui."
(49)

Sur un certain plan, les populistes voulaient se présenter comme de bons joueurs : la coopération avec les socialistes et le respect qu'ils prétendaient leur témoigner était de bon ton. Mais ils n'en préparaient que mieux leurs attaques qu'ils allaient lancer au cours de la campagne électorale de novembre 1945. Pour ces élections, leur but était de réduire l'influence socialiste et communiste. Afin d'y parvenir, ils usèrent de la peur des électeurs face au spectre marxiste. Au contraire du parti chrétien-social qui s'était attaqué très directement au S.P.Ö. par la voie des affiches électorales, le parti populiste se garda d'attaquer socialistes et communistes à l'aide de ce moyen. Agir de la sorte eût été provoquer des incidents avec l'occupant soviétique.

Par contre, deux jours avant les élections, soit le 23

novembre 1945, le parti populiste publia un numéro spécial de son quotidien, le "Kleines Volksblatt", dans lequel il attaquait violemment le parti socialiste au moyen d'images très parlantes. Sur la page de garde, un obus symbolisant l'Ö.V.P. venait s'écraser sur les "bunkers électoraux" des socialistes et des communistes. Autour du bunker socialiste qui dissimulait les visages de ses principaux dirigeants, on pouvait voir des pancartes portant des inscriptions telles que "démagogie", "promesses électorales" ou "c'est nous les meilleurs démocrates". Celles-ci devaient servir à démasquer les intentions que les populistes attribuaient aux socialistes. Ceux-ci voulaient montrer le caractère démagogique et électoraliste des promesses socialistes et ainsi empêcher les électeurs de voter pour ce parti (50). Quelques pages plus loin, une autre image représentait un magasin de prêt de vêtements. Dans la vitrine, on voyait des costumes traditionnels autrichiens accompagnés des indications suivantes: "Offre spéciale - costumes traditionnels démocratiques autrichiens - ressemblant à s'y tromper - mais pas grand teint - date limite de location: 26 novembre - l'électeur paie les frais de location." On voyait en outre Karl Renner pénétrer dans ce magasin avec, à la main et caché dans le dos, un bulletin de vote portant la mention "je vote oui" (allusion à son attitude lors du referendum de 1938 où il s'était prononcé en faveur de l'Anschluß) (51). En clair, les populistes voulaient insinuer que les socialistes ne se disaient démocrates et autrichiens que pour le temps de la campagne électorale et qu'ils reprendraient après leurs vieilles habitudes marxistes et internationalistes. Ces images

étaient faites pour effrayer l'électorat et le maintenir dans le camp populiste. Il est aujourd'hui impossible de dire si ces attaques eurent un effet réel sur le comportement des électeurs. Toujours est-il que le parti sortit de ces élections avec la majorité relative des voix mais absolue des sièges.

Il aurait été de son droit le plus strict de former seul le gouvernement. Or, l'Ö.V.P., renforcé par ce succès, choisit de prolonger la forme du gouvernement de concentration en modifiant toutefois les rapports de forces en fonction des résultats. Dès le 8 mai 1945, Weinberger avait montré la voie à suivre en plaidant en faveur d'une concentration de tous les partis (52). C'était aussi l'opinion de Figl puisqu'il affirmait dans sa déclaration gouvernementale que "tout électeur a le droit de participer aux responsabilités par l'intermédiaire de ses représentants, même si l'on doit tenir compte d'une représentation proportionnelle" (53).

L'équipe gouvernementale de décembre 1945 fut effectivement constituée selon ces principes et les populistes accordèrent aux socialistes une place proportionnelle à leurs résultats électoraux. Les adversaires d'hier étaient devenus les compagnons de route du moment.

Cette décision populiste d'associer les socialistes à l'oeuvre gouvernementale aurait-elle été uniquement guidée par des considérations idéalistes alors que les socialistes auraient accepté cette proposition afin d'accéder au pouvoir? Il est tout à fait possible que cette thèse soit exacte en ce qui concerne le S.P.Ö.. Par contre, il serait faux de trop souligner l'attitude altruiste et idéaliste du parti populiste. N'oublions pas qu'en associant les socialistes aux tâches

gouvernementales. Les populistes se déchargeaient sur eux d'une partie des responsabilités en les partageant avec eux. Cette tactique permettait de neutraliser toute critique de la part de l'opposition; et un gouvernement d'union nationale correspondait tout à fait aux souhaits formulés par les Alliés.

Deux faits témoignèrent de l'esprit de coopération qui existait alors entre les deux camps: l'élection de Kunschak comme président du Conseil national et de Karl Renner comme Président de la République (54). Dans un cas comme dans l'autre, les candidats furent élus avec les voix réunies des populistes et des socialistes (55). Les réactions de ces deux hommes politiques quant à leur attitude vis-à-vis de leurs adversaires prouvent qu'ils souhaitaient la réconciliation. Kunschak déclarait le 19 décembre, immédiatement après son élection:

"Nous faisons passer les intérêts du parti au second plan parce que nous ressentons tous ensemble le devoir de servir le peuple et la patrie de toutes nos forces et avec toute la passion dont nous disposons." (56)

Kunschak nous dévoilait ici l'attitude que les populistes avaient décidé d'adopter envers les socialistes; s'ils avaient choisi cette coalition, ce n'était pas tant à cause du respect qu'ils leur portaient que de leur souci de maintenir l'intégrité de l'Autriche. La coopération entre les deux partis se manifestait ainsi pour les populistes non sur le plan d'une volonté de réconciliation avec les socialistes, mais avec l'idée que ceux-ci pouvaient servir la même cause qu'eux: le patriotisme autrichien. C'était aussi en gros la même attitude de la part des socialistes. Renner élu Président de la

République déclarait que "la coopération de ces deux partis (Ö.V.P. et S.P.Ö.) et de tous les autres partis démocratiques serait le fondement d'une Autriche nouvelle et plus heureuse."
(57)

Cette volonté de coopérer avec les socialistes ne fut pas remise en question par les populistes. Dans son allocution radiodiffusée du 18 avril 1948, le chancelier populiste Leopold Figl déclarait:

"Il faut particulièrement se féliciter du fait que les directions des deux partis, aussi bien du nôtre que de celle des socialistes, ont reconnu qu'il n'y avait aujourd'hui pour nous qu'une seule possibilité: travailler ensemble à la reconstruction de notre pays. Ce n'est que lorsque tous les appartements détruits auront été reconstruits et que tous les Autrichiens auront suffisamment à manger que nous pourrons nous permettre des débats politiques.

D'ici là, tout doit être mis au second plan et une seule chose doit compter: libérer notre pays et créer des conditions de vie supportables." (58)

Cette voie esquissée par Leopold Figl fut en gros celle que suivit le parti populiste jusqu'à la rupture de la Grande Coalition en 1966. Toutefois, les milieux populistes hostiles à cette coopération avec les socialistes ne se privèrent pas, lors des élections législatives de 1949, de chercher le contact avec l'Union des Indépendants, parti néonazi fondé peu avant cette échéance électorale dans le but de s'allier à lui et ainsi d'écarter les socialistes du pouvoir (59). Un phénomène analogue se produisit également lors de la consultation de l'automne 1962, de jeunes permanents populistes utilisant à

l'égard des socialistes "les mêmes méthodes que les nazis avant la prise du pouvoir en Autriche et en Allemagne", selon les propres termes du socialiste Bruno Pittermann (60). Ces actes isolés n'eurent cependant pas de conséquences réelles sur les bons rapports entre populistes et socialistes.

Après la rupture de la Grande Coalition en 1966, les populistes formèrent seuls le gouvernement, les socialistes se trouvant alors dans l'opposition. De 1970 à 1986, ce fut la situation inverse. Pendant toute cette période, les rapports entre ces deux partis furent tout à fait corrects, les principaux conflits, lorsqu'il y en avait, étant résolus par l'intermédiaire des partenaires sociaux. Depuis les dernières élections de 1986, populistes et socialistes ont retrouvé le chemin de la coopération directe sous forme de la Grande Coalition. Si les points de divergence sont parfois réels, on sent quand même de part et d'autre la ferme volonté de préserver le dialogue.

4.2. Historique des relations avec le K.P.Ö.

Il convient d'envisager les relations entre le camp conservateur et le parti communiste autrichien de deux manières différentes selon qu'on se situe sous la Première ou sous la Seconde République. L'opposition idéologique que les conservateurs formulaient à son égard était sensiblement la

même que celle adressée à la social-démocratie. A leurs yeux, socialistes et communistes relevaient de la même idéologie, sauf que ces derniers se singularisaient par un plus grand radicalisme. C'est surtout sur le plan historique que les conservateurs autrichiens firent une différence entre ces deux partis.

4.2.1. Parti chrétien-social et parti communiste.

Sous la Première République, le parti communiste avait l'intention de transformer les rapports sociaux et économiques sans passer par les voies parlementaires traditionnelles, mais en utilisant, comme son parti frère de Moscou en octobre 1917, des voies et des moyens révolutionnaires. C'est d'ailleurs ce qu'il tenta de faire à deux reprises, le 17 avril et le 15 juin 1919 à Vienne. Il est clair, dans ces conditions, que les chrétiens-sociaux qui considéraient déjà le passage de la monarchie à la République comme une véritable révolution aient perçu les communistes comme leur ennemi numéro un. Faisant partie de la coalition gouvernementale avec les sociaux-démocrates, ils organisèrent de concert avec eux la répression des putschistes.

Le parti communiste autrichien resta toutefois pour les chrétiens-sociaux, et ceci de façon permanente, une force d'opposition mineure. N'ayant jamais eu de représentation parlementaire, il ne constituait pas un véritable danger pour les conservateurs. Son faible nombre d'adhérents le réduisait à une force incapable d'agir seule (61). Aussi les chrétiens-

sociaux, tout en craignant sa force idéologique révolutionnaire, ne s'inquiétèrent-ils pas de cet adversaire. Pour eux, le parti communiste existait, mais il était trop faible pour organiser une révolte.

Lorsqu'ils se furent engagés sur la voie autoritaire, c'est-à-dire à partir de mars 1933, le parti communiste fut la première victime de leur nouvelle politique. Le 27 avril 1933, les dirigeants communistes viennois furent arrêtés sous prétexte qu'ils appelaient les masses à l'insurrection (62). Le 26 mai 1933, le parti communiste fut officiellement interdit. D'après les chrétiens-sociaux, les communistes préparaient un soulèvement populaire (63). En fait, il ne s'agissait là que d'un alibi car la vraie raison de cette interdiction était la volonté de supprimer successivement tous les partis politiques.

4.2.2. Parti populiste et parti communiste.

En avril 1945, la partie est de l'Autriche fut libérée par les troupes soviétiques. Les dirigeants communistes autrichiens avaient vécu la période de la guerre à Moscou. Ils rentrèrent de leur exil avec les libérateurs soviétiques avec lesquels ils avaient entretenu des rapports étroits. Il semblait donc évident que ceux-ci les favoriseraient d'une manière ou d'une autre par rapport aux autres partis. Le nouveau parti populiste savait par ailleurs que son attitude à l'égard du parti communiste autrichien serait déterminante dans ses rapports avec l'Union Soviétique. Il ne lui avait pas été possible d'établir de véritables contacts avec celui-ci avant la

libération car les dirigeants communistes se trouvaient en exil (64). Dès leur retour, ils nouèrent des contacts avec les populistes et, si l'on en croit ces derniers, les ressentiments d'avant-guerre avaient fait place à une compréhension mutuelle. Weinberger rapporte dans ses mémoires qu'il changea d'abord fondamentalement d'attitude à leur égard. Selon lui, la coopération avec les ennemis d'hier au sein du gouvernement provisoire l'aurait presque convaincu de leur bonne volonté. Ceux-ci lui étaient alors apparus, au printemps 1945, comme de véritables démocrates. Mais Weinberger souligne qu'il changea par la suite d'opinion (65).

Cette attitude de réconciliation dont témoignaient les populistes à l'égard des communistes ne dura pas longtemps. Peu nombreux étaient ceux qui, dans leurs rangs, croyaient à une entente possible. Dès la fin de l'été 1945, lorsque l'Ö.V.P, élargit son organisation aux provinces occidentales de l'Autriche, il se renforça d'éléments pro-américains et anticommunistes (66). A partir de ce moment-là, les populistes acceptèrent certes de coopérer avec les communistes, mais adoptèrent des positions idéologiques très antimarxistes. La campagne populiste pour les élections de novembre 1945 ne ménagea pas les attaques contre le parti communiste qui fut alors rejeté, conjointement avec les socialistes, dans le camp marxiste. Dans toute leur propagande, les populistes identifièrent les deux partis de gauche; leur but était de réduire l'influence communiste. A leur avis, le K.P.Ö. qui détenait un tiers des responsabilités gouvernementales, exerçait une influence disproportionnée par rapport à sa base sociologique réelle.

Les 5,4 % obtenus par les communistes lors de ces élections confirmèrent les prédilections populistes et le parti entendit alors réduire l'influence communiste au niveau gouvernemental (67). Ceci se traduisit, lors des négociations qui furent menées en vue de former le nouveau gouvernement, par le refus de Figl de nommer le communiste Ernst Fischer au poste de ministre de l'Education (68).

Toutefois, tout en pratiquant un cours qui semblait anticommuniste, les populistes cherchaient à rester en bons termes avec ce parti. D'après eux, les communistes étaient les porte-paroles de l'occupant soviétique; d'où leur intérêt à se les concilier. Parmi les contacts entre les deux partis, ceux qui firent le plus de bruit furent connus sous l'expression de "Figl-Fischerei" (61). En mai et juin 1947, populistes et communistes entamèrent des conversations: les communistes devaient procurer à l'Autriche une aide économique venant de l'Union Soviétique et endosser en retour davantage de responsabilités au sein du gouvernement (70). L'affaire devait bien entendu se faire au détriment des socialistes, mais ceux-ci en eurent vent et la rendirent publique (71). Elle tourna court, sans doute parce que les populistes avaient peur de se mettre à dos le monde occidental. A compter de cet intermède, le parti populiste prit ses distances par rapport au parti communiste. Le fossé se creusa encore plus entre les deux lorsque les communistes décidèrent de mettre fin à leur participation gouvernementale. Les populistes et les socialistes votèrent en commun une loi de réforme monétaire; les communistes, refusant cette mesure, se retirèrent du gouvernement. Les populistes ne manquèrent pas de voir en

cet acte la preuve que les communistes ne voulaient plus jouer le jeu démocratique. Leur départ du gouvernement, souhaité par les populistes, clarifia l'attitude de ces derniers; ils pouvaient en revenir à un anticommunisme déclaré.

Dès 1948, Leopold Figl ne mâchait pas ses mots à l'égard du parti communiste. En le qualifiant de "nain" et en lui attribuant une "incapacité frappante", Figl minimisait considérablement son influence. Selon lui, toute action communiste en Autriche nécessitait le soutien de puissances étrangères si elle voulait avoir une chance de réussir. Or, toujours selon Figl, aucune puissance étrangère n'aurait osé se lancer dans une telle action (73).

En dépit de ces propos, les communistes autrichiens organisèrent une série de grèves ponctuelles en septembre et octobre 1950, grèves qui devaient se transformer en grève générale. Elles furent accompagnées par des manifestations de rue qui furent réprimées par l'exécutif. Le chancelier Figl, après avoir décrit les événements à sa manière, déclarait à la tribune du Conseil national:

"... Le parti communiste autrichien a entrepris des actes de violence contre le peuple autrichien et son économie. L'écrasante majorité du peuple autrichien s'est détournée avec horreur de ces éléments. L'action des communistes a finalement eu un seul résultat: le peuple autrichien sans distinction de parti est plus uni que jamais et est plus fermement décidé que jamais à se défendre contre les actes de violence communistes... Les instigateurs communistes doivent tirer une leçon des événements des deux dernières semaines: on ne joue pas impunément avec le feu, on peut s'y brûler les doigts."

(74)

Figl condamnait ainsi sans équivoque le parti communiste. Après cette action, ce dernier ne cessa de perdre du terrain et les populistes ne lui accordèrent plus aucune réelle attention. Le parti communiste continuait d'exister, mais son caractère négligeable fit que les populistes le considérèrent comme un facteur politique sans importance dont il ne valait même plus la peine de parler. C'est d'ailleurs cette position que leur parti soutient encore aujourd'hui.

4.3. Jugements globaux sur le marxisme.

Afin d'analyser les rapports que les partis conservateurs autrichiens entendaient établir avec les partis de gauche, il est utile de voir comment ils les jugeaient. Certes, les oppositions idéologiques n'ont pas toujours été essentielles dans les rapports entre ces deux camps; du moins ont-elles joué un rôle d'une certaine importance. Un examen des attitudes idéologiques et pragmatiques du camp conservateur permet de constater que les chrétiens-sociaux surent maintenir une adéquation entre théorie et pratique alors qu'il existe un net décalage entre les deux chez les populistes. Pour les premiers, le parti communiste, comme le parti social-démocrate étaient d'obédience marxiste; comme ils rejetaient cette doctrine, il leur semblait tout à fait normal de les combattre. Les populistes adoptèrent au contraire une attitude plus ambiguë. Si leur analyse du marxisme les menait à réfuter cette théorie, la situation politique leur dicta tout

au moins de s'engager sur une voie de dialogue et de coopération avec les partis de gauche autrichiens.

Si l'attitude pragmatique des chrétiens-sociaux puis des populistes à l'égard de ces partis fut différente, l'analyse de l'idéologie marxiste restait la même. Les conservateurs autrichiens l'ont toujours condamnée de manière unanime. L'abondance des analyses populistes sur ce sujet et la similitude de vues avec les chrétiens-sociaux fait que nous nous concentrerons avant tout sur le dépouillement des documents populistes tout en gardant à l'esprit que ces analyses sont aussi valables pour le parti chrétien-social.

Lorsque le camp conservateur fit une analyse théorique du marxisme, sa première critique fut toujours de vouloir en montrer le caractère dépassé. Les tenants de ce camp pensaient que cette idéologie avait eu sa raison d'être dans le passé. Selon l'analyse qu'ils en faisaient, le marxisme avait été une réponse à la politique libérale et capitaliste du 19ème siècle. Celle-ci avait prolétarisé certaines couches de population qui acquirent peu à peu une certaine conscience de classe. Un conflit était né entre le prolétariat et cette société libérale et capitaliste; le marxisme aurait représenté une réponse et une aide pour la classe prolétarienne et été, selon les populistes, un "contre-mouvement naturel", si on le considère comme phénomène historique (75).

Le marxisme ne serait, selon leur théorie, acceptable qu'à un moment précis de l'histoire. L'opposition entre bourgeoisie et prolétariat aurait correspondu à une étape historique, mais ne serait plus valable au XXème siècle. Les deux classes ne seraient plus, l'une par rapport à l'autre, en

situation aussi antagoniste qu'auparavant. La conjoncture du XIX^{ème} siècle expliquerait le radicalisme du marxisme mais son schéma d'analyse ne pourrait plus s'adapter aux problèmes de la société contemporaine. Son état actuel aurait même créé à l'intérieur des partis qui se disent marxistes une contradiction entre cette tradition radicale de lutte contre la bourgeoisie et les "méthodes plus modérées d'aujourd'hui" (76). Selon les populistes, Marx n'aurait plus bonne presse ni dans les milieux bourgeois - ce qui fut toujours le cas - ni même dans certains milieux socialistes (77). Le marxisme serait donc une doctrine dépassée. Cette position servit d'argument aux chrétiens-sociaux dans leur lutte contre les sociaux-démocrates; elle fut au contraire utilisée par les populistes pour proposer aux socialistes la coopération comme moyen de dépasser les antagonismes.

4.4. Opposition au collectivisme.

4.4.1. Dictature du prolétariat et lutte des classes.

De tous les points de critique que le camp conservateur formulait à l'égard du marxisme, le plus important était sans conteste le thème de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat. Se définissant comme parti populaire soucieux de représenter toute la société, ce camp refusa toujours la théorie des classes sociales. S'il accepta sur le plan historique la formation d'un prolétariat, il considéra comme son but essentiel de le faire disparaître et se trouva ainsi en

contradiction fondamentale avec le camp social-démocrate qui entendait défendre les intérêts d'une seule classe, le prolétariat. La seule différence extérieure que l'on puisse remarquer dans l'évolution du camp conservateur, c'est le changement de ton sur ce sujet dans les programmes officiels.

Dès 1918, le parti social-démocrate avait choisi la voie démocratique comme moyen d'accéder au pouvoir et entendait recourir aux élections pour diriger le pays. Son but continuait à être d'établir la classe ouvrière au pouvoir. Dans les années 20, la lutte des classes restait l'idée maîtresse de l'idéologie sociale-démocrate. La classe ouvrière devait, par des moyens démocratiques, prendre le pouvoir et modifier les structures politiques et sociales afin de donner aux travailleurs les commandes de l'Etat. Le programme social-démocrate de 1926 évoquait même la possibilité, pour le cas où la bourgeoisie s'opposerait au cours politique suivi par un gouvernement social-démocrate, d'avoir recours à la dictature pour protéger les acquis sociaux et politiques (78).

A l'encontre de ces positions sociales-démocrates, le parti chrétien-social de l'entre-deux-guerres a toujours exprimé de manière très directe son refus de la lutte des classes. Tous ses programmes y consacèrent systématiquement une ou deux phrases. Cette idée fut formulée selon deux modes différents mais analogues: tantôt les chrétiens-sociaux déclaraient refuser la "lutte des classes" (79), tantôt ils s'attaquaient à la "dictature d'un parti" (80). Toutefois, la réflexion théorique sur le marxisme n'allait pas plus loin. Les commentaires de Richard

Schmitz sur le programme de 1926 ne précisait pas davantage la nature de ce refus; ils parlaient simplement de "partis qui refusent catégoriquement l'Etat et veulent le voir remplacer par une "société sans classe"(81).

Dans cette période agitée des années 20 et 30, les chrétiens-sociaux ne ressentirent pas la nécessité de développer ces aspects théoriques. A cette époque, l'important n'était pas, sur un plan stratégique, d'argumenter rationnellement mais d'entretenir une image plutôt terrifiante du socialisme qui devait suffire à dissuader d'éventuels adeptes.

L'attitude populiste fut, en 1945, très différente. Dans les principes programmatiques de juin 1945, il n'était plus fait allusion à la lutte des classes. Les populistes souhaitaient la coopération avec les autres partis qui acceptaient d'oeuvrer à la reconstruction de l'Autriche. Les slogans antimarxistes avaient disparu de ce programme, sans doute dans l'intention de permettre cette coopération avec les socialistes, mais aussi à cause de l'occupant soviétique qu'il s'agissait, dans un premier temps tout au moins, de ne pas froisser. Il faut en outre signaler que le parti social-démocrate avait, en 1945, changé d'attitude et qu'il s'était immédiatement déclaré prêt à participer à une grande coalition, abandonnant ainsi pratiquement sa théorie de la lutte des classes au profit de la collaboration des classes afin, selon les idées de Karl Renner, de faire participer la classe ouvrière à la vie de l'Etat (82).

Les attaques populistes contre le marxisme furent toutefois à l'ordre du jour dans la revue théorique du parti, les "Österreichische Monatshefte", dès les années 46, 47 et

trouvèrent un certain écho dans le programme de 1952 dans lequel on pouvait lire que "le marxisme menait à la prolétarianisation des possédants." (83)

Le premier argument cité contre la lutte des classes, c'était que celle-ci conduisait obligatoirement à une dictature et c'était précisément ce que refusaient les populistes. A leur avis, le parti socialiste reflétait une ambiguïté fondamentale: il se référait encore à la lutte des classes afin de ne pas perdre ses électeurs de gauche, devait toutefois mettre en sourdine cette théorie du fait que les Autrichiens, sortant d'une dictature, celle des nazis, n'avaient pas l'intention de retomber dans une autre (84). Se référant au programme social-démocrate de 1926, Alfred Kasamas concluait que "le but des socialistes n'est pas la collaboration de toutes les forces constructives, mais l'installation de la domination d'une classe qui signifierait la fin de la liberté et de la démocratie en Autriche." (85)

Cette domination de classe qui se traduirait, selon les populistes, par une "société sans classe" ne pourrait être établie que par les voies du totalitarisme et de la violence (86).

Toujours selon les populistes, "la lutte des classes a déjà échoué... La lumière de la liberté ne peut perpétuellement être obscurcie, la lumière de la liberté, de la fraternité, de l'union de tous les hommes, de toutes les classes et de tous les peuples." (87)

Avancer sans cesse cette théorie de la lutte des classes signifiait dans l'idéologie populiste enchaîner les individus dans la méconnaissance de leur situation. A la place de cette

notion, les populistes pensèrent mettre le "solidarisme", théorie qu'ils développerons en réponse à la lutte des classes. Dans leurs conceptions, si les travailleurs étaient tombés dans un état de dépendance par rapport au marxisme, c'était parce que leur situation économique les avait poussés dans cette direction; si celle-ci venait à s'améliorer, les travailleurs se détourneraient de l'idéologie marxiste car ils ne seraient plus alors en situation de "lutte de classes". Celle-ci était alors de nouveau considérée sous son aspect "dépassé".

4.4.2. Destruction de l'individualité.

Dans l'analyse populiste, le marxisme conduit à la destruction de la personnalité et de l'individualité. L'accent est mis sur l'aspect collectif de la classe ouvrière, ce qui revient à nier l'importance de la personnalité en tant que telle. Ce que les populistes reprochent à Marx, c'est que "l'homme ne soit rien d'autre qu'un moteur mû par une force musculaire". Ce matérialisme et déterminisme entraînerait la négation de la personnalité. Dans l'idéologie populiste, l'histoire est portée par "les forces mouvantes que sont les personnalités et les idées", ce dont les marxistes ne tiendraient pas compte (88). De la sorte, ils méconnaîtraient totalement l'esprit créateur de l'individu et se priveraient ainsi d'un potentiel innovateur. Le désir de l'homme ne serait pas, dans l'idéologie populiste, de se laisser enfermer dans le collectivisme, mais au contraire de se développer en toute liberté. Si ces positions pouvaient éventuellement s'appliquer au parti social-

démocrate de l'entre-deux-guerres qui avait surtout mis l'accent sur l'aspect collectif de la classe ouvrière, elles ne sont plus valables pour le parti socialiste moderne qui, dès son programme de 1958, accorde une large place à l'individu. Ce programme s'ouvre d'ailleurs par ces mots: "Les socialistes veulent un ordre social, c'est-à-dire un ordre des conditions de vie et des relations entre les êtres humains dont le but soit le libre épanouissement de la personnalité humaine." (89) On voit donc que l'idéologie conservatrice était et est remplie de préjugés vis-à-vis de l'adversaire politique.

4.4. Opposition sur le rôle attribué à l'Etat.

Les partis conservateurs autrichiens ont constamment pensé que le but des marxistes était d'une part de nier et de détruire l'Etat, d'autre part de vouloir lui donner trop d'importance.

Les programmes du parti chrétien-social publiés entre 1918 et 1934 ne firent aucune allusion à ce thème. Par contre, dans ses commentaires du programme de 1926, Richard Schmitz condamnait au nom de la doctrine catholique les positions sociales-démocrates sur le thème de l'Etat. Après avoir qualifié le socialisme d'anarchisme, il dénonçait l'erreur que les socialistes auraient commise et qui consisterait à affirmer que "un ordre social puisse être possible et souhaitable sans Etat" et "rejetait la fausse doctrine selon laquelle l'Etat ne se serait formé que par la libre volonté des hommes et qu'il pût ainsi être résilié" (90).

Dans l'idéologie catholique, l'autorité de l'Etat procéderait de la volonté divine. Les hommes auraient reçu l'Etat des mains de Dieu. Il ne serait donc pas du pouvoir des individus de décider de l'existence ou de l'inexistence de l'Etat. Les chrétiens-sociaux ne pouvaient accepter l'idée que l'Etat puisse être le jeu des velléités humaines, qu'il puisse être le produit d'un contrat librement consenti comme le prônaient les sociaux-démocrates.

L'opposition chrétienne-sociale ne se limitait pas à cet aspect; elle n'était en réalité qu'une facette du véritable antagonisme qui existait entre les deux camps. Les chrétiens-sociaux craignaient beaucoup plus le fait que, si les sociaux-démocrates arrivaient au pouvoir, ils s'accapareraient tous les leviers de commande de l'Etat et seraient ainsi en mesure de tout contrôler. Les conservateurs perdraient alors le contrôle des masses et de l'Etat, ce qui équivaldrait à l'établissement d'une dictature socialiste.

Les populistes reprirent en gros les mêmes reproches à l'égard du socialisme. A leur avis, celui-ci "niait l'Etat", ce qui était pour eux une théorie anarchiste. Ils ne pouvaient accepter le fait que les marxistes voient dans l'Etat le "moyen de domination de la classe d'opresseurs au pouvoir" (91). En opposition au concept de la lutte des classes, ils ne pouvaient souscrire à cette suppression de l'Etat. Car si les classes sociales n'étaient pas en opposition les unes par rapport aux autres, si elles se devaient d'harmoniser leurs politiques, il n'était absolument pas nécessaire de faire disparaître l'Etat. La conception "organique" de la société voyait au contraire en l'Etat le sommet de la pyramide sociale.

Alfred Missong a caractérisé la théorie marxiste de l'Etat comme "l'une des plus étranges". Selon lui, elle a raison lorsqu'elle reconnaît que la notion d'Etat impose des contraintes. Par contre, il estime que "la doctrine marxiste est tout à fait dans l'erreur lorsqu'elle affirme qu'un ordre basé sur des contraintes est nécessaire là où existent des oppositions de classes" (92). Missong reprenait en outre la contradiction déjà relevée par les chrétiens-sociaux selon laquelle le marxisme verrait dans l'anarchisme l'état idéal de la société mais établirait en même temps un programme qui revendique la toute-puissance de l'Etat. Cette contradiction se manifesterait dans le fait que le passage de la toute-puissance de l'Etat à l'anarchisme - dans la conception marxiste, il faudrait toujours, selon Missong, parler de retour vers la situation d'anarchie sociale des débuts de l'histoire humaine - s'effectuerait de la manière la plus naturelle du monde. Missong ne voyait pas comment ce passage pourrait se réaliser. (93)

Felix Hurdes analysait également le problème de l'Etat marxiste, mais en l'abordant sous l'angle de l'économie planifiée. A son avis, la planification de l'économie, à cause du dirigisme, menait à une idôlatrie de l'Etat (94). Celui-ci était alors le centre ordonnateur de toute la vie sociale, ce qui revenait à nier le rôle créateur de l'individu, thème essentiel dans l'idéologie conservatrice.

Toujours selon les populistes, le marxisme ne ferait que transférer le pouvoir économique des mains des entrepreneurs capitalistes à celles de l'Etat. Il ne s'agirait alors, par voie de nationalisations, que d'un pur "changement de

propriétaire". Ceci ne mènerait qu'à un renforcement de la puissance de l'Etat (95).

4.5. Conflit autour du problème religieux.

4.5.1. L'anticléricalisme marxiste.

Les tensions entre la droite et la gauche autrichienne à propos de la question religieuse furent beaucoup plus importantes sous la Première que sous la Seconde République. Pour expliquer ce phénomène, il faut tenir compte d'un certain rapprochement entre les deux camps politiques. Alors que les deux partis de l'entre-deux-guerres s'opposèrent de façon très radicale au sujet de la place qu'il convenait d'accorder à la vie religieuse dans les affaires publiques, leurs points de vue réciproques se trouvèrent moins éloignés après la Seconde Guerre Mondiale; le parti populiste cessa de se qualifier de parti clérical et donc de bras droit politique de l'Eglise catholique et le parti socialiste perdit de sa rigidité dans son attitude face à celle-ci.

Le parti chrétien-social se voulait parti confessionnel. Il fondait tous ses principes sur l'enseignement de l'Eglise. Peu à peu, cet enseignement devint la base officielle de tous ses programmes politiques. Toutes les positions chrétiennes-sociales étaient en accord avec le message de l'Eglise. Que ce soit dans le domaine de l'Etat, du droit matrimonial, de l'avortement ou autre, ces positions témoignaient de l'attitude cléricale des chrétiens-sociaux. Dans l'autre camp politique,

la social-démocratie souhaitait une séparation très nette entre le domaine public et les affaires religieuses, sans pour cela être hostile à l'Eglise et à ses préceptes: dans sa conception, la religion était du ressort strictement privé. Dans son programme de 1926, la social-démocratie s'en prenait au cléricanisme qui, selon elle, "faisait de la religion une affaire de parti" (96) sans toutefois s'attaquer à la religion qui était l'affaire personnelle de chaque individu. Elle luttait en outre contre l'Eglise parce qu'elle considérait que celle-ci abusait de son pouvoir sur les croyants et les incitait à s'opposer au combat de libération de la classe ouvrière et ainsi à soutenir l'hégémonie de la bourgeoisie. Les attaques des chrétiens-sociaux contre l'attitude anticléricale de la sociale-démocratie ne trouvèrent pas directement leur place dans les programmes du parti. C'est à travers l'affirmation répétée de leur catholicité qu'ils s'en prenaient à la doctrine de leurs adversaires. L'enseignement de l'Eglise permettait de plus de maintenir la population dans un état d'obéissance et de fidélité que souhaitaient les conservateurs autrichiens. Les individus étaient appelés à ne pas se révolter, mais à accepter passivement leur sort. Or, la social-démocratie voulait précisément promouvoir le contraire. Les chrétiens-sociaux s'opposèrent donc avec violence à ces tendances et condamnèrent la social-démocratie en de multiples occasions pour son anticléricanisme.

L'attitude du parti populiste à cet égard fut sensiblement différente puisqu'il fut contraint à ne plus se déclarer comme parti cléricale à cause de la position que l'Eglise avait adoptée en la matière (celle-ci avait décidé dès 1933 de se

retirer de la scène politique et elle conserva cette position en 1945). Le parti populiste évita d'ailleurs de mentionner ses liens avec l'Eglise catholique en tant qu'institution. Tous les textes programmatiques de ce parti font certes référence à l'éthique chrétienne, mais plus jamais directement à l'Eglise. D'autre part, le parti socialiste se fit plus flexible quant à son attitude sur la question religieuse. Ses attaques dirigées contre le cléricalisme disparurent. Non seulement la foi religieuse fut respectée comme la décision personnelle de chaque individu, mais l'éthique socialiste et l'éthique chrétienne comme religion de l'amour du prochain furent également considérées comme pleinement conciliables. Chaque parti ayant ainsi mis un frein à son engagement sur cette question, les querelles s'apaisèrent. Officiellement, le parti populiste cessa d'attaquer son adversaire sur cette question. Cette attitude officielle des populistes ne saurait toutefois faire oublier leur engagement personnel en faveur de la foi catholique et leurs ressentiments à l'égard du socialisme qu'ils continuèrent et continuent encore en partie à considérer comme le bras droit de l'athéisme. Ils opposent encore aujourd'hui le précepte de "l'amour du prochain" à celui de la "lutte des classes" (98). Si l'opposition des deux camps politiques à propos de ce thème délicat est résolu sur le plan officiel, il ne l'est sans doute pas au niveau des esprits.

4.5.2. La question de l'enseignement de la foi chrétienne.

Les chrétiens-sociaux entendaient transmettre l'idéologie

chrétienne aux générations postérieures. Pour ce faire, ils ne voyaient pas d'autres moyens que soit d'introduire l'instruction religieuse dans toutes les écoles, soit de créer des écoles privées à caractère confessionnel. Selon leurs conceptions, les finances publiques devaient supporter les coûts qu'entraînait l'enseignement religieux. Les sociaux-démocrates pensaient au contraire que, la religion étant une affaire privée, l'Etat n'avait à financer ni l'instruction religieuse dans les écoles publiques, ni les écoles privées. Selon le programme social-démocrate de 1926, les communautés religieuses devaient elles-mêmes subvenir aux frais causés par l'instruction religieuse ainsi que par la formation et la rémunération des professeurs de cette dite instruction religieuse. Les sociaux-démocrates n'étaient toutefois pas opposés à ce type d'enseignement si celui-ci se déroulait dans un cadre extra-scolaire, contrairement à l'idée que répandaient les chrétiens-sociaux (99).

En 1919, le sous-secrétaire d'Etat socialiste Otto Glöckl avait signé un décret levant le caractère obligatoire de l'instruction religieuse (100). Ceci allait à l'encontre de la politique chrétienne-sociale de l'éducation, d'où la haine que le camp conservateur pouvait nourrir à l'égard de la social-démocratie. L'absence d'instruction religieuse dans les écoles publiques signifiait pour les chrétiens-sociaux que la jeunesse allait inévitablement se détourner des valeurs chrétiennes et tomber dans l'immoralité. Celle-ci ne serait plus éduquée dans le sens des valeurs reçues telles que le respect, l'obéissance et la fidélité. Les conservateurs voyaient avec consternation se développer une culture socialiste qui enseignait à la

jeunesse le sens de l'autonomie et des responsabilités. Dans leur lutte contre cette politique social-démocrate, le rétablissement de l'instruction religieuse obligatoire devait être le premier atout que les conservateurs opposeraient à ces tendances; il permettrait de réinculquer les valeurs précédemment citées.

Toutefois, d'après les chrétiens-sociaux, ces mesures ne suffisaient pas pour endiguer la vague d'immoralité véhiculée par le marxisme. C'est pourquoi ils exigeaient la confessionnalisation de toutes les écoles. Les buts qui se cachaient derrière cette revendication n'étaient pas tous de nature religieuse. Il convient de voir dans l'école confessionnelle le meilleur moyen trouvé par les chrétiens-sociaux afin de contrecarrer l'influence social-démocrate.

L'attitude populiste fut relativement différente. N'étant plus officiellement un parti clérical, le parti cessa de s'engager avec autant d'obstination pour l'instruction religieuse et l'école confessionnelle. Son adversaire socialiste avait également modéré ses revendications. Le parti populiste se contenta d'exiger que "l'instruction religieuse soit dispensée dans les écoles à tous les enfants qui se déclarent d'une confession" (101). En ce qui concerne les écoles confessionnelles, les populistes retiraient leurs velléités hégémoniques et demandaient simplement que celles-ci soient légalement autorisées. L'époque de la querelle autour de l'enseignement religieux était révolue; l'opposition entre conservateurs et socialistes était, en ce domaine, dépassée, tout au moins sur le plan officiel.

CHAPITRE 5

LE CAMP CONSERVATEUR

FACE A L'AUSTROFASCISME

Nous avons déjà mentionné le fait que le parti populiste s'était présenté en 1945 comme un parti nouveau. Certes, il se reconnaissait d'une tradition patriotique qui avait existé avant la guerre, mais sans plus la préciser. Pour l'observateur averti, il ne faisait cependant aucun doute qu'il était le successeur du parti chrétien-social. Le fait que le parti populiste ait sciemment omis ce lien de parenté évidente doit être interprété comme la volonté délibérée de dissimuler un passé compromettant.

En effet, entre la fin du parti chrétien-social en 1934 et l'occupation de l'Autriche par l'Allemagne nazie en 1938, il y

avait cette période de quatre ans qu'on appelle habituellement l'austrofascisme. Ce concept avait en 1945, après onze années de suppression des libertés politiques, très mauvaise presse auprès de la population. Or, le régime politique qui portait ce même nom avait été le produit de l'idéologie chrétienne-sociale. Sous la Seconde République, les adversaires des populistes ne manquèrent pas en de multiples occasions de souligner les liens existant entre l'idéologie austrofasciste et celle des populistes. Il est frappant de constater que ceux-ci évitèrent dans la majorité des cas de répondre à ces attaques. Le silence à ce sujet peut être interprété comme un refus de traiter ouvertement du problème.

Le parti populiste publia toutefois en 1945 une série d'articles signés de la plume de quelques uns de ses dirigeants, articles dans lesquels ils analysaient le régime autoritaire de 1934 à 1938. Au lieu de condamner ce fascisme aux couleurs autrichiennes, - car il s'agissait bien d'un fascisme puisqu'il réalisait l'unité des trois éléments de cette doctrine politique, totalitarisme, corporatisme et nationalisme - ils légitimèrent ce régime en montrant qu'il avait été le résultat de nécessités historiques. Selon leur analyse, l'Etat corporatif avait été un moindre mal, une solution inévitable.

Dans ce chapitre, nous essaierons donc de montrer comment les populistes ont justifié l'austrofascisme, sa naissance et ses méthodes. Pour ce faire, nous nous appuierons sur la série d'articles précédemment évoqués et tous publiés sous le titre: "Comment advint la crise de la démocratie autrichienne en 1933/38?" Les arguments cités ne sont pas obligatoirement

exacts sur le plan historique, mais ce furent ceux qui furent avancés par les populistes. Certains se répéteront peut-être dans le corps du travail. Cette répétition semble toutefois inévitable si l'on veut présenter les raisons invoquées par les populistes, ce qui n'implique absolument pas leur véracité.

Alors que la gauche autrichienne rejetait l'entière responsabilité du régime qui avait existé en Autriche de 1934 à 1938 sur les chrétiens-sociaux, les populistes trouvaient pour leur part des critères différents, voire opposés pour justifier l'austrofascisme. Leur analyse coïncidait de très près avec celle qu'avaient faite les chrétiens-sociaux entre 1933 et 1938. Le camp conservateur s'accordait pour affirmer que la principale responsabilité du changement de régime incombait indubitablement à la social-démocratie qui, par ses refus répétés de coopérer, avait entraîné les chrétiens-sociaux à se détourner des voies démocratiques. Les populistes voyaient dans l'utilisation des Heimwehren une nécessité imposée par l'attitude de la social-démocratie envers l'Etat. D'ailleurs, ils ne considéraient pas les Heimwehren comme réellement fascistes. En outre, le corporatisme avait été à leurs yeux le seul instrument efficace dans la lutte contre le national-socialisme. Avant comme après l'expérience corporative, on affirmait dans le camp conservateur qu'une réforme constitutionnelle avait été nécessaire en 1934 pour sortir de la crise parlementaire. Le régime corporatif aurait seul été en mesure de défendre l'intégrité du territoire autrichien face aux menaces qui pesaient de l'extérieur. Enfin, du côté populiste, si l'on reconnaissait les aspects "autoritaires" de la politique corporative, on s'efforçait de prouver qu'en fait

celle-ci n'avait eu que des buts "tout à fait démocratiques".

5.1. Culpabilité rejetée sur la social-démocratie.

Les populistes ne jugèrent pas les chrétiens-sociaux comme les véritables responsables de l'instauration du corporatisme; ils estimaient que ceux-ci y avaient été acculés par l'obstruction permanente que la social-démocratie avait pratiquée à l'égard de la politique chrétienne-sociale. L'instauration du régime austrofasciste en 1934 était imputée à l'attitude oppositionnelle de la social-démocratie. Les autres causes qui y avaient conduit étaient secondaires par rapport à celle-ci.

Les populistes firent d'abord à la social-démocratie le reproche de toujours être restée sur des "conceptions doctrinaires" (1). Ceci valait en premier lieu pour son chef idéologique, Otto Bauer. Fixé sur ces positions, il fut selon eux incapable de s'en détacher et d'entamer un dialogue constructif avec ses adversaires. Cette thèse est toutefois aujourd'hui réfutée par les historiens socialistes; Helene Maimann souligne le fait que Otto Bauer était prêt à discuter avec Dollfuß, même sur la forme de gouvernement par décrets-lois (2).

Ces "positions doctrinaires" se reflétaient dans la volonté du parti social-démocrate d'établir son hégémonie sur les institutions démocratiques. Les populistes prouvèrent ces intentions en se référant au concept de "dictature du

prolétariat" formulé en toutes lettres dans le programme social-démocrate de 1926 (3). De là découlaient toutes les actions des sociaux-démocrates dans les années 20 et 30. C'est aussi à cause de cette attitude rigide que les chrétiens-sociaux s'étaient sentis obligés de lutter contre eux.

Second grief que les populistes adressèrent à leurs adversaires: la social-démocratie s'était dotée d'une puissante formation paramilitaire, le Schutzbund républicain, qui devait être l'instrument indispensable pour la prise du pouvoir. Le Schutzbund fut qualifié d'"instrument aussi peu démocratique" que la dictature du prolétariat. "Cette garde militaire du parti entraînait en scène, selon les populistes, lorsqu'il s'agissait d'appuyer les revendications parlementaires par des moyens tout autres que démocratiques" (4). Les chrétiens-sociaux ne pouvaient regarder béatement ces développements sans réagir. Puisque les sociaux-démocrates avaient pris appui sur une force paramilitaire, les populistes trouvèrent normal que les chrétiens-sociaux en eussent fait de même en se servant des Heimwehren. Les populistes firent en outre la même analyse du Schutzbund quant à son importance numérique. A leur avis, celui-ci dépassait largement par le nombre de ses membres les effectifs de l'armée régulière autrichienne (5) et constituait ainsi un véritable danger pour l'ordre public. En effet, si la social-démocratie avait décidé de prendre le pouvoir par la force, il aurait été évident, d'après les conservateurs autrichiens, que les forces régulières de la République n'auraient pu seules faire face au Schutzbund. C'est pour cette raison que, selon les populistes, la dissolution de cette formation avait été justifiée.

Toujours d'après eux, si les sociaux-démocrates ne recoururent pas immédiatement aux moyens de la lutte révolutionnaire pour s'emparer du pouvoir, ils utilisèrent le Schutzbund pour déstabiliser l'autorité de l'Etat et organisèrent de nombreuses manifestations pour donner plus de poids à leurs revendications politiques. Et les populistes de traiter "d'étrange forme de diktat de la rue" ces pratiques de la social-démocratie (6).

Les sociaux-démocrates disposaient d'un autre moyen privilégié pour entraver la bonne marche de l'Etat par le biais de leur comportement parlementaire. La loi autrichienne prévoit en effet qu'une majorité des deux tiers est nécessaire pour l'adoption de certaines dispositions importantes. Les populistes reprochèrent aux sociaux-démocrates d'avoir fait usage de cette procédure pour bloquer le travail parlementaire ou tout au moins pour en ralentir le rythme. Ces pratiques n'auraient pas contribué à réhausser le prestige du Parlement. Au contraire, elles auraient servi à le rendre très impopulaire auprès de la population (7). Vu cette attitude de la social-démocratie, la responsabilité du changement de forme gouvernementale en 1934 aurait été évidente.

De même que les sociaux-démocrates auraient effectué une obstruction permanente au sein du Parlement, leur refus, à diverses reprises (8), d'accepter les offres de coalition faites par les chrétiens-sociaux aurait entraîné en retour la décision des conservateurs de gouverner sans eux par des moyens relevant d'un autre type de démocratie. La bonne volonté n'aurait jamais manqué aux chrétiens-sociaux pour tendre la

main à leurs adversaires. Car les populistes se montraient unanimes sur un point: "La seule solution saine et raisonnable aurait été la constitution d'une grande coalition entre chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates." (9) En argumentant ainsi, les conservateurs faisaient comme si l'ennemi numéro un des chrétiens-sociaux n'avait jamais été la social-démocratie, mais le national-socialisme. Ils oubliaient que leur opposition à la social-démocratie avait existé bien avant l'apparition du danger national-socialiste. D'après eux, l'ensemble du parti social-démocrate n'avait pas été hostile à ce type de coalition; cette attitude aurait été le fait de l'aile radicale de ce parti (10) tandis que le reste se serait plutôt prononcé en faveur de cette solution. Dans le camp socialiste, le refus de coalition fut au contraire attribué à certains chrétiens-sociaux. Siegfried Mattl met en valeur le fait que les responsables politiques chrétiens-sociaux des "Bündesländer" étaient très souvent prêts à coopérer avec leurs adversaires sociaux-démocrates au sein des assemblées régionales et cite en particulier l'exemple de la Haute-Autriche. Il évoque également l'attitude de Leopold Kunschak dans les jours qui ont précédé les événements de février 34. Mattl ajoute cependant que ce courant ne sut s'imposer dans le camp conservateur au plan national et que les adversaires de la coopération avec la social-démocratie, à savoir ceux qui se situaient dans la ligne idéologique d'Ignaz Seipel, conservèrent les rênes du parti et maintinrent le cours anti-coalitionnaire (11).

Afin de rendre leur théorie plus convaincante, les populistes énumérèrent les différentes offres de coalition. Cela commença, disaient-ils, en 1922, lorsque Seipel offrit à

tous les partis de collaborer avec le sien afin d'assurer le succès de l'emprunt de Genève (12). En guise de réponse, la social-démocratie l'aurait accusé de "haute trahison". Cette présentation des faits est toutefois celle des populistes; il convient de la rectifier en signalant que Seipel était en fait opposé à toute coopération avec la social-démocratie puisqu'il déclarait alors être "l'un de ceux qui n'aiment pas la coalition avec les marxistes" (13). Ce que les sociaux-démocrates avaient refusé d'accepter dans cet emprunt de Genève, c'était l'interdiction de l'Anschluß (14), ce qui n'était pas exact. En effet, les sociaux-démocrates "considéraient les accords comme un abandon de l'indépendance de l'Autriche , une sorte de vente à l'encan au profit du capital étranger, et comme une attaque contre la démocratie (15). Toutefois, dans l'interprétation populiste, c'était quand même la social-démocratie qui avait décliné l'offre et portait la responsabilité de l'échec (16). Second exemple cité les efforts du même Seipel en 1929 afin de parvenir à cette grande coalition qui aurait permis d'établir un accord sur la question constitutionnelle (17). Toutes ces propositions de coalition ne sont pas évoquées dans le détail, mais les populistes firent état de quatre faites par Seipel et refusées par la social-démocratie (18), ce qui devait prouver son caractère borné. Finalement, si celle-ci fut éliminée, ce fut en grande partie de sa faute; car si elle avait accepté de collaborer, des compromis auraient été nécessaires et celle-ci aurait continué à exister. Comme tel ne fut pas le cas, elle ne devait s'en prendre qu'à elle-même.

Ainsi la responsabilité des événements de février 1934 ne

fut-elle pas attribuée au camp chrétien-social qui se serait laissé entraîner à des pratiques antidémocratiques, mais au comportement social-démocrate. Il est remarquable de noter que les populistes les qualifièrent de "guerre civile", et de "putsch de février"(19). A leurs yeux, cette lutte armée avait été une tentative de putsch, et vu qu'ils se déclaraient bons démocrates, ils condamnaient les auteurs de cette tentative qui n'étaient autres que les sociaux-démocrates.

En plus du refus de collaboration avec les chrétiens-sociaux, les sociaux-démocrates se voyaient reprocher le fait de ne pas avoir reconnu le véritable ennemi de la démocratie, à savoir le national-socialisme. En prenant les chrétiens-sociaux pour cibles de leurs attaques, ils se seraient lourdement trompés d'adversaires. En conséquence, s'il avait été impossible, en 1938, de contenir le péril nazi, c'était la faute des sociaux-démocrates qui auraient permis sa victoire par leur abandon de poste (20).

Et si les sociaux-démocrates n'avaient pas estimé l'importance réelle de ce danger, c'était parce qu'ils n'étaient pas de véritables patriotes autrichiens (21). Or, les sociaux-démocrates auraient rêvé d'une grande Allemagne socialiste incluant l'Autriche. L'idée de l'annexion prônée par les nazis n'aurait donc pas été totalement pour leur déplaire. Il leur aurait manqué le sentiment patriotique autrichien (22). L'Etat corporatif aurait été créé afin de maintenir l'indépendance de l'Autriche et la social-démocratie aurait été, par son manque de patriotisme, responsable du changement de régime. Autrement dit, si elle avait été plus patriote, elle aurait pu envisager une alliance avec les chrétiens-sociaux et

l'Etat corporatif, dans ces conditions, n'aurait peut-être jamais vu le jour.

5.2. Jugements portés sur les Heimwehren et leur rôle dans l'austrofascisme.

Autant chrétiens-sociaux puis populistes furent d'accord pour condamner l'attitude de la social-démocratie, autant s'accordèrent-ils pour ne pas condamner les Heimwehren. Parce que celles-ci n'étaient pas identiques au parti chrétien-social et que ces deux formations se développèrent parallèlement, jamais les populistes n'accusèrent les Heimwehren d'avoir mis l'Etat en danger comme ils le firent à l'égard de la social-démocratie.

Pour les chrétiens-sociaux comme plus tard pour les populistes, les Heimwehren ne furent jamais une force fondamentalement destructrice. Bien sûr, le camp conservateur dut reconnaître que les Heimwehren s'appuyaient sur des éléments fascistes. Toutefois, Dollfuß les avait pris dans son gouvernement dès le 17 octobre 1932, et ce ne fut que le 3 novembre 1936 que le chancelier Schuschnigg les en écarta. Pendant ces quatre années, la politique chrétienne-sociale puis corporative s'appuya sur ces formations fascistes pour parvenir à ses fins et il ne fut alors jamais question de leur orientation antidémocratique. Certes la nomination de Fey au poste de secrétaire d'Etat à la sécurité avait bien soulevé une petite vague de protestations au sein du parti chrétien-social (23), mais celui-ci s'en accommoda tout de même et il fallut à

Schuschnigg un temps considérable pour pouvoir éliminer les Heimwehren du gouvernement.

Le jugement des populistes à l'égard des Heimwehren ne fut jamais synonyme de ferme condamnation. On estimait dans les rangs populistes que les éléments fascistes qui avaient existé au sein des Heimwehren s'étaient peu à peu éliminés d'eux-mêmes. Les putschistes comme Pfrimer, Alberti, etc, avaient été arrêtés et les autres fascistes auraient selon les populistes quitté par la suite les rangs des Heimwehren pour rejoindre le parti nazi (24). En fait, les populistes étaient très préoccupés de donner une image tout à fait positive des Heimwehren. Selon eux, celles-ci étaient constituées par un peuple de "paysans sincères qui n'avaient rien d'autre à coeur que la défense de leurs villages et de l'Etat (25). Ces paysans voyaient dans les Heimwehren la simple prolongation de leurs formations paramilitaires des "Schützen"? Comment pouvait-on les accuser d'avoir été fascistes alors que leurs intentions avaient été tout autres. Selon les populistes, le véritable noyau des Heimwehren n'aurait donc pas été fasciste, et ce qui l'aurait été se serait éliminé de lui-même.

Si les Heimwehren ne furent pas considérées comme fascistes, c'est parce qu'elles servirent d'instrument de lutte contre la social-démocratie. Le but des Heimwehren avait été, disait-on dans le camp conservateur, "d'arrêter `l'avance massive' des bataillons ouvriers dans l'intérêt d'une démocratie bien comprise." (26) Les Heimwehren s'étaient développées afin d'opposer à la social-démocratie une force paramilitaire importante et susceptible de tenir tête aux pressions de l'adversaire. Toutefois, les populistes faisaient

remarquer que les Heimwehren n'avaient jamais eu l'importance ni l'unité de la social-démocratie (27). La mission qu'elles s'étaient données avait été de "briser le monopole que les sociaux-démocrates exerçaient dans la rue" (28).

Malgré tout, certains populistes pensaient que les Heimwehren avaient joué un rôle négatif dans l'affrontement des camps politiques sous la Première République. Ainsi Karl Gruber, alors sous-secrétaire d'Etat, était-il d'avis que celles-ci avaient empêché que ne fût mise sur pied une grande coalition. En outre, Gruber ajoutait que leur politique avait représenté une véritable provocation à l'égard des organisations ouvrières, ce qui signifiait de sa part une certaine réprobation des Heimwehren (29).

A partir de juillet 1927, les Heimwehren avait connu un grand essor et les chrétiens-sociaux les avaient fortement soutenues. Mgr Seipel était même allé jusqu'à les qualifier de "mouvement populaire irrésistible" (30). Mais en 1930, celles-ci passèrent du stade de formation paramilitaire à celui de parti politique en se donnant un programme fasciste qui prévoyait l'élimination de la démocratie. Face à ce phénomène, le parti chrétien-social se garda de prendre ses distances. Il n'interdit pas non plus à ses troupes de continuer à collaborer avec ce mouvement fasciste. Après coup, le parti populiste porta un jugement similaire sur les Heimwehren (31). Le dit programme de Korneuburg fut mentionné, mais non condamné. Le parti populiste n'accusa pas non plus son prédécesseur de ne pas s'en être distancié. Pour le camp conservateur, il y eut absence de réflexion sur l'attitude à adopter à l'égard de ce programme fasciste, et donc indirectement peut-être, mais quand

même, cautionnement d'une idée politique qui devint réalité sous l'austrofascisme.

Les populistes montrèrent toutefois un certain changement dans le jugement qu'ils émirent à propos des événements des années 30. Si les Heimwehren continuèrent à être considérées comme un instrument précieux dans la lutte contre la social-démocratie, les populistes approuvèrent néanmoins les efforts des chrétiens-sociaux de se créer leurs propres formations paramilitaires, les "Ostmärkische Sturmscharen". La création de ces nouvelles formations parallèles aux Heimwehren et qui, d'une certaine manière, devaient faire double emploi avec elles, montra que certains éléments du parti chrétien-social entendaient prendre leurs distances vis-à-vis des orientations des Heimwehren, celles-ci étant considérées comme trop fascistes, ou bien dans le sens d'un fascisme qui ne correspondait pas à leurs aspirations (32).

En résumé, on peut dire que le jugement populiste à l'égard des Heimwehren est plus qu'ambigu. D'un côté, elles sont considérées comme des organisations de défense patriotique essentiellement constituées par une population paysanne, et donc suivant la tradition de cette population. De l'autre, on met le doigt sur leurs aspects fascistes que l'on condamne du bout des lèvres; ces aspects sont toutefois refoulés au rang de phénomène secondaire dont on s'accommode en fin de compte assez facilement. Si les populistes ne condamnèrent pas a posteriori l'action des Heimwehren, c'est parce que celles-ci n'étaient pas étrangères à leur idéologie. De fait, la confrontation entre pouvoir austrofasciste et Heimwehren ne fut qu'une confrontation entre deux modèles de fascisme, ce que nia et nie

toujours le parti populiste.

5.3. Corporatisme: rempart contre le national-socialisme.

Si chrétiens-sociaux puis populistes suivirent la même ligne en désignant la social-démocratie comme le premier responsable de l'installation du corporatisme en Autriche en 1934, ils ne s'écartèrent pas non plus de cette unanimité de jugement en déclarant que le national-socialisme avait été le principal ennemi de l'Autriche. Habile technique que celle-ci puisqu'elle espérait en 1945 détourner une partie des aversions socialistes à leur égard. En désignant le national-socialisme comme ennemi numéro un de l'Autriche, les populistes comptaient que les socialistes oublieraient la lourde part de responsabilité qu'ils portaient dans le fascisme autrichien.

Ce qui, selon les populistes, différenciait fondamentalement le corporatisme du national-socialisme et donc le légitimait, c'était la question des méthodes employées par chacun des deux régimes pour réaliser ses fins. Selon les populistes, comme d'ailleurs selon les tenants du corporatisme, les méthodes utilisées par les nazis auraient été de nature dictatoriale, ce qui revenait à affirmer que celles du corporatisme ne l'étaient pas (33). Le corporatisme aurait au contraire représenté un "cours moyen" qui aurait permis de tenir plus longtemps tête au nazisme.

D'autre part, les populistes soulignaient le fait que les nazis avaient eu recours à la violence pour s'imposer alors que

cela n'aurait pas été le cas de la part des chrétiens-sociaux. Ils oubliaient toutefois sciemment que c'était par la force armée que les chrétiens-sociaux avaient écrasé la résistance ouvrière en février 1934.

Le corporatisme n'avait d'ailleurs, selon eux, jamais atteint le même degré de barbarie que le nazisme. Jamais il n'aurait fait usage des camps de concentration afin d'exterminer des millions d'êtres humains, ce qui excluerait toute comparaison entre les deux régimes (34).

Le régime corporatif aurait été rendu nécessaire par l'accroissement de la propagande nazie en Autriche. Celle-ci aurait eu pour but la "destruction radicale de l'autodétermination autrichienne" (35). L'instauration du corporatisme aurait été, vu sous cet angle, un moyen de sauver l'Autriche, le régime de démocratie parlementaire ayant été considéré comme trop faible pour s'opposer avec efficacité aux pressions nazies.

Les populistes ne manquèrent pas de souligner que le combat des chrétiens-sociaux avait été essentiellement dirigé contre le national-socialisme. Dollfuß se serait le premier efforcé de créer un front uni contre le nazisme, tentant d'y inclure la social-démocratie. N'y ayant pas réussi, il aurait poursuivi sa lutte avec les groupes non socialistes et y aurait lui-même laissé la vie (36). Les populistes créèrent ainsi le mythe du héros et patriote Engelbert Dollfuß mort pour l'Autriche sous les balles nazies et tentèrent de faire oublier qu'il portait une lourde part de responsabilité dans les événements de 1933-1934. Leur jugement sur Schuschnigg fut le même: celui-ci aurait cherché à préserver l'intégrité de

l'Autriche en concluant des accords avec le Reich, accords qui auraient dû assurer l'indépendance du pays. Si celle-ci n'avait pu être maintenue, c'était parce que l'Allemagne hitlérienne ne se serait pas tenue à ces accords. Schuschnigg s'en trouvait du même coup excusé; son combat contre le nazisme aurait été inébranlable; il en aurait été lui-même la victime. Cette théorie qui faisait de Schuschnigg, à l'instar de Dollfuß, un défenseur inconditionnel de la cause autrichienne permettait de faire oublier que c'était eux qui avaient éliminé la social-démocratie. Cependant, la gauche autrichienne ne manqua pas de faire remarquer que cette lutte antinazie pratiquée par les austrofascistes ne pouvait être victorieuse du simple fait que celle-ci ne possédait pas un caractère antifasciste. Josef Hindels écrivait en 1949 que ce combat n'avait été "qu'une lutte concurrentielle entre deux fascismes qui avaient de nombreux points communs sur le plan idéologiques" (37).

Les populistes pensaient que le maintien de l'indépendance de l'Autriche dans les années 30 était passé par la lutte contre le national-socialisme. Les nazis autrichiens avaient proclamé dans leur propagande que l'Autriche n'était pas apte à vivre, raison pour laquelle ils s'étaient attaqués à son indépendance (38). Les chrétiens-sociaux qui se disaient fervents patriotes autrichiens avaient donc été contraints de mettre en place le régime corporatif afin de sauver l'indépendance de l'Autriche. Une alliance avec les sociaux-démocrates contre les nazis aurait été, de l'avis populiste, impossible puisque ceux-ci avaient sur cette question des conceptions voisines de celles des nazis. La

seule issue dans cette lutte aurait donc été le corporatisme. Mais l'appareil de l'Etat autrichien aurait été totalement infiltré par des éléments nazis et, finalement, la défaite de l'Etat corporatif aurait été un "viol" de l'Etat autrichien commis par Hitler (39). Ainsi le corporatisme était-il vu par les populistes comme la seule arme concevable contre le national-socialisme.

5.4. Démocratie sous l'austrofascisme.

Le principal reproche que les socialistes firent à leurs adversaires populistes après la Seconde Guerre Mondiale fut celui d'avoir éliminé la démocratie en 1933-34, c'est-à-dire bien avant l'occupation nazie. Le socialiste Karl Czernetz qualifia d'ailleurs cet acte "d'assassinat de la démocratie" (40); un autre socialiste, Edmund Gerhard Wiesenwasser, apostrophia le régime austrofasciste du terme "autocratie" (41) et ne manqua pas de souligner que Karl Renner l'avait déjà considérée comme la "dictature des chefs de bandes" (42). Il signalait en outre que plusieurs assemblées provinciales dont celles de Basse-Autriche, Salzbourg et Vienne ainsi que le Conseil fédéral, seconde chambre du Parlement autrichien, s'étaient élevés contre les pratiques du gouvernement Dollfuß, témoignant ainsi leur désaccord sur le cours suivi (43). Le communiste Ernst Fischer mettait en valeur le fait que les institutions démocratiques avaient été éliminées et les organisations ouvrières dissoutes (44) par les tenants du corporatisme.

A toutes ces attaques, les populistes ripostèrent en affirmant que le régime politique établi en 1934 avait eu pour but essentiel le maintien et la protection de la démocratie. Ils réfutèrent l'idée que la constitution de 1934 ait eu un caractère dictatorial; à leur avis, elle offrait au contraire "toutes les garanties contre un abus de pouvoir" (45). Ils s'efforcèrent également de montrer que Dollfuß n'avait eu d'autre intention que de sauver la démocratie et que la modification constitutionnelle qu'il avait effectuée devait servir à la rétablir (46). Toutefois, certains populistes reconnaissaient le fait que la démocratie avait été éliminée, sans toutefois le regretter. Karl Gruber écrivait en novembre 1945:

"Il est erroné de parler d'une crise de la démocratie en 1934. Dès 1933, toute personne intelligente devait comprendre que ... l'époque de la démocratie était révolue." (47)

S'appuyant sur le fait que l'Autriche avait été menacée par un encerclement des puissances fascistes, Gruber légitimait pleinement l'élimination de la démocratie en montrant le caractère inéluctable de la décision de Dollfuß. Il existait donc, après la guerre, des conservateurs qui continuaient à défendre le régime austrofasciste et dont la conscience démocratique continuait à être très vacillante.

Les populistes montrèrent une très grande unité de jugement en affirmant que la forme de gouvernement "autoritaire" qu'avait constitué le régime corporatif n'avait été conçue que comme "phénomène transitoire" (48) qui devait mener à l'ordre corporatif. En adoptant cette stratégie, les populistes voulaient démontrer que, si le régime corporatif avait été

autoritaire, ce cours politique n'avait été que provisoire. De là, il n'y avait d'ailleurs qu'un pas pour prouver que ce régime devait ramener à la démocratie, et les populistes n'hésitèrent pas à le franchir.

Nombreux étaient ceux dans ce camp qui pensaient que "la constitution de 1934... constituait une tentative intéressante pour installer, à la place de la démocratie traditionnelle des partis, une démocratie corporative dont les organes devaient émaner d'élections organisées sur une large base" (49). Personne d'autre que le secrétaire général du parti populiste, Felix Hurdes, n'affirmait d'ailleurs en 1945 que le régime avait eu "l'intention d'élire les corps représentatifs prévus dans l'Etat corporatif, et ceci selon un mode démocratique" (50). L'intention populiste était claire: montrer que le régime établi par Dollfuß et maintenu par Schuschnigg avait eu des visées démocratiques. Immédiatement après la guerre, les conservateurs autrichiens voulaient à tout prix montrer que, si les responsables du régime de 1934-1938 n'avaient pas organisés d'élections démocratiques, c'était parce que l'invasion nazie de mars 1938 les en avait empêchés. Cette théorie qui souligne les aspects "démocratiques" du régime austrofasciste a ses prolongements jusqu'à nos jours puisque l'ancien vice-chancelier Fritz Bock mettait encore en valeur en 1983, soit cinquante ans après les événements tragiques de 1933-34, le fait que le régime mis en place n'avait pas été fasciste et que la législation avait été confiée aux mains de quatre corps législatifs (51), réfutant totalement le terme "d'austrofascisme". Le parti populiste s'efforce toujours de démontrer le caractère démocratique du régime corporatif que

celui-ci n'a jamais eu.

5.5. Nécessité d'une réforme constitutionnelle.

Afin de justifier le régime austrofasciste, les populistes firent en 1945 la même analyse de la vie parlementaire que celle qu'avaient faite les chrétiens-sociaux dans les années 33/34, sans jamais se démarquer par rapport aux pratiques antiparlementaires de leurs prédécesseurs. De nombreuses formulations utilisées par les populistes rappelaient d'ailleurs étrangement celles qui avaient eu cours dans leur camp sous la Première République.

Tout comme les chrétiens-sociaux dans l'entre-deux-guerres, les populistes s'en prirent essentiellement au Parlement comme symbole de tous les maux des années 20 et 30. Pour ce faire, ils partaient, ainsi que l'avaient fait les chrétiens-sociaux, du fait que la constitution autrichienne exigeait une majorité des deux tiers pour l'adoption de lois importantes, ce qui nécessitait l'apport des voix sociales-démocrates. En indiquant que ceci ne s'était jamais produit, les populistes démontraient que "la capacité de fonctionnement du Parlement avait souvent été très diminuée" (52), ce qui, selon eux, avait nui à l'image de marque du Parlement et rendu cette forme de parlementarisme très impopulaire, allant jusqu'à la qualifier a posteriori de "spectacle très impopulaire" (53). Toujours selon les populistes, le Parlement était devenu pour cette raison incapable de prendre aucune décision importante et

le gouvernement qui ne disposait alors que d'une très faible majorité, aurait été en danger de pouvoir être renversé à tout moment (54).

Les populistes reprirent en 1945 la même phraséologie que les responsables du régime austrofasciste à propos des événements parlementaires du 4 mars 1933 (55), les désignant sous le terme "d'auto-élimination du Parlement" (56). Cette expression leur permettait de ne pas évoquer la responsabilité de leur propre camp politique dans ces événements et de renvoyer les causes au Parlement lui-même. Dans cette optique, le "non-fonctionnement" du Parlement était de sa propre faute, et le gouvernement se voyait blanchi. F.Funder, en 1933 rédacteur en chef du quotidien chrétien-social "Die Reichspost" écrivait ainsi en 1945 que "le Parlement avait abdiqué" (57) devant la menace exercée par une puissance étrangère. Pour lui aussi, le gouvernement avait donc été pour rien dans cette affaire. Il ne se gêna pas alors pour écrire également au sujet de l'abandon des moyens de gouvernement démocratiques que "les instruments politiques du vieil état n'étaient plus utilisables" pour régler les problèmes de l'heure (58). Il évoqua alors les visées de Dollfuß en matière de Parlement, non afin de les condamner, mais au contraire d'en prouver le bien-fondé: son but avait été le Parlement corporatif et démocratique (59). Ceci impliquait ainsi qu'en 1945 F. Funder continuait à croire en la justesse des conceptions de Dollfuß. Son attitude s'explique sans doute par le fait qu'il voyait dans cette nouvelle forme parlementaire "l'appel de l'esprit fraternel chrétien" en même temps que le dépassement de "l'esprit de classe".

5.6. Défense de l'indépendance de l'Autriche.

En 1945, la majorité des responsables populistes s'accordait pour mettre en rapport l'instauration, en 1933/34, du régime austrofasciste d'une part et le maintien de l'indépendance autrichienne de l'autre. Faisant allusion à la lutte des austrofascistes contre le danger nazi, W. Adam déclarait de manière emphatique qu'il s'était agi de "l'être ou du non-être" de l'Autriche (60), sans doute dans le but de camoufler les aspects fascistes du régime corporatif au profit d'un patriotisme militant. Le parti populiste dont l'un des principaux thèmes idéologiques était l'encouragement du patriotisme autrichien, soulignait en 1945, et cela va de soi, les aspects "patriotiques" de l'austrofascisme afin d'en donner une image positive. Ainsi V. Schumy soulignait-il le fait que "seul ce système (corporatif) avait été en mesure de protéger la liberté et l'autodétermination de l'Autriche" (61), ce qui revenait à affirmer que le régime démocratique de l'Autriche de 1918 à 1933 n'avait pas été capable de défendre l'indépendance du pays, tout en taisant bien sûr le fait que le régime austrofasciste, en s'engageant en 1936 dans la "voie allemande", avait entrouvert les portes à l'envahisseur nazi.

Enfin, dernier point qui semble tout à fait actuel encore aujourd'hui puisque le parti populiste continue à avoir dans sa salle de réunion du Parlement la photo de Dollfuß, la mystification de ce dernier par les populistes comme patriote

autrichien. Cet aspect semble avoir dominé tous les autres au point de les faire oublier. Alfred Missong fut le premier responsable de l'héroïsation du chancelier-martyr; après avoir mis en balance deux alternatives (maintien du parlementarisme et perte de l'indépendance autrichienne, ou renoncement au dit parlementarisme et défense de l'Autriche face aux attaques nazies), il concluait: "Le fanatique patriote qu'était Dollfuß vaincut Dollfuß le démocrate!" (62) comme si le patriotisme du chancelier devait excuser tous les aspects négatifs de sa politique.

Si l'on essaie de faire le bilan des liens qui existent entre le parti chrétien-social et le parti populiste à propos de l'austrofascisme, on s'aperçoit que ce camp politique fit constamment, avant comme après la guerre, la même analyse des événements qui se produisirent entre 1933 et 1938. Les responsabilités relatives à certaines "déviation" furent attribuées aux mêmes groupes politiques. Les alliances contractées avec d'autres formations, comme par exemple les Heimwehren, furent justifiées et la réforme constitutionnelle approuvée. Il n'y eut de la part des populistes ni condamnation ni distanciation à l'égard de l'austrofascisme. Certains s'aventurèrent même à affirmer que la constitution de 1934 avait signifié un "anoblissement de la vie constitutionnelle" (63). Les populistes s'accordèrent en 1945 pour dire qu'il ne fallait pas reproduire l'idéologie corporative car elle avait mauvaise presse, sans toutefois la rejeter officiellement. Si le parti revint aux conceptions de la démocratie parlementaire, son organisation resta néanmoins fort imprégnée par les modèles corporatifs.

CHAPITRE 6

LE CAMP CONSERVATEUR

FACE AU NATIONAL-SOCIALISME

Analyser les rapports entre les partis conservateurs autrichiens d'une part et le phénomène national-socialiste de l'autre suppose que l'on ne perde jamais de vue l'élément essentiel du problème, à savoir quel était le principal ennemi du camp conservateur autrichien. L'attitude politique et tactique de la droite autrichienne vis-à-vis du national-socialisme a sans cesse dépendu de la réponse donnée à cette question. Celle-ci fut très simple: l'ennemi numéro un, c'était le marxisme. Tous les moyens, toutes les alliances furent officieusement justifiés au nom de la lutte contre les "rouges", mais seulement dans la mesure où l'équilibre des forces au sein de l'alliance antimarxiste ne basculait pas au désavantage des chrétiens-sociaux ou, après la Seconde Guerre, des populistes. Chaque fois qu'un danger est apparu, ceux-ci essayèrent de bloquer le processus. Sous la Première République, les chrétiens-sociaux cherchèrent à rassembler tous les groupements politiques susceptibles de les soutenir dans

leur lutte antimarxiste. Ils furent confrontés au problème d'un mouvement national-socialiste avec lequel ils n'avaient pas toujours les mêmes affinités idéologiques mais qui pouvait leur être utile sur le plan tactique. C'est à ce niveau que se situent les rapports entre chrétiens-sociaux et nazis. Pour les populistes de la fin des années 40, bien que la situation fût totalement différente du fait de l'interdiction du parti national-socialiste, il leur restait à résoudre le problème de la présence des anciens nazis dans la vie politique autrichienne. Pour eux aussi, il existait un antagonisme certain entre leur idéologie et celle des nazis, antagonisme qui se trouvait toutefois contrebalancé par la nécessité de recueillir un maximum de voix nazies lors des élections. Les rapports entre ces deux familles politiques sont ainsi caractérisés par un tiraillement entre deux pôles: la coopération et l'opposition.

6.1. Chrétiens-sociaux et national-socialisme.

Pour le parti chrétien-social, le national-socialisme fut une force nouvelle vis-à-vis de laquelle il eut quelque peine à prendre position. Sur le plan tactique, le parti national-socialiste se fixait un certain nombre de buts qui pouvaient faire de lui un allié objectif des chrétiens-sociaux. Car la lutte antimarxiste qu'entendaient mener les conservateurs autrichiens nécessitait un apport de forces nouvelles. N'oublions pas que, dans les années 20 et 30, les

chrétiens-sociaux avaient besoin de forces d'appoint pour se maintenir au pouvoir. Les petites formations politiques de droite qui constituaient ces forces n'étaient sûres ni quant à leurs succès électoraux ni quant à leur fidélité à l'égard des chrétiens-sociaux. Dans ces conditions, ces derniers eurent tendance à se chercher constamment de nouveaux alliés pour élargir leur marge de jeu politique. Le parti national-socialiste pouvait éventuellement en être un. Et pourtant, au fur et à mesure que ce parti dévoila son idéologie, les chrétiens-sociaux s'aperçurent qu'il existait entre eux des antagonismes quasi irréductibles (1).

En fait, ce furent plus les nationaux-socialistes qui cherchèrent à faire alliance avec les chrétiens-sociaux que l'inverse. Leur ascension sur la scène politique autrichienne fut rapide. Ils commencèrent à gagner du terrain lors des élections régionales de 1932. Ces résultats positifs les encouragèrent à être encore plus présents en Autriche, incitèrent toutefois certains milieux catholiques à prendre position contre le national-socialisme. Ainsi Mgr. Gföllner, évêque de Linz, déclara-t-il qu'il était "impossible d'être à la fois bon catholique et véritable national-socialiste"(2), lançant ainsi un appel aux catholiques à garder leurs distances vis-à-vis de ce mouvement. Pour soutenir son argumentation, il invoquait l'attitude des nationaux-socialistes à l'égard de l'Eglise catholique et l'antisémitisme racial qu'il dénonçait comme incompatibles avec la foi catholique.

Les catholiques innsbruckois ne tinrent visiblement pas compte de cet avertissement lors des élections de leur conseil municipal le 23 avril 1933; 40 % de la population de cette

ville donna ses suffrages au N.S.D.A.P. qui devenait ainsi le parti le plus important de ce conseil. De toute évidence, nombre d'électeurs chrétiens-sociaux lui avaient donné leurs voix. Ce succès considérable du N.S.D.A.P. ne pouvait que l'inciter à réclamer sa part de responsabilités dans l'Etat.

En fait, avant ces élections, Dollfuß avait déjà fait savoir au comité directeur de son parti que "Göring avait l'intention de lui dire que chrétiens-sociaux et nazis devaient faire cause commune et organiser de nouvelles élections" (3). En outre, Göring exigeait que Dollfuß lâchât ses deux petits partenaires de coalition, le Landbund et le Heimatblock, pour faire alliance avec le N.S.D.A.P.. Vaugoin, chef du parti chrétien-social, lui objecta qu ce type de proposition ne serait pas honoré par les électeurs et fit connaître sa détermination de lutter contre les nazis avec la même obstination que celle que son parti opposait aux sociaux-démocrates. Dollfuß passa outre à ces objections de Vaugoin et entama des conversations avec Theo Habicht, représentant des nazis en Autriche, entre le 1er et le 3 mai 1933. Celles-ci échouèrent. Cet échec fut-il dû, comme l'écrit Gerhard Jagschitz, au fait que les nazis exigeaient de nouvelles élections ainsi qu'à leur volonté d'occuper un nombre disproportionné de postes ministériels (4)? Cette hypothèse est possible; elle ne saurait toutefois faire oublier les débats qui eurent lieu au sein du comité directeur du parti chrétien-social et dont se dégagait une opinion unanimement hostile à toute concession faite aux nazis (5), Dollfuß se contenta de présenter les résultats de ses conversations avec Habicht; les réponses des divers intervenants se traduisirent par des refus

catégoriques, non seulement pour les raisons précédemment citées, mais aussi et surtout pour des motifs idéologiques.

Le 26 mai 1933, le parti communiste autrichien fut interdit. A partir de ce moment-là, le journal chrétien-social "Christliche Arbeiter-Zeitung" réclama également l'interdiction du parti national-socialiste. Mais le gouvernement hésitait encore à franchir ce pas. Avant d'en arriver là, il commença le 15 mai 1933 par expulser Hans Frank, commissaire du Reich, puis le 13 juin suivant, Theo Habicht (6). Pendant ce temps, les nazis usèrent de la violence pour parvenir à leurs fins, organisant de nombreux attentats.

Le gouvernement essentiellement chrétien-social se décida enfin à agir énergiquement après la mort d'un jeune gymnaste appartenant aux "Christlichdeutsche Turner", mort provoquée par une grenade nazie (7). En réponse à cet acte, le parti national-socialiste fut interdit le 19 juin 1933 (8); interdit, certes, mais pas liquidé. Car le parti continua à vivre, financé et soutenu par le parti frère allemand. Cette interdiction ne put d'ailleurs empêcher qu'un émetteur radio nazi ne deversât sa propagande sur l'Autriche et que des avions vinssent lâcher des tracts sur le pays. Les nazis voulaient forcer les chrétiens-sociaux à collaborer. Ils y réussirent en partie puisque Schuschnigg alla demander à Rudolf Hess de considérer le problème nazi comme une affaire strictement autrichienne (9).

Par la suite, les chrétiens-sociaux, conscients de leur situation de dépendance tant vis-à-vis de Rome que de Berlin, choisirent de parlementer directement avec le Reich en se mettant en contact avec Hitler. Ce que le gouvernement

autrichien souhaitait, ce n'était plus la lutte inconditionnelle contre les mouvements nazis comme il l'avait prôné jusqu'à ce moment-là, mais la négociation. A la fin de 1933 et au début de 1934, les chrétiens-sociaux comprirent que le national-socialisme représentait un véritable danger pour l'existence de l'Etat autrichien. S'ils n'obtenaient pas une trêve, l'Autriche serait la proie du Reich. D'où les tentatives de conciliation qu'ils essayèrent de faire au cours de cette période.

Si les milieux chrétiens-sociaux siégeant au gouvernement réclamaient la signature d'un compromis avec les nationaux-socialistes, cette attitude ne faisait pas l'unanimité du parti. Dans sa grande majorité, le mouvement ouvrier chrétien était contre toute ouverture en direction du national-socialisme. Ainsi Kunschak déclarait-il le 9 février 1934 devant le conseil municipal de Vienne:

"L'ennemi de notre ville, de notre patrie et de son propre développement ancré dans l'histoire comme mission allemande, c'est la dégénérescence de l'esprit allemand en national-socialisme. S'y opposer, influencer de manière constructive l'âme du peuple et lui garantir les conditions économiques de la vie, voilà la voie qui nous est dictée par l'impératif de l'heure." (10)

La position de Kunschak était claire: il condamnait le national-socialisme considéré comme "dégénérescence de l'esprit allemand". Ce que Kunschak désavouait, ce n'était pas "l'esprit allemand", donc le nationalisme allemand, (il évoquait d'ailleurs dans ce même passage la "mission allemande" de l'Autriche), mais sa "dégénérescence". Le national-socialisme

était vu comme un sous-produit tout à fait regrettable du nationalisme. Pour Kunschak, il n'y avait qu'une seule voie, celle de la lutte contre le national-socialisme. Cette attitude fut maintenue de manière conséquente par le mouvement ouvrier chrétien qui fut pratiquement le seul à rester ferme dans son refus d'ouverture aux nationaux-socialistes.

L'impossibilité pour les chrétiens-sociaux de trouver un *modus vivendi* avec les nationaux-socialistes les entraîna à s'opposer plus directement à ce mouvement. Le 18 janvier 1934, le gouvernement autrichien protesta auprès du Reich à propos du soutien massif que celui-ci accordait aux nazis autrichiens; cette note de protestation fut d'ailleurs communiquée au président de la Société des Nations (11). Parallèlement, les attentats et les troubles provoqués par les nationaux-socialistes redoublaient de violence. En réaction à ce phénomène, les chrétiens-sociaux réunirent quelques cent milles paysans pour manifester contre ces agissements. Dans la résolution lue au cours de cette manifestation, il était dit que :

"Les méthodes barbares de l'agitation nationale-socialiste recevront dans les tous prochains jours la réponse de la poigne des paysans. Ceux-ci veulent la paix; mais ils ont toujours su échanger la charrue contre l'épée chaque fois que leur chef les y appelait." (12)

Les paysans ne mirent pas leurs menaces à exécution et n'entreprirent aucune action armée contre les nationaux-socialistes comme ils l'avaient annoncé. L'absence de réaction de leur part, tout comme de la part des autres composantes du camp chrétien-social, encouragea les nazis à utiliser avec

encore plus de virulence les méthodes dénoncées par les paysans autrichiens. En mai et juin 1934, ils firent déferler sur l'Autriche une nouvelle vague de terreur à laquelle le gouvernement autrichien répondit par des arrestations et des internements de nazis. Mais ces mesures ne pouvaient suffire pour endiguer la marée brune.

Le point culminant de l'agitation nazie en Autriche fut la tentative de putsch du 25 juillet 1934 au cours de laquelle le chancelier Dollfuß fut assassiné. Vu que le gouvernement refusait avec de plus en plus de détermination de négocier avec eux, ils choisirent la force pour parvenir à leurs fins. Cette tentative de putsch échoua. Toute réelle possibilité d'entente entre les responsables de l'austrofascisme et les nazis fut dès lors exclue. Hitler pria d'ailleurs ses partisans de mettre un frein à leurs actions.

Les rapports entre les ex-dirigeants du parti chrétien-social et le parti national-socialiste furent marqués par le fait que les premiers firent de plus en plus de concessions aux seconds. Cela commença le 11 juillet 1936 lors de la signature du "Gentlemen's agreement" entre les gouvernements. Les anciens chrétiens-sociaux permettaient aux nationaux-socialistes d'avoir des activités politiques légales en Autriche. A partir de ce moment-là, toute résistance de leur part fut vaine. Certes, le journal "Österreichische Arbeiter-Zeitung" écrivait bien lors du premier anniversaire du "Gentlemen's agreement" que "le national-socialisme sur le sol autrichien signifiait hostilité à l'égard de l'Etat et trahison envers la patrie parce qu'il impliquait la dissolution de l'Etat autrichien" (13). Mais ce désaveu du national-socialisme n'était plus qu'un

acte verbal car, en réalité, les nazis étaient déjà bien implantés dans l'appareil de l'Etat autrichien. L'opposition de Schuschnigg en mars 1938 était perdue d'avance.

6.2. Populistes et national-socialisme.

La question des rapports entre populistes et nationaux-socialistes se posa de façon assez différente. En effet, le gouvernement provisoire autrichien avait interdit le parti national-socialiste dès le 8 mai 1945. Le parti populiste n'avait pas à prendre position pour ou contre le parti nazi, mais seulement à l'égard d'individus qui avaient appartenu à ce parti.

L'attitude populiste face à ce problème connut deux phases différentes: la première caractérisée par la dureté à l'égard des ex-nationaux-socialistes, la seconde par la volonté de se les concilier. En 1938, les chrétiens-sociaux avaient subi de la part des nationaux-socialistes le même sort que celui qui avait été réservé aux sociaux-démocrates; ils avaient connu les camps de concentration, la déportation et la mort. Dans ces conditions, la première réaction de leurs successeurs populistes fut de condamner sans appel tous ceux qui avaient appartenu au N.S.D.A.P.. Dans une première phase donc, les populistes refusèrent de faire des distinctions entre les différents degrés d'appartenance à ce parti. Leopold Figl déclarait ainsi en mai 1945:

"Nous sommes durs et justes. Dans cet Etat, il y a aussi beaucoup de gens qui, au cours des sept dernières années, ont

fait partie du N.S.D.A.P. parce qu'ils y étaient obligés pour ne pas perdre leur existence. Ils seront traités selon les dispositions de la loi relative aux nationaux-socialistes." (14)

Le même Figl restait sur cette ligne lorsqu'il écrivait le 26 juin 1945 dans "Neues Österreich" que "pour toute personne qui a reçu une formation ou occupé une fonction dans ce parti, il est sûr qu'elle n'est pas intègre... car nous avons suffisamment de bons Autrichiens méritants qui peuvent occuper les emplois publics." (15)

Figl n'était pas le seul parmi les populistes à adopter une telle attitude. Weinberger, responsable de la branche ouvrière du parti populiste et alors sous-secrétaire d'Etat, allait dans le même sens lorsqu'il exigeait "la punition la plus sévère qui soit de tous ceux qui étaient vraiment coupables ainsi que la garantie absolue qu'aucun des petits sympathisants qui n'intéressent pas en général ne soit présenté dans l'opinion publique autrichienne". Et enfin, pour compléter le tour d'horizon populiste, Felix Hurdes réclamait que "la loi sur les criminels de guerre entrât le plus tôt possible en vigueur en Autriche" (16).

Telle était l'attitude populiste après la libération de l'Autriche par les Alliés en 1945. Les populistes voulaient punir et non pardonner les crimes que les nazis avaient commis à leur égard. La pitié était absente de leurs discours; l'esprit revanchard prédominait. On voulait se venger des horreurs commises pendant la guerre. Les réactions affectives prévalaient encore sur les considérations tactiques; les souvenirs des camps de concentration étaient encore trop

vivants pour que l'on pût si vite les ignorer. En outre, les populistes ne se doutaient pas que le nombre des adhérents et des sympathisants du N.S.D.A.P. était aussi élevé que la réalité ne le révéla par la suite; mais lorsqu'ils en furent informés, leur discours changea de ton. En effet, les anciens nazis n'allaient pas simplement être considérés comme les représentants d'une idéologie condamnable, ils étaient aussi des électeurs en puissance. Leur parti interdit, ils allaient reporter leurs voix sur les formations politiques autorisées. Pour chacune d'elles, il s'agissait de leur faire la meilleure impression possible afin de gagner un maximum de leurs voix.

Les populistes éprouvaient bien un certain nombre de ressentiments à l'égard des anciens nazis, mais n'oublions pas que leur parti était à cette époque le seul groupement politique de droite autorisé par les Alliés. Ses responsables pouvaient ainsi compter sans aucun doute qu'une bonne partie des voix nazies était susceptible de leur revenir. D'où les efforts qu'ils firent dès l'été 1945 pour adopter des positions plutôt conciliantes envers les anciens nazis. La volonté déterminée d'éliminer tous ceux qui avaient, de près ou de loin, joué un rôle sous le régime national-socialiste perdit peu à peu de sa fermeté de ton. Dès août 1945, on pouvait lire dans une brochure populiste:

"L'Ö.V.P. sait que des milliers de gens se sont précipités vers le national-socialisme du fait d'une certaine confusion de pensée, par manque de compréhension et éventuellement sous la pression des événements. Vous qui regrettez en partie de vous être trouvés en contact avec lui (le national-socialisme), devez, si vous êtes de bonne volonté, retrouver le chemin de la

patrie et de la coopération." (17)

Dès lors, l'attitude populiste ne fut plus aussi catégorique qu'elle l'avait été auparavant. Il n'était plus question de châtement impitoyable des anciens nazis. Une nouvelle théorie prévalait dans l'Ö.V.P.. Subitement, d'après ces déclarations, le passé idéologique et politique des anciens nazis n'intéressait plus personne. L'important, c'était de savoir s'ils regrettaient leur passé et, lorsque c'était le cas, s'ils acceptaient de se réintégrer dans le nouvel Etat autrichien. Si les accusés répondaient par l'affirmative à ces questions, la réintégration immédiate dans la vie politique de la Seconde République leur était promise par les populistes. On voit par quels raisonnements

simplistes ceux-ci voulaient ramener les nazis dans les circuits politiques normaux. En effet, en 1945, alors que l'on parlait beaucoup de dénazification et que le N.S.D.A.P. était officiellement interdit, il n'était pas difficile pour les anciens nazis qui souhaitaient "rentrer dans les rangs" de dire qu'ils regrettaient leur passé et qu'ils voulaient participer à la reconstruction de l'Autriche sans pour autant abandonner réellement leur idéologie nationale-socialiste. Pour eux, si les propositions populistes devenaient réalité, cela devait signifier la réhabilitation. De même les populistes pouvaient-ils espérer de ces largesses qu'ils entendaient faire aux anciens nazis que ceux-ci leur accordent leurs voix lors des prochaines élections, car les populistes furent les seuls à faire de telles avances, socialistes et communistes étant partisans de leur infliger des peines sévères.

Certes, les populistes reconnaissaient qu'il était

nécessaire de faire des différences entre les divers degrés d'implication dans le régime nazi. Mais dans leurs jugements, ils entendaient se laisser officiellement guider par deux principes: la justice et l'amour (18). Indirectement, ils réglèrent leurs comptes avec les partis de gauche à qui ils reprochaient d'agir sous l'emprise de la haine. Car ils entendaient pardonner non pour recueillir les voix nazies (jamais un populiste ne se hasarda à formuler une telle affirmation), mais au nom de valeurs humanitaires et chrétiennes. Les populistes en déduisaient deux positions possibles à l'égard des nazis: "justice et expiation là où il y avait faute, compréhension et dialogue avec tous ceux qui avaient été membres du N.S.D.A.P. pour des raisons excusables et compréhensibles" (19). Deux remarques s'imposent alors: il existait des nazis en quelque sorte "excusables"; tous n'étaient pas condamnables, ce qui revenait à soutenir, en exagérant un peu, que les "petits poissons" n'avaient finalement fait de mal à personne; les raisons qui les avaient poussés à adhérer au national-socialisme étaient "compréhensibles". Le parti populiste admettait ainsi que l'on pût adhérer à un parti dont l'idéologie frôlait la barbarie sans se sentir gêné, et cela au nom de la survie personnelle. Seconde remarque: on voulait pardonner à tous ces gens sans savoir s'ils reniaient réellement ou non l'idéologie nationale-socialiste. Les populistes pensaient que la dénazification se ferait d'elle-même, ou bien ne souhaitaient pas réellement qu'elle se fît, sans s'apercevoir du danger que pouvait représenter l'infiltration de l'idéologie populiste par la pensée nazie (20). Telle était en tout cas la position

populiste en septembre 1945. C'est aussi celle que le parti populiste fit connaître lors des "Länderkonferenzen" de septembre et octobre 1945. Lors de la seconde "Länderkonferenz" qui eut lieu du 9 au 11 octobre 1945, l'Ö.V.P. réclama la reconnaissance du droit de vote pour tous ceux "qui avaient adhéré au N.S.D.A.P. sous le coup de la terreur et de la violence sans s'être jamais appropriés la pensée nationale-socialiste" (21). Cette "Länderkonferenz" ne tint pas compte de ces desiderata populistes dans sa décision finale; le droit de vote fut enlevé à tous les nazis répertoriés. Mais le parti populiste n'entendait pas en rester là. Suite à cette décision, Karl Gruber, l'un de ses représentants qui s'était le plus engagé au cours de l'été 1945 pour la punition impitoyable des nazis, lut la résolution suivante qui avait été adoptée par son parti:

"L'Ö.V.P. salue le fait que le droit de vote soit enlevé à tous les adversaires d'une Autriche libre, démocratique et indépendante. Mais l'Ö.V.P. pense aussi qu'il faut permettre de coopérer à tous ceux qui se situent sans réserve sur le terrain de la nouvelle Autriche." (22)

En adoptant cette attitude, les populistes considéraient dès le départ que les anciens nazis retrouveraient bientôt le droit de vote et que la grande majorité serait assez intelligente pour tout au moins feindre une volonté de participer à la reconstruction de l'Autriche, ce qui constituerait pour eux un vaste réservoir électoral. Dans un jugement nuancé qu'il portait sur le parti populiste, le communiste Ernst Fischer faisait d'ailleurs allusion, en 1948, au fait que certains hauts responsables de ce parti avaient

encore bien des liens avec l'idéologie nazie (23).

Alors que la direction du parti se comportait officiellement de manière tout à fait neutre à l'égard des anciens nazis, certaines personnalités populistes de second plan multipliaient les contacts avec ce camp afin de gagner ses partisans à leur propre cause. Parmi elles, il convient de citer le nom d'Alfred Maleta, futur président du Conseil national, qui fut l'un des principaux initiateurs de ces contacts. C'est lui qui, l'un des premiers, se rendit au camp de Glasenbach dans lequel étaient internés de nombreux nazis. Sa réflexion sur ce problème était simple: la concentration de nazis dans un camp d'internement n'aidait pas à faire disparaître l'idéologie nationale-socialiste, mais au contraire à la perpétuer. Selon Maleta, les anciens nazis avaient ainsi la possibilité dans ce camp de repenser l'idéologie et l'organisation de leur parti et de le remettre en scène après leur mise en liberté. Afin d'éviter cette situation, Maleta proposait officiellement de réintégrer les nazis dans l'Etat par une "politique de réconciliation" à long terme (24). Ce n'est pas cette volonté de "réconciliation" qu'il faut mettre en cause chez Maleta, mais la manière dont celle-ci pouvait s'effectuer. Car encore une fois, Maleta parlait de "réconciliation" et non de "dénazification". Les nazis se seraient réintégrés dans la vie politique autrichienne sans avoir abandonné leur idéologie. Si l'Ö.V.P. cherchait à se les concilier, il était obligé de leur faire des concessions et d'accepter certains de leurs points de vue. Mais de tels arguments ne furent bien sûr jamais ouvertement formulés par les populistes favorables à cette solution.

Les conversations qui furent menées à Oberweis ne devaient être que la prolongation, à un niveau plus large, de celles de Glasenbach. Elles eurent lieu encore une fois sur l'initiative d'Alfred Maleta. Celui-ci organisa dans sa propriété d'Oberweis (petit village de Haute-Autriche) une rencontre entre des représentants des anciens nazis et certains dirigeants du parti populiste. Avant même de porter tout jugement sur cette rencontre, il convient d'en souligner le caractère bien peu innocent. Que pouvaient espérer les populistes de cette rencontre sans faire d'importantes concessions aux nazis? Toujours selon Maleta, ces conversations n'avaient nullement pour but de sceller une alliance entre le camp national-socialiste et les populistes. Les considérations de ces derniers étaient, affirmait-il, d'un autre ordre. Il convient de signaler que les Alliés venaient d'autoriser la formation d'un nouveau parti politique, "l'Union des Indépendants" (V.d.U.) (25). Celui-ci devait s'adresser officiellement aux électeurs libéraux, mais en réalité, il devait servir à regrouper les anciens nationaux-socialistes. La rencontre d'Oberweis aurait ainsi eu, selon Maleta, deux objectifs essentiels: premièrement éviter que l'Union des Indépendants ne remportât trop de suffrages aux élections de 1949 car une trop forte poussée de ce parti aurait indubitablement signifié pour les populistes la perte de la majorité absolue (26); deuxièmement, faire en sorte que le nouveau parti ne se donnât pas un programme néofasciste radical (27). Ces explications fournies par Alfred Maleta sont tout à fait plausibles, ne recouvrent cependant sans doute qu'une partie de la réalité de ces conversations. Dans la revue

communiste "Weg und Ziel", Franz West était d'avis que ces pourparlers n'avaient pas seulement pour objectif de gagner des voix, mais plutôt de former, avec les anciens criminels de guerre, un "front conservateur unifié et fort" (28), ce qui jette une lumière assez différente sur la nature de ces discussions. West ajoute toutefois que les anciens nazis furent peu réceptifs à l'égard de cette argumentation, étant plutôt désireux de fonder un nouveau parti néonazi (29).

Lorsque l'existence de ces négociations fut révélée, en particulier par la presse socialiste, elles se présentèrent sous un autre jour. Selon un article du "Kurier" daté du 19 juin 1949, les nazis promettaient aux populistes quelques sept cents milles voix en échange de vingt-cinq mandats parlementaires (30). La divulgation de ces conversations jusqu'alors restées secrètes les fit échouer. Les populistes démentirent évidemment la véracité de cette déclaration, mais cette tâche était facile puisque la négociation avait été interrompue avant son terme. Qui sait ce qui en serait ressorti si celle-ci avait pu se dérouler sans encombres? On peut toutefois affirmer avec une assez grande certitude qu'il y avait bien eu négociation entre les deux parties en présence, et celle-ci remontait à une initiative populiste. Elle fut interrompue par la vigilance des autres forces démocratiques. Ce fut la crainte d'un scandale politique à l'échelon international qui empêcha le parti populiste de poursuivre son action dans cette direction.

6.3. Convergences et divergences avec l'idéologie nationale-socialiste.

La pragmatique dictait aux conservateurs de "s'arranger" avec le national-socialisme; aussi allons-nous maintenant analyser les convergences et les divergences idéologiques qui existaient entre ces deux camps. Il convient toutefois de souligner que le camp conservateur, que ce soit avant, pendant ou après le passage du national-socialisme au pouvoir, ne mena pas de véritable réflexion approfondie sur cette idéologie. Dans de nombreuses déclarations, les conservateurs s'y disaient hostiles sans réellement définir les critères qui les en séparaient. Jamais la frontière qui les délimitait l'un par rapport à l'autre ne fut aussi précise que celle tracée par rapport au marxisme vis-à-vis duquel on avait défini des limites rigoureuses. Cette absence, ou du moins ce manque de critique du national-socialisme laissent-ils penser que la frontière entre les deux camps était mobile et franchissable? Si la preuve formelle de cette hypothèse n'existe pas, bien des indices pragmatiques donnent néanmoins lieu de le supposer.

6.3.1. Sur le problème racial.

L'un des traits essentiels du national-socialisme était l'existence d'une idéologie et d'une politique raciale. Nous ne développerons pas ici les théories raciales du national-socialisme; nous en rappellerons simplement deux points

principaux: l'affirmation du primat de la race germanique et, conséquence directe de cette position, l'antisémitisme racial. Si nous évoquons ces deux thèmes, c'est parce qu'ils heurtèrent la conscience du camp conservateur autrichien. Certes, l'antisémitisme était l'une des composantes fondamentales du catholicisme politique autrichien. Mais à la différence du national-socialisme, le mouvement chrétien-social se disait antisémite seulement à cause du rôle prépondérant que les juifs jouaient dans les domaines politiques et culturels, alors que le national-socialisme envisageait le problème sous son aspect racial. Dans la conception chrétienne-sociale, les juifs étaient bannis parce qu'ils faisaient passer les intérêts économiques qu'ils défendaient bien avant le respect de certains principes comme celui de l'amour du prochain; toutefois, les juifs n'étaient pas rejetés en tant que peuple ou race.

Ainsi, dans sa lettre pastorale du 21 janvier 1933, Mgr. Gföllner, évêque de Linz, faisait la différence entre le "peuple élu de Dieu", c'est-à-dire les Juifs restés fidèles à la religion de leurs pères, et "l'esprit juif mondial international", soit les Juifs non religieux. Alors que, selon lui, les premiers avaient droit au respect de la communauté chrétienne, les seconds, parce qu'ils "exerçaient une influence nuisible dans presque tous les domaines de la vie culturelle moderne", devaient être combattus sans merci:

"Combattre et briser cette influence nuisible des Juifs n'est pas seulement le bon droit, mais aussi le strict devoir de tout bon chrétien." (31)

Et il ajoutait:

"L'époque moderne n'a plus besoin d'expulser les Juifs, mais elle devrait ériger dans la législation et dans l'administration un fort rempart contre les ordures intellectuelles et le déluge d'immoralités qui, principalement répandus par les Juifs, risquent d'inonder le monde." (32)

Une telle affirmation anticipait dès 1933 ce que les nazis réalisèrent en 1935 en Allemagne en promulguant les lois de Nuremberg. A ce niveau, les convergences entre les idéologies chrétiennes-sociales et nazies étaient frappantes. Toutefois, les austrofascistes n'allaient pas aussi loin que les nazis. Car leur idéologie refusait l'idée d'un antisémitisme racial. Mgr. Gföllner s'élevait catégoriquement contre cette doctrine. "Mépriser, haïr et pourchasser le peuple juif seulement à cause de ses origines est inhumain et anti-chrétien." (33) Cette prise de position ne pouvait être plus claire et n'était rien d'autre qu'une réfutation de l'idéologie nationale-socialiste. Sur ce point, les deux idéologies étaient divergentes. Néanmoins, il convient de souligner qu'il s'agissait ici d'une pure querelle académique. Car éliminer les Juifs de la vie publique comme le souhaitaient les chrétiens-sociaux ne différait pas tellement de l'antisémitisme racial des nazis. La différence fondamentale réside toutefois dans le fait que les chrétiens-sociaux n'évoquèrent jamais la "solution finale" proposée par les nazis.

Second point de divergence entre les deux idéologies au niveau de la "race": les nazis pensaient que la "race germanique" devait dominer les autres. Les chrétiens-sociaux formulaient deux reproches à l'égard de cette théorie: premièrement, l'idéologie nationale-socialiste faisait de la

race une sorte de divinité qui prenait la place effective du Dieu chrétien, et les chrétiens-sociaux qui mettaient Dieu au sommet de leur pyramide sociale, ne pouvaient voir d'un bon oeil qu'on le détrônât pour le remplacer par une puissance païenne. Dans sa lettre pastorale, Mgr. Gföllner s'efforçait de réfuter la théorie raciale nazie. Partant de la prémisse selon laquelle "toutes les races et nations ne sont que des tribus et des ramifications (descendant d'Adam et Eve) qui naissent de la même racine", il en concluait que tous les êtres humains sont frères et que "la haine racial est indigne d'un chrétien". En rapport à la théorie nazie, il déduisait :

"Le point de vue racial du national-socialisme est incompatible avec le Christianisme et doit être rejeté avec fermeté." (34)

Vu les liens existant alors entre l'Eglise catholique d'Autriche et les chrétiens-sociaux, on peut considérer cette prise de position de Mgr. Gföllner comme celle à laquelle se tenait le parti chrétien-social.

De plus, les chrétiens-sociaux, bien que persuadés de leur mission spécifiquement allemande, ne s'identifiaient cependant pas

à la notion de "race germanique" prônée par les nazis. Pendant que les uns se qualifiaient comme l'essence même de la race, les autres voulaient être les "meilleurs Allemands"; les deux idéologies se trouvaient sur ce point en opposition, en concurrence, l'une et l'autre voulant représenter le "meilleur" de la culture allemande.

Mais au-delà de ces divergences, n'y avait-il pas sur les points évoqués diverses "convergences" imaginables sur le plan de la pratique? La lutte antisémite par exemple, même si

les fondements idéologiques en étaient différents, pouvait rapprocher deux mouvements qui, au fond, avaient en la matière le même objectif, à savoir l'élimination des Juifs.

Il serait vain de chercher une telle argumentation au niveau populiste. Le parti condamna le racisme du national-socialisme sans toutefois mener de débat approfondi sur ce thème. Les populistes condamnèrent le national-socialisme parce qu'ils en avaient été les victimes, mais sans envisager les motifs idéologiques réels qui les portaient à le faire.

6.3.2. Sur le thème de l'indépendance nationale.

Jusqu'à l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne en 1933, les chrétiens-sociaux ne considérèrent pas que ce mouvement politique était hostile à l'indépendance de leur pays. A leurs yeux, les nationaux-socialistes étaient, tout comme eux, des opposants du marxisme. Une alliance tactique avec eux était donc, suivant les chrétiens-sociaux, souhaitable si l'on voulait vaincre, voire éliminer les mouvements marxistes. Ce ne fut que plus tard, lorsque les nationaux-socialistes professèrent leur théorie du retour de l'Autriche dans le Reich, que les chrétiens-sociaux découvrirent les véritables visées de Hitler sur l'Autriche. Le parti chrétien-social ne mena pas de véritable débat sur les positions nationales-socialistes à l'égard de l'indépendance nationale autrichienne. Ce fut la propagande nazie répandue sur l'Autriche qui lui fit prendre conscience du fait que les nazis se donnaient pour objectif de faire disparaître l'Autriche de

la carte de l'Europe. Les réactions chrétiennes-sociales furent davantage marquées par l'incapacité de réagir face à cette situation que par une réflexion sérieuse sur le thème de l'identité nationale.

Toutefois, dès le printemps 1933, alors que la propagande anti-autrichienne répandue par les nazis s'intensifiait, les dirigeants du parti chrétien-social formulèrent certaines idées sur les rapports entre l'Allemagne et l'Autriche. A leur avis, l'Autriche n'était pas une "colonie" de l'Allemagne. Lors du congrès du parti chrétien-social de mai 1933, Schuschnigg affirmait :

"Il n'y a pas d'Autriche colonie (de l'Allemagne), jamais. "
(35).

L'une des raisons qui menèrent d'ailleurs à la création du Front patriotique était la volonté de réaliser l'unité des Autrichiens face au péril allemand. Il convient d'interpréter dans ce sens cette phrase de Dollfuß en date du 29 juin 1933 : "Nous voulons que le national-socialisme ne revienne jamais en Autriche sous sa forme actuelle et que de nouvelles forces nationales participent à la reconstruction de l'Etat autrichien." (36) Dollfuß faisait allusion au Front patriotique qu'il avait fondé quelques semaines auparavant et qui avait pour but de rassembler les forces nationales autrichiennes. Dans son esprit, le Front patriotique devait servir entre autres d'instrument de lutte contre le national-socialisme.

Dans son discours-programme du 11 septembre 1933, le chancelier reprit cette idée et, en signalant aux nazis que les Autrichiens "ne souhaitent rien d'autre que de pouvoir organiser leur propre maison dans le calme et la paix" (37),

leur fit savoir qu'il exigeait le respect de l'indépendance autrichienne.

L'assassinat de Dollfuß le 25 juillet 1934 fit comprendre aux chrétiens-sociaux que les nationaux-socialistes se donnaient pour seul but de faire disparaître l'Autriche; il ne put toutefois les décider à s'unir aux autres forces politiques autrichiennes qui continuaient d'exister dans l'illégalité, union qui aurait permis d'opposer au national-socialisme un front national commun. Les chrétiens-sociaux continuèrent à croire en la bonne volonté des nazis envers l'Autriche et s'engagèrent de façon crédule en signant le "Gentlemen's agreement" qui prévoyait "la reconnaissance de l'entière souveraineté de l'Etat fédéral autrichien" (38). Ils ne comprirent qu'en février 1938 les réelles intentions des nazis, alors que la souveraineté de leur pays était déjà plus que menacée; mais il était trop tard pour réagir.

Les positions populistes furent plus claires et plus précises: le parti populiste, qui se disait résolument autrichien, ne pouvait en aucun cas accepter une idéologie qui mettait en cause l'indépendance de l'Autriche. Et sur ce point, il ne put y avoir de similitude de vues avec le national-socialisme. Toutefois, les populistes étaient-ils réellement conscients de cet antagonisme lorsque, dans leur attitude à l'égard des nazis, ils offrirent dès 1945 la réintégration de tous ceux qui étaient disposés à participer à la reconstruction du pays sans exiger d'eux qu'ils prêtent le serment d'oublier l'idée d'un retour de l'Autriche dans le Reich?

Une chose semble assez sûre: les anciens nazis qui se réintégrèrent dans ce parti abandonnèrent réellement cette

idée. Les autres nazis, ceux qui conservèrent délibérément cette idéologie, trouvèrent refuge dans d'autres partis.

6.3.3. Querelles autour de la lutte antimarxiste.

Sous la Première République, le principal critère dont disposèrent, les chrétiens-sociaux pour conclure des alliances avec d'autres partis fut indubitablement l'antimarxisme. Il semble bien qu'ils aient été prêts à renoncer à nombre de leurs propositions pour se concilier les partis qui, comme eux, prônaient la lutte contre le marxisme. Le parti national-socialiste appartenait à ce type de formations politiques. Comme le parti chrétien-social, il considérait cette lutte comme l'une de ses tâches primordiales. Il y avait donc, objectivement, possibilité de convergence de vues entre ces deux partis. Et effectivement, les chrétiens-sociaux ne refusèrent pas pendant un certain temps l'idée de collaborer sur ce terrain avec les nazis. Ils pensaient que l'intégration de ces derniers dans un front antimarxiste, à condition qu'ils restent minoritaires au sein de ce front, ne pouvait que leur être profitable. L'ennemi numéro un étant aussi bien pour les chrétiens-sociaux que pour les nationaux-socialistes la social-démocratie, la collusion de ces deux partis en un seul front antimarxiste semblait pour les chrétiens-sociaux tout à fait acceptable.

Leur attitude changea toutefois lorsqu'ils s'aperçurent

du jeu des nazis. Ceux-ci entendaient combattre la social-démocratie, mais aussi le parti chrétien-social qui s'engageait trop à leur goût dans une voie autrichienne. Les chrétiens-sociaux soupçonnèrent rapidement les nazis de pactiser avec les sociaux-démocrates pour lutter contre eux et les accusèrent dès lors de chercher un terrain d'entente avec les sociaux-démocrates afin d'opposer un front commun au gouvernement. Les chrétiens-sociaux décidèrent alors de continuer à mener le combat contre la social-démocratie, mais aussi de l'engager contre les nationaux-socialistes.

La démarche populiste fut quasiment inverse. Après la guerre, les populistes se montrèrent franchement hostiles à toute idée de coopération avec les anciens nazis. Pour eux, tous ceux qui avaient été membres du N.S.D.A.P. étaient des criminels et il n'était par conséquent pas possible de leur tendre la main. Mais lorsque le nombre de ceux qui étaient concernés par la loi relative aux nationaux-socialistes fut connu, le parti populiste révisa son jugement. Tous ces citoyens privés de leurs droits civiques les retrouveraient en un temps déterminé. Il était pensable qu'ils conserveraient une attitude antimarxiste dans leurs intentions de vote. Il pouvait donc être tout à fait profitable pour l'Ö.V.P. de se les concilier. Le but de ce parti étant d'éviter une majorité socialo-communiste, il s'efforça de récupérer les voix des anciens nazis (39). Ceci fut l'un des sujets de conversation abordés à Glasenbach et à Oberweis. L'échec de ces négociations n'empêcha pas que l'idée d'une collaboration antimarxiste entre populistes et ex-nazis ait réellement existé.

6.3.4. Sur le rôle et la place de l'Eglise catholique.

L'un des points de divergence essentiels entre chrétiens-sociaux et nationaux-socialistes fut sans conteste la question de l'Eglise catholique. Le parti chrétien-social se voulait très ouvertement parti clérical, et donc défenseur de l'institution ecclésiastique catholique. Or, le national-socialisme n'éprouvait pas de sympathies particulières pour le Catholicisme; celui-ci était toléré, mais sans plus. En retour, les chrétiens-sociaux ne cachaient pas leur hostilité à l'égard de cette idéologie à cause de son opposition à l'Eglise catholique. Ce qu'ils ne pouvaient admettre dans cette idéologie, c'était l'idée de l'entière liberté et égalité des différentes confessions religieuses. Vu leur engagement manifeste en faveur de la foi catholique, ils considéraient le fait de tolérer une quelconque autre religion comme une menace pour la leur. Selon leurs conceptions, seule la religion catholique était en possession de la vérité et toutes les autres religions sans exception étaient synonymes d'erreur et de mal. Les mettre à égalité avec la religion catholique signifiait pour les chrétiens-sociaux confondre le bien et le mal (40).

En opposition aux religions établies, l'idéologie nationale-socialiste prônait en outre l'idée d'un "Christianisme positif" lié à aucune confession. Ce concept heurtait la conscience des chrétiens-sociaux qui refusaient catégoriquement cette théorie. Selon eux, celle-ci faisait du

Catholicisme un "Christianisme négatif", ce qu'ils ne pouvaient accepter. Ce "Christianisme positif" était vu par les chrétiens-sociaux comme une religion sans dogmes et donc contradictoire aux enseignements du Christ. A leur avis, seul le Catholicisme représentait au contraire le "Christianisme positif" en question (41).

Les chrétiens-sociaux soupçonnaient en outre le national-socialisme de vouloir créer une Eglise nationale totalement indépendante de Rome, fait qui allait absolument à l'encontre de leurs positions. A leur avis, il ne pouvait exister qu'une seule Eglise, et celle-ci ne pouvait être que catholique, et donc liée à Rome. Ils excluaient strictement l'idée d'une germanisation de la religion catholique, du moins dans le sens où l'entendait le national-socialisme.

6.3.5. Sur la notion de "parti politique".

Idéologies chrétienne-sociale et nationale-socialiste s'accordaient pour dénoncer l'effet maléfique des partis politiques et en réclamer l'interdiction. Toutefois, il existait entre elles une différence importante. Les chrétiens-sociaux liquidèrent les partis politiques, y compris le leur. Certes, ils créèrent bien le Front patriotique, celui-ci n'était toutefois pas conçu comme parti politique, mais comme organisation patriotique dans laquelle ne devait transparaître aucun élément politique. L'idéologie nationale-socialiste se situait sur ce point aux antipodes des positions chrétiennes-

sociales puisqu'elle prévoyait certes l'existence d'un seul parti, mais que ce parti était revêtu d'une valeur absolue. A l'opposé des conceptions chrétiennes-sociales, le parti unique avait dans l'idéologie nazie pour seule mission, avec ses nombreuses sous-organisations dans les domaines les plus divers, d'encadrer et de contrôler les individus jusque dans les moindres détails de leur vie quotidienne. Or, cette fonction d'encadrement et de contrôle n'était en aucun cas, dans l'idéologie chrétienne-sociale, du domaine d'un parti politique, mais de l'Eglise. Ainsi n'est-il sans doute pas erroné d'affirmer que le rôle attribué par le national-socialisme au parti politique était occupé dans la doctrine chrétienne-sociale par l'Eglise catholique, deux institutions concurrentes comme nous l'avons vu précédemment.

TROISIEME PARTIE

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

CHAPITRE 7

POLITIQUE ECONOMIQUE

Si l'on se contentait de présenter le parti chrétien-social, puis populiste simplement du point de vue de ses rapports à la démocratie et aux autres partis politiques sans évoquer ses conceptions en matière d'économie, on omettrait un aspect essentiel du problème car ce sont précisément ces conceptions qui déterminent en grande partie l'attitude des conservateurs envers leurs adversaires politiques. Ce sont des thèmes tels que le droit de propriété, l'acceptation ou le refus du principe des nationalisations, du libéralisme ou de l'interventionnisme ou encore la capacité de rendement de l'individu qui constituent les véritables oppositions entre la droite et la gauche. Les élucider, c'est donc aussi mieux comprendre les oppositions entre les deux grands blocs politiques.

7. 1. Le droit de propriété.

Aussi bien le parti chrétien-social que son successeur, le parti populiste considèrent la notion de propriété privée personnelle comme fondement de leur doctrine économique. La

propriété privée était et est encore aujourd'hui la pierre angulaire sans laquelle leur système économique ne pouvait et ne peut exister. Toutefois, elle était et elle est soumise à quelques règles élémentaires. Si le propriétaire en vient à les violer ou lorsque le droit de propriété constitue un obstacle au bon fonctionnement de la vie sociale, la communauté peut se réserver le droit d'y opposer certaines limites.

7.1.1. Inaliénabilité du droit de propriété.

Pour le parti chrétien-social, le droit de propriété était inaliénable et, élément essentiel de sa doctrine économique, il se trouvait mentionné dans presque tous ses programmes. Lors de la campagne électorale pour les élections de février 1919, le parti chrétien-social envisageait de soutenir activement la reconstruction du pays par diverses mesures économiques tout en "maintenant fondamentalement le droit de propriété" (1). Les chrétiens-sociaux avaient à cette époque l'intention d'imposer les grandes fortunes ou de modifier le droit d'héritage, mais à la seule condition qu'il ne fût pas porté atteinte au droit de propriété. Ce droit prévalait donc sur les besoins du relèvement économique de la nation.

En fait, la propriété était pour eux un moyen d'émancipation. L'homme n'était, selon leurs conceptions, véritablement libre qu'à partir du moment où il devenait propriétaire. Seule la propriété privée lui permettait d'agir en pleine liberté et le libérait des liens de dépendance qui

s'établissaient entre propriétaire et utilisateur d'un bien. Au cas où un individu n'était pas propriétaire d'un bien, il n'était pas libre d'en disposer à sa guise; d'autre part, le fruit des bénéfices, lorsque celui-ci en produisait, ne revenait que très partiellement à celui qui fournissait les plus gros efforts; raisons qui maintenaient les travailleurs dans un état de dépendance. C'était du moins ce qui ressortait du programme des travailleurs chrétiens de 1923 lorsque celui-ci critiquait le fait que les travailleurs avaient trop peu accès à la propriété (2).

Le programme de 1926 confirmait ces positions puisqu'il revendiquait la "reconnaissance de la propriété légalement acquise" (3). Le seul élément nouveau était la notion de "légalement acquise". Cette expression qui visait à restreindre le droit de propriété, sera traitée un peu plus loin. Il convient seulement de retenir que ce droit continuait à être la base de la politique chrétienne-sociale en matière d'économie.

Le droit de propriété constituait d'autre part, d'après les chrétiens-sociaux, un moyen de lutte contre la prolétarianisation des masses travailleuses. Les chrétiens-sociaux, tout comme les sociaux-démocrates, pensaient que le libéralisme économique du XIXème siècle avait prolétarianisé les petits possédants et provoqué la concentration du capital économique entre les mains de quelques individus. Les marxistes voulaient supprimer la propriété privée des moyens de production et la transformer en propriété collective en vue de résoudre le problème du prolétariat. Toutefois, contrairement à ce qu'affirmaient faussement les chrétiens-sociaux, jamais il ne fut dans leurs intentions de supprimer la propriété privée individuelle. Au contraire, dans leur programme de Linz de 1926, ils affirmaient vouloir maintenir la propriété

privée des petits industriels et des paysans et leur assurer la survie grâce au développement d'un système coopératif de vente de leurs produits (4). Ils ne dévièrent jamais de ces positions, les renouvelant au contraire sous la Seconde République (5). Les chrétiens-sociaux, opposés à la socialisation des moyens de production, étaient d'avis qu'il fallait au contraire transformer les travailleurs en propriétaires (6). S'ils estimaient le maintien de la propriété privée indispensable, c'était parce qu'ils savaient que les travailleurs devenus propriétaires ne songeraient plus à mettre en danger l'ordre économique et social. Ce n'était donc pas tant le désir de sortir les ouvriers de leur condition prolétarienne qui guidait les chrétiens-sociaux que leur volonté d'éviter des troubles sociaux et révolutionnaires. En encourageant les ouvriers à devenir propriétaires, il s'agissait plus de leur faire croire qu'ils échappaient ainsi à leur condition prolétarienne que de leur donner de réelles chances d'émancipation. Car, dans l'idéologie chrétienne-sociale, il n'était pas question que les ouvriers devinssent propriétaires de moyens de production tels qu'usines, magasins, hôpitaux, etc, mais simplement de biens à usage personnel, comme par exemple l'appartement, la voiture, et autres.

Si maintenant on essaie de résumer l'attitude populiste de 1945 à nos jours vis-à-vis de ce problème, il convient de souligner d'emblée qu'elle ne fut pas très différente de celle du parti chrétien-social. Le droit de propriété fut solennellement réaffirmé et justifié sur le plan idéologique, toutefois avec quelques restrictions.

Le droit de propriété n'est pas mentionné dans un seul programme de l'Ö.V.P., celui de 1945. Il faut chercher

l'explication de ce phénomène dans le refus du parti populiste d'être considéré comme conservateur. En se gardant d'évoquer le droit de propriété, l'Ö.V.P. voulait éviter de se faire qualifier de représentant du capital. D'ailleurs, si ce droit n'était pas directement cité, il l'était néanmoins indirectement dans la mesure où le parti populiste souhaitait limiter au maximum le nombre des nationalisations. Ceci revenait en fait à consolider la légitimité du droit de propriété, surtout celle de la grande propriété privée puisque c'était elle qui était visée par d'éventuelles nationalisations. Pour les populistes de 1945, la propriété privée individuelle devait être respectée et les nationalisations autorisées seulement sous certaines conditions qui seront évoquées plus loin.

Le programme de 1952, qui signifiait un retour à l'idéologie réelle de ce camp - sous certains aspects, celui de 1945 était essentiellement guidé par la volonté de faire apparaître l'Ö.V.P. comme un parti centriste - revendiquait de nouveau "la protection de la propriété légitime" (7); il reprenait ainsi presque mot pour mot la formulation du programme chrétien-social de 1926. Quelques lignes plus loin, le programme de 1952 actualisait le thème de l'accession des travailleurs à la propriété comme moyen de les faire sortir de leur condition prolétarienne: "La propriété rend libre" (8), tel était le slogan lancé par les populistes. Selon eux, la liberté de l'individu était mesurable aux biens qu'il possédait. En permettant à chacun d'accéder à la propriété, l'Ö.V.P. pensait résoudre la question prolétarienne et se retrouvait ainsi sur les positions du parti chrétien-social.

Cette théorie encore peu développée sur le plan programmatique au début des années 50 allait l'être de plus en

plus dans les programmes suivants. Ainsi celui de 1958 intitulait-il l'un de ces alinéas: "Notre modèle: un peuple de propriétaires". La première phrase de cet alinéa stipulait que: "La propriété personnelle est un droit fondamental de l'homme. Ce qui est faux dans notre système social, ce n'est pas qu'une partie du peuple possède des biens, mais que l'autre n'en possède pas."
(10)

Les populistes pensaient que seule l'extension de la propriété privée à un maximum d'individus serait en mesure de régler ces problèmes; ils justifiaient cette position en affirmant que la propriété assurait à son détenteur "sécurité et indépendance", solution totalement opposée à celle que proposait le marxisme. Dans la doctrine populiste, la propriété libérait la société des tensions sociales puisque la principale tension entre propriétaires et non-propriétaires était ainsi éliminée. L'accès à la propriété signifiait "l'égalité sociale". Cet accès à la propriété ne devait pas se limiter à l'acquisition d'un appartement ou d'une voiture. Les travailleurs devaient aussi pouvoir acquérir des parts de leurs entreprises par un système de participation au capital afin de pouvoir prendre part aux décisions qui les concernaient directement.

Ces positions idéologiques de l'Ö.V.P. ne restèrent pas lettre morte. Comme le parti était membre de la coalition gouvernementale, il s'évertua à les réaliser. Nous traiterons la question du logement dans un chapitre ultérieur, mais arrêtons-nous dès maintenant sur le thème de la participation au capital des entreprises.

Dans son programme électoral du printemps 1956, l'Ö.V.P. avait promis la mise en vente d'"actions populaires" qui seraient

en particulier acquises par les travailleurs des entreprises nationalisées afin de leur assurer une forme de copropriété. L'Ö.V.P. commença à réaliser ce plan en faisant émettre par l'Etat autrichien une première tranche d'actions vendues au profit des banques nationalisées, et ceci dès l'automne 1956. La mise en pratique fut essentiellement l'affaire de Hermann Withalm qui fut d'ailleurs nommé secrétaire d'Etat aux Finances à ces fins précises. Withalm, qui fut le premier initiateur de ces "actions populaires", rapporte que cette idée rencontra, au départ, peu d'enthousiasme au sein de son parti et qu'il fut très peu encouragé dans ses efforts (11). Dans sa conception, les "actions populaires" devaient être acquises par les ouvriers ou les employés de l'entreprise émettrice, ce qui créerait un rapport étroit entre eux et l'entreprise ainsi que, de leur part, un intérêt accru pour la bonne marche de l'entreprise (12). En devenant "co-propriétaire", le travailleur avait intérêt à augmenter la productivité, car ceci, disait-on dans le camp des entrepreneurs, faisait croître ses dividendes (13). L'un des autres critères énoncés par les populistes pour défendre les "actions populaires" était qu'elles permettaient, vu leur prix très modeste et les conditions d'acquisition très avantageuses (14), la constitution d'un capital pour les personnes disposant de moyens financiers réduits. Le but de l'opération était, disait-on, de modifier la structure de la répartition de la propriété (15) afin de "déprolétarianiser" la masse des travailleurs, selon la formulation de la doctrine sociale chrétienne. Ainsi disparaîtrait l'antagonisme existant entre capital et travail puisque les travailleurs seraient directement liés au capital. Cette nouvelle situation aurait en outre pour conséquence que les travailleurs ne

se mettraient plus en grève puisqu'ils seraient co-propriétaires et co-gérants de leurs usines (16).

Nombreuses furent, à l'époque, les critiques adressées aux "actions populaires" de la part de leurs adversaires, et notamment des communistes autrichiens. Dans la revue "Weg und Ziel", Hans Wolker les qualifiait de "brèche dans l'industrie nationalisée", soulignant le fait que les capitaux privés en tireraient un bénéfice encore plus important que celui qu'ils touchaient jusqu'alors (17). Il indiquait en outre que, contrairement à ce qu'affirmaient les populistes, ces petits actionnaires n'avaient aucun droit d'intervention dans l'entreprise du fait de leurs actions. De plus, ils n'étaient selon lui "ni possesseur des moyens de production ni véritable co-propriétaire de leur entreprise" (18). Enfin, dernier argument de sa part, il affirmait qu'à la moindre crise, ces "actions populaires" perdraient toute leur valeur (19), ce que l'histoire a également prouvé à diverses reprises. Georg Lenz ajoutait que le grand nombre de petits actionnaires face au petit nombre des gros actionnaires ne faisait que consolider le pouvoir de ces derniers. Il ajoutait en outre que le seul droit accordé aux détenteurs de ces actions populaires était d'assister à l'assemblée générale, mais qu'ils n'en faisaient jamais usage (20).

Une seconde tranche fut proposée en 1958 à l'émission, cette fois dans le cadre d'entreprises considérées après la guerre comme "biens allemands". L'opération fut poursuivie au-delà de 1959 dans les grandes entreprises nationalisées (21). Toutefois, cette tentative de reprivatisation lancée par le parti populiste conserva un caractère assez limité et la vente de ces actions fut en tout si réduite qu'elle ne put réellement modifier les

structures économiques du pays. Son manque de succès entraîna d'ailleurs le départ de H. Withalm après l'échec des populistes aux élections législatives de 1959.

Depuis cette époque, l'Ö.V.P. n'a cessé de rappeler son attachement au principe de la propriété privée et sa volonté de multiplier les formes d'accession à la propriété pour les classes les plus défavorisées. Mais cette pratique avait deux types de raisons sous-jacentes: d'une part enlever un maximum de voix aux adversaires de gauche en attachant les masses à de petites propriétés individuelles, d'autre part éviter les troubles sociaux.

7.1.2. Limitation du droit de propriété.

Si le droit de propriété était considéré comme inaliénable par les chrétiens-sociaux et, à leur suite, par les populistes, cela ne signifiait pas pour autant pour eux qu'il n'ait eu aucune limite. En effet, si la propriété était un droit tout à fait positif, elle ne devait pas entraver la priorité du "bien commun".

Pour en arriver à une telle conclusion, les chrétiens-sociaux s'appuyaient sur la doctrine sociale de l'Eglise. Celle-ci acceptait le droit de propriété dans la mesure où il ne faisait pas obstacle au progrès social. Mais lorsque ce droit mettait en cause l'ordre social, la société devait lui fixer certaines limites. C'est ainsi que le programme des travailleurs chrétiens de 1923 reconnaissait le droit de propriété, mais soulignait aussi que "la doctrine chrétienne réglait l'utilisation de la propriété" et qu'elle "mettait la propriété au service de la

communauté". En outre, ce programme condamnait "l'économie d'exploitation" de l'époque (22). Ce qui ressortait ainsi des positions des ouvriers chrétiens, c'était avant tout le fait que la propriété en tant que telle n'était pas mise en question dans son principe, mais dans ses implications sociales. Ce qu'ils en condamnaient, c'était son caractère "exploiteur". La propriété privée était légalement justifiée, mais à condition qu'elle ne fût pas en contradiction avec les intérêts ouvriers. Autrement dit, la propriété devait avoir un "visage" social.

Le programme de 1926 reprenait les mêmes thèmes: seule la formulation était un peu différente. Le système politique et économique devait être organisé de telle sorte que "l'exploitation abusive de la propriété" fût rendue impossible (23). Les commentaires de ce programme indiquaient en outre que la propriété ne conférait pas seulement des droits, mais aussi des devoirs "sacrés", ceux-ci se manifestant par le respect du bien commun. Selon cette doctrine, les droits du propriétaire s'arrêtaient là où ils avaient tendance à empiéter sur le bien commun et à lui nuire. Les dommages que la propriété pouvait causer au bien commun se manifestaient par exemple par des prix exagérés, une mauvaise qualité des produits fabriqués ou bien la trop longue durée du temps de travail. Pour parer à ces préjudices, les chrétiens-sociaux ne réclamaient pas que les propriétaires fussent punis, mais que d'éventuels abus fussent prévenus (24).

L'attitude du parti populiste témoigna en la matière d'une étonnante continuité. Si les principes programmatiques de 1945 n'abordaient pas encore ce problème, le programme de 1952 reprenait dans son essence la thématique formulée par les chrétiens-sociaux telle que nous venons de la décrire. Après avoir

affirmé qu'il reconnaissait le droit de propriété, l'Ö.V.P. déclarait "être conscient du fait que celui-ci ne donne pas simplement des droits, mais qu'il impose aussi des devoirs". Ce programme stipulait donc que "la protection dont jouit le droit de propriété de l'individu devait s'arrêter là où elle commençait à devenir nuisible à la société lorsque ce droit est appliqué de manière abusive". (25)

Il n'était donc pas question à cette époque de limiter ce droit afin qu'il n'entraînât pas d'injustices sociales flagrantes. Toutefois, ce point figurait pour la dernière fois dans les programmes populistes. Le coup de barre à droite qui allait se traduire concrètement par le nouveau cours économique du parti populiste connu sous le nom de "Raab-Kamitz-Kurs" allait se manifester notamment par le fait que ce point fut rayé des programmes et n'y figure plus jusqu'à aujourd'hui. Cela signifiait que l'Ö.V.P. s'écartait d'une politique visant à protéger essentiellement les classes moyennes, principales couches détentrices de la petite et moyenne propriété individuelle.

7.2. Nationalisations.

On constate une symétrie entre l'attitude des chrétiens-sociaux et celle des populistes en matière de nationalisations. Aussi bien après la Première qu'après la Seconde Guerre Mondiale, le comportement du camp conservateur fut dicté par la pression des événements extérieurs.

7.2.1. Les chrétiens-sociaux et les nationalisations.

Lorsque la République fut proclamée en 1918, les partis politiques ne firent que reprendre les structures économiques laissées par la monarchie. Toutefois, celles-ci furent fondamentalement remises en question par les masses révolutionnaires. Les deux grands camps politiques de l'époque, les chrétiens-sociaux et les sociaux-démocrates, furent contraints par les mouvements révolutionnaires d'envisager une modification des structures de l'économie autrichienne s'ils voulaient éviter l'instauration de républiques des conseils comme il en existait en Bavière et en Hongrie (26). Suivant l'exemple des réalisations de ces deux pays et de l'Union Soviétique, les masses révolutionnaires souhaitaient la nationalisation rapide de vastes secteurs de l'économie nationale et la participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Ce fut dans ce contexte que se situèrent la réflexion et l'action des chrétiens-sociaux à propos des nationalisations.

Leur engagement en faveur de telles mesures pouvait sembler relativement facile vu la tradition chrétienne-sociale du XIX^{ème} siècle. N'oublions pas en effet que le parti chrétien-social fondait son idéologie sur les thèses de Karl von Vogelsang, lequel avait violemment attaqué le capitalisme de son temps. N'oublions pas non plus la politique de communalisations pratiquée par Karl Lueger, maire chrétien-social de Vienne, dans les années 1890-1910, qui pouvait servir d'exemple à la nouvelle politique.

S'il est exact de dire que l'attitude positive des chrétiens-sociaux à l'égard des nationalisations fut dictée par

les événements révolutionnaires de 1918-1920, il ne faut cependant pas passer sous silence le fait que celles-ci s'inscrivaient malgré tout dans une certaine ligne idéologique de leur parti. Le chrétien-social Schnaurhofer défendait l'idée des nationalisations en argumentant que beaucoup d'entreprises ne se trouvaient plus entre les mains d'individus mais qu'elles étaient la propriété de banques dont la politique était considérée comme "asociale" (28). Selon Schnaurhofer, les entreprises avaient pour but premier de satisfaire les besoins sociaux et non de faire des bénéfices qualifiés d'exorbitants.

Ceci allait dans le sens des positions de Seipel qui, pour sa part, pensait que la socialisation était "une exigence morale". A son avis, tout propriétaire était tenu de gérer son avoir dans l'intérêt du "bien commun"; lorsque celui-ci négligeait cette loi morale, la société avait le droit de s'en emparer et de le socialiser (29). Toutefois, afin de délimiter ses positions vis-à-vis de celles des sociaux-démocrates, il parlait de "véritable socialisation" (30) qu'il définissait de la manière suivante: "Elle (la socialisation) a pour but d'éliminer les dommages causés par le système d'économie capitaliste, sa transformation en un système économique conduisant au bien-être réel et permanent de la société. Toutefois, les côtés positifs et les avantages du système capitaliste qui existent sans aucun doute devraient être maintenus." (31)

Le système économique proposé par Seipel s'orientait fondamentalement selon les règles du capitalisme; la socialisation ne devait être utilisée que pour faire disparaître les excès susceptibles de nuire à la collectivité. Toutefois, l'essentiel de la doctrine économique chrétienne-sociale, à savoir l'attachement

à la propriété privée, n'était pas remis en question, la socialisation n'étant qu'une procédure d'exception réservée aux cas difficiles. Ceux-ci apparaissaient lorsque des entreprises risquaient d'occuper une position de monopole dans le système de la production nationale ou lorsque propriétaires ou dirigeants des entreprises étaient des personnes différentes.

Ce qui, en outre, poussait encore les chrétiens-sociaux à se prononcer en faveur des socialisations, c'était le fait qu'ils associaient facilement les grandes entreprises et les grands monopoles au pouvoir détenu selon eux par les capitalistes juifs dont ils dénonçaient l'influence néfaste (32).

Cette attitude tactiquement favorable aux socialisations trouva d'ailleurs écho dans les programmes chrétiens-sociaux de 1918 et 1919. Dans le programme électoral de décembre 1918, le parti chrétien-social entendait donner à l'Etat les moyens "d'encourager le commerce, l'industrie et l'agriculture" en "confisquant les profits de guerre excessifs" (33). Ceux-ci étaient constitués par les profits réalisés pendant la guerre par les ventes d'armes. Les socialiser ne signifiait donc en aucune façon porter atteinte au droit de propriété puisque les chrétiens-sociaux n'envisageaient pas la possibilité de nationaliser l'industrie concernée.

Les chrétiens-sociaux proposaient en plus de socialiser les grandes propriétés agraires, en particulier celles qui servaient de terrains de chasse. L'expropriation de ces terres supposait l'indemnisation des anciens propriétaires (34). Là non plus, la propriété n'était pas mise en cause en soi.

Le parti chrétien-social reprit ce thème de la socialisation dans son programme d'action adopté le 3 mars 1919. Celui-ci

évoquait aussi les socialisations dans le domaine de l'agriculture et précisait la nature des terres à socialiser: les domaines de l'Etat, les biens de chasse et de luxe, les terres acquises pendant la guerre en vue de spéculations financières ultérieures (35). Ces terres socialisées devaient être mises à la disposition des petits paysans et des ouvriers agricoles afin de leur assurer le minimum vital, et ceux-ci devaient obtenir de l'Etat des baux emphytéotiques qui devaient les mettre à l'abri de la misère. L'expropriation devait s'effectuer contre indemnisation. Un chapitre de ce programme était également consacré à la socialisation de l'industrie. Celle-ci devait s'effectuer sous la forme d'un transfert de propriété au profit de l'Etat, du Land ou de la commune. Les industries qui pouvaient être touchées par ces mesures étaient celles qui se trouvaient ou pouvaient se trouver en situation de monopole. Les entreprises susceptibles de devenir des "moyens d'exploitation du peuple" devaient passer de l'économie privée à un système d'économie mixte, système dans lequel l'Etat, le Land ou la commune devaient participer au capital de ces entreprises afin d'avoir un droit de contrôle sur leurs activités et pouvoir restituer à la collectivité les dividendes ainsi gagnés (36). A travers ces mesures, le parti chrétien-social répondait à la pression révolutionnaire du moment. Il réclamait en outre la constitution d'une commission spécialisée chargée de préparer les mesures nécessaires à la mise en pratique de ce programme (37).

Seipel, chef du parti chrétien-social, déposa d'ailleurs le premier, dès le 5 mars 1919, donc avant les sociaux-démocrates, le projet de constitution d'une "commission de socialisation" qui devait se composer des représentants des Länder et de spécialistes

(38). En proposant une telle composition, les chrétiens-sociaux espéraient pouvoir contrôler les activités de cette commission. Ils s'opposèrent d'ailleurs au projet social-démocrate qui prévoyait la création d'un secrétariat d'Etat chargé de cette question, sachant très bien que celui-ci leur échapperait et reviendrait à leurs partenaires de coalition. Finalement, le Parlement adopta le projet chrétien-social le 14 mars 1919. Le social-démocrate Otto Bauer fut nommé président de la commission de socialisation, Ignaz Seipel vice-président. En faisait en outre partie, pour le camp chrétien-social, Leopold Kunschak (39). Le premier résultat tangible des travaux de cette commission fut l'adoption par le Parlement, le 15 mai 1919, de la loi instaurant les comités d'entreprises, et ceci avec les voix des chrétiens-sociaux. Toutefois, ceux-ci refusèrent l'application de cette loi à l'agriculture, domaine qu'ils tenaient à protéger des influences révolutionnaires à cause de la structure sociologique essentiellement paysanne de leur parti (41).

La seconde loi adoptée par le Parlement sur proposition de cette commission fut la loi dite d'expropriation. Les sociaux-démocrates souhaitaient que, sur cette question, les pleins pouvoirs fussent accordés au gouvernement qui eût été seul responsable des expropriations. Les chrétiens-sociaux, hostiles à cette solution, y firent obstacle et obligèrent leurs partenaires de coalition à accepter leur propre projet, à savoir que toute expropriation devrait faire l'objet d'une loi spéciale, c'est-à-dire nécessiter l'approbation de la majorité parlementaire. Ce projet fut voté le 30 mai 1919 (42). Les débats qui eurent lieu autour de cette loi marquèrent un tournant dans l'attitude chrétienne-sociale et le retour à une position beaucoup plus

intransigeante à l'égard de la social-démocratie. Cette loi sur l'expropriation, condition indispensable à la réalisation de socialisations, allait rendre celle-ci quasiment impossible dans la mesure où l'adoption d'une telle loi spéciale était liée au comportement des députés chrétiens-sociaux. Or, une fois que ceux-ci estimèrent la période des troubles révolutionnaires passée, ils ne virent plus aucune raison d'envisager d'éventuelles socialisations. En réalité, les chrétiens-sociaux voulaient "normaliser" la vie économique du pays et mettre fin à la période révolutionnaire.

La dernière concession faite aux réformateurs par les conservateurs fut l'adoption de la loi créant les "entreprises d'économie mixte" le 29 juillet 1919, loi correspondant aux propositions du programme d'action chrétien-social dont l'application resta très limitée.

Après le vote de cette loi, la commission de socialisation cessa tout travail effectif. Les membres sociaux-démocrates remirent leurs fonctions après que leur parti eut quitté le gouvernement en octobre 1920 (43) et le parti chrétien-social se garda de réactiver les tâches de cette commission.

Jusqu'à la fin de la Première République, le parti chrétien-social évita strictement d'aborder le thème des socialisations de façon d'autant plus consciente qu'il voyait la social-démocratie brandir cette arme. La nationalisation était considérée par les conservateurs comme l'une des armes machiavéliques de l'adversaire. Sans évoquer directement l'antagonisme irréductible qui opposait sur ce point chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates, Richard Schmitz faisait savoir que "l'Etat ne devait pas s'engager dans l'aventure de prendre la direction de banques et

d'entreprises industrielles" (44), condamnation directe du principe des nationalisations.

7.2.2. Les populistes et les nationalisations.

L'attitude de principe du parti populiste fut relativement différente en 1945. La situation par rapport à 1918 était, elle aussi, sensiblement autre. La Seconde République héritait d'une économie que l'occupant allemand avait adapté pendant sept ans à ses propres besoins. Alors que le parti chrétien-social avait purement et simplement continué d'assurer la gestion de l'économie autrichienne, le parti populiste devait, pour ainsi dire, en collaboration avec les autres partis, la reprendre en main après une longue coupure. En outre, le régime nazi avait "germanisé" nombre d'entreprises industrielles qu'il s'agissait de réinsérer dans le cadre de l'économie autrichienne.

C'est sur ces données que le parti populiste établit sa théorie en matière de nationalisations. Sur ce point, les principes programmatiques de juin 1945 réclamaient la "socialisation ou communalisation des entreprises d'intérêt vital seulement à l'intérieur de limites bien réfléchies et supportables sur le plan économique et social. Annulation des communalisations réalisées par les nationaux-socialistes" (45). Le parti populiste évitait très sciemment le terme de "nationalisation" qu'il remplaçait par ceux de "socialisation" ou "communalisation", se démarquant ainsi des propositions socialistes et poursuivant la tradition chrétienne-sociale. Le transfert de propriété ne devait

pas se faire au profit de la nation, mais de la société ou de la commune. Les populistes marquaient leur opposition au transfert de la propriété à l'Etat. Le nombre de ces socialisations ou communalisations devait en outre être restreint et déterminé selon le degré d'importance que les entreprises en question avaient pour la reconstruction économique du pays et connaître des limites qui, toutefois, n'étaient pas précisées. Enfin, les communalisations effectuées par les nazis devaient être annulées. Ce point du programme n'excluait donc pas l'idée de nationalisations sous une forme quelconque, mais n'en indiquait nullement le nombre ni les modalités, ce qui laissait au parti populiste la possibilité de l'interpréter à sa guise selon les besoins du moment. Car, en fait, les populistes s'imaginaient tout autre chose que les nationalisations de type classique.

La raison pour laquelle l'Ö.V.P. ne pouvait pas récuser ouvertement l'idée de nationalisations était simple: il s'agissait de réintégrer par voie de nationalisations les biens allemands dans l'économie autrichienne, quitte à les reprivatiser par la suite, puisque l'occupant soviétique avait pris possession de ces biens au titre de réparations. Revenons toutefois à la réflexion théorique des populistes sur ce sujet.

Dans un premier temps, le parti populiste reconnut le bien-fondé des nationalisations. Ainsi se prononça-t-il dès juillet 1945 pour la nationalisation de certaines branches de l'économie, par exemple le secteur de l'énergie ou celui des ressources minières. Lois Weinberger, alors sous-secrétaire d'Etat, déclarait le 27 juillet 1945:

"Il y a des gens qui craignent Dieu sait quoi de mauvais derrière cette revendication de socialisation ou de nationalisation. En

réalité, il n'y a rien à craindre. Il est bien plus dans l'intérêt bien compris de tout le peuple de placer certaines branches de l'économie et d'autres domaines importants de la production sous la protection de l'Etat, d'un Land, d'une commune ou d'un organisme semblable et de veiller à ce qu'ils soient dirigés et utilisés rationnellement dans le sens de la communauté et pour le bien de tous." (46) Le 29 juillet 1945, le même Weinberger ajoutait qu'"il n'y avait pas de mauvaises intentions derrière les nationalisations ou socialisations". Selon lui, ces transferts de propriété étaient "de l'intérêt bien compris de l'ensemble du peuple" et il précisait que ces entreprises devaient être gérées dans le sens de la communauté (47). Les nationalisations furent d'ailleurs considérées à l'origine comme un moyen efficace pour réformer et contrôler l'économie, vu que l'Ö.V.P. prévoyait d'assortir ces mesures d'une planification économique.

Le camp conservateur fit d'ailleurs, avant tout autre parti politique, le premier pas qui devait mener aux nationalisations de 1946 et 1947. Le 6 août 1945, le ministre populiste du commerce Eduard Heintl présenta devant le gouvernement provisoire un projet de nationalisation concernant les principales sources d'énergie, les aciéries et les entreprises de construction de wagons et de locomotives (48). Ce projet mena le gouvernement provisoire à décider la nationalisation de ces secteurs économiques, et ceci sur proposition populiste, dès le 5 septembre 1945. Toutefois, cette loi ne fut pas reconnue par l'occupant soviétique, les secteurs qui devaient être nationalisés étant ceux que celui-ci revendiquait au titre des réparations de guerre (49).

Cependant, cette attitude tout à fait positive des populistes à l'égard des nationalisations ne tarda pas à se

changer en une hostilité camouflée vis-à-vis des propositions socialistes. Les critères de dissension étaient d'ordre divers. En premier lieu, les populistes accusaient leurs adversaires de vouloir nationaliser des entreprises sans indemniser correctement les anciens propriétaires. Or, ils réclamaient que "toute nationalisation puisse être effectuée seulement contre une indemnisation effective de l'ancien propriétaire" (50). Cette thèse fut reprise en 1947 par Alfred Kasamas dans son ouvrage programmatique; lui aussi revendiquait "l'indemnisation totale des anciens propriétaires" (51).

Deuxièmement, l'argumentation populiste affirmait que: "Les nationalisations actuelles ne semblent signifier rien d'autre que le remplacement de l'entrepreneur privé par l'entrepreneur Etat" (52). Autrement dit, que le propriétaire fût une personne ou une entreprise privée ou bien l'Etat, cela ne changeait rien au problème puisque l'essentiel, c'est-à-dire les principes mêmes de fonctionnement de l'économie n'était pas modifié. Entrepreneur privé et Etat entrepreneur étaient interchangeables. Le fait de savoir qui était le propriétaire d'une entreprise ne changeait absolument rien à son fonctionnement si le système de production restait le même.

Les théoriciens populistes estimaient que les nationalisations n'étaient pas le moyen approprié pour transformer le système économique. Selon eux, la planification économique pouvait avoir une efficacité beaucoup plus grande. En effet, celle-ci pouvait orienter la production dans telle direction ou dans telle autre et ainsi l'adapter aux besoins réels de la population alors que les nationalisations n'atteignaient ce but en aucune façon. Il était donc préférable de pratiquer une

planification économique sérieuse qui ne nécessitait pas de nationalisations (53).

Si d'ailleurs les théoriciens populistes ne rejettent pas trop ouvertement l'idée des nationalisations, d'autres voix à l'intérieur de ce parti ne se gênaient pas pour les condamner. Ainsi une brochure de l'Ö.V.P. de l'été 1945 déclarait-elle "refuser la socialisation dans tous les domaines où celle-ci n'est pas de l'intérêt public" (54). Parmi les arguments que le parti populiste opposait aux nationalisations, on peut par exemple évoquer la peur ressentie par ce parti que les Etats Unis puissent refuser à l'Autriche leur aide économique et financière s'il était décidé trop de nationalisations (55).

La direction que prit le parti populiste semble clairement tracée dans un discours que Julius Raab, alors secrétaire d'Etat et futur chancelier, prononça pendant la campagne électorale de l'automne 1945; il déclarait:

"Si, sous le terme de socialisation, on comprend que l'on enlève à quelqu'un sa propriété, nous sommes contre. D'un autre côté, il est indispensable que certains domaines de l'économie passent sous le contrôle de l'Etat afin de le relever rapidement... Seules les grandes entreprises doivent être nationalisées." (56)

Cette prise de position de Raab documentait parfaitement l'attitude populiste face aux nationalisations, et se laissait résumer en une sorte de "oui, mais". Certaines nationalisations étaient souhaitables, mais l'étendue du domaine nationalisé devait rester limitée, et ceci parce que Raab et son camp accordaient, dans le domaine économique, la priorité à l'initiative privée (57). Raab déclarait en outre:

"Nous sommes seulement opposés à une socialisation d'Etat

officielle qui ne signifie rien d'autre que la création d'un capitalisme d'Etat." (58)

Et lorsque les populistes entendaient donner leur accord à certaines nationalisations, c'était avec l'arrière-pensée de les reprivatiser par la suite par le biais de la vente d'actions.

L'ensemble du camp populiste rejetait, à quelques exceptions près, cette idée à laquelle il opposait une alternative: les "coopératives industrielles". Puisque, comme nous venons de le dire, le fait de transmettre la propriété d'un individu à l'Etat n'apportait aucun avantage, il s'agissait de trouver une troisième forme de propriété. Le seul groupe restant susceptible d'assurer la fonction de propriétaire, c'était les ouvriers de l'entreprise concernée. Il fallait donc leur confier cette responsabilité. Les rendre propriétaires des usines dans lesquelles ils travaillaient aurait selon les populistes plusieurs conséquences positives. Tout d'abord, ils sortiraient de leur situation de "non possédants", donc de prolétaires et l'Ö.V.P. aurait atteint l'un de ses buts essentiels, à savoir "déprolétarianiser" les masses ouvrières. Deuxièmement, comme les ouvriers seraient copropriétaires de leurs entreprises, ils auraient intérêt à contribuer très activement à une bonne gestion et à assurer une bonne productivité. Enfin, dernier critère, cette forme de propriété éviterait que l'Etat n'ait la mainmise sur l'ensemble de l'économie.

Dans ces "coopératives industrielles", les ouvriers posséderaient une partie du capital de l'entreprise et seraient associés aux bénéfices. Dans la pratique, l'Etat devait "socialiser" une partie du capital de l'entreprise et les ouvriers constituer une coopérative ouvrière qui acquerrait les parts socialisées. Celles-ci seraient vendues aux ouvriers sous forme de

parts sociales dont ils toucheraient les dividendes. Chaque membre de cette coopérative aurait le droit de vote et pourrait participer aux décisions concernant l'entreprise. Le projet populiste prévoyait la socialisation d'au moins la moitié du capital des entreprises afin que leur contrôle se trouvât principalement entre les mains des ouvriers et échappât à l'Etat. Toutefois, à la suite de compromis avec les socialistes, le projet de loi définitif prévoyait que l'Etat conserverait 51 % des parts du capital(59). En fait, ce projet de "coopératives industrielles" avait été créé comme contre-proposition aux nationalisations souhaitées par les socialistes.

Lorsqu'arriva le moment de déposer leur projet de loi de nationalisation, les populistes firent certes cette proposition, mais la complétèrent par l'idée de socialisation. Ce qu'ils voulaient, c'était nationaliser certaines entreprises - dans un premier temps, ils souhaitaient les limiter aux mines de charbon, au secteur de l'énergie et à la production du pétrole (60), voir le fonctionnement de ces secteurs une fois qu'ils seraient nationalisés, et étendre le nombre des nationalisations seulement par la suite -, à savoir les restituer à l'Autriche, puis en distribuer les parts sociales tel que nous l'avons décrit auparavant. La nationalisation n'était donc qu'une étape préliminaire mais nécessaire à la socialisation (61).

La discussion sur les nationalisations fut concrètement réactivée en janvier 1946 lorsque le parti socialiste présenta devant le Parlement un projet de loi de nationalisation qui n'avait pas été auparavant discuté avec les responsables du parti populiste. Ce projet devait toucher cent vingt cinq entreprises (62). Les populistes s'y opposèrent et présentèrent en mai 1946 un

contre-projet qui ne devait concerner que les mines de charbon, l'énergie en général et le pétrole (63). Les lois de nationalisation des 26 juillet 1946 et 26 mars 1947 furent donc le résultat de compromis entre les deux camps politiques. Selon Hildegard Hemetsberger-Koller, le principal compromis que firent les populistes concernait trois banques, la Creditanstalt, la Länderbank et le Österreichisches Creditinstitut. Elle insiste cependant sur le fait que ce compromis leur fut facilité dans la mesure où une partie du capital de deux d'entre elles étaient déjà soit aux mains de l'Etat (60 % de la CA), soit entre celles de propriétaires étrangers (La France possédait des participations dans la Länderbank) (64). Les populistes acceptèrent la nationalisation de soixante-dix entreprises et, réciproquement, les socialistes donnèrent leur accord pour que fussent créées les "coopératives industrielles" évoquées auparavant. Celles-ci ne devinrent toutefois jamais réalité (65).

Depuis lors, la discussion sur la reprivatisation des entreprises nationalisées n'a jamais cessé dans le parti populiste. L'émission des actions populaires des années 1956-1959 en fut l'une des expressions (66). De nos jours, la discussion a repris de plus belle. L'équipe populiste actuelle affirme que les nationalisations de l'après-guerre ont été effectuées pour des motifs patriotiques dans une situation donnée (67); elle en conclut qu'il convient aujourd'hui de les remettre en question. Cela lui permet d'exiger la vente de participations aux entreprises nationalisées afin d'y réduire la part de l'Etat à 51 % du capital (68). Dans le cadre de l'industrie nationalisée, les populistes, hostiles aux subventions attribuées par l'Etat, plaident pour la vente d'actions, d'abord au personnel, puis à

toutes les personnes intéressées, vente qui permettrait de combler les déficits (69). Ces propositions restent, tout comme par le passé, sous-tendue par l'idée que l'extension de la propriété privée à un maximum de personnes est plus profitable à l'économie que la concentration du capital entre les mains de l'Etat.

7.3. Libéralisme ou interventionnisme.

Fondamentalement, nous l'avons vu, la pensée économique des partis conservateurs autrichiens repose sur la notion de propriété privée. Mais une fois ce principe affirmé, quelle utilisation en est-il fait? Chacun peut-il faire ce qu'il veut de sa propriété, en tirer le profit qui lui convient, l'exploiter comme il l'entend, ou bien l'organisation sociale a-t-elle le droit d'intervenir dans les processus économiques afin d'éviter des excès de la part des propriétaires? Autrement dit, les partis conservateurs acceptent-ils la loi du "laissez faire, laissez aller", ou lui préfèrent-ils l'intervention de l'Etat dans la vie économique du pays?

Il serait faux d'affirmer que le parti chrétien-social et le parti populiste sont des partisans inconditionnels du libéralisme, tout comme il serait aussi faux d'écrire qu'ils prôneraient l'interventionnisme; la vérité se situe entre les deux.

A priori, on ne trouve pas dans les textes programmatiques chrétiens-sociaux de l'entre-deux-guerres de ligne bien définie dans une direction ou dans l'autre, mais plutôt des indices dont il faut tirer des conclusions. Ainsi le programme de décembre 1918

exigeait-il dans une ligne clairement interventionniste que l'Etat mît la main sur les profits exagérés réalisés pendant la Première Guerre Mondiale en grévant d'impôts les gros revenus et les grosses fortunes et en réorganisant le droit d'héritage (70). Le parti chrétien-social ne souhaitait pas que l'Etat intervînt directement dans la vie économique, mais qu'il endiguât les conséquences de certains excès. Il n'était donc pas pour le libéralisme absolu puisqu'il voulait confisquer des bénéfices qu'il jugeait excessifs, mais il ne désirait pas non plus intervenir à la racine du mal en modifiant les structures des rapports économiques; il s'attaquait en fait seulement à la redistribution des richesses.

Le programme de 1919 reprenait les mêmes théories: aucune intervention directe dans l'économie. Il prévoyait un encouragement de la production et de l'exportation. Parallèlement, une politique fiscale frappant les gains excessifs devait procurer les fonds nécessaires à la relance de l'économie. Cette politique ressemblait tout à fait à un libéralisme dont on corrige les excès trop frappants par quelques expédients mais dont le principe n'est pas fondamentalement remis en cause.

En réalité, ces deux programmes furent l'expression d'une première phase dans l'attitude économique du parti chrétien-social, phase correspondant à la coalition avec les sociaux-démocrates. Au cours de cette période, ces deux partis s'accordèrent pour pratiquer une politique interventionniste rendue nécessaire par la situation désastreuse de l'économie autrichienne. A cette époque, chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates estimaient que l'Etat devait impérativement diriger les processus économiques: en menant une politique d'investissements

orientée vers les secteurs créateurs d'emplois, l'Etat pouvait selon eux lutter efficacement contre la progression du chômage (71). Cette politique fut toutefois essentiellement guidée par la situation révolutionnaire des années 1918-1920.

Lorsque celle-ci fut révolue et que la coalition avec les sociaux-démocrates fut rompue, les chrétiens-sociaux purent revenir à des conceptions plus libérales. Seipel abandonna l'antilibéralisme traditionnel de son parti pour se tourner vers son contraire, voulant ainsi davantage exprimer l'antimarxisme de son camp. Cet abandon du cours interventionniste par le parti chrétien-social ne fut pas tant le fait d'une évolution idéologique du parti lui-même que des pressions exercées par les milieux économiques, en particulier de la part de la grande industrie et des banques qui ne pouvaient accepter passivement le dirigisme étatique (72). Rapidement, le parti chrétien-social perdit le contrôle de la vie économique. L'assainissement financier que représentèrent les protocoles de Genève enleva finalement tout pouvoir aux chrétiens-sociaux, celui-ci se trouvant désormais entre les mains des souscripteurs. Ainsi à partir de 1925, le gouvernement accorda-t-il des réductions d'impôts aux patrons, ce qui diminua d'autant les possibilités d'intervention économique déjà très limitées de l'Etat (73). En fait, le parti chrétien-social voulait encourager les classes moyennes qui avaient elles-mêmes besoin du libéralisme, c'est-à-dire de la libre concurrence, pour pouvoir se développer. Cette dualité libéralisme-interventionnisme disparut des programmes sur le plan de l'économie générale; elle refit surface au niveau des différentes branches économiques, mais les orientations générales du parti chrétien-social furent plutôt celles du "laisser faire,

laisser aller" qui devaient permettre à chaque secteur économique de se stimuler lui-même sous l'effet bénéfique de la concurrence.

La même problématique se posa en 1945 au parti populiste autrichien qu'au parti chrétien-social en 1918. La solution populiste du problème fut à peu près identique à celle que proposèrent les chrétiens-sociaux. Ce parti reconnaissait à l'Etat le droit d'intervenir dans l'économie du pays, mais s'empressait toutefois d'en montrer les limites: l'intervention de l'Etat dans les processus économiques était tolérable "seulement dans la mesure où elle est utile du point de vue de l'ensemble de l'économie (74). Elle prenait ici l'aspect d'un phénomène imposé par des agents extérieurs que le parti populiste cherchait à limiter au maximum. Cette formulation vague pouvait d'ailleurs entretenir le flou dans les esprits, car on peut se demander dans quelles conditions l'intervention de l'Etat était utile du point de vue de l'ensemble de l'économie. La marge d'interprétation était très large et extensible à loisir. Ainsi les populistes pouvaient-ils facilement s'opposer à des projets d'intervention que proposaient les socialistes au sein de la Grande Coalition sans toutefois devoir déclarer qu'ils étaient hostiles à l'interventionnisme.

L'attitude populiste des années 45-50 fut toutefois marquée par la volonté déterminée de faire intervenir l'Etat dans les processus de reconstruction économique du pays. Dans sa déclaration gouvernementale du 21 décembre 1945, le chancelier populiste Figl se prononça sans hésiter pour la planification de l'économie en vue de la reconstruction (75) et pour une intervention de l'Etat "là où l'initiative privée a échoué dans les domaines de la politique économique et sociale" (76).

L'essentiel de la politique économique conçue alors par le parti populiste était de faire face aux problèmes immédiats de ravitaillement de la population et de remise en marche des différents secteurs d'activité, ce qui ne pouvait se faire que par des mesures dirigistes. Mais une fois que les bases de l'économie nationale furent rétablies, l'Ö.V.P. abandonna peu à peu ces conceptions pour se tourner vers le libéralisme comme le parti chrétien-social l'avait fait au début des années 20.

La politique populiste allait être précisée en ce domaine dans le programme de 1952. On pouvait y lire à ce propos :

"La planification économique de l'Etat doit se limiter à donner des directives générales pour éviter des développements non organiques ou de mauvais investissements de capital dans notre économie. Le déroulement de l'activité économique doit du reste être influencé le moins possible parce que l'expérience a montré que toute bureaucratisation de l'économie a des effets nuisibles."

(77)

On peut tirer de ce passage les deux conclusions suivantes: la planification n'est pas bannie, mais elle doit être fortement limitée. Elle doit seulement donner des directives, les institutions qui les reçoivent sont libres de les mettre en pratique ou non. Ces directives n'ont pas de caractère impératif. Celles-ci ne sont en outre données que pour s'opposer à des développements de l'économie jugés néfastes. Il n'est donc pas question de faire intervenir l'Etat afin d'infléchir directement la marche de l'économie, mais simplement d'en corriger les effets négatifs. La raison invoquée par les populistes pour refuser plus d'interventionnisme est celle de la bureaucratisation de l'économie, concept tout à fait négatif pour ce camp politique. La

bureaucratisation est symbole de paralysie; elle enraye les rouages économiques en bloquant l'initiative privée.

En réalité, le programme de 1952 est le reflet de la véritable doctrine économique de l'Ö.V.P. que l'on peut qualifier par l'expression d'"économie sociale de marché". D'après cette théorie, l'économie doit fonctionner selon le système de l'offre et de la demande qui s'équilibrent de façon tout à fait naturelle. L'Etat ne doit intervenir que lorsque l'équilibre de ce marché est très violemment rompu; il doit alors prendre les mesures nécessaires pour le rétablir mais son action doit cesser dès que l'équilibre est rétabli. Cette doctrine économique part du principe que la liberté d'entreprise connaît ses propres mécanismes de régulation et que l'Etat ne doit intervenir que dans les cas où le dérèglement de ces mécanismes porte atteinte au bien-être social. Lorsque ce bien-être social n'est pas remis en cause, la libre concurrence doit régner. Ce système ne tient toutefois pas compte de la nécessité d'élever le bien-être social. Le programme de 1958 parle d'ailleurs du "maintien d'une monnaie stable et donc du pouvoir d'achat de milliers de salariés". Il est question du maintien du pouvoir d'achat et non de son élévation. Certes, ce maintien est du ressort de l'Etat, toutefois le principe de la libre entreprise y est réaffirmé avec vigueur.

Cette nouvelle conception de la politique économique trouva son expression dans ce qui est connu jusqu'à aujourd'hui sous le terme de "Raab-Kamitz-Kurs" du nom du chancelier Julius Raab et de son ministre des finances Reinhard Kamitz. Le nouveau cours économique se caractérisa par la libéralisation progressive de l'économie et l'abandon de la planification. L'important n'était plus le rôle de l'Etat, mais la liberté d'entreprendre de chaque

individu, gage du succès économique selon Kamitz (78). L'Etat devait se cantonner dans les tâches qui lui étaient attribuées et s'attacher à la réalisation de grands projets comme la construction d'autoroutes ou l'amélioration du réseau ferrovière (79). Ce désengagement de l'Etat des processus économiques devait lui permettre de faire des économies, ce qui autorisait une diminution des impôts (80) et cette dernière mesure ne pouvait que relancer l'économie, toutefois au détriment de la politique sociale. Ce cours économique inauguré par Kamitz fut et reste le credo du parti populiste.

Les positions populistes quant au rôle de l'Etat en matière économique furent clairement exposées dans le programme de 1958. au départ, celui-ci renvoyait dos à dos les concepts "d'économie planifiée" et "d'économie sans plan" afin de mieux réaffirmer la justesse de "l'économie sociale de marché". Selon ce programme, ce que l'économie sociale de marché condamnait n'était pas la planification, mais le "commandement illimité, concentré entre les mains de l'Etat et ainsi incontrôlable qui s'exerce sur l'économie" (81). Pour faire contre-poids à ces affirmations, il était stipulé que "l'Etat porte en dernière instance la responsabilité du déroulement sans heurts et sans crises de l'activité économique" (82), ce qui revenait à plaider en faveur d'un interventionnisme minimal. Enfin, prônant l'esprit d'entreprise individuel, les populistes s'engageaient, sous le couvert de formulations très diplomatiques, pour la reprivatisation de l'industrie nationalisée; c'est du moins ce que laissait entendre une phrase telle que: "Il convient de diversifier le consortium des entreprises nationalisées sur le plan de l'administration et de la propriété."(83)

Le parti populiste aurait eu la possibilité, lorsqu'il exerça seul le pouvoir entre 1966 et 1970, de mettre ces projets à exécution en réalisant une réforme de l'industrie nationalisée. L'historien populiste Ludwig Reichhold signale cependant qu'il n'en fut pas ainsi, son parti ayant peur des conséquences politiques vu que ce domaine était principalement celui du parti socialiste (84). Le parti populiste se contenta donc de réformes structurelles de ce secteur de l'économie autrichienne sans en aborder la privatisation.

L'attitude populiste resta néanmoins sur des positions non-interventionnistes. Dans le programme de Salzbourg publié en 1972, il était dit que "la tâche de l'Etat était, en politique économique moderne, d'établir des concepts à long terme, de préparer les données nécessaires et de mettre en place une politique flexible des structures, du marché de l'emploi, du fisc et des investissements grâce à une législation favorable à l'économie et à une administration efficace" (85). Le rôle de l'Etat se voyait ainsi clairement défini: celui-ci devait se borner à créer le cadre nécessaire à la bonne marche de l'économie nationale sans néanmoins jamais intervenir directement dans la vie économique du pays. C'est bien à cette théorie que le parti populiste se réfère encore aujourd'hui, y compris dans son action au sein de la coalition socialo-populiste actuelle. C'est également dans cette perspective que s'inscrit son slogan "plus de marché - moins d'Etat" (86) qui exige un retrait progressif de l'Etat de tous les processus économiques.

L'actuel chef du parti populiste et vice-chancelier Alois Mock déclarait le 11 octobre 1985:

"Pour notre économie, nous devons réduire l'influence de l'Etat en

abaissant les impôts et en évitant le gaspillage.

Partout où l'Etat se retire, il y a plus de place pour le particulier ou les entreprises; partout où l'Etat fait des économies, il reste plus d'argent pour le particulier et les entreprises, et ceux-ci savent mieux quoi en faire que la machinerie de redistribution bien moins efficace de l'Etat". (87)

Désengagement de l'Etat, liberté des entreprises, privatisation du secteur public, tels sont les objectifs actuels du parti populiste en matière économique.

7.4. Le "Leistungsprinzip".

La pensée économique du parti populiste est sous-tendue par un principe fondamental et ordonnateur: le "Leistungsprinzip". On le retrouve évoqué sous diverses formes dans presque tous les programmes populistes. Il est une pure création de l'idéologie populiste puisqu'il ne figure dans aucun des programmes chrétiens-sociaux. Cette idéologie n'était certainement pas inconnue des responsables conservateurs de l'entre-deux-guerres, mais ils ne l'ont jamais articulée. Par contre, dès les principes programmatiques de juin 1945, les populistes réclamaient la reconnaissance de ce "Leistungsprinzip" sans toutefois définir ce qu'il représentait. Pour eux, chacun devait être rétribué selon son travail. Celui qui était capable de produire plus que les autres devait percevoir une rémunération plus élevée que les autres et, à l'inverse, celui qui produisait moins gagner moins. Le "Leistungsprinzip" n'impliquait aucun effort de solidarité des

forts en faveur des faibles. Ce principe ne tenait compte que du rendement et de la rentabilité. Plus question d'assurer à chacun selon ses besoins; le "Leistungsprinzip" introduisait la loi du plus fort. Ce principe fut réaffirmé et clairement explicité dans le programme de 1952 dans lequel on pouvait lire:

"L'Ö.V.P. revendique la reconnaissance du "Leistungsprinzip". Qui travaille plus et mieux doit recevoir un salaire plus élevé. Il faut laisser la voix libre à ceux qui sont capables dans la mesure où les intérêts de la communauté n'en sont pas touchés." (88)

La formulation se passait de commentaires: ceux qui sont capables de produire plus et mieux ont toutes les chances pour eux; les autres doivent se débrouiller comme ils peuvent. Cette théorie du "Leistungsprinzip" fut prônée par le "Wirtschaftsbund", organisation patronale populiste. Elle se trouvait toutefois en opposition aux revendications de l'Ö.A.A.B., organisation salariale du même parti qui réclamait une certaine solidarité entre les groupes sociaux.

Ce principe fut réaffirmé dans le programme de 1958; il y était associé à la notion d'élévation du niveau de vie. Ce fut également le premier programme à formuler directement l'antagonisme ressenti par les conservateurs autrichiens entre la performance individuelle d'une part et la puissance de l'Etat de l'autre, la seconde étant vue comme une entrave profonde à la première (89).

La définition la plus complète de ce "Leistungsprinzip" est donnée dans le programme de Salzbourg publié en 1972. Après avoir indiqué que ce principe pouvait s'appliquer à tous les domaines de l'existence humaine, ce programme précisait que "la performance

individuelle doit être la mesure des revenus du travail, de l'ascension professionnelle et de la reconnaissance sociale de l'individu". Toutefois, et ceci pour la première fois dans l'idéologie populiste, il était mis certaines limites à ce principe lorsque l'effort personnel devait surpasser les forces physiques et morales de l'être humain. Dans ce cas, celui-ci avait droit, selon ce programme, à l'aide de l'Etat et de la société (90). Ce "Leistungsprinzip" symbolise l'esprit d'entreprise qui règne dans l'Ö.V.P.. Il est en quelque sorte la base de l'idéologie populiste. C'est grâce à lui qu'un individu peut accéder à la propriété. Or, la propriété rend libre. Seule la performance individuelle est donc en mesure de rendre l'homme libre.

7.5. Secteurs économiques.

7.5.1. Agriculture.

Pour le camp chrétien-social puis populiste, l'élément paysan constituait, nous l'avons vu au chapitre sociologique, l'un des groupes essentiels de ces partis; il était donc normal que ses programmes et sa politique attachâssent une importance toute particulière à la politique agricole. Le parti chrétien-social proposa dès 1918 une série d'objectifs à atteindre en faveur des paysans. Il souhaitait tout d'abord une multiplication du nombre des paysans (car cette multiplication faisait accroître son potentiel électoral); il fallait éviter l'exode rural, supprimer

les grandes propriétés terriennes mal exploitées pour les redistribuer aux ouvriers agricoles. Bref, il s'agissait de refondre les structures agricoles de l'Autriche afin de créer une paysannerie plus nombreuse et indépendante (91). Ce sont ces mêmes thèmes qui furent repris dans le programme de mars 1919.

Ceux-ci disparurent totalement des programmes chrétiens-sociaux ultérieurs, de même que toute évocation d'une politique agricole, ceci parce que la paysannerie représentait l'élément le plus sûr et le moins revendicatif des troupes chrétiennes-sociales. Le parti savait qu'il pouvait compter dessus. Il fallut attendre l'arrivée de Dollfuß au pouvoir pour qu'une attention toute particulière fût de nouveau portée à ce groupe. Les paysans furent alors considérés comme les éléments essentiels du nouvel ordre politique.

Les populistes de 1945 gardèrent la même idéologie; ils revendiquèrent une aide et un soutien important pour les paysans qu'ils considérèrent comme le "pilier fondamental le plus solide de l'Etat". Les paysans occupaient ainsi pour eux, comme auparavant pour les chrétiens-sociaux, la première place parmi tous les groupes sociaux. A la différence des revendications chrétiennes-sociales restées très vagues en matière d'agriculture, celles des populistes furent exprimées de manière beaucoup plus précise. Des prix "justes" devaient être fixés par les instances de l'Etat pour tous les produits agricoles; les surfaces cultivées agrandies. Chaque catégorie d'agriculteurs avait sa part. Ainsi les principes programmatiques de 1945 réclamaient-ils l'élévation du niveau de vie des paysans de montagne par des mesures favorisant l'élevage, mais ils demandaient que d'autres mesures viennent encourager les viticulteurs et les producteurs de fruits

(92).

Ces thèmes précis furent repris et développés dans les programmes de 1952 et 1958. L'Ö.V.P. poursuivait cette même politique qui consistait à favoriser la paysannerie par rapport aux autres groupes sociaux. Parmi les nouvelles idées formulées, la principale était que la culture villageoise était la forme la plus naturelle et la plus saine de toutes les formes d'organisation sociale. Parallèlement à cette volonté de réévaluer la vie culturelle des villages, les populistes souhaitaient que le système éducatif y fût développé, ainsi que les traditions et usages populaires. Enfin, phénomène déjà présent dans l'idéologie corporative, la culture paysanne était intimement liée à la vie religieuse, celle-ci étant considérée comme "source d'un ordre plus élevé dont l'être paysan a besoin dans son combat existentiel" (93).

A partir du début des années 60, quoique restant encore l'élément essentiel sur lequel pouvaient compter les populistes, les paysans perdirent la place de choix qu'ils occupaient jusqu'alors dans les programmes politiques. Ils n'en disparurent certes pas totalement, mais l'attention qui leur était accordée fut considérablement réduite. Le nombre des agriculteurs allant décroissant, leur place au sein du concept économique populiste diminua proportionnellement. Cette diminution du nombre des paysans fut due à deux raisons essentielles: premièrement à la mécanisation croissante de l'agriculture. Si les paysans voulaient pouvoir effectuer leurs tâches dans des conditions acceptables, la mécanisation les obligeait à engager des frais coûteux, et donc à avoir recours au crédit. Ceux qui, pour des raisons diverses, étaient contraints à y recourir mais ne pouvaient le faire parce

que leurs exploitations étaient trop petites ou leurs revenus trop faibles durent abandonner leurs terres ou bien avoir une occupation annexe qui leur permît de survivre. Ainsi se développèrent dans la paysannerie autrichienne deux tendances relativement divergentes: d'une part les paysans à part entière qui, du fait de la mécanisation croissante, furent de plus en plus considérés comme de véritables entrepreneurs et abandonnèrent l'idéologie paysanne traditionnelle (94), d'autre part les petits paysans qui, par besoins économiques, durent exercer une activité d'appoint. La politique économique du parti populiste non seulement s'orienta selon cette nouvelle situation, mais aussi l'encouragea. Ainsi ce parti plaida et plaide-t-il, face à la surproduction agricole, pour une réduction de la surface des terres cultivables (95), ce qui revient à encourager les gros agriculteurs au détriment des petits. L'engagement du parti populiste en faveur de la petite paysannerie se concrétise indirectement depuis la fin des années 60 par le fait que celui-ci entend encourager la protection du milieu rural et la "rénovation des villages" (96). Néanmoins, ce qui sauve aujourd'hui la petite paysannerie, ce sont les services qu'elle peut offrir dans le domaine du tourisme, à commencer par l'hébergement des vacanciers à la ferme, source importante de revenus agricoles. Les statistiques montrent en effet que, dans presque toutes les régions de l'Autriche, un quart des nuitées s'effectue à la ferme (97), phénomène dont bénéficient pleinement les revenus agricoles. N'oublions pas non plus que le tourisme tant d'hiver que d'été crée des activités économiques nouvelles dont profitent également ceux des paysans qui ont besoin d'une seconde activité pour survivre. En encourageant ce type d'économie, les populistes

trouvent le moyen de maintenir la population rurale et ainsi conservent leur potentiel électoral.

7.5.2. Industrie.

Bien que les milieux industriels fussent ceux dont les partis conservateurs eussent financièrement le plus besoin, ils furent l'objet d'une attention moindre, notamment de la part des chrétiens-sociaux. Avant la Première Guerre, le libéralisme attirait les milieux industriels. Mais celui-ci connut un certain déclin dans l'entre-deux-guerres et le parti chrétien-social en fut le principal bénéficiaire. Toutefois, ses programmes restèrent très discrets quant à ses liens avec l'industrie. L'appui de celle-ci lui étant assuré (elle ne pouvait que s'engager dans un parti assez fort pour lutter contre les plans de la social-démocratie), il n'avait pas besoin d'en faire l'objet de préoccupations particulières. Les programmes chrétiens-sociaux évoquèrent bien peu la politique industrielle. Seul celui de mars 1919 y fit allusion, tous les autres l'évitèrent. Celui-ci revendiquait pour l'Autriche une plus grande indépendance dans le domaine de l'énergie et des matières premières; cela impliquait une intensification de l'extraction du charbon autrichien et des autres ressources minières (98). En mars 1919, l'Autriche se trouvait économiquement coupée des autres pays danubiens auprès desquels elle s'était jusqu'alors approvisionnée en matières premières et en sources d'énergie. Il lui fallait se constituer, à partir de ses propres réserves, un potentiel d'énergies et de matières premières qui lui permît de faire fonctionner son industrie sans avoir recours à l'étranger si elle voulait assurer son indépendance; d'où la revendication exprimée par les chrétiens-sociaux d'encourager la mise en valeur des ressources nationales. Mais aucun autre plan concret ne fut par la suite

prévu pour l'industrie.

Les commentaires de Richard Schmitz en 1932 offrirent une politique industrielle chrétienne-sociale un peu mieux définie; celui-ci expliqua les raisons qui avaient entraîné les chrétiens-sociaux à négliger ce secteur de l'économie. L'Autriche, d'abord, n'était qu'en passe de devenir un pays industriel; et ceux qui constituaient cette puissance s'étaient longtemps sentis représentés par le libéralisme politique. Celui-ci ayant disparu à la fin de la Première Guerre Mondiale, les industriels se tournèrent vers le parti chrétien-social pour défendre leurs intérêts. Réciproquement, ce parti crut bon de se soucier des intérêts industriels. Officiellement, il décida de favoriser l'industrie en argumentant que ceci profiterait en retour aux classes laborieuses. L'argument caché mais sans doute beaucoup plus décisif, était que l'industrie pouvait apporter les finances dont avait besoin le parti (99).

Le rapport entre le parti populiste et les industriels fut beaucoup plus clair. Le parti populiste s'organisa dès sa fondation en trois "unions". L'une d'elle, le "Wirtschaftsbund", eut pour raison d'être d'englober les milieux industriels. C'est lui qui détermina alors la politique industrielle de l'Ö.V.P.. On trouve dans le treizième principe de juin 1945 la volonté de la direction fédérale du parti de développer l'industrie autrichienne (100).

7.5.3. Commerce et artisanat.

Le parti chrétien-social s'était à l'origine constitué comme défenseur et porte-parole des intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie viennoise dans son combat contre le libéralisme et le capitalisme. Les petits artisans et commerçants menacés de ruine dans leur existence par le développement de l'ère industrielle, en avaient fait pour ainsi dire l'avocat de leur cause de sorte que ce parti peut être considéré, aussi longtemps qu'il fut sous la houlette de Karl Lueger, comme le parti représentatif de ces classes professionnelles par excellence (101). Toutefois, avant la Première Guerre Mondiale, il s'ouvrit au monde paysan et les intérêts de la petite bourgeoisie citadine furent relégués au second plan de leurs revendications (102). La Première Guerre Mondiale marqua le tournant décisif dans l'orientation de ce parti qui s'adressa de plus en plus à la grande bourgeoisie et aux milieux industriels porteurs de capitaux et négligea ainsi "l'idéologie de Monsieur-tout-le-monde" qu'il avait fait sienne au dix-neuvième siècle.

Les programmes chrétiens-sociaux publiés immédiatement après la guerre furent les seuls jusqu'à la fin de la Première République à évoquer la défense des intérêts du commerce et de l'artisanat. Le programme électoral de 1918 exigeait que "dans l'intérêt du commerce et de l'artisanat, il fût largement tenu compte des classes moyennes commerçantes lors de la démobilisation". Il souhaitait également "la plus grande rigueur à l'encontre de la concurrence illicite" (103). La défense de ces catégories professionnelles trouva le plus d'écho dans le programme de l'organisation chrétienne-sociale de 1919. Une partie importante de l'activité artisanale se déroulant à Vienne, ce phénomène n'est guère étonnant, surtout lorsque l'on a présent à

l'esprit l'orientation de ce parti à ses origines telle qu'elle est évoquée plus haut. Le parti chrétien-social viennois exigeait que des mesures fussent prises afin de protéger et d'encourager le commerce et l'artisanat. En ce qui concerne la protection, ces mesures étaient de deux ordres: d'une part, il fallait créer des bureaux de conseil juridique pour aider les commerçants et artisans dans leurs rapports avec l'administration, d'autre part mettre en place une législation qui empêchât aux "commerçants étrangers qui utilisent la misère généralisée pour s'enrichir" d'exercer leur profession sur la place viennoise (104). (Les "commerçants étrangers" visés n'étaient autres que les Juifs venus de l'Est de l'ancienne monarchie après son effondrement). Les chrétiens-sociaux réclamaient en outre pour le commerce et l'artisanat une aide matérielle de la Commune. Celle-ci devait leur procurer les matières premières, les sources d'énergie et les ateliers nécessaires à l'exercice de leurs activités professionnelles, organiser des foires et mettre à leur disposition un bureau de consultations (105). Enfin, dernier point important, les chrétiens-sociaux entendaient multiplier les lieux d'apprentissage en atelier et soutenir ou créer des institutions sociales en faveur des apprentis telles que foyers de jeunes travailleurs, bibliothèques, etc (106). Néanmoins, le programme viennois de 1919 fut le dernier à formuler clairement la ligne d'une politique chrétienne-sociale en faveur du commerce et de l'artisanat.

La direction du parti chrétien-social ne manifesta plus dès lors d'intérêt particulier pour ces catégories professionnelles. L'initiative revint à la base dont la mission fut peu à peu de s'organiser, ce qui devint bientôt l'affaire de Julius Raab, élu

député chrétien-social en 1927 et futur chancelier de la Seconde République. Celui-ci chercha, dès 1927, à unifier le commerce et l'artisanat en une seule organisation qui aurait été le pendant du mouvement ouvrier chrétien (107). Il ne put toutefois alors réaliser son but, Seipel le chargeant de la direction des Heimwehren de Basse-Autriche. A partir de 1930, Raab multiplia ses efforts afin de faire de "l'union austro-allemande des artisans", organisation professionnelle apolitique, un membre à part entière du parti chrétien-social, ce qui fut réalisé le 13 octobre 1932 (108). En mars 1933, celle-ci s'unit à plusieurs autres organisations régionales d'artisans pour former "l'union des artisans du Reich" (le mot "Reich" ne signifie pas ici Reich allemand mais une résurgence de la monarchie) dont Raab fut élu président. En cette qualité, il fut nommé rapporteur pour le commerce et l'industrie auprès de la direction du parti chrétien-social (109). Dans cette perspective, artisans et commerçants se voyaient de nouveau représentés. Avec l'instauration de la constitution corporative en mai 1934, "l'union des artisans" qui, entre temps, était devenue "autrichienne", fut déclarée comme l'unique représentante de la catégorie des artisans et commerçants dont elle devint officiellement la "corporation" (110). L'annexion de l'Autriche par Hitler mit cependant un terme à cette politique.

En 1945, le parti populiste autrichien renoua avec la tradition chrétienne-sociale de défense des intérêts des commerçants et artisans. Toutefois, ceux-ci ne furent plus considérés comme un groupe à part mais intégrés dans l'union patronale, le "Wirtschaftsbund". Cette décision trouva son reflet immédiat dans le fait que les revendications les concernant furent englobées dans les principes programmatiques de juin 1945 dans

celles relatives à l'industrie. Le passage relatif aux commerçants et artisans réclamait un "encouragement vigoureux de l'artisanat, en particulier de l'artisanat autrichien de qualité, protection des artisans et commerçants honnêtes face aux éléments peu sérieux qui sapent sa force concurrentielle par leurs mauvais agissements économiques et leur mauvaise morale fiscale" (111).

Cette ligne définie après la guerre fut maintenue et développée dans le programme de 1952 dans lequel les entreprises artisanales furent considérées comme la "base de départ indispensable d'une saine structure de la propriété" (112) et le cours économique alors engagé par le parti populiste et le chancelier Raab fut une politique favorable à ces catégories professionnelles. Celui-ci se traduisit concrètement par une baisse des taux de fiscalité des petites et moyennes entreprises qui devait leur permettre d'augmenter leurs investissements, ainsi de se moderniser, et aussi grâce à l'attribution de crédits à taux réduits (113).

La politique de diminution fiscale initiée par Reinhard Kamitz, ministre des Finances du cabinet Raab, qui devait avantager les petites entreprises, le commerce et l'artisanat, fut de nouveau à l'ordre du jour sous le gouvernement monocoloré populiste (1966-1970). Elle fit cette fois partie du "plan Koren" appelé ainsi du nom du successeur de Kamitz. Cette nouvelle tentative de réduction fiscale devait, en allégeant les charges des artisans et commerçants, relancer l'activité économique. Elle ne put cependant qu'en partie être réalisée (114).

Depuis lors, la politique économique du parti populiste à l'égard de ces catégories professionnelles n'a pas changé. Elle se résume à la réduction des impôts qui pèsent sur ces groupes, à

l'encouragement de l'investissement et à la modernisation de l'appareil de production.

CHAPITRE 8

POLITIQUE SOCIALE

Il serait faux de penser que les partis conservateurs aient concentré toute leur action politique au service du capitalisme. Ceux-ci ne se disent pas, sur la scène politique autrichienne, les représentants du grand capital, mais bien plus de la petite et moyenne bourgeoisie et de la petite et moyenne paysannerie qu'ils entendaient défendre contre les abus du capital. Toute une partie très importante de leur programmation est en effet consacrée aux problèmes sociaux. S'ils sont fondamentalement partisans d'un système économique capitaliste, ils n'en sont pas pour autant moins convaincus qu'une certaine politique sociale est nécessaire si l'on veut pouvoir maintenir en vigueur ce régime économique. Les conservateurs autrichiens ont donc, comme nous allons le voir, des préoccupations sociales, mais celles-ci n'existent que dans la mesure où un manque d'attention de la part du patronat pourrait éventuellement entraîner des troubles sociaux. Ainsi

les mesures qui doivent être prises ne visent-elles pas à assurer un mieux-être aux classes laborieuses, mais à leur donner le minimum nécessaire afin qu'elles ne se trouvent pas en état de révolte.

8.1. Le salaire juste.

La question du salaire versé et de son calcul constitue l'un des axes principaux de la politique sociale des partis conservateurs autrichiens. Le fait de garantir un salaire au travailleur ne fut jamais considéré comme un droit ou un dû normal résultant du travail fourni par cette personne, mais comme l'élément nécessaire et indispensable qui permet à celui-ci de se maintenir en bonne santé et ainsi de reproduire sa force de travail. Il n'était pas question de le rémunérer au prorata des bénéfices réalisés par son entreprise.

Pour ce qui est du parti chrétien-social, il convient d'emblée de signaler que la problématique du salaire ne fut réellement évoquée que par le mouvement ouvrier chrétien. L'organisation générale du parti dont les bases sociologiques étaient essentiellement constituées par la paysannerie et la bourgeoisie ne s'occupa guère de ce sujet et, lorsqu'elle le fit, ce fut surtout en reprenant les propositions de son aile ouvrière.

La politique des salaires pratiquée sous la Première République reçut dès le 18 décembre 1919 un cadre

institutionnel officiel: le vote de la loi sur les contrats collectifs prévoyait également la fixation des salaires des ouvriers intéressés. Cette loi fut adoptée par l'Assemblée nationale constituante, avec l'assentiment des chrétiens-sociaux. Toutefois, celui-ci ne fut pas inconditionnel: si Spalowsky, représentant les ouvriers chrétiens, s'engagea vivement en faveur de ce projet de loi, d'autres chrétiens-sociaux tels que Kollmann et Gürtler, orientés pour leur part vers les intérêts du patronat, prirent position contre. C.A. Gulick souligne que ces dissensions furent à l'origine du fait que le parti chrétien-social se détourna de son orientation démocratique et sociale (1). Il faut aussi ajouter que cette période coïncide avec la fin des troubles révolutionnaires en Autriche. Celle qui suivit allait inciter les chrétiens-sociaux à chercher à reprendre les avantages sociaux qu'ils avaient accordés sous la pression des événements.

La politique chrétienne-sociale des salaires fut, pour l'entre-deux-guerres, définie dans le programme de Linz publié en 1923 qui stipulait:

"Le salaire doit se situer en juste relation avec le fruit du travail. Il doit assurer à la famille ouvrière une vie conforme à son rang social (salaire familial). En cas de famille nombreuse, le salaire doit être complété par des suppléments versés par les caisses d'allocation familiales." (2)

Les ouvriers chrétiens revendiquaient un salaire qui correspondît au fruit de leur travail, et ceci de manière juste. Ils étaient donc conscients du fait que leurs salaires n'étaient pas en relation réelle avec le fruit de leurs efforts. Ils n'allaient toutefois pas jusqu'à affirmer que les

employeurs les sous-payaient. Il ressort également de cette prise de position que les familles nombreuses n'étaient pas en mesure de vivre du ou des salaires perçus. Des compléments familiaux étaient nécessaires. Il ne venait pas à l'idée des travailleurs chrétiens de demander des augmentations de salaire. Ils ne pensaient pas non plus à réclamer la révision du calcul des salaires à partir des profits réalisés par les entreprises. L'essentiel était que la famille ouvrière pût conserver son niveau de vie et rien de plus.

Il est intéressant de noter au passage que ce problème du salaire ne se trouva pas évoqué dans le programme de 1926. Alors que celui de 1923 avait été formulé par des ouvriers pour des ouvriers, celui-ci tenait compte des intérêts de l'ensemble du parti. Vu que les ouvriers n'en représentaient qu'une petite partie, leurs revendications ne trouvèrent pas d'écho dans le programme général du parti. Et pourtant, les commentaires qu'en donna R. Schmitz en 1932 se penchèrent, hâtivement certes, mais quand même, sur ce sujet. Schmitz y reprenait l'idée que le salaire devait être calculé afin de permettre à la famille ouvrière de vivre décemment et rendre possible la constitution d'une épargne familiale destinée à parer aux coups durs (3). C'était toujours la même idée qui dominait: le salaire servait à maintenir la famille à son niveau social du moment, mais pas à l'élever sur le plan matériel; il devait lui permettre de se reproduire sans aller au delà.

Dès le début de la crise financière des années 20, le parti chrétien-social, et en particulier Mgr. Seipel, songea à résoudre les problèmes en réduisant les acquis sociaux, et notamment les salaires. Toutefois, il fallut attendre 1933 et

l'élimination du Parlement pour que ces mesures fussent mises à exécution; les chrétiens-sociaux savaient que leurs adversaires sociaux-démocrates se seraient opposés à toute mesure de cet ordre. Mais peu après l'élimination du Parlement, le gouvernement de Dollfuß imposa par décret-loi la suppression des conventions collectives, ce qui revenait à libérer la politique des salaires (4), ceci parce que ces derniers étaient considérés comme "trop élevés". L'exemple des ouvriers de la construction est révélateur à cet égard. Leurs salaires furent réduits dès 1933 de 7 % et, pour l'ensemble de la période 1933-1938, de 25 à 28 % (5). L'Union syndicale créée par le régime austrofasciste ne protesta pas contre cette politique, se contentant de réclamer le minimum existentiel pour tous (6).

Après la guerre, le parti populiste reprit pour l'essentiel l'argumentation de son prédécesseur chrétien-social. Dans ses principes programmatiques, il était question d'un "salaire juste" et de la "reconnaissance du droit qui existe à jouir du fruit de son travail". Toutefois, ce sujet ne fut pas davantage développé et les théoriciens du parti ne l'abordèrent pas non plus dans leur réflexion. Il fallut attendre le programme de 1952 pour voir ces notions plus précisément définies. Le "salaire juste" y fut alors qualifié de "rémunération se trouvant en juste proportion aussi bien avec le travail ou le service effectué par le travailleur qu'avec la quote-part du revenu global de l'entreprise". (7)

L'Ö.V.P. s'ouvrait ainsi à un nouveau type d'argumentation. Le salaire devait encore correspondre au travail fourni mais les populistes formulaient l'idée qu'il pourrait être calculé de

sorte que les travailleurs fussent associés aux bénéficiaires de leurs entreprises, idée à l'époque révolutionnaire dans le camp conservateur, mais qui fut cependant rapidement enterrée; elle disparut dès le programme de 1958 pour ne plus réapparaître. Ce dernier programme cité s'en tenait à l'idée que le salaire ne servait qu'à entretenir la famille. Il évoquait en outre le fait que le salaire devait permettre la satisfaction des besoins culturels de la famille ainsi que l'acquisition d'une propriété personnelle (8). Ces deux idées restaient toutefois en deçà de l'évolution réelle des besoins sociaux. Elles ne visaient pas à modifier les structures sociales, mais à les renforcer. Les besoins devaient être satisfaits seulement afin d'éviter une éventuelle révolte. Il s'agissait de cacher un malaise social, non d'en résoudre les causes.

La conception populiste du salaire n'a ainsi guère évolué par rapport à celle des chrétiens-sociaux. Celui-ci sert à entretenir la famille, ne contribue cependant pas à l'émancipation des salariés.

8.2. La durée du temps de travail.

Jusqu'à la Première Guerre Mondiale, la durée journalière du temps de travail avait été fixée par une loi de 1870 à onze heures, mais les employeurs faisaient parfois travailler leurs ouvriers plus longtemps que celle-ci ne le permettait. Le seul domaine dans lequel la législation sociale avait progressé

était celui du travail des enfants; celui-ci fut interdit par la loi du 8 mars 1885 pour tous les enfants en âge de moins de quatorze ans en usine et de moins de douze dans les ateliers.

Les chrétiens-sociaux revendiquèrent immédiatement après la guerre que fût fixée une limite maximale au temps de travail journalier. Le programme électoral de 1918 réclamait la fixation légale d'une durée maximum du travail, sans préciser toutefois s'il s'agissait de l'horaire journalier ou hebdomadaire (9). On peut certainement l'expliquer par le fait qu'il s'agissait d'un programme rapidement conçu à la fin de la guerre en vue d'une échéance électorale qui tombait au milieu du chaos de l'effondrement de la monarchie. Le 19 décembre 1918, soit quatre jours seulement après que les chrétiens-sociaux aient eu adopté ce programme électoral, ils votèrent, conjointement avec les sociaux-démocrates, la loi établissant la journée de huit heures pour toutes les entreprises fonctionnant selon le mode des usines (10). Cette loi limitait en outre la semaine de travail à quarante-quatre heures pour les femmes et les jeunes de moins de seize ans; toutefois, cette dernière clause fut assouplie dès le 12 février 1919 sous prétexte que les quatre heures de travail manquantes portaient préjudice à l'efficacité du travail des ouvriers qualifiés, ceux-ci étant alors privés de leurs forces d'appoint (11). L'interdiction, le 14 mai 1919, du travail de nuit pour les jeunes filles âgées de moins de dix-huit ans et les garçons de moins de seize ans vint compléter cette législation (12).

Cette question de la limitation du temps de travail fut étendue aux commerces par la loi que fit adopter le social-démocrate Ferdinand Hanusch le 17 décembre 1919 et qui

prévoyait la journée de huit heures, la semaine de quarante-huit heures et le congé du samedi après-midi pour tous les secteurs de l'économie, sauf celui de l'agriculture. En réalité, si les chrétiens-sociaux votèrent ces projets de loi, ce ne fut pas tant afin d'améliorer les conditions de vie ouvrière que de limiter l'extension du chômage, l'aile patronale du parti chrétien-social ne pouvant tirer profit de ces mesures. Notons que cette loi fut adoptée en grande partie sous l'impulsion du député chrétien-social Spalowsky (13) dont le parti s'attachait à pratiquer une politique favorisant les commerçants et artisans. Elle ne fut cependant pas appliquée avec beaucoup de rigueur puisque, dans leur programme de Linz, les ouvriers chrétiens réclamaient une durée moyenne du temps de travail de huit heures; cela signifiait que certaines branches de l'activité économique ne s'en tenaient pas à la législation en vigueur. Le programme de Linz prévoyait toutefois une certaine flexibilité par rapport à la loi, et ceci en fonction du caractère plus ou moins éprouvant du travail effectué. Dans le cas où le travail était très pénible, les chrétiens-sociaux proposaient déjà de réduire la durée du temps de travail à moins de huit heures par jour (14). Le mouvement ouvrier chrétien fut toutefois le seul dans le camp chrétien-social à s'engager sur cette question. L'organisation générale du parti resta muette à ce sujet, les représentants de l'industrie et du commerce qui le composaient ne voyant pas d'un bon œil de telles propositions.

Les responsables de l'Etat corporatif ne remirent pas officiellement en cause la loi sur la journée de huit heures, mais celle-ci fut souvent contournée dans la mesure où une

série d'ordonnances d'exception vinrent en limiter la validité (15). Dans la pratique, la loi imposant la journée de huit heures fut souvent enfreinte et les ouvriers contraints de travailler plus longtemps. La loi établissant la semaine de quarante-quatre heures pour les femmes et les jeunes fut supprimée et ceux-ci furent soumis, comme le reste des travailleurs, à la semaine officielle de quarante-huit heures (16). Toutefois, celle-ci ne fut pas respectée et l'inspection du travail fit état de semaines de travail allant jusqu'à soixante ou soixante-quatre heures dans le commerce. En 1939, le régime nazi abolit la loi des huit heures de travail journalier et la journée de travail dépassa alors les dix heures (18).

La loi limitant la durée du travail journalier à huit heures fut réintroduite en 1945; toutefois, il fallut attendre 1959 pour que la semaine de travail passât de quarante-huit à quarante-cinq heures. La semaine de quarante heures fut certes votée en 1969, mais ne fut cependant mise en application qu'en 1975 (19). Le parti populiste autrichien vota ces lois avec les autres partis politiques, sans malgré tout s'engager en faveur de la réduction du temps de travail. Sur cette question, c'est encore l'opinion du "Wirtschaftsbund" patronal qui prédomine, refusant l'idée de la semaine de trente-cinq heures car celle-ci menacerait, à son avis, de mettre en danger l'économie autrichienne.

Il est encore un point auquel le mouvement ouvrier chrétien fut particulièrement sensible: celui du repos dominical. Bien qu'il fût légalement ancré dans la législation autrichienne depuis le 16 janvier 1895, il ne fut visiblement

pas respecté par les entrepreneurs, fait qui est seul en état d'expliquer ce rappel formulé par les ouvriers chrétiens qu'il n'était "permis de toucher ni aux jours de fête, ni aux dimanches" (20).

Il faut constater que ces revendications furent exprimées dans les premiers programmes qui suivirent la Première Guerre, mais ne le furent plus dans celui de 1926 par exemple ni dans les objectifs de la politique corporative qui allait être installée à partir de 1934.

Au contraire, sous l'Etat corporatif, il fut plus ou moins officiellement permis de faire travailler le dimanche et les jours fériés. La légalisation de cette pratique fut effectuée en 1939 sous le régime national-socialiste. Le repos hebdomadaire dut cependant être rapidement rétabli à cause des vagues de mécontentement qui furent soulevées dans le pays par la nouvelle législation (21). Depuis lors, le repos dominical et les jours fériés ne sont pas fondamentalement remis en cause, même si l'Ö.V.P. se prononce parfois en faveur d'une plus grande flexibilité en ce qui concerne les plages horaires de travail (22).

8.3. Assurance sociale.

Diverses caisses d'assurance sociale avaient été créées au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle sans toutefois couvrir toutes les branches d'activité

professionnelle. D'autre part, les caisses de maladie et de retraite constituaient autant de caisses séparées ayant chacune un régime différent. Le parti chrétien-social s'est d'abord efforcé d'obtenir une certaine unification de tous ces régimes. Ainsi son programme de décembre 1918 réclamait-il déjà une "réforme des caisses maladie et des assurances accident" ainsi que la création d'une assurance vieillesse et chômage (23). Il s'agissait d'unifier les différents systèmes d'assurance maladie et accident afin d'éliminer les disparités existant entre elles. Le second point, à savoir la création de caisses de retraite, d'invalidité et de chômage visait à faire bénéficier les couches les plus déshéritées d'un certain bien-être social. Ces divers éléments furent repris et précisés dans le programme de 1919. Les chrétiens-sociaux y exigeaient que tous les ouvriers fussent affiliés à la même caisse d'assurance sociale et que fût créée une caisse de retraite et d'invalidité.

Dans la programmation chrétienne-sociale, un pas décisif fut accompli lorsque l'unification de toutes les caisses en une seule assurance sociale fut mise à l'ordre du jour. C'est ce que prévoyait le programme de Linz en 1923. Les ouvriers chrétiens proposaient qu'une seule assurance sociale générale remplaçât les différentes caisses qui pouvaient alors exister. Leur projet prévoyait que cette caisse serait portée par les corporations et que l'Etat n'y posséderait qu'un droit de contrôle; il visait donc encore plus que le programme précédent à renforcer la cohésion du monde du travail. Mais en voulant faire gérer cette caisse par les corporations professionnelles, les ouvriers chrétiens cherchaient dès 1923 à l'organiser selon

des principes corporatifs (24).

Cette approche des choses, certes tout à fait conservatrice, était toutefois moins problématique que la manière dont Richard Schmitz allait définir la sécurité sociale quelques années plus tard. En 1932, il écrivait que "la sécurité sociale subvient en quelque sorte aux mauvais jours de maladie, d'invalidité, de vieillesse et de chômage et adoucit ainsi le dur sort prolétarien de l'insécurité de l'existence (25). Schmitz avait raison sur le contenu, mais sa manière de s'exprimer dénotait un mépris certain à l'égard de cette institution. Celle-ci était faite pour soulager les misères du prolétariat et rien de plus. Cela est juste, certes, mais le ton est très dépréciatif. Cette prise de position correspondait toutefois à l'idéologie corporative qui régnait dans les milieux chrétiens-sociaux.

Entre temps, le gouvernement à dominance chrétienne-sociale s'était résolu, après avoir longtemps retardé l'adoption de ces projets, à instaurer des caisses d'assurance sociale obligatoires pour tous les salariés, et ceci par branches professionnelles. Ainsi, le 20 décembre 1926, fut adoptée la loi créant une assurance sociale unifiée pour tous les employés; le 24 mars 1927, l'assurance sociale pour les ouvriers vit le jour et le 28 juillet 1928 la loi régissant l'assurance des ouvriers agricoles. Ces mesures destinées à améliorer le sort des couches laborieuses devaient servir, dans la stratégie chrétienne-sociale, à éviter des troubles sociaux et à faire en sorte que les travailleurs ne se tournent pas vers la social-démocratie.

Toutefois, avec la progression de la crise économique,

le gouvernement ne tarda pas à imposer la réduction des prestations. La loi du 18 mars 1935 adoptée sous l'austrofascisme les réduisit dans tous les domaines, ce qui fut synonyme de recul dans la législation sociale (26). En 1939, l'occupant allemand imposa la sienne à l'Autriche et il fallut attendre la libération du pays pour que fussent rétablies les lois autrichiennes.

Le problème de la sécurité sociale ne fut pas, semble-t-il, le souci numéro un des populistes en 1945 puisqu'ils ne l'évoquèrent pas dans leur programme. Certes, ils parlaient bien de l'"état social" et d'"institutions sociales exemplaires", mais ne concrétisèrent pas davantage leurs intentions. Par contre, dans leur programme de 1952, ils réclamaient "une révision complète de la sécurité sociale" (27). La situation de division et de multiplication des différentes institutions ne les satisfaisait pas. Ils souhaitaient l'unification des divers régimes d'assurance comme cela fut réalisé en 1955. En effet, le 9 septembre 1955, le Parlement autrichien adopta le projet de loi instaurant un régime général de sécurité sociale pour tous les salariés, couvrant tous les domaines de la protection sociale et mettant fin à la multiplicité des régimes d'assurance des salariés. L'attention des populistes se portait sur deux groupes particuliers: les familles et les personnes âgées. En ce qui concerne les premières, les populistes s'appuyaient sur le fait qu'un père de famille qui devait nourrir plusieurs bouches et gagnait le même salaire qu'un célibataire était de la sorte très désavantagé sur le plan social; ils réclamaient pour cette raison l'attribution d'une

allocation familiale en mesure de compenser ce handicap. Pour ce qui est des personnes âgées, ils pratiquaient une véritable politique "populiste" dans le sens où leur désir de voir s'établir une politique plus sociale à l'égard de ce groupe était davantage porté par des soucis stratégiques (il s'agissait de conserver ou d'attirer les suffrages des retraités sur l'Ö.V.P.) que par une volonté réelle d'améliorer son sort.

A partir de la loi de 1955 sur l'organisation des régimes de sécurité sociale qui fut votée avec les voix de l'Ö.V.P., ce domaine de la politique sociale fit partie des acquis sociaux et ne fut plus l'objet de revendications particulières.

En réalité, la politique chrétienne-sociale puis populiste ne visait pas à concevoir la sécurité sociale comme un moyen d'émancipation de la classe laborieuse, mais de maintenir celle-ci dans son état de productivité. Les objectifs de ce camp politique étaient de permettre à cette classe de se renouveler, non de s'émanciper.

8.4. Assurance chômage.

L'effondrement de l'industrie d'armement et la démobilisation de la fin de la Première Guerre Mondiale furent les causes de l'augmentation rapide du nombre des chômeurs en Autriche. Pour faire face à cette situation, le gouvernement provisoire institua dès le 6 novembre 1918 une allocation-chômage allouée d'abord aux ouvriers de l'industrie, puis cette

mesure fut étendue aux employés et finalement également aux ouvriers agricoles. Elle ne resta toutefois en vigueur que jusqu'en février 1919 pour les travailleurs de cette dernière catégorie professionnelle (27). Le texte de loi adopté conjointement par les chrétiens-sociaux et les sociaux-démocrates indiquait alors que l'Etat portait seul la charge sociale de cette nouvelle institution.

Ce système d'une allocation-chômage financée entièrement par l'Etat fut l'objet d'une réforme dès le 24 mars 1920 qui créa officiellement l'assurance-chômage. En fait, son véritable but était de transférer les charges sociales provoquées par l'allocation-chômage et jusqu'alors supportées par l'Etat sur d'autres institutions, dans le cas présent sur les patrons et les salariés. Au terme de la nouvelle loi, Etat, patrons et salariés contribuaient, chacun pour un tiers, au financement de l'assurance-chômage (28). Le parti chrétien-social donna son assentiment à ce projet de loi, toutefois seulement après avoir obtenu que les ouvriers agricoles et les salariés du monde rural ne fussent pas inclus dans ce système (29).

Par la loi du 29 décembre 1926 instituant une seule caisse d'assurance pour les employés, le gouvernement chrétien-social de Mgr. Seipel créait un privilège pour cette catégorie professionnelle et incluait l'assurance-chômage dans le système général de sécurité sociale de cette catégorie. Toutefois, cette loi ne concernait pas les ouvriers; vu les difficultés économiques croissantes, les patrons et les industriels ne tardèrent pas à demander la réduction des indemnités de chômage.

Dès 1930, l'union des artisans et industriels autrichiens

la réclama ainsi que la suppression de toute allocation pour les chômeurs de longue durée (30). Néanmoins, ces mesures durent attendre l'arrivée de Dollfuß au pouvoir pour se concrétiser. Dès 1932, commença une politique de réduction des indemnités de chômage. Le territoire autrichien fut divisé en zones urbaines et rurales dans lesquelles les indemnités de chômage furent différentes. De nombreuses communes classées d'abord en zone urbaine furent déclassées en zone rurale, ce qui permettait de réduire les prestations (31). Sous le régime corporatif, la situation des chômeurs s'aggrava encore dans la mesure où nombre d'entre eux furent privés à partir de 1936 de leurs droits à l'allocation-chômage, chaque chômeur devant avoir cotisé pendant au moins cinq ans au cours des dix dernières années, ce qui excluait bien des travailleurs (32).

Sous la Seconde République, le gouvernement de la Grande Coalition auquel participait le parti populiste fit adopter en 1946 une nouvelle loi sur l'assurance chômage qui garantissait aux chômeurs une vie décente. Il ne fut plus dès lors question, dans les rangs conservateurs, de remettre en cause les acquis atteints en ce domaine.

8.5. Politique du logement.

Avant d'analyser la politique du logement pratiquée par les partis conservateurs autrichiens, il convient de souligner que l'Autriche de l'entre-deux-guerres, tout comme celle d'après 1945, souffraient d'un manque chronique de logement.

C'est sans doute cette situation particulièrement alarmante à la fin de la Première Guerre Mondiale qui conduisit les chrétiens-sociaux, dès décembre 1918, à réclamer une "politique du logement qui corresponde aux exigences de l'époque" (33). Toutefois, la formulation restait très vague; ceux-ci n'avaient encore aucun plan concret. Dans leur programme de 1919, ils firent une série de propositions plus précises. Pour faire face au manque de logements qui régnait alors, ils proposaient de construire de petits appartements pour les employés municipaux, d'aider les sociétés immobilières d'utilité publique, c'est-à-dire les sociétés qui perçoivent des subventions du trésor public, enfin d'accorder des crédits aux particuliers désireux de bâtir eux-mêmes (34). Il n'était pas question pour ce parti de soutenir la construction des logements sociaux qu'avaient entreprise les sociaux-démocrates dans le cadre des réalisations de Vienne la Rouge. A ce type de logement social qui favorise la vie collective, il opposait le logement individuel, voire la propriété privée, seuls garants de l'ordre établi, les sociétés immobilières d'utilité publique n'ayant d'autre but que de donner accès au logement individuel à un plus grand nombre de gens. L'individualisation devait en outre être renforcée par la multiplication des petits jardins ouvriers là où c'était possible. Mais en réalité, jamais le parti chrétien-social ne mit ces plans à exécution.

Après la Seconde Guerre Mondiale, le parti populiste reprit cette ligne et la continua, mais, à la différence du parti chrétien-social, il déclara beaucoup plus ouvertement vouloir encourager l'individualisation que nous venons de

décrire. Son programme de 1958 ne stipulait-il pas que "le but final d'une politique du logement était l'habitat individuel pour chaque famille" (35). Conformément à l'idéal de propriété privée que se donnait l'Ö.V.P., ce parti encouragea la construction de logements que les particuliers pouvaient acheter et non louer.

Enfin, un point semble essentiel dans la politique du logement de ce parti, à savoir que ce n'est pas en construisant de nouveaux appartements que l'on résoud le problème de la crise du logement, mais en restaurant les immeubles déjà existants. Ce trait de la politique populiste, mis à l'ordre du jour dans les dans les années 50, s'est maintenu jusque dans les années 80 puisque l'Ö.V.P. encourage davantage la rénovation de l'habitat ancien que la construction d'immeubles neufs.

Ces diverses théories trouvèrent leur concrétisation dans la réforme de l'habitat réalisée en 1967 par le gouvernement populiste monocouleur. Une série de mesures fut alors prise, destinée à encourager l'accession à la propriété de l'habitat et la restauration des immeubles anciens. Les loyers furent en outre augmentés pour, disait-on, les adapter aux "nouvelles données économiques". But essentiel de cette réforme était, affirmait-on alors dans le camp populiste, de mettre un terme à la politique du logement socialiste (36).

—

QUATRIEME PARTIE

POLITIQUE CULTURELLE

CHAPITRE 9

LE SYSTEME EDUCATIF

Le système éducatif que se donne une société est toujours le reflet des objectifs des partis politiques au pouvoir. En effet, chaque parti essaie, lorsqu'il gouverne, de transmettre à la jeunesse les valeurs qu'il fait siennes. Dans l'histoire autrichienne, le système scolaire fut souvent l'enjeu de rivalités politiques, notamment à partir du moment où le pays fut démocratiquement gouverné par les partis politiques. Dès lors, aussi bien sociaux-démocrates que chrétiens-sociaux furent conscients du fait qu'ils pouvaient influencer la jeunesse dans un sens ou dans l'autre à travers le système éducatif qu'ils mettraient en place. Les conservateurs autrichiens n'oublièrent jamais ce principe; ils surent très bien, au contraire, qu'une politique scolaire appropriée était en mesure de leur profiter et constituait un excellent moyen pour faire passer leurs idées dans

la jeunesse. Ainsi, pour ces partis très liés à l'Eglise catholique pour qui la pensée chrétienne représentait un élément essentiel de leur philosophie, le système éducatif devait être profondément pénétré par l'idéologie chrétienne, d'où leur engagement afin que les valeurs chrétiennes occupent une place centrale dans leur conception de l'école.

9.1. Education fondée sur la morale et la religion.

9.1.1. L'instruction religieuse.

"Une école `neutre sur le plan religieux' est désormais aussi peu possible qu'une école dite `libre', c'est-à-dire non liée à une confession." (1)

Cette phrase écrite en 1935 sous l'Etat corporatif à une époque où les conservateurs autrichiens se proposaient de "confessionnaliser" le système éducatif aurait pu l'être aussi bien sous la plume d'un membre du parti chrétien-social que de l'Ö.V.P.; elle résume l'attitude de ce camp politique.

Si l'on reprend l'histoire du système éducatif autrichien, on découvre qu'une loi de 1869 avait rendu l'éducation religieuse obligatoire, ainsi que la participation à différents exercices religieux tels que la prière du matin, la participation à la messe, la pratique régulière des sacrements de l'Eglise, etc.

Or, un décret du sous-secrétaire d'Etat social-démocrate Otto Glöckel en date du 19 avril 1919 rendit toutefois facultative la participation aux cours d'instruction religieuse et aux

exercices religieux, ce qui correspondait aux intentions de son parti.

Il n'en fallut pas moins pour déclencher une sorte de "guerre scolaire" autour de ce thème. Le but primordial du parti chrétien-social fut alors de rétablir le caractère obligatoire de l'instruction religieuse. Car transmettre les valeurs contenues dans cette instruction, c'était assurer dans la jeunesse la permanence de valeurs religieuses conservatrices et ainsi renforcer les bases du conservatisme politique. En effet, les valeurs religieuses que véhiculaient le camp conservateur et l'Eglise d'Autriche n'étaient pas de nature émancipatrice, en opposition à d'autres valeurs religieuses progressistes défendues par des groupes de chrétiens français rassemblés par exemple autour du philosophe Emmanuel Mounier et de la revue "Esprit".

Une revendication allant dans ce sens fut formulée dès le programme chrétien-social de 1919 qui réclamait une "réforme profonde de l'ensemble du système éducatif qui garantît l'éducation religieuse et morale dans le sens de l'idéal culturel chrétien de notre peuple." (2)

Les chrétiens-sociaux partageaient de l'idée que la grande majorité des Autrichiens était catholique et qu'il convenait de leur transmettre les valeurs de cette religion par un enseignement approprié obligatoire à tous les niveaux du système éducatif.

La volonté d'imposer l'instruction religieuse à l'ensemble du système éducatif constitua dès lors une constante du catalogue des revendications conservatrices. Dans son programme de 1926, le parti chrétien-social insistait pour que "l'instruction religieuse, y compris la pratique religieuse, fût reconnue comme matière obligatoire dans toutes les écoles primaires et

secondaires." (3)

Cette prise de position représentait une réponse au programme que le parti social-démocrate venait de publier et qui réclamait pour les élèves la liberté de pouvoir participer ou non aux cours d'instruction religieuse (4).

Le parti chrétien-social réussit dès l'été 1927 à réintroduire le caractère obligatoire de l'instruction religieuse dans les écoles primaires et secondaires et mena une lutte acharnée contre les "autorités malveillantes" qui, soi-disant, s'interposaient pour empêcher les élèves d'y participer. Ce parti s'employa à partir de cette date à étendre l'instruction religieuse à tous les domaines scolaires, ne put cependant atteindre ce but que sous l'Etat corporatif, en 1934.

Sous ce "nouveau" régime, l'instruction religieuse retrouva la place qu'elle avait occupée d'après la loi de 1869. Dès le 10 avril 1933, Rintelen, ministre de l'Education, supprima le décret pris par Glöckel en 1919, rétablissant ainsi le caractère obligatoire de l'instruction religieuse dans les écoles publiques (5). Dollfuß qualifia par ailleurs de "plus grand crime qui puisse être commis contre la jeunesse" de lui inculquer des valeurs matérialistes (6). C'est sous ce régime que l'instruction religieuse devait prendre l'importance que les catholiques souhaitaient lui donner. Celle-ci ne devait pas se cantonner à deux ou trois heures de cours par semaine, mais pénétrer de son esprit l'ensemble des autres matières. Robert Krasser définissait ainsi en 1935 les rapports entre l'instruction religieuse et les autres matières:

"Chaque matière doit former la conviction et la conscience de l'élève. Même les matières scientifiques ne sont pas exclues de

cette norme; elles contribuent à établir chez les élèves une pensée religieuse en ce qu'elle les mène à reconnaître Dieu comme source de toute existence et à découvrir la nature comme création de Dieu." (7)

En pénétrant toutes les matières de l'esprit religieux, les tenants du corporatisme pensaient pouvoir éliminer les restes de l'éducation qu'avait laissés le décret d'Otto Glöckel. Leur but était de "cléricaliser" l'ensemble de la vie de la nation autrichienne. Ce système fut toutefois totalement démantelé lorsque les nazis envahirent l'Autriche. L'enseignement fut à nouveau laïcisé, mais à la place de la religion, les nazis mirent leur idéologie totalitaire.

En 1945, la volonté de l'Eglise catholique de ne se lier à aucun parti politique aurait pu avoir pour conséquence que les partis prennent amplement leurs distances par rapport au problème de l'instruction religieuse. Or, il n'en fut pas toujours ainsi; le parti populiste, qui se voulait d'inspiration chrétienne, reprit sous une forme atténuée les revendications des chrétiens-sociaux en la matière. Dans son programme de 1945, il exigeait que les jeunes puissent jouir d'une éducation religieuse dans les communautés respectives et que cet enseignement puisse se faire de manière officielle dans l'enceinte de l'école. Si ce point semblait quasiment identique au programme chrétien-social, il ne l'était toutefois pas totalement dans la mesure où le parti populiste ne parlait plus seulement de l'Eglise catholique, mais réclamait aussi pour les autres communautés religieuses la possibilité, à part égale, de transmettre leurs propres valeurs dans des cours d'instruction religieuse qu'elles organiseraient elles-mêmes. Et puis, différence essentielle avec la politique

chrétienne-sociale, les enfants sans confession ne seraient plus tenus de prendre part aux cours d'instruction religieuse, devraient toutefois suivre des cours de remplacement obligatoires (8). Cette position signifiait une double attitude: l'Ö.V.P. acceptait d'une part que la jeunesse ne fût pas toute sous l'emprise des communautés religieuses, et en particulier de l'Eglise catholique, mais il voulait d'autre part que fût créé un enseignement de remplacement dans lequel, à ce que l'on peut supposer, auraient été transmises des valeurs religieuses en quelque sorte laïcisées.

Dans leur principe, ces propositions ne furent pas fondamentalement modifiées lors du manifeste scolaire que l'Ö.V.P. publia en 1947. Celui-ci maintenait l'idée de l'instruction religieuse étendue à l'ensemble du primaire et du secondaire (9). Toutefois, la volonté d'établir un enseignement de remplacement pour les élèves sans confession n'y figurait plus, ce qui signifiait une plus grande souplesse de l'Ö.V.P. sur cette question.

A la suite de ce manifeste, et pendant plus de dix ans, le parti populiste resta sur ces positions. Il fallut alors attendre le début des années 60 pour qu'interviennent de nouveaux éléments. L'instruction religieuse obligatoire selon le modèle précédemment décrit et proposé par les populistes était entré en vigueur par l'adoption de la loi du 13 juin 1949. La discussion autour de ce thème fut toutefois réanimée lors du débat portant sur la politique scolaire au début des années 60. En effet, le parti socialiste, qui n'était certes pas opposé à l'enseignement de la religion dans les écoles publiques, réclamait cependant le respect des consciences (10), ce qui impliquait qu'il ne pouvait accepter

sans réagir le rétablissement de l'instruction religieuse obligatoire pour tous les enfants scolarisés sans distinction d'appartenance religieuse. Le parti populiste, non satisfait que celle-ci soit limitée aux niveaux primaire et secondaire, en réclama l'extension aux écoles professionnelles. Il concéda cependant que la participation aux offices religieux perdît son caractère d'obligation et fût laissée au libre choix de l'élève. Enfin, il exigeait qu'un crucifix fût pendu dans chaque salle de classe (11).

Ces revendications populistes trouvèrent en partie leur réalisation puisque, dans la loi de 1962 dite "loi d'organisation scolaire" qui réorganisait le système scolaire autrichien, l'instruction religieuse fut effectivement étendue aux écoles professionnelles. Par contre, la loi prenait simplement note de la possibilité de ne pas participer à cet enseignement sans l'institutionnaliser officiellement. Sur ce point, l'Ö.V.P. atteignit l'essentiel de ses buts en se trouvant toutefois très en retrait par rapport à ceux que s'était fixé le parti chrétien-social.

9.1.2. L'école confessionnelle.

Avant même d'aborder l'attitude programmatique du camp conservateur autrichien, il faut rappeler que, jusqu'en 1869, seules les écoles confessionnelles existaient en Autriche. A cette date, le législateur créa des écoles publiques financées par des fonds publics échappant ainsi à une domination totale du clergé.

Bien entendu, ce dernier considéra cette loi de 1869 appelée "loi de l'école primaire impériale" instaurant la scolarité obligatoire comme une grave atteinte à ses prérogatives. Le mouvement chrétien-social, qui se faisait son porte-parole politique, ne tarda pas à s'engager pour le rétablissement du monopole des écoles confessionnelles. Celles-ci devinrent ainsi le principal cheval de bataille du parti chrétien-social. Le programme de 1926 stipulait que "le parti chrétien-social voit son but dans l'école confessionnelle." (12) Il manifestait clairement son intention de rétablir à long terme le primat de l'école confessionnelle qui devait peu à peu remplacer l'école publique. Les chrétiens-sociaux voyaient d'un très mauvais œil le fait que le corps des instituteurs fût infiltré d'éléments non catholiques à même d'influencer la jeunesse dans un sens laïc, ce qui valait surtout pour les enseignants sociaux-démocrates. Selon l'idéal d'éducation des chrétiens-sociaux, enseignants et élèves devaient appartenir à la même confession afin que la croyance religieuse des enfants ne fût jamais mise en danger par les affirmations contraires que leurs enseignants pourraient formuler. Le seul moyen de surmonter ces éventuelles contradictions était alors l'école confessionnelle dans laquelle les deux parties en présence épousaient la même éthique religieuse. Pour avancer une telle thèse, les chrétiens-sociaux s'appuyaient sur l'exemple fourni par les écoles confessionnelles du Burgenland qui, tout en restant privées, étaient gérées comme des institutions de droit public. Leur but était d'étendre cette législation spécifique au Burgenland à l'ensemble de l'Autriche. Autrement dit, toutes les écoles privées devaient obtenir le statut de droit public et être subventionnées de la même manière que les écoles publiques (13). Tout comme la

question de l'instruction religieuse, celle de l'école confessionnelle fut résolue selon les vues chrétiennes-sociales par le régime corporatif de Dollfuß qui établit la suprématie de ce type d'écoles. Mais l'annexion au Reich en 1938 supprima à son tour toutes les écoles confessionnelles.

En 1945, le parti populiste reprit dans leur intégralité les propositions du parti chrétien-social. Non seulement les écoles privées et confessionnelles devaient être autorisées, mais en plus reconnues de droit public, c'est-à-dire avoir le même statut et les mêmes droits que les établissements publics dans la mesure où elles répondaient aux exigences de la législation publique officielle (14).

La volonté d'établir la suprématie des écoles confessionnelles telle que l'avait prônée le parti chrétien-social n'appartenait plus aux objectifs officiels du parti populiste; néanmoins, celui-ci prenait le rôle de défenseur de ces écoles et s'inscrivait ainsi nettement dans la ligne chrétienne-sociale face à un parti socialiste qui avait toujours tenu à affirmer le caractère strictement "privé" de ces établissements scolaires et donc refusé de leur reconnaître l'égalité juridique par rapport aux écoles publiques.

Le manifeste de 1947 reprit les mêmes thèmes que le programme de 1945, c'est-à-dire que l'Etat devait reconnaître juridiquement les écoles privées et leur accorder des subventions prises sur les fonds publics. Les populistes légitimaient leur revendication en argumentant de la manière suivante: puisque tous les parents paient des impôts qui servent à financer les établissements scolaires, il est normal que les subventions soient équitablement attribuées à tous, qu'ils soient publics ou privés.

Sinon, les parents qui envoient leurs enfants dans une école privée sont doublement pénalisés; ils doivent en effet verser leur tribut normal pour l'école publique, mais en plus supporter unilatéralement toutes les charges de l'enseignement privé, ce qui représentait pour les populistes une injustice flagrante.

Les raisons officielles invoquées par les populistes pour justifier leur engagement en faveur de l'école privée étaient très diverses. L'une d'elles semble toutefois particulièrement importante parce qu'on la trouvait déjà chez les chrétiens-sociaux: le droit des parents de choisir le type d'enseignement qu'ils désirent pour l'éducation de leurs enfants. Pour les premiers comme pour les seconds, c'était un "droit naturel" (15).

Dans l'évolution idéologique qui s'est produite sur ce point à l'intérieur de ce camp politique, il convient de relever une différence fondamentale: sous l'expression "école privée", les chrétiens-sociaux comprenaient uniquement l'école confessionnelle, et de manière plus précise encore, l'école catholique. Pour les populistes, celle-ci restait encore essentiellement l'école catholique; elle put néanmoins, tout au moins au niveau de la théorie, prendre un sens beaucoup plus large. Dans un article intitulé "école publique et école libre", Karl Lugmayer avançait l'argument que l'"école libre" signifiait avant tout libre de la mainmise absolue de l'Etat et dépassait ainsi largement le cadre de la discussion menée à propos de l'école confessionnelle. Selon lui, l'"école libre" était en mesure d'offrir des alternatives à l'école traditionnelle, en offrant par exemple des connaissances appartenant à d'autres cultures telles que celles de l'Europe de l'Est et soulignait à cette occasion la vocation internationale de l'Autriche (16). Mais cette idée en resta au niveau de la théorie.

Au cours des débats qui eurent lieu pour préparer la réforme de 1962, partis populiste et socialiste tombèrent d'accord pour permettre la création d'institutions scolaires privées. Toutefois, les avis divergèrent sur le problème de l'attribution du statut de droit public et des subventions. Alors que les socialistes soumettaient leurs jugements à certaines contraintes pour conférer ce statut aux écoles privées, les populistes pensaient qu'il fallait obligatoirement le leur attribuer. De même, pour ce qui est des subventions, les socialistes les envisageaient de manière limitée alors que les populistes réclamaient le paiement du salaire de tous les enseignants du privé à l'aide des caisses de l'Etat.

Finalement, la loi ne donna que partiellement satisfaction aux revendications populistes puisqu'elle prévoyait que l'Etat ne subventionnerait qu'à 60 % les frais de personnel du privé. Toutefois, l'Ö.V.P. avait gagné sur un point: le caractère de droit public fut accordé aux établissements privés (17).

9.1.3. Les valeurs morales.

L'école confessionnelle tout comme l'instruction religieuse avaient pour tâche essentielle de transmettre les valeurs religieuses. Mais au-delà de ces valeurs, l'école en général se devait, aussi bien pour les chrétiens-sociaux que plus tard pour les populistes, d'offrir à la jeunesse un certain nombre de valeurs morales dont certaines étaient très proches du domaine religieux. En réalité, ces valeurs correspondaient à l'idéologie de ce camp politique. Parmi elles, nous citerons par exemple

l'honnêteté, le courage, l'obéissance, le respect du bien d'autrui ou la communauté (18), autant de vertus que les conservateurs autrichiens qualifiaient de "bourgeoises", mais qui, en fait, appartiennent à un fonds de valeurs éthiques commun à tous les horizons politiques. Cependant, insérées dans un contexte de conservatisme, elles prenaient des acceptions particulières. Ainsi toutes celles que nous venons de citer étaient-elles à interpréter dans le sens du maintien de l'ordre social existant et non d'une volonté d'émanciper la jeunesse. L'obéissance, pour prendre un exemple, devait servir dans la pensée conservatrice à maintenir l'autorité du maître, des parents, ou à un autre niveau, de la police, de l'Etat, etc. Bref, l'obéissance est alors synonyme de respect de l'ordre établi et rempart contre l'esprit de contestation. Il serait possible d'appliquer ce même schéma d'analyse à d'autres valeurs et de montrer qu'elles vont toutes dans une seule direction: faire des jeunes des citoyens soumis, travailleurs et respectueux de l'ordre social et éviter qu'ils ne se laissent aller à la remise en cause de la société.

9.2. Droit éducatif des parents.

9.2.1. Rôle éducateur des parents.

Lorsque l'on évoque la politique d'éducation du conservatisme politique autrichien, c'est une erreur de commencer par parler de l'école, car cette politique repose en fait sur la fonction éducatrice non de l'école, mais des parents. Les

chrétiens-sociaux puis, plus tard, les populistes, affirmèrent la primauté des parents en matière d'éducation. Dans l'idéologie conservatrice autrichienne, la famille constitue la cellule de base de la société. C'est donc en premier à elle que revient le droit d'éduquer les enfants. Tout comme la famille est une loi naturelle de la société, le droit d'éducation est un droit naturel des parents. Dans les premières années de la vie, l'enfant grandit au milieu d'eux et ce sont eux qui ont la charge de l'éduquer et en sont responsables. C'est leur droit naturel de choisir le type d'éducation qu'ils souhaitent lui donner. Par conséquent, c'est donc à eux, et non à l'école, que revient le droit primaire d'éducation. Lorsqu'ils envoient leurs enfants à l'école, ils ne font en quelque sorte que déléguer leur droit. Le pouvoir et les obligations de l'Etat sont ainsi limités par ce droit des parents (19).

9.2.2. Conseils de parents d'élèves.

Puisque le droit d'éducation appartient en premier lieu aux parents, il est normal que ceux-ci aient le droit de participer aux décisions éducatives prises à l'école; d'où le désir chez les chrétiens-sociaux par exemple que se constituent des unions et des conseils de parents d'élèves qui puissent contrôler et participer à la gestion des établissements scolaires. Sans doute voyaient-ils à travers ces conseils la possibilité de s'opposer aux orientations de certains enseignants sociaux-démocrates et aussi d'influencer la vie des écoles dans le sens qu'ils souhaitaient.

9.3. Education patriotique et politique.

Les chrétiens-sociaux prônaient, rappelons-le, l'idée d'une "mission allemande de l'Autriche" et d'un rapprochement plus étroit avec l'Allemagne. Cette idéologie se refléta aussi dans leurs conceptions en matière d'éducation patriotique. La jeunesse devait être éduquée dans la tradition d'une "Autriche allemande". Le point culminant de cette vague patriotique fut atteint après l'élimination du Parlement en mars 1933. Cependant, dès 1928, les programmes scolaires prévoyaient déjà que les élèves devraient découvrir "les grands hommes et femmes de l'Autriche et du peuple allemand" et apprendre "l'utilisation exacte et correcte de la langue allemande" (20). Ces tendances ne firent que s'accroître après 1933, ce qui fut particulièrement sensible dans le domaine de l'enseignement de la langue allemande et de l'histoire. Pour ce qui est de cette dernière matière, l'Autriche fut présentée comme faisant partie de la nation allemande et du "Reich" (21). Les programmes de 1935 se donnaient pour but "d'éveiller les élèves à l'amour de la patrie autrichienne", l'enseignement de l'allemand de "cerner les particularités de l'esprit allemand" (22).

Le parti populiste adopta dès sa fondation une attitude très différente. Sa position vis-à-vis de la "question nationale" était beaucoup plus claire. Rejetant la notion d'Allemand pour caractériser les Autrichiens et affirmant l'existence d'une "nation autrichienne", l'une de ses tâches essentielles fut d'inculquer cette thèse à la jeunesse. C'est pourquoi il proposa

d'emblée que tout le système scolaire fût pénétré de l'esprit patriotique autrichien et qu'il fût de tous les élèves de véritables patriotes (23). Felix Hurdes, ministre populiste de l'Education, insista d'ailleurs pour que la conscience patriotique fût éveillée chez les jeunes (24).

Le programme de 1952 reprit ce thème en s'engageant pour que "l'enseignement soit organisé de sorte que notre jeunesse soit éduquée dans un sens authentiquement autrichien..." (25) Et celui de 1958 parlait "d'amour de la patrie" et de "respect des traditions" (26). Pour l'Ö.V.P., jamais plus il ne fut question de communiquer aux jeunes un patriotisme allemand. En accord avec leur idéologie, les populistes attendent aujourd'hui de l'école qu'elle transmette des valeurs purement autrichiennes.

Pour ce qui est de l'éducation politique à l'école, le parti chrétien-social s'employa à enseigner le respect de l'ordre politique établi et à empêcher toute contestation. Son but était d'éliminer la politique de la vie sociale; il était donc logique qu'il n'aille pas encourager l'éducation politique au sens où nous l'entendons aujourd'hui.

Le parti populiste partait sur d'autres bases; il affirmait la nécessité des partis et du débat politique. Il en découlait l'obligation de donner à la jeunesse une certaine formation en ce domaine. Les théoriciens de l'Ö.V.P. s'efforcèrent donc de proposer un concept d'éducation politique. Au point de départ de leur réflexion, il y avait l'idée qu'un jeune, pour pouvoir décider des orientations politiques qu'il voulait choisir, devait d'abord acquérir une personnalité. Celle-ci lui permettrait de choisir librement parmi les idéologies qui lui seraient proposées. Lorsqu'il aurait effectué son choix, il serait capable de

s'engager librement dans un parti et de se sentir responsable des décisions que celui-ci prendrait. L'école pouvait aider à atteindre ce but pourvu qu'elle sensibilisât les élèves aux problèmes sociaux et éveillât en eux l'esprit démocratique; elle devait donc aussi enseigner le contenu des institutions démocratiques. C'est en ce sens que l'Ö.V.P. plaida en faveur d'une éducation politique à l'école. Il est toutefois bon de savoir que ces intentions restèrent longtemps lettre morte et ne trouvèrent de concrétisation qu'en 1979 avec la loi sur la formation politique à l'école votée sur l'initiative du S.P.Ö.

9.4. Réforme du système éducatif.

9.4.1. Aspects généraux.

Comme nous venons de le voir, le parti chrétien-social souhaitait généraliser l'école confessionnelle; il savait toutefois qu'il ne pouvait réaliser ce but à court terme. Sa position pragmatique fut donc de réformer le système éducatif dans un sens qui correspondît le mieux à ses intentions. Son premier but fut d'éliminer les conséquences jugées néfastes des décrets pris par Otto Glöckel. Ceux-ci étaient en effet qualifiés "d'essais d'innovation qui méconnaissent les dispositions naturelles de la jeunesse". Les chrétiens-sociaux reprochaient à leurs adversaires d'avoir abaissé le niveau de la formation offert aux jeunes Autrichiens. Ce qu'ils voulaient, c'était réformer l'enseignement secondaire pour maintenir "son sérieux et son niveau" (27). Les réformes sociales-démocrates avaient, à leur avis, causé un préjudice considérable au système éducatif; elles avaient généralisé les contenus de l'enseignement et ainsi éloigné les élèves de la vie pratique. Ils voulaient donc leur redonner des aspects plus concrets, plus proches des moyens matériels de leur époque et de leur vie professionnelle ultérieure. Pour y parvenir, ils se donnaient des moyens tout à fait généraux; l'école devait "former l'esprit, éduquer le caractère et entraîner le corps" (28). Ces vues générales visaient à faire des jeunes des individus qui respecteraient les valeurs morales et patriotiques précédemment citées qui signifiaient le maintien du conservatisme.

L'école se devait d'autre part de dispenser une formation "adaptée aux besoins des différents groupes professionnels et à la

particularité des différentes régions" (29). Autrement dit, celle-ci devait préparer à la vie professionnelle et non dispenser une culture générale. En fait, il ne faut pas oublier que le parti chrétien-social représentait les couches de la moyenne bourgeoisie qui étaient beaucoup plus intéressées par une formation pratique que théorique de la jeunesse; les futurs adultes devaient être formés non à réfléchir, mais à agir dans le cadre de la profession qu'ils exerceraient. La différenciation voulue par les chrétiens-sociaux au niveau régional devait tenir compte des conditions particulières des économies locales, c'est-à-dire mettre par exemple l'accent, dans une zone rurale, sur l'acquisition de compétences agricoles.

Le but principal de la politique chrétienne-sociale fut de rétablir la discipline. Le parti reprochait aux décrets de Glöckel d'avoir fait naître une "école dégénérée". A son avis, les jeunes souhaitaient "se soumettre à une véritable autorité, voulaient être dirigés et obéir parce qu'ils sentaient d'instinct que l'éducation était impossible sans discipline" (30). Cette idéologie s'inscrivait dans le cadre des réformes de l'Etat corporatif.

Enfin, l'école, et en particulier l'enseignement secondaire, devait avoir une fonction de sélection. Il fallait éviter que les masses puissent avoir accès à l'enseignement secondaire car qui possède une certaine formation est mieux armé pour critiquer. Cette politique formulée de façon encore très vague sous la Première République put s'épanouir sous l'Etat corporatif. Ainsi n'hésita-t-on pas à écrire qu'il fallait débarrasser l'enseignement secondaire de ses éléments "incapables", à supprimer les possibilités de passer d'un type d'école à l'autre

et à introduire un examen d'entrée dans le secondaire (31).

Après la Seconde Guerre Mondiale, le parti populiste adopta des positions sensiblement analogues à celles de ses prédécesseurs. Notons d'ailleurs que, dans son programme de 1945, il ne fit aucune allusion à une quelconque réforme scolaire. Son manifeste de 1947 ne fit que confirmer les orientations chrétiennes-sociales et les formulations en étaient si imprécises qu'elles permettaient des affirmations à la limite contradictoires. Ainsi, dans les points de vue généraux, était-il question que chaque élève devait recevoir la formation générale la plus élevée possible et en même temps jouir d'une formation professionnelle solide (32). Ces deux points de vue présentés l'un après l'autre avaient pour but de donner de l'Ö.V.P. une image très progressiste. Le premier n'était cependant guère autre chose qu'une déclaration d'intention; en effet, le reste du manifeste reflétait sans conteste l'idée que l'école devait former à la vie pratique. Les contenus enseignés à l'école primaire devaient "correspondre aux exigences culturelles et économiques du milieu dont étaient issus les enfants" et être "proches de la vie professionnelle". Quant à la "Hauptschule", sorte de continuation de l'école primaire, elle devait assurer une "formation essentiellement pratique qui prépare à la vie professionnelle". Son but était donc de préparer à la vie professionnelle et non de conférer la formation générale évoquée précédemment. Mais le projet populiste ne prévoyait pas la possibilité d'un passage aisé de la "Hauptschule" à l'enseignement secondaire normal à cause de la différence des programmes. La "Mittelschule", c'est-à-dire le collège et le lycée, était le domaine réservé d'une élite. Cette conception se trouva confirmée dans toute la discussion sur la

"Einheitsschule", sorte de tronc commun de tous les élèves de dix à quatorze ans; l'Ö.V.P. s'opposa strictement à cette proposition socialiste en argumentant qu'un tel concept détruirait le caractère sélectif que possédait la "Mittelschule" et en abaisserait le niveau (33). Selon lui, seule une sélection des élèves les plus doués était en mesure de maintenir un niveau assez élevé, ce qu'empêcherait l'intégration d'éléments moins brillants. Jusqu'à ce jour, le parti populiste n'a jamais abandonné cette idée et s'est toujours opposé à la création de ce tronc commun.

L'Ö.V.P. reprit également un concept cher au parti chrétien-social, à savoir celui d'une différenciation de l'école en milieu rural et en milieu urbain. Pour les conservateurs, que ce fût sous forme chrétienne-sociale ou populiste, l'école située en ville et celle située à la campagne ne pouvaient enseigner les mêmes contenus. L'accent était mis sur la particularité de l'école en milieu rural qui devait former la jeunesse aux travaux agricoles. Les conservateurs étaient d'avis que l'école transmettait un enseignement trop étranger à la vie villageoise et campagnarde et ne correspondait pas aux besoins de cet univers, d'où leurs propositions d'adapter cet enseignement aux conditions particulières de la vie rurale (33). Mais ce projet de réforme se heurta à l'opposition socialiste et alla mourir au fond d'un tiroir.

9.4.2. Apprentissage d'une langue étrangère.

Parmi les propositions populistes qui ne figuraient pas chez

leurs prédécesseurs chrétiens-sociaux, on notera l'apprentissage des langues étrangères. Entre les deux guerres, les chrétiens-sociaux n'avaient pas jugé nécessaire d'encourager cet enseignement, ceci peut-être parce qu'ils se reposaient sur l'idée de la suprématie de la langue allemande en Europe centrale qui, comme nous l'avons vu dans un autre chapitre, était selon eux vouée à servir de langue d'échange. En 1945, l'Autriche devenait réellement la petite puissance qu'elle était. Les populistes pensèrent alors que l'Autriche devait jouer le rôle de médiateur. Peut-être la volonté de faire apprendre une langue étrangère à tous les Autrichiens remonte-t-elle à cette idée. Toujours est-il que le manifeste de 1947 réclamait cette possibilité pour chaque élève. L'originalité du projet résidait dans le fait que cet apprentissage devait être offert aussi bien aux jeunes qu'aux adultes, c'est-à-dire tant dans les écoles que dans les universités populaires. Fait intéressant aussi, celui-ci pouvait se faire uniquement au niveau de l'expression orale, conception relativement révolutionnaire à l'époque (35). Pour ce qui est de la spécificité des lycées, certains populistes préconisaient même d'y enseigner, sur la base du latin, une ou deux langues étrangères (36). On voit alors le chemin parcouru en ce domaine.

9.4.3. Enseignement féminin.

Le parti chrétien-social de l'entre-deux-guerres ne posa jamais la question de l'enseignement spécifiquement féminin, et

pour cause: garçons et filles recevaient leur éducation dans des établissements séparés; la mixité était considérée comme dangereuse et inacceptable sur le plan de la morale. Toutefois, la dite mixité constituait l'une des propositions essentielles de la social-démocratie. Mais, ce mouvement politique étant à l'écart du pouvoir, les chrétiens-sociaux savaient que la séparation des sexes dans les écoles n'était pas en danger.

Or, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, leurs successeurs populistes durent partager ce pouvoir avec leurs adversaires. Leurs positions en la matière n'avaient toutefois pas changé. Ils crurent bon de les réaffirmer clairement. Dans leur manifeste scolaire de 1947, ils revendiquèrent certes les mêmes conditions de formation pour garçons et filles; toutefois, les jeunes filles devaient "être éduquées à la vraie féminité du début jusqu'à la fin de leur scolarité". Cette éducation devait leur être transmise soit dans des écoles excluant la présence de garçons, soit dans des classes uniquement composées de filles, ce qui revenait à refuser la mixité (37). Les populistes acceptaient que les filles reçoivent la même éducation que les garçons, mais celle-ci devait être spécifiquement féminine. Pour les filles, les enseignants devaient être des femmes et les programmes "adaptés aux besoins des jeunes filles" (38). Ceci correspondait à une conception de la femme que nous développerons plus loin et qui exigeait d'elle qu'elle fût en premier lieu une bonne femme d'intérieur et une bonne mère. Ces propositions populistes ne triomphèrent pas et, peu à peu, la mixité s'installa dans toutes les écoles autrichiennes.

9.4.4. Les universités populaires.

Enfin, dernier point qui apparaît dans les conceptions des conservateurs autrichiens: la nécessité d'encourager l'enseignement dispensé aux adultes. Dans le programme chrétien-social de 1919, on pouvait déjà lire que le parti souhaitait encourager toutes les organisations d'éducation populaire, que ce fût les cours des universités populaires, les bibliothèques publiques ou les associations d'éducation populaire, mais éviter que celles-ci ne fussent sous la domination d'un parti ou d'une idéologie politique (39).

En 1945, le parti populiste reprit presque exactement la même conception puisqu' il plaida pour la création d'un grand office de formation populaire placé sous une direction qui se situerait au-dessus des partis (40). Mais ces propositions restèrent plutôt des déclarations d'intention.

—

CHAPITRE 10

RAPPORTS AVEC L'EGLISE CATHOLIQUE

La Constitution de mars 1849 élaborée par le Reichstag de Kremsier prévoyait, dans ses paragraphes 13-15, la levée de l'obligation du culte et la suppression de "l'Eglise d'Etat", reconnaissant ainsi officiellement la liberté religieuse (1). Ceci signifiait, pour l'Eglise catholique, la fin de son hégémonie sur la vie publique autrichienne. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que celle-ci chercha à regagner une partie du terrain perdu. Elle obtint ainsi, en 1855, la signature d'un concordat qui lui assurait des prérogatives dans les domaines du droit du mariage, de l'instruction religieuse et de l'enseignement. Mais ce concordat ne fut guère respecté et les querelles entre les autorités impériales et ecclésiastiques furent finalement résolues par les lois de mai 1868 qui rétablissaient l'autorité suprême de l'Etat dans les domaines précédemment évoqués. De plus, le 13 avril 1874, la validité du concordat de 1855 fut annulée. Ainsi l'Eglise catholique se considéra-t-elle spoliée de droits qu'elle

jugeait héréditaires.

Aussi bien le clergé que les laïcs catholiques eurent dès lors pour but de reconquérir leurs prérogatives. Leur lutte se manifesta au sein de formations politiques qui se réclamaient d'une idéologie catholique, d'abord dans le parti catholique conservateur, puis dans le jeune parti chrétien-social de Lueger. Celui-ci réussit rapidement à gagner à sa cause une grande partie du bas clergé, de sorte qu'à la fin de la monarchie, il existait comme une symbiose entre clergé catholique et parti chrétien-social. Cette symbiose se perpétua sous la Première République, les chrétiens-sociaux essayant de satisfaire le plus possible les revendications de l'Eglise; elle culmina avec l'établissement de l'Etat corporatif en 1933/1934. Cependant, c'est à cette époque, c'est-à-dire en décembre 1933, que l'épiscopat autrichien prit la décision d'interdire à tous les membres du clergé catholique l'exercice d'un mandat politique, et ceci "dans les conditions politiques actuelles particulièrement épineuses" (2), retirant ainsi l'Eglise de toute activité politique.

Cette ligne définie en 1933 fut maintenue et réaffirmée par l'épiscopat en 1945, de sorte que le parti populiste autrichien dut redéfinir ses positions vis-à-vis de l'Eglise et des questions qui lui étaient relatives. Il se présenta alors comme parti dont l'idéologie était marquée par le message chrétien, se gardant bien, toutefois, d'affirmer quelques liens que ce fût avec l'Eglise catholique autrichienne.

10.1. Liens confessionnels des partis chrétien-social et populiste.

10.1.1. Liens officiels.

Si l'on considère les chrétiens-sociaux puis les populistes du point de vue de leurs liens avec l'Eglise catholique, une première constatation s'impose: les premiers s'intitulent "chrétiens" alors que les seconds ne font pas, dans leur appellation, référence à cette éthique. Cette simple remarque

est pourtant d'importance capitale puisqu'elle détermine l'attitude officielle de ces partis; l'un se dit confessionnel, l'autre non.

Pour le parti chrétien-social, les liens avec l'Eglise étaient évidents. Il se considérait lui-même comme "parti chrétien" et ses différents programmes montrent qu'il a sans cesse fait référence à la doctrine de l'Eglise. Son but était de redonner à cette institution la place prépondérante dans la vie de l'Etat qu'elle avait occupée sous la monarchie. L'analyse des programmes chrétiens-sociaux prouve que cette velléité du parti chrétien-social de rétablir l'Eglise dans ses anciennes positions s'est constamment accrue entre 1918 et 1934.

Au début de la République, le parti chrétien-social était encore soucieux de ne pas trop afficher ses revendications en faveur de l'Eglise, raison pour laquelle il n'y fit pas d'allusion directe dans son premier programme après la guerre. Il ne s'y référait qu'en évoquant son désir de voir "la

jeunesse éduquée selon des principes moraux et religieux" et en refusant le principe d'une école dont serait banni l'enseignement religieux (3), principe prôné par ses adversaires sociaux-démocrates. En outre, ce programme formulait la notion de "famille chrétienne". S'il était ainsi fait référence à des intérêts essentiels de l'Eglise tels que l'instruction religieuse ou la famille, celle-ci en tant qu'institution n'y avait pas encore trouvé sa place.

Le parti chrétien-social, qui comptait déjà parmi ses dirigeants des hommes d'Eglise comme Ignaz Seipel, ne tarda pas à se déclarer ouvertement comme parti clérical. Comme la social-démocratie s'attaquait à l'Eglise et à son action, il crut bon de s'en faire le défenseur. Dès le programme de Vienne de novembre 1919, on pouvait lire l'engagement total de ce parti en faveur de l'Eglise.

Selon ce programme, "le parti chrétien-social de Vienne exigeait pour le peuple chrétien l'entière protection de sa religion de même que la liberté de l'Eglise catholique. Des modifications dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat ne devaient pas être apportées par la force, mais seulement en vertu d'accords réguliers". (4)

Le parti chrétien-social affirmait alors avec beaucoup de clarté ses liens avec l'Eglise. Celle-ci se trouvait confrontée à l'attitude de la social-démocratie qui, dans ses programmes et son action, cherchait à en détourner les masses, en particulier dans les milieux ouvriers. L'austromarxisme, qui faisait des adeptes à Vienne et venait de gagner la majorité au Conseil municipal de cette ville, menait campagne contre l'Eglise. C'est en réaction à cette situation que le parti

chrétien-social s'engagea directement en faveur de l'Eglise. Il craignait que la propagande de l'adversaire ne détournât les fidèles de la "bonne voie"; l'Eglise était au contraire le moyen de les y ramener. En s'en portant défenseur, il espérait maintenir en son sein un maximum d'ouvriers qu'il préserverait de la perte. En fait, les buts idéologiques de ce parti correspondaient tout à fait à ceux de l'Eglise de cette époque. Le parti entendait maintenir les individus dans un état de soumission, d'ordre et d'obéissance. Or, c'était ces valeurs que l'Eglise enseignait. Dans l'immédiat, il revendiquait donc que l'Eglise fût préservée et envisageait dès lors une modification des rapports entre l'Eglise et l'Etat. Le parti chrétien-social pensait que, pour enrayer l'influence selon lui néfaste de la social-démocratie, il fallait accroître celle de l'Eglise. Pour parvenir à ces fins, il n'y avait pas d'autres méthodes que de donner à l'Eglise une position-clé dans la société

autrichienne. D'où la volonté déjà affichée chez les chrétiens-sociaux de modifier les rapports entre ces deux institutions. En filigrane, se dessinaient leurs efforts afin d'obtenir la signature d'un concordat qui eût assuré à l'Eglise une forte influence sur la vie publique autrichienne.

L'affirmation de liens privilégiés avec l'Eglise se fit encore plus nette dans le programme des travailleurs chrétiens, dit "programme de Linz", en 1923. Le premier alinéa décrivait l'état du monde en termes apocalyptiques et proposait de faire appel aux "principes et vertus salutaires du Christianisme" pour sortir de cette situation. Le second alinéa présentait les vues chrétiennes-sociales en matière de religion:

"Il existe un Dieu: tout être humain est responsable devant lui. Il est le créateur de toute légitimité. La foi en Dieu est le premier bien de tout le peuple. Le Christ nous a redonné la foi en Dieu le père et enseigné la morale qui règle notre comportement envers Dieu et entre nous. L'Eglise est la gardienne de l'enseignement du Christ..." (5)

Dans ce paragraphe, les chrétiens-sociaux n'établirent pas tant un programme politique que religieux. Ils quittèrent le domaine laïc pour se rendre dans celui du religieux. En déplaçant l'autorité suprême des hommes vers Dieu, ils retiraient aux premiers la responsabilité de l'action politique. Lorsque des hommes agiraient sur le plan social ou politique, ils ne seraient plus responsables devant leurs concitoyens, mais devant Dieu. La solution des conflits sociaux, politiques ou culturels n'était donc plus le fait des hommes, mais de Dieu. Les hommes ne devaient donc pas s'attacher à les résoudre en se cantonnant dans des querelles de parti, comme c'était d'après les chrétiens-sociaux le cas de la social-démocratie, mais s'en remettre entièrement aux mains des représentants de Dieu, c'est-à-dire à l'Eglise. Celle-ci, qualifiée de "gardienne de l'enseignement du Christ", était chargée de veiller au respect des commandements de Dieu par les hommes. Comme ce dernier était considéré comme le "père" de "tout le peuple", tous les individus, quelle que fût leur opinion, devaient se conformer à la loi édictée par l'Eglise. Les chrétiens-sociaux modifiaient ainsi toute la conception de la société; les partis politiques étaient refoulés au second plan; l'Eglise catholique par contre devait prendre la première place et régir toute l'organisation sociale. On voyait donc,

dès 1923, se dessiner le futur "Etat chrétien" instauré en 1934 par Dollfuß.

Les rapports entre parti chrétien-social et Eglise se trouvèrent encore précisés dans le programme de 1926. Avant de l'aborder directement, il convient d'évoquer le programme social-démocrate adopté le 3 novembre 1926, soit à peine un mois avant celui des chrétiens-sociaux; il exerça sans nul doute une influence importante sur la rédaction du programme chrétien-social. Le programme social-démocrate stipulait en effet, de manière simplifiée, que la religion était l'affaire personnelle des individus. Il déclarait "combattre les Eglises et communautés religieuses qui utilisent le pouvoir qu'elles détiennent sur les croyants pour s'opposer au combat de libération de la classe ouvrière et soutenir ainsi la domination de la bourgeoisie" (6).

La communauté religieuse de toute évidence visée était principalement l'Eglise catholique que la social-démocratie accusait de soutenir son ennemi déclaré, la bourgeoisie. La social-démocratie souhaitait que l'Eglise n'intervînt en aucune façon dans la vie de l'Etat. Les chrétiens-sociaux se sentirent sans doute littéralement provoqués par ce programme et c'est pourquoi le leur y fut ni plus ni moins une réplique. Dès les premières lignes, il affirmait que les principes du Christianisme étaient à la base de la réflexion chrétienne-sociale et souhaitait "donner à sa politique une orientation qui correspondît à ces préceptes". La politique chrétienne-sociale voulait transposer en acte l'idéologie chrétienne conservatrice, soit l'inverse des postulats sociaux-démocrates. Dans le cas qui nous intéresse, elle

parlait d'une étroite union entre l'Eglise et le parti chrétien-social :

"Le parti chrétien-social persiste à croire que la coopération entre l'Eglise et l'Etat et leur encouragement réciproque sont dans l'intérêt des deux parties concernées. Puisque l'Eglise rend au peuple, à l'Etat et à l'ordre étatique des services essentiels, le parti chrétien-social revendique la liberté de culte pour l'Eglise, la protection juridique de la foi religieuse et de sa pratique ainsi que la liberté de l'organisation ecclésiastique." (7) Les chrétiens-sociaux n'identifiaient pas encore l'Eglise à l'Etat, ni même l'Eglise à leur propre parti. Mais ils se situaient en protecteur de l'Eglise catholique. Celle-ci s'était considérée comme un rouage essentiel de l'Etat. Alors que leurs adversaires souhaitaient la stricte séparation de ces deux institutions, eux-mêmes revendiquaient qu'elles fussent considérées à part égale. L'Eglise de cette époque appelait ses fidèles au respect de l'ordre établi, à la soumission, ce qui se recouvrait avec les buts du parti chrétien-social. Tous les deux voulaient davantage asseoir les bases du conservatisme politique. En favorisant l'action de l'Eglise, le parti chrétien-social savait que le soutien qu'il lui accorderait ne pourrait que lui être bénéfique. En étendant l'influence de l'Eglise sur le domaine public, la symbiose qui existait entre elle et le parti permettrait de mieux contrôler les masses.

Dans ses commentaires de 1932, Richard Schmitz proposait que l'Eglise et l'Etat pussent avoir des rapports d'égal à égal et non que l'Etat exercât sur elle un pouvoir unilatéral. Il parlait "d'entente contractuelle sur des questions

litigieuses", évoquant des thèmes chers aux deux parties en présence tels que l'instruction religieuse ou la question du mariage religieux. Cette "entente contractuelle" était la préfiguration du concordat signé en 1933 (8). Schmitz tentait par ailleurs de définir les services que l'Eglise rendait à l'Etat en évoquant "l'éducation à la fidélité, à la conscience, à l'obéissance, et aux autres valeurs publiques qui s'épanouissent à partir de l'ordre moral chrétien" (9). Autant de valeurs traditionnelles analogues à celles que propageait le parti chrétien-social. En faisant entrer d'emblée l'Eglise dans la vie publique, le parti s'adjoignait une aide appréciable et espérait, grâce à ce renfort, pouvoir combattre plus efficacement les idées de l'austromarxisme.

Mais si les chrétiens-sociaux déclaraient vouloir établir l'égalité entre ces deux institutions, leur véritable but non déclaré était d'installer l'Eglise dans une position de domination, c'est-à-dire, concrètement, de transformer la République en un état chrétien. Le passage fut effectué sous le gouvernement Dollfuß. Celui-ci ne modifia rien, dans un premier temps, des relations entre l'Eglise et l'Etat mais lorsque le Parlement fut mis hors d'état d'agir, le gouvernement à dominante chrétienne-sociale put commencer à réaliser ses idées. Dans son discours du 11 septembre 1933, Dollfuß annonça la fin du parlementarisme et l'instauration d'un nouveau régime: celui-ci serait "social, chrétien et allemand". L'élimination du Parlement avait fait glisser l'Autriche sur les pentes d'un régime autoritaire, celui-ci allait être de surcroît "chrétien". Même si le parti chrétien-social avait pratiquement perdu toute véritable fonction, cette nouvelle

politique correspondait parfaitement à son idéologie. Désormais, l'Eglise catholique occuperait une place importante dans la marche des affaires de l'Etat. La constitution corporative fut préparée par un chrétien-social, l'ancien chancelier Ender. C'est dans cette constitution promulguée le 1er mai 1934 que furent fixés le rôle et la place de l'Eglise. Elle prévoyait d'élever cette institution au rang de corporation au même titre que la paysannerie ou l'industrie. L'Eglise occupait ainsi juridiquement la même place que les groupes sociaux tels que les commerçants ou les artisans. Si cette constitution avait été mise en place dans ses moindres détails, le poids de l'Eglise catholique, partenaire égal des autres corporations, aurait été très important.

L'influence de l'Eglise et de son message ne se limitait cependant pas à ces questions de corporations. En réalité, tout l'esprit de la nouvelle constitution était imprégné du Christianisme. Le préambule stipulait ainsi:

"Au nom du Dieu tout-puissant de qui procède toute loi, le peuple autrichien reçoit cette constitution basée sur le corporatisme pour son Etat fédéral, chrétien et allemand." (10)
Le message de l'Eglise se trouvait alors placé au centre de la nouvelle vie politique. Dollfuß commentait d'ailleurs le préambule de cette constitution comme suit:

"La présentation caractérise déjà le sérieux moral de cette constitution qui a pour base, sur les grandes questions fondamentales de la vie sociale et de l'individu, les lois éternelles de la philosophie chrétienne. Les dispositions concernant la liberté et l'autonomie de la pratique et de la

vie religieuse, celles qui touchent le mariage, la famille et l'école dans le nouvel Etat, celles qui règlent l'organisation fondamentale du droit public, tout cela respire le vrai et véritable esprit du Christianisme." (11)

Le chancelier cherchait à montrer que l'ensemble de la vie et de la nouvelle constitution était imprégné par l'esprit du Christianisme, et donc de l'Eglise. Les buts que le parti chrétien-social s'étaient fixés se trouvaient ainsi réalisés.

La période pendant laquelle l'Autriche fut annexée par le Reich allemand constitua, tant pour l'histoire de la vie politique de ce pays que pour celle de son Eglise, une césure importante. En ce qui concerne les rapports entre l'Eglise et les partis politiques, elle permit surtout à la première de méditer sur son attitude. L'Eglise comprit qu'il n'était pas de son rôle de s'engager dans la politique, et encore moins aux côtés d'un parti précis. Son alliance avec les milieux conservateurs, puis son attitude conciliante à l'égard des nazis ne l'avaient pas mise à l'abri des méthodes répressives du fascisme (12). De coopérante qu'elle avait été, elle passa à un rôle oppositionnel et choisit, à la fin de la guerre, de se retirer de tout engagement politique.

Le 17 avril 1945, soit juste au moment de la libération, le cardinal Innitzer, chef de l'Eglise autrichienne, formulait à l'égard du clergé l'ordre suivant:

"Conformément à l'article 138 du code canonique, aucun prêtre ne peut assurer de fonction dans la vie publique sans une autorisation des autorités archi-épiscopales. Mon ordre le plus formel est que les prêtres se tiennent éloignés de la vie publique, ne s'immiscent pas dans les affaires politiques et ne

donnent aucune recommandation en faveur d'institutions temporelles." (13)

C'est ainsi que l'Eglise choisissait de se retirer de la vie politique et de se séparer des partis, et non l'inverse. Cette remarque est d'une grande importance; elle signifie en effet que les partis conservateurs traditionnellement liés à l'Eglise catholique se trouvaient acculés à cette situation de séparation sans réellement l'avoir voulue. C'est ce qui se produisit dans le cas du parti populiste autrichien.

Il convient certes de faire remarquer que le parti successeur des chrétiens-sociaux renonça dès sa fondation à la référence chrétienne, ce qui établissait d'emblée une certaine distance entre lui et l'Eglise. La décision de la hiérarchie catholique de se retirer de la scène politique avait contribué à cette nouvelle situation car, en fait, l'électorat du parti populiste étant sensiblement identique à celui du parti chrétien-social, donc très lié à l'Eglise, n'aurait pu se sentir trahi si des liens confessionnels avaient été affirmés. Si l'on revient d'ailleurs au choix de l'appellation du parti en 1945, il ne faut pas oublier que ceux qui étaient à l'origine du parti avaient d'abord pensé l'appeler "socialistes chrétiens" (14). Si ce nom avait été retenu, la référence au Christianisme et donc à l'Eglise aurait été maintenue. Mais s'affirmer "chrétien" pour ce parti aurait trop rappelé les liens avec le parti prédécesseur et "l'Etat chrétien", ce qui n'était guère souhaitable en 1945. Vu cette situation et le refus de l'Eglise de s'engager politiquement, il ne fut pas fait mention du Christianisme dans la dénomination du nouveau parti.

Cette séparation officielle ne fut pas désavouée par le premier programme du parti populiste. Contrairement à l'idéologie chrétienne-sociale qui plaçait l'aspect religieux au centre de ses théories, et généralement tout au début du texte pour en souligner l'importance, le Christianisme ne fut pas cité au début des principes programmatiques de 1945. Ainsi le parti populiste prenait-il officiellement ses distances par rapport à l'organisation ecclésiastique.

Les rapports avec le monde religieux en général et l'Eglise catholique en particulier ne sont abordés que dans la seconde partie de ce programme et assimilés à la rubrique "politique culturelle". Le phénomène religieux n'est même pas placé en tête de cette rubrique, mais relégué derrière la liberté de la presse, la science, etc. Au second alinéa, il est évoqué en ces termes:

"Liberté de conscience, liberté religieuse et libre pratique des confessions reconnues par l'Etat. Liberté et indépendance de l'Eglise et des communautés religieuses dans l'Etat, signature d'un Traité d'Etat tenant compte des rapports existant avec l'Eglise catholique à laquelle appartient la majorité des citoyens autrichiens." (15)

Le discours populiste est sensiblement différent de celui du parti chrétien-social. Il ne se limite plus à soutenir ou à défendre l'Eglise catholique puisqu'il réclame "la liberté religieuse pour les communautés reconnues par l'Etat" ce qui signifie une ouverture par rapport aux positions chrétiennes-sociales. Deux points peuvent, dans ce texte, retenir l'attention. Premièrement, le parti populiste reste particulièrement sensible à l'existence de la vie religieuse.

Deuxièmement, l'ouverture se manifeste par la reconnaissance de la pluralité des confessions. Les chrétiens-sociaux n'avaient envisagé que la communauté catholique, les populistes ouvraient en ce domaine un espace de liberté beaucoup plus vaste.

L'Eglise catholique demeurait toutefois dans leur vision du monde religieux "la communauté" pour laquelle ils souhaitaient s'engager. A la différence de l'ancien parti chrétien-social, le parti populiste n'identifie pas ses buts à ceux de l'Eglise, mais invoque le fait que la religion catholique est celle de la majorité des Autrichiens, ce qui permet d'argumenter qu'il est indispensable de la préserver par des mesures appropriées, en l'occurrence la signature d'un concordat. Mais il ne veut pas être taxé de parti clérical. Il évita donc en 1945 d'employer le terme de concordat auquel il substitua celui de "Traité d'Etat"; mais la réalité était la même. Le parti populiste niait le fait de vouloir privilégier l'Eglise, mais revendiquait un concordat. Ce dualisme reflétait scrupuleusement son attitude.

Cette thèse de la séparation entre parti populiste et Eglise catholique fut l'objet de commentaires qui trouvèrent place dans les "Österreichische Monatshefte". Déjà le fait seul que plusieurs articles de cette revue lui aient été consacrés prouvent que le débat n'était pas clos dans les esprits; il fallait rappeler les populistes à la nouvelle doctrine et les prier de s'y tenir.

Leur premier souci fut de montrer que les liens entre le parti chrétien-social et l'Eglise catholique n'avaient pas toujours été des plus profitables tant pour l'un que pour l'autre (16). En fait, pour parvenir à cette conclusion, les

populistes firent d'abord l'analyse du véritable rôle de l'Eglise et de sa mission dans la société. D'après eux, il était possible de la définir selon deux aspects différents: elle serait premièrement divine, et se situerait de la sorte hors du temps, n'aurait donc pas à s'abaisser au niveau des luttes quotidiennes. Deuxièmement, elle aurait aussi des traits humains. C'est de cette opposition que naîtrait la tension existant entre l'Eglise vivant hors du temps et l'Eglise engagée dans le quotidien. Mais afin que cette tension, voire cette confusion, fût surmontée, une séparation totale était proposée: "Eglise et Etat ne devraient plus être imbriqués. La séparation des pouvoirs devint le slogan." (17) Felix Hurdes, ministre populiste de l'Education, reconnut même que cette union avait été par le passé une "faute grave" et poursuivit: "Un parti clérical ou une Eglise qui fait de la politique n'apportent aucun avantage ni à la cause de l'Etat, ni à celle de l'Eglise." (18)

Les populistes trouvaient aussi une autre raison afin de réclamer cette séparation stricte: "L'Eglise est une organisation religieuse qui apporte le salut des âmes." (19) Ils fondaient cette position sur l'argument selon lequel le Christ lui-même aurait pris la fuite devant les responsabilités politiques qu'on voulait lui attribuer et qu'il se serait tu sur toutes les questions qui ne concernaient pas directement le salut des âmes. En conséquence de quoi, l'Eglise qui veut être l'image vivante du Christ, n'aurait pas à se mêler d'autre chose que de spiritualité. Pour résumer, l'Ö.V.P. affirmait que "son royaume (celui de l'Eglise) n'était pas de ce monde."

La position officielle du parti populiste à l'égard de

l'Eglise resta celle d'une stricte séparation (20). La volonté d'obtenir avec Rome la signature d'un concordat ne signifiait pas pour les populistes qu'ils souhaitent faire alliance avec l'Eglise. Les deux institutions devaient rester strictement séparées. Sur le plan officiel, jamais le parti populiste n'essaya plus de se lier à l'Eglise.

10.1.2. Liens officiels.

Pour le camp conservateur, il convient d'évoquer ses liens officiels avec l'Eglise catholique car il y est très lié sur le plan idéologique. L'histoire du catholicisme autrichien montre qu'il est impensable de le séparer d'une certaine interprétation du message chrétien.

Il est inutile de parler de liens officiels avec l'Eglise catholique pour le parti chrétien-social; celui-ci s'affichait ouvertement comme parti clérical défenseur des intérêts de l'Eglise. Il ne cacha jamais à l'opinion publique ses liens étroits avec cette institution religieuse.

La situation du parti populiste était et est aujourd'hui différente. Comme nous venons de le voir, ce parti se disait non confessionnel, donc non lié à l'Eglise. Même s'il se présentait en 1945 comme un parti entièrement nouveau, il affirmait pourtant reprendre l'héritage de groupements patriotiques. Pour parler un autre langage, il était l'héritier du parti chrétien-social. Comment aurait-il pu, dans ces

conditions, continuer la tradition chrétienne-sociale tout en éliminant l'un de ses éléments essentiels? En réalité, les électeurs de confession catholique qui votaient chrétien-social avant la guerre devaient bien, après cette guerre, se reporter sur un autre parti. Pour les catholiques pratiquants, il ne restait qu'une seule possibilité: reporter leurs voix sur le parti populiste. C'est cette pratique qui fit que des liens s'établirent entre l'Eglise et ce parti. Mais soulignons le fait que les autorités ecclésiastiques s'en tinrent à la neutralité décidée en 1945 et que les liens qui furent tissés le furent sur l'initiative des populistes et non des hommes d'Eglise. Les liens entre Eglise et parti populiste ne s'établirent pas d'ailleurs au niveau des ecclésiastiques, mais des laïcs. Ce furent souvent des organisations catholiques de laïcs qui fournirent au parti populiste ses cadres dirigeants, ainsi la "Katholische Aktion Österreichs", organisation officielle des laïcs catholiques, ou bien la "Katholische Jugend" qui regroupe les jeunes catholiques autrichiens (21).

Une enquête réalisée dans les années 60 montra les rapports étroits entre la pratique religieuse et le vote populiste. On pouvait y constater le parallélisme entre les taux de pratique religieuse et les scores du parti populiste. Là où la pratique religieuse était des plus faibles, le parti populiste ne comptabilisait que des résultats très moyens; c'est le cas par exemple à Vienne. Par contre, dans les Länder à forte tradition religieuse comme le Tyrol ou le Vorarlberg, il atteignait ses scores les plus élevés (22). Cette constatation permet d'affirmer que les électeurs catholiques reportent essentiellement leurs voix sur le parti populiste. Celui-ci ne

peut être qualifié de parti clérical, mais de rassembleurs des forces catholiques.

L'évidence des liens entre catholiques et parti populiste n'était pas l'élément le plus frappant de cette enquête. Là où cette union était la plus visible, c'était au niveau des personnalités dirigeantes de ce pays qui, presque sans exception, étaient des catholiques pratiquants. Bon nombre d'entre eux occupaient d'ailleurs à la fois des fonctions de responsabilité dans le parti populiste et au sein d'organisations catholiques. Ils se recrutaient et se recrutent encore aujourd'hui pour l'essentiel dans l'organisation catholique étudiante "Cartellverband" qui constitue la pépinière idéale de l'Ö.V.P.. Celle-ci s'affirme à la fois défenseur de la foi catholique et instruit ses membres aux responsabilités tant politiques que religieuses: elle se trouve intimement liée à l'Eglise. C'est donc aussi par son intermédiaire que s'effectue la liaison entre l'Ö.V.P. et l'Eglise catholique. Lorsque l'on sait que les dirigeants de l'Ö.V.P. étaient et sont encore des membres du Cartellverband - nous ne citerons que quelques noms: Figl, Gleissner, Gorbach, Mock, Taus, etc - on voit les liens qui existent entre ces deux institutions. Au niveau des unions de personnes, la seule différence entre parti chrétien-social et populiste réside dans le fait que le second ne compte plus, comme le premier, de dirigeants ecclésiastiques qui soient en même temps permanents de parti, et pour cause, puisque leur hiérarchie leur a interdit ce type d'activités. Néanmoins, l'engagement de ce camp est fortement influencé par l'Eglise et son enseignement.

L'élément "chrétien" faillit retrouver la place qu'il

avait occupée chez les chrétiens-sociaux lors de la préparation du programme populiste de 1965. Le texte préparatoire qui devait servir de base au programme officiel contenait le passage suivant :

"L'Ö.V.P. se définit comme parti chrétien. Il se sait ainsi en possession de valeurs indestructibles qu'il est impossible de perdre. La conception chrétienne de l'homme et de la société est notre réponse au socialisme démocratique et autoritaire dont les solutions finales sont non seulement matérialistes, mais aussi athées." (23)

Si ce passage avait été intégré dans le programme du parti, il aurait signifié un retour à l'idéologie du parti chrétien-social. Mais il fut refusé, au nom du pluralisme, par la majorité des délégués qui cherchaient à conserver une certaine distance vis-à-vis de l'Eglise. A moyen et à long terme, ce calcul n'était sans doute pas faux. La baisse actuelle de la pratique religieuse, même dans les rangs de l'Ö.V.P., témoigne du fait que l'Eglise ne représente plus aujourd'hui un facteur déterminant dans le comportement politique des Autrichiens.

10.2. Concordat.

La politique chrétienne-sociale, puis celle de l'Ö.V.P. visa à faire signer par l'Etat autrichien un concordat qui réglerait ses rapports avec Rome. Pour cette famille politique, le concordat représentait la garantie que les intérêts de

l'Eglise seraient obligatoirement pris en compte par l'Autriche. Elle se battit donc pour ce but, avec la seule différence que le parti chrétien-social, usant de ses pouvoirs dictatoriaux, imposa celui de 1933 alors que le parti populiste, respectant le jeu démocratique, dut se soumettre aux décisions du Parlement.

La signature d'un pacte qui aurait assuré à l'Eglise une place de choix dans la vie publique autrichienne fut toujours le terme de la politique chrétienne. On ne trouve pas dans les programmes chrétiens-sociaux de l'entre-deux-guerres, de revendication explicite d'un concordat. Le parti manifesta ses désirs de voir exprimées certaines de ses revendications en matière religieuse, mais pas officiellement celle d'un concordat. Il souhaitait que l'influence de l'Eglise fût élargie dans trois domaines différents: la législation sur le mariage, la morale et l'enseignement. Dans chacun de ces trois domaines, il s'agissait de faire passer les orientations chrétiennes dans la législation officielle de l'Etat autrichien. Or, cette démarche ne pouvait s'effectuer qu'avec l'assentiment des deux tiers du Parlement. Comme les voix sociales-démocrates étaient nécessaires à cet effet mais que ce parti n'était pas prêt à soutenir cette politique, les chrétiens-sociaux ne purent la réaliser qu'après avoir éliminé leurs adversaires. La question religieuse fut d'ailleurs l'une des raisons essentielles de cette élimination. Après, les chrétiens-sociaux eurent le champ libre et leurs revendications en matière de religion trouvèrent place à la fois dans le concordat et dans la constitution corporative du 1er mai 1934. Ce concordat rétablissait le caractère officiel de

l'instruction religieuse dans les écoles publiques, mettait les écoles confessionnelles à égalité avec les écoles publiques et instaurait l'égalité des mariages civils et religieux. Ce concordat faisait en outre de l'Etat corporatif un Etat religieux.

Les gouvernements des débuts de la Seconde République ne reconnurent pas ce concordat et la situation antérieure fut rétablie. Le parti populiste adopta sur ce problème la même attitude ambiguë que dans ses rapports avec l'institution ecclésiastique. Il n'était pas un parti clérical, mais représentait indirectement les intérêts des catholiques. Il ne pouvait donc pas réclamer officiellement la signature d'un concordat, mais sollicita dès juin 1945 celle d'un Traité d'Etat avec l'Eglise catholique (24), ce qui revenait au même. Ce traité aurait eu pour objet les mêmes thèmes que le concordat de 1934, mais en les actualisant. Les socialistes s'étant sans cesse opposés à sa signature, ce traité ne fut jamais ratifié dans son ensemble. Ce n'est qu'en 1961 que des parties en furent adoptées.

Le changement idéologique du parti socialiste autrichien en ce qui concerne ses rapports avec l'Eglise catholique contraignit par ailleurs les populistes à ne plus se considérer comme les seuls défenseurs de la cause religieuse. Le fait que le clergé se fût retiré dès 1933 de la vie politique autrichienne permit au parti socialiste d'adopter une attitude d'ouverture à l'égard des chrétiens. Tout en maintenant le principe que la religion était une affaire personnelle et privée, celui-ci admettait parfaitement la compatibilité des éthiques chrétienne et socialiste, nommant comme objectifs

communs la justice sociale, l'élévation du bien-être, la liberté et la paix mondiale (25). Sur ces bases idéologiques communes, les chrétiens étaient appelés à militer dans le parti socialiste, ce qui brisait la volonté quasi hégémonique du parti populiste quant à la représentation politique des chrétiens.

Cette nouvelle situation fit comprendre aux populistes qu'ils n'étaient pas les seuls à être capables de représenter les idéaux chrétiens. Tout en continuant à prendre le Christianisme pour référence, ils cessèrent de s'engager pour un concordat qui n'aurait plus correspondu à la réalité.

10.3. Influence du Christianisme sur la politique.

10.3.1. Politique chrétienne.

Le type de rapports établis entre l'Eglise catholique et les partis conservateurs sous la Première et sous la Seconde République est déterminant pour la politique que ces derniers ont suivie. Selon que ces rapports furent plus ou moins officiels, plus ou moins étroits, la politique s'orienta de plus ou moins près selon l'idéologie catholique.

Le parti chrétien-social dont les liens avec l'Eglise étaient officiels pratiqua ce que nous appellerons une "politique chrétienne" que nous opposerons à la "politique d'inspiration chrétienne" élaborée après la guerre par le parti

populiste. La "politique chrétienne" était une politique placée directement sous l'influence de l'Eglise, politique sur laquelle celle-ci marquait directement son sceau. En d'autres termes, le parti ne se laissait pas inspirer par la doctrine de l'Eglise; c'était l'Eglise qui déterminait la politique du parti. Celui-ci faisait siennes les revendications de l'Eglise en l'absence de buts propres.

Cette présence du message de l'Eglise dans les programmes chrétiens-sociaux alla croissante jusqu'en 1934. Ces programmes prirent d'ailleurs un caractère quasi religieux, ainsi le "programme de Linz" du mouvement ouvrier chrétien cité plus haut.

Par rapport à lui, le programme de 1926 représenta un pas en arrière, tout au moins sur le plan verbal. Il était introduit en ces termes:

"Le parti chrétien-social considère comme le but suprême de l'Etat d'encourager le bien-être de tous. Persuadé que ce but ne peut être atteint que lorsque les principes du Christianisme sont pris comme règle de conduite, il voit sa tâche dans le fait de donner à la politique la direction qui correspond à ces principes." (26)

Ce passage prouve que le parti chrétien-social entendait pratiquer une politique chrétienne, autrement dit la politique de l'Eglise.

Cette "politique chrétienne" trouva son aboutissement dans l'Etat clérico-corporatif de Dollfuß. Par le concordat signé le 5 juin 1933, les chrétiens-sociaux ne prétendaient que rendre à l'Eglise la place qui lui avait été prise. En fait, en donnant au régime corporatif un caractère fortement religieux,

ils attribuaient à cette institution un rôle de domination sur l'ensemble de la vie publique.

10.3.2. Politique d'inspiration chrétienne.

Le statut du parti populiste fut et est différent de celui du parti chrétien-social. Il entend se laisser imprégner par l'idéologie chrétienne. Mais voulant attirer des couches de population qui ne sont pas obligatoirement chrétiennes, il ne pouvait s'afficher comme bras droit de l'Eglise. Il prit donc ses distances vis-à-vis de la "politique chrétienne" pour pratiquer une "politique d'inspiration chrétienne". Les données fondamentales restent les mêmes, mais la référence immédiate à l'Eglise est gommée. Les deux institutions, Eglise et parti, sont effectivement indépendantes l'une de l'autre, mais celui qui se dit chrétien se trouve très souvent engagé dans un parti.

"L'Eglise et la politique ne s'opposent pas comme des puissances adverses, au contraire, mille sentiers se rencontrent. Et l'homme emprunte ces sentiers et peut atteindre son but seulement lorsqu'il voit clair et que les différences sont bien délimitées." (27)

Ainsi ces deux institutions, Eglise et parti, sont-elles ramenées à des organes plutôt neutres et c'est l'homme qui doit les utiliser à bon escient. L'individu prend une place centrale dans cette conception des choses. En effet, c'est lui qui

reçoit l'enseignement de l'Eglise. A lui aussi de le transposer dans sa vie, y compris dans son engagement politique. La décision de savoir quel parti défend le mieux les préceptes chrétiens revient à chacun en son âme et conscience, comme en témoigne la citation populiste qui suit:

"Aucune instance autorisée ne peut enlever aux chrétiens la décision de savoir quel parti politique remplit au mieux les conditions minimales de la foi et de l'éthique chrétienne. Celle-ci doit être prise par chacun en toute liberté et en accord avec sa propre conscience." (28)

Le chrétien a donc le droit de voter pour un parti qui ne se réclame en aucune façon du Christianisme s'il considère que celui-ci correspond mieux à ses propres exigences. Peut-être serait-on tenter de taxer cette attitude de largeur d'esprit. Du moins faut-il reconnaître aux populistes le courage d'avoir été jusque là.

Une fois posée cette liberté du croyant, il importe de définir ce que sont ces exigences du Christianisme en matière politique. Ce thème entraîne indubitablement une question essentielle: existe-t-il une "politique chrétienne"? La réponse des populistes est négative.

"Pour faire apparaître la notion de politique chrétienne comme justifiée, il faudrait qu'il en existe une qui se différencie de manière fondamentale de toutes les autres par une marque chrétienne, qui ne prêtât pas à l'équivoque. Comme il n'est possible de trouver nulle part une telle politique, il serait préférable de renoncer à cette notion." (29)

Divergence énorme avec les positions chrétiennes-sociales. Il n'existe pas de véritable "politique chrétienne"

et les populistes souhaitent renoncer à cette notion. Ils n'ont plus l'intention de réaliser un "Etat chrétien" dont ils savent que c'est désormais une utopie. Il s'agit d'apporter à la vie politique une bouffée d'esprit chrétien et ainsi de l'influencer dans ce sens. La notion de "politique chrétienne" peut alors être remplacée par celle de "l'homme politique chrétien", l'essentiel étant l'homme politique qui s'adjoint la qualité de chrétien. C'est ce type d'hommes politiques qui doit constituer le parti populiste. Le parti cherche de tels individus:

"Ils forment l'élite dirigeante du parti, et plus l'afflux d'autres jeunes personnalités chrétiennes sera grand, plus l'Ö.V.P. en sera reconnaissant." (30)

Ce n'est donc plus l'Eglise elle-même qui influence directement les comportements populistes, mais les membres de ce parti qui interprètent son message et l'accommodent à leur politique.

10.3.3. Rôle des ecclésiastiques dans la politique.

Les rapports entre l'Eglise catholique et le parti chrétien-social ne furent jamais seulement limités à un débat idéologique. Ils s'étendirent aussi aux personnes. Le nombre de prêtres engagés au sein du parti n'était pas négligeable. Ils lui servirent souvent de permanents, et les mots d'ordre du clergé allaient toujours en direction du parti chrétien-social. La figure ecclésiastique la plus marquante dans cette union fut celle de Ignaz Seipel qui concilia sa situation de prêtre aux exigences des activités de la chancellerie. L'exemple de sa vie et de son engagement à la fois politique et ecclésiastique montre jusqu'où pouvait aller cette union.

Seipel fut toutefois loin d'être le seul prélat à s'engager pour le compte du parti chrétien-social. Nous ne citerons comme autres exemples que Mgrs. Gföllner et Hausleitner qui jouèrent un rôle politique important, notamment sous l'austrofascisme. Lorsqu'à la fin de 1933, la conférence épiscopale autrichienne décida de retirer aux ecclésiastiques le droit d'exercer un mandat politique, on comptait cinq membres du clergé sur les bancs du Conseil national et trois sur ceux du Conseil fédéral qui représentaient le parti chrétien-social (31).

L'Eglise ayant décidé dès 1933 d'interdire aux prêtres l'exercice de fonctions politiques, le parti populiste dut officiellement renoncer à leur concours. Toutefois, si l'on ne rencontre plus de prêtres permanents du parti populiste, ceux-ci ne se privent pas d'intervenir dans leurs prêches en faveur de ce parti. Ils ne sont plus dedans, mais continuent souvent

d'oeuvrer indirectement pour lui.

CHAPITRE 11

ANTISEMITISME

On ne peut comprendre l'antisémitisme des partis conservateurs autrichiens qu'à condition d'avoir présent à l'esprit la proportion de la population juive par rapport à l'ensemble de la population autrichienne, en particulier de Vienne, la capitale. Il existe sans aucun doute un certain lien entre le nombre de Juifs installés à Vienne et en Autriche d'une part, et la virulence du mouvement antisémite d'autre part. Au dix-neuvième siècle, la part de la population juive venant des régions de l'Est de la monarchie et s'installant à Vienne n'avait cessé de croître. En 1860, on comptait 6.200 Juifs à Vienne, soit 2,2 % de la population de la capitale. En 1869, leur nombre s'élevait à 40.000, soit 6,7 % de la population viennoise (1). Un recensement effectué en 1880 faisait état de quelques 72.600 Juifs à Vienne, soit 10,1 % de la population viennoise. La présence des Juifs dans la capitale

autrichienne se faisait encore plus sentir au niveau de l'université. A cette même date, les étudiants d'origine juive représentaient 22,3 % des effectifs en droit et 38,6 % en médecine. L'influence de la communauté juive ne se limitait donc pas à sa part sociologique de la population, elle s'étendait également au domaine culturel (2).

L'importance de la communauté juive, à Vienne en particulier, crût jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale, notamment avec l'immigration des populations juives de Galicie, et son nombre finit par atteindre les deux cent mille, soit toujours environ 10 % de la population viennoise totale. Cette situation ne pouvait qu'inciter certains groupes politiques, et en particulier les chrétiens-sociaux, à se servir de l'antisémitisme comme arme politique.

L'Etat corporatif, puis le national-socialisme contraignirent les Juifs d'Autriche à l'émigration; beaucoup de ceux qui restèrent en Autriche trouvèrent la mort dans les camps de concentration. La communauté juive de Vienne se réduisit après la Seconde Guerre Mondiale à quelques neuf mille membres. L'antisémitisme, même s'il n'avait pas disparu, ne pouvait plus avoir l'ampleur qu'il avait prise dans l'entre-deux-guerres. La persécution des Juifs par les nationaux-socialistes et l'holocauste rendaient en outre quasiment impossible l'expression directe de sentiments antisémites sous peine d'être publiquement condamnés. Ceci explique pour une large part les changements d'attitude entre chrétiens-sociaux et populistes sur la question de l'antisémitisme.

10.1. L'antisémitisme chez les chrétiens-sociaux.

Dès sa fondation, le parti chrétien-social s'était défini comme parti antisémite au point de concurrencer les nationaux-allemands. Cet antisémitisme fut, dès le départ, voulu et propagé par les plus hautes instances du parti, et particulièrement par son fondateur et idéologue, Karl Lueger. Dans ses discours des années 1880, il attisa ce sentiment parmi la population autrichienne, tout spécialement parmi les classes moyennes, en présentant le Juif comme le symbole du grand capital, et donc cause de tous les maux économiques que subissait la petite bourgeoisie (3). Globalement, le Juif était vu comme capitaliste et donc considéré comme l'ennemi du commerce et de l'artisanat. Le parti de Lueger se définissant comme défenseur de ces catégories professionnelles, il trouva écho parmi les électeurs et devint le parti le plus puissant du conseil municipal de Vienne jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale.

L'accession de la social-démocratie à la tête de la mairie de Vienne ne fit qu'augmenter l'antisémitisme chrétien-social. En effet, phénomène paradoxal, si les Juifs étaient d'un côté qualifiés de capitalistes, les chrétiens-sociaux les associaient de l'autre au bolchevisme et à la social-démocratie, parlant alors d'eux comme d'un "danger juif".

Lors du congrès du parti chrétien-social de décembre 1918, Leopold Kunschak prononça un véritable réquisitoire antisémite dans lequel il accusait les juifs d'avoir, pendant la guerre, corrompu l'administration civile et militaire du pays et réalisé des profits exorbitants. L'orateur appelait

ensuite la population autrichienne à réaliser un massacre (3). Le programme élaboré au cours de ce congrès esquissait clairement l'attitude chrétienne-sociale vis-à-vis des Juifs. Le principe du droit d'autodétermination devait leur permettre de choisir leur nationalité. Or, les chrétiens-sociaux estimaient qu'il n'était pas acceptable que les Juifs s'intègrent en Autriche du fait qu'ils n'appartenaient pas à la race allemande. Ils étaient partisans d'une nette séparation des deux communautés. Ainsi réclamèrent-ils dans le programme de décembre 1918 la reconnaissance des Juifs "en tant que nation" à laquelle il serait alors possible d'accorder le statut de minorité et ainsi de marginaliser. Le but des chrétiens-sociaux était de toute évidence d'écarter les Juifs des affaires autrichiennes parce qu'on les considérait d'une part comme les promoteurs du capitalisme qui ruinait l'existence matérielle de la petite et moyenne bourgeoisie, de l'autre comme les véritables instigateurs de la social-démocratie (5). Au vu de ces éléments, il apparaît clairement que les chrétiens-sociaux cherchaient à réduire l'influence des Juifs dans la société autrichienne.

Les réactions antisémites se firent d'abord sentir au niveau étudiant. A l'université, le nombre des étudiants d'origine juive était beaucoup plus élevé que leur proportion dans la société autrichienne. Aussi, lors des élections des délégués étudiants en 1919, les étudiants catholiques se joignirent-ils aux étudiants pangermanistes pour présenter une liste commune; l'un de leurs slogans communs fut alors la lutte antisémite. Afin de limiter le nombre des étudiants juifs, ils exigèrent l'introduction d'un numerus clausus (6).

L'agitation antisémite n'en resta pas toutefois au stade verbal. Dès les premiers mois de la République, les chrétiens-sociaux passèrent à l'action. Le 4 février 1919, un groupe de députés de ce parti fit une proposition de loi qui prévoyait l'interdiction de l'immigration pour les réfugiés juifs ainsi que leur expulsion au cas où ils seraient susceptibles d'apporter des maladies infectieuses, et l'expulsion de personnes en mesure de provoquer la subversion politique (7). Cette proposition de loi ne fut pas adoptée mais la direction de la politique du parti était ainsi tracée. Lors d'une manifestation organisée à Vienne par des députés chrétiens-sociaux de la diète viennoise, fut lue une déclaration qui exigeait l'expulsion de tous les Juifs venus de l'Est (8). La campagne organisée par ce parti autour de l'expulsion des Juifs se poursuivit tout au long de l'année 1919 et s'étendit même aux provinces de l'Ouest. Ainsi l'union antisémite du Tyrol qui avait à sa tête un responsable chrétien-social, Straffer, transmit une résolution au gouvernement du Land qui exigeait l'expulsion de tous les Juifs qui avaient élu domicile au Tyrol après le 1^{er} août 1914 (9).

L'union antisémite dont nous venons de parler regroupait en majorité des responsables chrétiens-sociaux. Parmi eux, on notera la participation de Leopold Kunschak, leader du mouvement ouvrier chrétien, qui prit la parole à diverses reprises pour réclamer l'expulsion de tous les Juifs venus de l'Est. Lors de l'une des manifestations organisées par ce groupement, les orateurs parmi lesquels on retrouvait Kunschak réclamèrent la révocation de tous les fonctionnaires Juifs, le *numerus clausus* à l'université et l'introduction de la peine de

mort pour certains délits d'usure (10), ce qui, bien sûr, devait frapper en premier lieu la communauté juive. Kunschak alla d'ailleurs lui-même en 1920 jusqu'à déposer devant le Conseil national un projet de loi "sur la situation juridique de la nation juive" (11); celui-ci prévoyait, outre l'introduction d'un numerus clausus à l'université, la création d'écoles juives afin d'éviter le contact entre enfants juifs et non-juifs, l'exclusion de tous les Juifs du secteur public et des carrières de l'enseignement. En outre, il était strictement interdit aux Juifs d'acquérir des biens immobiliers. Le statut de minorité devait leur être accordé et c'est précisément pour cette dernière raison que ce projet de loi ne fut pas adopté, Seipel craignant que cette décision n'entraînât des revendications analogues de la part des minorités tchèques et slovènes en Autriche (12). L'antisémitisme autrichien eut même, aux débuts du mouvement national-socialiste, des contacts avec Adolf Hitler. Ainsi, lors d'une rencontre internationale d'antisémites organisée à Vienne en mars 1921, des responsables catholiques vinrent écouter l'instigateur de l'extermination des Juifs (13). Ce n'est que plus tard, lorsque Hitler eut pleinement formulé ses théories raciales, que les chrétiens-sociaux s'écartèrent de ce mouvement en refusant l'antisémitisme basé sur des notions de race.

Parmi les diverses organisations que regroupait le parti chrétien-social, l'une d'elle fut particulièrement active sur le plan de l'antisémitisme, le mouvement ouvrier chrétien. Nous avons déjà souligné le fait que son leader, Leopold Kunschak, était également membre de l'union antisémite. Le mouvement

ouvrier chrétien-social inscrivit dès son programme de 1923 la lutte antisémite. Selon ce programme, il fallait "refouler l'influence destructrice que les Juifs exerçaient sur la vie intellectuelle et économique" (14). Le mouvement ouvrier chrétien formulait ainsi officiellement le premier les griefs que les catholiques autrichiens faisaient aux Juifs: ceux-ci dominaient à la fois la vie économique et intellectuelle. Il s'agissait d'une part de montrer que les Juifs étaient les véritables porteurs du capitalisme et qu'ils provoquaient l'appauvrissement, voire la prolétarisation des masses travailleuses chrétiennes, d'autre part qu'à travers leur engagement culturel à l'intérieur ou aux côtés de la social-démocratie, ils portaient préjudice à l'ordre culturel chrétien. Pour les chrétiens-sociaux, les Juifs étaient ceux qui, en lui prêtant ou en lui donnant de l'argent, permettaient à la social-démocratie de développer sa presse, sa littérature, ses institutions culturelles, lesquelles nuisaient à l'ordre catholique. Aux yeux des dirigeants du mouvement ouvrier chrétien, les véritables responsables de l'austromarxisme étaient les Juifs. Leur antisémitisme avait, à ce moment-là, deux facettes contradictoires: les Juifs étaient à la fois considérés comme les représentants du grand capital et de l'austromarxisme.

En août 1925, lors du congrès sioniste international, le comité directeur du parti chrétien-social faisait savoir au cours d'une conférence de presse que "l'antisémitisme se dirigeait contre les Juifs qui, par leurs menées subversives sur le plan culturel, leur arrogance sur le plan économique et politique et les excès de leur presse licencieuse, sapaient le

moral et l'économie du peuple." (15) On y retrouvait les mêmes thèmes que ceux évoqués par le mouvement ouvrier chrétien.

Le programme que se donna le parti en 1926 reprit mot pour mot la formulation de celui de 1923 et n'apporta en soi aucun élément nouveau. Dans un article en date du 30 janvier 1927 et paru dans la revue "Schönere Zukunft", Ignaz Seipel expliquait que l'antisémitisme des chrétiens-sociaux avait été provoqué par le "bolchevisme russe" et un "socialisme autrichien très radical et orienté vers une confrontation culturelle." (16). Toujours selon le chef du parti chrétien-social, les juifs constituaient une "minorité nationale d'une nature particulière" (17) et avaient "la tendance à s'infiltrer partout et à s'adapter aux conditions de vie les plus diverses". En outre, ils formaient une "classe" détentrice du grand capital mobilier mettant le peuple en danger. Il convenait donc de leur accorder le statut de minorité nationale ou de les reconnaître comme "nation à part entière"; ces deux solutions exigeaient toutefois une "législation d'exception". Seipel pensait que l'Autriche devait veiller à une "séparation entre les Juifs et le peuple (autrichien)" car celui-ci se trouvait en danger d'être "dominé par les Juifs sur le plan à la fois économique, culturel et politique" (18). En effet, dans l'esprit du prélat, les Juifs détenaient le monopole de l'économie (19), d'où la nécessité de la séparation évoquée ci-dessus.

Avec la montée du nazisme en Allemagne, le thème de l'antisémitisme prit un tour différent. Les nazis aussi bien autrichiens qu'allemands se déclaraient eux aussi antisémites; d'où la nécessité pour les chrétiens-sociaux de redéfinir leurs

positions. On trouve cette redéfinition dans les commentaires que Richard Schmitz donna du programme de 1926, ceci toutefois en 1932, soit au moment où les nazis enregistraient leurs premiers succès à des élections autrichiennes. Selon Schmitz, l'antisémitisme chrétien-social n'était qu'un moyen de défense du peuple autrichien contre des éléments étrangers. L'influence juive était qualifiée de "destructrice, révolutionnaire et subversive" dans les domaines de la culture et de l'économie. Dans celui de la

culture, c'était les écrivains qui déshonoraient les principes de la morale chrétienne, réclamaient l'assouplissement des lois sur le mariage et minaient l'autorité publique. En outre, ils ébranlaient la foi religieuse. On retrouvait encore l'influence juive au niveau des professions libérales, ce qui permettait à Schmitz d'affirmer que le domaine culturel contrôlé par les Juifs l'était en réalité par la social-démocratie. Mais celui-ci savait également qu'il devait délimiter l'antisémitisme chrétien-social par rapport à celui que prônaient les nazis. Un point était clair: l'antisémitisme chrétien ne se voulait pas teinté de racisme. La haine nourrie contre les Juifs ne s'attaquait pas aux personnes elles-mêmes, mais à l'influence néfaste qu'elles étaient censées exercer sur la société (20).

L'idéologie du parti chrétien-social étant à cette époque étroitement liée à celle de l'Eglise, on peut considérer que l'antisémitisme proféré par l'Eglise était aussi celui de ce parti. Or, dans un message adressé aux chrétiens le 21 janvier 1933, Mgr. Gföllner s'en prenait violemment aux Juifs. Il repoussait tout d'abord le racisme du national-socialisme au nom de l'amour du prochain que prêchait sa religion, mais

s'empressait d'ajouter qu'il existe "au sein de la famille des peuples des différences (entre les hommes!) sur le plan corporel et intellectuel". Même si Mgr. Gföllner affirmait ne pas être antisémite, ses propos le trahissaient comme tel. Car établir des différences sur le plan corporel revenait à se dire raciste. Selon lui, combattre les Juifs, c'était le "devoir, en son âme et conscience, de tout bon chrétien" (21). Toutefois, et c'était déjà le cas chez Schmitz, l'antisémitisme chrétien ne devait pas s'en prendre aux Juifs religieux qui, selon Gföllner, poursuivaient les mêmes intentions que les chrétiens. Mais la communauté juive était associée à la franc-maçonnerie, les deux étant jugées comme fondateurs et apôtres du socialisme et du communisme.

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, le gouvernement de l'Etat corporatif adopta une position plus nuancée. Sur le plan officiel, Schuschnigg ne fit lui-même aucune déclaration ouvertement antisémite, prétendant au contraire s'en tenir à l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Néanmoins, les hommes politiques de second plan comme par exemple Kresse, l'adjoint au maire de Vienne, ne se priva pas d'affirmer ses convictions antisémites et ne fut jamais rappelé à l'ordre pour ses déclarations. La presse aussi continua ses attaques contre les Juifs et le gouvernement n'intervint pas pour faire cesser ces agissements (22).

On notera même que Emmerich Czermak, qui fut un certain temps ministre de l'Education sous l'Etat corporatif, publia à l'automne 1933 une brochure intitulée "Ordnung in der Judenfrage" dans laquelle il reprenait ces thèses antisémites (23). Selon lui, il fallait nettement séparer les Juifs des

chrétiens dans les domaines de l'éducation et de la culture, domaines dans lesquels les Juifs risquaient de pervertir les chrétiens.

Au printemps 1936, Leopold Kunschak publia un projet de loi selon lequel les Juifs devaient obtenir à l'intérieur de l'Etat corporatif le statut de minorité nationale, ceci au nom d'un "progrès sain dans le domaine culturel, politique et économique" (24). Ce projet de loi n'était pas bien éloigné des ghettos créés par les nazis.

Jusqu'à la disparition de l'Autriche en 1938, les responsables chrétiens-sociaux maintinrent leur politique antisémite. La lutte contre les Juifs, tout en ne prenant pas les dimensions qu'elle avait dans l'Allemagne hitlérienne, se traduisit cependant sous le régime austrofasciste par toute une série de mesures discriminatoires à l'égard de la communauté juive. Dans les écoles, les enfants juifs furent séparés des enfants chrétiens. Les médecins juifs occupés dans les hôpitaux furent licenciés, les avocats juifs éliminés du barreaux, etc (25). En pratiquant cette politique, les chrétiens-sociaux crurent pouvoir faire concurrence aux nazis et leur tenir tête, mais ces derniers annexèrent l'Autriche en mars 1938 sans tenir compte de la politique antisémite pratiquée par les chrétiens-sociaux depuis la fondation de leur parti et surtout depuis l'instauration du régime austrofasciste.

11.2. Antisémitisme et parti populiste autrichien.

Comme nous l'avons noté au début de ce chapitre, la situation de l'Ö.V.P. vis-à-vis de l'antisémitisme était en 1945 tout à fait nouvelle. Le nombre des Juifs installés à Vienne était passé de quelques deux cent mille entre les deux guerres à neuf mille après la seconde. La population juive était devenue un groupe infiniment minoritaire de la population autrichienne; elle ne pouvait donc plus, sociologiquement, occuper la même importance, phénomène dont les populistes devaient tenir compte. Second facteur capital, l'extermination des Juifs par les nazis avait pratiquement exclu, du moins au niveau des discours officiels, toute possibilité de faire revivre l'antisémitisme. Les conservateurs autrichiens ne pouvaient se permettre de reprendre les slogans antisémites de l'entre-deux-guerres.

De fait, si l'on prend en compte les programmes populistes de 1945 à nos jours, on ne trouvera aucune trace d'antisémitisme. Jamais la communauté juive n'a été évoquée, ni pour l'attaquer, ni pour la défendre. La réflexion idéologique menée au sein de la presse populiste n'évoqua jamais le problème juif, ni l'éventualité d'une culpabilité chrétienne-sociale dans le sort réservé aux Juifs d'Autriche; il ne fut jamais question d'une quelconque culpabilité du catholicisme politique autrichien. Ce silence pourrait être interprété comme un point final mis à cette question. Il n'en est cependant sans doute pas ainsi. Cette absence de débat constitue une sorte de refoulement. Le parti populiste, comme les autres partis politiques autrichiens, a abandonné le terrain de la lutte antisémite en tant que lieu de conflit politique, mais l'antisémitisme reste latent et s'exprime de temps à autre lors

d'occasions très ponctuelles. Au lieu d'être le fait d'un parti, il est celui d'individus qui prennent position en leur nom personnel. Lorsqu'il s'agit de personnalités politiques, il est alors possible d'établir des liens entre leurs propres opinions et celles du parti qu'elles représentent. Une enquête réalisée en 1981 montre que les comportements antisémites au niveau des réactions politiques sont relativement peu nombreux et qu'ils se répartissent de manière égale sur les deux grands partis autrichiens alors qu'ils sont plus nombreux chez les libéraux(26).

Néanmoins, le fait que l'ancien criminel de guerre Walter Reder ait reçu une proposition d'embauche de la part d'un député populiste de Carinthie ne peut que laisser à penser à propos des liens entre antisémitisme et parti populiste. N'oublions pas non plus le rôle joué par l'antisémitisme dans la campagne des élections présidentielles de 1986. Même si le candidat conservateur et futur Président de la République d'Autriche Kurt Waldheim a officiellement pris ses distances par rapport à ce problème, la discussion menée sur ses activités pendant la Seconde Guerre Mondiale et les objections formulées à l'égard de son passé ont sans aucun doute fait renaître un antisémitisme latent dans les milieux conservateurs autrichiens. Les réactions dans l'opinion publique ont montré que les vieux sentiments antisémites refoulés étaient susceptibles de resurgir à tout moment. Ainsi le slogan électoral "raison de plus" (27) lancé au lendemain des accusations portées contre M. Waldheim d'avoir été impliqué dans les déportations de Juifs grecs montre-t-il qu'une partie de l'opinion autrichienne est fort réceptive vis-à-vis de tout

ce qui effleure l'antisémitisme.

La lettre antisémite du maire -adjoint populiste de Linz, Hödl, au président du Congrès juif mondial, les déclarations publiques de Michael Graff, ex-secrétaire général du parti populiste, vis-à-vis de l'hebdomadaire français "L'Express" (28) confirment bien les tendances antisémites de ce parti. Les récentes prises de position de Karl Gruber, ancien ministre populiste des Affaires Etrangères, qui accusait la commission d'historiens chargée d'enquêter sur le passé du Président autrichien, d'avoir émis un jugement partial dans son rapport final du fait que l'un de ses membres était d'origine juive prouvent que l'antisémitisme est loin d'être mort dans le parti populiste, même si celui-ci prend ses distances par rapport à de telles affirmations (29).

Ceci tend à prouver que l'antisémitisme continue d'exister de manière latente parmi l'électorat conservateur autrichien et qu'il suffit de peu de choses pour le réanimer. La réduction considérable du nombre des Juifs installés en Autriche n'aurait pas ainsi contribué à faire disparaître l'antisémitisme du camp conservateur, mais à l'atténuer provisoirement.

CHAPITRE 12

POLITIQUE FAMILIALE ET

ROLE DE LA FEMME

12.1. Politique familiale.

Aussi bien pour le parti chrétien-social que, par la suite, le parti populiste, la famille constitua toujours la base de la société. Selon l'opinion de ce camp politique, la société n'est pas tant constituée par l'assemblage d'individus que par la réunion de familles, d'où l'importance qui est accordée à ces dernières. Cette importance se traduit dans différents domaines, comme par exemple la législation sur le mariage, la place de la famille dans la société ou bien le soutien qui lui est accordé.

12.1.1. Législation sur le mariage.

Avant même d'examiner les mesures que le camp conservateur envisage en faveur de la famille, il convient de voir quels fondements légaux il lui donne. Dans sa conception, celle-ci repose sur le droit matrimonial chrétien, et il faut d'emblée en souligner l'aspect "chrétien". Les chrétiens-sociaux affirmaient dès 1923 que "le droit matrimonial chrétien lui (à la famille) offrait la protection" (1). La famille ne pouvait être que chrétienne; elle tirait sa raison d'être seulement de la religion; le mariage devait donc être une institution chrétienne. La signature d'un contrat de mariage civil était considérée comme nulle et sans aucune valeur. Le programme de 1926 allait encore plus loin en revendiquant le "droit matrimonial catholique pour les catholiques" (2); il s'opposait ainsi aux propositions des sociaux-démocrates qui, de leur côté, réclamaient l'entière laïcisation du mariage (3). Dans l'idéologie chrétienne-sociale et en particulier catholique, le mariage chrétien devait pouvoir dispenser de la cérémonie devant les autorités civiles. Son caractère sacré lui conférait une valeur beaucoup plus grande et, pour cette raison, devait dispenser les catholiques de l'acte civil. Cette disposition qui était combattue par la social-démocratie fut bien sûr maintenue dans le programme chrétien-social pendant toute la Première République et réalisée sous l'Etat corporatif. Le régime se disant chrétien, il était normal qu'il tînt fermement à un droit matrimonial catholique et qu'il voulût l'étendre à tous les contrats de mariage qui seraient signés à l'avenir. Ainsi, dans le concordat de 1933, l'Etat

s'engageait à reconnaître la validité du mariage religieux et à lui conférer les mêmes droits que ceux inhérents au mariage civil (4).

En 1945, on revint cependant au droit matrimonial en vigueur avant la signature de ce concordat puisque le gouvernement de la Seconde République n'en reconnut pas la validité. La rupture chronologique entre parti chrétien-social et Ö.V.P. n'entraîna pas de modification radicale des positions conservatrices puisque le programme populiste de 1945 réclamait que le mariage religieux eût la même valeur que le mariage civil et que ce dernier n'eût qu'un caractère facultatif pour ceux qui se marieraient à l'Eglise (5). Les populistes continuaient ainsi à revendiquer l'égalité des droits des mariages civil et religieux. Toutefois, sous l'effet de la décléricalisation de la vie publique, ils renoncèrent à ce projet et aujourd'hui, seul le mariage civil est officiellement reconnu par la loi.

12.1.2. Place et rôle de la famille dans la société.

Puisque le mariage a un caractère sacré, cela implique que l'institution qui en naît, la famille, a une place toute particulière. Dans l'idéologie des partis conservateurs autrichiens, elle constitue à la fois l'élément central et la base de la société. On constate aussi bien chez les chrétiens-sociaux que plus tard chez les populistes une constance dans la

terminologie. Pour les premiers, la famille fut qualifiée de "support de la société"; ce terme fut complété par une définition plus précise. Le programme de 1923 parlait ainsi de la famille comme "support" de la société aux côtés de la profession et de l'habitat tandis que celui de 1926 en faisait le "pilier central" (6). Dans l'idéologie chrétienne-sociale, la famille était donc le "pilier" de la société, c'est-à-dire l'élément indispensable sans lequel un édifice ne peut tenir debout. Selon cette image, la famille était l'élément porteur de la société.

Les populistes choisirent une autre image pour caractériser la famille; celle-ci devint dans une traduction littérale la "cellule germinale de la société", autrement dit sa source (7). Cette image indique l'idée d'un point de départ, d'une évolution, d'un germe qui se développe pour porter du fruit; la famille est le lieu où se développent les êtres qui vont façonner la société. Cette dernière ne peut exister sans elle. Entre l'idée du "pilier" et celui de la "cellule", il n'y a qu'une image différente, mais le fond reste le même, à savoir que seule la famille permet à la société d'exister.

C'est pour cette raison que la famille est le lieu privilégié pour l'éducation des enfants. La famille étant la base de la société, c'est à elle que revient le droit primaire d'éducation, et non à l'école ou à la société.

12.1.3. Soutien accordé à la famille.

Puisque la famille constitue le pilier de la société, il semble normal aux conservateurs que celle-ci lui accorde son soutien qui peut se concrétiser de deux manières différentes, soit par une aide financière aux familles, soit par une politique du logement appropriée.

12.1.3.1. Soutien financier.

L'une des constantes de la politique familiale conservatrice fut sans cesse l'aide financière revendiquée pour les familles. Fondamentalement, les conservateurs partent de l'argumentation suivante: un chef de famille qui perçoit un certain salaire est désavantagé par rapport à un autre qui touche le même salaire mais qui n'a que lui à entretenir. La politique familiale a pour but de remédier à cette inégalité en aidant financièrement les chefs de famille. Ce soutien peut prendre des formes diverses.

Dans leur programme de 1919, les chrétiens-sociaux exigeaient déjà à cet effet que l'Etat accordât aux familles nombreuses une sorte d'allocation familiale et que celles-ci pussent bénéficier de réductions d'impôts (8).

Le programme de 1923 qui défendait les intérêts ouvriers réclamait même le "salaire familiale" (9), sorte d'allocation qui serait versée à la famille et permettrait à la mère de rester à la maison. Cette proposition avait deux facettes: d'abord, évidemment, aider les familles, mais aussi, dans une perspective conservatrice, retirer les femmes du marché du

travail. Elle n'est jamais devenue réalité mais il est intéressant de noter que l'idée est actuellement reprise et réactivée par les femmes populistes.

Toutes ces propositions disparurent du programme de 1926. Il fallut attendre le programme populiste de 1958 pour voir réapparaître la proposition d'augmenter l'aide aux familles, cette fois sous forme d'élargissement des allocations familiales. Certes, l'idée d'un salaire versé à la mère n'y était pas ouvertement formulée, mais les populistes proposaient "l'extension des allocations familiales grâce auxquelles les enfants retrouveraient leur mère" (10), ce qui revenait pour ainsi dire à la même chose que le salaire familial. L'idée fondamentale était et est toujours que les allocations familiales devraient permettre à la mère de rester au foyer pour pouvoir s'occuper de ses enfants.

12.1.3.2. Aide au logement.

Les conservateurs savaient et savent encore aujourd'hui que de bonnes conditions de logement constituent un bon point de départ pour une vie familiale saine. C'est pourquoi l'on trouve dans presque tous les programmes des propositions qui visent à améliorer ces conditions. Notons d'ailleurs au passage que, quel que soit le domaine concerné, les conservateurs autrichiens se sont toujours davantage occupés des familles nombreuses que des autres. C'était déjà le cas en 1919 lorsqu'en relation avec la question du logement ils

souhaitaient que les appartements disponibles fussent attribués en priorité aux familles nombreuses (11). Toutefois, les autres familles n'étaient pas évoquées.

Nous l'avons déjà expliqué, le but des conservateurs était avant tout d'inciter les gens à acquérir leur logement d'après l'idée que la propriété rend libre. C'est ce qui, visiblement, dirigeait leur pensée lorsque, dans le programme de 1923, les ouvriers chrétiens affirmaient que la propriété constituait l'une des bases de la société. La propriété en question était bien sûr celle du logement, l'idéal des conservateurs étant que chaque famille possédât le sien.

Cette idée fut affirmée de manière plus radicale sous la Seconde République par les populistes; dans leur programme de 1952 et de 1958, ils proposaient en priorité l'acquisition par les familles de leurs logements (12). La propriété leur semblait le meilleur moyen susceptible d'assurer l'indépendance de la famille. Il faut toutefois signaler que, si les populistes s'engageaient pour que chaque famille fût propriétaire de son logement, leurs propositions d'aide financière étaient pratiquement inexistantes.

12.1.4. Politique des naissances.

Chrétiens-sociaux puis populistes n'envisageaient la famille qu'en tant qu'institution chrétienne; ils s'en tenaient ainsi aux préceptes de l'Eglise, en particulier en ce qui concerne la procréation. Tout comme l'Eglise, ils étaient

opposés aux méthodes de contraception de même qu'à l'éducation sexuelle des enfants dans le cadre de l'école, ces actes étant considérés comme "immoraux" (13).

Mais au-delà des problèmes de la contraception, il y en avait un autre qui était et est beaucoup plus important à leurs yeux: celui de l'avortement. Sur ce point, les chrétiens-sociaux, puis les populistes furent très engagés. Dès 1926, les premiers réclamaient la "protection de la vie en germe". L'avortement était interdit en Autriche, mais la social-démocratie en réclamait la libéralisation. Sous l'Etat corporatif, il fut encore plus sévèrement réprimé qu'auparavant. Après la Seconde Guerre Mondiale, la lutte qui fut menée contre l'avortement ne le fut pas directement par le parti populiste, mais par ses organisations annexes, en particulier le "Österreichischer Frauenbund", organisations qui étaient souvent très proches de l'Eglise catholique. Toutefois, après l'adoption de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse par le Parlement autrichien, la centrale du parti reprit elle-même l'offensive. Ainsi, dans son programme de 1978, refusait-elle ouvertement l'interruption volontaire de grossesse en tant que moyen de planification des naissances (14). Par contre, fait entièrement nouveau pour ce parti, elle préconisait l'utilisation du planning familial comme moyen de contrôle des naissances. Celui-ci ne vise qu'à régler le rythme des naissances sans qu'il ne soit porté atteinte à la "vie en germe", alors que l'interruption volontaire de grossesse, selon l'idéologie populiste, détruit le fœtus, donc la vie.

12.2. Rôle de la femme dans la société.

Chez les conservateurs, l'héritage d'un passé marqué par le traditionalisme catholique imprima d'abord profondément l'image de la femme ainsi que le rôle qui lui revenait dans la société. Ce rôle se résumait d'ailleurs très facilement à trois concepts simples: "Enfants, cuisine, Eglise" (15). Ainsi se trouvait délimité le champ d'action féminin. La femme se devait de rester à la maison, d'être au service de son mari et de ses enfants; elle était la gardienne de la foi catholique. Que la femme ait été, pour des questions économiques, obligée de quitter l'espace familial pour aller travailler au dehors et ainsi contribuer à la survie de la famille, ce fait fut en grande partie méconnu par l'idéologie chrétienne-sociale qui voyait dans le travail de la femme une activité tout à fait nuisible à sa santé morale. Sa véritable place, c'était au foyer; sa tâche essentielle: se soumettre docilement à son mari et mettre au monde les enfants, veiller à leur bien-être matériel ainsi qu'à les maintenir dans le giron de l'Eglise. Le travail effectué hors de la maison arrachait la femme à ses devoirs primordiaux, ce qui entraînait la destruction de la vie familiale. Presque totalement livrée à l'influence de l'Eglise et de l'idéologie chrétienne-sociale, la femme n'avait ainsi qu'à se soumettre au sort qui lui était réservé.

Pour ce qui est de l'attitude du parti chrétien-social à l'égard de ce problème, il semble qu'il faille faire une différence entre l'organisation viennoise et celle du reste de

l'Autriche, car Vienne était sans conteste le lieu où le plus de femmes quittaient le foyer pour aller travailler au dehors. D'autre part, la branche ouvrière des chrétiens-sociaux, surtout implantée dans les villes où quantité de femmes étaient insérées dans le monde du travail, ne pouvait passer outre cette question féminine.

C'est ainsi que l'organisation viennoise du parti chrétien-social consacra toute une rubrique de son programme de 1919 aux "revendications des femmes". Un premier paragraphe soulignait l'importance qui devait être accordée aux femmes et la nécessité de leur donner l'égalité des droits avec les hommes dans la vie publique:

"Le parti chrétien-social viennois s'engage avec vigueur pour les revendications des femmes chrétiennes. Il exige en conséquence que l'égalité des droits entre femmes et hommes prévue par la loi soit effectivement réalisée dans les collectivités et services publics." (16)

Cependant, tout en affirmant cette égalité des droits entre hommes et femmes, le programme s'empressait de proposer pour les jeunes filles des filières d'enseignement qui renforçaient l'image traditionnelle de la femme au foyer. La femme devait recevoir un enseignement ménager "qui tienne particulièrement compte de sa profession ultérieure en tant que femme et mère". Elle devait aussi avoir un droit de consultation et de décision pour tout ce qui est des questions alimentaires. Le programme s'engageait en outre pour la création d'industries occupant uniquement une main d'oeuvre féminine, ceci afin d'éviter la concurrence avec les hommes sur le marché du travail (17). L'effort majeur dans le domaine du

travail féminin devait surtout se porter sur les métiers à caractère social: infirmières, aides-ménagères, soins des nourrissons, personnel de maison, etc.; autant de métiers par tradition spécifiquement féminins. En résumé, si ce programme de 1919 abordait directement le thème de la condition féminine, la façon dont il le traitait témoignait d'une dualité: d'un côté, la femme s'émancipait par le travail à l'extérieur; de l'autre, les chrétiens-sociaux cherchaient à maintenir ses activités au domaine strictement féminin.

Mais dans les années 20, le marché de l'emploi ne cessa de se dégrader. Le nombre des chômeurs croissait de plus en plus. Cet argument avait déjà influencé le programme chrétien-social de 1919. Il influença encore plus celui de 1923. Bien que celui-ci fût rédigé pour le mouvement ouvrier chrétien, - et, dans ces conditions, il se serait dû de prendre en considération les femmes comme des travailleurs dont il avait à défendre les intérêts -, il exigea le retour des femmes au foyer, ceci sans doute afin de voir se libérer des emplois pour les hommes. Les domaines dans lesquels les femmes avaient le droit de rester étaient ceux de l'enseignement, les professions para-médicales et ménagères. Ce programme prévoyait en outre que les femmes mariées abandonneraient leurs emplois. Enfin, sous couvert de mesures humanitaires, il souhaitait l'interdiction du travail féminin dans les usines où les conditions de travail pouvaient nuire à leur santé. En clair, le programme de Linz signifiait pour les femmes un retour provisoire dans leurs foyers. La tradition l'emportait sur le progressisme.

Le programme de 1926 ne fit que renforcer cette

tendance. Il ne fut même plus alors question du travail féminin. Le programme réclamait seulement "la protection morale et juridique de la femme" (18). Cette courte formulation très vague insérée dans un ensemble de revendications très générales montre à quel point le parti attachait peu d'importance à ce problème. Elle indique plutôt le fait que les chrétiens-sociaux, à l'époque déjà épris de l'idéologie corporatiste, souhaitaient voir les femmes revenir à leurs tâches domestiques traditionnelles. L'important, c'était, en renvoyant les femmes dans leurs foyers, de les écarter des influences morales que pouvait exercer sur elles la social-démocratie dans le monde du travail, et qui cherchaient à les éloigner de l'Eglise. Dans le nouvel ordre social que les chrétiens-sociaux rêvaient de bâtir, la femme avait pour seul but et espoir de servir son mari et sa famille dans le sens des vertus chrétiennes. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'abonda l'Etat corporatif. Il ne fut plus alors question des droits de la femme. Ceux-ci furent subordonnés à l'instauration de l'Etat chrétien qui exigeait de la femme qu'elle fût seulement une épouse fidèle et une bonne mère.

La grande différence d'attitude entre parti chrétien-social et parti populiste face au problème féminin est que ce dernier souhaitait l'égalité homme-femme, tout au moins en théorie, et qu'il accorda à la femme la possibilité de se situer au sein de son organisation.

A cet égard, les principes programmatiques de juin 1945 se taisent sur le fait de problèmes spécifiquement féminins. Aucune rubrique ne leur est consacrée. Par contre, le préambule de ces principes exprime implicitement l'idée de l'égalité

entre l'homme et la femme dans la mesure où tous deux sont appelés sans distinction de sexe à la reconstruction de la "patrie". Les seules exigences formulées sont le patriotisme et la profession de foi démocratique. A partir du moment où chacun, homme ou femme, adhère à ces principes, il a sa place à l'intérieur du parti populiste.

L'affirmation de l'identité et de la spécificité féminine au sein du parti populiste fut réalisée lors de la création de l'"Union des femmes autrichiennes" le 20 juin 1945, organisation visant à regrouper toutes les femmes politiquement proches du parti (19). Les buts qu'elles se donnent sont simples: chercher à résoudre les problèmes féminins qui sont de nature spécifique, politique ou professionnelle" et à oeuvrer "efficacement et pratiquement dans tous les domaines qui ressortent de la sphère d'influence de la femme", et ceci "en collaboration très étroite avec les autres Bünde". Le but essentiel de l'organisation, semblable à celle du parti, c'est l'éveil et l'éducation des femmes au patriotisme autrichien. Car les femmes populistes se veulent les "gardiennes de la tradition et des coutumes autrichiennes". Cette dernière formulation résume à vrai dire à merveille leur attitude qui cherche à continuer de faire vivre la tradition.

L'union des femmes autrichiennes va s'efforcer, en plus des tâches quotidiennes très pratiques telles que l'aide matérielle apportée aux jeunes femmes en difficulté, de concevoir une réflexion sur l'essence de la femme populiste et de lui proposer différents thèmes qui lui permettraient de s'orienter.

La première qualité dont doit disposer la femme dans les

vues populistes est celle de mère. Qu'elle ait déjà donné le jour à un enfant ou pas, la femme possède toutes les qualités d'une mère. Elle se voit qualifiée de "jeune source éternelle de l'humanité" (20). En opposition au concept de "mère allemande" forgé par le national-socialisme qui faisait de la mère un simple "facteur de la politique démographique", la femme devient celle qui "donne la vie, l'humble gardienne, la porteuse de l'esprit familial et ainsi la reine de la communauté du peuple". Car toute femme possède, par son essence de femme, "le sentiment maternel profond qui confère à notre vie chaleur et patrie" (21). Ce sentiment maternel est créateur, et ceci dans toutes sortes de problèmes.

La femme est le centre de la famille, elle en est "l'élément vital". C'est elle qui "organise, veille et soigne cette cellule" (22). Elle est également qualifiée de "porteuse de l'esprit familial" (23). Dans la conception populiste, la femme est le centre de la famille. La vie familiale s'organise autour d'elle; sans elle, la famille s'écroule. Somme toute, sans la femme, la famille cesse d'exister. Sur ce point, on retrouve, à quelques exceptions près, l'idéologie des chrétiens-sociaux. Certes, la femme n'est pas brutalement renvoyée dans son foyer; mais en faisant d'elle le pilier de la famille, les populistes cherchent tout de même à la limiter à son rôle strictement traditionnel de femme au foyer.

Parmi les différentes qualités que possède la femme, il y a le service des autres. Cette qualité féminine est considérée par les femmes populistes comme essentielle et se retrouve régulièrement dans les textes théoriques du parti comme un leitmotiv. En avril 1946, Nadine Paunovic écrivait à

ce sujet: "Là où on parle de service, on fait appel à la femme dont c'est le plus beau travail de servir avec désintéressement."

L'essence de la femme semble donc se manifester dans ce service rendu. La femme serait celle qui sert pour le plaisir de l'acte, sans calculs tactiques, et cet acte qui consiste à servir de manière tout à fait désintéressée serait pour ainsi dire inscrit dans la nature féminine. Cette disposition qui oriente la femme vers le "service" est considérée comme "évidente". Consciente sur le plan social et culturel, elle se doit de servir. Ce trait de caractère féminin lui confère sa noblesse et sa dignité. Il est le "corrélatif naturel de l'être masculin". N. Paunovic a tenté d'en donner une définition: "Ce principe de servir n'a absolument rien de commun avec une subordination sociale dans la vie publique, ni avec un sentiment d'esclavage à l'égard de l'homme (en tant que 'maître'). Servir est quelque chose de positif, c'est se surmonter grâce à sa bonté intérieure et à sa serviabilité, et cela signifie donner sans envie à autrui ce qui lui manque."

(24)

Au lieu de lui garder le sens négatif qu'on a coutume de lui donner, les femmes populistes font de cette notion de service une vertu. Elles abolissent tout ce qui rappelle l'esclavage ou la soumission pour le transformer en un acte presque gratuit. Servir, c'est donner. Cette équation a, de toute évidence, un lien avec la philosophie catholique. Ce qui pourrait être considéré comme un frein à l'émancipation de la femme fait ici au contraire figure de progrès. On a même presque l'impression que les femmes glorifient leur attitude

personnelle qui est de se mettre au service des autres dans toutes les situations.

L'originalité des vues populistes ne réside donc pas dans les domaines qui viennent d'être passés en revue, mais dans celui de la politique. Dans l'idéologie chrétienne-sociale, la femme n'avait en aucune façon la latitude de s'exprimer politiquement. Or, les femmes populistes vont réclamer l'entière liberté de s'exprimer très ouvertement. Le premier point en la matière va être d'essayer de convaincre les femmes que la politique n'est pas une mauvaise chose. Bien qu'elles disposent du droit de vote, beaucoup d'entre elles s'abstiennent encore d'en faire usage. Parmi toutes les raisons qui les en empêchent, les femmes populistes citent en tête le "désir de passer pour neutres en politique" (25). Il est vrai qu'il est courant, dans les milieux conservateurs, d'entendre que la politique serait quelque chose de sale, surtout lorsqu'il s'agit d'une idéologie de gauche vis-à-vis de laquelle les femmes restent parfois particulièrement fermées. Mais les femmes populistes veulent montrer qu'elles ont leurs propres opinions et, ainsi, qu'elles sont capables de détenir des responsabilités politiques.

L'Union des femmes autrichiennes combat certes les féministes d'autrefois. Ces dernières parlaient de l'égalité entre l'homme et la femme. Les femmes populistes affirment au contraire l'inégalité des sexes et en déduisent les positions respectives de l'homme et de la femme. Les rapports entre les sexes ne se situent plus alors dans une perspective d'égalité, mais de complémentarité. Les populistes posent le postulat d'une différence fondamentale entre homme et femme tant sur le

plan corporel qu'intellectuel. Cette différence appelle cependant la complémentarité. Chacun n'atteint son équilibre que grâce à l'autre. L'harmonie naît de l'échange. Or, cet échange ou interaction a lieu essentiellement dans la sphère de la vie privée. Les femmes populistes en réclament l'extension au domaine public. Elles constatent d'une part que les femmes qui représentent en général plus de la moitié de la population autrichienne, sont toutefois sous-représentées dans le domaine politique, d'autre part qu'elles n'ont pas d'influence sur la législation qui, pourtant, est valable pour tous. D'où leurs revendications de se voir accorder les mêmes compétences que les hommes. Elles réclament de ne plus être considérées comme concurrentes de l'homme, mais comme "camarade aux côtés (de l'homme)". Leur but: maîtriser les difficultés pour aller vers un avenir meilleur (26).

Car ce que désirent les femmes, ce n'est pas dominer l'homme ou lui prendre son pouvoir de décision; c'est partager avec lui les responsabilités et les décisions sur la base de l'égalité. A ce titre, elles réclament le droit de siéger dans des organisations législatives afin de pouvoir y intervenir lorsque cela leur semble nécessaire, surtout lorsqu'il leur semble que l'homme fait fausse route dans tel ou tel domaine (26).

Pour conclure, nous dirons que l'image de la femme dans le camp catholique s'est extérieurement modifiée. Certes, certains thèmes restent les mêmes pour les populistes et pour les chrétiens-sociaux. La femme reste essentiellement la gardienne du foyer. Mais là où la rupture s'effectue, c'est sur le plan de l'engagement politique puisque les chrétiens-sociaux

renvoient les femmes à leurs foyers alors que les populistes souhaitent les voir s'engager activement en politique. Sur ce point des questions féminines, il y a donc à la fois maintien de la tradition et progrès en direction de l'émancipation.

CHAPITRE 13

LA CULTURE

Dans l'histoire de la Première, puis de la Seconde République d'Autriche, le domaine de la politique culturelle fut toujours rattaché au ministère de l'Education, et il n'a jamais existé de ministère de la Culture autonome. Or, de 1920 à 1970, exception faite de l'époque de l'occupation nazie, le ministère de l'Education fut toujours entre les mains des conservateurs, ce qui leur permit d'influencer largement la politique culturelle de l'Autriche. Cette influence a pu s'exercer de la manière la plus diverse dans des domaines aussi variés que la littérature, la radio, la musique, le cinéma, etc, et ceci sous des formes très diverses, que ce soit par l'application d'une censure ou par l'attribution ou le refus de subventions pour des actions culturelles.

Que ce fût pendant l'entre-deux-guerres ou après la Seconde Guerre Mondiale, le trait commun de la politique culturelle conservatrice est resté l'affirmation de l'aspect

"chrétien" de la culture considéré comme le postulat même de cette culture. Si les programmes chrétiens-sociaux ne firent pas expressément référence à la culture, l'esprit dont ils témoignaient permet de conclure que la seule orientation culturelle envisageable par les conservateurs autrichiens était celle de l'imprégnation de la culture par le Christianisme. Cette ligne clairement définie par les chrétiens-sociaux continua à être celle des populistes. Ainsi Felix Hurdes, ministre populiste de l'Education, écrivait-il:

"Nous voulons imprégner la vie publique de l'esprit chrétien. Ceci ne peut se faire que si nous aidons à former des individus dans l'esprit chrétien. Telle est la première tâche et la plus importante de la politique culturelle." (1)

Le but populiste était donc de pénétrer le monde culturel de l'esprit du Christianisme.

La seconde composante essentielle de la politique culturelle conservatrice fut et reste la thèse d'une identité culturelle nationale, différente toutefois selon qu'il s'agit des chrétiens-sociaux ou des populistes. Les premiers prônaient l'idée d'une identité culturelle "allemande" de l'Autriche. Dans leur programme de 1926, ils réclamaient la "culture des traditions allemandes" (2). L'analyse des rubriques culturelles de la presse chrétienne-sociale montre qu'ils ne faisaient que reprendre les acquis culturels de l'ancienne monarchie afin de se créer leur identité culturelle, celle-ci étant déjà principalement "germanique" et "allemande" (3). Dans une anthologie de la littérature autrichienne publiée en 1933 et parfaitement conforme à l'idéologie chrétienne-sociale, Max Morold prétendait que les écrivains autrichiens "se sentaient

tous Allemands et étaient Allemands" et présentait l'ouvrage comme un "salut des écrivains (autrichiens) adressé à la patrie allemande et au monde entier" (4). Selon lui, cette littérature, expression de la "vraie germanicité" (5) devait constituer une publicité pour l'Autriche allemande et rappeler les Autrichiens à leur véritable identité culturelle. L'ensemble des publications chrétiennes-sociales de cette époque à caractère culturel abonda en ce sens.

Ces tendances grandes-allemandes furent encore, dans les années 30, renforcées par les activités de deux universitaires viennois persuadés de la justesse de ces thèses: Josef Nadler et Heinrich von Srbirk. Tous deux professeurs à l'Université de Vienne, le premier germaniste, le second historien, répandirent dans leurs cours l'idée d'une mission spéciale de l'Autriche dans le monde germanique. Ils publièrent ensemble en 1936 un ouvrage dont le but était d'exposer cette mission (6). Leur influence s'exerça également au niveau gouvernemental puisqu'ils furent ministres de l'Education au début des années 30. Bien que n'étant pas membres du parti chrétien-social, ils purent enseigner jusqu'en 1938, leurs thèses se recoupant largement avec celles des austrofascistes.

Après la guerre, le parti populiste autrichien, conformément à ses orientations générales, abandonna totalement cette conception "allemande" de la culture pour favoriser désormais les aspects "autrichiens". Dans ses principes programmatiques de juin 1945, il était question de "l'esprit... et du patrimoine culturel autrichien" (7). L'image de la culture populiste fut dès lors, et ceci dans tous les domaines, attachée au caractère purement autrichien. Certes, elle

reprenait souvent des clichés culturels de l'ancienne monarchie, mais elle s'affirmait indépendante de la culture allemande.

13.1. Littérature.

L'élément qui frappe le plus lorsque l'on analyse la politique culturelle chrétienne-sociale en matière de littérature, c'est le constat que les grands noms de la littérature autrichienne qui nous sont restés de cette époque ne figurent pas parmi les écrivains encouragés par les conservateurs autrichiens et qu'à l'inverse les écrivains célébrés par les chrétiens-sociaux sont aujourd'hui presque tous tombés dans l'oubli. Cette constatation reflète néanmoins parfaitement les conséquences des grandes options de cette politique.

Jamais les chrétiens-sociaux de l'entre-deux-guerres ne firent l'éloge des grands écrivains contemporains reconnus. Leur politique fut au contraire de les dénoncer comme immoraux. Friedrich Heer fait ainsi état d'un éditorial de Friedrich Funder, rédacteur en chef du quotidien chrétien-social "Die Reichspost", dans lequel celui-ci partait en campagne contre la représentation d'une pièce d'Arthur Schnitzler (8). L'exemple de Schnitzler pourrait être étendu à de nombreux écrivains de son envergure à qui l'on reprochait d'influencer négativement la morale publique.

Pour faire contre-poids à ces écrivains jugés décadents

et immoraux, les chrétiens-sociaux estimèrent nécessaire de mettre en valeur certains auteurs dont la pensée correspondait à leur idéologie. Le plus important de tous et celui qui eut le plus d'influence sur les écrivains et les lecteurs conservateurs de cette époque fut incontestablement Richard von Kralik. Celui-ci, chef de file d'un groupe d'écrivains catholiques dont le but était de renouveler la littérature d'inspiration religieuse, tenta à travers ses oeuvres principalement dramatiques, d'allier les valeurs chrétiennes et germaniques. Dans son anthologie précédemment citée, Max Morold qualifie Kralik de la manière suivante:

"Héllénisme, culture germanique et Christianisme, ces trois `mondes' qui, chacun pour soi, sont en droit de réclamer le nom de culture, il (Kralik) les unit et les fond... en une nouvelle culture, un quatrième Reich bâti de façon si harmonieuse, si claire, si sûre que la réalité n'était encore jamais et ne sera jamais selon l'expérience terrestre." (9)

Dans son anthologie de la littérature catholique autrichienne, Rudolf List faisait l'éloge du patriotisme autrichien et de la foi catholique de Kralik et la citait en exemple pour les lecteurs (10). Cet écrivain né en 1852 et mort le 4 février 1934 devait servir de fanal à la littérature catholique autrichienne. Et ce fut en effet dans sa tradition que s'inscrivirent les autres écrivains catholiques mis en honneur par les tenants du régime austrofasciste.

Cependant, avant de passer à l'énumération de ces divers auteurs et de leurs oeuvres, examinons les moyens politiques que se donnèrent les chrétiens-sociaux pour réaliser leurs visées culturelles. La Constitution corporative de 1934

prévoyait dans son article 47 la création d'un "Conseil culturel fédéral" composé de trente à quarante membres représentant les diverses institutions culturelles (11). Celui-ci fut effectivement créé et chargé d'émettre un avis culturel sur les projets de loi préparés par le gouvernement. Il influença bien sûr le choix des auteurs officiels. Toutefois, le véritable instrument de la politique culturelle austrofasciste en matière de littérature fut en fait le "prix national de littérature" créé en 1934 par le régime de Dollfuß. Ce prix littéraire devait être attribué à un écrivain "pour ses excellentes performances dans le domaine de la littérature"; les critères de sélection étaient officiellement les suivants: l'oeuvre à couronner devait appartenir au domaine culturel de l'Autriche allemande et en enrichir le patrimoine. En outre, seuls des citoyens autrichiens "vivant et créant en Autriche" pouvaient recevoir ce prix (12), ce qui éliminait d'emblée tous les auteurs immigrés, et en particulier ceux d'origine juive considérés aujourd'hui comme représentatifs de la littérature autrichienne de cette période. En clair, ce prix littéraire avait pour unique but de consacrer les pseudo-gloires littéraires de l'austrofascisme.

Avant d'évoquer les lauréats de ce prix, passons en revue les principaux membres du jury chargé de le décerner. Dès 1934, on trouve sous la présidence de Max Mell, des écrivains catholiques connus tels que Rudolf Henz, Hans Nüchtern, Guido Zernatto, Franz Karl Ginzkey ainsi que le germaniste Josef Nadler (13). Dans les années suivantes, on retrouve à peu près les mêmes noms auxquels il faut en général ajouter les lauréats des années précédentes. Exception faite de Josef Nadler qui

siégeait dans ce jury en sa qualité d'universitaire, tous les autres membres appartiennent à la même idéologie catholique et corporatiste. Tous figurent dans les anthologies précédemment citées de Rudolf List et de Max Morold. A titre d'exemple, citons quelques phrases de Max Morold à propos de Guido Zernatto:

"La caractéristique de cet écrivain est la piété. Pas celle de l'Eglise. Mais une piété chrétienne et allemande, respect profond dans la contemplation des choses et de toute la création, de la nature et de la vie humaine..." (14)

Cette courte caractérisation de ce qu'est l'oeuvre de Zernatto nous indique bien quelle était la disposition d'esprit de ce jury: principalement tourné vers la religiosité, imprégné de l'idéologie allemande, mystificateur de la nature. Les écrivains à qui il décerna ce prix littéraire correspondent largement à cette image.

Il y avait en fait deux prix nationaux de littérature, l'un était destiné à honorer un auteur pour son oeuvre déjà réalisée, le "Würdigungspreis", l'autre à encourager un auteur sur le vu de sa production littéraire antérieure, le "Förderungspreis". Le premier fut attribué en 1934 à Karl Heinrich Waggerl (1897-1973). Contrairement aux autres lauréats dont les noms furent rapidement oubliés du public, celui de Waggerl reste connu jusqu'à aujourd'hui. En 1974, ses romans s'étaient déjà vendus à quatre millions d'exemplaires (15). Son succès réside en grande partie dans son antimodernisme. Dans ses principaux romans ("Schweres Blut" 1931, "Wiesenbuch" 1932, "Du und Angela" 1933, "Das Jahr des Herrn" 1933), Waggerl met en scène un monde de paysans,

d'enfants, de domestiques et autres qui, malgré leurs misères, éprouvent une certaine joie de vivre. Son regard se porte toujours sur la beauté du monde. Sa peinture du monde rural est la reproduction d'un monde voulu par Dieu où tout semble naturel. Les conflits en sont éliminés. Lorsque Waggerl en vient à parler de socialistes, la description qu'il en donne est alors négative et repoussante (16). Il est frappant de constater qu'il a écrit la plupart de ses grandes oeuvres avant 1938, phénomène qui tend à prouver les liens entre sa personne et l'austrofascisme. Il faut aussi tenir compte, en ce qui concerne Waggerl, du fait qu'il fut honoré par les nazis. Dans l'anthologie de Heinz Kindermann parue en 1939, celui-ci présentait Waggerl comme un écrivain nazi de la première heure (17). Si l'on sait encore que les romans de Waggerl figurèrent sur la liste des livres recommandés par les nazis (18), son silence d'après-guerre étonne moins. Toujours est-il qu'il reste encore aujourd'hui l'un des auteurs contemporains les plus lus dans les milieux conservateurs.

A propos de Ernst Scheibelreiter qui obtint le "Förderungspreis" en cette même année 1934, il y a peu de choses à dire. Il obtint le prix pour son volume de poésie intitulé "Freundschaft mit der Stille" (1933) dont Rudolf List écrivait qu'il se situait parfois dans la lignée d'Anton Wildgans (19). Sa poésie, qui a des liens très étroits avec la nature, aborde surtout des thèmes religieux.

En 1935, un seul des deux prix littéraires fut décerné. Le "Würdigungspreis" revint à Josef Friedrich Perkonig (1890-1959) dont il est dit qu'il fut appelé à une certaine époque "l'écrivain le plus célèbre de Carinthie" (20). Perkonig ne

figure néanmoins dans aucune des anthologies catholiques de l'époque austrofasciste. Par contre, il reçoit en 1939 les louanges de Heinz Kindermann pour son engagement littéraire pangermaniste. Peut-être faut-il chercher là la désaffection dont il jouissait auprès des catholiques. Celui qui aurait dû recevoir le second prix en 1935, Josef Wenter, se le vit refuser du fait de ses activités nationales-socialistes. Il figurait cependant sur la liste des auteurs présentés par Rudolf List et considérés comme catholiques (21).

C'est cependant à lui que fut attribué le "Würdigungspreis" de 1936, sans doute sous l'influence des accords de juillet de la même année entre l'Allemagne et l'Autriche. Quant au second prix, il revint à Maria Grengg.

En 1937, c'est-à-dire la dernière année où ils furent attribués avant l'annexion, le premier prix revint à Heinrich Suso Waldeck, poète et prêtre catholique; le second fut partagé entre Johannes Freumbichler et Erich August Mayer.

La majorité de ces écrivains sont aujourd'hui inconnus du grand public; la politique austrofasciste en matière de littérature a produit ses notabilités. Ceux qui furent couronnés de gloire avant 1938 disparurent pour la plupart du devant de la scène littéraire; par contre, tous ceux que les chrétiens-sociaux n'avaient pu dignement honorer avant l'Anschluß le furent après la libération, et ceci principalement grâce à la politique du parti populiste.

Ces prix littéraires, supprimés en 1938 par les occupants nazis, furent rétablis en 1950 sous les auspices du ministre de l'Education alors également responsable des affaires culturelles, le populiste Felix Hurdes. La personne chargée de

s'en occuper ne fut autre que celle qui l'avait fait entre 1934 et 1937 (22). Les conditions d'attribution restèrent quasiment les mêmes. Parmi les lauréats des années 50, on retrouve trois anciens jurés de ces mêmes prix littéraires, Felix Braun, Franz Karl Ginzkey et Rudolf Henz. De ces trois écrivains, attachons-nous plus particulièrement à Rudolf Henz. Sa production littéraire débute immédiatement après la Première Guerre Mondiale et s'étale jusqu'à nos jours. Henz a écrit à la fois de la poésie, des romans et des pièces de théâtre et fait partie des auteurs autrichiens qui se déclarent ouvertement catholiques et affirment leur foi à travers leurs oeuvres. Gotthard Böhm affirme que Henz est toujours resté fidèle à lui-même et à sa pensée qu'il a de plus en plus affinée. Face au déficit que lui pose "l'esprit malfaisant" contemporain, Henz apporte une réponse chrétienne qui se base sur la volonté de protéger l'ordre établi. Son engagement est donc total; un engagement qui glorifie la présence du catholicisme dans le monde et attaque avec violence les adversaires de la pensée chrétienne (23). Dès 1925, Henz était devenu membre de "l'union populaire des catholiques d'Autriche" qui lui avait confié la mission d'organiser "les universités populaires chrétiennes" qui devaient être le pendant des institutions du même nom soutenues par la social-démocratie à Vienne. Les activités de Rudolf Henz à la radio autrichienne seront évoquées dans une autre partie de ce chapitre car elles constituent un domaine en soi. Après la guerre, Henz fonda en 1947 "l'action catholique" dont il fut président de 1948 à 1954. Bien que n'étant pas officiellement une organisation du parti populiste, les liens sont nombreux entre elle et ce parti. A ces quelques éléments,

on peut voir à quel genre de personnages furent attribués ces prix littéraires, ces attributions se faisant bien sûr sous le contrôle des autorités ministérielles populistes.

A côté de ce "prix national de littérature" décerné par l'Etat autrichien existent également les prix littéraires attribués par les provinces autrichiennes. Celles-ci étant dans les années 50 principalement gouvernées par des dirigeants populistes, il est possible de dire que ces prix sont l'expression de la politique culturelle populiste. Parmi les lauréats, on retrouve encore Rudolf Henz qui reçoit le prix de Vienne en 1956 et le prix Adalbert Stifter en 1966. Maria Grengg, une autre couronnée de l'ère austrofasciste, reçoit aussi le prix Adalbert Stifter en 1963. Max Mell et Rudolf List, tous deux membres des comités d'attribution des prix nationaux de littérature entre 1934 et 1937, reçoivent le prix Peter Rosegger de la province de Styrie (24). Cette liste succincte nous montre quelle politique pratiquait le parti populiste en matière de littérature. De tous ces auteurs couronnés, aucun n'a atteint la renommée internationale.

Citons enfin une revue littéraire créée en 1945 et qui peut être également considérée comme une institution proche du parti populiste: "Der Turm". Elle était le moyen d'expression de "l'association culturelle autrichienne" dont le président n'était autre que Hans Pernter, ancien ministre de l'Education sous l'austrofascisme. Cette association se situait "sur le terrain de la pensée occidentale chrétienne", ce qui correspondait en gros aux positions du parti populiste. "Der Turm" indiquait comme représentant de la littérature contemporaine de l'époque des écrivains tels que Rudolf Henz ou

Max Mell. L'esprit de cette revue est rendu à merveille par une phrase de Alexander Lernet-Holenia qui écrivait: "Il ne nous est pas nécessaire de flirter avec l'avenir et de faire des projets obscurs, nous sommes... notre passé; il nous suffit de nous souvenir que nous sommes notre passé - et celui-ci deviendra notre avenir." (25)

Ce regard en arrière, ce fait de se reposer sur ce qui existe déjà et de ne pas jeter son regard vers l'avant caractérise on ne peut mieux l'attitude du camp conservateur autrichien.

13.2. Radio.

Sous la Première République, la radio, invention nouvelle, fut bientôt l'objet de convoitises politiques. Y prendre la parole signifiait atteindre des milliers d'auditeurs. Aussi ce moyen de communication fut-il bientôt reconnu comme un instrument indispensable de propagande. Les chrétiens-sociaux n'y firent pas exception. Ils surent rapidement placer la personne adéquate où il fallait, à savoir Rudolf Henz, l'écrivain catholique dont nous avons parlé précédemment. En 1929, il fut nommé membre du comité consultatif chargé d'élaborer les programmes de radio. En cette qualité, il put dès lors, au nom de son parti et de l'Eglise, exercer un certain contrôle sur les émissions. Ses pouvoirs se trouvèrent de beaucoup élargis lorsqu'il devint en 1931 directeur des émissions scientifiques de la radio autrichienne (26). Mais à cette époque, Henz ne pouvait faire publiquement

tout ce qu'il voulait dans la mesure où il était contrôlé par un adjoint social-démocrate, Fritz Brügel (27). Afin de pouvoir faire passer ses idées conservatrices à la radio, Henz fit un compromis avec Brügel: chaque camp aurait son temps d'émission et la neutralité qualifiée de stérile par R. Henz lui-même fut supprimée (28). Ceci lui permit d'introduire dès 1932 les émissions religieuses et ainsi de réaliser l'un des buts importants de la politique chrétienne-sociale. Mais à ce moment-là, cette politique était encore surveillée par la social-démocratie. Avec son interdiction en février 1934, les chrétiens-sociaux eurent désormais le champ libre. Les émissions sous influence sociale-démocrate furent supprimées et l'ensemble des programmes de radio totalement imprégné par l'idéologie corporative et cléricale, ceci toujours sous la direction de Rudolf Henz qui, en réaction à la propagande nazie diffusée par Munich, renforça le caractère "patriotique" des émissions autrichiennes. Cependant, le 12 mars 1938, les responsables chrétiens-sociaux de la radio furent limogés et remplacés par des nazis.

En mai 1945, lorsque la radio retomba entre les mains des Autrichiens, la direction des programmes fut confiée à Rudolf Henz. Certes, la répartition proportionnelle des postes entre socialistes et populistes ne laissa pas à Henz les mains libres pour faire tout ce qu'il voulait; néanmoins, sa position de directeur lui permit d'imprimer une ligne idéologique conforme aux intentions du parti populiste autrichien. C'est ainsi que, dès 1945, Henz procéda à la reconstruction des studios de province appelés dans la conception populiste à jouer un rôle important puisque, selon la doctrine de ce parti, il vaut mieux

décentraliser que centraliser (29). R. Henz fut à la tête des programmes de radio jusqu'en 1957. Pendant ces douze années, il sut défendre l'unité de la radio autrichienne contre la volonté des occupants alliés de faire, chacun dans sa zone d'occupation, une radio séparée.

Les principales émissions retransmises sous la direction de Henz vont toutes dans la direction de sa pensée. Entre autres, on peut citer la messe catholique du dimanche, des opéras et de la musique sérieuse, des représentations théâtrales et des émissions culturelles (30). Dès la fin des années 40, le festival de Salzbourg fut retransmis en direct. Ce bref échantillon significatif nous montre que la culture que l'on voulait offrir aux auditeurs restait la même que celle d'avant-guerre.

Lorsqu'en 1957 la radio fut réorganisée, R. Henz abandonna son poste de directeur des programmes mais n'en resta pas moins membre du conseil d'administration de la radio et du comité consultatif des programmes, ce qui lui permit de continuer à avoir le droit de s'exprimer sur les sujets concernant la radio. L'exemple de sa personne semble significatif de l'attitude populiste vis-à-vis des questions de radio puis de télévision.

13.3. Cinéma.

Dès les débuts du cinéma comme nouveau moyen d'expression artistique, les chrétiens-sociaux déclarèrent assez ouvertement

leur hostilité à l'égard des longs métrages auxquels ils reprochaient de mettre en danger à la fois la moralité des spectateurs et celle des personnels de production (31). Par contre, ils reconnurent très tôt la valeur éducative des films "culturels" et leur consacèrent régulièrement d'excellentes critiques dans leurs organes de presse (32). Il leur sembla rapidement nécessaire d'introduire une censure cinématographique; toutefois, il ne leur fut possible d'y penser réellement qu'à partir de 1934. Le problème fut débattu au conseil des ministres en janvier 1935. Mais ce fut la ville de Vienne qui, la première, introduisit cette censure sur son territoire administratif le 1er mai 1935. Cette démarche ne fut toutefois pas étendue aux autres provinces de l'Autriche (33). Le Front patriotique, pour sa part, créa un "institut culturel cinématographique" chargé de veiller à la "propreté" des films; dans la nouvelle idéologie, ceux-ci devaient avoir un fond catholique et servir à inculquer aux spectateurs les valeurs de la morale chrétienne.

Après la fin du Troisième Reich, le cinéma retrouva son indépendance, tout au moins en théorie. Car pour réaliser un film, les metteurs en scène étaient tributaires des subventions attribuées par le ministère de l'Education. C'est à ce niveau que les partis politiques, et dans notre cas le parti populiste, pouvaient exercer une certaine influence et faire passer leurs idées. Leur influence sur la production cinématographique était donc indirecte.

Si l'on considère les films tournés en Autriche entre 1945 et 1960, on constate de nombreux liens de parenté idéologiques avec le parti populiste. Parmi les plus célèbres

réalisateurs de l'époque, nommons quelques-uns des plus importants: Franz Antel, Willy Forst, Georg et Ernst Marischka. Leurs productions peuvent être classées en quatre catégories: les films sur l'Empereur et l'ancienne monarchie (et notamment les films de "Sissi"), les films régionaux et sentimentaux, les comédies et les adaptations de pièces de théâtre pour le cinéma (34). De ces quatre catégories énoncées, on constate qu'aucune ne présente un caractère progressif. En fait, la plupart de ces films évitent de problématiser le passé récent ou le présent immédiat et transposent le spectateur soit dans une réalité historique qui n'existe plus (la monarchie), soit dans des lieux restés intacts et bien à l'abri des dépravations causées par la civilisation moderne. Cette fuite dans un autre monde qui, chez le spectateur, ne peut qu'éveiller le rêve, sert à le faire échapper à ses problèmes quotidiens.

Les personnages présentés sont généralement jeunes, naïfs et beaux; s'ils ne deviennent pas princes, ils s'élèvent en tout cas dans la hiérarchie sociale. Ils appartiennent d'ailleurs tous à des couches sociales élevées. Dans la plupart des cas, les femmes n'exercent pas de profession (35).

Ces divers éléments prouvent que l'idéologie de ces films s'identifie facilement avec celle du parti populiste: nostalgie du passé glorieux de la monarchie, relations sociales entre des personnages qui respectent le code de bonne conduite chrétienne, environnement rural intact, etc. Mais à ce niveau, l'influence populiste est moins facile à cerner.

13.4. La musique.

Depuis toujours, les chrétiens-sociaux furent ennemis de toute création musicale nouvelle. Pour eux, l'histoire de la musique s'arrêtait à la fin du dix-neuvième siècle. La vraie musique, c'était celle dite classique. A l'intérieur de ce cadre, les chrétiens-sociaux acceptaient les différents genres: musique religieuse, de chambre ou opéra. Toutefois, toutes les musiques du vingtième siècle, quelle qu'en fût la nature, furent rejetées. Cela valut tout d'abord pour le dodécaphonisme de Schönberg et de Berg, bien que ces compositeurs fussent autrichiens. Cela valut encore bien plus pour le jazz, musique d'origine étrangère. Ces deux formes de musique furent pareillement condamnées comme étant susceptibles de pervertir les âmes catholiques (36).

La montée progressive des idées corporatives et la volonté délibérée d'établir un régime à dominante cléricale fit qu'au sein même de la musique classique s'introduisit une sorte de hiérarchie des valeurs. Si la musique de chambre et l'opéra ne furent pas proscrits, priorité fut néanmoins donnée à la musique religieuse: celle-ci était plus bénéfique au développement de la conscience religieuse des Autrichiens.

Si, dans le domaine musical, les populistes adoptèrent en 1945 une attitude quelque peu plus libérale que sous l'austrofascisme, ils n'en restèrent pas moins attachés à une culture musicale fondamentalement tournée vers le passé. La musique du vingtième siècle n'arriva et n'arrive pas encore aujourd'hui à s'imposer dans leurs rangs. Pendant de longues années, l'opéra de Vienne, relevant de l'administration de

ministres populistes de l'Education ne donna que très peu de créations contemporaines, se contentant de jouer le répertoire des opéras classiques (37). Dans les grands festivals de province comme celui de Salzbourg souvent organisés par des personnalités du camp conservateur, les programmes restent également très classiques.

Et pourtant, selon les populistes, le premier bien culturel de l'Autriche est sa musique qu'il importe de répandre à l'étranger. Toujours selon eux, ce patrimoine musical constitue la "mission culturelle" de l'Autriche (38). La musique est même considérée par les populistes comme le "coeur de notre culture (autrichienne)" (39). Mais ce "oui" des conservateurs à la musique reste un "oui restrictif" puisqu'il se borne à la musique classique tout en se fermant à la musique moderne.

13.5. Respect des traditions.

Les chrétiens-sociaux entrevoyaient leur pays comme la fédération de plusieurs "Bundesländer" non seulement sur le plan politique, mais aussi culturel. Chaque "Bundesland" avait selon eux son identité culturelle et la politique du parti devait être de respecter et de favoriser le développement culturel de chacun. Or, favoriser ce développement culturel signifiait encourager les éléments de culture traditionnelle liés en grande partie à la paysannerie et aux traditions populaires, c'est-à-dire à une culture peu novatrice. Selon

Richard Schmitz, ces traditions populaires trouvaient leur expression dans la religion, les moeurs et les coutumes, l'habitat, l'alimentation, l'habillement, la langue, l'art, etc (40). Vouloir les maintenir signifiait donc encourager l'organisation de fêtes religieuses traditionnelles, le port de costumes locaux, la musique populaire, etc. Cette culture, c'était reproduire l'héritage du passé, sans tellement chercher à le renouveler.

La ligne adoptée en la matière par le parti populiste est la continuation de celle du parti chrétien-social. Si les programmes officiels n'évoquent guère ou pas ces thèmes, le parti populiste reste, de tous les partis politiques autrichiens, celui qui est le plus attaché à faire vivre tout ce qui concerne les traditions, en particulier les traditions musicales, folkloriques, etc. A côté de la culture des salles de théâtre et de concert, il souligne la valeur de la culture populaire qu'il qualifie volontiers de "vivante". Une publication populiste de 1986 indique à ce propos:

"En tant que forme régionale de culture orientée vers la tradition, la culture populaire constitue dans ses nombreuses manifestations... une base solide et un enrichissement de la vie humaine au niveau de la famille, de l'entreprise, de l'association ou de la commune." (41)

La culture traditionnelle semble ainsi pour le camp conservateur autrichien aussi importante que la culture classique, sinon plus.

CONCLUSION

Au début de cette étude, la question suivante avait été posée: existe-t-il une continuité entre l'ancien parti chrétien-social fondé à la fin du dix-neuvième siècle et le parti populiste d'aujourd'hui? Nous avons pris note de la réponse fournie à cette question par le parti populiste autrichien, à savoir que l'absence de continuité juridique entre les deux partis suffisait pour exprimer que cette continuité n'avait jamais existé. Si l'on en reste à ce niveau d'analyse, force est de constater que la réponse du parti populiste est exacte; juridiquement, il n'est pas la continuation du parti chrétien-social dissous en 1934. Entre cette date et celle de la fondation du parti populiste en 1945, s'écoulent onze années qui témoignent de cette rupture, ou tout au moins sept années puisque les quatre ans de régime corporatif sont à mettre à la charge des chrétiens-sociaux. Sept années de rupture donc, marquées des traces du national-socialisme en Autriche.

La rupture juridique mise en avant par les populistes n'est toutefois que purement formelle. L'élément essentiel du problème est de savoir si cette continuité existe toujours au niveau du fond. La réponse est alors plus nuancée et la question doit être posée de manière différente. Il ne faut plus se demander s'il y a continuité ou non, mais où et comment se situe cette continuité. Seule cette nouvelle

perspective permet de fournir une véritable réponse.

La continuité est d'abord établie sur le plan de la sociologie des électors et des adhérents. Les couches sociales qui soutiennent ces partis sont sensiblement les mêmes: paysans, commerçants, artisans, mais aussi petite et moyenne industrie susceptible d'être menacée par le grand capital. Les résultats électoraux prouvent en outre que, géographiquement et numériquement, le parti populiste recouvre à peu près les mêmes champs sociologiques que le parti chrétien-social. Sur le plan sociologique, la continuité semble ainsi indéniable.

En économie, le parti populiste développa sensiblement les mêmes thèses que son prédécesseur chrétien-social. L'un comme l'autre fondèrent toute économie sur un seul et même principe de base: la propriété privée. L'un et l'autre reconnurent la légitimité de nationalisations, mais seulement dans des limites bien précises. Chacun préconisa enfin le "Leistungsprinzip", principe selon lequel chaque individu doit être rétribué selon sa productivité. La politique économique pratiquée par le parti populiste reste donc la même que celle du parti chrétien-social.

Dans le domaine social, les populistes reprirent la notion du "salaire juste" préconisée par leurs prédécesseurs, sans toutefois la préciser davantage. Pour les uns comme pour les autres, celle-ci restait très vague. Enfin, chrétiens-sociaux puis populistes revendiquèrent chacun leur tour une extension et une amélioration des régimes de sécurité sociale, sans indiquer ce qu'ils entendaient par là. Sur ce point, il y avait donc également une politique suivie.

Peut-être encore plus qu'en économie ou sur le plan social, le lien entre chrétiens-sociaux et populistes se fait davantage sentir au niveau de tout ce qui concerne l'éducation. Celle-ci marque en effet de manière durable l'image de l'homme et les deux partis s'efforcèrent consécutivement d'appliquer la même politique. Il s'agissait d'abord d'ancrer fermement le caractère obligatoire de l'enseignement religieux dans les écoles autrichiennes. C'était ensuite la lutte menée autour de l'école confessionnelle, ces partis voulant imposer tour à tour que l'école privée ait le même statut que l'école publique. Le parti populiste reprit en outre l'idée

chère aux chrétiens-sociaux selon laquelle le droit d'éduquer les enfants revenait en priorité aux parents, bien avant que cette compétence ne fût accordée à l'école en général. Enfin, les deux partis revendiquèrent l'un après l'autre une réforme du système éducatif allant dans un sens conservateur. La politique de l'éducation de l'un était réellement la suite de celle de l'autre.

La politique familiale et le rôle de la femme dans la société font également partie des domaines que le parti chrétien-social transmet à son successeur sans que celle-ci connût de modifications profondes. Dans les deux cas, le mariage religieux devait avoir la même valeur juridique que le mariage civil. La famille était la cellule de base de la société et c'était elle qui, seule, était en mesure de permettre un sain développement de la société. Quant à la femme, si l'attitude populiste semblait beaucoup plus progressiste que celle des chrétiens-sociaux, elle restait dans le fond semblable. L'image de la femme restait celle de la femme au foyer, de l'épouse et mère. Seule différence entre chrétiens-sociaux et populistes: ces derniers souhaitaient un engagement plus actif des femmes dans le monde de la politique; ceci peut toutefois s'expliquer par le fait que les conditions générales de la société étaient telles que l'image de la femme était de toute façon en mouvement. On retrouvera ce phénomène d'influence de l'évolution de la société sur la programmation du parti en un autre point du développement où il conviendra alors de l'explicitier.

La politique culturelle, enfin, fut la même suivie par le parti chrétien-social puis par les populistes. Pour les deux partis, la culture était le fruit d'un passé glorieux et catholique qu'il s'agissait de transmettre non seulement aux Autrichiens, mais aussi aux nations étrangères. Pour les uns comme pour les autres, il n'était nullement question de création artistique ou culturelle. La culture, c'était ce que les générations passées nous avaient légué.

Si maintenant nous essayons de regrouper les domaines dans lesquels le parti populiste autrichien a effectivement repris les thèses de son prédécesseur chrétien-

social, on s'aperçoit qu'ils se situent soit dans le domaine de l'économie, soit dans celui du socio-culturel, c'est-à-dire de ce qui crée les bases d'une civilisation. A ces niveaux, il convient de constater une continuité voulue à la fois par les idéologues du parti et par la base sociologique ou électorale. Elle est donc un choix délibéré et conscient.

Mais il existe des points sur lesquels parti chrétien-social et parti populiste n'eurent pas la même conception. Ce fut par exemple la question de l'identité nationale des Autrichiens. Les uns affirmaient qu'ils étaient des Allemands alors que les autres se disaient inconditionnellement Autrichiens. Sur cette question, il y avait donc rupture totale entre les deux partis. Mais n'oublions pas que ce changement d'opinion s'était effectué sous la pression des événements. L'identité allemande était marquée par les traces que laissait le nazisme. Il n'aurait pas été de bon aloi de la part des Autrichiens de continuer à s'affirmer Allemands.

Il en alla de même pour la démocratie. Les chrétiens-sociaux avaient inscrit son élimination à leur programme et l'avaient effectivement fait disparaître. Les populistes en affirmèrent la nécessité absolue pour la bonne marche d'une vie politique saine. Ce revirement total de pensée est certes un acquis positif des populistes, mais on ne saurait oublier qu'il fut réalisé dans des conditions imposées par l'histoire. Les Alliés n'auraient, après la guerre, accepté l'indépendance de l'Autriche qu'à condition que celle-ci eût une forme de gouvernement démocratique et républicain. Si les populistes voulaient que l'Autriche pût revivre, ils devaient accepter qu'elle devînt démocratique.

La loi démocratique imposait correction et tolérance à l'égard des adversaires politiques. Les chrétiens-sociaux le refusèrent et luttèrent contre la social-démocratie jusqu'à la faire officiellement interdire lorsque le moment leur sembla opportun. Les populistes, au contraire, tendirent la main aux sociaux-démocrates et cherchèrent la réconciliation. Mais derrière cette façade officielle, se cachait la nécessité imposée encore une fois par les Alliés de constituer dans les pays libérés des gouvernements d'union nationale. C'est en effet à cette condition que l'Autriche put avoir son propre

gouvernement. Les populistes furent sans doute de vrais démocrates, mais seulement après avoir tiré les leçons de l'histoire.

L'antisémitisme connut un sort analogue. Le parti chrétien-social s'était dit par essence antisémite. Le parti populiste oublia totalement ce thème. Pour concevoir ce revirement spectaculaire, il n'y eut aucune réflexion théorique approfondie de la part des populistes. Celui-ci fut imposé par deux facteurs extérieurs: d'abord par le fait que l'holocauste avait rendu pratiquement impossible toute prise de position antisémite, ensuite parce que le nombre de Juifs restant en Autriche était très restreint. Encore une fois, c'était le cours des événements qui dictait leur attitude aux populistes.

Les rapports avec l'Eglise catholique constituèrent également un point de discontinuité entre les deux partis. Les chrétiens-sociaux avaient pour ainsi dire partie liée avec l'Eglise; les populistes voulurent établir une certaine distance entre eux et les organisations religieuses, ou plutôt ils y furent contraints par l'attitude de l'Eglise elle-même qui se retira de la politique. Il y eut donc, là encore, changement dans l'idéologie, mais provoqué par l'extérieur. Toutefois, le parti populiste continue aujourd'hui à se faire le défenseur des valeurs chrétiennes.

Ces ruptures, ces changements d'opinion furent en fait imposés par l'histoire. C'est le régime corporatif, encore appelé austrofascisme, et surtout l'occupation nationale-socialiste qui obligèrent les populistes à changer d'attitude idéologique, et non la réflexion théorique. Car au-delà de ces revirements, un fond commun d'antiparlementarisme, d'opposition à la social-démocratie et d'attachement à l'Eglise qui existait chez les chrétiens-sociaux continua d'exister chez les populistes, mais toutefois sous forme de phénomènes latents qui resurgirent en des occasions bien précises. Les changements constatés furent cependant très positifs puisqu'ils entraînèrent le parti populiste vers des positions plus démocratiques et plus tolérantes à l'égard des opinions politiques différentes.

Reste à considérer le rapport entre ce parti conservateur autrichien et les mouvements fascistes. Force est alors de constater qu'il y eut et qu'il y a encore sur

ce point hésitation de la part des conservateurs. De la part des chrétiens-sociaux d'abord qui ne surent pas assez se délimiter vis-à-vis du national-socialisme et qui eurent plutôt tendance à vouloir lui faire concurrence en se servant des mêmes slogans que lui. Malgré les déclarations officielles antinazies, le parti chrétien-social préféra les contacts avec le N.S.D.A.P. à ceux qu'il aurait pu établir avec les partis démocrates autrichiens. Son successeur, le parti populiste autrichien, condamna certes en 1945 les théories nationales-socialistes, mais son attitude à l'égard des anciens nazis laisse planer un doute quant à ses convictions antifascistes. On retrouve un comportement analogue face au régime de Dollfuß et Schuschnigg. Celui-ci avait été installé par les chrétiens-sociaux eux-mêmes. Ce régime à caractère fasciste ne fut pas désavoué par les populistes. Bien au contraire, ils s'efforcèrent d'en montrer le bien-fondé et ne prirent jamais leurs distances à son égard, ce qui prouve qu'ils ne renièrent pas cette forme de fascisme. Il est également à noter que, jusqu'à ce jour, la salle de réunion de la fraction parlementaire populiste est ornée du portrait de Dollfuß, fait qui témoigne de la vénération de certains de ces membres pour cet homme et ses idées. Même si une minorité de députés populistes s'insurge depuis longtemps déjà contre ce portrait, il continue manifestement d'y avoir une majorité pour son maintien. D'autre part, le choix du nom "Karl von Vogelsang-Institut" pour désigner l'académie de formation politique populiste fondée au début des années 80 et les activités de celle-ci en ce qui concerne la mise en valeur des anciennes traditions chrétiennes-sociales montrent clairement l'évidence de la continuation idéologique chrétienne-sociale puis populiste.

Les partis conservateurs autrichiens eurent par ailleurs un autre type de rapports avec les partis fascistes qu'avec les partis démocratiques. Les rapports avec le camp fasciste sont caractérisés par l'hésitation. D'un côté officiel, on s'empresse de se dire antifasciste; d'un côté moins officiel, on entretient des rapports avec ce camp. L'existence de ces liens tend toutefois à prouver que, dans ce camp, on n'est pas totalement hostile au fascisme. "L'affaire Walter Reder", ancien criminel nazi remis en liberté et auquel un député populiste de Carinthie avait publiquement offert un

emploi, confirme l'idée que certains membres de ce parti ne sont pas, encore aujourd'hui, si opposés à l'idéologie fasciste.

Si l'on essaie de faire le bilan, on constate qu'il existe à la fois des domaines de continuité et d'autres de discontinuité entre le parti chrétien-social et le parti populiste autrichien. Ce qui semble le plus évident, c'est la continuité qui existe entre ces deux partis, continuité imposée par leur constitution sociologique, c'est-à-dire par une base électorale profondément conservatrice et hostile à toute idée de changement. Selon ces normes, la société fonctionne à l'intérieur d'une hiérarchie précise. La continuité, c'est la soumission et le respect de cette hiérarchie. Elle implique des rapports de dominant à dominé tels que les souhaitent les éléments conservateurs d'une société. Toutefois, cette continuité établie entre les deux partis ne saurait faire disparaître la discontinuité que nous avons relevée dans certains domaines, discontinuité imposée par l'histoire qu'il convient de juger positivement puisqu'elle a ramené le camp conservateur vers des pratiques plus conformes à la démocratie. Celle-ci est le fruit du déroulement des événements bien avant d'être celui d'une réflexion approfondie.

Reste maintenant à se poser la question de l'avenir du parti populiste autrichien. Ecarté du pouvoir gouvernemental depuis 1970, il y est revenu en janvier 1986 en formant une Grande Coalition avec le parti socialiste autrichien. Cette situation peut lui permettre de faire passer un certain nombre de ses théories dans la pratique. Lorsque l'on analyse les grands thèmes de l'action populiste dans le gouvernement actuel, on est frappé de voir combien ceux-ci sont identiques à ceux qui étaient formulés par ce camp politique voici vingt, trente ans ou plus.

Dans le domaine de la démocratie, le parti populiste autrichien s'engage de manière convaincue pour une réforme du système électoral. Il s'agit pour lui de remplacer le scrutin proportionnel actuellement en vigueur en Autriche par un scrutin uninominal comme nous le connaissons en France. A cela, les populistes apportent diverses justifications. Toutefois, l'idée qui domine sans doute toutes les autres est sans doute le fait que ce parti espère, grâce à ce système, et en particulier en milieu rural, obtenir encore davantage de mandats. Et il est vraisemblable qu'un

tel système électoral, s'il venait à être appliqué, renforcerait indubitablement l'influence populiste dans des régions où elle est déjà très importante. Néanmoins, une telle réforme est loin d'être chose acquise puisque le gouvernement n'a pu récemment s'accorder sur ses modalités.

En économie, le parti populiste retrouve les vieux chevaux de bataille qu'il avait utilisés dans les années 50: réforme fiscale et politique de privatisation des entreprises nationalisées. Aujourd'hui comme hier, les populistes s'engagent pour une réduction sensible de la fiscalité, argumentant sur le fait que de telles mesures favorisent l'investissement et la consommation. Pour ce qui est des privatisations, le parti populiste a réussi dans les derniers temps à convaincre son partenaire socialiste du bien-fondé de ces mesures qui, dans la théorie conservatrice, servent à assainir la situation financière du secteur nationalisé; en fait, ce parti ne fait ici que réaliser l'une de ses idées les plus anciennes en matière économique, à savoir privatiser au maximum la propriété de tous les biens, y compris des biens de production.

La continuation se fait également sentir au niveau de la politique familiale. Fidèle à l'idée que la famille constitue la cellule de base de la vie sociale, le parti populiste plaide actuellement en faveur de son ancrage dans la Constitution; cette proposition rencontre toutefois l'opposition ferme résolue des socialistes. Le parti devra sans doute abandonner provisoirement ce thème de discussion, mais on peut être sûr qu'il ne saurait tarder à revenir sur le tapis.

En politique étrangère, le parti populiste se fait le partisan inconditionnel de l'adhésion de l'Autriche à la Communauté économique européenne, affirmant que cette adhésion est d'un intérêt vital pour la survie économique du pays. A ce stade de la réflexion, on ne peut toutefois s'empêcher d'établir des parallèles entre ces positions actuelles à propos d'une adhésion éventuelle au Marché Commun et les tendances de l'entre-deux-guerres. Dans un cas comme dans l'autre, une théorie semble dominer la pensée du parti populiste: l'Autriche n'est pas un pays économiquement viable et doit nécessairement se rattacher à un bloc économique

plus important, ceci au prix de l'abandon partiel de certains traits devenus traditionnels de la politique étrangère de l'Autriche, comme par exemple la neutralité. Mais là encore, l'engagement total du parti populiste se heurte à une attitude plus réservée de la part du parti socialiste qui, sans être opposé à cette solution, demande un délai de réflexion. Cet engagement massif ne peut que faire songer à la volonté déterminée qu'avait le parti chrétien-social de voir l'Autriche rattachée à l'Allemagne. Et sur ce point, la boucle serait bouclée, le parti populiste revenant ainsi aux vieilles positions chrétiennes-sociales.

Le parti populiste réussira-t-il à imposer ces vues et cette politique? Rien ne permet actuellement de l'affirmer avec certitude. S'il y parvenait, cela prouverait que le camp conservateur autrichien, qui semblait avoir tiré certaines leçons de l'histoire, en revient toujours au point de départ, à savoir à l'idéologie prônée et défendue par des hommes comme Mgr Seipel ou Dollfuß. Le parti populiste, tiraillé entre ces positions et une ouverture à des idées moins conservatrices, devra faire un choix s'il veut pouvoir tenir tête au parti socialiste autrichien qui a pour l'heure tendance à se diriger vers le centre politique, ce qui pourrait éventuellement lui permettre de lui ravir un certains nombres d'électeurs flottants. Le parti populiste autrichien s'affirmera-t-il à l'avenir comme un parti conservateur représentatif d'une droite dure, semblable à celui de Margarete Thatcher en Grande Bretagne, ou se profilera-t-il comme un grand parti centriste et libéral? La réponse sera donnée par l'histoire.

NOTES

INTRODUCTION

(1) Les dernières élections générales avaient eu lieu en 1930; elles avaient encore été suivies par diverses élections régionales en avril et novembre 1932. Après cette date, l'électorat ne fut plus jamais consulté pour des élections libres.

(2) Le parti chrétien-social revoit le jour dans les provinces occidentales de l'Autriche sous l'impulsion de ses anciens dirigeants. Lorsque la nouvelle de la fondation du nouveau parti populiste atteint ces provinces, la fusion avec le nouveau parti s'effectue et le vocable "chrétien-social" disparaît définitivement. Parallèlement, l'ancien ministre chrétien-social Hans Rott avait tenté de recréer aux Etats-Unis un parti chrétien-social d'émigration (19 octobre 1944 à New York; (Cf. F. Goldner, Die österreichische Emigration, Wien, 1977, p. 213). L'expérience en resta au stade de l'essai puisqu'elle n'eut aucun écho en Autriche où les nouveaux responsables souhaitaient ne plus reprendre cette appellation chrétienne-sociale.

(3) Cette thèse qui stipule que le parti populiste aurait été, en 1945, un parti radicalement nouveau et nie les liens avec le parti chrétien-social est avant tout soutenue par les populistes eux-mêmes ou par les historiens ou chercheurs proches du parti (Cf. H. Maier, Die Ö.V.P., Der Weg von der Koalition über die Alleinregierung in die Opposition, Salzburg, Diss., 1974, p. 14 et L. Reichhold, Geschichte der Ö.V.P., Graz, 1975.)

(4) La thèse selon laquelle l'Ö.V.P. ne serait que le simple prolongement du parti chrétien-social auquel il faudrait ajouter toute l'expérience de l'austrofascisme est défendue par des historiens et hommes politiques socialistes, notamment A. Schärf, Österreichs Erneuerung, Wien, 1955, p. 68. A. Schärf, Zwischen Demokratie und Volksdemokratie, Wien, 1950, p. 81.

L'opinion des communistes autrichiens est beaucoup plus nuancée à cet égard. Ernst Fischer ne voit-il pas en des hommes tels que Kunschak, Figl, Weinberger, etc., des "démocrates conservateurs", mettant l'accent sur leur caractère démocrate. (Cf. E. Fischer, Das Ende einer Illusion, Wien, 1973, p.55).

(5) Ö.V.P. (Österreichische Volkspartei) = parti populiste autrichien.

CHAPITRE 1

(1) Norbert Leser, Genius Austriacus, Beiträge zur politischen Geschichte und Geistesgeschichte Österreichs, Wien, 1981, p. 99.

(2) Josef Hindels, Die Vergangenheit der Österreichischen Volkspartei, dans Die Zukunft, Nr. 4/49, p. 110-111.

(3) Cette thèse est formulée en 1919 dans le programme des chrétiens-sociaux de Vienne qui stipule expressément: "Sie (die Wiener Christlichsoziale Partei) ist überzeugt, daß die Wohlfahrt des Volkes nur im einträchtigen Zusammenwirken aller seiner Teile und Klassen gesichert werden kann." (Cf. K. Berchtold, Parteiprogramme 1868-1966, Wien, 1967, p. 363-364).

(4) F. Gschnitzer, Das Gesicht der Volkspartei, dans Österreichische Monatshefte, no 3, décembre 1946, p. 104.

(5) C'est le chrétien-social Karl von Vogelsang qui, au dix-neuvième siècle, établit cette théorie de la division sociale en corporations. Selon lui, l'industrialisation a donné naissance à un prolétariat qu'il faut faire disparaître. D'où son idée d'associer, dans un premier temps, les ouvriers à la production industrielle sur des bases corporatives. Ceux-ci sortent peu à peu de l'état prolétarien et l'antagonisme de classe se trouve ainsi surmonté. Vogelsang propose donc la mise en place de corporations professionnelles qui s'organisent verticalement de manière autonome à l'intérieur d'une branche professionnelle. Chacune d'elles constitue un membre de l'Etat et occupe une place précise en son sein. Sur ce sujet, on pourra consulter les deux ouvrages suivant:

R. Knoll, Zur Tradition der Christlichsozialen Partei, Wien, 1973. et

W. Streitenberger, Das Leitbild "ständische Ordnung" im politischen Denken Österreichs von der Jahrhundertwende bis 1938, Wien, Diss., 1975.

(6) La continuité entre le "Reichsbauernbund" et le "Österreichischer Bauernbund" de l'Ö.V.P. n'est pas difficile à établir dans la mesure où le second se donne pour chefs, en 1945 ceux qui ont été à la tête du premier. Nous ne citerons ici que quelques noms connus: Figl, Reither, Buchinger.

(7) Fritz Klenner, Das Dilemma der Ö.V.P.-Strategie, dans Die Zukunft, Nr. 23-24/1975, p. 1.

(8) Ibidem, p. 2.

(9) Otto Horn, Die prolongierte Krise der Ö.V.P., dans Weg und Ziel, 7-8/1971, p.243.

(10) Walter Truger, Der Ö.A.A.B., Einige Tatsachen und Überlegungen, dans Weg und Ziel, 12/1965, p. 731.

(11) Helmut Rizy, Linksüberholt von rechts - Ö.A.A.B.: Unternehmerpolitik für Arbeiter getarnt, dans Weg und Ziel, 2/1975, p. 69 et 71.

(12) Franz Hager, Ö.V.P. auf neuen Wegen, dans Weg und Ziel, 78/1970, p. 10.

(13) La "doctrine sociale romantique" prend ses sources aux tout premiers débuts de l'histoire chrétienne-sociale; les premiers idéologues à concevoir cette doctrine sont, entre autres, Vogelsang et Schindler. Cette doctrine se voit approfondie au vingtième siècle par des intellectuels conservateurs comme Othmar Spann ou Anton Orel. C'est à partir de leurs théories que les chrétiens-sociaux vont bâtir leur idéologie corporative. (Cf. A. Diamant, Die österreichischen Katholiken und die Erste Republik: Demokratie, Kapitalismus und soziale Ordnung 1918-1934, Wien, 1965.

(14) Le "solidarisme" ne fait son apparition officielle dans le programme populiste qu'en 1952. Mais en fait, il influence la réflexion du parti depuis 1945. Il trouva une large place dans l'ouvrage de A. Kasamas, Programm Österreich, Die Grundsätze und Ziele der Österreichischen Volkspartei, Wien, 1949, et fut l'objet de nombreux articles dans le mensuel populiste "Österreichische Monatshefte". Le solidarisme tel qu'il se présente dans l'Ö.V.P. s'applique à la fois à la politique, à l'économie et au domaine social. Dans ses conséquences ultimes, il élimine les conflits en les dépassant et peut entraîner la stagnation de situations dans la mesure où chaque groupe social a un rôle et doit le remplir sans le déborder.

(15) Ces chiffres sont cités par A. Pelinka, Funktion der politischen Parteien, dans H. Fischer, Das politische System Österreichs, Wien, 1974, p. 42.

(16) Le chiffre de la population rurale en Autriche est passé de deux millions en 1900, soit 34,5 % de la population totale, à 1,5 million en 1951 soit 21,9 % pour tomber à 500.000 en 1981, soit 6,7 % de la population totale.

(17) Cf. programmes chrétiens-sociaux de décembre 1918 et mars 1919, dans K. Berchtold, op. cit., p. 358 et 361.

(18) Ibidem p. 358.

(19) Les années 1918-1920 attestent une phase libérale et "révolutionnaire" dans l'histoire du parti chrétien-social. Ayant peur que les masses laborieuses se laissent entraîner à des actions de révolte à cause de la situation misérable dans laquelle elles se trouvent, le parti chrétien-social fait des concessions. En ce qui concerne les paysans, il leur promet la redistribution des terres de la couronne et de la noblesse utilisées aux fins de chasse afin que ceux-ci ne s'allient pas aux ouvriers, et par conséquent à son adversaire politique, le parti social-démocrate, voire au parti communiste.

(20) Dans la revue agricole "Die Landwirtschaft", Dollfuß avait écrit dès novembre 1927 à propos des paysans: "Wir Bauern treiben nur Ständische Politik." (Citée dans E. Weber, Dollfuß an Österreich, eines Mannes Wort und Ziel, Wien, 1935, p. 180). Les paysans appartenaient au "Reichsbauernbund" qu'ils ressentaient dès cette époque comme une véritable corporation.

(21) Friedrich Funder note dans ses mémoires le fait que la corporation paysanne fut réalisée dès novembre 1935. Celle-ci était organisée aussi bien sur le plan local que fédéral, ce qui montre l'intense activité des paysans. (Cf. F. Funder, Als Österreich den Sturm bestand. Aus der Ersten in die Zweite Republik, Wien, 1957, p. 194.

(22) L'expression "Bauernstand" signifie corporation paysanne. Elle vient du vocabulaire utilisé par l'idéologie austrofasciste. Il convient de souligner la différence entre ce terme et celui de "Bauernbund" qui signifie "union" ou "alliance" et n'appartient pas à cette idéologie.

(23) L. Figl, Unser Wahlprogramm, dans Österreichische Monatshefte, no 1, octobre 1945, p. 4. Figl écrit dans cet article: "Der Bauernstand ist heute nicht nur der zahlenmäßig größte Faktor der Österreichischen Wirtschaft; er ist als Nährstand Österreichs die Voraussetzung für eine Entwicklung überhaupt." On notera que Figl emploie deux fois le mot "Stand"; une fois pour désigner l'ensemble des paysans, une seconde fois pour exprimer leur situation dans la société.

(24) F. Gschnitzer, art. cit., p. 104-106.

(25) Contrairement à l'Eglise catholique de France où l'engagement politique de ses membres se retrouve un peu dans tous les camps politiques (par exemple E. Mounier et la revue "Esprit" et ses positions face aux idéologies de gauche), l'Eglise d'Autriche, surtout sous la Première République, avait totalement lié son sort au camp conservateur au point d'en être devenue en quelque sorte le chef de file.

(26) Il s'agit ici dans la pensée de Gschnitzer d'assurer la médiation d'une part entre les différents "Bünde" constitutifs du parti populiste autrichien et d'autre part entre les différences d'intérêts qui séparent petits paysans, commerçants, ouvriers, employés, etc, et grands propriétaires terriens, industriels, managers, etc.

(27) Franz West, VP-Krise - VP-Parteitag, dans Weg und Ziel, 3/1960, p. 163.

(28) Walter Rosna, Die Ö.V.P.-Diktatur in Niederösterreich, dans Die Zukunft, 17/1964, p. 24.

(29) Otto Janecek, Das Dilemma der Ö.V.P., dans Weg und Ziel, 7-8/1979, p. 245-246.

(30) A. Vodopivec: 40 Jahre Wirtschaftsbund. Mehr Markt, weniger Staat, Wien, 1985, p. 12.

- (31) Cf. A. Pelinka, art. cit., p. 42.
- (32) Fritz Glaubauf, Die Rolle der Ö.V.P., dans Weg und Ziel, 9/1971, p. 302.
- (33) F. Gschnitzer, art. cit., p. 104-105.
- (34) Fritz Lauscher, Die Rolle des Ö.A.A.B., dans Weg und Ziel, 6/1957, p. 554-555.
- (35) Ibidem, p. 553.
- (36) Andreas Rasp, Ö.A.A.B., Die Probleme bleiben, dans Weg und Ziel, 6/1977, p. 234.
- (37) Walter Truger, art. cit. p. 731.
- (38) Son second, Lois Weinberger, qui ne tarda pas à prendre sa relève, n'avait pas eu de responsabilités politiques avant la guerre. Par contre, il avait exercé différentes fonctions à l'intérieur des syndicats chrétiens. En 1945, il représentait pour les masses une page blanche.
- (39) Walter Truger, art. cit., p. 727.
- (40) Ibidem, p. 728.
- (41) Deux ouvrages analysent cette question de l'attitude corporatiste du mouvement ouvrier chrétien:
A. Pelinka, Stand oder Klasse, Die christliche Arbeiterbewegung 1933 bis 1938, Wien, 1972.
L. Reichhold: Opposition gegen den autoritären Staat Christlicher Antifascismus 1934-1938, Wien, 1964, p. 32-37.
- (42) Il convient d'évoquer ici l'attitude de Leopold Kunschak qui, tout en restant dans le système, plaida à diverses reprises sous l'Etat corporatif pour un retour à la démocratie pluraliste et s'engagea en faveur de la classe ouvrière.
- (43) Franz West, Politik und Ideologie des Ö.A.A.B., dans Weg und Ziel, 10/1955, p. 696.
- (44) Chiffres tirés de A. Pelinka, art. cit., p. 42.
- (45) Helmut Rizy, art. cit., p.69.
- (46) Ibidem.
- (47) Le "Österreichischer Cartellverband" est une organisation étudiante catholique orientée à droite. A son sujet, on consultera:
H. Stockhammer, Der Ö.C.V. - Innenstruktur und Sozialisation, Zur Strukturanalyse des Cartellverbandes katholisch Österreichischer Studentenverbindungen, Linz, 1970.
- (48) H. Stockhammer, op. cit., p. 9 et 13.
- (49) Dans un article consacré aux liens entre le chancelier Raab

et le CV, Bernhard Moser écrit: "In politischer Hinsicht stellten die engen Kontakte zur Christlichsozialen Partei ein Dogma des Verbands dar." Et en ce qui concerne l'attitude du CV à l'égard du régime austrofasciste, il poursuit: "Die nunmehr in einem eigenen österreichischen Cartellverband zusammengeschlossenen Verbindungen rechneten sich zum harten Kern des ständestaatlichen Regimes, ohne daß man von einer vorbehaltlosen Identifikation sprechen konnte." (Bernhard Moser, Julius Raab und der CV, dans Alois Brusatti, Gottfried Heidl (Hg.), Julius Raab, Eine Biographie in Einzeldarstellungen, Linz, 1986, p. 57-58).

(50) H. Stockhammer, op. cit., p. 7.

(51) Voir note (16)

(52) F. Kreissler, La prise de conscience de la nation autrichienne 1938-1945-1978, Paris, 1980, p. 90.

(53) M. Cullin, F. Kreissler, L'Autriche contemporaine, Paris, 1972, p. 18.

(54) Ibidem.

CHAPITRE 2

(1) K. von Klemperer, Ignaz Seipel, Staatsmann einer Krisenzeit, Graz-Wien-Köln, 1976, p. 53-61.

(2) Le 21 octobre 1918, le député Schraffl déclarait au nom du parti chrétien-social la volonté de son parti de maintenir la monarchie et en même temps de la transformer en un état fédéral doté de structures démocratiques: "Die chritlichsoziale Partei wird unter grundsätzlicher Festhaltung an der monarchischen Regierungsform ihren Einfluß für die Demokratisierung Deutschösterreichs geltend machen. Wenn die neuen Nationalstaaten eine Vereinigung zu einem Bundesstaat einzugehen gewillt sind, wird die Christlichsoziale Partei für die Bildung eines solchen eintreten." (Cf. L. Kunschak, Österreich 1918-1934, Wien, 1935, p. 30) Le 31 octobre 1918, le mouvement ouvrier chrétien restait encore sur ces positions en publiant un texte à l'adresse des ouvriers dans lequel il exprimait la même idée (Ibidem. p.41)

(3) Programme du parti chrétien-social publié à ce sujet en décembre 1918: "Als deutsche Partei legt die Christlichsoziale Partei energisch Verwahrung ein gegen die das Selbstbestimmungsrecht mißachtenden Versuche der fremdnationalen Nachbarstaaten, uralte deutsche Siedlungsgebiete zu unterjochen. Als oberste nationale Pflicht erachtet sie die innere Kräftigung des deutschen Volkes. Sie verspricht daher allen Unternehmungen werktätige Unterstützung, welche die Pflege nationaler Sitte und Kultur... zum Ziele hat." (Cf. K.Berchtold, op. cit., p. 357)

(4) Programme de mars 1919: "Die Verhandlungen über den Zeitpunkt und die Vorbedingungen für die Verwirklichung des Anschlusses Deutschösterreichs an Deutschland sind ohne Verzug einzuleiten. Dabei ist insbesondere auf die vollkommene Sicherung der wirtschaftlichen Interessen Deutschösterreichs Bedacht zu nehmen." (Ibidem, p. 361).

(5) E. Hoor, Österreich 1918-1938, Staat ohne Nation, Republik ohne Republikaner, Wien, 1966, p.54.

(6) Ibidem, p. 54.

(7) Ibidem.

(8) F. Kreissler, La prise de conscience de la nation autrichienne, Paris, 1980, p. 518.

(9) Lors de cette conférence, Seipel déclara: "Alle Österreicher müssen, gleichgültig, ob sie für die Zukunft das Heil in einem Anschluß an das deutsche Reich oder in einem wirtschaftlichen Zusammenschluß der Länder im Donaubecken, oder.... im Aufbau und in der Gestaltung einer gesamteuropäischen Politik erblicken, auf eine längere Strecke Weges völlig einig vorgehen. Denn sie alle müssen wissen, daß

Österreich weder ein Kristallisationspunkt für ein vernünftig organisiertes Mitteleuropa noch ein wertvoller Bestandteil Großdeutschlands sein kann, wenn es sich seiner besonderen Sendung nicht bewußt ist..." (Cité par Norbert Leser, Genius Autriacus, Beiträge zur politischen Geschichte und Geistesgeschichte Österreichs, Wien-Köln-Graz, 1986, p.171).

(10) K. von Klemperer, op. cit., p. 249-252.

(11) Dans un discours prononcé le 27 juillet 1928, Seipel déclarait devant le Parlement autrichien: "Niemals werden wir glauben, daß die mitteleuropäische Frage gelöst ist, wenn der große Staat, der das eigentliche Mitteleuropa ausf llt, das Deutsche Reich, bei dieser Lösung nicht dabei ist." (Cité par K.G. Hugelmann, Die politischen Parteien und die Anschlußfrage, p. 331, dans F.G. Kleinwaechter und H. von Paller, Die Anschlußfrage in ihrer kulturellen, politischen und wirtschaftlichen Bedeutung, Wien, 1930.

(12) "Die Christlichsoziale Partei verlangt insbesondere... die Ausgestaltung des Verhältnisses zum Deutschen Reich auf Grund des Selbstbestimmungsrechtes." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 376)

(13) R. Schmitz, Das christlichsoziale Programm mit Erläuterungen, Wien, 1932, p. 64.

(14) Le chrétien-social Otto Guenther publia la même année que R. Schmitz ses commentaires du programme de 1926. Ceux-ci étaient sur différents points en opposition aux idées de Schmitz, notamment sur la question de l'Anschlu . Guenther faisait partie des rares chrétiens-sociaux de l'époque à parler d'un "patriotisme autrichien". (Cf. Otto Guenther, Christlichsoziale, programmatische Gedanken, Wien, 1932, p. 47 et 54).

(15) W. Garscha: Die Deutsch- sterreichische Arbeitsgemeinschaft, Kontinuität und Wandel deutscher Anschlußpropaganda und Angleichungsbem hungen vor und nach der nationalsozialistischen Machtergreifung, Wien, Diss, 1982, p. 324.

(16) J. Fischer, österreichisch-Deutsche Arbeitsgemeinschaft, Wien,, 1932, p. 34.

(17) K. Schuschnigg, Ein Requiem in Rot-Weiß-Rot, Wien, 1946, p. 196.

(18) E.R. Starhemberg, Memoiren, Wien-Munich, 1971, p.129.

(19) E. Weber, op. cit., p. 38.

(20) Ibidem. p. 89.

(21) Dollfuß   Retz le 15 novembre 1933: "Wir brauchen uns von niemandem belehren zu lassen, wie man ein guter Deutscher ist. Für uns ist der Begriff gut deutsch und gut österreichisch identisch." (Cité par L. Kerekes, Abenddämmerung einer

Demokratie, Wien, 1966, p. 166.

(22) Le 21 juin 1934, Dollfuß déclarait: "Deutsch sein heißt bei uns zugleich auch christlich sein. Wir haben den Ehrgeiz, zu versuchen, so wie das deutsche Volk schon einmal aus dem primitiven Urzustand aus dem Heidentum durch das Christentum zu kultureller Hochblüte geführt worden ist, neuerlich ein gläubiges, bescheidenes und innerlich voll erlebtes Christentum in unserer deutschen Heimat zur Auswirkung zu bringen." (Cf. E. Weber, op. cit., p. 92)

(23) Dollfuß le 21 mai 1933 à New York: "Inmitten des Kontinents gelegen, ist Österreich der berufene große Mittler zwischen der gesamtdeutschen Kultur, dessen ältester und vornehmster Träger seit Jahrhunderten gerade das österreichische Volk war, und den übrigen Nationen." (Ibidem, p.65-66).

(24) Günter Edlinger souligne le fait que les chrétiens-sociaux s'étaient engagés à maintenir dans leur programme le passage relatif à l'Anschluß parce que c'était la condition nécessaire au pacte gouvernemental qu'ils avaient contracté avec les grands-allemands. (Günter Edlinger, Friedrich Funder und die "Reichspost" in ihrer Stellungnahme zur Politik der Nationalsozialisten gegenüber Österreich von 1930 bis zum Anschluß 1938, Wien, Diss., 1964, p. 22).

(25) E. Weber, op. cit., p. 49.

(26) Ibidem, p. 70-71.

(27) Edlinger fait remarquer que les chrétiens-sociaux furent les premiers parmi les partis politiques autrichiens à faire disparaître de leur programme le passage relatif à l'Anschluß, et ceci dès l'arrivée de Hitler au pouvoir. (G. Edlinger, op. cit., p. 22).

(28) Le 20 avril 1933, Dollfuß informa le comité directeur de son parti de l'intention des nazis: réclamer une participation gouvernementale. Dollfuß lui-même prit position contre cette proposition, ce en quoi il fut soutenu par Vaugoin, chef du parti (Cf. W. Goldinger, Protokolle des Klubvorstands der Christlichsozialen Partei, Vienne, 1980, p. 229 et 238).

La séance du 3 mai 1933 qui fut également consacrée à ce débat montra la quasi-unanimité des responsables chrétiens-sociaux. On notera en particulier l'attitude de Leopold Kunschak qui déclarait: "Die Frage eines Zusammengehens mit den Nationalsozialisten halte ich nicht einmal ausreichend für eine akademische Erörterung. Dreimal nein! Ich erkläre, daß ich mich im Kampf gegen die Nationalsozialisten selbst mit dem Teufel in Verbindung setze." (Ibidem, p. 247)

(29) "Es gibt keine Kolonie Österreich, nie, niemals." dans Christlichsoziale Arbeiterzeitung, 13 mai 1933, p. 3.

(30) "Hinein in die Vaterländische Front", Wiener Zeitung, 21 mai 1933, p. 3.

(31) 31 décembre 1933: "Die Grundlagen unserer gesamten Politik sind die Wahrung unseres Volksschatzes, unserer Unabhängigkeit, der Unteilbarkeit des von unseren Vätern übernommenen Bodens..." (E. Weber, op. cit., p. 207).

(32) Dans son discours radiodiffusé du 1er mai 1934, Dollfuß déclarait: "Daß der deutsche Character Österreichs, der alten deutschen Ostmark, schon im Vorspruch der Verfassung festgelegt ist, daß die deutsche Muttersprache feierlich in der Verfassung als Staatsprache erklärt ist, das alles ist selbstverständlich. Was aber die neue österreichische Verfassung für sich ganz besonders in Anspruch nehmen kann, das ist die Tatsache, daß sie eine große Zahl grundlegender alter deutscher Rechtselemente aufgenommen hat, die dem unmittelbarsten und unverdorbensten Rechtsempfinden des deutschen Volkes entsprechen." (K. Berchtold, op. cit., p. 436)

(33) E.R. Starhemberg, op. cit., p. 209.

(34) "Ich habe daher unsere politische Aufgabe nie in der entscheidender Wahl zwischen den angeblichen Gegensätzen Mitteleuropa und Deutschland gesehen, also zwischen Donauebund und Anschluß, sondern in der Überwindung dieser Gegensätzlichkeiten; dies ist dann möglich, wenn keiner der Staaten Mitteleuropas sich durch Deutschland und Deutschland sich nicht durch ein Bündnis dieser Staaten bedroht fühlt, wenn somit eine mitteleuropäische Organisation mit Einschluß Deutschlands gefunden werden kann. Dieser friedliche Weg zur neuen Konstruktion mitteleuropäischen Denkens ist ohne unser freies und unabhängiges Österreich nicht zu denken." (Ibidem, p. 271).

(35) F. Kreissler, Histoire de l'Autriche, Paris, 1977, p. 94.

(36) Dokumentationsarchiv der Österreichischen Widerstandsbewegung 1934-1945 (Hg.), Widerstand und Verfolgung in Wien. Eine Dokumentation, Wien, 1975, tome 1, p. 549.

(37) Discours de Schuschnigg le 9 mars 1938 à Innsbruck: "Für ein freies und deutsches, unabhängiges und soziales, für ein christliches und einiges Österreich!" (Cf. G. Wagner, Österreich, von der Staatsidee zum Staatsbewußtsein, Wien, 1982, p. 682)

(38) R. Kriechbaumer, Von der Illegalität zur Legalität, Gründungsgeschichte der Ö.V.P., Wien, 1985, p. 274.

(39) Le juriste Hans Mommsen fait au contraire remarquer que le système autoritaire, au lieu d'accélérer le processus de formation de la nation autrichienne, a plutôt eu tendance à le ralentir. (Hans Mommsen, Theorie und Praxis des österreichischen Ständestaates 1934 bis 1938, dans N. Leser, Das geistige Leben Wiens in der Zwischenkriegszeit, Wien, 1981, p. 174).

(40) Témoignage de Rudolf Kalmar cité par R. Kriechbaumer, op. cit., p. 23.

(41) "Die Ö.V.P. übernimmt das Erbe jener politischen Gruppen, die stets auf dem Boden der Österreichischen Überlieferung standen und Österreichs Selbständigkeit verteidigten. Sie will alle vaterlandstreuen Österreicher, die sich zur Demokratie bekennen, zu einheitlicher politischer Wirksamkeit zusammenfassen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 376)

(42) Ce lien entre patriotisme et démocratie est particulièrement souligné par Robert Kriechbaumer. Selon lui, le sort de l'Autriche était, après la Seconde Guerre mondiale, étroitement lié à la démocratie et plus précisément à la formation et au maintien de la coalition entre populistes et socialistes (Cf. R. Kriechbaumer, op. cit., p. 276-280)

(43) Les accusations que porte Missong sont très graves. Il écrit par exemple: "Dem Deutschen eignet Hochmut und Selbstüberhebung." Ou bien: "Der Deutsche schlägt mit der Faust auf den Tisch und trampelt wie der Elefant im Porzellan laden alles nieder, was ihm nicht paßt oder unverständlich ist." (Cf. A. Missong, Österreichertum - einmal zu Ende gedacht, dans Österreichische Monatshefte, décembre 1945, p. 104) La comparaison avec l'éléphant dans le magasin de porcelaine n'est pas particulièrement flatteuse.

(44) Leo Kirste écrit: "Ein Österreicher, der sich heute noch als 'Deutscher' ausgibt, ist weder Fisch noch Fleisch, er ist ein deutschösterreichischer Mischling, ein Deutschling." (Cf. L. Kirste, Bekenntnis zur österreichischen Nation dans Österreichische Monatshefte, février 1946, p. 183) Le mot "Deutschling" est calqué sur "Mischling". Il signifie que la personne désignée n'est plus un véritable Allemand, elle n'est plus qu'un bâtard de la culture allemande.

(45) Editorial du quotidien populiste "Das kleine Volksblatt", 5 août 1945, texte de Felix Hurdes: "Österreich den Österreichern! Lebendig werden muß wieder der österreichische Mensch, der mit seiner in der ganzen Welt anerkannten Friedfertigkeit, mit seinem Sinn für Gerechtigkeit und Menschlichkeit, in der Lage ist, das innerstaatliche Leben und das Leben mit den übrigen Völkern wieder neu und friedlich zu gestalten."

(46) "Wahres Österreichertum ist tolerant, ist immer tolerant gewesen seit Maria Theresias Zeiten und wird und soll es wieder werden." (Cf. L. Figl, Unser Wahlprogramm, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 4)

(47) L. Figl, Was ist Österreich?, dans Österreichische Monatshefte, décembre 1945, p. 89.

(48) Ibidem., p. 90.

(49) Alfred Missong faisait partie de ces groupes de légitimistes qui défendaient âprement l'idée de nation autrichienne. Il était, avec Ernst Karl Winter, l'un des coauteurs de l'ouvrage "Die Österreichische Nation" publié en 1927 et qui s'était donné pour but l'éveil de la conscience autrichienne.

(50) A. Missong, Österreichertum - einmal zu Ende gedacht, dans Österreichische Monatshefte, décembre 1945, p. 105.

(51) Dans la revue communiste "Weg und Ziel", Franz West concède aux historiens populistes de bien poursuivre une "ligne autrichienne", mais est d'avis que leur patriotisme se borne à pleurer la destruction de l'empire des Habsbourg et le présente comme un "impérialisme réactionnaire grand-autrichien". (Cf Franz West, Zur Ideologie der VP, dans Weg und Ziel, 7-8/1948, p. 502).

(52) E. Görlich, Zum Problem der Österreichischen Nation, dans Österreichische Monatshefte, juillet 1946, p. 445.

(53) A. Missong, art. cit., p. 105.

(54) Missong développe sa thèse de la façon suivante: "Dem Argument, das sich auf die Sprachgemeinschaft stützt, ist entgegenzuhalten: Die Identifizierung von Sprachgemeinschaft und nationaler Gemeinschaft beruht auf einem Kurzschluß. Die Sprache bedeutet kein Präjudiz für die Nationalität; denn nationale Geistesart findet zumindest in der Schriftsprache keinen annähernd vollgültigen Ausdruck. Sie bedeutet etwas viel Tieferes und Wesentlicheres, als daß man sie aus den Regeln der Grammatik ablesen könnte. Innerhalb einer Sprachgemeinschaft können sehr wohl selbständige und verschiedene, in sich abgeschlossene Geistes- und Kulturgemeinschaften bestehen. Andererseits gibt es Geistes- und Kulturgemeinschaften auch weit über die Sprachgrenzen hinaus." (A. Missong, 25 Thesen über die Österreichische Nation, dans Österreichische Monatshefte, août 1948, p. 486.)

(55) Michael Kröll, Prüfstein der Nation, dans Österreichische Monatshefte, juin 1947, p. 338-339.

(56) L. Kirste, Bekenntnis zur Österreichischen Nation, dans Österreichische Monatshefte, février 1946, p. 181.

(57) A. Missong, Österreichertum - einmal zu Ende gedacht, dans Österreichische Monatshefte, décembre 1945, p. 105.

(58) Ibidem. Missong écrit: "Politisch geformt, historisch fundiert, kulturell eigenständig geprägt, charakterlich und menschentypisch von ganz spezifischer Artung - was ist ein solches Österreichertum anderes als die österreichische Nation, an der zu bauen wir aufgerufen sind."

(59) F. Missong, 25 Thesen über die Österreichische Nation, dans Österreichische Monatshefte, août 1948, p. 488.

(60) Kröll écrit à ce sujet: "Entscheidend ist und bleibt das gleichlautende Bekenntnis aller oder doch der überwiegenden Mehrheit der Bewohner eines Gebietes." (Cf. M. Kröll, art. cit., p. 338)

(61) Kirste s'exprime de la manière suivante: "Was nottut, ist ein aufrichtiges Bekenntnis zu unserer eigenen, zu unserer

Österreichischen Nation - nennen wir sie vielleicht kurz 'Austria' - damit die endgültige Abkehr von dem Zwitter Deutschösterreich noch augenfälliger und überall verständlicher wäre." (Cf. E. Kirste, art. cit., p. 183)

(62) Ils reprenaient ainsi l'idée d'un groupe minoritaire au sein du parti chrétien-social exprimée par Otto Guenther qui, en 1932, avait proposé, pour faire face au péril nazi, de créer une confédération danubienne dans laquelle l'Autriche aurait eu une fonction analogue.

(63) Dans une brochure électorale diffusée en Styrie en août 1945 par les populistes, on pouvait lire ceci: "Österreich als Hüter der alten Krone Karl des Großen ist für die Ö.V.P. der große Mittler, die Brücke des Geistigen und Kulturellen..." (Cf. A. Dienstleder, Die Partei der Mitte, Graz, 1945, p. 13-14).

(64) Un populiste qui cherche à rester dans l'anonymat écrit ce qui suit: "Der österreichische Mensch ist seiner Geschichte und Biologie nach kein Nationalist und kein Kleinstaatsbürger. Jahrhundertlang hat er, bewußt oder unbewußt, einer höheren politischen Idee gelebt. Aus fernsten Zeiten, aus vielen Völkern und Himmelsrichtungen wölben sich die Bogen über dieses Land, das - wie gerade unsere Zeit wieder erwiesen hat - Träger der großen europäischen Gedanken ist und bleibt." (Cf. Das größere Österreich, Gedanken zur österreichischen Außenpolitik, dans Österreichische Monatshefte, novembre 1945, p. 4). Cette phrase souligne le caractère emphatique et pathétique avec lequel les populistes expriment l'idée européenne, ceci pour cacher un passé pangermaniste peu glorieux.

(65) L. Kirste, art. cit., p. 183.

(66) M. Glässer-Järten, Österreich - eine zweite Schweiz? dans Österreichische Monatshefte, juillet 1947, p. 395. L'auteur écrit entre autre: "Mittler zu sein war immer unsere Sendung. Jahrhunderte engsten friedlichen Zusammenlebens mit anderen Völkern haben uns richtiges Verstehen gelehrt. Wir achten fremde Wesensart, wir können sie begreifen."

(67) Cette thèse est exposée par Alfred Missong dès juillet 1946; celui-ci écrit: "Gäbe es im Zeichen der UNO noch den Status der ewigen Neutralität, so müßte die Zweite Republik Österreich sich gleich der Schweiz zu ihm bekennen." (Cf. A. Missong, Österreich und der Weltfriede, dans Österreichische Monatshefte, juillet 1946, p. 417)

(63) K. Berchtold, op. cit., p. 117.

(64) Ibidem, p. 135.

CHAPITRE 3

(1) Après la proclamation d'indépendance par les différentes nationalités constituant la monarchie fin octobre 1918, les chrétiens-sociaux avaient dû reconnaître les nouvelles frontières de l'Autriche et se contenter du nouveau territoire national. L'instauration d'une République démocratique leur fut également imposée par la situation. Craignant l'instauration d'un régime bolchevique, ils préférèrent encore la république et la démocratie à une telle perspective. Mais ils n'étaient guère convaincus du bien-fondé de la forme du nouvel état.

(2) Il s'agit tout d'abord du parti grand-allemand (pangermaniste) puis, à partir de 1927, de l'union agraire.

(3) Les passages de cette déclaration qui évoquent le thème de la démocratie stipulent: "Die Christlichsoziale Partei bekennt sich uneingeschränkt zum freien, demokratischen Staat." ou "In diesem Staat muß insbesondere die Freiheit der Wahlen unbedingt gewährleistet sein." ou bien encore "Die Partei lehnt jeden Versuch der Aufrichtung einer Parteidiktatur als mit dem Gedanken des freien, demokratischen Staates unvereinbar auf das entscheidendste ab." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 355). On notera dans ces trois phrases l'emploi répété d'expressions telles que "absolument" ou "sans limites", témoins de la volonté des chrétiens-sociaux d'affirmer leurs convictions pleinement démocratiques. Quelques années plus tard, ce type de discours sera complètement enterré.

(4) "Die definitive Verfassung der Republik Deutschösterreich muß die demokratischen Errungenschaften gegen jede Bedrohung, von welcher Seite sie kommen mag, sicherstellen." (Cf. Ibidem. p. 360). Faisons remarquer au passage que les chrétiens-sociaux s'apprêtaient à défendre la démocratie contre toute attaque, d'où qu'elle vînt. Cette défense de la démocratie se dirigeait contre la social-démocratie qui ne la menaçait pas réellement, ne valait cependant pas pour les "Heimwehren" qui, dans leur serment programmatique de Korneuburg (18 mai 1930), se donnaient pour but déclaré l'élimination de la démocratie.

(5) "Wir stehen auf dem Boden der Demokratie und fordern volle Gleichberechtigung der Arbeiterschaft in Ausmaß und Ausübung der politischen Rechte, Freiheit der Gesinnung, und des Organisationswillens, Ausdehnung des Verhältnisswahlrechtes auf alle Wahlen." Ainsi s'exprimaient les travailleurs chrétiens. Pour leur part, ils ne plaidaient pas seulement pour la forme en faveur de la démocratie; ils parlaient de la liberté de pensée et d'organisation, ce qui impliquait nécessairement un engagement en faveur du pluralisme politique.

(6) Le 30 janvier 1927, de violents affrontements avaient opposés des membres du "Frontkämpfervereinigung" (organisation d'anciens soldats de la Première Guerre mondiale) à ceux du Schutzbund républicain. Ces affrontements firent deux morts à

la charge de trois "Frontkämpfer". Au cours du procès qui suivit (5-14 juillet 1927), les trois accusés furent acquittés. Cette sentence du tribunal fut ressentie comme une provocation par les masses sociales-démocrates qui manifestèrent contre le 15 juillet suivant, c'est-à-dire le lendemain du jugement.

(7) Le 24 novembre 1922, le Parlement adopta le texte des accords de Genève par 103 voix contre 68 des sociaux-démocrates.

(8) L'affrontement de Stockerau entre chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates se termina par 21 blessés. Celui qui opposa le Schutzbund aux "Frontkämpfer" à Schattendorf se solda par 2 morts et 11 blessés.

(9) Le programme social-démocrate de 1926 stipulait: "Wenn sich aber die Bourgeoisie gegen die gesellschaftliche Umwälzung widersetzen sollte, dann wäre die Arbeiterklasse gezwungen, den Widerstand der Bourgeoisie mit den Mitteln der Diktatur zu brechen." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, Die Grundsatzprogramme der Österreichischen Parteien, Dokumentation und Analyse, St. Pölten, 1979, p. 80-81).

(10) "Die gegenwärtige Zeit ist nicht nur bei uns, sondern auch in anderen Ländern eine Übergangszeit zu irgendetwas Neuem." Neue Freie Presse, 27 janvier 1927.

(11) Cette phrase est tirée de I. Seipel, Der Kampf um die österreichische Verfassung, Vienne, 1930, p. 182. Texte cité par W. Streitenberger, Das Leitbild "ständische Ordnung" im politischen Denken Österreichs von der Jahrhundertwende bis 1938, Wien, Diss., 1975, p. 107. Texte allemand: "Nach meiner Ansicht rettet jener die Demokratie, der sie von der Parteienherrschaft reinigt und dadurch erst wiederherstellt. "

(12) "Ich selbst bekenne mich zu dem Glauben, daß es keine bessere Form geben kann und wird, in der die Menschen ihre staatlichen Gemeinschaften führen und verwalten, als die Form der Demokratie, der wahren, der richtig verstandenen Demokratie." (Cf. K. v. Klemperer, op. cit., p. 228).

(13) Seipel offrit le 19 juin 1931 au social-démocrate Otto Bauer de former un gouvernement comprenant trois chrétiens-sociaux, quatre sociaux-démocrates et un représentant des grands allemands et de l'union agraire. Le parti social-démocrate repoussa cette offre de coalition qui fut la dernière avant l'instauration de l'Etat corporatif. (Cf. G. Wagner, Österreich, Von der Staatsidee zum Nationalbewußtsein, Wien, 1982, p. 638).

(14) Lors des débats parlementaires en juillet et août 1932 portant sur les accords de Lausanne, le texte de loi fit la navette entre le Conseil national et le Conseil fédéral. Députés grands allemands et sociaux-démocrates s'opposèrent à son adoption. Il fut finalement voté le 23 août 1932, mais sans les voix de l'opposition et avec une majorité de deux suffrages seulement. Dollfuß accepta encore de jouer le jeu

parlementaire, mais sut dès lors que sa marge de manoeuvre était très limitée. En outre, il se rendit compte de la précarité de sa majorité.

(15) Le 1er mars 1933, les cheminots s'étaient mis en grève. Pour leur éviter des mesures disciplinaires, les sociaux-démocrates proposèrent de leur verser leur salaire intégral pour le mois de mars (celui-ci avait été amputé à cause de la crise économique); les grands allemands réclamèrent que les chemins de fer reviennent sous contrôle fédéral; les chrétiens-sociaux souhaitaient que l'affaire fût remise entre les mains du ministre du commerce (Cf. G. Wagner, op. cit., p. 649). Le vote se déroula dans le tumulte et l'une des voix sociales-démocrates fut déclarée nulle, à la suite de quoi les trois présidents démissionnèrent afin de pouvoir participer au vote qui devait clarifier la situation. Plus personne, parmi les parlementaires, ne pouvait désormais reconvoquer l'assemblée.

(16) Lors d'une rencontre chez l'ancien chancelier Buresch, des responsables chrétiens-sociaux, parmi lesquels Buresch lui-même, Kunschak et Vaugoin décidèrent de gouverner de façon autoritaire jusqu'à ce qu'une réforme constitutionnelle fût adoptée en accord avec l'opposition. (Cf. G. Wagner, op. cit., p. 650).

(17) Dollfuß exprima toutes ces idées au cours de la séance du comité directeur du 9 mars 1933 (Cf. W. Goldinger, op. cit., p. 140).

(18) Christlichsoziale Arbeiterzeitung, 13 mai 1933, p.1.

(19) Ibidem. p. 2.

(20) Extrait du discours de Schuschnigg: "Die echte Demokratie setzt zwei Dinge voraus: die politische Führung im Staat muß verantwortlich bleiben, zum Unterschied von der Willkürherrschaft einer Diktatur; und zweitens darf kein Klassenvorrecht bestehen, kein privilegierter Stand es sein, der etwa ein Monopol auf die Führung hätte." (Cf. Ibidem, p 2).

(21) Le terme de "classe" était utilisé par Schuschnigg non dans son sens marxiste, mais était dans sa pensée synonyme de "corporation".

(22) Hinein in die Vaterländische Front, Wiener Zeitung, 21 mai 1933, p. 3.

(23) Discours de Dollfuß le 11 septembre 1933: "Das Parlament hat sich selbst ausgeschaltet, ist an seiner eigenen Demagogie und Formalistik zugrunde gegangen. Dieses Parlament, eine solche Führung unseres Volkes, wird und darf nie wieder kommen." (Cf. E. Weber, op. cit., p. 26).

(24) Dollfuß déclara à ce titre: "Die Zugehörigkeit zur Vaterländischen Front ist ein Bekenntnis des Willens zur Mitwirkung am Aufbau unserer Heimat auf christlicher und ständischer Grundlage, ist ein Willensbekenntnis zur Überwindung des Parteienstaates." (Ibidem, p. 41).

(25) Texte allemand: "Wir haben nicht die Absicht, auch in der neuen Verfassung Möglichkeiten für Demagogie und parteipolitische Hegemonie frei zu lassen." (Ibidem)

(26) Le parti communiste autrichien avait été interdit dès le 26 mai 1933, le parti national-socialiste le 19 juin de la même année.

(27) Carl Vaugoin avait démissionné de ses fonctions de chef du parti chrétien-social le 1er novembre 1933. Dans la séance du comité directeur du parti du 16 novembre suivant, les membres souhaitaient lui élire un successeur. Dollfuß leur fit cependant cette réponse laconique: "Ihr wünscht einen Reformator, ich aber brauche einen Liquidator!" (Cf. F. Funder, op. cit., p. 79). Le parti sut dès lors que ses jours étaient comptés.

(28) "Es mag als gewagt erscheinen, heute von der Demokratie und für die Demokratie zu reden. Ich bleibe dabei: die Demokratie ist neben den großen sittlichen Geboten der Religion... die Grundlage späterer Zeit." (Cf. A. Pelinka, op. cit., p. 42).

(29) Texte original: "Es wird immer, solange es Menschen gibt, differente Anschauungen geben, und es wird immer so sein, daß einzelne Menschen oder Gruppen von Gleichgesinnten für ihre Anschauung werben. Es wird daher auch immer Parteien geben, auch dann noch, wenn längst schon der Gleichschaltungswahn unserer Zeit in der Geschichte als die Periode des Abgleitens unserer Kultur verzeichnet sein wird." (Cf. L. Kunschak, op. cit., p. 215).

(30) Dans la séance du comité directeur du 15 février 1934, Kunschak condamna sans ambages la guerre civile et menaça de démissionner de toutes ses fonctions politiques. Il fut alors l'un des rares chrétiens-sociaux à percevoir directement les menaces fascistes et nazies. (Cf. W. Golginger, op. cit., p. 354-355).

(31) F. Kreissler, La prise de conscience de la nation autrichienne, Paris, 1980, p. 511. Österreichische Arbeiterzeitung, 10 novembre 1934.

(32) Propos de Kunschak le 17 septembre 1933: "Die ständische Gliederung muß der demokratische Aufbau von unten sein... Daher wird es in der ständischen Gliederung etwas geben müssen wie ein Parlament, eine übergeordnete Instanz, die die gemeinsamen kulturellen und politischen Angelegenheiten behandelt, überprüft, in Gesetze formt und diese wirksam macht." (Cf. A. Pelinka, op. cit., p. 43).

(33) "Demokratie ist das Recht eines Volkes, auf die Entscheidungen über sein Schicksal bestimmenden Einfluß zu nehmen... die berufsständische Ordnung steht nicht im Gegensatz zur Demokratie, sie ist - ehrliche Ausführung vorausgesetzt -, nur eine andere Form der Demokratie." Österreichische Arbeiterzeitung, 29 juin 1935, p. 2., cité par A. Pelinka, op.

cit., p. 190.

(34) Kunschak le 24 mai 1937: "Es handelt sich aber nicht darum, einer Formaldemokratie, sondern vielmehr darum, einer wirklichen Demokratie zum Sieg zu verhelfen." (Cf. L. Reichhold, Opposition gegen den autoritären Staat, Christlicher Antifaschismus 1934-1938, Wien, 1964, p. 66).

(35) Dokumentationsarchiv der Österreichischen Widerstandsbewegung (Hg.), op. cit., p 551.

(36) L'histoire de cette période a été reconstituée par: L. Reichhold, Geschichte der Ö.V.P., Wien, 1975. et R. Kriechbaumer, op. cit.
On peut également se reporter aux mémoires des dirigeants populistes:
Felix Hurdes, Vater Unser, Wien, 1950.
L. Weinberger, Tatsachen, Begegnungen, Gespräche, Wien, 1948.

(37) Texte allemand du premier principe programmatique: "Die Ö.V.P. will ein neues, freies, unabhängiges und lebensfähiges Österreich, das nach den Grundsätzen der Demokratie gestaltet und regiert wird, und so bald wie möglich durch die zu wählende, verfassungsgebende Nationalversammlung eine solche Verfassung erhalten soll, daß der dauernde Bestand der Demokratie und ihre Verteidigung gegen antidemokratische Kräfte wirklich gesichert ist." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 376)

(38) Si les populistes déclaraient officiellement souhaiter l'équilibre et le respect des forces politiques respectives, cela ne les empêcha pas d'attaquer verbalement le parti socialiste autrichien pendant la campagne électorale précédant les élections de novembre 1945. Une caricature présentait les socialistes "déguisés" en démocrates et sortant d'un magasin de prêt de vêtements. Elle devait faire naître chez les spectateurs l'idée que les socialistes étaient en réalité de faux démocrates cherchant à tromper les électeurs. Face à cela, les populistes devaient apparaître comme les "vrais démocrates".

(39) Dans le numéro d'octobre 1945, Figl définissait ainsi la démocratie: "Demokratie ist Ausgleich und immer wieder nichts anderes als Ausgleich." (L. Figl, Unser Wahlprogramm, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 5). Il convient de voir derrière le terme "Ausgleich" l'équilibre entre les diverses forces politiques et non plus leur opposition les unes par rapport aux autres.

(40) L. Figl, dans Kleines Volksblatt, 21 août 1945, p.3.

(41) "Es gilt, den Wahrheitsbeweis zu erbringen, daß die Demokratie jene politische Technik ist, die ebensowohl den friedlichen Ausgleich bestehender Gegensätze und Spannungen im Volkskörper wie auch die Auffindung der bestmöglichen Lösungen politischen Aufgaben verbürgt." (Cf. A. Missong, Lebendige Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, mai 1948, p. 338)

(42) Dès octobre 1945, soit encore avant la fin de la campagne

électorale, Raimund Poukar écrivait: "In jeder Demokratie wird es natürlich eine Mehrheit und eine Minderheit geben und der höhere Prozentsatz wird richtunggebend sein. Wo aber die 51 % glauben, über die 49 % eine Herrschaft ausüben zu können, da haben sie im höheren geistigen Sinne schon das sittliche Gesetz der Demokratie verletzt, das in kurzen Worten lautet: verfassungsmäßige Zusammenarbeit von Mehrheit und Minderheit, die beide gleichermaßen staatstragende Parteien sind." (Cf. R. Poukar, Neugeburt der Österreichischen Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 163

(43) Cette thèse est de nouveau soutenue par R. Poukar, mais cette fois en octobre 1948. Il argumentait de la sorte: "Gewiß, die Mehrheit muß, sonst bliebe der 'Mechanismus' des politischen Lebens stecken, die entscheidende Stimme haben, die entscheidende, aber nicht die absolute und die ausschließliche." (Cf. R. Poukar, Gewissenserforschung der Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1948, p. 2).

(44) R. Poukar, Neugeburt der Österreichischen Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 15.

(45) "Wesentlich für die Demokratie ist die Heranziehung eben möglichst weiter Kreise der Staatsbürger zur Beteiligung an den staatsführungsaufgaben." (Cf. J.A. Tzöbl, Der Gegensatz zwischen 'westlicher' und 'östlicher' Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, décembre 1947, p. 124).

(46) Felix Hurdes s'exprimait ainsi sur cette question: "Wir müssen... die Demokratie in ihrer parlamentarischen Form nicht nur erhalten, sondern auch im Bewußtsein der Menschen verankern, nicht weil sie die einzige Form der Demokratie ist, sondern weil sie jene Form ist, welche die Massen am meisten auflockert und die einzelnen zum Bewußtsein ihrer selbst bringt."

ou encore: "Wahrhaft demokratische Parteien werden auch ihrerseits trachten, aus den zu ihnen stehenden Massen wieder einzelne zu machen, also sie zur Verantwortung zu schulen... Verantwortung bedeutet Glück." (Cf. F. Hurdes, Demokratie und Vermassung, dans Österreichische Monatshefte, décembre 1948, p. 202.

(47) K. Lugmayer, Demokratie in Ost und West, dans Österreichische Monatshefte, février 1948, p. 218.

(48) A. Missong parle d'"ethische Bewurzelung der demokratischen Idee im Christentum." (Cf. A. Missong, Aporien der Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, août 1947, p. 440).

(49) Alfred Missong avait consacré tout un article aux rapports entre Christianisme et démocratie. (Cf. A. Missong, Christentum und Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, juin 1946, p. 369-372.)

(50) Eduard Poppy exprimait le fait que "erst mit der Verbreitung der christlichen Lehre vom Einzelmenschen als Ebenbild seines Schöpfers trat eine Wende ein, die eine

grundlegende Änderung zeitigte". (Cf. E. Poppy, Demokratie und Masse, dans Österreichische Monatshefte, mars 1949, p. 241).

(51) Forst-Battaglia écrit à ce propos: "Fest steht jedenfalls, daß die Demokratie heute unter allen Staatsformen am ehesten mit der christlichen Weltanschauung übereinstimmt." (Cf. O. Forst-Battaglia, 'Östliche' und 'Westliche' Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, janvier 1948, p. 171).

(52) Dans les principes programmatiques de juin 1945, le premier point revendiquait "ehrliche Zusammenarbeit mit allen Österreich bejahenden Parteien und ritterliche, stets die Interessen des Staatsganzen im Auge behaltende Austragung grundsätzlicher und taktischer Meinungsverschiedenheiten." (Cf. K. Berchtold, op.cit., p. 377).

(53) H. Withalm écrit en 1973 dans ses mémoires: "Meine Grundsätze sind die der christlichen, katholischen Weltanschauung, zu der ich mich ohne jede Einschränkung bekenne. Dazu gehört der Grundsatz der Toleranz gegenüber politisch und weltanschaulich Andersdenkende." (H. Withalm, Aufzeichnungen, Graz, 1973, p. 85)

(54) "In den Parteien erfolgt die Klärung und Formung des Volkswillens. Die Parteien werden dadurch zu den entscheidenden Werkzeugen und Trägern der politischen Willensbildung, denen gegenüber der politische Einzelgänger, der Parteilose ohne gewaltige Bedeutung bleiben muß." (Cf. A. Missong, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 53).

(55) A. Missong, Freiheit von Furcht, dans Österreichische Monatshefte, mai 1946, p. 314).

(56) Hans Heidenbauer écrivait en avril 1947: "Nun liegt es an den Politikern der Nachkriegszeit, der Politik das Odium des Zerstörenden, des Bestialischen zu nehmen und ihr wieder zu dem äußeren Ansehen zu verhelfen, auf das sie kraft ihrer hohen Aufgabe Anspruch erheben darf... Politiker sind denkendes, schaffendes und wirkendes Organ der Gemeinschaft und zugleich Anzeiger sozialer oder wirtschaftlicher Bedürfnisse... Schöpfer neuer Zustände und Werte." (Cf. H. Heidenbauer, Politiker und Politik, dans Österreichische Monatshefte, avril 1947, p. 241).

(57) H. Withalm,, op. cit., p. 85.

(58) Toutes ces idées sont formulées dans un article de Friedrich Golling en date de mars 1947 intitulé "An die Unpolitischen". Le titre seul permet déjà de constater que l'Ö.V.P., en s'adressant aux 'apolitiques', cherchait à les politiser et exprimait ainsi une vue plus positive du monde politique. (Cf. F. Golling, An die Unpolitischen, dans Österreichische Monatshefte, mars 1947, p. 217-219).

(59) Ibidem, p. 218.

(60) H. Withalm, op. cit., p. 52.

(61) Ibidem, p.214-215.

(62) Leopold Grünwald, Die Strategen des Bürgerblocks, dans Weg und Ziel, 1/1961, p. 11-12.

(63) Lois Weinberger cite dans ses mémoires les noms de Leopold Kunschak et Heinrich Gleissner comme candidats éventuels de son parti pour cette fonction. (Cf. L. Weinberger, op. cit., p. 280).

(64) Le programme de 1958 énonçait ceci: "...Die politischen Parteien dienen der Willensbildung gleichgesinnter Bevölkerungsgruppen im Staate und sind damit für das Funktionieren der Demokratie unentbehrlich. Die Aufgaben und Befugnisse der politischen Parteien sollten deshalb gesetzlich festgelegt und abgegrenzt werden." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 125) .
Celui de 1972 parlait de "rechtliche Verankerung der Parteien." (Cf. Ibidem, p. 206).

(65) Cf. note (64). Le programme de 1972 prévoyait en outre que "Die Tätigkeit (der Parteien) ist auf den politischen Bereich einzugrenzen und ihre innere demokratische Ordnung sicherzustellen." (Ibidem, p. 206).

(66) Programme de 1952: "Die Ö.V.P. tritt dafür ein, daß geeignete Maßnahmen ergriffen werden, um dem einzelnen Wähler mehr Einfluß auf die Auswahl der Kandidaten zu geben." (Cf. Ibidem, p. 118). On retrouve ce même thème dans le programme de 1972: "Die Ö.V.P. tritt für ein Wahlrecht ein, das dem Wähler eine Entscheidung über die Person des Mandatars und eine klare Zuteilung der Verantwortung ermöglicht." (Cf. Ibidem, p. 206).

(67) A. Khol, G. Ofner, B. Moser, Verantwortung für Österreich - Ideen der Ö.V.P. verwirklicht in den Ländern, Wien, 1986, p. 45.

(68) Programme de 1958: "Demokratie beruht auf der Überzeugung, daß das Volk die Reife zur Selbstregierung hat. Daraus ergibt sich zwingend, daß auch kleinere Gemeinschaften befähigt sein müssen, die sie unmittelbar betreffenden Angelegenheiten selbst zu ordnen. Grundsätzlich soll die größere Gemeinschaft der kleineren immer nur jenen Teil der Verantwortung abnehmen, den die kleinere Gemeinschaft nicht selbst tragen kann. Diesem Grundsatz entsprechend ist sowohl den Bundesländern als auch den Gemeinden und beruflichen Körperschaften eine weitgehende Selbstverwaltung zu sichern. Notwendig bleibt dabei aber immer die lebendige Verbundenheit der kleineren Gemeinschaft mit der größeren." (Cf. Ibidem, p. 125).

Dans celui de 1972, on pouvait lire: "Da die meisten Menschen Politik vor allem auf kommunaler Ebene unmittelbar erfahren und erleben, soll die übersichtliche Einheit der Gemeinde Träger neuen demokratischen Lebens und aktiver Mitwirkung werden." (Cf. Ibidem, p. 206)

(69) A propos des referendums évoqués presque dans chaque

programme de l'Ö.V.P., on peut lire en 1952: "Die verfassungsmäßig vorgesehenen Einrichtungen der Volksabstimmung und des Volksbegehrens sind derart auszugestalten, daß dem Volk selbst in grundsätzlichen Fragen die Entscheidung und Gesetzgebung ermöglicht wird." (Cf. Ibidem, p. 118).

CHAPITRE 4

(1) Le 30 mai 1919, Kunschak déclarait: "Unsere Vorstellung von der Koalition ist... keine Liebesheirat, auch keine Vernunft-ehe, sondern eben nur eine Arbeitsgemeinschaft, der wir unsere besten Kräfte zur Verfügung stellen, um unserem unglücklichen deutschösterreichischen Volk... wieder tragfähigen Boden unter die Füße zu geben." (Cf. L. Kunschak, Österreich 1914-1934, Wien, 1935, p. 52-53).

(2) Les points de discorde entre les deux partis étaient nombreux; citons entre autres la question des rapports entre l'Eglise et l'Etat, la législation sociale, les nationalisations, etc. Le point capital concernait toutefois l'armée: les chrétiens-sociaux ne pouvaient accepter que l'armée dans laquelle le gouvernement avait entre temps intégré les conseils de soldats nés dans la tourmente révolutionnaire fût infiltrée par la social-démocratie. Ce fut sur ce point qu'ils décidèrent de rompre la coalition. (Cf. F. Kreissler, De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938, Paris, 1971, p. 120-122 et N. Leser, Zwischen Reformismus und Bolschewismus, Wien, 1985, p.183-186).

(3) Le 10 juin 1920, Kunschak rompt la coalition en s'adressant aux sociaux-démocrates: "Wenn Sie aber wirklich und ernstlich glauben, daß wir als zweite Koalitionspartei unsere Entscheidungen nach Ihrem Kommando zu treffen haben, so sprechen Sie es offen aus, dann hat mit dieser Stunde die Koalition aufgehört." (Cf. Ibidem, p. 62).

(4) Pour caractériser Vienne la rouge et sa politique sociale et culturelle, Friedrich Heer emploie l'expression "Ghetto-Zivilisation der Partei", que l'on peut traduire par "civilisation ghetto du parti". Cette expression montre combien la politique pratiquée par les sociaux-démocrates était aux antipodes de celle des chrétiens-sociaux. (Cf. F. Heer, Kultur und Politik in der Ersten Republik, dans N. Leser, Genius Austriacus, Beiträge zur politischen Geschichte und Geistesgeschichte Österreichs, Wien, 1986, p. 303).

(5) Ces diverses questions, seront traitées dans le cadre d'autres chapitres.

(6) De 1920 à 1934, il y eut opposition permanente entre Vienne, la capitale, administrée par la social-démocratie et le reste de l'Autriche où la majorité de la population votait conservateur. Cet antagonisme Vienne-province avec les choix politiques que chaque camp affichait, ne fit qu'attiser la haine des chrétiens-sociaux à l'encontre de la social-démocratie.

(7) Sur le déroulement des événements de juillet 1927, voir chapitre 3, p.79.

(8) C.A. Gulick, Österreich von Habsburg bis Hitler, Wien,

1948, Band II, p. 501-505, cité par F. Kreissler, Von der Revolution zur Annexion, Wien, 1970, p. 153.

(9) O. Helmer, 50 Jahre erlebte Geschichte, Wien, 1957, p. 116.

(10) Ibidem, p. 118.

(11) "Eine Koalition zwischen Christlichsozialen und Sozialdemokraten ist nicht möglich, so lange die Sozialdemokraten bei ihrer Hetztaktik gegen Religion und Kirche verharren." (Cf. L. Kunschak, op. cit., p. 94).

(12) F. Kreissler, op. cit., p. 161.

(13) Le 18 mai 1930, les Heimwehren adoptèrent un programme dans lequel on pouvait lire: "...Wir verwerfen den westlichen demokratischen Parlamentarismus und den Parteienstaat....Wir kämpfen gegen die Zersetzung unseres Volkes durch den marxistischen Klassenkampf und durch die liberal-kapitalistische Wirtschaftsgestaltung..." (Cf. G. Wagner, op. cit., p. 636).

(14) Anton Staudinger a consacré une étude à ce thème. A. Staudinger, Bemühungen Carl Vaugoins um Suprematie der Christlichsozialen Partei in Österreich, Wien, Diss., 1969.

(15) F. Kreissler, op. cit., p. 169.

(16) "Die Sozialdemokratie ist keine friedliche, keine heimattreue, sondern eine heimatzerstörende, revolutionäre, verderbliche Partei." (Cf. Das Tagebuch der Straße, Geschichte in Plakaten, Hrsg. von der Wiener Stadt und Landesbibliothek, Wien, 1981, p. 194).

(17) "Denkt an den 15. Juli!... und wählt die Liste der Christlichsozialen Partei und Heimatwehr!" (Cf. Ibidem, p. 195).

(18) Ibidem.

(19) Sur l'analyse sémiotique de cette affiche, cf. G. Grelle, Zeichenwandel im politischen Paradigma: von der Christlichsozialen Partei zur Österreichischen Volkspartei (1918-1960) dans Jeff Bernard (Hg.), Semiotika Austriaca, Angewandte Semiotik, 9,10, Wien, 1987, p. 371-372.

(20) A. Staudinger, op. cit., p. 59.

(21) Lors du congrès social-démocrate de 1931, son leader Otto Bauer justifia son refus de former une coalition avec les chrétiens-sociaux en déclarant que son parti "ne devait pas seulement co-administrer les affaires du capitalisme alors en train de s'écrouler". (Cité par N. Leser, Genius Austriacus, Wien, 1986, p. 152).

(22) Dans la séance du comité directeur du parti chrétien-social du 7 mars 1933, Dollfuß déclarait impérativement que

"für parlamentarische Entwicklung muß die Verantwortung dem Renner zugeschoben werden. Die Sozi müssen die Verantwortung übernehmen. Wir müssen es stark betonen." (Cf. Protokolle des Klubvorstandes der Christlichsozialen Partei 1932-1934, Hrsg. von Walter Goldinger, Wien, 1980, p. 137).

(23) Ibidem, p. 137-138.

(24) Schuschnigg le 9 mars 1933 devant le comité directeur de son parti: "Zusammengehen mit links, nach meiner Meinung unmöglich, halten wir nicht aus. Das wäre Verzicht auf weiteren Bestand der Partei." (Ibidem, p. 146).

(25) R. Schmitz au cours de la même séance: "Die Regierung will mit aller Kraft... eine bessere Verfassung auf gesetzlichem Wege. Um das zu erreichen, müssen die Machtverhältnisse so verändert werden, daß die Sozi sich fügen. Es muß ein Diktat der Regierung werden." (Ibidem, p. 153-154).

(26) Dollfuß toujours lors de la séance du 9 mars 1933: "Wir müssen uns klar sein, daß schwere Situationen kommen können, daß die Regierung unter Umständen vor die Frage gestellt wird: Generalstreik... daß wir in Wien das Standrecht verhängen müssen." (Ibidem, p. 156).

(27) "Der Schutzbund muß abgeschafft werden." (Ibidem, p.198). Cette prise de position de Vaugoin avait été motivée par les affrontements sanglants qui s'étaient produits le 17 mars précédent à Bruck an der Mur (Styrie) entre police et Heimwehren d'une part et Schutzbund républicain de l'autre.

(28) Trabrennplatzrede du 11 septembre 1933: "Die Zeit marxistischer, materialistischer Volksverführung ist gewesen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 429-430).

(29) Discours de Dollfuß à Graz le 19 novembre 1933 devant une assemblée patriotique: "Der Kampf der Regierung gegen die Sozialisten wird konsequent fortgesetzt und zu Ende geführt werden." (Cf. E. Weber, op. cit., p. 88).

(30) Cf. chapitre 3, p. 88-89.

(31) G. Wagner, op. cit., p. 665-666.

(32) A. Pelinka, Stand oder Klasse, Die christliche Arbeiterbewegung 1933-1938, Wien, 1972, p. 153.

(33) Ces contacts sont attestés entre autre par Richard Schmitz dans ses mémoires (Cf. R. Schmitz, Bibliographisches, Memoiren, Wien, 1977, p. 15).

(34) F. Kreissler, op. cit., p. 289.

(35) G. Wagner, op. cit., p. 680.

(36) L. Reichhold, Geschichte der Ö.V.P., Graz, 1975, p. 46.

(37) R. Schmitz, op. cit., p. 21.

(38) A. Maleta, Bewältigte Vergangenheit, Österreich 1932-1945, Graz, 1981, p. 209.

(39) A l'exception de Leopold Kunschak qui, d'ailleurs, eut un rôle plutôt honorifique dans la phase de fondation du parti populiste, l'essentiel des responsables du nouveau parti n'avait eu aucune fonction au sein au parti chrétien-social. Toutefois, la majorité des nouveaux dirigeants avait joué un rôle quelconque avant l'Anschluß. Figl, pour ne citer que lui, avait été directeur de l'organisation paysanne Reichsbauernbund dès 1934... et la paysannerie avait été la seule organisation qui fut érigée en corporation.

(40) Lois Weinberger, Tatsachen, Begegnungen, Gespräche, Ein Buch um Österreich, Wien, 1948, p. 101.

(41) Ibidem.

(42) Ibidem, p. 102-103.

(43) G. Wagner, Österreich, Zweite Republik, Zeitgeschichte und Bundesstaatstradition, Wien, 1983, p. 28-29.

(44) H. Withalm, vice-chancelier populiste de 1968 à 1970, exprime son étonnement à propos du fait que les deux camps opposés aient pu renouer le dialogue après une si courte période et l'attribue au sort commun qui leur fut réservé entre 1938 et 1945 (Cf. H. Withalm, op. cit., p. 26).

(45) Le texte de cette déclaration fut signé par L. Kunschak. Afin de montrer la continuité qui existait entre parti chrétien-social et parti populiste autrichien, sa signature était précédée de l'expression "pour le comité directeur du parti chrétien-social, aujourd'hui parti populiste autrichien (Cf. Neues Österreich, Organ der demokratischen Einigung, 28 avril 1945).

(46) L. Reichhold, op. cit., p. 87-89.

(47) L. Weinberger, op. cit., p. 244.

(48) Thèse formulée entre autre par Oskar Helmer (Cf. O. Helmer, op. cit., p. 326) et Adolf Schärf (A. Schärf, Österreichs Erneuerung, Das erste Jahrzehnt der Zweiten Republik, Wien, 1955, p. 39-403).

(49) A. Dienstleder, Die Partei der Mitte, Rundfunkansprache Graz, 1945, p. 5.

(50) Das Kleine Illustrierte Volksblatt, 23 novembre 1945, p. 1.

(51) "Spezialangebot. Demokratische österreichische Trachten. Täuschend ähnlich. Aber nicht farbecht. Leihtermin bis längstens 26. November. Leihgebühr zahlt der Wähler." (Cf. Ibidem, p. 8).

(52) Lois Weinberger dans "Neues Österreich", du 8 mai 1945, cité par L. Reichhold, op. cit., p. 135.

(53) Ibidem, p. 134.

(54) Norbert Leser souligne l'identité d'attitude de Kunschak et de Renner, tous les deux comptant, selon lui, parmi les rares hommes politiques autrichiens soucieux d'un rapprochement entre les adversaires politiques (Cf. N. Leser, Genius Austriacus, p. 97).

(55) Voir p. 103.

(56) "Wir stellen das Parteiinteresse zurück, weil wir alle miteinander die Pflicht haben, in erster Linie und mit der ganzen Kraft und Hingabe, über die wir verfügen, dem Volk und dem Vaterlande zu dienen." (Cf. H. Fischer, Karl Renner, Porträt einer Evolution, Wien, 1970, p. 386).

(57) H. Fischer, op. cit., p. 402.

(58) "Es ist sehr zu begrüßen, daß die beiden Parteiführungen, sowohl unserer Partei als auch die der Sozialisten, erkannt haben, daß es für uns heute nur eine Möglichkeit gibt: gemeinsam am Wiederaufbau unseres Staates arbeiten. Erst wenn alle zerstörten Wohnungen wiederaufgebaut sein werden und alle Österreicher ausreichend zu essen haben, dann können erst wir uns in politische Debatten einlassen. Bis dahin muß aber alles zurückgestellt und nur eines im Auge behalten werden: unser Land wieder frei zu machen und erträgliche Lebensbedingungen zu schaffen." (Cf. L. Figl, Reden für Österreich, Einleitung von L. Reichhold, Wien, 1965, p. 66).

(59) Alfred Migsch, Die Krise der Österreichischen Volkspartei, dans Die Zukunft, 7/1951, p. 192.

(60) Bruno Pittermann, Ö.V.P.-Krise - Staatskrise, dans Die Zukunft, 18/1963, p.10.

(61) Selon F. Kreissler, cinquante personnes participèrent à la fondation du parti communiste autrichien le 3 novembre 1918; lors de son premier congrès le 9 février 1919, le nombre de ses membres s'élevaient à trois mille (Cf. F. Kreissler, De la révolution à l'annexion, p. 81).

(62) F. Kreissler, op. cit., p. 203.

(63) G. Wagner, Österreich, Von der Staatsidee zum Staatsbewußtsein, p. 653.

(64) L. Weinberger, op. cit., p. 105.

(65) Ibidem, p. 250-251.

(66) Ces éléments furent essentiellement fournis par l'adjonction du "Tiroler Staatspartei" dirigé par Karl Gruber futur ministre populiste des affaires étrangères et connu pour

son anticommunisme notoire.

(67) Le parti communiste autrichien compta jusqu'à 123.268 adhérents le 1er mars 1946, ceci grâce à son engagement pendant la guerre dans la résistance antinazie. Cependant, à la suite des événements de Hongrie en 1956, il en perdit rapidement la plus grande partie (A.B.J. Moser, Die Stellung der K.P.Ö zur Neutralitätspolitik von 1955-1972, Wien-Salzburg, 1974, p.36).

(68) E. Fischer, Das Ende einer Illusion, Erinnerungen, Wien, 1973, p. 118.

(69) Du nom de Leopold Figl, chancelier populiste, et Ernst Fischer, dirigeant communiste. Le jeu de mots "Figl-Fischerei", inventé par les socialistes, veut exprimer le fait que les populistes s'étaient fait prendre dans les mailles du filet communiste.

(70) L. Reichhold, op. cit., p. 177-178.

(71) O. Helmer, op. cit., p. 227.

(72) Ils quittèrent le gouvernement en novembre 1947 pour ne jamais y revenir jusqu'à ce jour.

(73) Le 18 avril 1945, Figl déclarait à la radio: "Eine kommunistische Gefahr an sich gibt es in Österreich nicht. Es sei denn, diese Partei würde die Unterstützung bei einer ausländischen Macht finden. Mit Rücksicht auf die internationalen Verwicklungen, die ein derartiges Vorgehen nach sich ziehen würde, glaube ich nicht, daß sich jemand für einen Herrn Honner oder Koplenig die Finger verbrennen würde. Aber die unserer kommunistischen Partei nahestehenden Staaten haben klar erkannt, daß die K.P.Ö. nicht nur eine bedeutungslose Zwergspartei ist, sondern daß auch ihre Führung von einer auffallenden Unfähigkeit ist." (Cf. L. Figl, op. cit., p. 65-66).

(74) "...Die Kommunistische Partei hat einen Gewaltakt gegen das österreichische Volk und seine Wirtschaft unternommen. Die überwiegende Mehrheit der österreichischen Bevölkerung hat sich mit Abscheu von diesen Elementen abgewandt. Die Aktion der Kommunisten hat letzten Endes nur ein Ergebnis gezeitigt: Ohne Unterschied der Partei steht das österreichische Volk heute einiger und geschlossener denn je da, es ist fester denn je entschlossen, sich gegen kommunistische Gewaltakte zur Wehr zu setzen... Die kommunistischen Drahtzieher müssen aber aus den Ereignissen der letzten beiden Wochen eine Lehre ziehen: Man spielt nicht ungestraft mit dem Feuer, man kann sich dabei auch gehörig die Finger verbrennen." (Cf L.Figl, op. cit., p. 86, déclaration devant le Conseil national du 12 octobre 1950).

(75) Bernard Resseck écrivait à ce propos: "Wer jedoch heute unvoreingenommen die Geschichte des Marxismus beurteilt, wird erkennen, daß die marxistische Gesellschaftsauffassung zu ihrer Zeit als natürliche Bewegung gegen die Auswüchse des individualistischen Kapitalismus entstanden ist." (Cf. Bernard Resseck, Ende des Klassenkampfes, dans Österreichische

Monatshefte, décembre 1946, p. 109)

(76) Alfred Kasamas à ce sujet: "Im Widerspruch zwischen der Parteitradition mit radikaler Note und den gemäßigten Methoden von heute zeigt sich der große innere Zwiespalt, in dem sich die S.P.Ö. gegenwärtig befindet." (Cf. A. Kasamas, Zwiespalt in der Sozialistischen Partei, dans Österreichische Monatshefte, novembre 1947, p. 63).

(77) "Es ist nur verwunderlich, warum überhaupt an dem Namen 'Marxismus' so krampfhaft festgehalten werden soll. Denn der Name Marx hat nicht nur in der bürgerlichen Welt keinen guten Klang, er wird auch in sozialistischen Kreisen heute vielfach abgelehnt." (Cf. B. Resseck, art. cit., p. 111).

(78) Programme de Linz du parti social-démocrate en 1926: "Wenn sich die Bourgeoisie gegen die gesellschaftliche Umwälzung, die die Aufgabe der Staatsmacht der Arbeiterklasse sein wird, durch planmäßige Unterbindung des Wirtschaftslebens, durch gewaltsame Auflehnung, durch Verschwörung mit ausländischen gegenrevolutionären Mächten widersetzen sollte, dann wäre die Arbeiterklasse gezwungen, den Widerstand der Bourgeoisie mit den Mitteln der Diktatur zu brechen." (Cf. A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 80).

(79) Programme des chrétiens-sociaux de Vienne du 3 mars 1919: "unter grundsätzlicher Ablehnung des Klassenkampfes" (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 363) et des ouvriers chrétiens du 13 août 1923: "Die sozialistische Lehre vom Klassenkampf ist abzulehnen." (Cf. Ibidem, p. 372) ainsi que du parti fédéral du 29 novembre 1926: "Die Christlichsoziale Partei lehnt den Klassenkampf ab." (Cf. Ibidem, p. 374).

(80) Programme chrétien-social du 26 novembre 1918: "Die Partei lehnt jeden Versuch der Aufrichtung einer Parteidiktatur ab." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 355) et du 15 décembre 1918: "Die christlichsoziale Partei wendet sich entschieden gegen alle Versuche, eine freiheitsfeindliche Diktatur aufzurichten, gleichgültig, ob diese Versuche von einer Partei oder einer Klasse unternommen werden sollten." (Cf. Ibidem, p. 356).

(81) "Wir unterscheiden zunächst staatsbejahende Parteien und solche, die grundsätzlich den Staat leugnen und ihn durch eine 'klassenlose Gesellschaft' (Sozialdemokraten und Kommunisten) oder durch den 'herrschaftslosen' Zustand, dessen Natur allein der 'von Natur aus guten' Wesensart der Menschen überlassen wird (Anarchisten), ersetzt wissen wollen." (Cf. R. Schmitz, Das Christlichsoziale Programm mit Erläuterungen, Wien, 1932, p. 13).

(82) Norbert Leser, Was bleibt vom Austromarxismus?, dans Deux fois l'Autriche, Actes du colloque de Rouen, 8-12 novembre 1977, Austriaca spécial colloque, Rouen, 1978, tome 1, p. 51.

(83) Programme de 1952: "Der Marxismus endet in der Verproletarisierung der Besitzenden." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 384).

(84) "Nun wissen aber die Sozialisten sehr genau, daß kein Volk, und am wenigsten das Österreichische, nach den Ereignissen der letzten zehn Jahre freiwillig bereit ist, einer Diktatur in den Sattel zu helfen." (Cf. A. Kasamas, art. cit., p. 63).

(85) "...Damit wird unumwunden zugegeben, daß nicht die Zusammenarbeit aller aufbauwilligen Kräfte das Ziel der Sozialisten ist, sondern die Errichtung einer Klassenherrschaft, die das Ende von Freiheit und Demokratie in Österreich bedeuten würde." (Cf. Ibidem, p. 64).

(86) "Ideologie und Ziel sind für beide Richtungen (Sozialisten und Kommunisten) gleich: die 'klassenlose Gesellschaft', die nur auf dem Wege der Totalität und des absoluten Zwanges verwirklicht werden kann." (Cf. W. Böhm, Volksparteien, Sozialisten, Kommunisten, dans Österreichische Monatshefte, janvier 1949, p. 155).

(87) "Der Klassenkampf von oben wie der von unten ist bereits gescheitert. Die Leute haben es nur noch nicht überall bemerkt. Das Licht der Freiheit kann eben nicht dauernd verdunkelt werden, das Licht der Freiheit, das Licht der Brüderlichkeit, der Verbundenheit aller Menschen, Klassen und Völker." (Cf. F. Hurdes, Gedanken um den Klassenkampf, dans Österreichische Monatshefte, juillet 1947, p. 386).

(88) "...Nach marxistischer Konzeption ist der Mensch von Anbeginn nichts anderes als ein Muskelkraftmotor... Nichts ist mit echtem Individualismus so unvereinbar wie die deterministische Geschichtsauffassung von Marx, die keinen Platz läßt für die bewegende Kraft von Persönlichkeiten und Ideen." (Cf. M. Kröll, Marxismus und Kollektivismus, dans Österreichische Monatshefte, avril 1948, p. 305).

(89) Programme social-démocrate de 1958: "Die Sozialisten wollen eine Gesellschaftsordnung, also eine Ordnung der Lebensverhältnisse und der Beziehungen der Menschen zueinander, deren Ziel die freie Entfaltung der menschlichen Persönlichkeit ist." (Cf. A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 94).

(90) "Die katholische Staatslehre lehnt zunächst den sozialistisch-anarchistischen Irrtum, der eine Gesellschaftsordnung ohne Staat für möglich und wünschenswert hält, ab und verwirft die Irrlehre, daß der Staat lediglich und ausschließlich durch den freien Willen der Menschen zustande gekommen sei, sonach sozusagen wieder gekündigt werden könnte und daß Staatsgewalt und Recht nur vom 'souveränen Volk', von der 'souveränen Nation' ausgehen." (Cf. R. Schmitz, op. cit., p. 15).

(91) "So findet man an der Stelle der Staatslehre eine Staatsleere. Der Ansatzpunkt ist fraglos die Verneinung des Staates... Der Staat ist ja nichts anderes als das Herrschaftsinstrument der jeweiligen Unterdrückterklasse." (Cf. A. Missong, Die politische Theorie des Marxismus, dans Österreichische Monatshefte, janvier 1948, p. 158).

(92) "Völlig in die Irre geht die marxistische Staatslehre in ihrer Behauptung, bloß dort, wo Klassengegensätze bestehen, sei ein mit Zwangsgewalt ausgestattetes Ordnungssystem nötig." (Cf. Ibidem, p. 160).

(93) Ibidem.

(94) "Eine Planwirtschaft... birgt die Möglichkeit einer neuerlichen Staatsvergötzung." (Cf. F. Hurdes, Sozialistische Fehlurteile, dans Österreichische Monatshefte, décembre 1947, p. 107).

(95) "Eine geplante und verstaatlichte Wirtschaft ist an sich noch nicht, wie es die liberalen Kritiker wahrhaben wollen, eine notwendig totalitäre, die individuellen Interessen vergewaltigende Wirtschaftsordnung. Der organisatorische Unterschied gegenüber einer kapitalistischen Wirtschaft liegt ja schließlich nur in einem einzigen Merkmal: an die Stelle vieler Unternehmer tritt hier der Generalunternehmer Staat, eine Umgestaltung, die im großbetrieblichen Sektor der Wirtschaft einem bloßen Besitzwechsel an Aktien gleichkommt: der Staat einziger Großaktionär aller Kapitalgesellschaften." (Cf. M. Kröll, Marxismus und Kollektivismus, dans Österreichische Monatshefte, avril 1948, p. 306).

(96) A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 87.

(97) Ibidem.

(98) R. Dix, Kontrast der Weltanschauungen, Das Menschenbild des Marxismus und der Ö.V.P., Wien, 1980, p. 27-28.

(99) A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 87-88.

(100) Décret du 10.4.1919 (Cf. E. Basrucker, Die Schulforderungen der politischen Parteien in Österreich, Wien, Diss, 1960).

(101) "Erteilung des Religionsunterricht in der Schule an alle bekenntnismäßig gebundenen Kinder, soweit es deren Eltern nicht ausdrücklich ablehnen." (Programmatische Leitsätze de juin 1945.(Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 378).

CHAPITRE 5

(1) "Als Seipel an Bauer das Anerbieten stellte, die große Koalition zu begründen, wurde diese infolge der stark doktrinären Auffassungen Bauers abgelehnt." (Cf. K. Gruber, Wie kam es 1933/38 zur Krise der Österreichischen Demokratie? dans Österreichische Monatshefte, novembre 1945, p. 16).

(2) Helene Maimann, 12. Februar 1934 - Nur mehr ein Gedenktag?, dans Die Zukunft, 2/1984, p. 7.

(3) "Die innenpolitischen Tendenzen der sozialdemokratischen Partei wurden immer mehr radikalisiert... In Versammlungen und in der Presse wurde immer lauter die Forderung nach der 'Diktatur des Proletariats' erhoben." (Cf. F. Hurdes, Wie kam es 1933/1938 zur Krise der Österreichischen Demokratie?, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p.26) et "Es konnte kein Zweifel mehr sein... daß sie (die S.P.Ö.) nach der alleiniger Macht im Staate strebe. Als auf dem Linzer Parteitag das Verlangen nach der Diktatur offizielle Formulierung erhielt..." (Cf. F. Funder, Wie kam es 1933/38 zur Krise der Österreichischen Demokratie? dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 31I).

(4) "Diese militärische Parteigarde trat wiederholt in Erscheinung, wenn es galt, parlamentarischen Forderungen einen recht unparlamentarischen Nachdruck zu verleihen." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 27).

(5) "Der Bestand einer wohlgerüsteten und von tüchtigen Führern geleiteten Parteiarmee, die zahlenmäßig erheblich stärker war als die Wehrmacht der Republik, unterstrich dieses Bestreben (nach der Diktatur)." (Cf. F. Funder, art. cit., p. 31).

(6) "Diese in einem demokratischen Staat mit einem gewählten Parlament höchst sonderbare Form des Diktats der Straße trug keineswegs dazu bei, die demokratischen Grundsätze in der ersten Österreichischen Republik zu festigen." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 27).

(7) "Auf diese Weise wurde die Funktionsfähigkeit des Parlaments des öfteren sehr herabgemindert... In weiten Bevölkerungskreisen wurde diese Art des Parlamentarismus immer unpopulärer." (Cf. Ibidem).

(8) Friedrich Funder parle de quatre offres de coalition faites par Seipel à la social-démocratie sans en préciser ni les dates ni les circonstances: "Viermal während seiner wiederholten Berufung zur Kanzlerschaft hat Dr. Seipel die Linke zur Mitarbeit an der Regierung des sich aufwärts ringenden Gemeinwesens eingeladen. Viermal wurde die ausgestreckte Hand zurückgewiesen." (Cf. F. Funder, art. cit., p. 31).

(9) "Die einzige gesunde und vernünftige Lösung wäre die Bildung der großen Koalition zwischen Sozialdemokraten und

Christlichsozialen gewesen." (Cf. K. Gruber, art. cit., p. 16).

(10) "Die Kräfte, welche die große Koalition verhinderten, waren die Heimwehr und der radikale Flügel der sozialdemokratischen Partei." (Ibidem)

(11) S. Mattl dans 12. Februar 34 - Nur mehr ein Gedenktag? dans Die Zukunft, 2/1984, p. 7.

(12) F. Funder écrit: "1924 war Österreich vor dem Abgrund gestanden. Der Kanzler Dr. Seipel hatte dann durch den Genfer Vertrag die Not gewendet. Sein Genfer Abkommen, das eine Milliardenanleihe des Volkerbundes brachte, rettete das Land aus dem Zusammenbruch der Währung, half, die Wirtschaft den Glücksrittern der Inflation zu entreißen, und führte den Beginn eines hoffnungsvollen Aufstiegs herbei. Der heimgekehrte große Staatsmann hatte alle Parteien zur einträchtigen Beteiligung an dem nun möglichen Wiederaufbau aufgerufen." (Cf. F.Funder, art. cit., p. 31).

(13) Friedrich Rennhofer: Ignaz Seipel. Mensch und Staatsmann. Eine biographische Dokumentation, Wien-Graz-Köln, 1978, p. 367, cité par G. Wagner, Österreich. Von der Staatsidee zum Staatsbewußtsein, Wien, 1982, p. 347.

(14) "Als Antwort (Genfer Abkommen) hatte er von einem hervorragenden Sprecher der Linken den Vorwurf des Hochverrates empfangen, weil das Genfer Abkommen die finanziellen Verpflichtungen Österreichs durch Pfandrechte sicherte und das Anschlußverbot des Friedensvertrages erneuerte, jenes Friedensvertrages, den der Führer der Österreichischen Friedensdelegation, ein vornehmer Parteifreund jenes Sprechers der Linken, der Notwendigkeit folgend, unterschrieben hatte." (Cf. F. Funder, art. cit., p. 31).

(15) F. Kreissler, De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938, Paris, 1971, p. 141.

(16) F. Funder commente de façon péremptoire: "Die zweitstärkste Partei des Parlaments verweigerte ihre Hilfe." (Cf. F. Funder, art. cit., p. 31).

(17) "Seipel bemühte sich im Jahre 1929 neuerdings um einen Ausgleich mit der sozialdemokratischen Partei und um die Bildung einer Regierung auf breitester Grundlage. Seine Bemühungen scheiterten an der ablehnenden Haltung der Sozialdemokraten." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 27).

(18) Voir note (8).

(19) Pour qualifier les événements de février 1934, F. Hurdes emploie le terme "Bürgerkrieg" (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 28) et F. Funder parle de "Februarputsch" (Cf. F. Funder, art. cit., p. 33).

(20) "Die Februartage 1934 mit dem Bürgerkrieg und seine Folgen haben leider auch bewirkt, daß die Vertreter der Sozialdemokratie kein Verständnis mehr für den Kampf

aufbrachten, den die Regierung in der Folgezeit gegen den immer mehr nach Österreich greifenden Nationalsozialismus führen mußte." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 28).

(21) "Wir haben damals von sozialdemokratischer Seite keinerlei unzweideutige Österreichbekenntnisse gehört. Es gab eben leider in den Reihen der Sozialdemokratie keinen österreichischen Patriotismus, dem das Vaterland und seine Existenz auch den Preis, aus der Opposition in die Mitverantwortung überzugehen, wert gewesen wäre." (Cf. A. Missong, Wie kam es 1933/38 zur Krise der österreichischen Demokratie? dans Österreichische Monatshefte, novembre 1945, p. 20).

(22) "Der Gedanke liegt nahe, daß man 1933 im Lager der Sozialdemokratie die Residuen der einstigen Anschlußideologie, die in ihrem Desinteressement am Bestande eines selbständigen Österreich oft sehr unschöne, tief beklagenswerte Thesen aufstellte, noch keineswegs losgeworden war." (Ibidem).

(23) Dans la séance du comité directeur du parti chrétien-social du 20 octobre 1932, deux députés chrétiens-sociaux Spalowsky et Aigner, s'élevèrent contre la nomination de Fey comme membre du gouvernement en s'attaquant à sa personne: (Spalowsky: "Leute ohne Gesinnung wie Fey, gegen uns gehässig in verschiedenen Angelegenheiten...") Ils furent toutefois remis à leur place par Kunschak; d'après celui-ci, il n'y avait pas d'autre issue pour sauver le gouvernement. (Cf. Protokolle des Klubvorstands der Christlichsozialen Partei, p. 21-25).

(24) "Vergessen wir nicht die zahlreichen Spaltungen in der Heimwehr, gekennzeichnet durch die Namen Pfrimer, Alberti und Konsorten, die alle schließlich heimgefunden haben zur Nazipartei." (Cf. K. Gruber, art. cit., p. 17).

(25) "Es hat in der Heimwehr tausende ehrliche Bauernsöhne gegeben, denen nichts anderes am Herzen lag, als die nach ihrer Meinung notwendige bewaffnete Verteidigung ihrer Dörfer und des Staates. Viele sahen in ihr nichts anderes als die Fortsetzung der vielhundertjährigen Schützentradition der Alpenländer." (Cf. Ibidem).

(26) "Denn es galt, dem 'Massenritt' der Arbeiterbataillone im Interesse einer wohlverstandenen Demokratie Halt zu gebieten." (Cf. V. Schumy, Wie kam es 1933/38 zur Krise der österreichischen Demokratie?, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 29).

(27) "Die Heimwehrebewegung... konnte sich weder an Stärke noch an innerer Geschlossenheit und einheitlicher Zielsetzung mit jenem Parteiheere messen." (Cf. F. Funder, art. cit., p. 31).

(28) "In dieser Zeit setzten die immer stärker werdenden Bestrebungen der Heimwehren ein, das sozialdemokratische Monopol der Beherrschung der Straße zu brechen." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 27).

(29) "Die Kräfte, die die große Koalition verhinderten, waren

die Heimwehren... (Die große Koalition) wäre vielleicht unter dem Zwang der nazistischen Entwicklung noch zustandezubringen gewesen, wenn die von Faschisten durchgesetzte Führung der Heimwehren nicht Starhemberg zu einer Politik getrieben hätte, die nichts anderes als nackte Provokation der Arbeiterorganisationen darstellen mußte." (Cf. K. Gruber, art. cit., p. 16).

(30) Josef Hindels, Die Vergangenheit der Österreichischen Volkspartei, dans Die Zukunft, 4/1949, p. 112.

(31) "Die erstarkte Heimwehren gab sich in Korneuburg ein neues Programm... Sie wurde ein aktiver politischer Faktor und schließlich unter dem Eindruck der Entwicklung in Italien eine politische Partei." (Cf. V. Schumy, art. cit., p. 29).

(32) "Dabei gelang es ihm (Schuschnigg), die autoritär ausgerichteten Zielsetzungen der Heimwehrformationen sowohl durch die von ihm vorher geschaffene Wehrformation der Sturmscharen als auch durch die verstärkte Wehrmacht ständig unter Druck zu halten, wenn nicht gar unwirksam zu machen." (Cf. V. Schumy, art. cit., p. 30).

(33) "Er (Schuschnigg) verzichtete auf die blinde Nachahmung der diktatorischen Methoden des Dritten Reiches und bemühte sich, einen mittleren Kurs zu halten, der es ihm gestattete, unter Wahrung der politischen Grundhaltung eines beachtlichen Teiles des Österreichischen Volkes dem Einbruch des Hitlersystems standzuhalten." (Cf. V. Schumy, art. cit., p. 30).

(34) "Was die Methoden betrifft, sollte der Österreicher, auf welcher politischer Seite er auch stehen mag, an die Millionen Gräber in Lublin, Auschwitz, Sachsenhausen und Buchenwald, Mauthausen und Dachau denken, an die millionenfachen Schändungen der Menschenwürde, begangen in allen Konzentrationslagern und Kerkern Himmlers und seiner Schergen. Er wird es dann unter der österreichischen Würde finden, eine Verwandtschaft der Methoden Österreichs mit denen des Faschismus zu konstruieren." (Cf. W. Adam, Wie kam es 1933/38 zur Krise der österreichischen Demokratie, dans Österreichische Monatshefte, novembre 1945, p. 18).

(35) "...Die massenpsychologisch geschickt gelenkte Propaganda (mußte) zu einer radikalen Vernichtung der österreichischen Selbstbestimmung führen." (Cf. V. Schumy, art. cit., p. 29).

(36) "Gegen die Gewaltmethoden des Dritten Reiches und den unerhörten Druck des aufgerüsteten Nazideutschland konnte Österreich auf die Dauer nicht standhalten. Dollfuß fiel im Kampfe für Österreich." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 28).

(37) "Wohl gab es in den Jahren 1933 bis 1938 einen erbitterten, oft dramatische Formen annehmenden Kampf zwischen dem braunen und dem grünweißen Faschismus. Aber dieser hatte keinen antifaschistischen Charakter, es war nur ein Konkurrenzkampf zwischen zwei Faschismen, die auf ideologischem Gebiet vieles gemeinsam hatten." (Cf. J. Hindels, art. cit., p.

112).

(38) "Das Stichwort der nationalsozialistischen Anschlußpropaganda war die 'Lebensunfähigkeit' Österreichs." (Cf. F. Funder, art. cit., p. 32).

(39) Hurdes parle de "Vergewaltigung durch Hitler." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 26).

(40) Karl Czernetz, Ein konservatives Urteil über die Ö.V.P., dans Die Zukunft, 1-2/1953, p. 13.

(41) Edmund Gerhard Wiesenwasser, Der Staatsstreich 1933/34 - verfassungsrechtlich gesehen, dans Die Zukunft, 3/1957, p. 68.

(42) Ibidem, p. 69-70.

(43) Karl Renner, Österreich von der Ersten in die Zweite Republik, Wien, 1953, p. 143.

(44) Ernst Fischer, Der 12. Februar 1934, dans Weg und Ziel, 2/1946, p. 68.

(45) "... diktatorisch war sie (die Verfassung von 1934) gewiß nicht. Sie wollte eine starke Regierungsgewalt schaffen, aber sie bot auch alle Sicherungen gegen einen Mißbrauch der Gewalt." (Cf. W. Adam, art. cit., p. 18).

(46) "Dollfuß war keineswegs geneigt, die Demokratie preiszugeben; er wollte sie ungeachtet aller unerhörten Terrorakte der deutschen Propaganda retten. Aber er hatte auch erkannt, daß er dieses Ziel nicht auf dem geraden Wege einer Wiederherstellung des bestandenen verfassungsmäßigen Zustandes erreichen könne, sondern nur durch einen Umbau der Verfassung." (Cf. V. Schumy, art. cit., p. 30).

(47) "... ist es im Grunde genommen eigentlich abwegig, von einer Krise der Demokratie zu sprechen. Von 1933 an mußte jedem Einsichtigen klar sein, daß... die Zeit der Demokratie vorbei sei." (Cf. K. Gruber, art. cit., p. 15-16).

(48) "Die 'autoritäre' Regierungsform war lediglich als Übergangserscheinung bis zur Errichtung des äußeren organisatorischen Aufbaus der Berufsstände gedacht." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 28).

(49) "Die Verfassung von 1934... bedeutete einen interessanten Versuch, an die Stelle der herkömmlichen Demokratie eine ständische Demokratie zu setzen, deren Organe aus Wahlen auf breiter Grundlage hervorgehen sollten." (Cf. W. Adam, art. cit., p. 18)

(50) "Dabei war in Aussicht genommen, die in diesem Ständestaat vorgesehenen Vertretungskörper... in demokratischer Weise zu wählen." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 28).

(51) Fritz Bock, Das Schicksalsjahr 1934. Wie es dazu gekommen

ist und seine Nachwirkungen, Wien, 1983, p. 15.

(52) "... nach der österreichischen Verfassung war für fast jedes wichtigere Gesetz die Zweidrittelmehrheit erforderlich, über welche die Regierung ohne die sozialdemokratische Partei nicht verfügte. Die sozialdemokratische Partei hatte daher die Möglichkeit, auch die notwendigsten Gesetzesregelungen zu verzögern, und machte davon reichlich Gebrauch. Auf diese Weise wurde die Funktionsfähigkeit des öfteren sehr herabgemindert. Dies trug nicht dazu bei, das Ansehen des Parlaments zu heben. In weiten Bevölkerungskreisen wurde diese Art des Parlamentarismus immer unpopulärer." (Cf. F. Hurdes, art. cit., p. 27).

(53) Ibidem.

(54) "Das Parlament war zu keiner entscheidenden Tat mehr fähig, und die jeweilige Regierung lief von einer Sitzung zur anderen Gefahr, durch die Opposition gestürzt zu werden." (Cf. V. Schumy, art. cit., p. 29).

(55) Voir chapitre 3 p. 82-84.

(56) V. Schumy, art. cit., p. 29.

(57) "Das Parteienparlament des allgemeinen, gleichen Wahlrechts hatte durch den Rücktritt aller seiner Präsidenten abdiziert." (Cf. F. Funder, art. cit., p. 32).

(58) Ibidem, p. 33.

(59) "Im Ziel stand immer das berufsständische, demokratische Parlament." (Ibidem).

(60) W. Adam, art. cit., p. 19.

(61) V. Schumy, art. cit., p. 30.

(62) "Dollfuß, der fanatische Patriot siegte über Dollfuß den Demokraten!" (Cf. A. Missong, art. cit., p. 20).

(63) F. Funder, art. cit., p. 34.

CHAPITRE 6

(1) Les convergences et divergences idéologiques entre chrétiens-sociaux et nationaux-socialistes seront analysées dans la seconde partie de ce chapitre.

(2) Lettre pastorale adressée par Mgr. Gföllner, évêque de Linz, le 21 janvier 1933: "Alle überzeugten Katholiken müssen es (das religiöse Programm des Nationalsozialismus) ablehnen und verurteilen, denn, wenn es nach der Erklärung Papst Pius' XI unmöglich ist, gleichzeitig guter Katholik und wirklicher Sozialist zu sein, dann ist es auch unmöglich, gleichzeitig guter Katholik und wirklicher Nationalsozialist zu sein." (Cf. G. Wagner., op. cit., p. 638).

(3) Protokolle des Klubvorstands der Christlichsozialen Partei, op. cit., p. 229.

(4) G. Jagschitz: Bundeskanzler Dollfuß und der Juli 1934, dans: Vom Justizpalast zum Heldenplatz, Studien und Dokumentation 1927 bis 1938, Wien, 1975, p. 164.

(5) Protokolle des Klubvorstands der Christlichsozialen Partei, p. 241- 251.

(6) G. Wagner, op. cit., p. 653-654.

(7) Le quotidien "Die Reichspost" qualifie cet assassinat ainsi: "Das schwerste Mordverbrechen seit dem Bestand der Republik", ce qui témoigne de l'indignation profonde du camp conservateur face à cet acte. (Cf. Die Reichspost, 20 juin 1933, cité par G. Edlinger, Friedrich Funder und die Reichspost in ihrer Stellungnahme zur Politik des Nationalsozialismus gegenüber Österreich von 1930 bis zum Anschluß 1938, Wien, Diss., 1964, p. 75).

(8) G. Wagner, op. cit., p. 655.

(9) K. Schuschnigg, Dreimal Österreich, Wien, 1938, p. 243.

(10) "Der Feind unserer Stadt, unseres Heimatlandes und dessen in der Geschichte als deutsche Sendung verankerten Eigenlebens, das ist die Entartung des deutschen Geistes im Nationalsozialismus. Diesem entgegenzuwirken und positiv aufbauend zu wirken an der Seele unseres Volkes und ihm die wirtschaftlichen Bedingnisse des Lebens zu sichern, das ist der Weg, den uns die Stunde zu gehen heißt..." (Cf. Christlichsoziale Arbeiter-Zeitung, 17 février 1934, p. 2, texte cité par A. Pelinka, Stand oder Klasse, p. 160).

(11) G. Wagner, op. cit., p. 660.

(12) "Auch die barbarischen Methoden der

nationalsozialistischen Agitation werden in den allernächsten Tagen schon die Antwort der eisernen Bauernfäuste erhalten. Die Bauern wollen den Frieden; die Bauern haben es aber stets verstanden, wenn der Führer rief, den Pflug mit dem Schwert zu vertauschen." (Cf. Ibidem, p. 661). Précisons que le "Führer" ne signifiait pas Hitler, mais Dollfuß, chef du Front patriotique. L'attitude des paysans devait justement être dirigée contre Hitler.

(13) Dokumentationsarchiv der österreichischen Widerstandsbewegung (Hrsg.), Widerstand und Verfolgung in Wien, Eine Dokumentation, Wien, 1975, Band 1, p. 550.

(14) "Wir sind eines: hart und gerecht. Es sind in diesem Staat in den letzten sieben Jahren auch manche gewesen, die gezwungenermaßen bei der N.S.D.A.P. waren, um ihre Existenz nicht zu verlieren. Sie werden nach den Vorschriften des Nationalsozialistengesetzes behandelt." (Cf. A. Schärf, Zwischen Demokratie und Volksdemokratie, Österreichs Einigung und Wiederaufrichtung im Jahre 1945, Wien, 1950, p. 105).

(15) "Wer einmal eine Schulung mitgemacht oder wer eine Funktion in der Partei bekleidet hat, bei dem ist es sicher, daß er nicht sauber ist und für diese haben wir keinen Platz, denn wir haben für die öffentlichen Stellungen reichlich gute und verdiente Österreicher." (Cf. Ibidem).

(16) Ibidem. Curieusement, les historiens et politologues populistes se gardent d'évoquer cette étape de leur attitude à l'égard du national-socialisme.

(17) "Die Ö.V.P. weiß, daß Tausende und Tausende aus einer bestimmten Unklarheit im Denken, aus mangelnder Einsicht und eventuell unter dem Druck der Verhältnisse dem Nationalsozialismus zugeströmt sind. Sie, die zum Teil es bereuen, mit ihm in Berührung gekommen zu sein, sollen, wenn Sie guten Willens sind, wieder den Weg zur Heimat und Mitarbeit wiederfinden." (Cf. A. Dienstleder, op. cit., p. 8).

(18) L. Weinberger, op. cit., p. 271.

(19) "Gerechtigkeit und Sühne überall, wo Schuld ist, Verständnis und Verständigung mit allen, die aus irgendeinem entschuldbaren und begreiflichen Gründe vorübergehend bei der N.S.D.A.P. waren." (Cf. Ibidem).

(20) En 1949, Franz West faisait d'ailleurs remarquer dans le mensuel communiste "Weg und Ziel" que le parti populiste s'opposait à la création d'un nouveau parti politique non parce que celui-ci risquait de présenter des tendances néofascistes, mais parce qu'il entendait lui-même les intégrer en son sein." (Cf. Franz West, Zur Frage der 'Vierten' Partei, dans Weg und Ziel, 7-8/1949, p. 514).

(21) "Jene, die unter Zwang und Terror der N.S.D.A.P. als Mitglieder oder Anwärter beigetreten sind, ohne sich jemals nationalsozialistisches Gedankengut angeeignet zu haben." (Cf. A. Schärf, op. cit., p. 44-45).

(22) "Die Ö.V.P. begrüßt es, wenn allen Gegnern eines freien, demokratischen und unabhängigen Österreichs das Wahlrecht entzogen wird. Die Ö.V.P. bekennt sich aber auch zu dem Standpunkt, daß allen jenen Österreichern, die sich vorbehaltlos auf dem Boden des neuen Österreichs stellen, die Mitarbeit ermöglicht wird." (Cf. C. Klusacek, H. Steiner, K. Stimmer (Hrsg.), Dokumentation zur Österreichischen Zeitgeschichte 1939-1945, Wien, 1971, p. 115-116).

(23) Ernst Fischer, Die Koalitionsparteien und das Volk, dans Weg und Ziel, 2/1948, p. 83.

(24) A. Maleta, Bewältigte Vergangenheit, Österreich 1932-1945, Graz-Wien-Köln, 1981, p. 143.

(25) Les Alliés ne firent là que répondre aux souhaits du ministre autrichien de l'Intérieur, le socialiste Oskar Helmer, dont le but était alors de briser la majorité absolue des populistes. D'après ses calculs, la formation d'un second parti non-marxiste aurait eu pour conséquence minimale, en divisant les électeurs de droite qui se répartiraient alors sur deux partis, de briser cette majorité absolue ou même de la faire disparaître. Il escomptait de la sorte obtenir une majorité relative pour le parti socialiste autrichien. Il intervint donc, soutenu par Adolf Schärf, vice-chancelier socialiste, auprès des gouvernements français et britannique safin que ceux-ci donnent l'autorisation de constituer ce quatrième parti. Les Alliés accédèrent à cette requête et l'Union des Indépendants fut officiellement créée le 5 février 1949. (Cf. L. Reichhold, Geschichte der Ö.V.P., p. 186-187, K. Gruber, Zwischen Befreiung und Freiheit, p. 220-221 et E.J. Görlich, F. Romanik, Geschichte Österreichs, 2. erweiterte Auflage, Wien-München, 1977, p. 574).

(26) Malgré les efforts déployés dans cette direction par le parti populiste, ce calcul se révéla faux puisque ce parti perdit la majorité absolue des mandats, tombant de 85 en 1945 à 77 en 1949. Le même effet se produisit pour le parti socialiste autrichien qui perdit aussi 9 sièges, passant de 76 à 67 députés. L'Union des Indépendants réussit par contre à obtenir d'emblée 11 mandats, le parti communiste allié aux socialistes de gauche gagnant un siège (4 en 1945, 5 en 1949). Le vote des électeurs déjoua ainsi le plan des populistes. Quant aux socialistes, ils n'atteignirent que la moitié de leurs objectifs: ils réussirent certes à briser la majorité absolue des populistes, mais non à se l'approprier, même si elle n'eût été que relative.

(27) A. Maleta. op. cit., p. 144.

(28) Franz West, art. cit., p. 515.

(29) Ibidem, p. 513-514.

(30) C. Klusacek, H. Steiner, K. Stimmer, op. cit., p. 137.

(31) "Diesen schädlichen Einfluß des Judentums zu bekämpfen und

zu brechen, ist nicht nur gutes Recht, sondern strenge Gewissenspflicht eines jeden überzeugten Christen." Lettre pastorale du 21 janvier 1933 de Mgr. Gföllner citée par Jakob Fried, Nationalsozialismus und Katholische Kirche in Österreich, Wien, 1947, p. 168.

(32) "Die moderne Zeit braucht zwar die Juden nicht des Landes zu verweisen, sollte aber in Gesetzgebung und Verwaltung einen starken Damm aufrichten gegen all den geistigen Unrat und die unsittliche Sclammflut, die vorwiegend vom Judentum aus die Welt zu überschwemmen drohen. (Ibidem).

(33) Ibidem, p. 167.

(34) Lettre de Mgr. Gföllner dans J. Fried, op. cit., p. 164 et 167.

(35) K. Schuschnigg lors du congrès du parti chrétien-social de mai 1933: "Es gibt keine Kolonie Österreich, nie, niemals!" (Cf. Arbeiter-Zeitung, 13 mai 1933, p. 2).

(36) "Wir wollen, daß der Nationalsozialismus in Österreich in seiner jetzigen Form nie mehr wiederkommt, und daß neue nationale Kräfte sich in Österreich aktiv und staatsgestaltend am Aufbau beteiligen." (Cf. E. Weber, op. cit., p. 84-85).

(37) "Wir wünschen weiter nichts, als daß wir unser eigenes Haus in Ruhe und Frieden bestellen können." (Cf. E. Weber, op. cit., p. 39).

(38) K. Schuschnigg, Dreimal Österreich, p. 308.

(39) Notons que les anciens nazis ne s'intégrèrent pas tous dans le parti populiste. Nombreux furent ceux qui, pour faire oublier leur passé peu honorable, s'inscrivirent au parti socialiste autrichien, notamment en Carinthie.

(40) Lettre épiscopale de Mgr Gföllner, dans J. Fried, op. cit., p. 172.

(41) Ibidem, p. 174.

CHAPITRE 7

(1) Wahlprogramm der Christlichsozialen Partei: "... unter grundsätzlicher Wahrung des Eigentumsrechtes" (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 357).

(2) Programme de 1923: "Der Arbeiterstand muß als vollwertiger Teil der menschlichen Gesellschaft gelten. Diese Geltung ist beeinträchtigt durch ...Mangel an Eigentum". (Cf. Ibidem, p. 372).

(3) Programme de 1926: "Die Christlichsoziale Partei besteht auf Anerkennung des rechtmäßig erworbenen Privateigentums." (Cf. Ibidem, p. 375).

(4) "Der Sozialismus wird das Ausbeutungseigentum der Kapitalisten und der Großgrundbesitzer aufheben, nicht das Arbeitseigentum der Kleingewerbetreibenden und der Bauern. Aber er wird die Entwicklung der Genossenschaften der Kleingewerbetreibenden und der Bauern, die allmähliche, freiwillige Vergenossenschaftung geeigneter Zweige ihrer Produktion und des Vertriebes ihrer Erzeugnisse tatkräftig fördern..." (Cf. A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 91).

(5) Cf. programme du parti socialiste autrichien de 1958 (Ibidem, p. 95).

(6) Dans ses commentaires du programme de 1926, Schmitz écrivait: "Das Vorhandensein besitzloser, fast stets von Unsicherheit der Existenz bedrohten Volksmassen ist ein überaus ungesunder und mit der christlichen Gesellschaftsordnung unvereinbarer Zustand, zugleich überdies eine Gefahr für jede auf dem Privateigentum beruhende Wirtschaftsordnung. Die Entproletarisierung muß die tunlichste Sicherung der Existenz der Arbeiterschaft, sowie die Begründung von Privateigentum durch möglichst viele Arbeiter anstreben." (Cf. R. Schmitz, op. cit., p. 18).

(7) "Die Österreichische Volkspartei tritt für den Schutz des wohlverworbenen Eigentums ein." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 120).

(8) "Eigentum macht frei, und je mehr Besitzende in einem Lande sind, desto mehr wahrhaft freie Menschen wird es dort geben." (Cf. Ibidem).

(9) "Nur das Eigentum in der oder jener Form ist letzten Endes geeignet, den Menschen frei zu machen und auch frei zu erhalten." (Cf. H. Withalm, op. cit., p. 57).

(10) "Persönliches Eigentum ist ein Grundrecht des Menschen. Falsch an unserer Gesellschaftsordnung ist nicht, daß ein Teil des Volkes Eigentum hat, sondern daß der andere Teil kein Eigentum hat." (Cf. Ibidem).

(11) Withalm, op. cit., p. 60.

(12) Ibidem, p. 62-63.

(13) Hans Wolker, Was ist "Volkskapitalismus"? dans Weg und Ziel, 10/1957, p. 879.

(14) Ces "actions populaires" furent vendues au prix de 1000, 500 ou 100 schillings. Celui qui n'avait pas l'argent comptant avait la possibilité de payer à tempérament. (Cf. Georg Lenz, Die "Volksaktie in Österreich", dans Weg und Ziel, 5/1956, p. 364).

(15) Karl Papenberg, Die Volksaktie, Graz, Diss., 1959, p. 1.

(16) Hans Wolker, art. cit., p. 879.

(17) Ibidem, p. 878.

(18) Ibidem, p. 880.

(19) Ibidem, p. 881.

(20) G. Lenz, art. cit., p. 364 et 366.

(21) G.Heinl, 1945-1960, Wie wir wurden: Der Weg der Österreichischen Volkspartei, Wien, 1960, p. 62, 66, 76.

(22) "Die christliche Lehre...regelt den Gebrauch des Eigentums. Sie spricht der Arbeit ihren vollen Ertrag zu, stellt das Eigentum in den Dienst der Gemeinschaft und verdammt die heutige Beutewirtschaft." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 372).

(23) "Staats- und Wirtschaftsordnung sind so einzurichten, daß eine mißbräuchliche Ausnützung des Eigentums... zum Schaden der Gesamtheit oder des einzelnen hintangehalten wird." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 116).

(24) "Nicht die Bestrafung, sondern die Verhütung des Schadens ist das Wichtigere und Nützlichere." (Cf. R. Schmitz, op. cit., p.39).

(25) "Die Ö.V.P. ist der Ansicht, daß der staatliche Schutz, den das Eigentumsrecht des einzelnen genießt, dort aufzuhören hat, wo es beginnt, durch mißbräuchliche Anwendung für die Allgemeinheit schädlich zu werden." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 120).

(26) En Bavière, des conseils de soldats et d'ouvriers proclamèrent la république des conseils le 5 avril 1919, en Hongrie, des conseils analogues avaient proclamé cette république dès le 21 mars 1919.

(27) Lueger avait, entre autre, communalisé les usines de gaz et d'électricité ainsi que les entreprises de tramways.

(28) R. Gerlich, Die gescheiterte Alternative, Sozialisierung in Österreich nach dem Ersten Weltkrieg, Wien, 1980, p. 61.

(29) Ibidem, p. 62.

(30) L'expression "wahre Sozialisierung" employée par Seipel rappelle celle de "wahre Demokratie" qu'il avait formulée dans un autre domaine.

(31) "Sie (die Sozialisierung) will die Beseitigung des kapitalistischen Wirtschaftssystems, die Überführung derselben in ein zu wahrer und dauernder Wohlfahrt der Gesamtheit führendes Wirtschaftssystem, wobei die zweifellos auch vorhandenen guten Seiten und Vorzüge des kapitalistischen Systems erhalten werden." (Cf. Ibidem, p. 63).

(32) Ibidem, p. 64.

(33) "Die Christlichsoziale Partei fordert eine weitausgreifende Produktionspolitik, die dem Gewerbe, der Industrie und der Landwirtschaft in gleicher Weise zugute kommen soll...Die Christlichsoziale Partei verlangt, daß die Mittel hiefür unter grundsätzlicher Wahrung des Eigentumsrechtes vor allem durch Einziehung der übermäßigen Kriegsgewinne ... beschafft werden." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 357).

(34) "Großgrundbesitz, der nicht im Interesse der Gesamtheit bewirtschaftet wird, insbesondere der bloß zu Jagd- und Luxuszwecken verwendete Grund und Boden, soll den Eigentümern zwangsweise abgelöst ... werden." (Cf. Ibidem, p. 358).

(35) "Zur Stärkung und Vermehrung des bäuerlichen Mittel- und Kleinbesitzes und zur Schaffung von Heimstätten für Kriegsbeschädigte und landwirtschaftliche Dienstboten ist der übermäßig große Grundbesitz heranzuziehen. In erster Linie kommen hiefür die Staats- und Krondomänen, dann die der landwirtschaftlichen Produktion in den letzten Jahren zur Schaffung von Jagd- und Luxusbesitz entzogenen Grundstücke sowie die während des Krieges als große Kapitalsanlage oder zu Spekulationszwecken erworbenen Liegenschaften, ferner die in Pacht gegebenen nicht rationell bewirtschafteten Teile des privaten Großgrundbesitzes in Betracht. Soweit zur Durchführung dieser Aktion privater Besitz enteignet werden muß, hat Ablösung stattzufinden, auf dem öffentlichen können Erbpachtrechte begründet werden." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 361-362).

(36) "Die dem allgemeinen Bedarf dienenden Verkehrs- und Werksbauunternehmungen und jene großen industriellen Betriebe, die allgemein nötige Bedarfsartikel erzeugen und nach der Natur der Sache leicht Monopolstellung erlangen, sollen durch Verstaatlichung, Verländerung oder Kommunalisierung sozialisiert werden. Andere industrielle Unternehmungen, die, wenn sie ausschließlich in privaten Händen bleiben, Mittel der Volksausbeutung zu werden drohen, sollen in der Form der sogenannten gemischten Wirtschaft, d. h. durch Beteiligung des Staates, des Landes oder der Gemeinde, der öffentlichen

Kontrolle unterworfen und zugleich mit einem Teil des Reingewinns unmittelbar der Allgemeinheit nutzbar gemacht werden." (Cf. Ibidem, p. 362).

(37) "Zur Vorbereitung ... von Sozialisierungen, die sich für den Wiederaufbau unserer Volkswirtschaft als notwendig erweisen sollten, ist ohne Verzug eine Staatskommission einzusetzen, die aus Mitgliedern der Nationalversammlung, Vertretern der Länder und fachmännischen Sachverständigen zusammensetzen wäre." (Cf. Ibidem).

(38) R. Gerlich, op. cit., p. 83-84.

(39) E. März, F. Weber, Sozialdemokratie und Sozialisierung nach dem Ersten Weltkrieg, dans I. Ackerl, R. Neck (Hrsg.), Österreich November 1918, Die Entstehung der Ersten Republik, Wien, 1986, p. 115.

(40) Ibidem, p. 109.

(41) E. März, F. Weber, Verstaatlichung und Sozialisierung nach dem Ersten und nach dem Zweiten Weltkrieg - eine vergleichende Studie, dans Wirtschaft und Gesellschaft, 4. Jg., Nummer 2/78, p. 121.

(42) R. Gerlich, op.cit., p. 139-140.

(43) C. Hafenscher, Der Wirtschaftspolitiker E. Heindl (1880-1957), Wien, Diss., 1973, p. 69-70.

(44) "Der Staat soll sich nicht in das Abenteuer einlassen, die Führung von Banken und Industrien zu übernehmen." (Cf. R. Schmitz, op. cit., p. 48).

(45) "Sozialisierung und Kommunalisierung lebenswichtiger Betriebe nur innerhalb wohlüberlegter sozial und wirtschaftlich tragbaren Grenzen. Rückgängigmachung der von den Nationalsozialisten vorgenommenen Entkommunalisierungen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 378).

(46) "Es gibt Leute, die hinter der Forderung nach Sozialisierung oder Verstaatlichung mein Gott was Böses vermuten. In Wirklichkeit ist hier gar nichts zu befürchten. Es liegt vielmehr im wohlverstandenen Interesse des ganzen Volkes, gewisse Wirtschaftsbereiche und andere Produktionszweige in die Obhut des Staates, eines Landes, einer Gemeinde oder dergleichen zu nehmen und dafür zu sorgen, daß sie im Sinne der Allgemeinheit und zum Wohle aller rationell geführt und genützt werden." (Cf. A. Schärf, Zwischen Demokratie und Volksdemokratie, Österreichs Einigung und Wiederaufrichtung im Jahre 1945, Wien, 1950, p. 119).

(47) Ibidem.

(48) L. Reichhold, Geschichte der Ö.V.P., Wien, 1975, p. 91.

(49) E. März, F. Weber, Verstaatlichung und Sozialisierung nach dem Ersten und nach dem Zweiten Weltkrieg - eine vergleichende

Studie, p. 127-128.

(50) "...Jede Verstaatlichung darf nur gegen eine tatsächliche Entschädigung des bisherigen privaten Eigentümers erfolgen." (Cf. F. Bock, Sozialisierung, wie wir sie verstehen, dans Österreichische Monatshefte, juin 1946, p. 378).

(51) A. Kasamas, Programm für Österreich, p. 116.

(52) "Auch die gegenwärtigen Verstaatlichungen scheinen nichts anderes als den Ersatz des Privatunternehmers durch den Unternehmer Staat zu bedeuten." (Cf. W. Dorazil, Zum Begriff der Sozialisierung, dans Österreichische Monatshefte, avril 1946, p. 297).

(53) "Es bedarf zur Durchführung der notwendigen Wirtschaftsplanung keineswegs der Verstaatlichung, denn der moderne Staat verfügt über ausreichende Mittel, auf gesetzgeberischem Weg die Planung der Wirtschaft in jedem Umfange durchzuführen." (Cf. F. Bock, art. cit., p. 377).

(54) "Die Ö.V.P. lehnt die Sozialisierung auf allen Gebieten ab, wo sie nicht im öffentlichen Interesse ist." (Cf. A. Dienstleder, op. cit., p. 10).

(55) M. Kröll, Für und wider die Verstaatlichung, dans Österreichische Monatshefte, février 1946, p. 202.

(56) "Wenn man unter Sozialisierung versteht, daß man dem anderen sein Eigentum wegnimmt, dann sind wir dagegen. Andererseits müssen gewisse Wirtschaftsgebiete unter staatliche Kontrolle kommen, um den Staat rasch emporzubringen. Nur die großen Werke sollen verstaatlicht werden." Raab le 18 octobre 1945, cité par Hildegard Hemetsberger-Koller, Julius Raab und die Verstaatlichung, dans A. Brusatti, G. Heindl (Hg.), Julius Raab, Eine Biographie in Einzeldarstellungen, Wien, 1986, p. 279.

(57) Ibidem.

(58) "Wir stehen einer offiziellen Staatssozialisierung, die nichts bedeutet als Schaffung eines Staatskapitalismus, absolut ablehnend gegenüber." Discours du 3 juin 1946, Ibidem, p. 280.

(59) Hildegard Hemetsberger-Koller, Verstaatlichung und Reprivatisierung in Österreich im ersten Nachkriegsjahrzehnt, dans Christliche Demokratie, 4/1986, p. 254.

(60) Ibidem, p. 253.

(61) S. Höllerer, Verstaatlichung und Wirtschaftsplanung in Österreich 1946-1949, Wien, Diss, 1972, p. 202.

(62) E. März, F. Weber, art. cit., p. 131.

(63) L. Reichhold, op. cit., p. 137.

(64) H. Hemetsberger-Koller, art. cit., p. 253.

(65) E. März, F. Weber, art. cit., p. 132.

(66) Voir p. 204-206.

(67) A. Khol, G. Ofner, B. Moser (Hg.), Verantwortung für Österreich, Ideen der Ö.V.P. verwirklicht in den Ländern, Wien, 1986, p. 21.

(68) Ibidem, p. 23.

(69) Ibidem, p. 24.

(70) "Einziehung der übermäßigen Kriegsgewinne, entsprechende Besteuerung der großen Einkommen und Vermögen sowie Neugestaltung des Erbrechtes." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p.357)

(71) K. Bachinger, Anmerkungen zur Wirtschaftspolitik der Ersten Republik, dans Christliche Demokratie, 1/1983, p. 42-43.

(72) Ibidem, p. 45.

(73) Ibidem, p. 47.

(74) "Staatliche Einflußnahme auf die Wirtschaft nur soweit dies vom Standpunkt der Gesamtwirtschaft aus zweckmäßig ist." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 378).

(75) "Es muß jetzt Vorsorge getroffen werden für Planung und Vorbereitung des Aufbaues der Gesamtwirtschaft." (Cf. Das Programm der Regierung Figl, dans Österreichische Monatshefte, janvier 1946, p. 139).

(76) "... Ein eindeutiger, demokratischer Willensentschluß ... hindert aber nicht, dort, wo die Privatinitiative wirtschafts- und sozialpolitisch versagt, entsprechende Maßnahmen zu ergreifen. (Cf. Ibidem, p. 141).

(77) "Die staatliche Wirtschaftsplanung hat sich darauf zu beschränken, allgemeine Richtlinien zu geben, um unorganische Entwicklungen zu verhindern. Der Ablauf des wirtschaftlichen Geschehens soll im übrigen so wenig wie möglich beeinflußt werden, weil die Erfahrung gezeigt hat, daß jede Verbürokratisierung der Wirtschaft schädlich wirkt." ((. A.Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 121).

(78) H. Krejci, Wirtschaftspolitik der Zweiten Republik aus der Sicht der Arbeitgebervertretung, dans Christliche Demokratie, 4/1983, p. 45.

(79) Ibidem, p. 47.

(80) Ibidem, p. 45.

(81) "Es gibt keine 'Planwirtschaft' im Gegensatz zu einer 'planlosen Wirtschaft'. Was die soziale Marktwirtschaft brandmarkt, ist nicht die Planung, sondern die in der Hand des

Staates konzentrierte, unbegrenzte und damit unkontrollierbare Befehlsgewalt über die Wirtschaft." (Cf. A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 129).

(82) "Wir sind der Auffassung, daß in letzter Instanz der Staat die Verantwortung trägt für einen reibungslosen und krisenfreien Ablauf des Wirtschaftsgeschehens." (Cf. Ibidem).

(83) "Der Konzern der verstaatlichten Unternehmungen ist verwaltungs- und eigentumsmäßig aufzulockern." (Ibidem, p. 130).

(84) L. Reichhold, Geschichte der Ö.V.P., Wien, 1975, p. 392.

(85) "Aufgabe des Staates in einer modernen Wirtschaftspolitik ist die Erstellung langfristiger Konzepte, die Bereitstellung der notwendigen Daten, die Durchführung einer flexiblen Struktur- Arbeitsmarkt-, Konjunktur-, Steuer- und Investitionspolitik durch eine wirtschaftsnahe Gesetzgebung und effiziente Verwaltung." (Cf. A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 201).

(86) En allemand: "Mehr Markt - weniger Staat".

(87) "Wir brauchen für die Wirtschaft weniger Staat durch weniger Steuern, weniger Staat durch weniger Verschwendung. Überall dort, wo der Staat zurücktritt, entsteht mehr Raum für den einzelnen und für die Betriebe; überall dort, wo der Staat spart, bleibt dem einzelnen und den Betrieben mehr Geld, mit dem sie Besseres anzufangen wissen, als die immer weniger effiziente staatliche Umverteilungsmaschinerie." (Discours d'Alois Mock le 11 octobre 1985 à Bad Gastein, cité par A. Khol, G. Ofner, B. Moser (Hg.), op. cit., p. 16).

(88) "Die Ö.V.P. fordert die Anerkennung des Leistungsprinzips in der Wirtschaft. Wer mehr und besser arbeitet, der soll auch mehr Lohn und Gewinn haben. Dem Tüchtigen ist freie Bahn zu gewähren, soweit dadurch Interessen der Allgemeinheit nicht beeinträchtigt werden." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 121).

(89) "Der Wohlstand für alle ist nur dort ein erreichbares Ziel, wo persönliche Leistung und persönliche Verantwortung auf breiter Basis an der Hebung des Lebensstandards mitwirken. Wo sich wirtschaftliche Macht und Verantwortung allein in der Hand des Staates zusammenballen, gehen der Leistungswille und das Verantwortungsbewußtsein von Millionen Staatsbürgern verloren und die Bürokratie der staatlichen Verwaltungswirtschaft bringt die Gesellschaft um die Früchte des technischen Fortschritts." (Cf. A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 129).

(90) "Die persönliche Leistung muß der Maßstab für Arbeitseinkommen, beruflichen Aufstieg und gesellschaftliche Anerkennung des einzelnen sein. Der Leistungswille ist die Grundlage menschlichen Fortschritts und die Voraussetzung für die Bewältigung neuer Gemeinschaftsaufgaben und einer wirksamen Hilfe für die Schwachen.

Das Leistungsprinzip hat Grenzen. Die Entfaltung der Persönlichkeit vollzieht sich nicht nur in der zielbewußten Leistung, sondern auch in schöpferischer Erholung, in sinnvollem Lebensgenuß und freiem Spiel. Niemand darf einem seine körperlichen und seelischen Kräfte übersteigenden Leistungszwang ausgesetzt werden. Nur die ständige Frage nach dem Sinn der Leistung kann eine Fehlentwicklung der Gesellschaft verhindern.

Wer zur Leistung nicht befähigt ist, hat Anspruch auf Hilfe von Staat und Gesellschaft." (Cf. Ibidem, p. 194).

(91) Programme de décembre 1918 concernant l'agriculture: "Erhaltung und Vermehrung des selbständigen Bauernstandes... Die Landflucht muß durch planmäßige ländliche Wohlfahrtspflege bekämpft werden. Großgrundbesitz, der nicht im Interesse der Gesamtheit bewirtschaftet wird, insbesondere der bloß zu Jagd- und anderen Luxuszwecken verwendete Grund und Boden soll den Eigentümern zwangsweise abgelöst werden... und zur Ansiedlung landwirtschaftlicher Dienstboten oder auch zur Stärkung des ländlichen Gemeinbesitzes herangezogen werden." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 358).

(92) Texte du 12 ème principe: "Im Bereich der Landwirtschaft tatkräftige Förderung des Bauernstandes als eines der stärksten Grundpfeiler des Staates. Gerechte Preise für alle Erzeugnisse unter staatlicher Lenkung, Ausgestaltung der landwirtschaftlichen Genossenschaften, Neugewinnung von Anbauflächen. Hebung des Lebensniveaus der Bergbauern durch entsprechende Maßnahmen auf dem Gebiete der Vieh- und Almwirtschaft, weitgehende soziale Fürsorge für die Landarbeiterschaft." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 378).

(93) Programme de 1958: "Die Kirche wird immer jener Kraftquelle höherer Ordnung bleiben, dessen der bäuerliche Mensch in seinem Daseinskampf bedarf." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 133),

(94) Josef Krammer, Der Österreichische Bauernbund, Seine Ideologie und Strategie, dans Schwarzbunter Vogel, Studien zu Programm, Politik und Struktur der Ö.V.P., Wien, 1985, p. 195.

(95) Ibidem, p. 197.

(96) Programme de 1972: "Im ländlichen Raum müssen die Lebensbedingungen durch die Bereitstellung zusätzlicher Einkommensmöglichkeiten verbessert werden... Der ländliche Raum darf nicht nur unter dem Gesichtspunkt der land- und forstwirtschaftlichen Produktion gesehen werden, sondern gewinnt neue Bedeutung für die Sicherung der natürlichen Umwelt und des Erholungswertes der Landschaft für die gesamte Bevölkerung." (A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 201).

(97) Pour la première moitié de 1984, le nombre des nuitées pour toute l'Autriche était de 11.167.339 à l'hôtel et de 3.543.351 à la ferme. A titre d'exemple, le Tyrol comptait 4.062.287 nuitées à l'hôtel contre 1.128. 345 à la ferme. (Cf. Zahlen aus Österreichs Land- und Forstwirtschaft 1984, Wien, 1985, p. 11).

(98) "Der Industrie und dem Gewerbe muß ehestens durch Beschaffung der erforderlichen Rohmaterialien und der zu ihrer Verarbeitung notwendigen Kohle geholfen werden. Die inländische Kohlenproduktion, die Erschließung der übrigen Bodenschätze und die Verwertung der Wasserkräfte sind mit allen Kräften zu fördern. Um Kohle zu ersparen und uns dadurch vom Auslande unabhängiger zu machen, soll an die durchgängige Elektrifizierung der Verkehrsmittel und der volkswirtschaftlichen Betriebe geschritten werden." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 362).

(99) R. Schmitz, op. cit., p. 47.

(100) "Zielbewußten Ausbau der österreichischen Industrie" (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 378).

(101) Josef Hindels, Die Vergangenheit der Österreichischen Volkspartei, dans Die Zukunft, 4/1949, p. 110.

(102) Ibidem, p. 111.

(103) Programme de 1918: "Im Interesse des Gewerbe und Handelsstandes verlangt die christlichsoziale Partei ... weitgehende Berücksichtigung des gewerblichen Mittelstandes bei der Sachdemobilisierung... sowie größte Strenge gegen jeden unlauteren Wettbewerb." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 358).

(104) "Sie (die christlichsoziale Partei) verlangt, daß Rechtsschutzstellen in gewerblichen Rechtsangelegenheiten und in Steuersachen geschaffen und daß durch eine entsprechende Gesetzgebung gegen den unlauteren Wettbewerb mit aller Entschiedenheit eingeschritten werde. Landfremde Händler, die, ohne die volkswirtschaftliche Aufgabe des Handels zu erfüllen, die allgemeine Notlage zu arbeitsloser Bereicherung ausnützen, sind aus dem Gebiete der Stadt Wien abzuschaffen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 368).

(105) "Die Gemeinde soll das Gewerbe durch Mithilfe bei Beschaffung der Rohstoffe, durch Bereitstellung motorischer Kraft, durch Errichtung von Werkstätten oder Überlassung hiezu geeigneter Räume in bisher anderen Zwecken dienenden öffentlichen Gebäuden, durch Schaffung von Messen und Ausstellungshallen sowie durch Bereitstellung eines gemeinsamen Beratungshauses für die Gewerbetreibenden unterstützen." (Ibidem).

(106) "Das gewerbliche Schulwesen ist durch Erweiterung des Werkstättenunterrichts... zu heben... Soziale Wohlfahrtseinrichtungen zugunsten der Lehrlinge, wie Lehrlingsheime, Lehrlingsorte, Lehrlingsbibliotheken und dergleichen sind zu unterstützen." (Ibidem).

(107) Michael Dippelreiter, Julius Raab als Abgeordneter 1927-1934, dans A. Brusatti, G. Heindl, op. cit., p. 89.

(108) Michael Dippelreiter, Julius Raab und der Gewerbebund,

dans A. Brusatti, G. Heindl, op. cit., p. 98.

(109) Ibidem, p. 99.

(110) Ibidem, p. 101.

(111) "Kraftvolle Förderung des Gewerbes, insbesondere des österreichischen Qualitätsgewerbes, Schutz des ehrlichen Gewerbetreibenden und Kaufmannes vor unsoliden Elementen, die seine Konkurrenzkraft durch üble wirtschaftliche Machenschaften und schlechte Steuermoral untergraben." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 379).

(112) "Wir betrachten die große Zahl von Klein- und Mittelbetrieben ... in der gewerblichen Wirtschaft als unerläßliche Ausgangsbasis einer gesunden Eigentumsstruktur." (Cf. A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 130).

(113) Hildegard Hemetsberger-Koller, Die Wirtschaftspolitik Julius Raabs als Bundeskanzler, dans A. Brusatti, G. Heindl, op. cit., p.431).

(114) L. Reichhold, Geschichte der Ö.V.P., Wien, 1975, p. 431.

CHAPITRE 8

(1) C.A. Gulick, Österreich von Habsburg zu Hitler, Wien, 1948, p.289-290.

(2) "Der Lohn muß zum Arbeitsertrag im gerechten Verhältnis stehen. Er muß der Arbeiterfamilie eine standesgemäße Lebensführung gewähren (Familienlohn). Bei Kinderreichtum Ergänzung des Lohnes durch Zuschüsse aus Ausgleichskassen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 373).

(3) "Ein Lohn, der zur Erhaltung einer Familie ohne Erwerbstätigkeit der Frau ausreichen und Rücklagen für böse Zeiten gestatten soll." (Cf. R. Schmitz, op. cit., p. 49).

(4) Michael Ernegger, Staatliche Sozialpolitik in Österreich 1933-1938 unter Berücksichtigung der Vorgeschichte, Wien, Diplomarbeit, 1986, p. 89.

(5) Ibidem, p. 90.

(6) Ibidem.

(7) "Jenes Entgelt, das im richtigen Verhältnis sowohl zu der erbrachten Arbeits- und Dienstleistung des Arbeitnehmers als auch zu seinem Anteil am Gesamtertrag des Betriebes steht." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 122).

(8) Programme de 1958: "Ziel der partnerschaftlichen

Zusammenarbeit ist es, allen arbeitsfähigen und leistungswilligen Staatsbürgern ein Einkommen zu bieten, welches ihnen die Erhaltung ihrer Familie, die Erfüllung ihrer kulturellen Ansprüche und die Schaffung persönlichen Eigentums ermöglicht." (Cf. Ibidem, p.132).

(9) "Sie (die Christlichsoziale Partei) fordert die gesetzliche Festlegung der Höchstarbeitszeit." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 358).

(10) E. Talos, Staatliche Sozialpolitik in Österreich, Rekonstruktion und Analyse, Wien, 1981, p. 186.

(11) C.A.Gulick, op. cit., p. 265.

(12) Ibidem, p. 266.

(13) G. Blenk, Die christlichen Gewerkschaften und die Sozialpolitik, dans Die christlichen Gewerkschaften in Österreich 1918-1934, Wien, 1975, p. 198.

(14) "Arbeitszeit: Durchschnittlicher Achtstundentag, Abweichungen darüber oder darunter unterliegen der Rücksicht auf die Gesundheit der Arbeitenden und den Kräfteverbrauch bei der Arbeitsleistung." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p.373)

(15) E. Talos, W. Neugebauer, Austrofascismus, Beiträge über Politik, Ökonomie und Kultur 1934-1938, Wien, 1984, p.169-170.

(16) M. Ernegger, op. cit., p. 99.

(17) Ibidem, p. 102.

(18) E. Talos, Staatliche Sozialpolitik in Österreich, p. 295.

(19) Ibidem, p. 335.

(20) Programme de Linz (1923): "Sonn- und Feiertage ... dürfen nicht angetastet werden." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p.373).

(21) E. Talos, op. cit., p. 275.

(22) Il s'agit là de savoir si la réglementation sur les horaires obligatoires de fermeture des magasins doit être maintenue ou bien assouplie.

(23) "Sie (die Christlichsoziale Partei) fordert ... die Reform der Kranken- und Unfallversicherung (und) die Einführung der Alters-, Invaliden- und Arbeitslosenversicherung." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 358).

(24) "Sozialversicherung: Schaffung einer allgemeinen Sozialversicherung. Diese hat folgende Aufgaben: Versicherung gegen Krankheit, Unfall, Alter, Arbeitslosigkeit, Arbeitsunfähigkeit, Ausgleichskassen, (Kinderversicherung), Witwen- und Waisenversorgung. Ihre Träger sind die Berufsstände, der Staat übt das Aufsichtsrecht." (Cf. Ibidem, p. 373).

(25) "Die Sozialversicherung sorgt eigentlich für die schlimmen Tage von Krankheit, Unfall, Invalidität, Alter, Arbeitslosigkeit vor und mildert damit das harte proletarische Schicksal der Existenzunfähigkeit." (Cf. R. Schmitz, op. cit., p. 49).

(26) E. Talos, Sozialpolitik im Austrofaschismus, dans E. Talos, W. Neugebauer, op. cit., p. 172-173.

(27) "Die Ö.V.P. fordert eine Gesamtrevision der Sozialversicherung, wobei insbesondere auf den Familienstand und die Altersversorgung Bedacht genommen werden muß." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 122).

(28) C.A. Gulick, op. cit., p 257.

(29) Ibidem, p. 302.

(30) Ibidem.

(31) M. Ernegger, op. cit., p. 40.

(32) Ibidem, p. 104.

(33) Ibidem, p. 123.

(33) "Die Christlichsoziale Partei fordert in Verbindung mit der städtischen Bodenreform eine den Anforderungen der Zeit entsprechende Wohnungspolitik." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 358).

(34) "Der Wohnungsnot ist nach wie vor durch Erbauung von Kleinwohnungen für die Beamten und Angestellten der Stadt und ihrer Unternehmungen, durch Vergebung städtischer Grundstücke im Baurecht durch Förderung gemeinnütziger Baugenossenschaften und -gesellschaften, durch Kredithilfe an Private, die für sich kleine Eigenhäuser erbauen wollen, unter gleichzeitiger Sicherung der Forderungen der Bauhandwerker, entgegenzuarbeiten. Kriegsbeschädigte und Kriegerwitwen sind besonders zu berücksichtigen.

In der neuen Bauordnung sind weitgehende Erleichterungen für die gemeinnützige Bautätigkeit und ein Enteignungsrecht der Gemeinde im Interesse der Allgemeinheit festzusetzen. Die Siedlungsverhältnisse sind grundsätzlich durch großzügige Förderung des Flachbaus, der Gartensiedlungen und des Schrebergartenwesens zu verbessern." (Cf. Ibidem, p. 367).

(35) "Eine Wohnbaupolitik, deren Endziel das eigene Heim für jede Familie ist." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 128).

(36) L. Reichhold, op. cit., p. 394-395.

CHAPITRE 9

(1) R. Krasser, Ständestaat und Schule, Grundsätzliches zur österreichischen Schulerneuerung, Deutscher Verlag für Jugend und Volk, Wien, Leipzig, 1935, p. 16.

(2) "Eine durchgreifende Reform des gesamten Schulwesens, welche die sittlich-religiöse Erziehung der Jugend... im Sinne des christlichen Kulturideals und der Stärkung der Wirtschaftskraft unseres Volkes gewährleistet." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 365).

(3) "(Die Christlichsoziale Partei) besteht mit Nachdruck auf Anerkennung des Religionsunterrichts samt den religiösen Übungen in allen mittleren und niederen Schulen." (Cf. R. Schmitz, op. cit., p. 293).

(4) Le programme social-démocrate de 1926 stipulait que: "Das gesamte Unterrichts- und Erziehungswesen ist weltlich. Doch bleibt es jeder Weltanschauungsgemeinschaft überlassen, außerhalb des Rahmens des allgemeinen Unterrichtes für Weltanschauungsunterricht (Religionsunterricht) und Kultübungen der Schuljugend zu sorgen. Über die Teilnahme von Kindern bis zum vierzehnten Lebensjahr entscheiden die Eltern." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 88). Ce parti rejetait catégoriquement l'instruction religieuse dispensée à l'école et faisait de cette matière une affaire strictement privée.

(5) H. Dachs, Austrofaschismus und Schule - Ein Instrumentalisierungsversuch, dans E. Talos, W. Meugebauer, op. cit., p. 180.

(6) E. Weber, op. cit., p. 29.

(7) R. Krasser, op. cit., p. 16.

(8) Programme de 1945: "Sicherung der religiösen Erziehung im Rahmen der jeweiligen Religionsgemeinschaft, Erteilung des Religionsunterrichts an alle bekenntnismäßig gebundenen Kinder, soweit es deren Eltern nicht ausdrücklich ablehnen, und Einführung eines pflichtgemäßen Ersatzunterrichtes für die bekenntnismäßig nicht gebundenen Kinder." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 378).

(9) F. Hurdes, Erziehungs- und Schulprogramm der Ö.V.P., Österreichischer Verlag, Wien, 1947, p. 4.

(10) Le programme du S.P.Ö. prévoyait en 1958 que: "Das in der Verfassung verankerte Menschenrecht der Glaubens- und Gewissensfreiheit ist in Schule und Erziehung zu achten." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 110).

(11) M. Kletzmayer, Schulpolitische Vorstellungen der österreichischen Parteien von 1868 bis 1962, Diplomarbeit,

Kirchdorf, 1981, p. 101.

(12) "Ihr Ziel erblickt die Christlichsoziale Partei in der konfessionellen Schule." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 116).

(13) R. Schmitz, op. cit., p. 59-61.

(14) Programme de 1945: "Zulassung von Privatschulen und privaten Erziehungsanstalten, auch solchen konfessionellen bzw. kirchlichen Charakters, und Erteilung des Öffentlichkeitsrechtes an sie, soweit sie den staatlichen Erfordernissen Rechnung tragen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 378).

(15) F. Hurdes, Ein österreichisches Erziehungs- und Schulprogramm, dans Österreichische Monatshefte, février 1946, p. 194. Ce thème du droit des parents à décider du type d'éducation accordée à leurs enfants est un fil conducteur des conceptions conservatrices en matière d'éducation. Ainsi, en novembre 1979, un populiste écrivait-il encore: "Das grundsätzlich den Eltern aufgetragene Erziehungsrecht muß ungeschmälert bleiben... Eine Gesellschaft, in der die Eltern mehr und mehr an Einfluß auf dem Bildungsgang der Kinder verlieren, weil die Wahlmöglichkeiten beseitigt und die Entscheidungsfreiheit wesentlich vermindert werden, schränkt die Freiheit ihrer Bürger unzulässig ein." (Cf. N. Vanas, Die österreichische Schule nach zehn Jahren Schulreform, dans Österreichische Monatshefte, novembre/décembre 1979, p. 23). Il y a bien peu de différences entre ces propos et ceux tenus par les chrétiens-sociaux.

(16) K. Lugmayer, Öffentliche und freie Schule, dans Österreichische Monatshefte, mars 1947, p. 224-227.

(17) M. Kletzmayer, op. cit., p. 110.

(18) F. Hurdes, Auf dem Weg zu einem einheitlichen Erziehungsprogramm, dans Österreichische Monatshefte, février 1946, p. 180.

(19) Le programme chrétien-social de 1919 indique à ce sujet: "Das Recht und die Pflicht des Staates, auf Erziehung und Unterricht bestimmenden Einfluß auszuüben, hat in den im Naturgesetz begründeten Recht der Eltern seine unüberschreitbaren Grenzen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 365).

(20) A. Staudinger, Zur "Österreich"- Ideologie des Ständestaates, dans Das Juliabkommen von 1936, Vorgeschichte, Hintergründe und Folgen, (Hrsg. von L. Jedlicka u. R. Neck), Wien, 1977, p. 219.

(21) Ibidem, p. 222.

(22) Ibidem, p. 223.

(23) Programme de 1945: "In den Schulen aller Stufen,

einschließlich der Fachschulen, restlose Durchdringung des Unterrichts mit österreichischem Gedankengut und Heranbildung der Jugend zu bedingungslosen Österreichern." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 378).

(24) F. Hurdes, Auf dem Weg zu einem einheitlichen Erziehungsprogramm, dans Österreichische Monatshefte, février 1946, p. 179.

(25) "Die Ö.V.P. tritt dafür ein, daß der Schulunterricht so gestaltet wird, daß unsere Jugend in wahrhaft österreichischem Sinne und zur Liebe und Hingabe an den Staat erzogen wird." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 120).

(26) "Wir erwarten von der Schule die Heranbildung junger Menschen, die ihre Heimat schätzen und lieben gelernt haben, Achtung vor den Traditionen unserer großen Vergangenheit besitzen." (Cf. Ibidem, p. 126).

(27) Programme chrétien-social de 1919: "Die im Rahmen der geforderten Gesamtreform durchzuführende Neuregelung des Mittelschulwesens soll auf die Erhaltung des Ernstes und der Bildungshöhe unserer Mittelschule eingestellt sein und den Bedürfnissen der Zeit und des späteren Berufslebens angepaßt werden. Um die verheerenden Einflüsse der Kriegszeit zu beseitigen und ein arbeitsfrohes und lebensstüchtiges Geschlecht heranzubilden, ist den beständigen, die natürliche Veranlagung der Jugend vielfach verkennenden Neuerungsversuchen ein Ende zu setzen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 365).

(28) Programme de 1926: "Eine Schulbildung, die sich in harmonischer Weise auf Geistes- und Charakterbildung wie auch auf die körperliche Ertüchtigung der Jugend erstrecken muß." (Cf. R. Schmitz, op. cit., p. 59).

(29) Ibidem.

(30) R. Krasser, op.cit., p. 20.

(31) D. Glovka, Schulreform und Gesellschaft in Österreich 1947-1972. Die Differenzierung des allgemeinbildenden Schulwesens als Thema der Bildungspolitik vor und nach der Schulreform von 1962, dans S. Robinsohn, Schulreform im Gesellschaftlichen Prozeß, 2 Bde, Stuttgart, 1975, Bd. 2, p. 315.

(32) F. Hurdes, Erziehungs- und Schulprogramm der Ö.V.P., p. 4-5.

(33) D. Glovka, art. cit., p. 337.

(34) F. Hurdes, Landschulfrage und bäuerliche Sozialprobleme, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1947, p. 10-13.

(35) F. Hurdes, op. cit., p. 5 et 10.

(36) "In der Oberstufe können ohne Schwierigkeiten ein bis zwei moderne Fremdsprachen hinzutreten, wenn vorher ein solides

Fundament durch den altsprachlichen Unterricht gelegt worden ist." (Cf. O. Vicenzi, Ein Wort zur Mittelschulreform, dans Österreichische Monatshefte, mars 1946, p. 248).

(37) F. Hurdes, Das Schulprogramm der Ö.V.P., p. 9.

(38) Ibidem.

(39) "Das Volksbildungswesen ist mit allen Mitteln, insbesondere durch Unterstützung von Volksbildungsvereinen, Volksbildungskursen und Volksbibliotheken, ohne einseitige Bevorzugung einer partei oder Richtung zu fördern." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 366).

(40) Principes programmatiques de 1945: "Schaffung eines großen österreichischen Volksbildungswerkes unter überparteilicher Leitung." (Cf. Ibidem, p. 378).

CHAPITRE 10

(1) E. Weinzierl-Fischer, Die österreichischen Konkordate 1855 und 1933, Wien, 1960, p. 33.

(2) Ibidem, p. 227.

(3) Programme de décembre 1918: "Die Christlichsoziale Partei besteht darauf, daß die Jugend sittlich-religiös erzogen werde, und lehnt die religionslose Schule ab." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 356).

(4) "Die Wiener Christlichsoziale Partei fordert für das christliche Volk vollen Schutz seiner Religion sowie die Freiheit der katholischen Kirche. Veränderungen im Verhältnis von Kirche und Staat dürfen nicht gewaltsam, sondern nur auf Grund ordnungsgemäßer Vereinbarungen durchgeführt werden." (Cf. Ibidem, p. 365).

(5) "Es ist ein Gott, ihm ist jeder Mensch verantwortlich; er ist der Schöpfer aller Rechtmäßigkeit. Der Gottesglaube ist das erste Gut jedes Volkes. Christus hat uns den Glauben an Gott den Vater wieder gebracht und uns die Sittengesetze gelehrt, die unser Verhalten zu Gott und unter einander ordnen. Die Kirche hütet die Lehre Christi." (Cf. Ibidem, p. 372).

(6) Le programme social-démocrate de 1926 stipulait: "Die Sozialdemokratie... bekämpft Kirchen und Religionsgemeinschaften, welche ihre Macht über die Gläubigen dazu benützen, dem Befreiungskampf der Arbeiterklasse entgegenzuwirken und dadurch die Herrschaft der Bourgeoisie zu stützen." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 87). Le parti social-démocrate n'était en soi hostile ni à l'Eglise catholique ni à son existence; ce qu'il refusait, c'était précisément l'engagement des ecclésiastiques auprès du parti chrétien-social.

(7) "Die Christlichsoziale Partei hält an der Überzeugung fest, daß das Zusammenwirken von Kirche und Staat und deren gegenseitige Förderung im Interesse beider gelegen ist. Da die Kirche dem Volk wie dem Staat und der staatlichen Ordnung lebenswichtige Dienste leistet, so verlangt die Christlichsoziale Partei schon aus diesem Grund die Freiheit der Religionslehre und -übung, dementsprechend Rechtsschutz für das religiöse Bekenntnis und die religiöse Betätigung sowie auch Freiheit der kirchlichen Organisation." (Cf. Ibidem, p. 116).

(8) Il faut signaler qu'un premier projet de concordat fut élaboré en 1931. R. Schmitz, dans ses commentaires du programme chrétien-social publiés en 1932, répondait sans doute en partie à ce projet.

(9) R. Schmitz, op. cit., p. 55-56.

(10) "Im Namen Gottes des Allmächtigen, von dem alles Recht ausgeht, erhält das österreichische Volk für seinen christlichen, deutschen Bundesstaat auf ständischer Grundlage diese Verfassung." (Cf. W. Weber, op. cit., p. 223).

(11) "Schon der Vorspruch kennzeichnet den sittlichen Ernst der neuen Verfassung, die in den großen grundsätzlichen Fragen des Lebens der Gesellschaft und des einzelnen die unvergänglichen Gesetze der christlichen Weltanschauung zur Grundlage hat. Die Bestimmungen über Freiheit und Selbstverwaltung der Religionsausübung und des kirchlichen Lebens, die Bestimmungen über Ehe, Familie und Schule im neuen Staat, die Bestimmungen über die grundsätzliche Gestaltung des öffentlichen Rechtes, all das atmet den echten und wahren Geist des Christentums." (Cf. Ibidem, p. 231).

(12) Le 18 mars 1938, l'épiscopat autrichien salua l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie; cette attitude ne fut toutefois pas récompensée par les nazis puisqu'ils s'attaquèrent très rapidement au démantèlement des organisations catholiques.

(13) Déclaration citée par M. Cullin, F. Kreissler, L'Autriche contemporaine, Paris, 1972, p. 328.

(14) K. Skalnik, Parteien, dans E. Weinzierl, K. Skalnik, Österreich, Die Zweite Republik, Graz-Wien-Köln, 1972, Band 2, p. 200.

(15) "Gewissensfreiheit, Religionsfreiheit und freie Ausübung der staatlich anerkannten Bekenntnisse. Freiheit und Unabhängigkeit der Kirche und der Religionsgemeinschaften im Staate, Abschluß eines den gegebenen Verhältnissen Rechnung tragenden Staatsvertrag mit der katholischen Kirche, der die Mehrheit der österreichischen Bürger angehört." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 337).

(16) Nadine Paunovic, député populiste, écrivait à ce sujet: "In dem wogenden Meer der Zeitprobleme taucht immer wieder die Frage nach der Stellung und Beziehung der Kirche zur Partei auf... Die Erfahrung lehrt uns, daß die Versuche, die man zur Lösung des Problems unternahm und an denen man zuweilen fanatisch festhielt, nicht immer glücklich waren." (Cf. N. Paunovic, Kirche und Partei, dans Österreichische Monatshefte, avril 1937, p. 242).

(17) A. M. Knoll, Kirche und Politik, dans Österreichische Monatshefte, juillet 1938, p. 433.

(18) F. Hurdes, Wie die Ö.V.P. entstand, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 10-11.

(19) A. M. Knoll, art. cit., p. 434.

(20) Dans ses mémoires publiées en 1973, l'ancien vice-chancelier populiste Hermann Withalm souligne le bien-fondé de cette séparation et condamne rigoureusement le catholicisme politique; il affirme que la déconfessionnalisation de son

parti lui a été très profitable. (Cf. H. Withalm, Aufzeichnungen, Graz-Wien-Köln, p. 155-159).

(21) G. Steger, Ö.V.P., Kirchen und politischer Katholizismus, dans Schwarz bunter Vogel, Studien zu Programm, Politik und Struktur der Ö.V.P., Wien, 1985, p. 69.

(22) Une enquête réalisée en 1962 par Erich Bodzenta à propos des liens entre la pratique religieuse et le vote populiste a donné les résultats suivants:

populiste	pratique religieuse	vote
Vienne	19,5	34
Archevêché de Vienne	23,5	51
Diocèse de St.Pölten	41,5	
Diocèse de Linz	44	47
Diocèse de Eisenstadt	42,5	47
Archevêché de Salzbourg	39,7	44
Diocèse de Graz-Seckau	30,7	45
Diocèse de Gurk-Klagenfurt	29	33
Vicariat général d'Innsbruck	54	59
Vicariat général de Feldkirch	55,3	57

(Cf. H. Magenschab, Die 2. Republik zwischen Kirche und Parteien, Wien-München, 1968, p. 83-84).

(23) "Die Ö.V.P. bekennt sich als Christliche Partei. Sie weiß sich damit im Besitz unverlierbarer und unzerstörbarer Werte. Das christliche Menschen- und Gesellschaftstild ist unsere Antwort auf den demokratischen und totalitären Sozialismus, dessen Endlösungen nicht nur materialistisch, sondern gottlos sind." (Cf. Ibidem, p. 73).

(24) "Abschluß eines den gegebenen Verhältnissen Rechnung tragenden Staatsvertrages mit der katholischen Kirche, der die Mehrheit der österreichischen Staatsbürger angehört." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 377).

(25) Le programme social-démocrate stipulait entre autre à ce sujet: "Gleichviel, ob Sozialisten ihre Überzeugung aus den Ergebnissen marxistischer oder anders begründeter sozialer Analysen oder aus religiösen oder humanitären Grundsätzen ableiten, alle erstreben ein gemeinsames Ziel: eine Gesellschaftsordnung der sozialen Gerechtigkeit, der höheren Wohlfahrt, der Freiheit und des Weltfriedens... Sozialismus und Christentum als Religion der Nächstenliebe sind miteinander durchaus vereinbar... Jeder religiöse Mensch kann gleichzeitig Sozialist sein." (Cf. A. Pelinka, A. Kadan, op. cit., p. 96).

(26) "Die Christlichsoziale Partei erblickt das oberste Ziel des Staates in der Förderung der Wohlfahrt der Gesamtheit im vollen Umfange. Überzeugt, daß dieses Ziel nur erreicht werden kann, wenn die Grundsätze des Christentums zur Richtschnur genommen werden, sieht sie ihre Aufgabe darin, der Politik jene Richtung zu geben, die diesen Grundsätzen entspricht." (Cf. Ibidem, p. 374).

(27) A.M. Knoll, art. cit., p. 44.

(28) A. Missong, Christentum und Politik, dans Österreichische Monatshefte, juillet-août 1949, p. 435.

(29) Ibidem, p. 436.

(30) Ibidem.

(31) E. Weinzierl-Fischer, op. cit., p. 227.

CHAPITRE 11

(1) Leopold Spira, Antisemitismus in Österreich, dans Weg und Ziel, Sondernummer, September 1965, p. 7.

(2) F.L. Carsten: Faschismus in Österreich, Von Schönerer bis Hitler, München, 1977, p. 11 et I.A. Hellwing, Religiös motivierter Antisemitismus, Wien, Diss., 1966, p. 44.

(3) I.A. Hellwing, op. cit., p. 66-73.

(4) Reichspost du 16.12.1918, cité par J. Moser, Die Katastrophe der Juden in Österreich (1938-1945). Ihre Voraussetzung und ihre Überwindung, dans Studia Judaica Austriaca, Bd. V, Eisenstadt, 1977, p. 83.

(5) Texte de ce programme: "Die auch im neuen Staate hervortretende Korruption und Herrschsucht jüdischer Kreise zwingt die Christlichsoziale Partei, das deutschösterreichische Volk zum schärfsten Abwehrkampf gegen die jüdische Gefahr aufzurufen. Als eigene Nation anerkannt, sollen die Juden ihr Selbstbestimmungsrecht haben; die Herren des deutschen Volkes dürfen sie aber nicht sein." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 357).

(6) Erika Weinzierl, Hochschulleben und Hochschulpolitik zwischen den Kriegen, dans N. Leser (Hg.), Das geistige Wien in der Zwischenkriegszeit, p. 73.

(7) L. Spira, Feindbild "Jud", Wien, 1981, p. 76.

(8) E. Weinzierl, Antisemitismus in Österreich, dans Austriaca, Deux fois l'Autriche, Actes du colloque de Rouen 8-12 novembre 1977, Rouen, juillet 1978, p. 312.

(9) L. Spira, op. cit., p. 76.

(10) F.L. Carsten, op. cit., p. 93.

(11) Ibidem, p. 72.

(12) J. Moser, art. cit., p. 72.

(13) H. Gold, Geschichte der Juden in Wien, Tel-Aviv, 1965, p. 49.

(14) "Es ist von wesentlicher Bedeutung, daß der zersetzende Einfluß des Judentums aus dem Geistes- und Wirtschaftsleben des deutschen Volkes verdrängt werde." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 375).

(15) Der Tag, 20.8.1925, cité par J. Moser, art. cit., p. 99.

(16) Seipel y écrivait: "Daß die Führer und Propagandisten des

russischen Bolschewismus, des mit ihm zusammenhängenden Kommunismus in Deutschland und Österreich und auch des sehr radikalen und kulturkämpferisch eingestellten österreichischen Sozialismus zum Großteil Juden sind, erklärt den antisemitischen Einschlag in der Volksstimmung wohl zur Genüge." (Cf. F. Heer, Gottes erste Liebe, 2000 Jahre Judentum und Christentum, Genesis des österreichischen Katholiken Adolf Hitler, München, 1967, p. 358).

(17) J. Moser, art. cit., p. 84.

(18) Ibidem.

(19) K. Stuhlpfarrer, Antisemitismus, Rassenpolitik und Judenverfolgung in Österreich nach dem Ersten Weltkrieg, dans A. Drabek, W. Häusler, K. Schubert, K. Stuhlpfarrer, N. Vielmetti, Das österreichische Judentum, Voraussetzungen und Geschichte, Wien-München, 1982, p. 145.

(20) R. Schmitz, op. cit., p. 68-70.

(21) S. Maderegger, Die Juden im österreichischen Ständestaat 1934-1938, Wien-Salzburg, 1973, p. 130-131.

(22) Ibidem, p. 116-117.

(23) F. Heer, op. cit., p. 360-361.

(24) E. Weinzierl, art. cit., p. 314.

(25) L. Spira, Antisemitismus in Österreich, p. 42-43.

(26) H. Weiss, Antisemitische Vorurteile in Österreich, Theoretische und empirische Analysen, Wien, Habil., 1981, p. 176.

(27) En allemand "und jetzt erst recht"; ce slogan est apparu dès que le Congrès juif mondial eut annoncé qu'il disposait de preuves accablantes à l'encontre de M. Waldheim.

(28) M. Graff a déclaré à propos de M. Waldheim face à l'Express: "Tant qu'il n'est pas prouvé qu'il a de ses propres mains étranglé six Juifs, pas de problèmes." (Cf. L'Express, 20 novembre 1987, p. 21).

(29) Die Presse, 13/14 février 1988, p. 1 et 4.

CHAPITRE 12

(1) Programme de 1923: "Christliches Eherecht gibt ihr (der Familie) den Schutz." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 372).

(2) Ibidem, p. 374-375.

(3) E. Weinziel-Fischer, Die österreichischen Konkordate von 1855 und 1933, Wien, 1960, p. 236-237.

(4) A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 88.

(5) Principes programmatiques de juin 1945: "Ein Eherecht, das die fakultative Zivilehe vorsieht, so zwar, daß auch den kirchlich geschlossenen, den Standesämtern unverzüglich zu meldenden Ehe staatliche Geltung zukommt." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 377).

(6) En 1923, on parlait de "Grundpfeiler" de la société; en 1926 de "Hauptpfeiler" (Cf. Ibidem, p. 372 et 374). Les deux expressions contenaient le mot "Pfeiler" qui signifie "pilier".

(7) Les programmes populistes de 1958 et 1965 reprisent mot à mot la même formulation: "Die Familie ist die Keimzelle der Gesellschaft." (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 126).

(8) "Kinderreichen Familien sind staatliche Zuschüsse (Volksversicherung, Steuerermäßigungen und dergleichen) zu gewähren." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 370).

(9) Ibidem, p. 372.

(10) "Ausbau des Familienausgleichs, durch den vielen Kindern die Mutter zurückgegeben würde. (Cf. A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 138).

(11) Programme de novembre 1919: "Kinderreiche Familien sind bei der Zuweisung von Wohnungen besonders zu berücksichtigen." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 370).

(12) A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 127-128.

(13) Programme de 1919: "Die künstliche Beschränkung der Geburten ist zu bekämpfen, die öffentliche Anpreisung empfängnisverhindernder Mittel strengstens zu bestrafen. Die sexuelle Aufklärung, bei der stets der sittliche Gesichtspunkt voranzustellen ist, darf niemals schul- oder klassenweise erteilt werden." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 370).

(14) A. Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 210.

(15) Le slogan en allemand "Kinder, Küche, Kirche", connu sous la dénomination des 3 "K", slogan hérité du passé, resta fort longtemps bien vivant dans les milieux catholiques et conservateurs autrichiens, et il est plus que probable qu'il

continue de servir de loi intransgressible dans certaines familles particulièrement liées au passé.

(16) "Die Wiener christlichsoziale Partei tritt mit Entschiedenheit für die Forderungen der christlichen Frauen ein.

Sie verlangt daher, daß die Frauen gesetzlich zustehende Gleichberechtigung mit den Männern in den öffentlichen Körperschaften und Ämtern tatsächlich durchgeführt werde."

(Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 370).

(17) Pendant la Première Guerre Mondiale, les femmes avaient dû prendre la place des hommes dans tous les secteurs économiques, ceux-ci étant partis au front. A la fin de cette guerre, le retour des hommes au pays et les difficultés économiques créèrent une situation de l'emploi catastrophique. D'où cette nette tendance enregistrée à l'époque de licencier des femmes afin de libérer des emplois pour les hommes. Le film "Lebenslinien" de Käthe Kratz (1983) montre bien le problème de la condition féminine de ces années d'après-guerre; il présente le retour des soldats, leur lente réintégration dans la vie professionnelle et, comme conséquence, le retour force des femmes au foyer.

(18) K. Berchtold, op. cit., p.375.

(19) La fondation du "Österreichischer Frauenbund" est présentée dans le numéro d'octobre 1945 des "Österreichische Monatshefte". La première responsable en fut Mme Nadine Paunovic, élue parlementaire populiste dès novembre 1945. C'est elle qui donna à ce mouvement des femmes populistes ses bases idéologiques et lutta au sein du parti pour la reconnaissance à part entière du rôle de la femme dans la vie du parti. Le "Österreichischer Frauenbund" n'est pas un concurrent des autres "Bünde"; son but est au contraire de regrouper toutes les femmes populistes, indépendamment de leur appartenance à un des trois "Bünde", ceci afin de pouvoir mieux cerner les problèmes spécifiquement féminins.

(20) N. Paunovic, Die ewige Frau, dans Österreichische Monatshefte, mai 1946, p. 323.

(21) Ibidem, p. 323.

(22) M. Paunovic, Die Frau in der Politik, dans Österreichische Monatshefte, avril 1946, p. 279.

(23) N. Paunovic, Die ewige Frau, p. 323.

(24) N. Paunovic, Die Frau zwischen gestern und morgen, dans Österreichische Monatshefte, janvier 1948, p. 155.

(25) C. Schütz, Die Frau als Wählerin und Mandatarin, dans Österreichische Monatshefte, décembre 1948, p. 261.

(26) Ibidem, p. 260-263.

En 1948, les femmes sont électrices depuis longtemps. Elles sont également parlementaires (des femmes populistes furent

élues dès 1945). Cette réflexion théorique peut être avant tout considérée comme moyen de formation politique à l'usage des femmes non engagées et pour les hommes peu convaincus de l'importance de la femme dans le monde politique.

(27) N. Paunovic, Die Arbeit der Frau im Parlament, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1946, p. 19.

CHAPITRE 13

(1) M. Horvath, Die Bildungspolitik des Unterrichtsministers Felix Hurdes unter besonderer Betonung der Schulpolitik und Berücksichtigung der Kulturpolitik, Wien, Diss., 1985, p. 208.

(2) Programme chrétien-social de 1926: "Als national gesinnte Partei fordert die Christlichsoziale Partei die Pflege deutscher Art." (Cf. A.Kadan, A. Pelinka, op. cit., p. 116).

(3) A. Jentsch, Der Kulturteil der Parteipresse, Untersuchungen der kulturellen Rubriken in den Zentralorganen der österreichischen Großparteien zur Zeit der Pressefreiheit in der Ersten Republik, Wien, Diss., 1952, p. 35.

(4) Max Morold, Dichterbuch. Deutscher Glaube, deutsches Sehnen und deutsches Fühlen in Österreich, Wien-Berlin-Leipzig, 1933, p. 8.

(5) Max Morold écrivait sur un ton pathétique: "So ziehe hinaus, du Herold unserer teuren Heimat, und wirb in allen deutschen Landen für Österreich, bei allen Österreichern für das rechte Deutschtum!" (Ibidem, p. 9).

(6) Il s'agit du livre: Josef Nadler, Heinrich von Srbirk, Österreich, Erbe und Sendung im deutschen Sprachraum, Salzburg-Leipzig, 1936.

(7) Texte du programme de 1945 relatif à la culture: "Zielbewußte Pflege des österreichischen Geistes und schärfste Betonung des eigenständigen österreichischen Kulturgutes, das in dem als Vätererbe auf uns überkommenen christlich-abendländischen Ideengut begründet ist." (Cf. K. Berchtold, op. cit., p. 377).

(8) Friedrich Heer, Kultur und Politik in der Ersten Republik, dans N. Leser, Das geistige Wien in der Zwischenkriegszeit, Wien, 1981, p. 305.

(9) Max Morold, op. cit., p. 250.

(10) Rudolf List, Katholische Dichtung in Österreich. Ein Wegweiser für Bücherfreunde, Wien, 1934, p. 5.

(11) Friedbert Aspetsberger, Literarisches Leben im Austrofaschismus, Der Staatspreis, Hain, 1980, p. 29.

(12) Ibidem, p. 3.

(13) Ibidem, p. 92-93.

(14) Max Morold, op. cit., p. 596.

- (15) F. Aspetsberger, op. cit., p. 157.
- (16) Ibidem, p. 158-169 et R. List, op. cit., p. 70-72.
- (17) Heinz Kindermann, Heimkehr ins Reich. Großdeutsche Dichtung aus Ostmark und Sudetenland, Leipzig, 1939, p. XLII.
- (18) F. Aspetsberger, op. cit., p. 159.
- (19) R. List, op. cit., p. 104.
- (20) Paul Kruntorad, Prosa in Österreich seit 1945, dans Hilde Spiel (Hg.), Die zeitgenössische Literatur Österreichs, Zürich-München, 1976, p. 139.
- (21) R. List. op. cit., p. 75-76.
- (22) F. Aspetsberger, op. cit., p. 114.
- (23) H. Spiel, op. cit., p. 325.
- (24) F. Aspetsberger, op. cit., p. 114.
- (25) H. Spiel, op. cit., p. 54.
- (26) Viktor Suchy, Dichter zwischen den Zeiten, Festschrift für Rudolf Henz zum 80. Geburtstag, Wien, 1977, p. 4.
- (27) Rudolf Henz, Fügung und Widerstand, Graz-Wien, 1963, p. 153.
- (28) Rudolf Henz, Die kulturelle Situation in der Ersten Republik, dans Österreich in Geschichte und Literatur, 3/1958, p. 177.
- (29) R. Henz, Fügung und Widerstand, Graz-Wien, 1963, p. 319-321.
- (30) Elisabeth Hobl-Jahn, Ohrenzeugen, Radio als Lebensgefühl der fünfziger Jahre, dans Gerhard Jagschitz, Klaus Dieter Mulley (Hg.), Die "wilden" fünfziger Jahre, St Pölten-Wien, 1985, p. 236.
- (31) A. Jentsch, op. cit., p. 133.
- (32) Ibidem, p. 134.
- (33) A. Pfoser, G. Renner, "Ein Toter führt uns an!" Anmerkungen zur kulturellen Situation im Austrofaschismus, dans E. Talos, W. Neugebauer, Austrofaschismus, Beiträge über Politik, Ökonomie und Kultur 1934-1938, Wien, p. 230.
- (34) Christine Leinfellner, Silberwald, Sissi und Sexbomben. Der österreichische Film, die Frauen und die Realität, dans G. Jagschitz, K.D. Mulley, op. cit., p. 56.
- (35) Ibidem, p. 58.

(36) A. Jentsch, op. cit., p. 130.

(37) Thomas Macho, Nachkriegsmusik, Überlegungen zum österreichischen Musikgeschmack in den fünfziger Jahren, dans G. Jagschitz, K.D. Mulley, op. cit., p. 252.

(38) H. Pernter, Österreichische Kulturarbeit als wichtiger Faktor der Außenpolitik, dans Österreichische Monatshefte, mars 1946, p. 224.

(39) H. Pernter, Österreichische Kulturpolitik, dans Österreichische Monatshefte, octobre 1945, p. 9.

(40) R. Schmitz, op. cit., p. 54.

(41) A. Kohl, G. Ofner, B. Moser, Verantwortung für Österreich, Ideen der Ö.V.P. verwirklicht in den Ländern, Wien, 1986, p. 111.

COURTES BIOGRAPHIES

Dans cette partie, nous évoquerons les biographies de quelques grands hommes politiques qui ont marqué de leur empreinte le camp conservateur.

DOLLFUß Engelbert, (1892-1934).

Dollfuß est né dans une famille paysanne de Basse-Autriche. Il fit des études de droit et se consacra ensuite au développement des organisations agricoles. En 1922, il devint premier secrétaire de la Chambre d'Agriculture de Basse-Autriche, organisme dont il fut directeur à partir de 1927. Parallèlement, il occupa la fonction de secrétaire du "Bauernbund" de Basse-Autriche. Au cours de ces années, Dollfuß s'efforça d'organiser la paysannerie selon des concepts corporatifs. C'est sans doute à cause de ces activités qu'il fut nommé ministre de l'Agriculture dans le cabinet Ender en mars 1931. Le 20 mai 1932, il devint chancelier d'un

gouvernement qui devait fossoyer la démocratie. En mars 1933, il fut à la tête de ceux qui préconisèrent l'élimination du Parlement et l'instauration d'un régime corporatif. Deux mois plus tard, il lança l'idée du Front patriotique, organisation qui devait se situer au-dessus des partis et réaliser un rassemblement patriotique populaire. Il interdit tour à tour les partis politiques, le point culminant de cette vague antidémocratique se situant en février 1934; la guerre civile lui donna le prétexte qu'il cherchait pour interdire la social-démocratie. Le 1er mai 1934, il proclama l'Etat corporatif autrichien et fut victime, le 25 juillet 1934, des balles nazies.

Dollfuß peut être considéré à la fois comme un théoricien et un praticien du corporatisme. Son influence dépasse largement la période de sa chancellerie. Aux yeux des populistes, il reste un symbole du patriotisme autrichien à tel point que son portrait est toujours présent dans la salle de réunions du groupe populiste au Conseil national.

FIGL Leopold, (1902-1965).

Leopold Figl est, tout comme Dollfuß, issu d'une famille paysanne. Il fit des études d'agriculture et entra au service du "Bauernbund" de Basse-Autriche, d'abord comme secrétaire, puis comme directeur en 1934, prenant ainsi la relève de Dollfuß. Avant l'Anschluß, il fut nommé directeur du

"Reichsbauernbund", organisation paysanne recouvrant toute l'Autriche, et participa ainsi activement à la mise sur pied de la corporation paysanne, la seule qui existât réellement sous l'Etat corporatif. Arrêté dès 1938 pour ses activités patriotiques pro-autrichiennes, il passa une grande partie de la guerre en camp de concentration. En 1945, il fut l'un des "pères fondateurs" du parti populiste autrichien. Dès la libération, il fut nommé secrétaire d'Etat et gouverneur de la province de Basse-Autriche. A l'issue des premières élections libres, il devint le premier chancelier de la Grande Coalition. Il quitta cette fonction en 1953 pour se consacrer en tant que ministre à la politique étrangère de son pays (1953-1959). Il assura les fonctions de premier président du Conseil national de 1959 à 1962, puis retrouva son fauteuil de gouverneur de Basse-Autriche jusqu'à sa mort.

Bien qu'ayant été l'un des principaux responsables de la corporation paysanne de 1934 à 1938, il fit, en 1945, figure de démocrate à cause de son passé antinazi et de ses longs séjours dans les camps de concentration. Il fut l'un des artisans du rapprochement entre les camps politiques autrichiens et son nom reste indubitablement attaché à la signature du Traité d'Etat qui rendit à l'Autriche son indépendance.

KUNSCHAK Leopold (1871-1953).

Le jeune garçon-sellier Leopold Kunschak ne tarda pas à

s'engager en politique. Conscient de sa condition ouvrière, il créa dès 1892, une association ouvrière chrétienne-sociale. Kunschak faisait déjà partie du cercle de penseurs politiques autrichiens qui se rassemblaient autour de Karl von Vogelsang. Il devint rapidement le leader incontesté du mouvement ouvrier chrétien et fut successivement élu à ce titre au conseil municipal de Vienne (1904), à la Chambre des représentants impériale (Reichsrat, 1907), enfin à la diète de Basse-Autriche (1908). Il entra en 1919 au Conseil national auquel il appartint jusqu'à l'élimination du Parlement en 1934. Bien qu'adversaire résolu des thèses sociales-démocrates, il resta tout au long de la Première République l'un des plus farouches défenseurs d'un ordre démocratique et se trouva ainsi dans une sorte d'opposition à l'intérieur du régime austrofasciste. Il se distingua également par ses prises de positions résolument antinazies. Ceci ne saurait toutefois faire oublier son engagement antisémite tout au long de la Première République. En 1945, ce fut lui qui signa la déclaration d'indépendance de l'Autriche au nom du camp conservateur; il fut en outre nommé vice-bourgmestre de Vienne. A la suite des élections de novembre 1945, il fut élu président du Conseil national, fonction qu'il occupa jusqu'en 1953 et dont il se retira pour raison de santé.

De tous les hommes politiques conservateurs, Kunschak fut sans nul doute le plus attaché à la démocratie. La majorité de ses adversaires politiques virent en lui un véritable démocrate et patriote autrichien.

LUEGER Karl (1844-1910)

Né dans une famille modeste (le père était concierge), Karl Lueger fit de brillantes études de droit et devint avocat. Il ne tarda pas à s'engager en politique, mais, curieusement, dans un autre camp que celui qu'il devait marquer par la suite de manière indélébile. En effet, dès 1875, il fut élu comme représentant des libéraux au conseil municipal de Vienne, mouvement politique dont il démissionna cependant en 1878. Il se tourna alors vers Karl von Vogelsang et ses thèses antisémites et en devint le propagateur le plus connu de toute l'histoire autrichienne. Elu au Reichstag (le Parlement impérial) en 1885, il adhéra à l'union chrétienne-sociale en 1887 et à l'union des travailleurs chrétiens-sociaux de Leopold Kunschak en 1892 pour finalement devenir le leader incontesté du parti chrétien-social en 1893, consacrant ainsi son passage définitif de l'idéologie libérale à l'idéologie du catholicisme politique. Il fut élu maire de Vienne en 1895, mais l'Empereur refuser de ratifier son élection. Réélu en 1897, l'Empereur ne put lui refuser l'investiture, surtout vu qu'il bénéficiait du soutien de Rome. Il occupa cette fonction jusqu'à sa mort en 1910.

La politique communale de Lueger transforma profondément les infrastructures de la capitale autrichienne. Il communalisa les grandes entreprises d'intérêt public, notamment les usines d'électricité et de gaz, les tramways, etc. Il ordonna la construction de nombreux hôpitaux et hospices et organisa

l'approvisionnement de la ville en eau potable. Il fit en outre aménager la ceinture verte de Vienne, ensemble de parcs et jardins qui donne encore aujourd'hui à cette capitale son caractère unique.

Pour les chrétiens-sociaux de la Première République comme pour les populistes d'aujourd'hui, Lueger reste, avec Vogelsang et Dollfuß, l'une des figures d'identification essentielles du parti, bien qu'il reste dans l'histoire comme le symbole d'un antisémitisme virulent, ce qui peut en dire long sur l'état d'esprit de ce camp politique.

MISSONG Alfred (1902-1965).

De père allemand et de mère autrichienne, Alfred Missong compte sans doute parmi les hommes politiques autrichiens les plus patriotes au sens d'une Autriche indépendante de l'Allemagne. Venant du camp légitimiste, il fut l'un des fondateurs de la "Österreichische Aktion" dont le but était de prouver l'existence de l'Autriche et sa nécessité, à une époque où la presque totalité des camps politiques pensait à l'Anschluß. Sous la Première République, il eut essentiellement des activités journalistiques et s'engagea très ouvertement contre le national-socialisme. Son engagement le contraignit à l'émigration de 1938 à 1945; il fut arrêté plusieurs fois pour ses activités antinazies et pro-autrichiennes. Il fit partie en 1945 des cofondateurs de l'Ö.V.P. et fut l'un des principaux

responsables de la rédaction des principes programmatiques populistes de juin 1945. Il fonda également la revue "Österreichische Monatshefte" dont il fut aussi le rédacteur en chef. Missong fut l'un des grands idéologues du parti populiste autrichien et l'un des fondateurs de l'idée de la nation autrichienne sous la Seconde République.

RAAB Julius (1891-1964).

Julius Raab consacra son activité à la défense des intérêts des classes moyennes, en particulier des artisans et commerçants ainsi que de la petite industrie. Il fut élu député chrétien-social dès 1927, et ceci en sa qualité de représentant de ces catégories professionnelles. En 1934, avec l'instauration du régime corporatif, il mit sur pied le "Gewerbebund" qui, dans le cadre de l'idéologie dominante, devait être le support de la corporation formée par le commerce. Parallèlement à ces activités, il fut pendant ces années de l'austrofascisme le chef des Heimwehren de Basse-Autriche. En 1934, il fut nommé membre du Conseil économique et du Conseil fédéral, deux organes du régime corporatif. Le 16 février 1938, il entra dans le dernier cabinet Schuschnigg comme ministre du Commerce. Ceci n'empêcha pas les nazis de le démettre de toutes ses fonctions. C'est pour ces raisons que l'occupant soviétique refusa en 1945 de lui accorder son assentiment pour un porte-feuille ministériel. Julius Raab n'en fut pas moins, avec Figl,

Weinberger et d'autres encore, l'un des fondateurs du parti populiste autrichien; il fut député sous l'étiquette de ce parti de 1945 à 1961 et créa le "Österreichischer Wirtschaftsbund". Il fut en outre élu président de la Chambre de Commerce dès sa fondation en 1946. De 1952 à 1960, il fut le chef du parti populiste, prenant ainsi la place de Leopold Figl. Chancelier

fédéral de 1953 à 1961, il reste célèbre dans les annales de la politique pour la politique économique qu'il pratiqua avec l'assistance de son ministre des finances, Reinhard Kamitz, politique caractérisée par la baisse des impôts et l'encouragement au développement économique. Le Traité d'Etat autrichien fut signé sous son gouvernement et la loi de neutralité adoptée. En 1963, il fut candidat populiste à la Présidence de la République. Bien que soutenu par les libéraux, il fut facilement battu par son adversaire socialiste Adolf Schärf.

Raab fut certainement, de tous les hommes politiques du camp populiste, celui qui représenta le plus l'élément réactionnaire de ce parti, aussi bien au niveau de la pensée politique qu'économique. Ses contacts avec les Heimwehren fascistes dans l'entre-deux-guerres le situèrent franchement à l'aile droite du parti populiste.

SCHMITZ Richard (1885-1954)

Richard Schmitz représente l'idéologie chrétienne-sociale dans son plus pur cru. Elu député de ce parti dès 1920, il en influença la politique de manière décisive tant par ses écrits théoriques que par sa pratique politique. Il fut plusieurs fois ministre de 1922 à 1934, occupant tour à tour différents ministères. En 1934, il fut nommé bourgmestre de Vienne en remplacement du social-démocrate Karl Seitz démis de ses fonctions. Interné dans les camps de concentration de 1938 à 1945, il décida après la guerre de se retirer du monde politique et ne joua plus, de fait, aucun rôle politique sous la Seconde République.

Schmitz avait été l'un des éléments les plus exposés de l'idéologie corporative de l'entre-deux-guerres; il faut peut-être voir dans ce fait la raison pour laquelle il ne put et ne voulut plus intervenir dans la vie politique après 1945.

SCHUSCHNIGG Kurt von, (1897-1977).

Elu dès 1927 comme député chrétien-social, il devint dès 1932 ministre de la Justice dans le gouvernement de Dollfuß, puis en 1933 ministre de l'Education. Il fut nommé chancelier à la mort de Dollfuß et le resta jusqu'à l'annexion de l'Autriche par le Reich en 1938. S'inscrivant dans la foulée de Mgr. Seipel, il fut l'un des adversaires les plus violents de la "démocratie formelle". Afin d'être plus fort dans sa lutte contre la social-démocratie, il n'hésita pas à nouer des contacts avec les nazis autrichiens. En 1936, il signa avec Adolf Hitler le Gentlemen's agreement et orienta ainsi l'Autriche dans une voie allemande. Dans un dernier sursaut de patriotisme autrichien,

il voulut organiser un referendum en faveur de l'indépendance de son pays, mais ne put arrêter la vague brune qui devait déferler sur l'Autriche. Il refusa jusqu'à l'arrivée des troupes allemandes en Autriche de collaborer avec les partis démocratiques autrichiens qui existaient encore dans l'illégalité. Interné par les nazis dès leur entrée en Autriche, il émigra après la guerre aux Etats-Unis où il devint professeur de sciences politiques à l'Université de St. Louis. Il rentra en Autriche en 1967, mais ne joua plus jamais aucun rôle politique.

SEIPEL Ignaz (1876-1932).

Ce fils de fiacre devint prêtre puis professeur de théologie morale aux universités de Salzbourg et de Vienne. Il fit partie du dernier cabinet Lammasch avant l'armistice de 1918 en tant que ministre des Affaires sociales. Théoricien du parti chrétien-social, il en devint député en 1919 et leader incontesté de 1921 à 1929. Il fut à deux reprises chancelier (1922-1924 et 1926-1929). Il réalisa l'assainissement financier de l'Autriche, mais aussi la répression des travailleurs sociaux-démocrates en juillet 1927, ce qui lui valut la haine de ses adversaires. A partir de cette date, il se tourna de plus en plus vers les Heimwehren fascistes en qui il vit un instrument de lutte efficace contre la social-démocratie. Eminence grise du parti chrétien-social, il entraîna son parti sur les voies du corporatisme et de la "vraie démocratie" et fut le véritable instigateur du régime qui devait s'instaurer en 1934. Face à la question nationale, il fut partisan d'un grand empire calqué sur le modèle du Saint Empire romain germanique. C'est lui qui parla de l'Autriche "second Etat allemand" et de la communauté de langue et de destin avec l'Allemagne.

Tout comme Dollfuß, Seipel reste encore aujourd'hui pour les populistes un symbole politique et continue à être la figure de référence dans le passé de leur mouvement politique.

—

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages généraux.

- BENEDIKT Heinrich, Geschichte der Republik Österreich, unter Mitwirkung von Walter Goldinger, Stephan Verosta, Friedrich Thalmann, Adam Wandruszka, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1954, 630 p.
- BERCHTOLD Klaus, Österreichische Parteiprogramme 1868-1966, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1967, 528 p.
- BRUCKMÜLLER Ernst, Nation Österreich. Sozialhistorische Aspekte und ihre Entwicklung, Wien, Böhlau Verlag, 1984, 270 p.
- CULLIN Michel, KREISSLER Felix, L'Autriche contemporaine, Paris, Colin U 2, 1972, 342 p.
- DESPUT Josef Franz (Hg.), Österreich 1934-1984, Erfahrungen, Erkenntnisse, Besinnung, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1984, 239 p.
- DROZ Jacques, Histoire de l'Autriche, Paris, Presses Universitaires de France, "Que sais-je?", 1969, 126 p.
- FISCHER Heinz, Das politische System Österreichs, Wien, Europa Verlag, 1974, 655 p.
- GOLDINGER Walter, Geschichte der Republik Österreich, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1962, 311 p.
- GÖRLICH Ernst Josef, Geschichte Österreichs, Tyrolia Verlag, Innsbruck-Wien-München, 1977, 681 p.
- KADAN Albert, PELINKA Anton, Die Grundsatzprogramme der österreichischen Parteien, Dokumentation und Analyse, Sankt Pölten, Verlag Niederösterreichisches Pressehaus, 1979, 286p.
- KLOSE Alfred, MANTL Wolfgang, ZSIFKOVITS Valentin, Katholisches Soziallexikon, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1980, 3480 p.
- KREISSLER Felix, Histoire de l'Autriche, Paris, Presses Universitaires de France, "Que sais-je?", 1977, 128p.

KREISSLER Felix, La prise de conscience de la nation autrichienne (1938-1945-1978), Paris, Presses Universitaires de France, 1980, 2 tomes, 987 p.

LATEMENDIA Pierre, La démocratie chrétienne, Paris, Presses universitaires de France, "Que sais-je?", 1977, 127 p.

MASSICZEK Albert (Hg.), Zeit an der Wand, Österreichs Vergangenheit 1848-1965 in den wichtigsten Anschlägen und Plakaten, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1967, 160p.

WAGNER Georg, Österreich. Von der Staatsidee zum Staatsbewußtsein, Studien und Ansprachen, Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1982, 735 p.

WELAN Manfred, PELINKA Anton, Demokratie und Verfassung in Österreich, Wien, Europa Verlag, 1971, 376 p.

ZÖLLNER Erich, Österreichs Geschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1974, 5. Auflage, 694 p.

2. Ouvrages se rapportant à la Première République et au parti chrétien-social.

DIAMANT Alfred, Die österreichischen Katholiken und die Erste Republik; Demokratie, Kapitalismus und soziale Ordnung 1918-1934, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1965, 280 p.

HOOR Ernst, Österreich 1918-1938, Staat ohne Nation, Republik ohne Republikaner, Wien-München, Österreichischer Bundesverlag, 1966, 162 p.

HUEBMER Hans, Österreich 1933-1938. Der Abwehrkampf eines Volkes, Wien, Österreichischer Verlag, 1949, 187 p.

JEDLICKA Ludwig, Ein Heer im Schatten der Parteien. Die militärpolitische Lage Österreichs 1918-1938, Graz-Wien-Köln, Böhlau Verlag, 1955, 200 p.

JEDLICKA Ludwig, NECK Rudolf (Hg.), Das Juliabkommen von 1936, Vorgeschichte, Hintergründe und Folgen, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1977, 480 p.

JEDLICKA Ludwig, NECK Rudolf (Hg.), Vom Justizpalast zum Heldenplatz, Studien und Dokumentationen 1927 bis 1938, Wien, Österreichische Staatsdruckerei, 1975, 588 p.

JEDLIČKA Ludwig, NECK Rudolf (Hg.), Österreich 1927 bis 1938, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1973.

KREISSLER Felix, De la révolution à l'annexion, L'Autriche de 1918 à 1938, Paris, Presses Universitaires de France, 1971, 419 p. + annexes.

LEICHTER Otto, Otto Bauer, Tragödie oder Triumph, Europa Verlag, Wien-Frankfurt-Zürich, 1970, 395 p.

LEICHTER Otto, Glanz und Elend der Ersten Republik. Wie es zum österreichischen Bürgerkrieg kam, Wien-Köln-Stuttgart-Zürich, Europa Verlag, 1964, 256 p.

LESER Norbert (Hg.), Das geistige Wien in der Zwischenkriegszeit, Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1981, 312 p.

LESER Norbert, Genius Austriacus, Beiträge zur politischen Geschichte und Geistesgeschichte Österreichs, Wien-Graz-Köln, Böhlau Verlag, 1986, 306 p.

LESER Norbert, Zwischen Reformismus und Bolschewismus. Der Austromarxismus als Theorie und Praxis, Wien-Graz-Köln, Böhlau Verlag, 2. Auflage, 1985, 392 p.

ACKERL Isabella, NECK Rudolf (Hg.), Österreich November 1918. Die Entstehung der Ersten Republik, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1986, 293 p.

SIMON Walter B., Österreich 1918-1938. Ideologien und Politik, Wien-Graz-Köln, Böhlau Verlag, 1984, 183 p.

WEINZIERL Erika, SKALNIK Kurt, Österreich 1918-1938. Geschichte der Ersten Republik, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1983, 1132 p.

3. Ouvrages se rapportant essentiellement au parti chrétien-social.

GOLDINGER Walter (Hg.), Protokolle des Klubvorstandes der Christlichsozialen Partei 1932-1934, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1980, 400 p.

GÜNTHER Otto, Christlichsoziale programmatische Gedanken, Wien, Kuppitsch Verlag, 1932, 103 p.

KEREKES Lajos, Abenddämmerung einer Demokratie. Mussolini, Gombös und die Heimwehr, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1966, 235 p.

KNOLL Reinhold, Zur Tradition der Christlichsozialen Partei. Ihre

Früh- und entwicklungsgeschichte bis zu den Reichsratswahlen 1907, Wien-Graz-Köln, 1973, 319 p.

SCHMITZ Richard, Das christlichsoziale Programm, mit Erläuterungen, Wien, Volksbundesverlag, 1932, 80 p.

SEIPEL Ignaz, Der Kampf um die österreichische Verfassung, Wien-Leipzig, Verlag Braumüller, 1930, 379 p.

STAUDINGER Anton, Aspekte christlichsozialer Politik 1917 bis 1920, Wien, Habil., 1979.

STAUDINGER Anton, Bemühungen Carl Vaugoins um Suprematie der Christlichsozialen Partei in Österreich (1930-1903), Wien, Diss., 253 p.

STÖGER Walter, Das Verhältnis der Konservativen zur Christlichsozialen Partei, Wien, Diss., 1949, 187 p.

STREITENBERGER Wolfgang, Das Leitbild "ständische Ordnung" im politischen Denken Österreichs von der Jahrhundertwende bis 1938, Wien, Diss., 1975, 236 p.

4. Ouvrages consacrés à l'austrofascisme.

BÄRNTHALER Irmgard, Die Vaterländische Front. Geschichte und Organisation, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1971, 238 p.

BOCK Fritz, Das Schicksalsjahr 1934, Wien, Jupiter Verlag, 1984, 30 p.

La Constitution autrichienne promulguée en date du 1er mai 1934, trad. franç. , service de presse de la chancellerie fédérale de Vienne, 1934, 98 p.

ENDER Otto, Die neue österreichische Verfassung mit dem Text des Konkordats, Wien-Leipzig, Österreichischer Bundesverlag, 4. Auflage, 1935, 134 p.

LUGMAYER Karl, Die Berufsständische Ordnung, Wien, Gewerkschaftsbund der Österreichischen Arbeiter- und Angestellten, 1937, 52 p.

MALETA Alfred, Der Sozialist im Dollfuß-Österreich. Eine Untersuchung der Arbeiterfrage, Linz, Preßverein, 1936, 163p.

MERKL Adolf, Die ständisch-autoritäre Verfassung in Österreich. Ein kritisch-systematischer Grundriß, Wien, Springer, 1935, 166 p.

NEUGEBAUER Wolfgang, TALOS Emmerich, Austrofascismus. Beiträge

über Politik, Ökonomie und Kultur 1934-1938, Wien, Verlag für Gesellschaftskritik, 1384, 286 p.

Die Ö.V.P. und der 12. Februar. Ein kurzer Tatsachenbericht des Hauptreferates für Presse und Publizistik der Ö.V.P., Wien, Österreichischer Verlag, 1946, 20 p.

PELINKA Anton, Stand oder Klasse. Die christliche Arbeiterbewegung 1933 bis 1938, Wien-München-Zürich, Europa Verlag, 1972, 334 p.

REICHHOLD Ludwig, Opposition gegen den autoritären Ständestaat. Christlicher Antifascismus 1934-1938, Wien-Köln-Stuttgart-Zürich, Europa Verlag, 1976, 180 p.

WINKLER Franz, Diktatur in Österreich, Zürich-Leipzig, Orell-Füssli, 1935, 244 p.

5. Ouvrages relatifs à l'émigration et à la résistance.

DOKUMENTATIONSARCHIV DER ÖSTERREICHISCHEN WIDERSTANDSBEWEGUNG, Widerstand und Verfolgung in Wien. Eine Dokumentation 1934-1945, Wien, Jugend und Volk, 3 Bände, 1975.

GOLDNER Franz, Die österreichische Emigration 1938 bis 1945, Wien-München, Verlag Herold, 1977, 2. Auflage, 364 p.

HINDELS Josef, Österreichs Gewerkschaften im Widerstand 1934-1945, Wien, Europa Verlag, 1976, 434 p.

KLUSACEK Christine, STEINER Herbert, STIMMER Kurt, Dokumentation zur österreichischen Zeitgeschichte 1938-1945, Wien-München, Jugend und Volk, 1971, 593 p.

MAIMANN Helene, Politik im Wartesaal. Österreichische Exilpolitik in Großbritannien 1938-1945, Wien-Köln-Graz, Böhlau Verlag, 1975, 355 p.

MOLDEN Otto, Der Ruf des Gewissens. Der österreichische Freiheitskampf. Beiträge zur Geschichte der österreichischen Widerstandsbewegung, Wien-München, Verlag Herold, 1958, 370 p.

STEINER Herbert, Gestorben für Österreich. Widerstand gegen Hitler, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1968, 241 p.

STEINER Herbert, Zum Tode verurteilt. Österreicher gegen Hitler. Eine Dokumentation, Wien-Köln-Stuttgart-Zürich, Europa Verlag, 1964, 208 p.

WEINZIERL Erika, Zu wenig Gerechte, Österreich und Judenverfolgung 1938-1945, Graz-Wien-Köln, Verlag

Styria, 1969, 208 p.

6. Ouvrages généraux sur la Deuxième République.

BETHOUART (Général), La bataille pour l'Autriche, Paris, Presses de la Cité, 1966, 320 p.

FEICHTENBERGER Josef, Die Länderkonferenzen 1945. Die Wiedererrichtung der Republik Österreich, Wien, Diss., 1965, 200 p.

GERLICH Peter, MÜLLER Wolfgang C. (Hg.) Zwischen Koalition und Konkurrenz. Österreichs Parteien seit 1945, Braumüller Verlag, Wien, 1983, 378 p.

HANNAK Jacques, Bestandaufnahme Österreichs 1945-1963, Wien-Hannover-Bern, Forum Verlag, 1963, 487 p.

KHOL Andreas, STIRNEMANN Alfred, Österreichisches Jahrbuch für Politik, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1977-1984.

KOCENSKY Josef, Dokumentation zur österreichischen Zeitgeschichte, 1945-1955, Wien-München, Jugend und Volk, 1970, 531 p.

OBERLEITNER Wolfgang, Politisches Handbuch der Republik Österreich 1945-1960, Wien, Verlag Guardaval, 1960, 148 p.

REICHHOLD Ludwig, Zwanzig Jahre Zweite Republik, Österreich findet zu sich selbst, Wien, Verlag Herder, 1965, 426 p.

WAGNER Georg, Österreich. Zweite Republik, Thaur/Tirol, Österreichischer Kulturverlag, 2 Bände, 1983-1986.

WEINZIERL Erika, SKALNIK Kurt, Die Zweite Republik, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1972, 2 Bände.

WEINZIERL Erika, SKALNIK Kurt (Hg.), Das neue Österreich. Geschichte der Zweiten Republik, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1970, 414 p.

7. Ouvrages généraux sur le parti populiste autrichien.

DIENSTLEDER Alois, Die Partei der Mitte, Rundfunkansprache an die steirische Bevölkerung, Graz, Landesleitung der Ö.V.P., 1945, 15 p.

- DIX Robert, Kontrast der Weltanschauungen. Das Menschenbild des Marxismus und der Ö.V.P., Wien, Österreichischer Akademikerbund, 1980, 40 p.
- FIGL Leopold, Sinn, Weg und Ziel der Österreichischen Volkspartei, Wien, Österreichischer Verlag, 1947, 7 p.
- HEINDL Gottfried, 25 Jahre Arbeit für Österreich. Der Weg der Ö.V.P. 1945-1970, Wien, Bundesparteileitung der Ö.V.P., 1970, 293 p.
- HEINDL Gottfried, 1945-1960. Wie wir wurden. Der Weg der Ö.V.P., Wien, Eigenverlag, 1960, 80 p. + Anhang.
- HURDES Felix, Politischer Rechenschaftsbericht der Ö.V.P., Wien, Österreichischer Verlag, 1947, 16 p.
- KASAMAS Alfred, Programm Österreich. Die Grundsätze und Ziele der Ö.V.P., Wien, Österreichischer Verlag, 1949, 236 p.
- KHOL Andreas, OFNER Gerhard, MOSER Bernhard, Verantwortung für Österreich. Ideen der Ö.V.P. verwirklicht in den Ländern, Wien, Politische Akademie, 1986, 179 p.
- KRIECHBAUMER Robert, Von der Illegalität zur Legalität, Gründungsgeschichte der Ö.V.P., Wien, Multiplex Media Verlag, 1985, 303 p.
- Ö.v.P.-LANDESGRUPPE TIROL (Hg.), Unser neues Österreich, Innsbruck, Eigenverlag, 1945, 51 p.
- MAIER Helwig, Die Ö.V.P. 45-70. Der Weg von der Koalition über die Alleinregierung in die Opposition, Salzburg, Diss., 1971, 395 p.
- MALETA Alfred, Ziel und Weg der Österreichischen Volkspartei, Wien, Österreichischer Verlag, 1948, 12 p.
- MALETA Alfred, Entscheidung für morgen. Christliche Demokratie im Herzen Europas, Wien-München-Zürich, Verlag Fritz Molden, 1968, 336 p.
- MOCK Alois, Standpunkte, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1982, 203p.
- Ö.V.P.-Parteileitung: Politisches Lexikon der Ö.V.P., Wien, Ö.V.P.-Bundesparteileitung, 1969, 294 p.
- REICHHOLD Ludwig, Geschichte der Ö.V.P., Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1975, 503 p.
- Schwarz-bunter Vogel, Studien zu Programm, Politik und Struktur der Ö.V.P., Wien, Verlag Junius, 1985, 241 p.

WEDL Kurt, Schwarze Markierungen, Dokumente zur Parteiwirklichkeit der Ö.V.P., Salzburg, Verlag W. Neugebauer, 1979, 360 p.

8. Ouvrages spécialisés se rapportant à des chapitres précis.

8.1. Ouvrages concernant les aspects sociologiques.

ÖSTERREICHISCHER BAUERNBUND (Hg.), Fortschritt durch Einigkeit, Bauernarbeit, Gestern, Heute, Morgen, Wien, Eigenverlag, 1966, 179 p.

KRAUS Therese, Die Entstehung des niederösterreichischen Bauernbundes, Wien, Diss, 1950, 230 p.

STIEFBOLD, Wahlen und Parteien in Österreich, Wien, Österreichischer Bundesverlag und Verlag für Jugend und Volk, 1966, 3 Bände, 312, 976 et 796 p.

STIRNEMANN Alfred, Interessengegensätze und Gruppenbildungen innerhalb der Österreichischen Volkspartei. Eine empirische Studie, Wien, Institut für Höhere Studien, 1969, 86 p.

STOCKHAMMER Helmut, Der Ö.C.V.. Innenstruktur und Sozialisation. Zur Strukturanalyse des Cartellverbandes katholisch-österreichischer Studentenverbindungen, Linz, Verlag Friedrich Fürstenberg, 1970, 60 p.

VODOPIVEC Alexander, 40 Jahre Wirtschaftsbund. Mehr Markt, weniger Staat, Wien, Österreichischer Wirtschaftsverlag, 1985, 107p.

8.2. Ouvrages consacrés au thème de l'identité nationale.

ARDELT Rudolf Gustav, Zwischen Demokratie und Faschismus. Deutchnationales Gedankenut in Österreich 1919-1930, Wien-Salzburg, Geyer Edition, 1972, 212 p.

CARSTEN Francis L., Faschismus in Österreich. Von Schönerer bis Hitler, München, Wilhelm Fink Verlag, 1977, 373 p.

EICHSTÄDT Ulrich, Von Dollfuß zu Hitler. Geschichte des Anschlusses Österreichs 33-38, Wiesbaden, Verlag Steiner, 1955, 558 p.

FISCHER Joachim, Österreichisch-deutsche Arbeitsgemeinschaft,

Österreichische und reichsdeutsche Sozialpolitik, Wien, Deutsche Einheit, 1932, 37 p.

GARSCHA Winfried, Die Deutsch-österreichische Arbeitsgemeinschaft. Kontinuität und Wandel deutscher Anschlußpropaganda und Angleichungsbemühungen vor und nach der nationalsozialistischer Machtergreifung, Wien, Diss., 1982, 424 p.

HEER Friedrich, Der Kampf um die österreichische Identität, Wien-Köln-Graz, Böhlau Verlag, 1981, 562 p.

HURDES Felix, Österreich als Realität und Idee, Wien, Österreichischer Verlag, 1946, 15 p.

KLEINWAECHTER Friedrich, Der deutschösterreichische Mensch und der Anschluß, Wien, Eckart Verlag, 1926, 240 p.

KLEINWAECHTER Friedrich, von PALLER Franz, Die Anschlußfrage in ihrer kulturellen, politischen und wirtschaftlichen Bedeutung, Wien, Braumüller Verlag, 1930, 640 p.

KREISSLER Felix, La prise de conscience de la nation autrichienne 1938-1945-1978, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, 2 volumes, 987 p.

ROSAR Wolfgang, Deutsche Arbeitsgemeinschaft, Seyss-Inquart und der Anschluß, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1971, 441 p.

ROSS Dieter, Hitler und Dollfuß. Die deutsche Österreich-Politik 1933-1934, Hamburg, Leibniz Verlag, 1966, 341 p.

8.2. Ouvrages spécialisés sur le national-socialisme.

EDLINGER Günter, Friedrich Funder und die Reichspost in ihrer Stellungnahme zur Politik des Nationalsozialismus gegenüber Österreich von 1930 bis zum "Anschluß" 1938, Wien, Diss., 1964, 160 p.

FRIEDL Jacob, Nationalismus und Kirche in Österreich, Wien, Dom Verlag, 1947, 238 p.

HOLZNER Johann, Untersuchungen zur Überwindung des Nationalsozialismus in Österreich, Innsbruck, Diss., 1971, 326 p.

HUDAL Alois, Die Grundlagen des Nationalsozialismus, Johannes Günther Verlag, Leipzig-Wien, 1937, 294 p.

MALETA Alfred, Die Amnestie für Nationalsozialisten. Ein Erfolg der Österreichischen Volkspartei, Wien, Österreichischer Verlag, 1948, 6 p.

WEINZIERL-FISCHER Erika, Österreichs Katholiken und der Nationalsozialismus, dans Wort und Wahrheit, Monatsschrift für Religion und Kultur, 1963, 1. Teil 1918-1933, p. 417-439, 2. Teil 1933-1945, p. 493-526.

8.3. Ouvrages ayant rapport à l'économie.

BANDUR Josef, Die Volksaktie in Österreich, Wien, Diplomarbeit, 1974.

DEUTSCH Renate, Die Kontroverse zwischen Ö.V.P. und S.P.Ö. in der Verstaatlichungsfrage 1945-1949, Salzburg, Diss., 1977, 303p.

ETTMAYER Wendelin, Der Stellenwert des Liberalen in der Ö.V.P., Wien, Wiener Preßverein, 1981, 40 p.

HEINL Eduard, Über ein halbes Jahrhundert. Zeit und Wirtschaft, Wien, Braumüller Verlag, 1948, 331 p.

HOLLERER Siegfried, Verstaatlichung und Wirtschaftsplanung in Österreich (1946-1949), Wien, Diss., 1972, 258 p.

JETTMAR Rudolf, Das erste Eigentumsgesetz der Ö.V.P., Politische Akademie, Wien, 1980, 8 p.

KRAMPLER Gerhard, Wirtschaftspolitik der Ö.V.P.. Beiträge zur politischen Bildung, Wien, Ö.V.P.-Bundesparteileitung und Bundessekretariat der Jungen Generation der Ö.V.P., 1969, 35 p.

PAPENBERG Karl, Die Volksaktie, Graz, Diss., 1959, 112 p.

- TOLLER Kolomann, Die Volksaktie in Österreich, Graz, Diss., 1961, 123 p.
- WEBER Wilhelm, Wirtschaft in Politik und Recht. Zum österreichischen Beispiel, Wien-München-Zürich, Europa Verlag, 1972, 533 p.
- 8.4. Ouvrages ayant rapport avec la politique sociale.
- DOBRETSBERGER Josef, Sozialpolitik im neuen Staat, Wien, Kammer für Arbeiter und Angestellte, 1936, 30 p.
- DREXEL Karl, Soziale Politik, Wien, Gsur Verlag, 1933, 22 p.
- ERNEGGER Michael, Staatliche Sozialpolitik in Österreich 1933-1938. Unter Berücksichtigung der Vorgeschichte, Wien, Diplomarbeit, 1987, 218 p.
- FIALA Otto, Sozialpolitik in Österreich nach dem 1. und 2. Weltkrieg mit besonderer Berücksichtigung der Gemeinde Wien, Diss., 1947, 135 p.
- GULICK Charles A., Österreich von Habsburg zu Hitler, Bd. 1, Wien, Danubia Verlag, 1948, 500 p.
- KOHLMAYER Herbert, Sozialpolitik der Ö.V.P., Wien, Ö.V.P.-Bundesparteileitung, 1969, 32 p.
- KOHLMAYER Herbert (Hg.), Soziale Sicherheit und Gerechtigkeit, Studienreihe der Politischen Akademie, Bd. 14, Wien, 1983, 31 p.
- MÜLLER Hanna, Sozialpolitik und Christlichsoziale Bewegung, Wien, Diss., 1947, 174 p.
- SALZER Wilhelm, Der christlichsoziale Beitrag zur Lösung der Arbeiterfrage, Wien, Verlag der Berichte zur Kultur und Zeitgeschichte, 1962, 111 p.
- SAUBERER Willy, 15 Jahre Familienbeihilfe, Wien, Österreichischer Verlag, 1964, 32 p.
- STIFTUNG FÜR DIE PFLEGE DER TRADITION DER CHRISTLICHEN ARBEITERBEWEGUNG (Hg.), Die christlichen Gewerkschaften in Österreich, Wien, Europa Verlag, 1975, 416 p.
- TALOS Emmerich, Staatliche Sozialpolitik in Österreich, Wien, Verlag für Gesellschaftskritik, 1981, 465 p.
- Wiener Programm der österreichischen Arbeiterschaft, Wien,

Ö.A.A.B., 1946, 15 p.

8.5. Ouvrages se rapportant au système éducatif.

- BASRUCKER Elisabeth, Die Schulforderungen der politischen Parteien in Österreich, Wien, Diss., 1960, 129 p.
- BAUER Moritz, Leitfaden durch die Schulgesetze 1962, Schriftenreihe des österreichischen Verbandes der Elternvereine an den öffentlichen Pflichtschulen, Wien, Verlag für Jugend und Volk, 1953, 32 p.
- HURDES Felix, Erziehungs- und Schulprogramm der Ö.V.P., Wien, Österreichischer Verlag, 1947, 11 p.
- KLETZMAYER Maria, Schulpolitische Vorstellungen der Parteien von 1868 bis 1962, Kirchdorf, Diplomarbeit, 1981, 115 p.
- KRASSER Robert, Ständestaat und Schule. Grundsätzliches zur österreichischen Schulerneuerung, Wien-Leipzig, Verlag für Jugend und Volk, 1936, 24 p.
- ROBINSON Saul B., Schulreform im gesellschaftlichen Prozeß, Stuttgart, Klett Verlag, 1975, 2 Bände.
- SCHWENDENWEIN Hugo, Religion in der Schule. Rechtsgrundlagen, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1980, 391 p.

8.6. Ouvrages traitant les rapports avec l'Eglise catholique.

- HANISCH Ernst, Die Ideologie des politischen Katholizismus in Österreich 1918-1938, Wien-Salzburg, Geyer Edition, 1977, 52 p.
- Kirche und Ö.V.P., Katholische Sozialakademie, Wien, 1979, 61 p.
- KLOSTERMANN Ferdinand, KRIEGL Hans, MAUER Otto, WEINZIERL Erika (Hg.), Kirche in Österreich 1918-1968, Wien-München, Verlag Herold, 1967, 2 Bände, 480 et 200 p.
- LÄPPLE Alfred, Kirche und Nationalsozialismus in Deutschland und Österreich, Fakten, Dokumente, Analysen, Aschaffenburg, Paul Pattloch Verlag, 1980, 450 p.
- LEWIS Garwin, Kirche und Partei im Politischen Katholizismus, Wien, Salzburg, Geyer Edition, 1977, 424 p.
- MAGENSCHAB Hans, Die Zweite Republik zwischen Kirche und Parteien, Wien, Verlag Herold, 1968, 112 p.
- PRANTNER Robert, Katholische Kirche und christliche Parteipolitik in Österreich im Spiegel der katholischen Presse der Erzdiözese Wien unter der Regierung Kardinal Piffls von

der Gründung der Republik Österreich bis zum Tode des Kirchenfürsten (1918-1932), Wien, Diss., 1955, 308 p.

WEINZIERL-FISCHER Erika, Die österreichischen Konkordate von 1855 und 1933, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1960, 271 p.

8.7. Ouvrages sur l'antisémitisme.

BUNZL John, MARIN Bernd, Antisemitismus in Österreich, Sozialhistorische und soziologische Studien, Innsbruck, Inn Verlag, 1983, 226 p.

DRABEK Anna, HÄUSLER Wolfgang, SCHUBERT Kurt, STUHLPFARRER Karl, VIELMETTI Nikolaus, Das österreichische Judentum, Voraussetzungen und Geschichte, Wien-München, Verlag Jugend und Volk, 1982, 2. Auflage, 215 p.

GOLD Hugo, Geschichte der Juden in Wien, Tel-Aviv, Editions Olamenu, 1966, 158 p.

HEER Friedrich, 2000 Jahre Judentum und Christentum. Gottes erste Liebe. Genesis des österreichischen Katholiken Adolf Hitler, München, Becktle Verlag, 1967, 741 p.

HELLWING Isak Arie, Religiös motivierter Antisemitismus mit Berücksichtigung der Verhältnisse in Österreich-Ungarn im letzten Drittel des 19. Jahrhunderts, Wien, Diss., 1966, 292 p.

HINTERLEITNER Fritz, Die Abenteuer des Juden Tate, Wien, Gunther Verlag, 1938, 64 p.

HOLZMANN Hermann, Antisemitismus in der österreichischen Innenpolitik 1933-1938. Der Umgang der drei politischen Parteien mit diesem Phänomen, Wien, Diplomarbeit, 1986, 126p.

MADEREGGER Sylvia, Die Juden im österreichischen Ständestaat, Wien-Salzburg, Geyer Edition, 1973, 284 p.

SPIRA Leopold, Antisemitismus in Österreich, Sondernummer, Weg und Ziel, September 1965, 47 p.

SPIRA Leopold, Feindbild "Jud". 100 Jahre politischer Antisemitismus in Österreich, Wien-München, Löcker Verlag, 1981, 183 p.

STIEGNITZ Peter, Beitrag zur Behandlung der soziologischen Gründe des Antisemitismus, Wien, Diss., 1963, 126 p.

WEISS Hilde, Antisemitische Vorurteile in Österreich. Theoretische und empirische Analysen, Wien, Habil., 1981, 231 p.

8.8. Ouvrages relatifs à la culture.

- ASPETSBERGER Friedbert, Literarisches Leben im Austrofascismus. Der Staatspreis, Hain, 1980, 222 p.
- HENZ Rudolf, Fügung und Widerstand, Stiasny Verlag, Graz-Wien, 1963, 479 p.
- JENTSCH August, Der Kulturteil der Parteipresse. Untersuchungen an Hand der kulturellen Rubriken in den Zentralorganen der österreichischen Großparteien (1918-1933), Wien, Diss., 1952, 240 p.
- HORVATH Maria, Die Bildungspolitik des Unterrichtsministers Dr. Felix Hurdes unter besonderer Betonung der Schulpolitik und Berücksichtigung der Kulturpolitik, Wien, Diss., 1985, 269p.
- HUBER Othmar, Kulturpolitik der Ö.V.P., Wien, Ö.V.P.-Bundesparteileitung und Bundessekretariat der Jungen Generation, 1969, 43 p.
- HURDES Felix, Österreichische Kulturpolitik, Wien, Österreichischer Verlag, 1948, 18 p.
- KINDERMANN Heinz, Heimkehr ins Reich, Großdeutsche Dichtung aus Ostmark und Sudetenland, Reclam Verlag, Leipzig, 1939, 628p.
- LIST Rudolf, Katholische Dichtung in Österreich. Ein Wegweiser für Bücherfreunde, Österreichischer Büchereiverband, Wien, 1934, 119 p.
- MOROLD Max, Dichterbuch. Deutscher Glaube, deutsches Sehnen und deutsches Fühlen in Österreich, Adolf Luser Verlag, Wien-Berlin-Leipzig, 1933, 609 p.
- SPIEL Hilde (Hg.), Die zeitgenössische Literatur in Österreich, Kindler Verlag, Zürich-München, 1976, 758 p.
- SUCHY Viktor (Hg.), Dichter zwischen den Zeiten, Festschrift für Rudolf Henz zum 80. Geburtstag, Braumüller Verlag, Wien, 1977, 535 p.

9. Mémoires d'hommes politiques autrichiens.

- BÖHM Johann, Erinnerungen aus meinem Leben, Wien, Österreichischer Gewerkschaftsbund, 1953, 253 p.
- WEBER Edmund (Hg.), Dollfuß an Österreich: eines Mannes Wort und Ziel, Wien, Reinhold Verlag, 1935, 259 p.

- FIGL Leopold, Reden für Österreich, mit einer Einleitung von Ludwig Reichhold, Wien-Frankfurt-Zürich, Verlag Fritz Molden, 1965, 172 p.
- FISCHER Ernst, Das Ende einer Illusion. Erinnerungen 1945-1955, Wien-München-Zürich, 1973, 400 p.
- FUNDER Friedrich, Als Österreich den Sturm bestand. Aus der Ersten in die Zweite Republik, Wien-München, Verlag Herold, 1957, 549 p.
- FUNDER Friedrich, Aufbruch zur christlichen Sozialreform, Wien-München, Verlag Herold, 1953, 171 p.
- FUNDER Friedrich, Vom Gestern ins Heute. Aus dem Kaiserreich in die Republik, Wien-München, Verlag Herold, 1952, 717 p.
- GORBACH Alfons, Gedanken zur Politik, Wien-Stuttgart-Zürich, Frick Verlag, 1961, 205 p.
- GRUBER Karl, Ein politisches Leben. Österreichs Weg zwischen den Diktaturen, Wien-München-Zürich, Verlag Fritz Molden, 1976, 300 p.
- GRUBER Karl, Zwischen Befreiung und Freiheit. Der sonderfall Österreich, Wien, Verlag Ullstein, 1953, 324 p.
- HELMER Oskar, 50 Jahre erlebte Geschichte, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1957, 375 p.
- HURDES Felix, Vater Unser, Gedanken aus dem Konzentrationslager, Wien, Verlag Herder, 1950, 159 p.
- KOREF Ernst, Die Gezeiten meines Lebens, Wien-München, Jugend und Volk, 1980, 551 p.
- KUNSCHAK Leopold, 45 Jahre Christlichsozialer Arbeiterverein, Wien, Bund christlicher Arbeiter und Angestellten, 1937, 62p.
- KUNSCHAK Leopold, Österreich 1918-1934, Wien, Typographische Anstalt, 1935, 221 p.
- KUNSCHAK Leopold, Steinchen vom Weg, Wien, Typographische Anstalt, 1937, 110 p.
- LANGOTH Franz, Kampf um Österreich, Erinnerungen eines Politikers, Wels, Verlag Welsermühl, 1951, 395 p.
- MALETA Alfred, Bewältigte Vergangenheit. Österreich 1932-1945, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1981, 250 p.
- PITTERMANN Bruno, Das Zeitalter der Zusammenarbeit, Reden aus

- zwei Jahrzehnten, Wien, Wiener Volksbuchhandlung, 1966, 271 p.
- SCHMITZ Richard, Bibliographisches. Memoiren, Wien, Wiener Katholische Akademie, 1977, 33 p.
- SCHUSCHNIGG Kurt, Dreimal Österreich, Wien, Thomas-Verlag Jakob Hegner, 1937, 335 p.
- SCHUSCHNIGG Kurt, Ein Requiem in Rot-Weiß-Rot, Wien, Verlag Almathea, 1946, 519 p.
- SCHUSCHNIGG Kurt, Im Kampf gegen Hitler. Die Überwindung der Anschlußidee, Wien-München-Zürich, Verlag Molden, 1969, 472p.
- SCHÄRF Adolf, April 45 in Wien, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1948, 127 p.
- SCHÄRF Adolf, Österreichs Erneuerung. Das erste Jahrzehnt der Zweiten Republik, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1955, 420 p.
- SCHÄRF Adolf, Zwischen Demokratie und Volksdemokratie. Österreichs Einigung und Wiederaufrichtung im Jahre 1945, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1950, 143 p.
- STARHEMBERG Ernst Rüdiger, Memoiren, Wien-München, Verlag Almathea, 1971, 344 p.
- STREERUWITZ Ernst, Springflut über Österreich. Erinnerungen, Erlebnisse aus bewegter Zeit 1914-1929, Wien-Leipzig, Bernina-Verlag, 1937, 477 p.
- WEINBERGER Lois, Tatsachen, Begegnungen und Gespräche. Ein Buch um Österreich, Wien, Österreichischer Verlag, 1948, 287 p.
- WINTER Ernst Karl, Christentum und Zivilisation, Wien, Amandus Verlag, 1956, 531 p.
- WITHALM Hermann, Aufzeichnungen, Graz-Wien-Köln, Styria Verlag, 1973, 224 p.

10. Biographies.

- AUER Johann, Seipels Verhältnis zu Demokratie und autoritärer Staatsführung, Wien, Diss., 1963, 154 p.
- BARIL Waltraud, Ernst von Streeruwitz. Ein österreichischer Politiker der Ersten Republik, Wien, Diss., 1965, 288 p.

- BENEDIKT Ursula, Vinzenz Schumy, 1878-1962, eine politische Biographie, Wien, Diss., 1966, 310 p.
- BLINK Gustav, Kunschak und seine Zeit. Porträt eines christlichen Arbeiterführers, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1966, 232 p.
- BRAUN Fritz, Der politische Lebensweg des Bürgermeisters R. Schmitz. Beiträge zur Innenpolitik der Ersten Republik und zur Geschichte der Christlichsozialen Partei, Wien, Diss., 1968, 363 p.
- BROOK-SHEPERD Gordon, Engelbert Dollfuß, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1961, 350 p.
- BRUSATTI Alois, HEINDL Gottfried (Hg.), Julius Raab, Eine Biographie in Einzeldarstellungen, Wien, Verlag Rudolf Trauner, 1986, 431 p.
- FISCHER Heinz (Hg.), Karl Renner, Porträt einer Evolution, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1970, 419 p.
- GOLDNER Franz, Dollfuß im Spiegel der US-Akten, Verlag Niederösterreichisches Pressehaus, Sankt Pölten, 1979, 168p.
- HAFENSCHER Christine, Der Wirtschaftspolitiker E. Heigl (1880-1957), Wien, Diss., 1973, 243 p.
- HANNAK Jacques, Johannes Schober. Mittelweg in die Katastrophe. Porträt eines Repräsentanten der verlorenen Mitte, Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1966, 205 p.
- KLEMPERER Klemens von, Ignaz Seipel, Staatsmann einer Krisenzeit, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1976, 301 p.
- LESER Norbert, Grenzgänger, Österreichische Geistesgeschichte in Totenbeschwörungen, Wien-Graz-Köln, Böhlau Verlag, 1981-1982, 205 und 268 p.
- MAURER Franz, Kanzler Dollfuß, Graz-Wien, Verlag Styria, 1934, 114p.
- MORITZ Johannes, Dr. Ludwig Psenner, Von der antisemitischen Volksbewegung zur Christlichsozialen Reform, Wien, Diss., 1962, 238 p.
- SHERIDON R.K., Kurt von Schuschnigg, London, Engl. Univ. Pr. 1942, 324 p.
- STAMPRECH Franz, Leopold Kunschak. Porträt eines christlichen Arbeiterführers, Wien, Verlag der "Freiheit", 1953, 135 p.

TROST Ernst, Fiql von Österreich, Wien-München-Zürich, Verlag Fritz Molden, 1972, 349 p.

11. Articles et études parus dans différentes revues.

11.1. Articles parus dans "Austriaca".

CULLIN Michel, L'ambiguïté du catholicisme politique autrichien, cahier No 10, mai 1980, p. 39-47.

KNOLL Reinhold, Bref aperçu historique sur l'histoire des partis politiques dans la Seconde République, cahier No 8, p. 11-27.

PELINKA Anton, Indépendance et repli, réflexions sur le rôle politique joué par l'Eglise catholique d'Autriche après 1945, cahier No 1, décembre 1975, p. 55-69.

PELINKA Anton, Die Österreichische Volkspartei, cahier No 10, mai 1980, p. 21-38.

11.2. Articles parus dans "Christliche Demokratie".

BACHINGER Karl, Anmerkungen zur Wirtschaftspolitik der Ersten Republik, cahier No 1/1983, p. 42-53.

KOHLMAYER Herbert, Sozialpolitik in der Zweiten Republik, cahier No 2/1984, p. 197-203.

KREJCI Herbert, Wirtschaftspolitik aus der Sicht der Arbeitgebervertretung, cahier No 4/1983, p. 33-49.

STIEFEL Dieter, Sozialpolitik in der Ersten Republik, cahier No 2/1984, p. 191-195.

11.3. Articles parus dans "Österreichische Monatshefte".

11.3.1. Articles généraux.

BOCK Fritz, Partei-programmatische Betrachtungen, No 5/39, p. 193-200.

Das Programm der Regierung Fiql, No 4/46, p. 137-143.

Programmatische Reden, No 3/45, p. 88.

TZÖBL Josef A., Die Politik der Christlichsozialen, No 10-11/68, p. 17-27.

Vor der Wahl, No 2/45, p. 1-3.

11.3.2. Articles consacrés à des problèmes économiques.

GSCHNITZER Franz, Das Gesicht der Volkspartei, No 3/46, p. 104-106.

11.3.3. Articles consacrés au problème de l'identité nationale.

GLÄSSER-JÄRTEN Mathilde, Österreich - eine zweite Schweiz?, No 10/47, p. 394-396.

KRÖLL Michael, Prüfstein der Nation, No 9/47, p. 338-341.

MISSONG Alfred, 25 Thesen über die österreichische Nation, No 11/48, p. 484-488.

MISSONG Alfred, Österreichertum - einmal zu Ende gedacht, No 3/45, p. 103-106.

POUKAR Raimund, Österreichs Weg zur Volkswerdung, No 6/46, p. 224-225.

STUR Josef, Wiedergeburt des Patriotismus, No 12/47, p. 481-483.

11.3.4. Articles sur la démocratie.

BÖHM Wilhelm, Parteipolitik im Kreuzfeuer, No 11/47, p. 433-435.

FORST-BATTAGLIA Otto, "Östliche" und "Westliche" Demokratie, No 4/48, p. 170-175.

GOLLING Friedrich, An die Unpolitischen!, No 6/47, p. 217-219

GSCHNITZER Franz, Unser Parlamentarismus - kritisch gesehen, No 5/48, p. 207-210.

HEIDENBAUER Hans, Politiker und Politik, No 7/47, p. 241-242.

HURDES Felix, Demokratie und Vermassung, No 5/48, p. 201-203.

- LUGMAYER Karl, Demokratie in Ost und West, No 5/48, p. 217-219.
- MISSONG Alfred, "Aporien" der Demokratie, No 11/47, p. 439-443.
- MISSONG Alfred, Lebendige Demokratie, No 8/48, p. 337-341.
- POPPY Eduard, Demokratie und Masse, No 6/49, p. 241-242.
- POUKAR Raimund, Gewissenserforschung der Demokratie, No 1/48, p. 1-3.
- TZÖBL Josef A., Der Gegensatz zwischen "westlicher" und "östlicher" Demokratie, No 3/47, p. 124.

11.3.5. Articles consacrés au S.P.Ö..

- BOCK Fritz, Kurze Auseinandersetzung mit der S.P.Ö., No 11/47, p. 435-337.
- BÖHM Wilhelm, Volksparteien, Sozialisten, Kommunisten, No 4/49, p. 154-157.
- HURDES Felix, Gedanken um den Klassenkampf, No 10/47, p. 385-386.
- HURDES Felix, Sozialistische Vorurteile, No 3/47, p. 105-107.
- KASAMAS Alfred, Zwiespalt in der Sozialistischen Partei, No 2/47, p. 62-64.
- KRÄMER Hans, "Dritte Kraft" und Volksdemokratie, No 9/48, p. 388-391.
- KRÖLL Michael, Marxismus und Kollektivismus, No 7/48, p. 304-307.
- MISSONG Alfred, Die politische Theorie des Marxismus, No 4/48, p. 158-162.
- RESSECK Bernhard, Ende des Klassenkampfes, No 3/46, p. 109-111.

11.3.6. Articles consacrés au national-socialisme.

- BOCK Fritz, Schlußwort zum Nationalsozialistengesetz, No 6/47, p. 219-222.
- BÖHM Wilhelm, Was ist Fascismus?, No 7/49, p. 305-308.
- FIAZA Maximilian, Ist das Nationalsozialistengesetz wirklich

ungerecht?, No 2/47, p. 76-78.

HOLLENBERG Karl, Wir und der Nationalsozialismus, No 2/45, p. 10-15.

MISSONG Alfred, Wir und der "V.d.U.", No 2/49, p. 53-58.

PRIESNER Adolf, Entnazifizierung oder Nazifizierung? No 12/47, p. 508-513.

11.3.7. Articles consacrés à l'austrofascisme.

ADAM Walter, Wie kam es 1933/38 zur Krise der Österreichischen Demokratie?, No 2/45, p. 17-13.

FUNDER Friedrich, Ibidem, No 1/45, p. 31-34.

GRUBER Karl, Ibidem, No 2/45, p. 15-17.

HURDES Felix, Ibidem, No 1/45, p. 25-29.

MISSONG Alfred, Ibidem, No 2/45, p. 19-20.

SCHUMY Vinzenz, Ibidem, No 1/45, p. 29-30.

11.3.8. Articles traitant de problèmes économiques.

BOCK Fritz, Sozialisierung, wie wir sie verstehen, No 9/46, p. 376-379.

DORAZIL Wilfried, Zum Begriff der Sozialisierung, No 7/46, p. 296-298.

LUGMAYER Karl, Das Recht auf den Arbeitsertrag, No 3/45, p. 111-114.

KRAULAND Peter, Unsere wirtschaftliche Planung, No 9/46, p. 379-381.

PRUTSCHER Pius Michael, Verstaatlichung als Prüfstein, No 6/46, p. 249-251.

SCHUMY Vinzenz, Das Eigentumsproblem und die Wirtschaft, No 2/45, p. 13-15.

11.3.9. Articles consacrés à l'éducation.

- HURDES Felix, Auf dem Weg zu einem einheitlichen Erziehungsprogramm, No 5/46, p. 179-180.
- HURDES Felix, Ein österreichisches Erziehungs- und Schulprogramm, No 5/47, p. 193-195.
- HURDES Felix, Landschulfrage und bäuerliche Sozialprobleme, No 1/47, p. 10-13.
- KRAFT Mathilde, Politische Erziehung in der Schule, No 6/48, p. 252-254.
- LUGMAYER Karl, Öffentliche und freie Schule, No 6/47, p. 224-227.
- STEINER Karl, Ein Wort für die konfessionelle Schule im Burgenland, No 3/47, p. 110-111.
- VANAS Norbert, Die österreichische Schule nach zehn Jahren Schulreform, No 11-12/79, p. 23-31.
- VICENZ Otto, Ein Wort über die Einheitsmittelschule, No 8/47, p. 301-303.
- VICENZI Otto, Zur Frage der neuen Schulgestaltung, No 9/50, p. 535-537.

11.3.10. Articles consacrés aux rapports avec l'Eglise catholique.

- ETTMAYER Wendelin, Katholiken haben es leichter in der Ö.V.P., No 5-6/83, p. 172-175.
- KNOLL August M., Kirche und Politik, No 10/48, p. 433-435.
- KRÄTZL Helmut, Kirche und Ö.V.P., Ein gestörtes Verhältnis, No 4/78, p. 22-27.
- MISSONG Alfred, Christentum und Politik, No 10-11/49, p. 433-437.
- POPP Gerhard, Kirche - Ö.V.P.: Zwischen Gleichschritt und Neuorientierung, No 5/82, p. 185-187.
- PAUNOVIC Nadine, Kirche und Partei, No 7/47, p. 242-244.
- WITHALM Hermann, Gibt es heute christliche Politik?, No 12/68, p. 5-9.

11.3.11. Articles se rapportant à la condition de la femme.

BAUMGARTNER Margarete, Die Entwicklung der österreichischen Frauenbewegung, No 12/48, p. 534-537.

BAUMGARTNER Margarete, Das Werden der Frauenbewegung, No 11/48, p. 494-499.

GLÄSSER-JÄRTEN Mathilde, Die neue Verpflichtung der Frau, No 3/48, p. 110-111.

PAUNOVIC Nadine, Die Arbeit der Frau im Parlament, No 1/46, p. 18-20.

PAUNOVIC Nadine, Die ewige Frau, No 8/46, p. 323-324.

PAUNOVIC Nadine, Die Frau in der Politik, No 7/46, p. 279-280.

PAUNOVIC Nadine, Die Frau zwischen gestern und morgen, No 4/48, p. 154-156.

SCHÜTZ Christl, Die Frau als Wählerin und Mandatarin, No 3/48, p. 260-263.

11.3.12. Articles relatifs à l'antisémitisme.

ROSENBERG Arthur, Die jüdische Frage, No 6/46, p. 226-228.

11.3.13. Articles consacrés à la politique culturelle.

BUSEK Erhard, Stehen wir vor einem neuen Aufbruch? Kultur in Österreich - 40 Jahre danach, No 5/85, p. 8-10.

PERNTER Hans, Österreichische Kulturarbeit als wichtiger Faktor der Außenpolitik, No 6/46, p. 221-224.

PERNTER Hans, Österreichische Kulturpolitik, No 1/45, p. 8-9.

PLOHOVIC Julia, Kulturelle Völkerverständigung - eine österreichische Aufgabe, No 5/46, p. 188-190.

POUKAR Raimund, Kultur, No 3/45, p. 95-97.

11.4. Articles parus dans "Das kleine Volksblatt".

FIGL Leopold, Rufer und Mahner zur Einheit in Österreich, 21 août 1945.

HURDES Felix, Österreich den Österreichern, 5 août 1945.

RAAB Julius, Keine Experimente mit der Wirtschaft, 19 août 1945.

Das Kleine Illustrierte Volksblatt, 23 novembre 1945.

11.5. Articles divers.

HENZ Rudolf, Die kulturelle Situation in der Ersten Republik, dans Österreich in Geschichte und Literatur, No 3/1958, p. 173-178.

HUBER Herbert, Leopold Figls Verdienste um Österreich, dans Die Österreichische Nation, mai 1973, Heft 5, p. 65-70.

MÄRZ Eduard, WEBER Fritz, Verstaatlichung und Sozialisierung nach dem Ersten und Zweiten Weltkrieg. Eine vergleichende Studie, dans Wirtschaft und Gesellschaft, No 2 1978, p. 115-141.

MOSER Jonny, Die Katastrophe der Juden in Österreich 1938-1945. Ihre Voraussetzung und ihre Überwindung, dans Studia Judaica Austriaca, Eisenstadt, Edition Roetzer, Band V, 1977, p. 67-134.

PELINKA Anton, M.R.P. und Ö.V.P. Vorbild auf Zeit, dans Rudolf ALTMÜLLER, Helmut KONRAD, Anton PELINKA, Gilbert RAVY, Gerald STIEG, Festschrift Mélanges Felix Kreissler, Wien-München-Zürich, Europa Verlag, 1985, p. 139-148.

12. Articles parus dans "Die Zukunft".

12.1. Généralités.

AIGNER Bruno, Die Standpunkte des Alois Mock, No 11/82, p. 11-12.

BERGER Herbert, Das Zukunftsmanifest der Ö.V.P., No 10/84, p. 24-26.

BERGER Herbert, Nationalratswahl 1983: Ergebnisse, Ursachen, Folgerungen, No 6/86, p. 12-15.

CZERNEKZ Karl, Ein konservatives Urteil über die Ö.V.P., No 1-2/53, p. 12-14.

- CZERNETZ Karl, Unsere Stellung zur Ö.V.P., No 6/47, p. 159-162.
- KIRSCH Karl, Das negative Image der Ö.V.P., No 15-16/66, p. 52-53.
- KLENNER Fritz, Das Dilemma der Ö.V.P.-Strategie, No 23-24/75, p. 1-3.
- KÖNIGSBERGER Gerhard, Ö.V.P.-Programm: Zwischen Theorie und Wirklichkeit, No 21/72, p. 1-2.
- MIGSCH Alfred, Die Krise der Österreichischen Volkspartei, No 7/51, p. 190-192.
- NEUNTEUFEL Elmar, Warum ich nicht mehr bei der Ö.V.P. sein kann, No 4/79, p. 13-15.
- NOWOTNY Thomas, Das Selbstporträt des Alois Mock, No 3/83, p. 12-14.
- PITTERMANN Bruno, Ö.V.P.-Krise - Staatskrise, No 18/63, p. 7-12.
- ROSNA Walter, Die Ö.V.P.-Diktatur in Niederösterreich, No 17/64, p. 23-24.
- TIEBER Herbert, Ö.V.P.: Aufbruch zur Gemütlichkeit. Die "Österreichischen Markierungen" des Josef Höchtel, No 7/80, p. 42-43.

12.2. Articles sur l'éducation.

- MATZKA Manfred, Ö.V.P.: "Aktion Scharf" in Sachen Bildungsplanung, Kritische Bemerkungen zum jüngstveröffentlichten "Plan 4" der Ö.V.P., No 10/75, p. 25-27.
- STEMMER Wilhelm, Die österreichischen Erziehungs- und Schulprogramme, No 6/47, p. 171-173.

12.3. Articles concernant l'antisémitisme.

- MAREK Bruno, Der Antisemitismus und die Österreichische Volkspartei, No 8/54, p. 222-224.
- MASSICZEK Albert, Ein Christ über den Antisemitismus, No 8/63, p.6-9.

12.4. Article concernant l'économie.

WIRLANDNER Stefan, Der Raab-Kamitz-Kurs: eine Legende, No 4-5/59, p. 107-110.

12.5. Article concernant les autres partis politiques.

PITTERMANN Bruno, Opposition gegen den Klassenkampf der Ö.V.P., No 6/67, p. 1-3.

13. Articles parus dans "Weg und Ziel".

13.1. Généralités.

FISCHER Ernst, Die Koalitionsparteien und das Volk, No 2/48, p. 81-92.

FÜRNBURG Friedl, Zur Programmdiskussion in der Ö.V.P., No 1/72, p. 175-177.

GLAUBAUER Fritz, Die Rolle der Ö.V.P., No 9/71, p. 301-302.

GRÜNBERG Leopold, Die Strategen des Bürgerblocks, No 1/61, p.9-20.

GRÜNBERG Leopold, Worüber SP und VP einig sind, No 4/56, p.263-274

HAGER Franz, Ö.V.P. auf neuen Wegen, No 7-8/70, p. 10-11.

HAGER Franz, S.P.Ö., Ö.V.P. und F.P.Ö. zu Konjunktur und Krise in Österreich, No 2/75, p. 64-66.

HAUER Ernest, Ö.V.P.-Parteitag, No 6/75, p. 249-251.

HOLZINGER Lutz, Alois Mock drängt zum Futtertroq, No 11/86, p. 378-379.

HOLZINGER Lutz, Die Ö.V.P. im Aufwind, Rahmenbedingungen einer Auferstehung, No 9/86, p. 290-292.

HOLZINGER Lutz, Eine Flucht nach vorn? Wertwandel und Ö.V.P.-Zukunftsmanifest, No 6/85, p. 205-206.

HOLZINGER Lutz, Kein Grund zum Feiern? Die Befreiung Österreichs liegt Ö.V.P. und S.P.Ö im Magen, No 5/75, p. 197-198.

HORN Otto, Die prolongierte Krise der Ö.V.P., No 7-8/71, p. 243-244.

HORN Otto, Die Ö.V.P. Der Fisch auf dem Trockenen, No 2/71, p. 49-51.

JANECEK Otto, Auf den Spuren einer VP-Legende, No 10/75, p. 401-402.

JANECEK Otto, Das Dilemma der Ö.V.P., No 7-8/79, p. 245-246.

JANECEK Otto, Ö.V.P.: Das dekorierte Nichts, No 5/77, p. 180-181.

MUHRI Franz, Ö.V.P. weiter in der Krise, No 127/1, p. 420-422.

SCHARF Erwin, S.P.Ö. und Ö.V.P.: außenpolitisch etwas zerstritten, No 5/82, p. 164-166.

WEST Franz, V.P.-Krise - V.P.-Parteitag, No 3/60, p. 161-169.

WEST Franz, Zur Ideologie der V.P., No 7-8/48, p. 492-503.

WIMMER Ernst, Zum Konsens von Ö.V.P. und S.P.Ö., No 1/82, p. 4-7.

13.2. Article concernant l'antisémitisme.

KRENN Anton, Rassenhetze und Antisemitismus, No 11/46, p. 636-640.

13.3. Article concernant l'éducation.

MENDE Julius, Bildungspolitik auf Rechtskurs, No 5/79, p. 169-171.

13.4. Articles concernant l'économie.

FRIDRICH Ernst, Der "Raab-Kamitz-Kurs", No 11/58, p. 910-919.

LENZ Georg, Die "Volksaktie" in Österreich, No 5/56, p. 364-367.

RHEMANN Josef, Krisenbekämpfung von rechts: Reprivatisierung und Sozialabbau, No 4/79, p. 124-126.

RUSCHITZKA Alfred, Ö.V.P. und verstaatlichte Betriebe, No 6/66, p. 304-309.

SPIRA Leopold, Der Mythos vom "Volkskapitalismus", No 9/56, p. 619-623.

WÄCHTER Leopold, Ändert S.P.-Regierung Finanzpolitik der Ö.V.P.?,

No 10/70, p. 20-21.

WEIHS Kurt, Ö.V.P. für Lohnsteuersenkung?, No 3/77, p. 92-94.

WOLKER Hans, Was ist "Volkskapitalismus"?, No 10/57, p. 877-882.

13.5. Article concernant l'Eglise catholique.

ALTMANN Karl, Zur Frage des Konkordats, No 10/57, p. 866-873.

13.6. Articles concernant les aspects sociologiques.

KALT Hans, Die Rolle des Ö.A.A.B., No 7-8/72, p. 250-251.

LAUSCHER Fritz, Die Rolle des Ö.A.A.B., No 6/57, p. 552-560.

MATZINGER Alfred, Der "Januskopf" des Ö.A.A.B., No 10/72, p. 354-355.

RASP Andreas, Ö.A.A.B.- Die Probleme bleiben, No 6/77, p. 233-234.

TRUGER Walther, Der Ö.A.A.B.. Einige Tatsachen und Überlegungen, No 12/65, p. 727.

WEST Franz, Ö.V.P-Krise und Arbeiterpolitik, No 4/64, p. 209-215.

WEST Franz, Politik und Ideologie des Ö.A.A.B., No 10/55, p. 693-701.

13.7. Articles concernant d'autres partis politiques.

WEST Franz, Zur Frage der "Vierten Partei", No 7-8/49, p. 512-524.

WOLKER Hans, Rechtsextremismus in Österreich, No 12/79, p. 424-427.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

- ADAM Walter, 168.
347
- ALBERTI (Comte), 158.
- ANTEL Franz, 351.
- BAUER Otto, 113,152,213.
- BERG Alban, 353.
60,
- BOCK Fritz, 166.
164,
- BÖHM Gotthard, 346.
241,
- BRAUN Felix, 346.
- BRÜGEL, 349.
- BURESCH, 113.
- CHARLES Ier, 50.
66,
- CLEMENCEAU Georges, 48.
179,
- CZERMAK Emmerich, 87,317.
346.
- CZERNETZ Karl, 164.
- DOLLFUß Engelbert, 5, 9, 10, 18, 26,
37, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61,
228,
63, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88,
89, 113, 114, 115, 116, 123,
218.
152, 158, 162, 163, 164, 165,
345.
165, 166, 168, 169, 174, 177,
191, 192, 234, 246, 256, 264,
245.
268, 288, 291, 292, 304, 342.
- ENDER Otto, 113, 291.
341,
- FEY Emil, 158.
- FIGL Leopold, 5, 27, 37, 67, 93, 125,
127, 132, 133, 134, 179, 226,
299.
63.
- FISCHER Ernst, 132, 164, 183.
- FORST Willy, 351.
16,
- FORST-BATTAGLIA Otto, 98.
90,
- FRANK Hans, 175.
122,
- FREUMBICHLER Johannes, 345.
176,
- FUNDER Friedrich, 167, 168, 341.
313,
- GFÖLLNER Mgr, 173, 188, 189, 190, 316.
- GINZKEY Franz Karl, 343,346.
- GLÄSSER-JÄRTEN Mathilde, 72.
- HENZ Rudolf, 343, 346,
348, 349, 350.
- HESS Rudolf, 175.
- HINDELS Josef, 163.
- HITLER Adolf, 57, 58,
61, 62, 82, 114,
175, 177, 191,
313, 316.
- HÖDL, 320.
- HUEBER Anton, 123.
- HURDES Felix, 5, 64,
121, 143, 166,
274, 296, 339,
- INNITZER Theodor, 293.
- JAGSCHITZ Gerhard, 174.
- KAMITZ Reinhard, 209,
229, 242.
- KASAMAS Alfred, 139,
- KINDERMANN Hans, 344,
- KIRSTE Leo, 65, 69, 71.
- KOLLMANN Josef, 122,
- KOREN Stefan, 242.
- KRALIK Richard von,
342.
- KRASSER Robert, 264.
- KRESSE, 317.
- KRIECHBAUMER Robert,
- KRÖLL Michael, 69, 71.
- KUNSCHAK Leopold, 5,
32, 37, 88, 89,
103, 107, 117,
126, 127, 155,
213, 310, 312,
317.
- LENZ Georg, 206.
- LERNET-HOLENIA

- Alexander,
GLEISSNER Heinrich, 37, 299.
GLÖCKEL Otto, 262, 264, 265, 276, 277.
GÖRING Hermann, 174.
GORBACH Alfons, 37, 299.
210,
GRAFF Michael, 320.
GRENGG Maria, 345, 347.
GRUBER Karl, 159, 165, 183, 320.
GSCHNITZER Franz, 27.
184,
GUENTHER Otto, 55.
GULICK C.A., 245.
Impératrice,
GÜRTLER, 245.
HABICHT Theo, 174, 175.
HABSBOURG (Famille), 48,49.
HANUSCH Ferdinand, 249.
HAUSLEITNER, 307.
HEER Friedrich, 341.
345.
HEINL Eduard, 218.
348.
HEMETSBERGER-KOLLER Hildegard, 222.

MIKLAS Wilhelm, 113.
113,
MISSONG Alfred, 67, 68, 69, 70, 71,
210,
93, 94, 97, 98, 99, 169.
241,
MOCK Alois, 37, 230, 299.
307,
MOROLD Max, 339, 342, 343.
MOUNIER Emmanuel, 263.
NADLER Josef, 340, 343.
249.
NÜCHTERN Hans, 343.
340.
PAUNOVIC Nadine, 334.
PERKONIG Josef Friedrich, 345.
Rüdiger,
PERNTER Hans, 5.
PFRIMER Walter, 158.
PITTERMANN Bruno, 128.
POPPY Karl, 97.
RAAB Julius, 29, 209, 219, 220, 228,
240, 241, 242.
REDER Walter, 319.
111,
REICHHOLD Ludwig, 119, 123, 230.
RENNER Karl, 103, 109, 110, 114, 121,
17,210
122, 125, 126, 127, 138, 164.
344
RINTELEN Anton, 264.
345
ROSEGGER Peter, 347.
348.
LIST Rudolf, 339, 342,
343, 345, 347.
LUEGER Karl, 16, 37,
239, 284.
LUGMAYER Karl, 270.
MAIMANN Helene, 152.
MALETA Alfred, 120,
185.
MARIE-THERESE
67.
MARISCHKA Ernst, 351.
MARISCHKA Georg, 351.
MARX Karl, 136, 140.
MATTL Siegfried, 155.
MAYER Erich August,

MELL Max, 343, 347,

MIGSCH Alfred, 121.

SEIPEL (suite), 110,
155, 156, 159,
211, 213, 225,
246, 256, 286,
313, 314, 315.
SEITZ Karl, 117, 120.
SPALOWSKY Franz, 245,

SRBIRK Heinrich von,

STALINE Joseph, 121.
STARHEMBERG Ernst
56, 60, 111.
STIFTER Adalbert, 347.
STRAFFER, 312.
TAUS Josef, 299.
TOLBUCHIN Fjodor, 121.
TZÖBL Josef, 96.
VAUGOIN Carl, 5, 87,
112, 115, 174.
VOGELSANG Karl von,

WAGGERL Karl Heinrich,

WALDECK Heinrich Suso,

WALDHEIM Kurt, 319,

320.
 SCHÄRF Adolf, 121.
 SCHEIBELREITER Ernst, 345.
 123,
 SCHMITZ Richard, 5, 54, 137, 141, 215,
 217.
 238, 246, 253, 290, 315, 316,
 354.
 SCHNAURHOFER, 210.
 164.
 SCHNITZLER Arthur, 341.
 SCHÖNBERG Arnold, 253.
 SCHUMY Vinzenz, 169.
 102,
 SCHUSCHNIGG Kurt von, 5, 37, 55, 58,
 206.
 59, 60, 61, 62, 84, 85, 115, 118,
 122, 123, 158, 163, 166, 175, 178,
 191, 316.
 SEIPEL Ignaz, 10, 37, 50, 52, 53, 54,
 57, 60, 79, 80, 81, 82, 83, 109,
 WATZEK Adolf, 118.
 WEINBERGER Lois, 121,
 125, 131, 179,
 WENTER Josef, 345.
 WEST Franz, 185.
 WIESENWASSER Gerhard,
 WILDGANS Anton, 345.
 WILSON Woodrow, 48.
 WITHALM Hermann, 100,
 103, 204, 205,
 WOLKER Hans, 205.
 ZERNATTO Guido, 343.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
-------------------	---

PREMIERE PARTIE

ORIENTATIONS GENERALES

Chapitre 1: ASPECTS SOCIOLOGIQUES	16
1.1. Parti chétien-social et parti populiste autrichien: deux "Volksparteien".....	16
1.1.1. Définition du terme	16
1.1.2. Différences avec les autres partis	22
1.2. Organisation en corporations	24
1.2.1. Prédominance de l'élément paysan	25
1.2.2. Rôle des patrons et des cadres	29
1.2.3. Place des salariés	33
1.2.4. Liens avec le "Cartellverband"	37
1.3. Données statistiques	39
1.3.1. Zones d'implantation faible	47
1.3.2. Zones d'implantation forte	48
 Chapitre 2: LA QUESTION NATIONALE	 50
2.1. Les louvoiements chrétiens-sociaux	51
2.2. Le patriotisme des populistes	61

DEUXIEME PARTIE
POLITIQUE ET DEMOCRATIE

Chapitre 3: CONCEPTIONS DE LA DEMOCRATIE	71
3.1. La démocratie selon les chrétiens-sociaux	72
3.1.1. La démocratie en question	72
3.1.2. "L'expérience" corporative	78
3.1.2.1. L'élimination de la démocratie	78
3.1.2.2. Appels à la conscience démocratique du régime	84
3.2. La démocratie selon les populistes	87
3.2.1. Le concept général de démocratie	87
3.2.2. Le rôle des partis politiques	95
3.2.3. La fonction du Parlement	98
3.2.4. L'évolution du concept de démocratie jusqu'à nos jours	100
 Chapitre 4: LE CAMP CONSERVATEUR FACE AUX PARTIS MARXISTES	 103
4.1. Historique des relations avec le S.P.Ö	104
4.1.1. Parti chrétien-social et parti social-démocrate (1918-1934)	104
4.1.2. Parti populiste et parti socialiste	119
4.2. Historique des relations avec le K.P.Ö./.....	127
4.2.1. Parti chrétien-social et parti communiste ...	128
4.2.2. Parti populiste et parti communiste	129
4.3. Jugements globaux sur le marxisme	133
4.4. Opposition au collectivisme	135
4.4.1. Dictature du prolétariat et lutte des classe.	135
4.4.2. Destruction de l'individualité	139
4.5. Opposition sur le rôle attribué à l'Etat	140

4.6. Conflit autour du problème religieux	143
4.6.1. L'anticléricalisme marxiste	143
4.6.2. La question de l'enseignement de la foi chrétienne	
.145	
Chapitre 5: LE CAMP CONSERVATEUR FACE A L'AUSTROFASCISME	148
5.1. Culpabilité rejetée sur la social-démocratie	151
5.2. Jugements portés sur les Heimwehren et leur rôle dans	
l'austrofascisme	157
5.3. Corporatisme: rempart contre la social-démocratie ..	161
5.4. Démocratie sous l'austrofascisme	164
5.5. Nécessité d'une réforme constitutionnelle	167
5.6. Défense de l'intégrité territoriale autrichienne ...	169
Chapitre 6: LE CAMP CONSERVATEUR FACE AU NATIONAL-SOCIALISME	
....171	
6.1. Chrétiens-sociaux et national-socialisme	172
6.2. Populistes et national-socialisme	179
6.3. Convergences et divergences avec l'idéologie nationale-	
socialiste	188
6.3.1. Sur le problème racial	188
6.3.2. Sur le thème de l'identité nationale	192
6.3.3. Querelles autour de la lutte antimarxiste ...	195
6.3.4. Sur le rôle et la place de l'Eglise catholique	
..... 197	
6.3.5. Sur la notion de "parti politique"	198

TROISIEME PARTIE

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Chapitre 7: POLITIQUE ECONOMIQUE	201
7.1. Le droit de propriété	201
7.1.1. Inaliénabilité du droit de propriété	202
7.1.2. Limitation du droit de propriété	209
7.2. Nationalisations	211
7.2.1. Les chrétiens-sociaux et les nationalisations	212
7.2.2. Les populistes et les nationalisations	218
7.3. Libéralisme ou interventionnisme	226
7.4. Le "Leistungsprinzip"	234
7.5. Secteurs économiques	236
7.5.1. Agriculture	236
7.5.2. Industrie	241
7.5.3. Commerce et artisanat	242
Chapitre 8: POLITIQUE SOCIALE	248
8.1. Le salaire juste	249
8.2. La durée du temps de travail	253
8.3. Assurance sociale	257
8.4. Assurance chômage	261
8.5. Politique du logement	263

QUATRIEME PARTIE

POLITIQUE CULTURELLE

Chapitre 9: SYSTEME EDUCATIF	267
9.1. Education fondée sur la morale et la religion	268
9.1.1. L'instruction religieuse	268
9.1.2. L'école confessionnelle	273

9.1.3. Les valeurs morales	277
9.2. Droit éducatif des parents	278
9.2.1. Rôle éducateur des parents	278
9.2.2. Conseils de parents d'élèves	279
9.3. Education patriotique	280
9.4. Réforme du système éducatif	283
9.4.1. Aspects généraux	283
9.4.2. Apprentissage d'une langue étrangère	286
9.4.3. Enseignement féminin	287
9.4.4. Les universités populaires	290
Chapitre 10: RAPPORTS AVEC L'EGLISE CATHOLIQUE	291
10.1. Liens confessionnels des partis chrétien-social et populiste	293
10.1.1. Liens officiels	293
10.1.2. Liens officieux	306
10.2. Concordat	309
10.3. Influence du Christianisme sur la politique	312
10.3.1. Politique chrétienne	312
10.3.2. Politique d'inspiration chrétienne	314
10.3.3. Rôle des ecclésiastiques dans la politique ..	317
Chapitre 11: ANTISEMITISME	319
11.1. L'antisémitisme chez les chrétiens-sociaux	321
11.2. Antisémitisme et parti populiste autrichien	329
Chapitre 12: POLITIQUE FAMILIALE ET ROLE DE LA FEMME	333
12.1. Politique familiale	333
12.1.1. Législation sur le mariage	334

12.1.2. Place et rôle de la famille dans la société .	335
12.1.3. Soutien accordé à la famille	336
12.1.3.1. Soutien accordé à la famille	337
12.1.3.2. Aide au logement	338
12.1.4. Politique des naissances	339
12.2. Rôle de la femme dans la société	341
Chapitre 13: LA CULTURE	351
13.1. Littérature	354
13.2. Radio	362
13.3. Cinéma	364
13.4. Musique	367
13.5. Respect des traditions	368
CONCLUSION	370
Notes	379
Courtes biographies	448
Bibliographie	459
Index des noms de personnes	490
Table des matières	493